



HAL
open science

Renault Billancourt, 1950-1992 : le parti communiste et les ouvriers. Identités ouvrières et identité de parti : identités ouvrières et identité de parti

Alain Viguier

► **To cite this version:**

Alain Viguier. Renault Billancourt, 1950-1992 : le parti communiste et les ouvriers. Identités ouvrières et identité de parti : identités ouvrières et identité de parti. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2017. Français. NNT : 2017PA01H106 . tel-01769540

HAL Id: tel-01769540

<https://theses.hal.science/tel-01769540>

Submitted on 18 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris I, Panthéon - Sorbonne
Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (UMR 8058)
Ecole doctorale d'histoire (ED 113)

Renault Billancourt, 1950 – 1992

Le parti communiste et les ouvriers

Identités ouvrières et identité de parti



Thèse pour le doctorat d'histoire,
Présentée et soutenue publiquement par

Alain VIGUIER

Le 16 octobre 2017

Sous la direction de M. le Professeur Michel PIGENET

Membres du jury :

M. Paul BOULLAND, ingénieur de recherche, CNRS, Centre d'histoire sociale du XX^e siècle

M. Nicolas HATZFELD, professeur d'histoire contemporaine, Université d'Evry (rapporteur)

M. Michel MARGAIRAZ, professeur d'histoire contemporaine, Université Paris Panthéon-Sorbonne

M. Julian MISCHI, directeur de recherche en sociologie, INRA, Dijon

M. Michel PIGENET, professeur émérite d'histoire contemporaine, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (directeur)

M. Xavier VIGNA, professeur d'histoire contemporaine, Université de Bourgogne (rapporteur)

Résumé

Cette étude retrace l'histoire des luttes ouvrières à Billancourt depuis les années 50, dans leur rapport à la politique communiste, alors que domine un modèle militant communiste porté par les ouvriers qualifiés. Elle met en évidence et analyse les facteurs cachés des transformations affectant les différents conflits, et les identités ouvrières qui s'y manifestent. La domination du modèle communiste des années 50, ébranlée par la dynamique des conflits des années 1968, est portée par les ouvriers spécialisés. Cette dynamique est activée par les transformations du travail engagées dans les décennies antérieures. Leur insubordination, leur contestation du travail et du racisme, la force des grèves bouchon, contrarient la politique du PCF. L'initiative de la rupture de 1977, au sein de la gauche, témoigne de l'échec de l'ambition du PCF de rester le parti dirigeant. En 1981, le PCF mise en vain sur la réussite d'une participation gouvernementale non souhaitée. Cette participation déçoit les ouvriers, activant les contradictions de son corps militant. Alors, le monde de l'usine se défait. La centralité ouvrière et le concept de classe ont perdu toute capacité opératoire, cependant que la politique communiste de particularisation catégorielle est impuissante à endiguer une « balkanisation » politique du salariat. Des désaccords violents éclatent dans les sections, et se manifestent dans l'usine par des pratiques divergentes. La campagne radicale pour les « dix de Billancourt », les propositions d'alternatives gestionnaires, échouent. Les liens entre le parti et les ouvriers sont distendus, laissant les immigrés seuls et impuissants face aux suppressions d'emplois.

Mots clé : Communiste (Parti), identité, immigré, insubordination, métier, militant, ouvrier qualifié, ouvrier spécialisé,

Summary

This thesis retraces the history of the workers' conflicts at Billancourt starting in the 1950ies in their connection with the communists' policies, dominant at the time, and carried out by the skilled workers. It highlights and analyses the hidden factors of the transformations that affect the different conflicts and the worker identities that manifest themselves in these conflicts. The domination of the communist model of the 50ies, destabilized by the dynamics of the conflicts of the years around 1968, was the work of the skilled workers. This dynamism was stimulated by the transformation of work engaged upon in the previous decades. Their insubordination, their protests about work and racism, the strength of the blockade strikes, thwart the French communist party policy oriented towards the union from the unskilled workers to the engineer. The initiative of the rupture, in 1977, of the left, attested to the failure of the PCF's ambition to remain the leading party. In 1981, the PCF counted in vain on a successful, but unwished for, participation in the government. This participation disappointed the workers, activating contradictions within its militant corps. The factory world dislocated. Working class centrality and class concept had lost all operational reality, while the communist policy of categorical particularization was powerless to stem a political "balkanisation" of wage earners. Violent disagreements broke

out in the sections, and were seen in the factory by divergent practices. The radical campaign for the "ten of Billancourt", proposals for alternative management, failed. The ties between the party and the workers were weakened, leaving the immigrants alone and helpless in the face of job suppressions.

Key words : Communist (Party), identity, immigrant, insubordination, job, militant, skillworker, unskillworker,

Remerciements

Je dois à Monsieur Michel Pigenet d'avoir accepté de diriger ce travail et de m'avoir par ses critiques et ses remarques permis de l'approfondir, ses limites relevant de ma seule responsabilité.

Cette thèse doit aussi à ma fréquentation pendant de nombreuses années de militants à Billancourt. Parmi ceux-ci, Clara et Henri Benoîts me sont particulièrement chers. Par les échanges que j'ai eus avec eux, et pour ce qui concerne Henri souvent pendant nos heures de travail, j'ai pu découvrir et mieux comprendre bien des aspects de la lutte politique et syndicale à Renault, en particulier le combat des ouvriers algériens pour l'indépendance de leur pays. Pourtant ce qu'ils m'ont apporté ne relève pas seulement de connaissances intellectuelles, je leur dois aussi d'avoir compris et senti la force d'un engagement durable et celle de la solidarité ouvrière. En cela je dois aussi à d'autres militants connus à la CFDT, je pense en particulier à René Dang et à Enrique Izierte, ancien combattant de la guerre civile espagnole, passé ensuite par le PCF quitté en 1968. D'autres enfin, tels que Bokar Touré, délégué CGT et sénégalais, m'ont ouvert à la connaissance des luttes des peuples africains. Je n'oublie pas enfin, les dix années de compagnonnage avec Philippe Boisseau, à Renault.

Cette thèse n'aurait pas été possible sans l'attention, l'intérêt, et l'ouverture de militants aux parcours politiques parfois différents ou éloignés du mien, qui ont accepté de répondre à mes demandes d'entretien. Ils ont pu m'accueillir comme « un camarade », ainsi que l'a fait Raymond Treppo, me percevant comme partageant les mêmes aspirations qu'eux. J'espère n'avoir pas trahi ou dénaturé leur parole, bien que les points de vue que je développe à propos du PCF puissent s'éloigner des leurs.

Je dois remercier Robert Kosmann pour les échanges que j'ai eu avec lui, alors qu'il a mis à ma disposition les enregistrements d'entretiens réalisés avec des militants de Billancourt dont il préparait la notice biographique. Enfin, Mohamed Er Reguieg m'a remis une recension des tracts de la fin des années 1980, comblant des lacunes dans mes propres sources. Je lui en suis redevable.

Ce travail doit beaucoup à Marie Dominique, ma compagne, qui a eu la patience de relire mes rédactions successives à propos desquelles elle a pu faire des remarques pertinentes. Dans les dernières semaines, ce travail nous a sans doute privé de quelques loisirs. Cependant il a été pour nous l'occasion d'échanges fructueux. Et enfin Sandra qui dans les derniers jours n'a apporté une aide importante.

Sommaire

Résumé / summary

Remerciements

Sommaire

Préambule

Introduction

1 Billancourt et le Parti communiste, quelle approche historiographique ?

2 Identités ouvrières et politique communiste à Billancourt

3 La limitation du domaine étudié, et ses conséquences

4 Les choix dans l'organisation du récit de cette histoire ouvrière

Partie I - 1950- 1992. Billancourt, théâtre politique. Le cadre et les acteurs

1 Billancourt : cadre physique et symbolique de luttes politiques

2 Les acteurs salariés : leur métier, leur origine, leur statut

3 Force et influence des acteurs collectifs, syndicats et partis

Partie II - 1950 – 1967 : Parti et ouvriers, de la guerre froide à l'amorce d'une union des gauches

1 La prégnance du politique dans la conduite de l'action revendicative

2 L'action politique communiste subsume les aspirations spécifiques des ouvriers

3 1950-1967 : les évolutions de la figure symbolique de l'ouvrier de Billancourt et du corps militant communiste

Partie III - 1968 – 1980, Le PCF, entre insubordinations ouvrières et programme commun

1 Les conflits, les nouvelles dynamiques ouvrières leurs forces et leurs limites

2 La politique communiste contrariée par les contestations ouvrières

3 1978- 1980, les ouvriers affaiblis, les communistes sans perspectives

Partie IV - 1980- 1992, L'usine de Billancourt, un monde qui se défait

- 1 Les ouvriers déstabilisés, puis stigmatisés**
- 2 Les ouvriers perd l'appui de OS sans gagner celui des ITC**
- 3 La section communiste de Billancourt, un bateau ivre**
- 4 Billancourt, un univers politique défait**

Conclusion

Annexes

Index

Bibliographie et sources

Table des matières

Préambule

Le sujet que je vais traiter, les rapports s'établissant entre le Parti communiste et les ouvriers dans le cadre particulier de l'usine de Renault Billancourt, trouve son origine dans une double expérience personnelle en ce lieu. Embauché en 1969, à Renault en tant qu'ingénieur, j'y ai exercé pendant près de quarante ans¹ diverses missions et responsabilités, à la charnière de la technique et de l'économie d'entreprise. Ces activités répondaient à mon intérêt pour les évolutions des technologies de production et du travail ouvrier². Par ailleurs, j'y ai été syndiqué au syndicat SRTA CFDT sans y avoir de responsabilité particulière, et militant politique d'extrême gauche, en lien par et dans le syndicat avec des ouvriers eux-mêmes militants. J'étais porté alors par l'élan et les espoirs de mai 1968.

Travaillant dans cette usine qui, au début des années 1970, employait un peu plus de 38 000 salariés, dont les deux tiers étaient des ouvriers, je ne pouvais pas être indifférent à sa charge politique et symbolique, au rôle qu'y jouait le Parti communiste, comme à la difficulté des organisations rivales d'extrême gauche à en entamer l'influence. A l'approche de ma cessation d'activité s'imposait à moi la nécessité de revenir sur ce dont j'avais été un témoin, plus qu'un acteur, afin d'approfondir ma compréhension de la dynamique des luttes ouvrières de cette usine, ainsi que de la nature des liens qui s'établissaient entre les ouvriers et ce parti. J'avais déjà à leur propos, de par mon expérience, des points de vue plus ou moins assurés, marqués par une double extériorité n'ayant jamais été membre du Parti communiste pas plus qu'ouvrier. Il fallait donc que je place devant moi, les idées que je gardais derrière la tête, selon l'expression de Patrick Boucheron³.

J'aborde donc cette étude avec une préoccupation qui, pour être historique, n'en est pas moins politique. Ce faisant, ne suis-je pas exposé au risque, s'agissant de traiter de l'histoire du PCF, de son implantation et de sa politique enfin des causes de son dépérissement en tant que parti ouvrier, de m'aventurer bien au-delà de la nécessité de comprendre ? Sans doute ce risque existe-t-il, et je dois l'assumer. En effet, il ne m'est pas possible d'aborder cette histoire, celle d'un site industriel dans lequel j'ai travaillé, de « haut », à distance comme j'aurais pu le faire en choisissant un sujet totalement étranger à mon expérience personnelle. A Billancourt, j'ai été confronté à des conflits sociaux qui m'ont révélé une réalité ouvrière

¹ J'ai cessé mon activité salariée en juillet 2007

² Ayant entrepris des études en économie, j'ai d'abord été employé dans des services de prix de revient (Division Machinisme Agricole, puis automobile), puis dans des services d'études économiques appliquées aux choix industriels puis aux produits en développement, en dernier lieu enfin dans un service de stratégie industrielle de la direction de la mécanique.

³ *Le Monde*, daté du 24 septembre 2015

qui m'était largement étrangère, venant d'un univers social et culturel marqué par la ruralité et largement ignorant, non pas des réalités ouvrières, mais de celles de la grande industrie. Comme d'autres militants, mis en mouvement en mai et juin 1968, j'ambitionnais, en m'appuyant sur les dynamiques de ces luttes, de contribuer à la construction d'une alternative qui inscrirait dans la réalité ouvrière les aspirations que nous portions et qu'avait rejetées le PCF. Bien que je doive mettre à distance ma propre subjectivité pour prendre le parti des faits, de leur interprétation raisonnée, je ne sais m'abstraire de cette histoire, d'autant que je ne pouvais pas échapper à la force symbolique du lieu, comme à la puissance d'une concentration ouvrière souvent rebelle, dans les années 1970, à l'ordre usinier comme parfois aux attentes politiques du Parti communiste.

Dans les « années 68 », s'est imposée à moi la nécessité d'en explorer les arcanes politiques et sociales. Cela répondait alors au besoin qui incombe au militant de les comprendre. Je dois maintenant les examiner en tant qu'objet historique. Dans les années 1970, comme la plupart des militants qui le critiquaient⁴, je ne percevais du Parti communiste que ce qu'il donnait à voir de lui-même, ses prétentions comme ses ambitions, sans accéder aux contradictions internes qui l'affectaient, ne saisissant que celles qui se manifestaient entre lui et les travailleurs, souvent circonstanciées. De par ma position d'ingénieur, j'étais extérieur à la classe ouvrière de l'usine à laquelle je n'étais lié que par des relations individuelles permises par le syndicat, alors que je ne partageais guère les valeurs du milieu professionnel dans lequel je baignais. Cette altérité, sociale et subjective, me mettait dès lors dans une position d'observateur, plus que d'acteur des mouvements sociaux de l'usine. Observateur, je l'étais aussi, de par mon activité professionnelle, des transformations en œuvre dans la production, dans son organisation, et des changements dans la mise en œuvre de la force de travail ouvrière. Je pouvais saisir la permanence d'une subordination ouvrière et de son affirmation renforcée en dépit de son euphémisation par les subterfuges de la langue de bois managériale. La présente étude me permet ainsi à la fois de satisfaire un intérêt historique et de mettre à distance un vécu personnel qui pour avoir été une source d'enrichissement, confinait parfois à une expérience schizophrénique.

Cette position, d'observateur et d'acteur, m'a poussé dès le début des années 1970, à collecter tracts, documents, bilans, ouvrages ou études, notes diverses, et liens personnels qui m'ont éclairé sur des pratiques sociales et des conflits que je ne vivais pas directement. Cette collecte et cette expérience indirecte me permettent maintenant de mettre en œuvre

⁴ Cela vaut pour les militants entrés à l'usine au début de la décennie 1970. Les militants plus anciens qui avaient milité dans la CGT, et parfois en étaient encore membres, en avaient une approche moins stéréotypée.

cette étude. Libéré des contraintes du travail salarié, j'ai donc mis en chantier un projet qui mûrissait depuis longtemps. J'ai d'abord mené à bien un master, sous la direction de Michel Dreyfus, explorant la construction du mythe de la « forteresse ouvrière », propos qui ne répondait pas encore complètement à ce qui me tenait à cœur, et qui n'allait pas au-delà des premières années de la décennie 1970. Je l'ai donc poursuivi, sous la direction de Michel Pigenet, en traitant de l'histoire politique et sociale de Renault Billancourt de 1950 à 1992, année de l'arrêt de la chaîne de montage de véhicules de l'Ile Seguin.

Ce qu'a représenté l'usine Renault de Billancourt dans l'imaginaire collectif de la classe ouvrière, comme dans celui de la société française, m'a encouragé à entamer ce travail, toutefois ce pouvait être aussi une source de difficultés. Je devais me défaire des représentations qui lui étaient associées, ce que m'avait déjà permis le Master. En effet, selon les périodes et les circonstances, l'usine emblématique et ses travailleurs ont été convoqués pour légitimer des propositions politiques ou illustrer un discours politique, voire une thèse universitaire sur le rapport des ouvriers à la politique. Fermée depuis plus de vingt ans, ce qu'a pu y être la vie ouvrière, l'activité des militants, leurs difficultés comme leurs attentes, compte parfois moins que l'image d'une force et d'une cohésion ouvrières qui s'incarnaient dans l'adhésion au communisme, participant ainsi des processus de réification du passé. La puissance de ces représentations est d'autant plus forte que la classe ouvrière paraît aujourd'hui dépourvue de toute capacité à agir comme sujet politique autonome. Ce qui confère à la réalité ancienne l'intangibilité du mythe. Alors les attributs politiques et sociaux de cette usine et de ses ouvriers peuvent être autant d'obstacles à l'analyse des rapports entre les ouvriers et le Parti communiste, car l'intérêt que portent les universitaires à la classe ouvrière n'échappe pas plus que celui des journalistes ou des hommes politiques, aux vicissitudes de l'histoire politique et sociale.

Introduction

Un quart de siècle s'est écoulé depuis l'arrêt de la chaîne de montage de Billancourt. La mémoire de ce qui a été le travail, les conflits, ainsi que les solidarités, est encore portée par ceux et celles qui ont baigné dans l'univers de l'usine, ou ont été assujettis au rythme de la chaîne. Leur expérience n'a pas été transmise à une nouvelle génération ouvrière, et n'est guère mise en récit par ceux qui l'ont vécue. Elle n'est plus portée que par des militants syndicalistes ou politiques qui tentent d'en faire valoir la richesse humaine, comme le sens d'un engagement qu'ils peuvent avoir quelques difficultés à transmettre tant les valeurs du présent disqualifient leurs vécus passés. L'usine a été effacée de Boulogne. N'en sont gardés que quelques vestiges dérisoires qui ne rendent pas compte de la communauté humaine qu'elle rassemblait, des rapports sociaux de coopération, comme de subordination et de lutte, de colère ou de solidarité qui l'animaient. Aussi en dépit de la singularité architecturale de Billancourt, fixée par les photographes en 1936, ses murs ne sont que le décor, le cadre d'une histoire collective faite de fatigue et de révolte, d'échecs et conquêtes, d'engagements et d'espoirs déçus. Ceux de Renault participaient d'une épopée ouvrière associée à celle du communisme français devenue encombrante dans le dernier quart du vingtième siècle. La fermeture de l'usine, après l'abandon du projet de *Billancourt 2000*, répondait sans doute à des objectifs économiques, ainsi qu'à une nécessité d'une rupture idéologique et politique, tant dans l'image que l'entreprise donnait d'elle-même, et dont le changement de statut était un marqueur, que dans la perception que ses travailleurs devaient se faire d'elle.

Ce passage dans une modernité dont la fermeture de Billancourt et la création du « Technocentre » de Guyancourt se voulaient deux actes emblématiques, suppose néanmoins un changement dans le rapport de l'entreprise à sa propre histoire économique et sociale. Jusqu'aux années 1970, la nationalisation de 1945, restait un acte fondateur à l'origine de la singularité de la Régie nationale des usines Renault, familièrement nommée « la Régie », mais dès les années 1990, la perception de l'histoire de Renault change. S'affirme alors une continuité qui s'émancipe des ruptures politiques et sociales, pour ne retenir qu'une continuité supposée de l'histoire économique, qui n'est plus guère que celle d'un processus d'accumulation, dont les seuls vrais acteurs sont ses ingénieurs, les cadres et les dirigeants de Renault. Dans cette histoire, les années d'occupation et la collaboration de Louis Renault, puis la nationalisation, sont des péripéties dans une continuité affirmée⁵. Dans

⁵ En 1994, une Unité élémentaire de travail (UET), à l'emboutissage est, sur proposition d'un responsable, baptisée du nom de Louis Renault. Le nom de Louis Renault sera retiré suite à la dénonciation qu'en fait la CGT. Voir Syndicat CGT Renault Douai, *40 ans de combat de classe*, Paris, Edition Les points sur les i, 2009

les années 1970, seul le portrait de Pierre Lefauchaux, premier Président directeur général de Renault, société nationalisée, est exposé au pallier de l'escalier d'honneur du bâtiment de direction, vingt ans plus tard, dans les couloirs de la direction générale, la continuité de l'entreprise est soulignée par la succession des effigies des dirigeants de Louis Renault à Raymond Lévi⁶.

Faire de l'histoire est produire un récit ajusté à un besoin du temps. Cela est vrai pour Renault en tant qu'entreprise. Au début des années, 1970, un cadre de la direction du personnel passionné d'histoire, Gilbert Hatry⁷, crée la Société d'histoire du groupe Renault. L'initiative est vue avec bienveillance par l'entreprise, bien que celle-ci ne la pilote pas⁸. Elle publie un bulletin semestriel avec des contributions d'une grande diversité, ouvert aux questions sociales et politiques, aussi bien qu'aux souvenirs des membres du personnel Renault. Au début des années 1990, la direction de l'entreprise perçoit l'importance idéologique et politique d'une telle activité. Elle encourage les cadres à l'investir. La vocation de la société d'histoire change, ainsi que le définissait en janvier 2011, le président actuel de la SHGR, Yves Dubreil⁹ :

« Nous avons actuellement besoin de définir l'avenir de la SHGR en cohérence avec la stratégie de l'entreprise. Je ne conçois pas une SHGR qui serait totalement indépendante. Comme dans toute société savante de cette nature -même si la SHGR n'est pas une "société savante" au sens strict du terme-, la diversité des opinions doit être respectée, tout en conservant un tronc commun de valeurs partagées par tous ».

« Cette culture de l'innovation qui caractérise Renault semble bien s'être transmise de génération en génération. [...] Le lien entre la culture d'hier et les besoins de demain se révèle de plus en plus important. L'existence même de la SHGR va devenir de plus en plus nécessaire pour Renault. »

Alors s'impose un récit historique qui réduit les ruptures à des avatars d'une personnalité ou d'une réalité qui se perpétuent. Je ne traiterai pas l'histoire de Renault, de Billancourt,

⁶ Cette continuité est soulignée par Yves Dubreil, président de la SHGR « il n'y a pas une entreprise qui a autant changé de système de gouvernance : pour commencer, un patron autocrate, puis Pierre Lefauchaux, entrepreneur social et étatique représentant d'une planification intelligente auquel succède Pierre Dreyfus avec sa vision toute personnelle de l'entreprise nationale qui ne doit pas faire de bénéfice, et pour finir l'entreprise privatisée qui va faire de son alliance avec un partenaire lointain un modèle exemplaire de management. Et malgré tous ces avatars, on constate une continuité ». http://www.ametis-renault.com/UPLOAD/media/file/127_ametis_N17.pdf, p. 7

⁷ Gilbert Hatry avait été membre des jeunesses communistes avant 1939. Animateur du CLAJ de Boulogne. Il est exclu du PCF au début des années 1950.

⁸ C'est au sein du CAMTEUR (Club des Agents de Maîtrise, Techniciens et Employés des Usines Renault) - entité qui fusionnera en 1978 avec le Cercle des ingénieurs et cadres pour former l'Amicale du Groupe Renault (AGR)- que la Section d'Histoire des Usines Renault voit le jour en 1970. Gilbert Hatry est alors cadre à la direction centrale du Personnel et des Relations Sociales, passionné d'histoire. Il commence par publier un bulletin semestriel, " De Renault Frères à Renault Régie Nationale ". http://www.ametis-renault.com/UPLOAD/media/file/127_ametis_N17.pdf, p.5

⁹ Ibidem

comme une épopée économique, pas plus qu'en tant que personnalité collective transmise de génération en génération. Je poursuivrai un récit animé par les contradictions et les conflits dont les protagonistes principaux sont d'une part ses ouvriers, ses travailleurs, et d'autre part les directions successives de l'entreprise. Ce récit tente alors de répondre à quelques questions suscitées par la mémoire que j'en ai. Il doit pourtant s'en affranchir de la pesanteur de cette mémoire pour mettre le passé à distance et éclairer par la recherche des faits et de pratiques redécouvertes un présent problématique. Cette ambition se heurte aussi bien au récit édifiant ajusté aux besoins de l'entreprise qu'à l'exposé d'une réalité sociale et politique de Billancourt emblématisée par le Parti communiste et confortant sa qualité de parti des ouvriers. Si quelques grandes dates s'imposent comme fondatrices, telles que 1936 ou 1944, le récit du PCF trace lui aussi une continuité édifiante qui fait obstacle à la compréhension de la complexité des rapports que les ouvriers entretiennent avec les organisations politiques et syndicales. Renault Billancourt a joué un rôle singulier dans la politique du Parti communiste depuis le milieu des années 1920. L'étonnant mouvement d'adhésion communiste permis par les grèves de 1936, plus de 7000 adhésions un an plus tard, a symbolisé sa grande rencontre avec la classe ouvrière, dont l'iconographie et la filmographie militantes ont rendu compte, contribuant à asseoir un mythe Renault¹⁰. Cette usine devenue emblématique du lien de ce parti avec la classe ouvrière, non seulement pour ses militants, mais aussi pour l'ensemble de la classe politique, construisait une continuité masquant les transformations qui affectaient la classe ouvrière et ses rapports au Parti communiste.

La volonté de ce parti d'exploiter la figure de Renault, qu'il avait contribué à construire et son statut ultérieur d'entreprise nationale y ont favorisé une implantation militante plus robuste et durable que dans la plupart des autres entreprises automobiles, où le PCF connaît, au début des années 1950, des échecs suivis de répressions patronales violentes, désorganisant des « citadelles ouvrières » telles que Citroën¹¹. A Billancourt, le parti a eu souci d'affecter des cadres politiques expérimentés, comme Roger Linet en 1947, et a tiré parti d'une politique sociale relativement avancée de 1955 à 1975, qui, si elle a d'abord contrarié sa thèse de la paupérisation absolue de la classe ouvrière, a peu nui à ses capacités

¹⁰ Alain Viguier, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière et politique du Parti communiste français*, Master 2, Paris 1 Sorbonne, sous la direction de Michel Dreyfus, 2010, 360 p.

¹¹ L'échec des grèves de l'hiver 1950 dans l'automobile venant après ceux de décembre 1947, accentue l'affaiblissement de la CGT et du PCF dans les entreprises automobiles. A Citroën, la capacité de lutte syndicale est annihilée pour plusieurs décennies. En 1954, le parti n'y comptera plus que 116 adhérents pour 17 000 travailleurs. A SIMCA et Ford des licenciements frappent la CGT. Plusieurs centaines de ses militants et quelques militants CFTC sont congédiés. Après la fusion de ces deux entreprises en 1953 / 1954, la CGT sera laminée par l'implantation d'un syndicat autonome, organisée par la direction de SIMCA. Alain Viguier, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse*, opus cit. p.160

d'action. L'attention portée par les directions du parti à cette usine, leur volonté d'y souligner l'exemplarité de l'activité qu'y déployaient les communistes, donnaient à voir, plus nettement qu'ailleurs, ses orientations et ses objectifs dans la classe ouvrière.

1- Billancourt et le Parti communiste, quelle approche historiographique ?

De par sa taille, et par suite la volonté du parti d'en faire un lieu emblématique de sa politique, l'usine de Renault Billancourt a été et reste, bien que disparue, associée à la figure archétypale du métallo, lui-même symbole « de l'adhésion communiste »¹². Aussi a-t-elle été, avec ses travailleurs, abondamment sollicitée dans les controverses politiques, contribuant à construire des représentations idéalisées et trompeuses qui se sont imposées tant à propos de la force réelle du Parti communiste que du rôle de ses ouvriers dans les luttes politiques et sociales nationales¹³. Ce n'est qu'après les « années 68 » que les travaux historiques ont mis en cause le rapport univoque entre ouvriers et Parti communiste. Les évidences des années antérieures sont d'autant plus ébranlées que dans les années 1980, le rapport étroit entre ce parti et les ouvriers se délitait laissant apparaître une réalité plus complexe que celle qu'il prétendait incarner.

1.1 Retour nécessaire sur le mythe Billancourt

Billancourt a fait, bien plus fréquemment que les autres usines de France, la « Une » des organes de la presse communiste, ainsi que des périodiques nationaux, puis dans l'après 1968, des publications des groupes d'extrême gauche. Son aura ne devait pas seulement à ces occurrences. Sa notoriété était entretenue par des intellectuels, artistes, écrivains pour qui Billancourt était le lieu où ils pouvaient rencontrer les ouvriers, le parti les appelant ainsi à se lier à eux. Nombre d'entre eux y sont venus en diverses circonstances, contribuant à l'enrichissement de la culture communiste et à la promotion de Billancourt comme symbole du lien de ce parti à la classe ouvrière. Cette usine n'est certes pas la seule à être visitée par des artistes ou des scientifiques, elle est toutefois la seule à l'être aussi fréquemment. Le Parti communiste tire profit de cette configuration exceptionnelle et construit à son propos

¹² Jean-Paul Molinari, *les ouvriers communistes : sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Paris, L'Harmattan, 1996, 367 p., p.87.

¹³ Pour plus de développement voir, Alain Viguier, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière ...*, opus cit.

une identité ouvrière forte dont il peut faire un levier politique, identité qui s'impose bien au-delà de son cercle de sympathie. Cependant, le mythe Renault ne doit pas seulement aux intellectuels que le parti ou la CGT convient à Billancourt. En effet ce site industriel s'impose dans le discours politique et dans les représentations sociales comme métonymie de la classe ouvrière elle-même. En 1949 dans le *Deuxième sexe*, Simone de Beauvoir, faisant référence aux communautés naturelles, prolétariennes entre autres, cite Saint Denis et Billancourt comme exemplaires de ces dernières. Six ans plus tard, Georges, personnage de *Nekrassov*, œuvre théâtrale de Jean Paul Sartre, est l'anticommuniste qui se « fout » des ouvriers « qu'ils soient de Billancourt ou de Moscou »¹⁴ et veut désespérer Billancourt par « des slogans terribles »¹⁵. Il est dès lors imputé à Jean Paul Sartre l'affirmation selon laquelle « il ne faut pas désespérer Billancourt »¹⁶. Dans son roman « *Blanche ou l'oubli* », Louis Aragon, fait en sorte que le narrateur évoquant la journée du 28 mai de 1952, rencontre des ouvriers en cortège « sur le quai, près de chez Renault »¹⁷. Les écrivains, les artistes, exploitent et véhiculent, à son propos, des symboles « à l'état pur » détachés des circonstances qui ont pu contribuer à les établir. Ils permettent la diffusion des figures associées à Renault en les émancipant des contingences politiques. Elles connaissent dès lors une vie indépendante de l'activité du parti. L'usine suscite ainsi des formules ou propositions devenues proverbiales. Elles sont véhiculées par les médias et par les hommes politiques les plus divers. Au début des années 1960, un député de droite peut affirmer qu'« il n'est pas exagéré de dire que, lorsque Renault éternue, toute la France tressaille »¹⁸, tirade fréquemment reprise ensuite. Ces expressions traduisent les représentations que leurs auteurs ont de l'usine et des ouvriers, plus qu'une réalité. Au début des années 1970, la *Gauche prolétarienne* tentera d'exploiter Billancourt ainsi que le fait le PCF. Quel qu'en soit le fondement, le mythe propagé n'est pas dénué d'efficacité et contribue à asseoir l'image que le PCF présente à la société française¹⁹.

¹⁴ Jean-Paul Sartre, *Nekrassov*, Paris, Folio, 2005, 309 p., p.208

¹⁵ Ibidem, p 211

¹⁶ Ibidem. L'expression a été forgée à partir de deux expressions mises la bouche de Georges par Jean-Paul Sartre ; page 209 : « *Je veux détruire le communisme. Quant à tes ouvriers, qu'ils soient de Billancourt ou de Moscou, je les ...* », « *... Je trouverai des slogans terribles ! Désespérons Billancourt ! Désespérons !* ».

¹⁷ Louis Aragon, *Blanche ou l'oubli*, Paris, Folio, 1972, 596 p., p. 470

¹⁸ Cette expression est de Michel Maurice-Bokanowski, alors ministre de l'Industrie du gouvernement de Georges Pompidou. Il l'a formulée le 10 janvier 1963 à l'Assemblée nationale.

¹⁹ Ainsi un militant de Billancourt dit que grâce « à Sartre, grâce aux grands noms de la politique, grâce aux artistes et aux gens du spectacle ou du sport qui ont parlé de nous que les Renault de l'île Seguin ont existé pour la France entière ». , dans Jacqueline Costa-Lascoux et Emile Témine, *Les hommes de Renault Billancourt – Mémoire ouvrière de l'île Seguin 1930 –1992*, Paris, Autrement, 2004, 231 p., p.16, note de bas de page

Au début des années 1970, l'image de « forteresse ouvrière » est popularisée par le livre éponyme du journaliste Jacques Frémontier²⁰. Il est le résultat d'une enquête faite à Billancourt, alors que les chocs des grèves ouvrières et du mouvement étudiant de 1968 n'y sont pas encore amortis. Sa publication fait l'objet d'une bonne couverture médiatique qui souligne la qualité de l'enquête et « la découverte d'un univers. La forteresse ouvrière : Renault »²¹. Vingt ans plus tard, Daniel Mothé publie dans la revue *Esprit*, un article réquisitoire contre le mythe Billancourt et ses mensonges, réquisitoire sans concession contre ce qu'y avait été la vie politique²². Anticipant de quelques années la destruction du site, il en conclut que « quant aux murs, ils peuvent tomber, pour moi, ils étaient surtout le symbole de cet écrasement de l'intelligence », dont les communistes porteraient la responsabilité, de même que « les gauchistes ». Le retournement symbolique que permet la fermeture sans à-coup de Billancourt, témoigne combien « les peuples exposés [pour nous ici seulement un groupe ouvrier] au ressassement stéréotypé des images sont, eux aussi des peuples exposés à disparaître »²³. En balayant les stéréotypes qui déformaient la réalité de Billancourt et de ses ouvriers, les commentateurs les plus divers qui s'emploient à l'œuvre de démythification font disparaître une réalité ouvrière « dans les poubelles du spectacle »²⁴.

1.2 L'examen historique s'affranchit de la notoriété symbolique de l'usine

Un des paradoxes constatés à propos de Billancourt est que sa notoriété politique, son mythe n'a guère été interrogé par les historiens. L'usine a fait l'objet d'études, mémoires de maîtrises ou thèses, portant sur l'organisation du travail, la sociologie des ouvriers, ses conflits. Elle a été souvent convoquée dans des travaux portant sur la classe ouvrière²⁵, comme illustrant tel ou tel aspect de sa condition, sans que n'ait été produite une histoire politique de l'usine qui s'emploierait à restituer la complexité de la réalité que le mythe travestissait. En effet, l'histoire politique de Billancourt n'a donné lieu qu'à un nombre limité de travaux universitaires portant sur plusieurs décennies. L'étude de Jean-Paul Depretto et Sylvie V. Schweitzer, qui traite du communisme à l'usine de 1920 à 1939²⁶, fait exception.

²⁰ Jacques Frémontier, *La Forteresse ouvrière : Renault*, Paris, Fayard, 1971, 380 p.

²¹ *Le Monde* daté du 12 février 1971

²² Daniel Mothé, « La fin du mythe Billancourt », *Revue Esprit*, n°2, Février 1990

²³ Georges Didi-Huberman, *Peuples exposés, peuple figurants*, Paris, les Editions de Minuit, 2012, 266 p.

²⁴ Ibidem

²⁵ Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, Paris, Point histoire Seuil, 2002, 321 p.

²⁶ Jean-Paul Depretto et Sylvie Schweitzer, *le communisme à l'usine : vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault 1920-1939*, Paris, EDIRES, 1984, 290 p.

Elle nous éclaire sur les conditions difficiles de l'implantation communiste à Renault. Les auteurs s'appuient dans leur analyse des grèves de mai et juin 1936 sur l'étude de Bertrand Badie²⁷. Ils n'ont alors accès qu'aux seules publications du parti, presse ou tracts, ses archives étant inaccessibles dans les années 1970. La période de l'Occupation est traitée dans les biographies de Louis Renault²⁸, sous l'angle de son rôle dans la collaboration, ou par Patricia Darrasse dans sa thèse portant sur la condition des ouvriers à Billancourt à cette époque²⁹. Pour les décennies de l'après-guerre, seuls les moments où les ouvriers de l'usine s'affirment comme une force collective et agissante ont retenu l'attention des chercheurs : les grèves de 1947³⁰ et celles de 1968³¹.

Dans les années 1970, les travaux portant sur les années antérieures à 1968, ont pour ambition de saisir une combinaison, envisagée comme durable de l'identité communiste et des identités ouvrières. L'usine de Billancourt est alors sollicitée pour illustrer un « trait essentiel du paysage social et politique de la France contemporaine : la coexistence d'un puissant syndicalisme de lutte de classe et d'un parti communiste de masse »³². L'attrait des chercheurs pour Renault Billancourt doit alors beaucoup au rôle qu'y joue encore le PCF et à son crédit de « parti de la classe ouvrière ». L'année 1968, marquée par la puissante grève générale et, à propos de Billancourt, par l'importance symbolique et politique prise par le meeting du 27 mai, au cours duquel Georges Séguy a, ou aurait été, chahuté, ébranle cette représentation. Elle ouvre une séquence politique nouvelle caractérisée dans l'usine de Boulogne par des grèves d'OS. Les organisations d'extrême gauche se font les porte-voix de ces mouvements d'ouvriers spécialisés et immigrés en qui ils voient la base sociale possible d'une alternative politique au PCF. Toutefois ces grèves ne trouvent pas de traduction politique comparable à ce qu'a été en Italie l'« opéraïsme » qui offrait un cadre interprétatif aux révoltes ouvrières et étudiantes de 1969. Ce courant est néanmoins proche de ceux qui alors, en France, opposent la figure de l'ouvrier non qualifié, « l'ouvrier masse », à celle de l'ouvrier professionnel base politique du PCF. Certains économistes ou sociologues ne sont pas étrangers à ce courant politique³³, toutefois les études proprement

²⁷ Bertrand Badie, « Les grèves du Front Populaire aux usines Renault », *Le Mouvement Social*, oct.- déc. 1972

²⁸ Gilbert Hatry, *Louis Renault – patron absolu*, Paris, Editions JCM, 1990, 463 p.

²⁹ Patricia Darasse, *La condition ouvrière aux usines Renault 1938 – 1944*, Thèse 3^e cycle, Paris 1, CHS, 1986, 291 p.

³⁰ Philippe Fallachon, « Les grèves de la Régie Renault en 1947 ». *Le Mouvement Social*, oct. – déc. 1972.

³¹ Xavier Vigna, « Les usines Renault pendant les luttes des ouvriers de l'automobile des années », dans Jacqueline Costa-Lascoux et al., *Renault sur Seine, hommes, lieux de mémoires de l'industrie automobile*, Paris, BDIC-la DECOUVERTE, 2007, 269 p., p. 144

³² Jean-Paul Depretto et Sylvie Schweitzer Sylvie V., *le communisme à l'usine*, opus cit.

³³ Benjamin Coriat, *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Editions Christian Bourgeois, 1979, 301 p.

politiques ou historiques portant sur les luttes ouvrières ne sont publiées en nombre qu'à l'occasion des commémorations décennales des grèves de mai juin 1968, en 1988 et 2008, et privilégient alors les mouvements du début de la décennie 1970.

A compter de la fin des années 1980, les grèves des ouvriers spécialisés de la décennie antérieure et particulièrement celles de Billancourt et de Flins sont traitées dans diverses études qui prennent le contre-pied d'une vision normative de la classe ouvrière qui occultait les immigrés, les non qualifiés et les femmes, en soulignant la diversité des acteurs ouvriers. Nombreuses sont celles qui privilégient les expressions politiques spontanées et « l'insubordination ouvrière ». Elles dégagent des « formes de politisation ouvrière, et partant, les logiques spécifiques de la représentation politique ouvrière. »³⁴. Les ouvriers ne sont plus approchés par la politique des organisations et ces études privilégient la diversité de leur mode d'affirmation et d'expression : diversité dans les statuts et qualifications, diversité dans les origines. Est mise en question une approche de l'histoire ouvrière « entendue [...] primordialement, comme une histoire du mouvement ouvrier, tant la production historique a longtemps fait apparaître les deux comme synonymes »³⁵. Elles invitent « à une inversion du regard : non plus partir des organisations, ni même des militants ou des électors, mais des groupes ouvriers et de leurs pratiques spécifiques en s'interrogeant sur leurs rapports au politique, partiellement exprimés et traduits par les organisations et les mouvements qui les 'représentaient' ». ³⁶

En 1989, la fermeture annoncée de l'usine de carrosserie montage de l'Île Seguin³⁷, réactive l'usage de la métaphore de « la Forteresse ouvrière » appliquée à Billancourt. Tous les commentateurs soulignent que le démantèlement, sans grande résistance de ce lieu chargé d'une histoire de luttes est la fin d'une époque ouvrière et politique. La fermeture de Billancourt s'inscrivait pourtant dans le mouvement de restructurations qui frappait depuis 1975 les grandes concentrations ouvrières. Elle survient alors que se développe un certain effacement de la figure ouvrière traditionnelle. Les transformations dans le mode d'existence et d'organisation de la classe ouvrière ainsi que le bouleversement de ses sociabilités traditionnelles dans l'usine et hors de celle-ci, se doublaient d'une crise des représentations

³⁴ Bernard Pudal, « politisation ouvrière et communisme », dans Michel Dreyfus et al., *Le siècle des communismes*, Paris, Points Seuil, 2004, p. 777

³⁵ Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970 : Contribution à l'histoire sociale et politique des ouvriers étrangers en France*, Thèse de doctorat Paris VIII sous la direction de René GALLISSOT, décembre 2002, 650 p.

³⁶ Bernard Pudal, « politisation ouvrière et communisme », dans Michel Dreyfus et al., *Le siècle ...*, opus cit., p. 760.

³⁷ Le 21 novembre 1989, cette fermeture est présentée au journal du soir d'*Antenne 2* comme « la fin d'une époque et même d'un mythe, [...] symbole et place forte de la conscience ouvrière ». « C'est la fin d'un mythe, celui de la forteresse ouvrière et de la toute puissante de la CGT ».

politiques par lesquelles elle pouvait prétendre à une « existence politique autonome » face aux dominants. Le Parti communiste, alors qu'il se détache de sa matrice ouvrière, est examiné selon une approche éclairant la diversité de ses liens aux ouvriers, et de leur modalité d'engagement. Alors que se produit un « retour sur la condition ouvrière », Jean-Paul Molinari³⁸ ou Julian Mischi³⁹ traitent de la sociologie et des ressorts de l'adhésion communiste, puis de sa crise comme le font, encore ce dernier⁴⁰ et Bertrand Pudal⁴¹. Ils œuvrent dans un contexte où la question ouvrière, même redécouverte, reste reléguée au second plan des études sociologiques et historiques au profit de « l'immigration », puis de « l'immigration musulmane » tant dans le champ des polémiques politiques que dans la préoccupation des experts qu'ils soient académiques ou pas.

1.3 L'usine comme espace politique ! Un renouvellement ?

La mise en cause d'une approche univoque de la relation entre les ouvriers et le PCF⁴², conduit à dégager leurs rapports vivants et contradictoires par-delà les liens inventés ou idéalisés, en particulier ceux attachés à Billancourt. Il s'agit de confronter « quelques éléments de la politique ouvrière : des principes et des pratiques » à l'action des organisations ouvrières, pour saisir comment les pratiques ouvrières « se déploie[ent] dans un adossement à des politiques constituées ». Cette « histoire politique des usines » inverserait donc la démarche d'investigation⁴³. L'attention nouvelle portée aux OS et aux immigrés, par suite de leur rôle dans les grèves, ainsi qu'un certain « ouvriérisme universitaire »,⁴⁴ contribuent alors à l'ignorance des évolutions, objectives et subjectives, affectant le groupe des ouvriers professionnels, assise longtemps la plus solide du PCF dans l'usine de Billancourt, qui seront au cœur de sa crise identitaire et politique. L'approche renouvelée des rapports complexes qui s'établissaient entre les ouvriers et le PCF a ouvert des voies de recherche fructueuses, mais reste partielle et unilatérale par son occultation des

³⁸ Jean-Paul Molinari, *les ouvriers communistes : sociologie de l'adhésion*, opus cit.

³⁹ Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière*, opus cit.

⁴⁰ Julian Mischi, *Le communisme désarmé*, Marseille Agone 2014, 332 p.

⁴¹ Bernard Pudal, *Un monde défait : les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009, 215 p.

⁴² Pour Xavier VIGNA, « l'effondrement du bloc soviétique et l'affaiblissement des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ont accéléré les questionnements sur cette équivalence [histoire des organisations / histoire des ouvriers] ». VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68 : essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007, 378 p. p. 14.

⁴³ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit., p. 219.

⁴⁴ Pierre Saunier, *L'ouvriérisme universitaire*, Paris, L'Harmattan, 1993, 175 p.

ouvriers qualifiés, parmi lesquels se recrutent aussi bien les militants du PCF que ceux des organisations d'extrême gauche.

Du caractère des études antérieures aux années 1990, il ne peut être déduit que « l'espace de l'usine n'était pas auparavant un terrain d'étude »⁴⁵, même si cette dernière l'était à partir des acteurs organisés et pouvait laisser dans leur ombre les pratiques ainsi que les motivations ouvrières à l'action et à l'engagement politique ou syndical. En effet, dans les années 1970, l'usine était déjà « un terrain d'étude », même si les recherches se focalisaient sur le phénomène communiste. Si certains travaux soulignent le rôle des ouvriers comme acteurs politiques à part entière, en contestant l'assimilation de leur histoire à celle des organisations agissant en leur nom, il est néanmoins contestable d'opposer ainsi histoire des ouvriers et histoire des organisations qui s'en réclament, de les disjoindre comme si les deux processus historiques étaient indépendants. Bien qu'abordant le rapport entre les ouvriers et leurs organisations, du point de vue de l'action de ces dernières, les travaux anciens nous éclairent aussi sur les travailleurs en tant qu'acteurs politiques. Cependant, cette « redécouverte » de l'usine vue comme un « espace politique » a été stimulée grandement par l'affaiblissement et la contestation du PCF en tant que représentant légitime des ouvriers dans les années 1970, puis par sa perte de crédit dans les années 1980. Elle procède aussi de l'expérience politique de nombreux historiens marqués par le choc de 1968 et de leur découverte d'une réalité ouvrière jusqu'alors ignorée.

L'effacement de l'image idéalisée du PCF comme parti des ouvriers, permet de dégager, face aux « appareils », un discours ouvrier autonome. Il ne s'agissait plus de partir de l'organisation et de sa traduction des aspirations ouvrières, pour s'attacher d'abord aux collectifs ouvriers dont l'expression n'est pas aisée à saisir. La recherche des énoncés ouvriers multiples par-delà l'expression qu'en donne le parti, ne doit pas conduire à les considérer comme « premiers » en omettant qu'ils sont aussi le produit d'échanges, de confrontations et de pratiques collectives avec les organisations qui prétendent les représenter. Nous ne pouvons ignorer ce que la conscience ouvrière spontanée doit, à Billancourt, au fait que cette usine a été le théâtre de nombreux conflits et sujet de controverses politiques, ce qui est moins vrai pour une usine comme Flins. L'« autonomie » des expressions ouvrières est toute relative, et fragile comme nous le verrons, car elle n'existe et ne s'exprime que dans un rapport complexe aux syndicats comme au Parti communiste et ne subvertit la position de subordination que de façon éphémère. Enfin, les organisations entretiennent une mémoire des luttes, souvent biaisée, qui porte des références

⁴⁵LAURE PITTI, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970 ...*, opus cit., p. 43

ou de valeurs partagées, même lorsque les ouvriers en rejettent les pratiques ou les propositions. Les syndicats et les partis par leur activité contribuent à la « structuration de pratiques collectives [même s'ils] favorisent également leur dissimulation »⁴⁶.

Dans les années 1990 et 2000, quelques études abordent l'histoire politique et sociale de Billancourt en saisissant le sens d'une période. Parmi celles-ci la thèse de Laure Pitti sur les ouvriers algériens à Billancourt⁴⁷, celle de Anne Sophie Perriaux sur le Comité d'entreprise dans les années de l'Après-guerre⁴⁸, le mémoire de Robert Kosmann sur l'accord de 1955⁴⁹, ou de Virginie Linhart sur l'affaire des « 10 de Billancourt »⁵⁰, et plus récemment l'ouvrage collectif « Mémoire du travail à Paris » réalisé sous la direction de Michel Pigenet⁵¹. A ces travaux s'ajoutent des études sociologiques ou économiques, en particulier la dernière étude portant sur les OS de Billancourt issue d'un contrat de recherche à l'initiative de l'entreprise, publié sous la direction de Renaud Sainsaulieu⁵² et une histoire économique de Renault par Jean Louis Loubet publiée en 2000⁵³. Les travaux récents, de Stéphane Beaud et Michel Pialoux⁵⁴, et de Nicolas Hatzfeld⁵⁵, portant sur le site de Sochaux du groupe PSA, nous permettent aussi de cerner ce qui dans la réalité socio-politique de Billancourt lui est spécifique et la distingue d'une réalité commune aux grandes concentrations ouvrières.

1.4 Propositions et problématique de recherche

Elucider l'engagement d'ouvriers dans le PCF, son influence, ainsi que son dépérissement ultérieur à partir du cas spécifique, et surtout emblématique, de Billancourt, est l'objet de ce travail. Je m'emploierai à saisir quelles transformations, quels changements affectent ces

⁴⁶ Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière*, Paris, PUF, 2009, 341p., p.14

⁴⁷ Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*, opus cit.

⁴⁸ Anne Sophie Perriaux, *Renault et les sciences sociales, 1948-1991*, Paris, Seli Arslan, 1999, 397 p

⁴⁹ Robert Kosmann, *Renault 1955 : Les conventions collectives, leur application chez Renault et l'exemple de l'accord d'entreprise de 1955*, DEA Histoire sociale Paris VIII, 1997.

⁵⁰ Virginie Linhart, « les 'dix' de Renault - Billancourt, les enjeux d'une mobilisation d'appareil », *Revue française de sciences politiques*, juillet 1986 – décembre 1989

⁵¹ Michel Pigenet (dir.), *Mémoire du travail à Paris*, Paris, Creaphis, 2008, 317 p.

⁵² Renaud Sainsaulieu, (dir.), *Ouvriers spécialisés de Billancourt, les derniers témoins*, Paris, L'Harmattan, 1995, 419 p. et Xavier Bougarel, Philippe Diallo, « Les travailleurs musulmans à Renault Billancourt : le repli », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.7 n°3, 1991,

⁵³ Jean-Louis Loubet, *Renault, histoire d'une entreprise*, Boulogne-Billancourt, ETAI, 2000, 431 p.

⁵⁴ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999, 468 p.

⁵⁵ Nicolas Hatzfeld, " *Les gens d'usine – 50 ans d'histoire à Peugeot Sochaux*, Paris, Editions de l'Atelier 2002, 598 p.

liens, ces identités et leurs emboîtements de 1950 à 1992, date de la fermeture de l'usine, dans un contexte de délitement du parti. Les facteurs de changement sont multiples : pratiques politique et syndicales, évolutions du travail, mutations sociales et culturelles qui affectent le mode d'insertion des ouvriers dans la société française. Quelles en sont les conséquences sur les ressorts de l'adhésion au projet politique du PCF ? Comment les identités modelées par le travail, celles portées par les ouvriers étrangers ou les femmes participent-elles de l'identité communiste ? Traduire les relations entre les identités ouvrières et l'identité communiste, c'est saisir la façon dont le PCF s'est approprié les premières pour asseoir son identité propre de parti de la classe ouvrière. C'est aussi comprendre comment les ouvriers se sont appropriés la politique communiste à partir de leurs identités particulières, et quels « désenchantements » ont participé de la crise du parti parmi les militants de cette usine.

Pour rendre compte de ces relations, je confronterai trois propositions ou interrogations aux dynamiques sociales et politiques de Renault Billancourt, accordées à des séquences temporelles singulières.

La première proposition est formulée par Gérard Noiriel dans son étude sur « *les ouvriers dans la société française* »⁵⁶. Il dégage une « deuxième génération ouvrière, marquée par les événements allant de la crise des années trente à la guerre froide, formée pour l'essentiel de travailleurs qualifiés, et qui exerce par l'intermédiaire des organisations communistes son hégémonie sur le monde du travail jusqu'en 1960-1970 ». Génération qu'il définit comme singulière dans son devenir car « en détruisant les bastions où elle s'était enracinée, la crise des années 1970 ne permettra pas [sa] reproduction »⁵⁷. Configuration pertinente pour les décennies 1950 et 1960, à Billancourt, bien que le présent travail en montre, par-delà sa permanence, les contradictions et les apories qui l'affectent et la minent déjà.

La deuxième proposition est formulée par Xavier Vigna en conclusion de son étude sur « *L'insubordination ouvrière des années 68* »⁵⁸. Elle relativise la permanence de l'hégémonie du PCF pour les années 1970, en relevant à son propos le contraste entre la présence de ses militants « sur le terrain » et son absence de « propos constitué sur les usines et [alors qu'il] n'offre aucune perspective pour les ouvriers sinon par les nationalisations ». Il en conclut « que le mouvement de grèves de mai-juin 1968 précipite la crise du couple

⁵⁶ Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, opus cit.

⁵⁷ Ibidem, p. 195

⁵⁸ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit.

CGT-PCF dans les usines que la séquence [de la décennie suivante] amplifie »⁵⁹. Cette question fera l'objet d'un examen particulier dans ce travail.

La troisième proposition à confronter aux dynamiques de luttes à Billancourt est celle formulée par Laure Pitti sous un ton plus interrogatif, qui prolonge néanmoins le constat fait par Gérard Noiriel. « Mai 68 sonnerait-il le glas de cette [deuxième génération], une troisième prenant le relais, composée en majorité d'ouvriers peu qualifiés, soudés par l'expérience commune de l'insubordination, déliée en partie des organisations communistes ? »⁶⁰ S'agissant de Billancourt la fermeture de l'usine en 1992 et la dispersion du collectif ouvrier pourraient rendre sans objet d'étude cette interrogation. La décennie qui précède l'arrêt de l'usine de carrosserie donne à voir non seulement un parti dont la cohérence et par suite la cohésion militante se défait, et aussi l'épuisement des dynamiques qui avaient permis aux ouvriers spécialisés de s'imposer dans les « années 68 » en tant que figures ouvrières porteuses de valeurs partagées faisant leur force et leur singularité. Incontestablement dans les années 1980, les restructurations industrielles et les nouvelles approches managériales du travail ont été de puissants facteurs de déstabilisation, toutefois la pertinence de ce constat ne doit pas conduire à ignorer, tant pour la crise du parti lui-même que pour celle des groupes ouvriers, les facteurs politiques et subjectifs préexistants ou non qui, bien aiguisés par la crise, ne sont pas réductibles à celle-ci.

Je confronterai ces propositions à la réalité politique et sociale mouvante de l'usine de Billancourt, pour éclairer à la fois le devenir des groupes des ouvriers spécialisés et professionnels, leurs expressions identitaires, leurs rapports aux organisations syndicales et politiques, en cernant le contenu et les limites de leur affirmation autonome. Je le ferai aussi des rapports du Parti communiste à ces groupes, en examinant les réponses politiques qu'il donne ou oppose à leurs aspirations, les dimensions identitaires et politiques propres à cette organisation qui interdisent de les intégrer à sa politique, et qui constituent parmi d'autres facteurs que j'examinerai des composantes de sa crise.

⁵⁹ Ibidem. p. 328

⁶⁰ Laure Pitti, « une matrice algérienne », *Politix* 2006/76- Cair.INFO, p.148

2 - Identités ouvrières et politique communiste à Billancourt

La classe ouvrière n'existe dans une homogénéité parfaite que dans l'abstraction théorique définissant les rapports fondamentaux du mode de production capitaliste. L'unité de cette classe est une visée du Parti communiste jamais totalement réalisée dans les luttes sociales et politiques, même lorsqu'elles paraissent impliquer la majorité des ouvriers et des ouvrières. Cette unité ne peut être approchée qu'en subsumant dans les luttes sociales et politiques les identités ouvrières spécifiques, qu'elles soient professionnelles, de sexes, ou d'origines, ou les conséquences d'un héritage politique et culturel, ou façonnées par des parcours familiaux, dans lesquels peuvent être des migrations. En effet, les groupes porteurs de ces identités se vivent comme composantes de l'ensemble « ouvrier » selon des modes de sociabilité spécifiques dans des espaces qui leurs sont propres, dans l'usine et hors de celle-ci. Ils véhiculent des représentations symboliques, culturelles ou politiques qui les unissent, bien qu'elles puissent aussi les séparer ou les distinguer. De plus, il n'y a dans ces déterminations identitaires ou culturelles aucun essentialisme, elles sont au contraire en perpétuelle recomposition sur un temps moyen, sous l'impulsion de nombreux inducteurs sociaux et politiques.

Pour traiter des rapports politiques s'établissant entre le Parti communiste et les ouvriers, du point de vue de leurs identités respectives s'exprimant dans les conflits et mouvements sociaux de l'usine, nous nous devons d'éclairer la pluralité des sens que nous pouvons donner aux termes d'identité et de politique. Introduire la question de l'identité ou des identités ouvrières exige d'en définir les acceptions possibles, tant il appartient aujourd'hui au lexique du débat politique qui l'associe étroitement à celui d'origine « dans un mouvement puissant de naturalisation du social »⁶¹.

2.1 Les identités ouvrières, le travail, l'origine et le genre

—

L'identité est à la fois ce qui unit et ce qui distingue. Le terme caractérise des réalités pensées comme semblables et fabrique du « un », à partir de leur diversité, s'agissant d'une personne ou par extension d'un groupe. L'identité définit ainsi une unicité individuelle ou collective permettant leur reconnaissance sociale ou légale, délimitant et distinguant un ensemble de personnes à des fins d'analyse, de recensement ou d'action politique. Socialement ou politiquement la construction identitaire fabrique donc de l'unité à partir de l'hétérogénéité

⁶¹ Véronique De Rudder, « Identité, origine et étiquetage de l'ethnique au racial, savamment cultivé », *Journal des anthropologues*, 72- 73, 1998, p.31

et de la diversité des expériences individuelles et collectives. Ce peut être un processus spontané de reconnaissance et d'altérité interne au groupe qui se définit comme communauté dans un long processus maturation fait de tensions, de conflits et de contradictions à une époque et dans un contexte social donnés. Le processus de construction ou d'affirmation identitaire peut aussi échapper au groupe. L'identité procède alors d'une assignation normative, d'une construction de catégories pensées comme pertinentes, qui sans être totalement étrangères à l'expérience et aux pratiques sociales du groupe défini, ont un caractère d'essentialisation. Au cours des décennies sur laquelle porte cette étude, cela se vérifie dans l'évolution de l'identité assignée aux ouvriers étrangers à Billancourt et plus largement par celle que leur impute la société.

Je traiterai de l'évolution des identités ouvrières, induites par les changements dans les contraintes et l'organisation du travail. J'examinerai aussi comment les marquent les relations sociales de subordination, de même que l'action du Parti communiste et des syndicats. Je montrerai aussi comment une assignation discriminante ou dépréciatrice imputée aux travailleurs étrangers, peut être intégrée par le groupe dominé et retournée ensuite comme affirmation positive porteuse d'une exigence de reconnaissance et de dignité.

Dans l'exploration des expressions ouvrières dans leur diversité, leurs singularités, et leurs mutations, je prendrai donc appui sur l'analyse du travail, ainsi que des conflits qui leur sont associés et qui disent, bien plus que ne le font les revendications formulées, ce qui soude le groupe. En effet, l'identité professionnelle des classes populaires informe puissamment de leur identité sociale et politique, car les situations de travail imposent aux personnes soumises aux mêmes exigences et contraintes de subordination, confrontés aux groupes humains qui les leur imposent, d'exprimer ensemble et simultanément les mêmes réactions de rejet, de lutte, et de solidarité. Le processus d'identification d'un individu au groupe, la fusion des individualités « sur le modèle de la masse unitaire »⁶², s'exprime et se conforte dans le conflit et l'action collective. Dans le quotidien ouvrier, le « nous » vit d'abord dans le lieu qu'est l'usine, voire l'atelier. C'est là qu'il se réalise dans des pratiques partagées de travail ou de résistances en opposition à une coopération contrainte.

L'analyse de l'organisation du travail comme contribuant à la conscience d'une identité collective « passe par l'étude de la structure même du milieu humain de l'atelier et [...] des articulations entre les différentes logiques d'acteurs possibles dans les données matérielles du travail et de l'environnement »⁶³. Aussi l'identité du groupe qui s'enracine dans les

⁶² Renaud Sainsaulieu, *L'identité au travail, Les effets culturels de l'organisation*, Paris, Presses de la FNSP, 1988, 476 p., p.42

⁶³ Ibidem, p.58

relations de travail, est donc sans cesse redéfinie par les changements qui affectent le travail lui-même, son organisation, comme les moyens que celui-ci met en œuvre. Ces changements techniques et organisationnels ne sont pas seulement dictés par des nécessités économiques de productivité, ils visent au contrôle et à la division de la main d'œuvre⁶⁴. Les mutations techniques associées aux lancements de nouveaux véhicules appelant de nouvelles installations de production, sont alors des moments clés de remise en cause des rapports de forces antérieurement constitués, de reconquête ou de tentative de reconquête par le pouvoir patronal de positions acquises par des collectifs ouvriers.

Les sources disponibles permettant de documenter le travail, son évolution, et son rôle dans la constitution des identités à l'occasion des mouvements engagés par les collectifs ouvriers, sont riches et diverses. Cette diversité dans les éclairages du procès de travail permet de saisir, par-delà ses aspects techniques, son épaisseur sociale qui seule ouvre à l'appréhension des enjeux sociaux et politiques qui ne sont pas toujours explicites ou conformes à ceux que des observateurs peuvent déduire des revendications formulées à l'occasion d'une grève.

Tout ce qui a trait aux évolutions du travail, des technologies de production et des modes de rémunération qui sont à l'origine de nombreux conflits et en particulier des grèves des années 1970, s'appuie sur des documents produits par l'entreprise, pour certains à usage interne, sur ceux des syndicats, ou exploite des articles de la revue de la Société d'histoire du groupe Renault (SHGR). Ces sources sont éclairées et complétées par des études universitaires portant sur le travail. Enfin, j'ai tiré parti dans leur exploitation de mon expérience professionnelle et de ma connaissance de l'entreprise.

Les documents produits par l'entreprise ou par des ingénieurs des bureaux de méthodes, souvent à l'occasion de récits d'expériences professionnelles relatées dans le bulletin de la SHGR, donnent à voir des enjeux qui ne sont techniques que dans leurs modalités. Les transformations dans les procès de production traduisent un conflit social « froid »⁶⁵ dont l'objet est la subordination accrue du travail aux exigences de la valorisation du capital par un contrôle renforcé des travailleurs, dans leurs gestes avant que ce ne le soit par la mobilisation de leur esprit. Les documents produits par les syndicats et par les organisations politiques exposent leurs points de vue, leurs ambitions mobilisatrices et l'attitude des ouvriers, soit dans les conflits, soit dans le quotidien. Ce n'est jamais une parole ouvrière brute. Cette dernière est néanmoins perceptible dans le décalage existant entre les stratégies

⁶⁴ Pierre Dubois, *Les ouvriers divisés*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981, 204 p., p.19

⁶⁵ Voir à ce propos Pierre Bezier, « souvenirs d'un ouvrier », *Bulletin de la section d'histoire des usines Renault*, décembre 1975, n°11

ouvrières et celles des organisations dont des textes internes des syndicats peuvent rendre compte, comme c'est le cas à l'occasion de l'introduction de la cotation des postes dans les années 1950. Ces sources sont, pour les principales, précisées dans la bibliographie et les sources.

Toutefois, le travail subalterne de production ne peut à lui seul rendre compte de l'identité ouvrière, bien qu'il en constitue la singularité. Cette identité est multiple et renvoie aux diverses facettes qui forment la conscience de soi d'un individu ou d'un groupe. Elle est, comme toute autre, « la cristallisation à l'intérieur d'un individu des rapports sociaux et culturels au sein desquels il / elle est engagée(e) et qu'il /elle est amené(e) à reproduire ou à rejeter [...]. C'est pourquoi l'identité sociale de chaque individu est à la fois une et multiple de par le nombre des rapports que l'on entretient avec les autres »⁶⁶. Dans l'usine se combinent les identités professionnelles, nationales et de genre, selon des agencements déterminés par les exigences du travail, les représentations sociales et les évolutions sociétales. L'identité de chaque groupe social s'exprime dans les relations qu'il entretient avec les autres, qu'elles soient d'opposition ou de rapprochement. Enfin elle porte une mémoire individuelle ou collective et puise dans les expériences passées et dans des histoires reconstituées, des facteurs de cohésion. Enfin, l'identité et la cohésion des groupes sociaux doivent beaucoup à « leur pouvoir d'exclusion, c'est à dire au sentiment de différence attaché à ceux qui ne sont pas 'nous' »⁶⁷. L'identité revendiquée assumée, la conscience ouvrière, s'exprime dans la délimitation, l'opposition, voire l'exclusion. C'est le « nous » opposé au « eux ». C'est quand le « je » se situe dans le « nous » et « que l'on se sent être et valorisé comme un genre social propre porteur d'identité et de différence »⁶⁸. Elle implique donc la perception de la différence et de l'appartenance. Elle s'adosse à des pratiques collectives qui ne peuvent exister que dans un ou des espaces définis et sont encouragées ou inhibées selon les circonstances historiques.

Le rôle des caractères identitaires relevant de l'origine nationale, ou du genre, dans les dynamiques collectives est plus difficile à apprécier. Les difficultés tiennent pour une part au poids respectif des catégories ouvrières dans le collectif des travailleurs de l'usine. Les femmes par exemple, sous représentées parmi les ouvriers, n'accèdent guère à un statut reconnu et autonome, le quantitatif renforçant la subordination politique qui est la leur dans l'univers syndical et politique dominé par les ouvriers. Il en va autrement pour les étrangers. Dans les années 1970, toujours politiquement subalternes, bien que devenus majoritaires

⁶⁶ Maurice Godelier, *Communauté, Société, Culture*, Paris, CNRS édition, 2009, 61 p., p. 49

⁶⁷ Richard Hoggard, *La culture du pauvre*, Éditions de Minuit, 1991, 424 p., p. 117

⁶⁸ Michel Verret, *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1996, 296 p., p.179

parmi les OS, ils sont pris en compte selon des modalités ambiguës dans leurs spécificités nationales par les organisations syndicales et politiques. Cette caractéristique des ouvriers spécialisés de Billancourt conduit à s'interroger sur son rôle dans l'expression ouvrière et la conduite des grèves de 1968 à 1983. Clarifier cela est d'autant plus nécessaire qu'elles ont été vues – et le sont encore - comme des grèves d'immigrés plus que comme des grèves d'OS. Dans les années 1980, les ouvriers spécialisés de Billancourt, percevant combien leur avenir est obéré par leur origine, expriment plus nettement leur sentiment d'appartenance à une communauté de travailleurs immigrés stigmatisés. La mise en perspective historique permet d'éclairer la première interrogation par les pratiques de luttes des ouvriers non qualifiés, qui avant 1968, étaient encore dans leur majorité des nationaux y compris sur les chaînes de Billancourt. Pour la seconde c'est le devenir professionnel distinct des OS français et étrangers qui conforte l'identification ainsi constatée.

2.2 Identités ouvrières et politique de parti

Pas d'identité collective singulière sans culture propre, renvoyant aux pratiques, aux rites collectifs et aux représentations symboliques qui confèrent un sens commun aux relations qui s'établissent dans le travail et la société. La culture donne sens aux rapports sociaux desquels elle ne peut être détachée. Néanmoins la culture ouvrière couvre un champ de pratiques et de valeurs bien plus étendu que l'identité revendiquée en conscience politique, aussi bien par les ouvriers que pour les organisations. La culture ouvrière ne peut être réduite à une culture de lutte ; même si elle ne peut être pensée hors de son rapport au politique et au conflit⁶⁹. Elle se distingue de la culture militante qui « est loin d'avoir la pureté du modèle diffusé par les cadres du PCF. Elle est indexée aux univers symboliques des classes populaires »⁷⁰. La réduction de la culture ouvrière à une certaine culture militante, historiquement constituée autour des ouvriers professionnels français et portée par le PCF, marginalise dans le patrimoine ouvrier et par suite dans l'expression politique, la culture et l'identité des groupes subalternes que sont les OS, les étrangers et les femmes.

S'agissant du Parti communiste, son identité ne peut être réduite à sa dimension programmatique, à sa visée (le communisme), et à l'image qu'il projette dans le champ politique. L'identité communiste telle que vécue par les militants, particulièrement ses militants ouvriers, puisse sa force mobilisatrice, dans les buts poursuivis, et plus encore dans

⁶⁹ Jean-Pierre Terrail, *Destins ouvriers, la fin d'une classe*, Paris, PUF, 1990, 275 p., p.73

⁷⁰ Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière*, opus cit., p.17

les expériences de luttes partagées entre militants, ainsi que dans les liens tissés avec les ouvriers qui les entourent, enfin dans la confrontation politique avec l'Etat. En ce sens l'identité communiste est bien la rencontre d'une projection vers un futur souhaité et des pratiques sociétales qui lui assurent et entretiennent son enracinement ouvrier. La diversité des combinaisons possibles entre ces composantes se traduit dans les différents degrés d'implication militante. L'acceptation de la discipline et des contraintes militantes ne résulte pas de la seule conviction, de la projection vers un futur, pas plus que de la légitimation trouvée dans les attaques de l'adversaire, elle dépend de la valorisation que les militants ouvriers, comme les autres, tirent de leur activité politique dans l'usine ainsi que dans la société. Dans les actions collectives, à l'usine, le militant vérifie qu'il porte ou exprime les aspirations de tous, les intérêts de sa classe, contre le pouvoir patronal. Dans la société et face aux dominants, il gagne une légitimité en subvertissant avec ses pairs leur statut subalterne, affirmant dans les luttes du présent leur prétention à être les artisans d'une société nouvelle. Aussi ce que Renaud Sainsaulieu attribue à l'activité professionnelle, se réalise dans l'activité politique, au moins pour le noyau le plus militant qui doit gagner ainsi « pouvoir, indépendance et reconnaissance de soi »⁷¹.

Durant le court demi-siècle pendant lequel Billancourt est le théâtre où le PCF donne à voir la profondeur de son ancrage ouvrier, les liens qui relient les ouvriers à ce parti n'ont jamais été aussi constants et solides que le disent les lieux communs qui encombrant la mémoire attachée à cette usine. Ils sont peu conformes à l'image qu'il en a donné, et nullement figés, car l'histoire de l'adhésion ouvrière au PCF est faite de ruptures, de relâchements, de transformations. En effet, les individus, comme les groupes sociaux, « affirment leur soutien, électoral et militant, non à un corpus doctrinal figé [...] mais à une marque politique, à laquelle ils donnent une signification variable, en fonction des positions qu'ils occupent dans les rapports sociaux et militants à un moment donné »⁷².

2.3 Parti et ouvriers, la question des sources

Dans l'approche de la relation du Parti communiste aux ouvriers et à sa propre identité politique, je développerai mon analyse selon deux niveaux. Le premier considère le Parti communiste dans son action politique publique, dans ses rapports aux groupes ouvriers et à leurs mouvements. Il est possible alors de préciser les caractères et la nature de ses liens aux ouvriers, et en retour de ces derniers au parti. Le second niveau concerne l'organisation elle-

⁷¹ Renaud Sainsaulieu, *L'identité au travail, Les effets culturels de l'organisation*, opus cit. p.371

⁷² Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière*, opus cit., p.20

même, la manière dont ses militants et ses directions appréhendent la conduite de sa politique, ses difficultés et son lien aux ouvriers, aussi bien du fait de sa politique à l'entreprise que de sa politique nationale. A ce niveau, il est possible de saisir comment les aléas de l'action politique confortent ou affaiblissent la cohésion du groupe militant fondée sur la conquête d'un pouvoir, d'une indépendance et d'une reconnaissance de soi, soulignée par Renaud Sainsaulieu, en dépit d l'obstacle que constitue le souci des militants d'afficher une unité de façade dans la défense de l'outil parti.

L'examen de l'action du parti dans son rapport aux groupes ouvriers s'appuie sur une chronologie des grèves de 1950 à 1992, en distinguant celles affectant Billancourt de celles touchant les autres sites selon les catégories professionnelles qui les engagent. Cette chronologie permet de dégager de grandes tendances et une périodisation dans la conflictualité à partir desquelles peuvent être cernées des questions dont rendent peu compte les monographies des grèves principales. Cet inventaire des mouvements d'une durée égale ou supérieure à 5 jours, a pu être réalisé en exploitant un mémoire répertoriant les débrayages survenus à Billancourt entre 1950 et 1967⁷³, du moins ceux mentionnés dans l'*Humanité*. Cette source présente un biais, certaines grèves étant parfois exagérément mise en exergue ou au contraire occultée par le PCF selon la conjoncture politique. Néanmoins, ce biais peut être partiellement levé par l'exploitation de sources syndicales. Pour les grèves postérieures à mai et juin 1968, je m'appuie sur une chronologie établie par Daniel Labbé, ancien secrétaire de la CFDT, présentée dans son mémoire de maitrise sur *Travail formel et travail réel – Renault Billancourt*⁷⁴, en la complétant par des informations contenues les archives du SRTA Renault ou dans mes archives personnelles. Cette chronologie présente néanmoins des lacunes, portant aussi bien sur le nombre de grévistes impliqués dans les actions que sur les formes d'actions et leurs résultats.

Pour les décennies 1970, par suite de la profusion des organisations politiques agissant ou s'intéressant à Billancourt, un grand nombre de textes, de bilans, d'interviews d'ouvriers sont accessibles dans diverses publications. J'ai pu en recueillir de nombreuses sans prétendre à une quelconque exhaustivité. La plupart de ces textes porte sur les grèves des OS qui, dans les années 1970 et au début de la décennie suivante, s'imposent alors évinçant dans la symbolique ouvrière les ouvriers professionnels qui constituent toujours l'encadrement des syndicats et des organisations politiques⁷⁵. Cette matière est d'un intérêt

⁷³ Joëlle Créau et Claude Fontan, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, Mémoire sous la direction de Pierre Vilar, Université de Paris-1, 1970

⁷⁴ Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel – Renault Billancourt – 1945 1980*, DEA, EHESS, Septembre 1990

⁷⁵ Les OP forment l'encadrement du PCF. Ils sont aussi la principale base des organisations d'extrême gauche.

inégal s'agissant de l'identification des motivations ou des ressorts des ouvriers à l'action. En effet, la plupart des organisations s'appliquent, dans la rédaction ces bilans, plus à discerner ce qui conforte leurs énoncés politiques, en s'attachant moins à dégager la singularité ou les contradictions de la parole ouvrière. Ces matériaux ont été complétés et enrichis par vingt-sept entretiens réalisés avec des ouvriers, professionnels et spécialisés⁷⁶, qui faisant appel à leur mémoire ancienne, peuvent faire l'objet d'une déformation ou d'une sélection. Ce risque est moindre pour ce qui touche au travail et ses conditions que pour ce qui relève de l'action politique de leur organisation, tant le travail a marqué leur expérience personnelle.

L'action du parti peut être illustrée par une ressource importante, la propagande de parti lui-même ou de la CGT. J'ai exploité les tracts et les documents disponibles aux archives du SRTA CFDT de Renault, assez complets, biens classés et d'accès facile, ainsi que mes archives personnelles qui couvrent les années 1970 et dans une moindre mesure la décennie suivante. Pour ce qui est de cette période, j'ai bénéficié d'une recension des 500 tracts annuellement distribués à Billancourt entre 1986 et 1992, réalisée par Mohamed Er Reguieg. J'ai consulté les collections de l'*Humanité* et, pour les années 1950, d'autres périodiques communistes.

Les tracts et les publications de propagande donnent à voir un point de vue sur la réalité qui est ajusté aux ambitions politiques du moment, du parti ou de la CGT. Difficile alors de juger de l'« adéquation entre le discours syndical [ou politique] et la volonté des ouvriers, dont l'expression syndicale est la seule qui soit immédiatement accessible »⁷⁷. Le parti, interprète et traducteur des aspirations comme des demandes ouvrières, les reformule pour leur donner, ou tenter de leur donner, une portée politique générale conforme à ses orientations stratégiques. La négation des tensions ou des contradictions existant entre lui et ceux dont il traduit les aspirations, est constitutive de l'identité communiste, il est donc rare que les documents de propagande permettent d'accéder immédiatement à ces tensions. Toutefois, elles restent accessibles par l'exploitation des sources émanant de ses concurrents, ainsi que des documents internes du parti ou de sa section de Renault qui traduisent sous des formes plus ou moins directes ses difficultés ou ses échecs. Les archives de la préfecture de police de Paris recensent par ailleurs les activités et les initiatives communistes aux portes de

⁷⁶ 11 ont été fait avec des travailleurs ayant été membres du PCF, 10 avec d'autres ayant été militants d'une organisation d'extrême gauche, 6 auprès de militants sans autre appartenance que syndicale. 11 ont été OS, 11 OP, 5 Techniciens ou employés. 19 étaient de parents nés Français, 8 étaient immigrés ou de parents immigrés. Deux seulement ont été faits auprès de femmes ouvrières.

⁷⁷ Catherine Lévy et Prisca Bachelet, dans Pierre Naville et al., *L'état entrepreneur : le cas de la régie Renault*, Paris, Anthropos, 1971, 459 p., p.366.

l'usine ou au sein de celle-ci. Ils apportent à l'occasion des appréciations sur l'impact de ces interventions qui, comme il se doit, s'écartent noblement de celles rapportées par la propagande, sans qu'il soit possible d'en valider aucune. Elles rendent compte aussi de réunions et de débats internes à la section.

Le recueil des témoignages d'acteurs ouvriers, membres du PCF et de la CGT ou militants d'extrême gauche de Renault, a été facilité par mon appartenance passée à l'entreprise. Ils l'ont été avec des personnes avec qui j'avais eu des relations militantes, ou des militants du PCF ou de la CGT avec qui n'existait aucun lien antérieur. Pour ces derniers, alors que je pouvais penser que cela pourrait susciter de leur part une certaine méfiance, rien de tel ne s'est produit. Tout au contraire, l'appartenance passée à l'entreprise, ainsi que la volonté exprimée de comprendre les ressorts de leur engagement, ont fait que tous les interviews commencées avec la distance du « vous » sont passés rapidement dans le registre du « tu ». Le risque était alors de glisser de l'évocation du passé à un échange sur les enjeux du présent, car pour la plupart des anciens militants du PCF, il n'y avait point de rupture entre leur engagement passé et le présent, même lorsqu'ils avaient quitté ce parti. Leur accueil ouvert devait aussi au regard critique qu'ils portent aujourd'hui sur certains des points de vue qu'ils défendaient auparavant, comme par exemple sur l'URSS, alors qu'ils ne peuvent plus s'adosser à un parti puissant porteur de certitudes. J'ai choisi de privilégier les militants ou cadres ayant été jusqu'alors assez peu sollicités. En effet, certains, comme Claude Poperen, ont à de nombreuses occasions été interviewés, ont publié des contributions ou participé à des colloques. Ils ont fait l'objet d'une notice bibliographique que j'ai pu exploiter. En complément des entretiens que j'ai conduits, j'ai eu accès à ceux réalisés par Robert Kosmann, pour le Maitron, qui pour certains redoublaient les miens et pour d'autres les élargissaient.

Une vingtaine de témoignages écrits par des acteurs de la vie politique à Renault ont été publiés. Peu nombreux et tardifs, ainsi qu'inégalement développés ou approfondis⁷⁸, ils ne peuvent être tenus comme entièrement représentatifs de leur motivation ancienne à l'engagement politique, car ils procèdent souvent du bilan qui laisse parfois venir à jour les doutes ou les interrogations que les périodes chaudes de leur militantisme pouvaient refouler.

⁷⁸ Les témoignages les plus complets sont ceux de Roger Linet, *1947 – 1958. Les années chaudes de la guerre froide*, Paris, VO / Editions – Le Temps des Cerises, 1997, 406 p., de Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, Paris, Editions sociales, 1983, 228 p., Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?* Paris, Hachette, 1990, 342 p. et de Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, Paris, Syllepse, 2014, 222 p.

Ils sont entachés d'omissions et d'effacement, volontaire parfois, plus généralement par suite des sélections inconscientes auxquelles la mémoire est sujette. Pour autant, ce qu'ils donnent à voir de la réalité ouvrière est nourri d'une expérience militante, qui n'apporte pas seulement des données brutes, et sont, au-delà de la relation des événements auxquels ils ont été confrontés, le produit d'une analyse et d'une synthèse. Ces témoignages recèlent la richesse d'une expérience mûrie, à confronter entre eux et aux autres sources archivistiques que sont les tracts, les notes de police, ou encore les documents du Parti communiste déposés aux Archives départementales de la Seine Saint Denis.

Les comptes rendus des réunions des directions nationales du Parti communiste, bureau et secrétariat politiques, sont à la charnière de l'activité publique du parti et de ses difficultés et débats internes. Ils donnent à voir les rapports entre le parti et les ouvriers tels qu'ils s'énoncent « par en haut » et les impulsions ou directives que ces directions donnent aux militants des entreprises d'une importance politique comparable à celle de Billancourt. Les minutes de ces réunions témoignent de leurs préoccupations s'agissant de l'évolution de la classe ouvrière, de l'impact politique de ses luttes et des craintes que les dirigeants du PCF éprouvent face à des mouvements portés par des couches ouvrières parmi lesquelles le parti reste peu implanté. Elles rendent compte de ce qui n'est jamais totalement perceptible dans l'activité immédiate. Si les débats qui les ont précédés ne sont pas exposés, ce n'est pas le cas des notes de la police relatives aux réunions de la section de Billancourt et les documents déposés par la section communiste aux archives départementales de la Seine Saint Denis.

Les archives de Daniel Lacroix, premier secrétaire de la section communiste au début des années 1980, sont réunies à celles du PCF. Elles comportent dix cahiers de réunion où il a noté, de façon brève et parfois allusive, les échanges souvent vifs entre des membres des directions de la section Renault. Ces documents sont riches d'informations fragmentaires qui éclairent les débats, les interrogations, et les tensions au sein du noyau militant de l'usine. Les militants y disent leurs attentes et leurs points de vue, tant sur les orientations du parti que sur l'état d'esprit des travailleurs qui les entourent. Riches de ces matériaux, j'ai fait le choix de ne pas exploiter les enregistrements des sessions du comité central, pour m'en tenir aux informations qui pouvaient en être divulguées dans l'*Humanité*.

3 - Les limites dans le champ de l'étude et leurs conséquences possibles

Cette recherche est limitée dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace car il s'agit de la monographie d'une entreprise, certes emblématique, et cependant singulière par bien des aspects. De plus en n'intégrant que de façon incidente les évolutions sociétales qui modifient les comportements ouvriers au sein même de l'entreprise, elle néglige des facteurs importants de l'évolution des identités ouvrières. Elle est encore limitée dans la période considérée, puisqu'elle porte des années 1950 à 1992, la dernière étant celle de la fermeture de l'usine de carrosseries de Billancourt. Ces choix qui méritent explicitation, et examen de leurs impacts sur la pertinence des conclusions faites et étendues à partir du cas Billancourt, pendant cette période.

3.1 Pourquoi la débiter en 1950, et la borner en 1992 ?

Pourquoi avoir commencé cette étude en 1950, plutôt qu'à l'immédiate après-guerre avec la création de la Régie nationale des usines Renault, ou seulement vingt ans plus tard en 1968 ? Certes, la nationalisation de l'entreprise en 1945 marque une rupture importante dans l'histoire politique et sociale de Renault, cependant la configuration politique et sociale des trois années qui suivent la Libération est, par bien des aspects, originale et nullement pérenne⁷⁹. Au cours de ces années de reconstruction tant du pays que du parti à Renault, ce dernier adopte une politique nationale et collaboration des classes qui s'exprime dans la « bataille de la production ». Dans les années 1970, cherchant à convaincre de la pertinence de son projet de programme commun, le Parti communiste a pu faire de cette période une sorte d'âge d'or. La politique mise en œuvre pendant ces trois années, vite condamnée et abandonnée par l'entrée en Guerre froide, ne contribue guère à l'identité du parti et au modèle militant qui se consolident dans les années 1950 et perdurent pendant les suivantes. Est-ce sous-estimer l'importance du basculement dans la guerre froide de 1948, que de commencer ainsi à l'année 1950 ? Cette dernière ouvre pourtant une période nouvelle dans la configuration des luttes sociales, la loi du 11 février rétablissant la libre négociation des conventions collectives et des salaires. Cette loi est immédiatement suivie par des grèves de la métallurgie et ouvre ainsi une période nouvelle dans la lutte syndicale⁸⁰. En dépit du recul

⁷⁹ Voir Alain Viguier, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière ...*, opus cit.

⁸⁰ Voir Jean Magniadas, « la loi du 11 février 1950, pivot des relations sociales des années 1950 et au-delà », dans Elyane Bressol, Michel Dreyfus, Joël Hedde, Michel Pigenet (dir), *La CGT dans les années 1950*, Rennes, PUR, 2005, 480 p.

des adhésions communistes, amorcé en 1948, les « matrices communautaires » n'en continuent pas moins à pourvoir au maintien du caractère ouvrier du parti, en fixant « cette image quasi immuable de l'ouvrier communiste », « du métallurgiste hautement qualifié français ou du moins né en France »⁸¹. Au cours de la décennie cinquante se renouvelle l'élite dirigeante communiste, renouvellement accentué à Billancourt par suite des licenciements de 1952. Les jeunes ouvriers professionnels qui s'engagent alors dans la CGT et dans le Parti communiste en resteront l'ossature militante jusqu'au milieu des années 1980. Pour comprendre les ruptures ultérieures dans les rapports du parti à la classe ouvrière, il est nécessaire de s'appesantir sur ces années pendant lesquelles se fixe son modèle militant.

L'année 1968 ouvre une nouvelle période des luttes sociales. Cependant le cycle de grèves qui s'en suit à Renault, ainsi que dans les usines de l'automobile de la région parisienne, n'est pas uniquement imputable au choc de mai-juin 1968. Doivent être pris en considération les changements survenus dans la composition nationale des ouvriers spécialisés et le renouvellement générationnel des OP qui s'opèrent à la charnière des deux décennies. Ces transformations modifient la dynamique des luttes ouvrière et le rapport que ces nouveaux ouvriers peuvent entretenir avec le Parti communiste, changements qui ne peuvent être évalués qu'en référence à la configuration sociale et politique des années 1950.

L'étude n'est pas conduite au-delà de l'année 1992, qui est celle de l'arrêt de la chaîne de carrosserie montage de Billancourt, alors que les arrêts des ateliers de professionnels s'égrènent au cours de la décennie. La disparition de cette usine, et des collectifs ouvriers l'animaient, nous interdit de poursuivre, à Billancourt, la réflexion sur les évolutions de la classe ouvrière et de la politique communiste, bien que les tendances déjà identifiées dans les comportements politiques et de luttes, aussi bien des groupes ouvriers que des organisations, tracent l'avenir du Parti communiste. En conséquence, je n'aborderai pas les processus de décomposition de l'identité communiste dans les décennies suivantes. Ceux qu'analyse Julian Mischi⁸². La désouvrièrisation du discours du PCF que ce dernier note dès la fin des années 1970, elle est déjà perceptible à Billancourt. Bien qu'y étant moins flagrante, la référence aux ouvriers n'a pas encore été supplantée par celle aux pauvres et aux défavorisés, au moins dans le discours à usage des militants de Renault. Cependant si la notion de classe, ouvrière en particulier, reste présente dans le discours militant et la propagande, elle ne fonctionne plus comme outil heuristique. Elle est abandonnée au profit des « catégories »⁸³. En bornant notre examen des évolutions constatées au début de la

⁸¹ Jean-Paul Molinari, *les ouvriers communistes ...*, opus cit., p.153

⁸² Julian Mischi, *Le communisme désarmé*, opus cit.

⁸³ Idem, p.74-79

décennie 1990, nous ne pouvons pas mesurer toutes les conséquences, en termes de déstabilisation des identités ouvrières, des nouvelles politiques patronales mises en œuvre dans les années 1980. La fermeture du site est alors pour ses travailleurs un enjeu plus immédiat que les menaces associées aux transformations du travail et aux politiques patronales, que l'étude de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, menée à Peugeot Sochaux, met en lumière dans les années 1990 ⁸⁴.

3.2 L'Usine, un espace social clos et ouvert à la fois

L'enquête faite par Jacques Frémontier⁸⁵ à Renault en 1969-1970, et publiée sous le titre « *la forteresse ouvrière* », se voulait une illustration des valeurs de la classe ouvrière, de sa force et de celle du parti qui l'incarnait. Il présentait l'usine et ses travailleurs comme résistant « à la fois aux assauts de la 'nouvelle société' et aux commandos du gauchisme, aux tentations de l'embourgeoisement technocratique et aux séductions de la guérilla lyrique ». « *La forteresse ouvrière* » posait l'usine, et la classe ouvrière elle-même, comme un univers clos, d'où la contradiction est sinon absente, du moins gommée, pour ne pas donner prise aux menaces venant de l'extérieur. Or l'usine n'est que physiquement un univers clos.

Billancourt est une grande usine urbaine. Bien que « séparée » de la ville par les murs et des portails gardés, elle reste ouverte aux influences qui animent toute la société. De plus, existe une circulation quotidienne des hommes et des femmes entre l'usine et la ville ainsi qu'entre divers lieux de rencontre que sont cantines, bars, places, et marchés ouvriers aux portes. Sa singularité, qui est celle de toute usine, tient moins à sa mise à distance géographique de la cité, qu'à l'opposition propre à tout lieu de production, entre un intérieur régi par la subordination des hommes à une autorité et un extérieur, la cité et ses règles politiques. L'usine déroge aux principes qui organisent la cité. Le gouvernement des hommes et leur subordination aux exigences de la production s'opposent aux principes de la démocratie. Le débat comme la libre décision n'y ont pas leur place. La volonté de l'ouvrier citoyen s'efface quand il vend sa force de travail devant celle de l'entreprise qui règle aussi bien l'usage de son temps (ou du moins le tente), que sa circulation dans l'espace, lui imposant certains gestes et en en prohibant d'autres « au service d'une maximisation de l'engagement des

⁸⁴ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, opus cit.

⁸⁵ Jacques Frémontier, *La Forteresse ouvrière : Renault*, opus cit. Jacques Frémontier est un journaliste de gauche travaillant à *Paris Soir*. Il n'est pas alors membre du PCF.

ouvriers dans leur travail »⁸⁶. Seule la force des ouvriers coalisés peut limiter les effets de la subordination salariale et en négocier les modalités. La politique, la contestation du pouvoir, ici économique, y est prohibée.

La politique ouvrière, entendue comme la volonté de subvertir cet ordre social, ne peut entrer dans l'usine que par effraction, alors que l'ordre patronal est assorti d'un discours qui déborde l'entreprise et s'étend à l'organisation générale de la société. Les normes de gestion, les présupposés comptables, comme la notion même de richesse et de valeur⁸⁷, organisent des relations économiques, sociales et politiques ajustées aux rapports de forces entre les différentes classes au sein de la société, et aux intérêts des dominants. Le discours patronal se pare de la neutralité et de l'objectivité des normes, des chiffres et de l'expertise pour se prétendre « apolitique » et dénier aux travailleurs le droit de se penser au travail autrement que comme ressources pourvoyeuses de leur force. Le droit du travail s'est enrichi, par suite des luttes sociales, d'un ensemble de dispositions qui confèrent plus de liberté à l'exercice de l'activité syndicale, pour autant que celle-ci s'inscrit dans le respect et l'aménagement du rapport de subordination. Bien que formellement exclue de l'usine, à Billancourt, la politique, celle du PCF, a bénéficié d'une certaine tolérance dans son expression, tolérance car jamais sa liberté a été totale, qui fluctuait selon les circonstances politiques nationales, sans qu'il n'y ait eu cogestion. Enfin, l'insertion de l'usine dans la ville était aussi favorable à l'expression politique, et la place Nationale⁸⁸ pouvait être le lieu d'exposition des propositions politiques, ainsi que forum pour des débats ou des confrontations politiques ne pouvant avoir lieu dans l'usine.

Les évolutions des identités induites par les changements dans les modes de reproduction de la force de travail, physiologiques et culturelles, seront évoquées en s'en tenant aux facteurs qui relèvent de l'univers de l'usine. Les transformations affectant la vie privée des ouvriers, les modes de consommation, ainsi que leurs attentes vis-à-vis de l'Etat pris au sens large, y incluant toutes les instances de protection ou d'assistance sociales, ont des effets sur le comportement politique des travailleurs à l'usine, toutefois leur examen approfondi déborderait le cadre de cette étude, en dépit de leur importance dans le temps long. Ainsi l'évolution du rôle des activités culturelles et sportives du Comité d'entreprise, le développement d'une consommation « de masse », permise par l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier, comme la socialisation partielle des conditions de reproduction de la force

⁸⁶ Xavier Vigna, « Préserver l'ordre usinier en France à la fin des années 68 », Réprimer et domestiquer, stratégies patronales, *Revue AGONE*, 2013 n°50

⁸⁷ Sur ces derniers aspects voir entre autres : CAPRON Michel (dir), *Les normes comptables, instruments du capitalisme financier*, Paris, La Découverte, 2005, 189 p.

⁸⁸ Nommée en réalité « place Jules Guesde ».

de travail par l'extension de la protection collective, contribuent à l'individualisation des comportements. La consommation, en devenant de « masse », privilégie l'accès individuel non seulement aux biens matériels, ainsi qu'aux biens culturels et aux loisirs qui se « marchandisent ». Elle n'est pas seulement une réponse à des besoins physiologiques, elle est aussi productrice de sens, de « valorisation individuelle », de représentations généralement dominées qui, dans les années 1960, s'incarnent dans une famille type vivant en pavillon, disposant d'une voiture. Le mode de vie ainsi idéalisé est celui auquel accède alors la petite bourgeoisie. Il s'impose aux autres groupes sociaux subalternes quand bien même s'ils n'y pas pas accès. Sur la période dont je traite (1950 / 1992), l'Etat et des institutions sociales prennent de plus en charge la solidarité collective comme palliatif à la précarité de la condition ouvrière, alors que seules les formes organisées de résistance et de solidarité ouvrières pouvaient la limiter dans les années antérieures. Dès la Libération, l'Etat puis, dans les années suivantes, le droit social, les Accords d'entreprise, ceux de 1955 et de 1962, et les conventions collectives répondent, au moins en partie, à ce besoin ouvrier de stabilité dans les conditions de vie, contribuant à reporter les attentes de sécurité de l'organisation collective vers l'Etat.

3.3 Les singularités de Billancourt en comparaison aux autres usines de l'automobile

L'ambition d'éclairer à partir de Billancourt les relations s'établissant entre le Parti communiste et les ouvriers est-elle pertinente ? Ne présente-t-elle pas un risque de généralisation abusive ? Sans doute. Cependant deux considérations peuvent fonder la prétention à dégager à partir d'une étude portant sur le cadre particulier de Billancourt des conclusions de portée plus générale. La première tient à la volonté de ce parti d'en faire une usine exemplaire, emblématique de sa politique et de l'adhésion des ouvriers à cette dernière. La seconde est que beaucoup d'autres usines de taille similaire connaissent des évolutions semblables à celles qui affectent Billancourt, que ce soit dans le travail ouvrier ou dans la composition et le recrutement du salariat.

Billancourt est, de par la volonté du parti d'en faire un théâtre où il exposait ses ambitions, un lieu où s'illustrent plus qu'ailleurs sa politique ouvrière et ses contradictions. S'y appliquent aussi, par suite de l'importance de ses effectifs non ouvriers, les choix et les tactiques dictés par sa volonté de gagner les ITC. En ce sens, et avec les réserves que j'aurai à lever, la politique du parti à Renault est sans doute exemplaire de celle qu'il tente de mettre

en œuvre dans l'ensemble de la métallurgie, certes souvent avec moins de moyens militants. De ce point de vue un parallèle avec le site de Peugeot Sochaux, qui a fait l'objet de plusieurs études importantes⁸⁹ peut être éclairant.

Ce site de Peugeot, de taille comparable à Billancourt, en partage de nombreux traits permettant de considérer que ce que l'on peut comprendre des rapports entre les ouvriers et ce parti à Renault est valable pour des établissements industriels de taille et d'organisation semblable, bien que moins exploités dans la propagande communiste. En effet, à partir des années 1950, les transformations qui affectent l'organisation du travail et les modes de rémunération ne sont pas propres à Renault et encore moins à Billancourt⁹⁰. Ce qui se vérifie encore trente années plus tard. En 1980, tous les groupes automobiles puisent dans les expériences japonaises les outils d'organisation et de direction du travail propres à restaurer leur compétitivité, qu'auparavant ils allaient chercher aux Etats Unis. Des délégations d'ingénieurs visitent les usines japonaises. Les enseignements qu'ils en tirent débouchent que ce soit chez Peugeot ou chez Renault sur des applications semblables, en termes de gestion des flux, d'individualisation des rémunérations, d'optimisation des postes de travail, de mobilisation idéologique des travailleurs. L'ouvrage « *Retour sur la condition ouvrière* » rend compte des transformations engagées et de leurs conséquences sur les collectifs ouvriers de Sochaux. Les recettes et leurs conséquences sont les mêmes à Renault, toutefois la fermeture programmée de l'usine de Billancourt, par sa brutalité, est un défi de premier ordre pour les ouvriers de Billancourt, pour leurs syndicats, et plus prégnant que les changements dans le travail.

Le site industriel de Sochaux-Montbéliard, berceau de l'entreprise Peugeot, regroupait à l'origine du groupe, comme Billancourt, la plupart de ses fonctions centrales. Il atteint 45 000 salariés à la fin des années 1970, alors que l'effectif de Billancourt décroît déjà depuis plusieurs années. Sochaux n'a jamais eu la notoriété politique de Billancourt, en dépit de nombreux conflits sociaux dont la violence a été, en bien des occasions, plus forte⁹¹. Le parti n'y a pas eu la même implantation, devant adopter des formes d'organisation adaptées à la

⁸⁹ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, opus cit., et Nicolas Hatzfeld, "*Les gens d'usine – 50 ans d'histoire à Peugeot Sochaux*", opus cit.

⁹⁰ Au cours des années 1950, la cotation des postes se répand en Europe. En France, Renault, Peugeot, Berlier et d'autres entreprises l'adoptent. Malgré des différences dans la sophistication de la méthode selon ces entreprises, elle répond toujours aux mêmes objectifs. Selon les secteurs et les entreprises, les modes de cotation, bien que différents, prennent en compte quatre catégories de facteurs caractérisant le travail : la qualification requise, les efforts demandés, la responsabilité attendue, les conditions d'emplois (en particulier les nuisances). Voir Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit. p.50 à 53

⁹¹ Voir les conditions de la reprise aux usines Sochaux en juin 1968. Les affrontements avec les CRS firent deux morts parmi les ouvriers. Vidéo. *Sochaux, 11 juin 1968*, collectif de cinéastes et travailleurs de Sochaux, France, 1970, Editions Montparnasse.

grande dispersion géographique de ses ouvriers⁹². En 1968, l'insubordination ouvrière s'y exprime pourtant avec plus de force qu'à Billancourt où elle est mieux canalisée par la CGT. Quand le 11 juin, l'affrontement entre les CRS et les ouvriers fait deux morts parmi ces derniers, le Parti communiste se garde d'en faire un événement politique national qui risquerait de contrarier une reprise amorcée et souhaitée.

Jusqu'aux années 1980, en dépit d'une pénétration du parti, mesurée par le rapport du nombre de cartes placées à l'effectif du site, bien plus forte à Billancourt qu'à Sochaux, le noyau militant de ces deux usines est constitué d'ouvriers professionnels. L'arrêt de la production de série à Billancourt, interdit d'y mesurer jusqu'au bout le dépérissement de leur rôle syndical et politique au profit des OS que Stéphane Beaud et Michel Pialoux constatent à Sochaux⁹³. Outre le rôle des ouvriers professionnels dans l'encadrement politique de l'usine, deux autres traits sont communs à Billancourt et Sochaux dans les années 1970. Le premier est l'importance des salariés non ouvriers, parmi lesquels les ITC, qui y sont employés. Le second est, à partir de la fin des années 1960, une classe ouvrière non qualifiée recrutée parmi des travailleurs étrangers ou d'origine étrangère. Toutefois le poids des étrangers dans l'emploi non qualifié ne fut jamais aussi fort à Sochaux qu'à Billancourt.

L'ancienneté de l'intervention communiste à Renault, l'importance du site pour le parti, ont entretenu une culture politique portée par ces ouvriers qualifiés que l'on ne retrouvait pas dans des usines plus récentes de Renault, comme à Flins où le rapport entre les ouvriers qualifiés français et les OS étrangers était teinté d'un fort racisme. A Billancourt, comme à Sochaux, « les professionnels de l'usine ont socialisé les OS dans le cadre d'institutions qui étaient alors proprement ouvrières, le syndicat, le Comité d'entreprise, les activités culturelles »⁹⁴. Le contenu politique de cette « socialisation » alors que la composition nationale des OS est, dans les années 1970, très majoritairement étrangère, sera examiné plus loin.

⁹² L'organisation de l'influence communiste dans l'usine sochaliennne se heurte à la dispersion des ouvriers dans des villages éloignés. La pénurie de main d'œuvre dans le bassin de Montbéliard a conduit Peugeot à recruter dans un rayon de 50 Km autour de l'usine grâce aux lignes de transports mises en place par l'entreprise. Dans ces conditions, le parti renonce à organiser les ouvriers dans les seules cellules d'usines et tente de le faire aussi dans des cellules de leur lieu de résidence, en coordination souple avec celles de Peugeot. Nicolas Hatzfeld, *Les gens d'usine – 50 ans d'histoire à Peugeot Sochaux*, opus cit., p.216

⁹³ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, opus cit., p.121

⁹⁴ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, opus cit., p.117

4 – Les choix dans l'organisation du récit de cette histoire ouvrière

L'usine de Billancourt, symbolique plus qu'aucune autre, se voit intégrer à des récits contradictoires énoncés par les protagonistes des conflits politiques. Ces récits sont d'abord ceux des organisations qui expriment de façon fragmentaire et médiatisé la parole de ses ouvriers dans leur diversité professionnelle, de genre ou nationale. Ces travailleurs ne sont pas « en quête d'un auteur ». Ils font pourtant l'objet de nombreux récits qui, sans être totalement étrangers à leur condition et à leur expérience, ne rendent pas compte entièrement de leurs aspirations et de leur diversité identitaire. De nombreux articles rédigés à l'occasion de l'annonce de la fermeture du site, sont sous-tendus par la « rhétorique de l'hostilité anti-ouvrière »⁹⁵ qui perce dans la dénonciation des apories de la politique communiste. Selon le point de vue de son émetteur, la narration valorise les ouvriers comme acteurs au sens propre ou en fait des marionnettes du parti, nullement autonomes dans leur expression et leurs gestes. Ils seraient alors privés de l'intelligence de ce qu'ils jouent, ainsi que le fait Daniel Mothé dans un article de la Revue *Esprit* en 1990⁹⁶. Ces narrations, constructions historiques, répondent aux besoins contemporains de leur énonciation. Récits et histoire disent le présent, ses enjeux, et cherchent dans le passé une légitimité. Ils sont donc ajustés aux exigences politiques du présent. Ainsi dans les années 1970, le discours communiste sur la nationalisation et l'immédiat après-guerre n'est en rien semblable dans son contenu politique et dans son propos à celui des années 1950. Ce qui se joue dans le récit est bien sûr l'évaluation des événements passés, leur valeur heuristique, et souvent encore la valorisation de l'action présente des acteurs organisés par la remémoration réinterprétée de leur conduite ancienne. Il est construction identitaire en même temps qu'appel à l'adhésion.

L'histoire est va-et-vient entre le présent et le passé. Elle n'est pas une combinaison plus ou moins ordonnée d'événements. Elle est une enquête sur les actions accomplies, sur leurs conséquences, sur les changements survenus, sur leurs articulations, et leur interprétation. Les événements mémorables supposent une rupture, un avant et un après suffisamment

⁹⁵ Xavier Vigna, *l'espoir et l'effroi*, Edition la Découverte, Paris, 2016, 318 p., p. 209

⁹⁶ Daniel Mothé, « Le mythe de Billancourt », *Esprit*, février 1990. A l'annonce de la fermeture du site, la métaphore de la « forteresse ouvrière » a été abondamment exploitée pour souligner soit la faille du PCF, soit la disparition politique de la classe ouvrière. Des commentateurs qui pour certains, comme Daniel Labbé et Daniel Mothé, avaient été ouvriers et syndicalistes à Renault, ont vu essentiellement dans cette fermeture la faillite d'un système politique imposé par le Parti communiste. Le premier dénonçant la faillite d'une cogestion de l'entreprise entre le PCF et la direction, cogestion qui, elle-même est une construction ne rendant nullement compte de la complexité des rapports au sein de l'entreprise. Le second dans l'article de la revue *Esprit* s'emploie à pourfendre le mythe de la forteresse ouvrière. Considérant que jamais il n'y eu d'innovation sociale et politique à Renault, il conclut son article sur une phrase péremptoire « Quant aux murs, ils peuvent bien tomber, pour moi, ils étaient surtout le symbole de cet écrasement de l'intelligence ». Ainsi la masse des ouvriers, quels qu'ils soient ne pouvaient être rien d'autre que des pantins animés par le parti.

distincts, s'inscrivant d'autant plus dans la conscience collective qu'ils paraissent avoir brisé le cours habituel de la vie, pour ouvrir à d'autres avenir.

Ils ne s'organisent pas selon un enchaînement linéaire de causes et d'effets, selon un mouvement semblable à l'impulsion qui bascule successivement des dominos. La politique, l'événement politique est le moment révélateur des contradictions d'une formation sociale. Ces dernières toutefois ne peuvent guère être appréhendées au surgissement de l'événement. Leur conjonction contradictoire, ne faisant subjectivement événement qu'en prenant à contre-pied la perception courante, ne permet que rarement à la conscience d'accéder immédiatement la compréhension des dynamiques qui l'ont préparé. Le propre de l'enquête historique est de découvrir par-delà le récit mémoriel, les faits, les tensions, les actes, qui préparent l'événement constaté qui est à élucider. Cette élucidation, visant à éclairer les événements et de leur enchaînement contradictoire, suppose un recul historique permettant d'énoncer, non pas la vérité de ce qu'il est advenu, mais ce que l'on en comprend du point de vue d'un présent porteur de questions toujours renouvelées.

S'agissant de Renault Billancourt, mon propos se construit à partir d'un aboutissement. Il interroge ce qu'il est convenu d'appeler la « crise » du PCF et de son rapport aux ouvriers. Le terme de « crise » renvoie à un impensé antérieur. Il dit l'ébranlement d'une conviction commune qui faisait des liens entre ce parti et la classe ouvrière une réalité pérenne, les grèves de 1936 ayant « scellé une combinaison appelée à durer un demi-siècle, celle du Parti communiste et de Billancourt »⁹⁷.

4.1 Le dispositif narratif : un cadre et trois actes ou séquences politiques

En dépit de l'importance du travail dans la constitution et l'évolution des identités ouvrières, ses transformations n'organisent pas l'exposition du récit historique. En effet, elles agissent lentement, et ne bousculent pas aussi immédiatement les représentations collectives que les événements politiques nationaux ou internationaux. Ces derniers ont des impacts d'autant plus notables sur le comportement des travailleurs que le Parti communiste peut s'en emparer ou tenter de le faire, pour promouvoir sa politique. Il peut aussi, comme en 1956, en être déstabilisé. Ce récit s'organise en quatre parties, dont trois chronologiques correspondent à des périodes cohérentes du point de vue du contexte politique.

⁹⁷ Jean-Louis Loubet, Alain Michel, Nicolas Hatzfeld, *Ile Seguin des Renault et des Hommes*, Paris, ETAI, 2004, 191p., p. 116

La première partie présente le cadre de l'action des ouvriers, des syndicats et des organisations politiques, et Renault Billancourt, comme le théâtre de leur activité et de son exposition. Dans cette partie que sont présentées les principales évolutions du travail et de l'organisation de l'usine, puis les caractères des acteurs collectifs et les changements qui les affectent sur le temps long. Elle fixe en premier lieu le cadre physique et symbolique des luttes politiques comme sociales à Renault Billancourt. Elle rend compte aussi les conséquences politiques de la notoriété emblématique du site, avant de traiter de la restructuration de l'usine et ses effets sociaux. Enfin elle précise les lieux où s'expose et se met en scène la politique communiste. Dans un deuxième temps, sont présentés les acteurs salariés, les changements dans leur composition professionnelle, dans leurs origines nationales ou de genre, ainsi que l'évolution du statut des ouvriers. En dernier lieu cette partie abordera les acteurs organisés que sont les syndicats, le PCF et les autres organisations politiques, en rappelant quelques données relatives à l'évolution de leur implantation et de leur influence.

Après avoir ainsi décrit le cadre dans lequel se meuvent les différents acteurs, j'aborderai les trois actes d'un récit qui traite des luttes et des identités ouvrières dans leur rapport aux PCF en cernant les facteurs qui permettent de comprendre leurs transformations, par-delà les images qui ont été associées à Renault Billancourt et à ses travailleurs. A ces trois parties qui séquent l'exposé, s'accrochent les propositions et les interrogations déjà introduites, qu'il faut rappeler.

4.2 Trois questionnements guident l'exposition des séquences historiques

Gérard Noiriel ayant défini une « une deuxième génération ouvrière, formée pour l'essentiel de travailleurs qualifiés, et qui exerce par l'intermédiaire des organisations communistes son hégémonie sur le monde du travail jusqu'en 1960-1970 », la première séquence chronologique de l'étude s'emploie donc à dégager le mode de formation ou de reproduction de cette « génération » dans les années courant de 1950 à 1968 à Billancourt. Pendant ces années le rapport des ouvriers au PCF et « l'hégémonie sur le monde du travail » n'est guère contesté, en dépit des tensions et des contradictions qui les travaillent.

Il en va autrement dans les années 1970 qui constituent la deuxième séquence historique de cette étude. Analysant les insubordinations ouvrières qui s'expriment alors, Xavier Vigna relativise la permanence de l'hégémonie du PCF et en conclut « que le mouvement de grèves de mai-juin 1968 précipite la crise du couple CGT-PCF dans les usines que la séquence [de

la décennie suivante] amplifie »⁹⁸. Cette proposition sera examinée à la lumière des conflits et des politiques suivies par le PCF au cours des années 1968 à 1980, qui correspondent à la deuxième séquence du récit.

Constatant la non reproduction de l'hégémonie exercée par la « deuxième génération » sur le mouvement ouvrier, Laure Pitti évoque l'émergence possible d'une troisième génération ouvrière dont les ouvriers spécialisés, qui ont marqué la décennie 1970, seraient la figure emblématique. Nous examinerons les facteurs qui ont entravé cette relève dans le contexte particulier de Billancourt dans une troisième séquence couvrant les années 1981 à 1992.

Chaque séquence temporelle, chaque « acte », sera traitée à partir de trois explorations. La première examinera les conflits ouvriers dans l'usine, sur leurs mobiles articulés à la politique de l'entreprise. En premier lieu seront exposées les relations des ouvriers au travail dans leur évolution (métiers, statuts, ainsi que conflits). A ce niveau je dégagerai ce qu'ils nous disent des identités ouvrières particulières, ainsi que des représentations politiques ou symboliques qu'elles portent. Seront abordées les relations horizontales entre pairs ou verticales avec la hiérarchie, induites par les transformations qui affectent l'organisation du travail, comme sa rétribution. Les composantes des identités collectives n'étant pas réductibles à l'activité productive, les dimensions nationales et de genres seront prises en compte, étant entendu qu'elles sont généralement en partie sollicitées par des événements extérieurs à l'usine.

Le deuxième questionnement portera sur le Parti communiste en action dans l'usine, ainsi que les conséquences de sa politique nationale appliquée à Billancourt. A ce niveau se dégagera nécessairement un certain nombre d'enseignements sur les relations entre acteurs ouvriers et acteurs organisés, qui permettront d'éclairer les questions qui guident la conduite de l'étude. Le PCF s'assigne une identité ouvrière posée comme une équivalence, une correspondance univoque, entre lui et la classe⁹⁹. La confrontation de cette prétention aux attentes ou exigences ouvrières de l'usine permettra de saisir ce que le parti en intègre à sa propre identité politique et ce qu'il en rejette. Le PCF ayant été aussi le vecteur d'une fierté ouvrière, j'interrogerai alors ce qu'elle exalte et ce qu'elle dissimule, selon des modalités

⁹⁸ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit. p. 328

⁹⁹ Elle renvoie à la conviction que l'un et l'autre, classe ouvrière et parti, se confondent, sont équivalents, au moins au plan politique, et que la première n'existe politiquement que par le second. Cette identité est ainsi « la marque distinctive du PCF, le 'label' ouvrier irriguant toutes les dimensions de sa propagande ». Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989, 329 p., p. 11. Cette identité / identification procède d'une vision holiste de la classe ouvrière dans laquelle les identités particulières, les contradictions qui la traversent, sont, sinon combattues, du moins considérées comme n'ayant aucune pertinence politique, voire sont des facteurs qui peuvent la diviser.

qui ne sont pas invariantes, mais subordonnées à ses propositions politiques et à sa volonté d'élargir sa base politique à tous les travailleurs.

Enfin en dernier lieu et pour chaque séquence, je traiterai de ce qui est propre à l'identité militante des membres du parti, et à leur cohésion. Je m'efforcerai de dégager les contradictions inhérentes à sa politique qui traverse son corps militant. Contradictions qui seront des facteurs de son délitement politique dans les années 1980.

La première séquence historique (deuxième partie de l'étude), correspond à une période pendant laquelle le PCF exerce une hégémonie sur la classe ouvrière soulignée par Gérard Noiriel. Cette hégémonie sera examinée, aussi bien dans sa mise en place que dans son évolution, sans omettre les tensions et les contradictions qui l'affectent. De 1950 à 1954 sont les années les plus chaudes de la guerre froide. Le parti entend alors faire jouer aux ouvriers de Renault un rôle d'avant-garde qu'ils ne tiendront qu'imparfaitement, bien qu'il conforte le mythe Renault qui s'était déjà imposé dans des conditions toutes autres en 1936. Durant ces années, le Parti communiste est un protagoniste essentiel des luttes politiques, l'ennemi désigné de la bourgeoisie, « l'anticommunisme étant une affaire d'Etat »¹⁰⁰, ce qui conforte la légitimité de l'engagement politique d'un noyau militant qui se rétracte. Puis éclate la guerre d'Algérie qui bouleverse la configuration des affrontements politiques en France et provoque la chute de la IV^e république. Alors que dans les années antérieures le parti était en quelque sorte le principal protagoniste des gouvernements et accusé menacer l'ordre républicain, il est dès lors évincé dans cette position par le peuple algérien et son organisation le FLN. Le conflit politique principal est maintenant entre les gouvernements et le peuple algérien en lutte pour son indépendance. Dans le domaine social, les communistes doivent faire face à des initiatives des directions des principales entreprises. En 1955, l'accord signé à Renault traduit la recherche par le patronat d'un aménagement des rapports avec les ouvriers permis par la croissance économique. Il prend en défaut l'affirmation communiste de la paupérisation absolue de la classe ouvrière, alors qu'il encourage la réorientation tactique déjà amorcée pendant la période précédente. Enfin, ces années voient la consolidation d'une contre société communiste au sein de l'entreprise qui s'appuie sur les activités culturelles, sociales et sportives du Comité d'entreprise qui soudent le noyau dirigeant de parti et du syndicat en renouvellement. Après 1962, la détente internationale, la fin de la guerre d'Algérie, ainsi que les amorces de renouvellement doctrinal du Parti communiste, permettent la concrétisation progressive d'une union des gauches avec comme

¹⁰⁰ Voir Michel Pigenet, « la CGT à l'épreuve du complot (1952-1954) », dans Elyane Bressol, Michel Dreyfus, Joël Hedde, Michel Pigenet (dir), *La CGT dans les années 1950*, Rennes, PUR, 2005, 480 p.

perspective un programme commun de gouvernement. Dans cette bataille politique, les « travailleurs de Renault » vont être mis en avant par le Parti, alors même que Renault ne connaît aucune lutte de grande ampleur.

La deuxième séquence est marquée par la récurrence des luttes d'OS dont le contenu contradictoire sera dégagé. Le parti communiste d'abord ébranlé par l'éruption d'une conflictualité nouvelle parvient néanmoins à encadrer ces ouvriers, majoritairement immigrés, avec une certaine efficacité tactique, toutefois sans faire sienne leurs aspirations. L'union autour d'un Programme commun, pour lequel il a lutté, se réalise en 1972. Alors le parti dans sa volonté de gagner un salariat non ouvrier en développement, s'oppose en maintes occasions aux aspirations sociales et politiques portées par les nouveaux acteurs, travailleurs non qualifiés et/ou étrangers. Au cours de ces années le progrès en adhésions communistes est en trompe l'œil. Il est encouragé entre autres par de moindres exigences imposées aux militants et ne se traduit pas en gains d'audience notable, ni au niveau syndical dans l'entreprise, ni électoralement aux élections politiques. Le renouvellement militant façonne une identité communiste en décalage avec celle des militants formés dans les décennies antérieures. La confrontation de ces identités participera des tensions qui deviendront crise ouverte dans la décennie suivante. La fin de la période étant marquée par la rupture du programme commun de gouvernement qui prive alors le Parti communiste de toute perspective politique de gouvernement, l'incite à un activisme et à la formulation de propositions programmatiques telles que l'autogestion qui ne pallient pas la perte de référents identitaires anciens, sacrifiés à la nécessité de la conquête de nouvelles couches salariées.

La dernière séquence est celle où la crise du Parti communiste devient manifeste. Les restructurations industrielles sapent la reproduction des couches qui assuraient dans l'usine son influence sociale et politique. Toutefois, la crise politique du PCF ne peut pas être comprise dans sa complexité sans prendre en compte des facteurs politiques qui étaient déjà actifs dans les périodes précédentes. Enfin, ce n'est pas alors seulement les ouvriers qualifiés qui perdent la capacité de se reproduire en tant que couche structurant les organisations ouvrières. Les OS sur lesquels, dans les années 1970, l'extrême gauche avait fondé des espoirs, sont eux-mêmes en crise. Ils le sont à la fois comme l'est le parti par suite des restructurations, et encore par suite des stigmatisations dont les travailleurs immigrés sont victimes. Ces attaques ainsi que l'instrumentalisation dont ils sont l'objet de la part du Parti communiste, encourageront un repli en défense à leur identité stigmatisée.

Partie I

1950- 1992 – Renault Billancourt, théâtre politique !**Le cadre et les acteurs**

« La rue Emile Zola, la rue Yves Kermen sont un symbole – ça fait partie du cadre – [...] elles nous appartiennent. On est chez nous en quelque sorte. [...] il faut la connaître cette rue, car elle est triste extérieurement, mais elle est tellement riche de solidarité, de fraternité. Ces rues on ne les voit pas. On voit des visages, on voit ces expressions qui sont très encourageantes, toute cette fraternité, toutes ces couleurs. Il y a toutes les races et pourtant on arrive, avec tous ces gens de cultures diverses, à faire quelque fois un ensemble qui est tellement cohérent, qu'il fait trembler beaucoup de gens ».

Michel Hillibert, interview, Antenne 2 du 22 août 1971¹⁰¹

Ainsi Michel Hillibert, militant de l'usine, exprime comment se met en scène, en dépit des murs austères et tristes, la lutte des travailleurs de cette usine en des lieux « où s'expose l'histoire de le Régie »¹⁰². L'usine est donc le cadre, le décor ou la scène où se donnent à voir non seulement l'histoire de l'entreprise, mais encore celle des ouvriers dont les metteurs en scène sont souvent le PCF et la CGT, mais aussi les travailleurs eux-mêmes et leur insubordination.

Renault Billancourt, théâtre politique ? L'image n'est-elle pas réductrice et source de schématisations abusives ? Pourtant le statut symbolique et politique du lieu l'autorise, Renault Billancourt ayant été une scène où s'affirmait « la classe ouvrière », par le truchement des travailleurs de cette usine d'« avant-garde ». La justesse de la politique du PCF s'y vérifiait dans l'adhésion soulignée de ses ouvriers. Ce parti d'abord, puis dans la décennie 1970 les organisations d'extrême gauche, y ont exposé une légitimité ouvrière établie pour le premier ou à conquérir pour les secondes.

Certes les usines sont toujours théâtres, lieux des conflits et des actions collectives, comme l'on parle du « théâtre de la guerre ». Billancourt l'est aussi au sens métaphorique de lieu où s'expose des politiques qui tentent d'exploiter une force conférée par l'aura politique et symbolique de cette usine et de ses travailleurs. Dans le récit ouvrier, les grèves du Front populaire marquent l'avènement d'une époque nouvelle qui voit la classe ouvrière réintégrée symboliquement dans la nation avant de l'être par son rôle dans la Résistance. Au cours des

¹⁰¹ Michel Hillibert alors OP2 Fraiseur, militant CGT et membre du PCF. Archives INA

¹⁰² Ibidem

grèves de 1936, Renault Billancourt est abondamment photographié, mise en image fortes. Certes, aujourd'hui la force émotionnelle associée au Front populaire est supplantée, sans être effacée, par les grèves de mai et juin 1968. En ces deux circonstances alors, ce qu'il est advenu à Billancourt est emblématique de la relation entre les ouvriers et le Parti communiste. En 1968, Renault illustrerait les tensions ou les désaveux entre les ouvriers et le Parti communiste, dont le meeting controversé du 27 mai témoignerait.

Théâtre et donc spectateurs. Le Parti communiste s'est appuyé sur la dimension émotionnelle et symbolique associée à cette usine pour mettre en valeur et promouvoir ses propositions politiques. Cependant, l'attention portée à l'entreprise Renault, bien souvent confondue avec le site de Billancourt, doit aussi aux ambitions réformatrices de ses premiers dirigeants, Pierre Lefaucheur et Pierre Dreyfus, qui entendaient faire jouer à leur entreprise nationalisée des rôles économiques et politiques exemplaires. A cette fin, ils ont mis à contribution des chercheurs en sciences sociales qui, faisant de Renault un terrain d'étude, confortaient par leurs travaux la notoriété et la singularité de l'entreprise.

Aussi les protagonistes des luttes politiques, leurs divers commentateurs ou contradicteurs, prétendent dégager des événements dont cette usine est le théâtre, des légitimations politiques ajustées à leurs attentes ou à leurs espérances contradictoires, et inscrites dans la confrontation des classes. Les conflits sociaux, les accords d'entreprise, les actions du PCF, ses succès ou ses déboires, sont investis d'enjeux de portée nationale que les militants doivent souvent prendre en compte dans la conduite de leur action. Ce site devenant emblématique de la condition ouvrière et de ses évolutions, autorisait l'énonciation de diagnostics, parfois pertinents, souvent catégoriques, traçant les avenir possibles des ouvriers et de leurs organisations¹⁰³.

Cette étude commence que l'usine a plus d'un demi-siècle d'existence¹⁰⁴, et qu'elle est depuis vingt ans emblématique du communisme ouvrier. Dans le développement de cette enquête, ces quatre décennies sont séquencées en trois périodes bornées par quatre événements ;

¹⁰³ Voir Alain Touraine, *L'évolution du travail aux Usines Renault*, Paris, CNRS, 1955, 183 p. A partir de son analyse de l'évolution du travail aux usines Renault, Touraine trace une évolution qui donne à voir une évolution du travail non qualifié qui ne sera guère confirmée. « Le rendement, la productivité dépendent de plus en plus de facteurs sociaux, du « climat » de l'entreprise, et d'abord de l'attitude des ouvriers au travail. Les rapports techniciens et des ouvriers sont un élément important de ce climat mais son amélioration suppose un dépassement de tous les technicismes et en particulier le dépassement, techniquement souhaitable, de la séparation, de l'opposition des techniciens et des exécutants ». p. 178-179 « Le problème des loisirs se pose dans cette perspective d'une manière nouvelle, non plus comme la recherche de compensations, mais comme partie intégrante, au même titre que le travail, du système social, système de valorisation du travail qui définit celui-ci » p. 181

¹⁰⁴ La société Renault Frères, dont la fondation remonte au 10 octobre 1898, a été officiellement créée le 25 février 1899 par Marcel et Fernand Renault, au 10 rue du Cours à Boulogne-Billancourt (actuelle « avenue Emile Zola »). Patrick Fridenson, *Histoire des Usines Renault : naissance de la grande entreprise, 1898/1939*. Paris, Le Seuil, 1972, 359 p., p.44 et sa transformation en société anonyme, p.122.

l'entrée en guerre froide, l'année 1968, autant pour la grève que pour l'importance du renouvellement du recrutement ouvrier, 1981 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, enfin 1992 date à laquelle l'usine de carrosserie montage est arrêtée.

Cette première partie expose les éléments principaux du « dispositif théâtral » sans les mettre en mouvement, sans rechercher comment les différentes contradictions ou évolutions se nouent en événements et finissent par « faire crise ». Leurs interactions seront examinées ensuite selon les trois séquences historiques singulières qui constituent les trois actes de ce qui se joue entre les ouvriers, les autres travailleurs et le PCF, dans une société d'abord portée par la croissance des « trente glorieuses », puis ébranlée par la crise économique.

1 - Billancourt : cadre matériel et symbolique des luttes politiques

Dans la construction du mythe Renault et des diverses facettes de sa symbolique, la disposition des lieux de même que la configuration des bâtiments peuvent difficilement être dissociés de la mise en scène des ouvriers en action. La force émotionnelle de l'usine doit beaucoup à l'iconographie qui donne à voir ses travailleurs dans ses espaces singuliers. Dans la représentation communément donnée de la force du communisme à Billancourt, cette réalité subjective et symbolique compte autant, sinon plus que les données qui pourraient être des indices objectifs de l'influence du PCF, de son rapport aux ouvriers ou de la puissance potentielle de ces derniers : effectifs militants, nombre de cellules et de cadres, population ouvrière. La profusion des photographies mettant en scène les travailleurs sur les hauts murs de l'usine ou sur le pont enjambant la Seine, que ce soit en 1936 ou de manière moins systématique en 1968, souligne la singularité de Billancourt et son appropriation momentanée et symbolique par les ouvriers. A partir de 1950, l'usine perd peu à peu de son importance dans le système industriel Renault, mais elle conserve pour ceux qui y travaillent une puissance émotionnelle, certes confuse, alimentée par la mémoire associée aux rues, ateliers, places adjacentes, où se sont exprimées et où se vivent encore luttes et solidarités ouvrières. Conservant l'empreinte de la ville qu'elle a grignoté¹⁰⁵, la circulation des hommes paraît marquer autant l'usine que celle des matières et des produits, rendant possibles les rencontres que limite déjà dans les nouvelles usines l'organisation rationnel des flux. L'usine est close, mais aussi ouverte sur la cité, car à ses portes se déroulent, en plus des activités

¹⁰⁵ En effet au début du vingtième siècle, Billancourt était un quartier résidentiel, les ateliers de la société Renault se sont donc agrandis au détriment de résidences bourgeoises.

proprement politiques ou syndicales que sont meetings et diffusions de tracts¹⁰⁶, une vie ouvrière qui s'organise dans les bars, cafés ou les marchés, foyers et hôtels meublés. Aux abords de l'usine de multiples échanges paraissaient possibles et se donnent à voir les ouvriers dans leur affirmation collective et combative comme dans leurs activités quotidiennes. Ils s'exposent non seulement à la vue de ceux qui ne se sont pas ouvriers, mais sont eux-mêmes sensibles à la force potentielle qu'exprime leurs flux se croisant aux changements de poste.

1.1 La notoriété emblématique de l'usine y permet la mise en scène de la politique communiste

L'image du flux des ouvriers sortant de l'île Seguin par le pont Daydet est l'illustration nécessaire et récurrente de tout propos sur Billancourt. Elle s'impose à l'occasion des grèves de juin 1936, alors que Renault devient la figure emblématique de l'enracinement ouvrier du Parti communiste. Figure ajustée ensuite aux diverses circonstances politiques et sociales, mais néanmoins pérenne. Dans cette rencontre des ouvriers de Renault et du Parti communiste rien n'est fortuit. Dès la fin des années 1920, le Parti communiste tente de s'y implanter. Il la choisit pour la concentration ouvrière inégalée dans la Région parisienne, mais encore et surtout en faisant une cible politique de son propriétaire, Louis Renault qui entend jouer un rôle éminent parmi ses pairs¹⁰⁷. L'ambition de Louis Renault, sa personnalité de « patron absolu »¹⁰⁸ en font une figure symbolique du capitalisme le plus brutal. Renault est la citadelle du capital. L'implantation communiste dans l'usine est difficile tant la répression patronale y est forte. *L'Humanité* dénonce avec constance « ce bain patronal ». Lorsque le 6 février 1933, l'explosion d'une chaudière fait neuf morts et 200 blessés, le parti

¹⁰⁶ Le nombre de tracts distribués aux travailleurs est considérable. Plus d'un millier par an au début des années 1970 (4 par jour en moyenne), et encore plus de 500 par an dans les années 1980 (2 par jours en moyenne). Pour les années 1986 à 1992, décompte fait par Mohamed Er Reguieg. Pour les années 1970, estimation personnelle.

¹⁰⁷ Au début des années 1930, « Le renom de Louis Renault est grand. Sur la proposition de François de Wendel, les régents de la Banque de France lui proposent de devenir l'un d'eux, le 22 octobre 1931 ». Patrick Fridenson, *Histoire des Usines Renault : naissance de la grande entreprise, 1898/1939*. Paris, Le Seuil, 1972, 359 p., p. 195. Il refuse cette offre pour se consacrer exclusivement à son entreprise. Mais Louis Renault ne cesse, comme le rapporte Patrick Fridenson, de « donner son opinion dans des notes sur la fiscalité, l'organisation du travail, la participation des ouvriers aux bénéfices, la consommation, les transports ». Il accorde des interviews, adresse ses observations aussi bien à ses collaborateurs qu'à de grands industriels, des banquiers ou au président du Conseil des Ministres. Au retour d'un voyage aux USA en 1928, le groupe parlementaire de l'automobile l'invite à son déjeuner pour qu'il lui fasse part des réflexions qu'a suscitées ce voyage. Les idées qu'il y développe font l'objet d'un rapport qu'il fait parvenir à ses interlocuteurs, dont Paul Doumer Président du Sénat. Gilbert Hatry, « visite aux USA », *Bulletin de la section d'Histoire des Usines Renault*, n°19, Décembre 1979. Ses recommandations portent aussi bien sur la réorganisation industrielle de la branche et du marché automobile, sur l'appréciation des causes et des remèdes à la crise, que sur les moyens à même de renforcer la cohésion patronale face aux menaces ouvrières

¹⁰⁸ Gilbert Hatry, *Louis Renault -patron absolu*, opus cit.

engage une campagne de dénonciation à l'échelle de la région parisienne, qui prend pour cible Louis Renault¹⁰⁹. Puis poursuivant cette action, il présente Jacques Duclos contre le député Fernand-Laurent qui est invalidé, à l'élection partielle de mars à Boulogne. Alors, battre ce dernier serait battre Louis Renault. Ce n'est pourtant qu'en juin 1936 que le Parti communiste s'impose à Billancourt au point de compter près de 7000 adhérents en 1937, alors qu'il n'en avait que 120 en mai 1936. Une telle progression n'a rien de spontané. Elle est le fruit d'un intense travail de propagande et d'organisation pendant l'occupation de l'usine que les communistes dirigent fermement¹¹⁰. Le parti, considérant l'importance politique que revêt Renault, ne s'appuie plus seulement sur les militants de l'usine, mais sur tous les communistes de Boulogne qui délaissent l'animation de la grève dans leurs propres usines. Les cadres nationaux sont aussi mobilisés et viennent régulièrement à Billancourt. La filmographie et les reportages publiés dans la presse progressiste ou celle du parti fixent la mémoire de cet événement et établissent durablement l'intime association du communisme et de ses ouvriers. Si les grèves sur le tas de 1936 sont le « théâtre de la domination désormais contestée »¹¹¹, celle de Renault l'est de manière particulièrement emblématique. Ces grèves permettent au PC « de se voir attribuer, pour la première fois, une fonction précise au sein de la communauté nationale, celle d'interprète quasi exclusif des demandes et besoins de la classe ouvrière »¹¹² et Renault en devient le symbole.

La symbolique de Renault ainsi établie sera plus stable que la force de l'organisation communiste tributaire des circonstances historiques. Le parti qui, en 1938, paraît mieux résister en termes d'adhérents que la CGT, se trouve ébranlé et affaibli par les licenciements

¹⁰⁹ L'accident a un retentissement national Le PC engage une campagne politique et syndicale mobilisant un maximum de moyens. Il dénonce Louis Renault et la responsabilité capitaliste. Dès le lendemain de l'accident une édition spéciale de l'Humanité est tirée à 20 000 exemplaires qui sont diffusées par les militants parisiens dont 6 000 aux portes de Renault Le Parti et le Syndicat des Métaux, pour qui cet accident est « un nouveau crime capitaliste », mobilisent pour faire des « obsèques imposantes aux martyrs de l'exploitation capitaliste ». L'Association des Artistes et Ecrivains Révolutionnaires rédige un hommage « aux neuf assassinés distribué aux entrées de l'usine. Le 9 au matin 68 000 tracts le sont aux portes de Paris, à Boulogne, dans la banlieue ouest. La vente de L'Humanité est intensifiée. Des dirigeants nationaux sont mobilisés pour donner de l'ampleur à cette campagne. Le jour de l'enterrement, auquel assiste François Albert, Ministre du travail, 20 000 ouvriers sont rassemblés devant l'église, et crient « Assassins ! Assassins ! » Au cimetière, après, le discours du ministre, Costes et Timbaud dénoncent la responsabilité patronale Jean-Paul Depretto et Sylvie V. Schweitzer, *Le communisme à l'usine ...*, opus cit., p.110-111

¹¹⁰ L'occupation est tenue en mains par la CGT et le parti. Plus de dix mille ouvriers sont maintenus dans l'usine sans pouvoir en sortir dans la journée. Les accès sont étroitement contrôlés et les portes verrouillées. Il est interdit de circuler hors de son atelier. Il faut un laissez-passer pour aller dans un autre bâtiment ou à l'infirmerie. Le comité central de grève organise un roulement de sortie par atelier, pour qu'à tour de rôle les ouvriers puissent se rendre chez eux Les bals, les activités culturelles sont le moyen de fixer les travailleurs dans l'occupation et de permettre ainsi le travail de conviction. Jacques Delarue, « Juin 1936. La grève chez Renault à seize ans ». Persée, <http://www.persée.fr>, *L'Humanité*, 6 juin 1936, Georges Lefranc, Juin 36, Paris, Collection Archives Julliard, 1970, 350 p. p.182, Jean-Paul Depretto et Sylvie V. Schweitzer, *Le communisme à l'usine...*, opus cit., p.187.

¹¹¹ Antoine Prost, *Autour du Front populaire, aspects du mouvement social au XXe Siècle*, Paris, Seuil, 2006, 350 p., p. 81

¹¹² Bertrand Badie, « Les grèves du Front populaire aux usines Renault », opus cit., p 108

de novembre 1938¹¹³, puis disloqué par la mobilisation de 1939 et par les années d'occupation et de résistance

A l'automne 1944, la participation de la Société anonyme des usines Renault (SAUR) à l'effort de guerre allemand conduit à l'arrestation de Louis Renault, le Parti communiste faisant campagne pour son entière expropriation¹¹⁴. La mise sous séquestre des biens de ce dernier et la nationalisation de l'entreprise comme sanction de son propriétaire ne sont pourtant qu'un demi succès pour le Parti communiste, incapable d'en tirer avantage et de s'imposer à l'usine au cours des derniers mois de 1944. En août, le contrôle de l'usine échappe aux FTP et reste aux mains de cadres dirigeants de l'ancienne direction, membres de l'OCM¹¹⁵. Pierre Lefaucheur, proche des socialistes et ayant appartenu à cette organisation de résistance est nommé à la tête de l'entreprise. L'usine nationalisée, maintenant dénommée Régie nationale des usines Renault (RNUR), n'accède pas encore dans la propagande communiste à la notoriété qu'elle aura deux décennies plus tard. La presse du parti met bien plus en valeur le rôle de Charles Tillon, Ministre de l'air, dans le redressement de l'industrie aéronautique française et dans sa reconquête du ciel, que les réalisations de Renault¹¹⁶.

Dans l'usine, le Parti communiste se reconstruit avec des militants qui, sans beaucoup d'expérience politique, appliquent avec zèle les exigences de la bataille de la production et ne perçoivent pas les insatisfactions ouvrières que son application suscite¹¹⁷, insatisfaction qui sont à l'origine de la grève de mai 1947, prétexte à l'exclusion des ministres communistes du gouvernement. La grève débutée dans un atelier d'OS, préparée par quelques militants

¹¹³ Après l'échec des grèves de novembre 1938, le Parti voit déjà son influence régresser. Il a perdu plus du tiers de ses adhérents au niveau national et plus de la moitié à Renault. DARRASSE Patricia, *La condition ouvrière aux usines Renault 1938-1944*, opus cit., p.36

¹¹⁴ Louis Renault est cloué au pilori par *L'Humanité*. Son édition du 19 septembre 1944 titre l'éditorial de Georges Cogniot : « Epuración, Epuración ». Il y est écrit que « Louis Renault doit payer pour les soldats des nations unies tués à cause de son empressement volontaire à fabriquer du matériel pour l'ennemi. Il doit payer pour les centaines d'innocents disparus dans les bombardements aériens que sa trahison avait rendus nécessaires. Il doit payer pour les ouvriers patriotes livrés aux bourreaux ». Le 23 septembre, Louis Renault et son directeur général sont inculpés et écroués. Le 25 septembre, *L'Humanité* écrit alors que la campagne communiste « porte ses premiers fruits ». Le 26 et 27 septembre, le conseil des ministres prononce la réquisition en usage de la Société anonyme des usines Renault (SAUR) et sa mise sous séquestres. La campagne pour la confiscation des biens des traîtres et le retour à la nation de tous les grands moyens de production se poursuit au cours du mois d'octobre.

¹¹⁵ L'Organisation civile et militaire (OCM) est un mouvement de la Résistance intérieure française. Il est l'un des huit qui constituèrent le Conseil national de la Résistance (CNR) en mai 1943. L'OCM recrute aussi dans la bourgeoisie, l'industrie, parmi les commerçants, les anciens combattants, les professions libérales (avocats, architectes), et les universitaires. Deux tendances politiques sont particulièrement représentées : les conservateurs, souvent maréchalistes mais germanophobes et hostiles à la Révolution nationale, d'une part, les socialistes d'autre part. La première tendance est majoritaire à l'origine, mais la deuxième l'emporte au cours de la guerre. https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_civile_et_militaire

¹¹⁶ Voir Alain Viguier, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière*, opus cit.

¹¹⁷ Ainsi que le constate Roger Linet à son arrivée à Renault en mai 1947, le mécontentement ouvrier est grand et « les militants de la CGT sont sur la sellette, mais [qu'] ils persistent à prôner la bataille de la production, en esquivant souvent la défense des revendications ». Roger Linet, *1947 – 1958. Les années chaudes de la guerre froide*, opus cit., p. 35-36

trotskistes, est pourtant rapidement reprise en mains par la CGT, après que le parti y a mandé Roger Linet¹¹⁸. En dépit de cette reprise en main, la grève est perçue comme un désaveu des communistes et apporte une nouvelle pierre à la mythologie Renault, celle d'une usine capable d'ébranler un gouvernement, anticipant de quelques années le succès de l'aphorisme « quand Billancourt éternue, la France s'enrhume ». Thématique qui se déploie dans les années 1950 par de multiples canaux et à laquelle Parti communiste contribue mais sans doute moins que les intellectuels, les artistes et écrivains qui lui sont proches, ou les journalistes et les hommes politiques de tous bords, pour qui Billancourt devient la figure même de la réalité ouvrière française, réalité certes idéalisée par la distance ou l'ignorance sociales, mais que les communistes intégreront comme une donnée sur laquelle ils s'appuieront avec des succès inégaux dans la conduite de leur politique. Les deux premiers PDG de l'entreprise nationalisée, Pierre Lefaucheur et Pierre Dreyfus, en faisant de leur entreprise un laboratoire, un lieu d'expérimentation sociale et économique débouchant sur les accords d'entreprise de 1955 et de 1962, sur lesquels nous reviendrons, ajoutent à la notoriété combative des travailleurs de la Régie nationale des Usines Renault, celle d'une entreprise socialement innovante.

La mythologie ainsi construite, bien que travestissant en partie la nature des relations sociales qui s'établissent dans l'entreprise et en exagérant le rôle d'entraînement que peuvent avoir ses travailleurs n'en est pas moins porteuse d'effets, les acteurs sociaux et politiques, dans l'usine et hors de l'usine, pouvant intégrer ces représentations à la conduite de leurs actions. Cette mythologie a des conséquences à plusieurs niveaux. La première et sans doute la plus notable est que les images associant Renault-Billancourt et le PCF confèrent un impact national aux enjeux locaux dès lors qu'un événement qui y survient ou une réforme proposée par la direction, paraissent contredire la doxa communiste ou mettre en cause sa légitimité ouvrière. Les directions du Parti communiste suivent donc avec attention ce qui

¹¹⁸ Préparée depuis février par un noyau de militants trotskistes, la grève débute le matin du vendredi 25 avril, dans les départements 6 et 18 où sont taillés les pignons des boîtes de vitesses, par le débrayage de 1 500 ouvriers. Dans ces ateliers, l'encadrement de la CGT est faible. Les travailleurs y sont à 80 % des ouvriers spécialisés. Le 29, la CGT appelle à un débrayage général à 11 heures en demandant toutefois-aux ouvriers de rester dans leurs ateliers. A 9 heures, se tient un meeting du comité de grève qui permet l'extension du mouvement. Au moment où a lieu le rassemblement de la CGT, la grève est déjà totale dans l'usine. A 12 h 30, le syndicat tient meeting place nationale avec la participation de Eugène Hénaff secrétaire de l'USTM. La CGT y appelle à la reprise du travail à 15 heures. Au cours de l'après-midi la grève se poursuit contre son avis. Le lendemain, elle s'étend aux bureaux. Le 30, le PCF décide de soutenir le mouvement. La CGT ajoute à ses revendications antérieures une prime de production de 10 francs de l'heure, exigence formulée par la fédération des métaux. Elle fait ainsi surenchère sur les revendications du comité de grève. Par ailleurs, elle donne à ses militants à Renault des consignes très précises quant à la conduite à tenir pour reprendre en main le mouvement. Voir Philippe Fallachon, « Les grèves de la Régie », opus cit., et Lacroix-Riz Annie, « La grève d'avril-mai 1947 », SHGR, *RENAULT HISTOIRE*, n°6, juin 1994

advient à Renault, préoccupées qu'elles sont des effets possibles d'une action ouvrière spontanée, par incontrôlée par le parti. Situation qui pourrait être interprétée comme un désaveu de sa politique, comme cela l'avait été en mai 1947. Le parti est aussi prisonnier de la représentation donnée de la force de son lien aux ouvriers de l'usine, comme c'est le cas à l'occasion des grèves de 1952, alors qu'il a cru pouvoir entraîner toute la classe ouvrière par l'action des travailleurs de Billancourt. Aussi, aucun évènement survenant à Billancourt ne saurait être tenu comme anodin, puisque ce qui peut y advenir est potentiellement lourd d'un impact politique national. Cependant, la médiatisation excessive de Billancourt, risque pour le parti en certaines circonstances, est aussi un atout qu'il exploite par la mise en scène la présentation de ces grandes décisions ou inflexions politiques auxquelles il veut donner une résonance nationale. Ses grandes décisions politiques ou ses initiatives qu'il veut marquantes sont présentées en primeur aux ouvriers de Renault par Maurice Thorez, ses successeurs ou des membres éminents du bureau politique. Ces rencontres entre ses dirigeants et les ouvriers de Billancourt font ensuite l'objet de comptes rendus dans *l'Humanité*, souvent publiés en supplément au journal. La présentation de ces décisions en ce lieu emblématique de la classe ouvrière de France leur confère un supplément de légitimité et anticipe l'adhésion de tous. La notoriété à valeur démonstrative de Renault Billancourt devenant dès lors constitutive du cadre politique dans lequel se meuvent les militants. Sans doute cette notoriété n'entrave-t-elle pas leur activité au quotidien, pas plus qu'elle n'est leur préoccupation permanente, mais lors des grands conflits de l'usine, ils se doivent d'intégrer les effets potentiellement nationaux de leurs actes, exigence pouvant contrarier leurs réflexes spontanés ou leur imposer des attitudes prudentes ou au contraire des actes exemplaires ou démonstratifs. Elle ferait peser sur eux une grande responsabilité car comme le dit Benoit Frachon en mai 1958, un succès CGT à Renault « aurait un retentissement certain, en raison de la position de la RNUR, considérée comme usine pilote de la métallurgie sur le plan syndical »¹¹⁹. La force symbolique de leur usine introduit une responsabilité qui ne pèse nullement sur les militants des autres usines de taille semblable.

1.2 L'évolution des productions de l'usine et ses conséquences

Avant 1950, l'usine de Billancourt est encore dans son organisation celle de Louis Renault. Renault Billancourt regroupe encore l'essentiel des fabrications de l'entreprise, la seule autre usine de quelque importance étant celle du Mans. Elle conserve une grande diversité de productions. Elle dispose de tréfileries de cuivre et d'acier, fabrique certains de ses

¹¹⁹ Réunion du syndicat CGT avec Frachon et Linet à Billancourt. Note de police du 3 mai 1958, APPP Ba 2399

équipements électriques tels que des câbles, des dynamos ou des démarreurs¹²⁰, manufacture des pneumatiques¹²¹. Elle assemble des véhicules industriels et des autorails.

Toutefois, dans les années 1950, dans un contexte de croissance du marché automobile, la place et le rôle industriel du site de Billancourt, évoluent rapidement¹²². Les transformations s'y déploient alors selon plusieurs logiques industrielles qui conduisent à une spécialisation des sites industriels, lorsque des nouveaux sont créés. Les activités de composants sont abandonnées au profit d'un approvisionnement auprès d'équipementiers indépendants ou confiées à des filiales spécialisées. Des activités annexes sont arrêtées, telles que les autorails dont la fabrication est transférée à l'usine de Choisy puis abandonnée au début des années 1960. Les activités de véhicules industriels quittent Billancourt après la création de la Saviem par rapprochement de plusieurs sociétés¹²³. Renault construit de nouvelles usines en régions, Flins qui commence à produire en octobre 1951 et Cléon qui le fait en 1958. Avant le démarrage de l'usine de Flins, Billancourt est la seule usine de carrosserie montage et reste, jusqu'en 1958, le seul site de production de moteurs et de boîtes de vitesses. Les nouvelles usines sont spécialisées soit en carrosserie montage (Flins) soit en fabrication d'organes mécaniques (Cléon). La croissance des productions de Renault et leur réorganisation réduisent l'importance qu'avait jusqu'alors Billancourt dans le système industriel de Renault. En 1959, le changement dans l'organisation administrative du site entérine sa normalisation industrielle en mettant fin au rattachement direct de ses départements à la direction générale. Ses diverses activités sont regroupées en usines ou divisions distinctes. Deux usines sont administrativement créées. La première est l'usine de carrosserie montage de Billancourt (UCMB)¹²⁴ et l'autre l'usine de fabrication mécanique de Billancourt (UFMB)¹²⁵. Le site compte encore des départements dédiés à la fabrication des pièces prototypes ou de rechange à la demande (départements 70 et 59), le département de

¹²⁰ Afin de conserver, une grande capacité de négociation avec ses fournisseurs, Louis Renault avait choisi de produire la plupart des composants utilisés dans la fabrication de ses véhicules. Patrick Fridenson, *Histoire des Usines Renault : naissance de la grande entreprise, 1898/1939.*, opus cit., p. 131 à 140

¹²¹ Par suite du choix de Louis Renault voulant ainsi faire pression sur Michelin devenu, en 1934, actionnaire de Citroën.

¹²² Voir annexes n° 1, 2 et 3

¹²³ SAVIEM, Société Anonyme de Véhicules Industriels et d'équipements Mécaniques, est créée le 23 décembre 1951 par la fusion de la société Latil, des poids lourds Renault et de Somua.

¹²⁴ UCMB comprend Le département 12, qui réalise l'emboutissage des pièces de tôlerie et leur assemblage par soudure électrique, le département 74, assurant la peinture, le montage mécanique et sellerie. Les autres départements associés à l'activité de carrosserie ne sont pas sur l'île. Il s'agit du département des câblages et du coton (département 34) qui emploie en grande partie des femmes.

¹²⁵ UFMB comprend le département 14 qui assure l'usinage et assemblage des moteurs, le département 49 qui fabrique les petits composants de moteur, comme les segments, les pistons, aux fonderies, les fonderies département 72, au département 32, boîtes de vitesses, le département 62 des forges et le département 38 qui assure le petit emboutissage.

modelages bois et métal (département 57) ainsi que le département usinant les outillages de presse (département 37), les départements 36 et 72 produisant des machines-outils¹²⁶. Au sein de ces derniers, les ouvriers professionnels sont très majoritaires, comme ils le sont dans les départements d'entretien de l'UCMB, département 77, et de l'UFMB, département 54.

En 1961, le lancement de la *R4*, dont la production est affectée à Billancourt, renforce la banalisation industrielle du site qui se consacre à l'assemblage de ce seul véhicule à UCMB. Son moteur est fabriqué dans le département 14 de l'UFMB. Les forges et fonderies ne seront arrêtées que dans les années 1970 et 1980. Avec la disparition d'activités annexes faisant appel à une grande diversité de techniques et de métiers, le nombre de départements du site passe de 49 en 1950 à 21 en 1970¹²⁷, le nombre moyen d'ouvriers par département augmentant de 670 à 1300 entre 1950 et 1970. L'effectif de Billancourt diminue, mais gagne en homogénéité industrielle et sociale. La disparition des fabrications de composants dispersées en de nombreux ateliers employant peu d'ouvriers, combinée à l'augmentation la production, rassemble les travailleurs dans de grands ateliers ou départements aux conditions de travail plus homogènes, la plupart ouvriers spécialisés, leur donnant un poids social et politique qui s'affirmera dans les grèves des années 1970.

La décennie 1950- 1960 est pour Billancourt une période de réaménagement des productions et des ateliers, et si les deux décennies suivantes connaissent encore des transferts d'activités, l'organisation et la configuration industrielle des activités devenues principales, carrosserie montage à l'UCMB, usinage des moteurs à l'UFMB, restent relativement stables. Pour cette dernière, les moyens de fabrication mis en place en 1947 au département 14 pour l'usinage du moteur de la *4Cv*, qui est aussi celui de la *R4*, fonctionneront jusqu'à l'arrêt de ce véhicule dans la première moitié des années 1980, soit pendant plus de trente ans. Les installations des ateliers de tôlerie de la *R4* fonctionneront pendant plus de vingt ans, durée exceptionnelle pour ce type de production dont les moyens de fabrication sont largement renouvelés à chaque lancement d'un nouveau véhicule, soit tous 8 à 10 ans. La pérennité exceptionnelle des installations de Billancourt a plusieurs conséquences. La première en est qu'en dépit des opérations de maintenance, la dégradation des conditions de fonctionnement des machines, aggravée par le passage en deux équipes alternées en 1968 conduit, dans la première moitié des années 1970, à un nombre élevé d'accidents mortels¹²⁸ qui fait de Billancourt l'usine le

¹²⁶En 1968, ils seront regroupés dans la division produisant des machines-outils : RMO (Renault Machines-outils),

¹²⁷ Voir Annexe n°4

¹²⁸ De 1967 à 1975, sur 32 accidents mortels au cours du travail survenues à la Régie Renault, 26 se sont produits à Billancourt. Soit plus de 80 % des accidents mortels alors que Billancourt ne représente au cours

plus dangereuse de Renault. La seconde est d'une toute autre nature. Alors que le réaménagement fréquent des ateliers et l'introduction de nouvelles machines ou technologies permettent aux bureaux de méthodes d'imposer de nouvelles normes de travail, voire d'incorporer dans la conception des moyens un savoir-faire observé chez les ouvriers¹²⁹, la stabilité relative de l'organisation de leurs ateliers permet aux travailleurs d'échapper en partie à l'appropriation de leur expérience par les techniciens des méthodes. Les ouvriers connaissent mieux que ces derniers, le fonctionnement de leurs machines et les causes de leurs dysfonctionnements, connaissances qu'ils savent exploiter pour gagner des pauses lors des pannes, provoquée parfois, ou pour incrémenter les compteurs de production et satisfaire fictivement la production requise.

Les transferts d'activité avec fermeture d'ateliers réduisent l'emprise urbaine de l'usine. En 1950, sur la rive droite de la Seine, l'usine déborde au nord l'avenue du général Leclerc, et à l'est la rue Nationale, celle du Point du jour et l'avenue Jean Jaurès. Au sud, les ateliers de carrosserie montage occupent l'île Seguin qu'ils dominent de leurs étages¹³⁰. A l'usine principale s'ajoutent quelques sites satellites, dont le plus important est l'usine dite « O », en bord de Seine à la limite de Boulogne et de Paris. Vingt ans plus tard, le corps principal de l'usine s'inscrit entre la rue du Vieux pont de Sèvres, la rue Yves Kermen et la rue Nationale. Quelques départements restent séparés de ce corps principal par les rues du domaine public, comme le département 14 par la rue Yves Kermen, et le département 34 par la rue Nationale. Ils sont fermés dans les années 1980 et vendus à des fins de construction immobilière. Le corps principal de l'usine, « le trapèze », est partagé par deux grandes voies de circulation intérieures. La première prolonge l'avenue Emile Zola du Nord vers le sud, de la place Bir-Hakeim, à la Seine. Elle se poursuit vers l'île Seguin, par une rampe et un pont, qui en permettent l'accès. La seconde, la rue Gustave Sandoz le coupe d'est en ouest. A ces voies s'ajoutent des rues couvertes selon le plan hérité du tissu urbain antérieur.

La réduction de l'étendue de l'usine n'en modifie pas la géographie sociale qui reste organisée selon une logique concentrique autour du Bâtiment X¹³¹, siège de la Direction de l'entreprise

de cette période qu'un peu plus de 40 % de l'effectif ouvrier. Comité central d'Entreprise Renault, service économique et de documentation, note N°71 du 5 novembre 1975, p.8, AP-AV

¹²⁹ En avril 1968, à l'occasion du démarrage de la nouvelle ligne peinture de Billancourt, alors la plus moderne de Renault, la Direction prend argument de cette modernité pour réduire le temps de pause des peintres et l'aligner sur celui des usines de province, les ramenant ainsi de 1/2 heure pour 1 h 30 de travail, à une demi-heure pour deux heures de travail. Cette décision provoque un arrêt de travail en peinture qui oblige la Direction à revenir aux pauses antérieures. Aimée Moutet, *Roger Vacher, 1940- 1945*, opus cit, p.

¹³⁰ Voir Annexes n°1 et 2

¹³¹ Les différents bâtiments de l'usine sont désignés par une lettre complétée par un chiffre, les activités ou départements de fabrication l'étant par un nombre à deux chiffres après 1950. Les premières dénominations

jusqu'en 1975¹³². Autour de la cour d'honneur qui fait face au bâtiment de direction s'organise le « cœur » de l'usine constitué par les fonctions managériales et techniques de l'entreprise. Dans cette cour arborée subsiste le petit atelier des frères Renault dans lequel ils auraient fabriqué leur première voiturette, ainsi que le char léger Renault F17 fabriqué pendant la première guerre mondiale. Au nord de cette cour, le bâtiment A, siège des Méthodes centrales après le transfert du Bureau d'étude à Rueil dans les années 1950, le Bâtiment D occupé par la direction de la production et de la logistique, ainsi que par deux cantines et le mess des cadres. A la fin des années 1960, un bâtiment de cinq étages J7, est construit à l'arrière du bâtiment de direction. Jusqu'en 1975, y logent la Direction de l'informatique et du plan, la Direction financière, celles des Achats et des Prix de revient. Ces bâtiments et la cour centrale constituent un espace pouvant être fermé par de lourds portails métalliques, protégeant ainsi le siège du pouvoir de l'entreprise d'éventuels débordements ouvriers¹³³. Dans les bâtiments jouxtant la cour d'honneur travaillent des employés, des techniciens et des cadres. Ils sont ceinturés par des départements où œuvrent les ouvriers professionnels. Au nord sont les départements 59 et 70 et à l'est par ceux de la RMO. A l'ouest, en face du bâtiment de direction, au bas de la rampe de l'île, est le département de modelage du 57 Métal, jusqu'à son déplacement en 1983 dans un nouvel atelier, embryon avorté du projet « Billancourt 2000 ». Les ateliers d'OS ainsi que les départements d'entretien qui leur sont associés forment la couronne la plus éloignée du centre dirigeant de l'entreprise. Côté Boulogne à l'ouest de l'avenue Emile Zola et au sud de la rue Gustave Sandoz, les forges et les fonderies, au nord de cette rue, des ateliers de mécanique (département 49) et de petit emboutissage (département 38), et quelques activités tertiaires ainsi que des cantines. L'île Seguin au sud, est le domaine exclusif des activités de carrosserie¹³⁴.

Cette disposition socio/géographique, concentrique oblige les mensuels et les cadres à emprunter pour certains les mêmes voies de circulation que les ouvriers pour accéder à leurs

sont donc géographiques, les secondes propres aux activités industrielles, ces dernières pouvant être parfois déplacées dans l'usine.

¹³²Date à laquelle celle-ci est déplacée avec certains services centraux dans trois bâtiments construits sur l'emprise de l'usine O quai du Point du jour. L'occupation des usines en mai et juin 1968 a conduit la direction à abandonner un projet de construction du siège de Renault dans l'enceinte principale de l'usine, au profit d'une localisation sur l'emprise de l'usine O, plus isolée. Il en sera de même des bâtiments de direction de toutes les usines de l'entreprise qui sont ensuite éloignées des ateliers, pour échapper à des séquestrations de directeurs, comme cela avait été le cas en 1968.

¹³³ En novembre 1960, pourtant les ouvriers licenciés parviennent à enfoncer ces protections, saccageant quelques bureaux.

¹³⁴ Cette organisation concentrique n'est pas celle des nouvelles usines dont l'organisation obéit à une logique stricte de flux, flux matériels et flux des hommes et des consignes managériales. Leur organisation est en « en peigne » ou « râteau », les fonctions nobles occupant, comme à Flins, un ou des bâtiments en façade, masquant les ateliers qui leur sont orthogonalement accolés. Annexe 3. (AV)

bureaux¹³⁵. Aussi, bien plus que par la géographie du lieu, les différentes catégories de travailleurs sont séparées par leurs horaires de travail. Les services centraux, financiers ou administratifs travaillent en normale, commençant leur journée à 8 heures et la finissant selon les horaires hebdomadaires pratiqués après 17 heures avec une pause d'une heure pour le déjeuner. Les services techniques, comme les Méthodes commencent leur activité plus tôt à 7 h 30. Les ouvriers professionnels fonctionnent pour certains en « normale », comme les Méthodes, d'autres en équipes doublées au rythme des OS, après 1968. Ces derniers, commencent à 6 h 30, pour terminer vers 14 h 30 pour l'équipe du matin, et de 14 h 30 à 22 h 30 pour les équipes du soir. Seuls les ateliers des presses tournent en trois équipes ou postes, deux alternées de jour et une équipe de nuit fixe. Les rythmes de travail renforcent la ségrégation spatiale. Les OS de l'île Seguin travaillant en équipes alternées n'ont qu'une pause de 35 minutes pour déjeuner, par ailleurs prise plus tôt que les autres travailleurs. Cette organisation des pauses leur interdit de rencontrer d'autres travailleurs à midi et d'accéder aux locaux du CE. Les professionnels qui sont en normale, comme les employés des bureaux, fréquentent aux heures de repas les cafés ou restaurants qui bordent la Place nationale, ainsi que la bibliothèque du CE et une cantine qui est dans le même bâtiment, rue du Point du jour.

1.3 Les conséquences sociales de la modernisation des moyens de production

Dans l'immédiate après-guerre, alors que sévit la pénurie de ressources, le gouvernement confie à chaque constructeur la fabrication d'un segment de gamme déterminé et encourage la spécialisation des productions. C'est le plan Pons¹³⁶. L'entreprise nationalisée renonce à l'offre diversifiée qui était celle de la Société anonyme des usines Renault (SAUR), pour se recentrer sur un seul véhicule, la 4 CV, dont la cadence journalière est initialement fixée à

¹³⁵ L'accès à l'usine se fait par plusieurs portes. Les principales sont la porte Nationale, la Porte Zola, la porte dite W5 donnant accès au département 38, la porte par laquelle arrivent les fondeurs, plus les entrées côté Meudon pour les OS ou les travailleurs venant par train de la banlieue ouest.

¹³⁶ Paul-Marie Pons, né le 27 juin 1904 à Longwy et mort le 24 octobre 1962 à Paris, est un ingénieur français du génie maritime. Après la Seconde Guerre mondiale, nommé directeur adjoint de la Division des Industries Mécaniques et Électriques (DIME) du ministère de la Production Industrielle dirigé alors par Robert Lacoste, il lance le plan auquel son nom restera attaché. Ce plan, intégré au Plan de modernisation et d'équipement de Jean Monnet, vise la rationalisation l'industrie automobile française, celle-ci étant composée de vingt-deux constructeurs de véhicules particuliers et de vingt-huit constructeurs de camions. Le plan est appliqué de manière autoritaire, les tâches étant définies arbitrairement autour des constructeurs Berliet, Citroën, Ford S.A.F., Panhard, Peugeot, Renault et Simca. Le marché de l'automobile particulière est alors théoriquement scindé en trois parties principales, Citroën, avec la Traction Avant, doit occuper le haut de gamme, Renault et Peugeot le milieu, Panhard et Simca le bas de gamme. En pratique, Renault impose sa 4 CV laissant Peugeot sur le créneau moyen et Simca échappe à l'autorité de l'État, laissant Panhard se débrouiller seul. https://fr.wikipedia.org/wiki/Paul-Marie_Pons. Et Jean-Louis Loubet, *Renault, histoire d'une entreprise*, opus cit., p.75

300 véhicules, considérée alors comme élevée¹³⁷. Sa mise en fabrication en 1947 exige la modernisation et la réorganisation des principaux ateliers. Jusqu'alors le faible volume des séries produites ne justifiait guère le recours à des moyens automatisés dans la fabrication des organes ou des composants et beaucoup d'ateliers restent encore équipés de machines spécialisées à conduite manuelle¹³⁸. Le choix de la « grande série », combiné à la nécessité de reconstituer un parc machines endommagé par les bombardements de 1942 et 1943, pousse à l'adoption de nouveaux procédés de fabrication et à l'automatisation des moyens de production. Résultant d'une évolution amorcée avant-guerre, les machines transfert constituent une innovation technologique importante qui touche les fabrications mécaniques. Ces « machines transfert » sont équipées de têtes d'usinage à commande électromécanique (TEM)¹³⁹. 750 de ces têtes équipent les diverses machines qui usinent les principales pièces du moteur de la 4 Cv. Sur ces machines les interventions ouvrières directes sont limitées à l'alimentation des pièces en entrée de ligne et à leur évacuation en sortie. Les ateliers sont équipés aussi en machines modernes achetées aux USA dans le cadre du plan Marshall ou acquises au titre des dommages de guerre. Les moyens d'usinage du moteur de la 4 Cv sont regroupés dans le département 76¹⁴⁰ qui occupe le bâtiment U5.

Dans les activités de montage et d'assemblage, aussi bien des véhicules que de ses organes, la mécanisation des moyens de manutention et des chaînes¹⁴¹ accroît la dévalorisation du travail en renforçant les contraintes et la répétitivité. Elle « incorpore le temps et le mouvement dans le machinisme lui-même »¹⁴². Dans les ateliers de tôlerie, la soudure électrique se fait sur des machines multipoints, commandées par un ouvrier, ou par des ouvriers manipulant de lourdes pinces à souder.

¹³⁷ Cette spécialisation n'est pas absolue. Au début de la décennie 1950, Renault assemble encore des véhicules conçus et mis en fabrication avant-guerre, comme la *Juvaquat* et ses dérivés. *La Frégate* sera partiellement produite à Billancourt dans les années 1950.

¹³⁸ A la fin des années 1930, quelques machines automatiques, à commandes hydrauliques, apparaissent pour la réalisation d'opérations simples, comme des perçages, alésages et des taraudages. En 1939, des machines de ce type sont utilisées pour le perçage des maillons de char

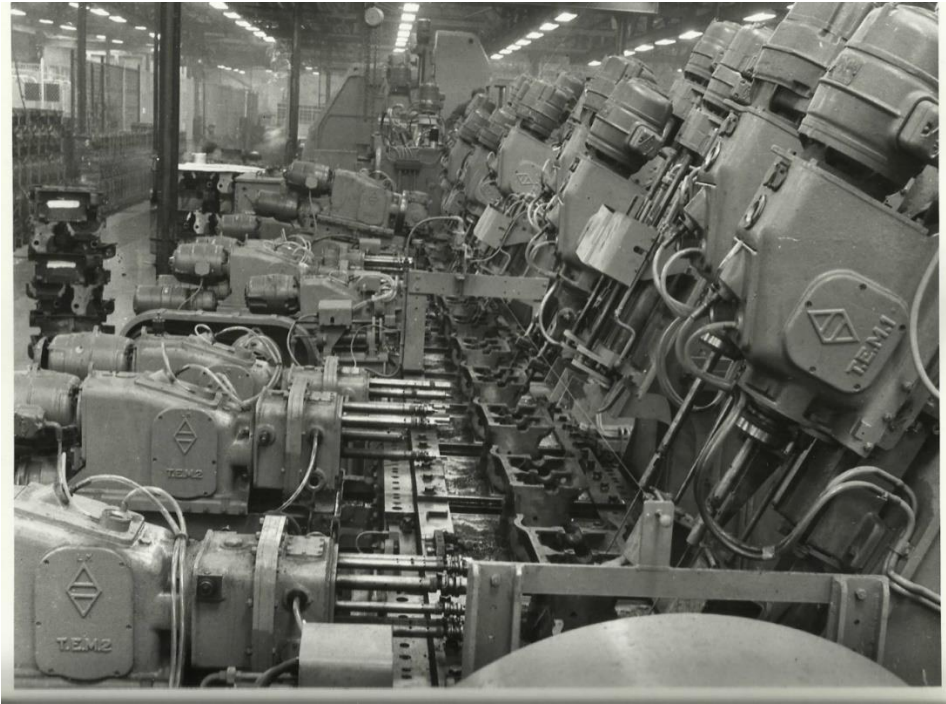
¹³⁹ Ces machines réalisent des opérations de perçage, de lamage, de taraudage, d'alésage ou de fraisage sur des pièces déplacées de manière mécanique et automatique par des barres assurant le transfert des pièces entre les postes de travail équipés de TEM qui exécutent les opérations d'usinage.

¹⁴⁰ Le Département 76 sera nommé ultérieurement département 14

¹⁴¹ La chaîne, utilisée dans les abattoirs de Chicago et de Cincinnati dans le dernier quart du XIXe siècle, est adoptée par Ford au début du XXe siècle pour l'assemblage de ses automobiles.

¹⁴² Benjamin Coriat, *L'atelier et le chronomètre*, opus cit., p 126. A la fin des années 1930, alors que Renault met en fabrication la *Juvaquat*, première voiture fabriquée par l'entreprise avec une carrosserie monocoque en acier, la chaîne s'est rationalisée et adopte un convoyage mécanisé par tapis qui offre une grande souplesse en termes de cadence et de type de véhicule assemblé. Elle ne connaît guère d'évolution technique majeure avant les années 1970.

Photographie 1



Machines transfert d'usinage des carters cylindres du moteur de la 4 Cv, au département 76, qui deviendra ensuite le département 14

Ces évolutions, sans être totalement nouvelles, accentuent la distinction entre le travail des ouvriers spécialisés et celui des ouvriers professionnels, qui trouve sa traduction dans les grilles salariales, mais qui existe d'abord dans la nature de leur activité, dans leur relation à la machine, dans les contraintes imposées par le travail et donc dans l'autonomie relative dont disposent respectivement les uns et les autres. Les premiers sont soumis à des tâches répétitives dans des productions de grande série, les seconds sont employés dans des activités pas ou peu répétitives, dans des fabrications en petites séries, ou soumises aux exigences aléatoires du dépannage. Les gestes des OS sont prescrits par la gamme de fabrication établie par le bureau des méthodes, alors que les professionnels restent, même s'ils sont tenus au respect d'un temps d'exécution, maîtres de leur procès de travail, le temps qui leur est alloué pour la fabrication d'une pièce, défini par un bureau de méthode ou par la maîtrise d'atelier, étant peu contraignant.

Les lignes transfert sont emblématiques de la disparition des anciens modes de travail des ouvriers qualifiés, mais au début des années 1950, tous les ateliers n'en sont pas équipés. Certains le sont encore par des machines individuelles, mais les mêmes évolutions y sont en œuvre. Dans les ateliers de mécanique se généralise l'emploi de tours automatiques ou semi-automatiques, de fraiseuses avec système de reproduction en outillage, de machines à tailler

les engrenages à cycles automatiques ou semi-automatiques¹⁴³. Disparaissent alors les batteries de machines prenant leur mouvement, par un système de courroies et poulies, sur un arbre commun animé par un unique moteur. Les machines modernes sont servies par des OS, leur préparation est de la responsabilité des régleurs, des ouvriers qualifiés.

A l'occasion de cette phase de modernisation, le renforcement du contrôle de l'activité ouvrière par les bureaux des Méthodes dépend moins du remplacement de moyens obsolètes par des machines automatiques que de la réorganisation des ateliers par ligne de produit¹⁴⁴, par pièce à usiner, qui permet de briser les coopérations horizontales entre ouvriers. Cette configuration d'ateliers se substitue à l'organisation de la production par type de moyens (tournage, fraisage, ...). Dans ces nouveaux ateliers, les machines différentes sont disposées, selon un ordre conforme à la succession des opérations de la gamme, selon une ligne ou chaîne virtuelle facilitant la manutention des encours entre elles. Comme le reconnaît Pierre Bézier, alors directeur au bureau des Méthodes, la réorganisation par ligne de produit constitue une dévalorisation des savoir-faire acquis par l'ouvrier en lui faisant « perdre un peu le bénéfice de l'expérience et des tours de main acquis par les départements spécialisés. En revanche, elle permet d'instaurer un esprit et des habitudes de travail plus conformes aux besoins du travail en grande série »¹⁴⁵. Les savoir-faire ouvriers antérieurs sont assimilés au « système D » et la réorganisation de « l'espace doit favoriser les communications verticales vers la hiérarchie et non les communications vers les collègues »¹⁴⁶ contribuant ainsi à un meilleur contrôle du procès de travail, alors que les ateliers aux métiers et techniques homogènes, rassemblant des ouvriers de même compétence, favorisaient des coopérations ouvrières horizontales échappant aux spécialistes. La réorganisation en ligne de produits, faisant appel à des moyens de production diversifiés, contrarie ces coopérations et permet de faire place « à des méthodes [de travail] plus objectives et plus rigoureuses », donc une prise de pouvoir renforcée des Méthodes sur le travail ouvrier¹⁴⁷.

Les ouvriers qualifiés disparaissent progressivement des fabrications de grande série à l'exception de la forge à main et des ateliers de mécanique où ils exercent la fonction de régleurs. Ils subsistent dans les activités d'outillage, de dépannage et dans la fabrication de machines-outils. Cette dernière production répond d'abord aux besoins en équipements de

¹⁴³ Pierre Debos, *Revue de la Société d'histoire du groupe Renault*, décembre 1975, n°11, p. 175

¹⁴⁴ Dans ces ateliers, les machines exécutant des opérations définies (de tournage, de fraisage, ...) sont disposées conformément à l'ordre d'exécution des opérations définies par les gammes de fabrication.

¹⁴⁵ Pierre Bézier, « Souvenir d'un outilleur », opus cit., p.185

¹⁴⁶ Pierre Dubois, *Les ouvriers divisés*, Paris, opus cit., p.22

¹⁴⁷ Pierre Bézier, « Souvenir d'un outilleur », opus cit., p.185

l'entreprise, mais l'expérience acquise par Renault lui permet, dès la fin de la décennie 1950, de se positionner en fournisseur de biens d'équipement sur les marchés national et internationaux, consolidant une population d'ouvriers qualifiés de production. Dans les ateliers où œuvrent ces ouvriers, les innovations améliorent les performances des machines mais ne portent guère sur l'organisation de leur travail. Les professionnels, outilleurs ou dépanneurs, conservent une large autonomie dans la conduite de leurs tâches qui fait appel à une maîtrise professionnelle, appuyée sur des savoirs et des savoir-faire. Leur subordination reste formelle, extérieure à leur procès de travail et ne peut être accrue que par des pressions ou des incitations, entre autres financières, qui ont peu de prise sur eux.

Les ouvriers qualifiés maîtrisent leur procès de travail, les ouvriers spécialisés y sont subordonnés. Dans leur quotidien, les premiers sont le plus à même de s'approprier le travail et par voie de conséquence l'espace de leur atelier. Les ouvriers spécialisés rivés à leur poste ou à la chaîne ne le peuvent pas, même s'ils parviennent souvent à dégager des pauses indues en fin d'équipe, par suite de la connaissance de leur machine ou des tours de mains acquis leur permettant de terminer avant l'heure de fin d'équipe leur production. Cependant, c'est à l'occasion des grèves, des débrayages, ou des manifestations, que tous s'approprient l'espace de l'usine.

1.4 Les lieux où les ouvriers s'exposent comme acteurs politiques

La configuration géographique et sociale de l'usine fait de ses rues intérieures des lieux où se croisent et éventuellement se rencontrent des travailleurs de qualifications ou d'origines différentes¹⁴⁸. Toutefois, ils se connaissent et se reconnaissent d'abord par ateliers, par expérience professionnelle présente ou passée, ou encore selon leur origine nationale, régionale ou villageoise. Seuls les militants sont reconnus et connus par-delà ces appartenances. Leur expérience ne peut être tenue pour représentative des relations qu'entretiennent au quotidien tous les travailleurs. Aussi, aucun lieu n'est vraiment partagé entre tous d'autant que la spécificité des horaires et des pauses conforte les mises à distance sociales. La place Nationale est le domaine des professionnels de l'outillage, dont les ateliers sont proches, et des employés qui fréquentent le midi les cafés et les restaurants qui la bordent ou la cantine de la rue du Point du jour. La porte Zola est celui des OS qui arrivent du métro Billancourt, accèdent à leurs ateliers par elle.

¹⁴⁸ Nicolas Hartzfeld, Jean-Claude Leyris, Alain P. Michel, et Laure Pitti, « Renault-Billancourt », dans Michel Pigenet (dir.), *Mémoire du travail à Paris*, Paris, Creaphis, 2008, 317 p., p.226 à 313

L'étendue du site interdit aux OS l'accès des ateliers éloignés des leurs, de même que les locaux du CE proches de la place Nationale lors de leurs pauses. Pendant les heures de travail, quand bien même, ils le pourraient, la « volante »¹⁴⁹ contrôle leurs déplacements hors de leur atelier d'affectation. Seuls les délégués peuvent circuler dans toute l'usine. Le cloisonnement est la règle entre les bureaux et les ateliers, mais aussi entre ateliers. La circulation des travailleurs obéit à une logique hiérarchique et ou fonctionnelle, qui l'interdit aux uns et l'autorise à d'autres. La couleur des cartes du personnel indique la liberté de circulation autorisée. Certaines catégories circulent dans l'usine par nécessité professionnelle, les cadres et les techniciens des Méthodes ou du Bureau d'étude ainsi que les ouvriers de maintenance qui travaillent dans les ateliers d'OS lesquels sont plus que les autres rivés à leur poste¹⁵⁰.

Vivant au quotidien dans des univers professionnels séparées et relativement homogènes, les travailleurs ne se donnent à voir comme un collectif transcendant leurs spécificités catégorielles qu'en se rassemblant lors des débrayages dans les rues de l'usine, ses carrefours, l'esplanade couverte de l'île Seguin, ses abords extérieurs, qui sont autant de lieux où s'affirme l'identité ouvrière de Billancourt telle que fixée par les images véhiculées par la presse, militante ou généraliste. A ces occasions se vit la force d'un collectif qui outrepassa un temps les clivages catégoriels. Les travailleurs peuvent lors des débrayages, à l'initiative des syndicats, parcourir en manifestation des ateliers qui ne sont pas les leurs. Cependant ces déplacements obéissent encore à une logique « hiérarchique ». Les professionnels, seuls ou avec d'autres, défilent dans les ateliers d'OS, voire dans les bureaux. Des employés peuvent de même s'associer à des cortèges parcourant les ateliers de l'île Seguin. Aussi rarement, voire jamais, les ouvriers spécialisés ne pénètrent dans les bureaux ou les ateliers de professionnels. Ils ne s'approprient ainsi que des espaces où travaillent leurs semblables. Le monde des grands bureaux leur est étranger, les syndicats pouvant craindre une confrontation sociale et d'éventuels débordements qui leur seraient préjudiciables.

Les rassemblements syndicaux se tiennent au carrefour de l'avenue Emile Zola et de la rue Gustave Sandoz, face au service des relations du travail, ou dans le grand hall (esplanade)

¹⁴⁹ « La volante » est un service de sécurité de l'usine qui se distingue des gardiens ayant la charge du contrôle des accès, par son rôle de contrôle des mouvements et des déplacements à l'intérieur de l'usine. Ce service est créé en 1953 (Cf, Claude Poperen, *Regards de l'intérieur*, opus cit., p. 95) C'est une sorte de police interne qui a entre autres pour mission de protéger les transferts de fonds associés à la paie des ouvriers en liquide deux fois par mois. A ce titre certains de ces membres ont une autorisation de port d'arme. Jean-Antoine Tramon, le meurtrier de Pierre Overney était alors le responsable de celle-ci.

¹⁵⁰ Aucun lieu n'est totalement homogène, mais il est exagéré d'affirmer comme le dit l'une des personnes qui témoigne, que les ateliers que l'île Seguin étant fréquentée par une multitude d'acteurs et ils appartiendraient plus ou moins à chacun, de l'OS à l'ingénieur. Nicolas Hartzfeld, Jean-Claude Leyris, Alain P. Michel, et Laure Pitti, « Renault-Billancourt », dans Michel Pigenet (dir.), *Mémoire du travail à Paris*, opus cit., p.236.

de l'île Seguin. Le premier lieu, central et socialement neutre, est propice à la réunion de toutes les catégories de travailleurs, le second reste, sauf circonstance exceptionnelle, celui des ouvriers spécialisés et des professionnels de maintenance. L'esplanade de l'île Seguin, seul espace couvert capable de rassembler plus de 10 000 travailleurs, est emblématique de l'usine dont elle constitue le cœur symbolique. Si les OS s'y rassemblent fréquemment, les grands meetings réunissant toutes les catégories y sont rares car ils supposent de rassembler par-delà les clivages catégoriels, syndicaux ou politiques et exigent une cause commune qui les transcendent. Ces conditions ne sont réunies qu'en de rares circonstances marquées par une unité syndicale exceptionnelle ou traduisant un fort consensus politique. Peu nombreux mais massifs, les meetings qui s'y tiennent sont alors emblématiques de la force des ouvriers de Billancourt et de leur identité collective. Ainsi, le 10 novembre 1944, c'est de la passerelle de cette esplanade, que Pierre Lefaucheur s'adresse à 15 000 travailleurs rassemblés. En janvier 1945, 10 000 travailleurs y écoutent des syndicalistes soviétiques en visite à Billancourt. En 1955, la direction y organise la cérémonie d'hommage à Pierre Lefaucheur, mort accidentellement. En dépit des consignes de boycott de la CGT, les travailleurs y participent en masse. Il ne s'y tient plus de meeting syndical mémorable de janvier 1945 à 1960, période d'isolement politique de la CGT et du Parti communiste. C'est donc l'émotion et la révolte suscitées par les neuf morts de Charonne qui, le 9 février 1962, y rassemblent plus de 10 000 travailleurs. En 1968, s'y tiennent les assemblées générales des grévistes. Dans les années 1980, au plus fort de la reconquête patronale des espaces ouvriers, l'esplanade de l'île est cloisonnée. Elle n'est plus le lieu où peut se manifester la force et la colère de tous les travailleurs¹⁵¹.

Les autres lieux symboliques, extérieurs à l'usine, sont la place Nationale ainsi que le carrefour de l'avenue Emile Zola et de la rue Yves Kermen. En février 1952, ils sont le théâtre des affrontements entre les ouvriers et les forces de police. Des barricades y sont érigées. A cette occasion le conflit ouvrier « s'exporte massivement du dedans aux dehors de l'usine »¹⁵². Plus habituellement, se tiennent place Nationale les meetings politiques ou syndicaux quand ces derniers se font avec la participation de personnalités extérieures à l'usine ou lorsqu'ils ne sont pas associés à un appel à débrayer. Après la disparition du square Henri Barbusse¹⁵³ où se tenaient en février 1950, les assemblées générales des grévistes expulsés de l'usine, la place Nationale est là où s'expose la politique communiste, étant choisie comme

¹⁵¹ Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p.250

¹⁵² Jean-Claude Leyris, Laure Pitti, « Billancourt(s) d'hier et d'aujourd'hui : place nationale, lieu frontière, lieu multiple », dans Jacqueline Costa-Lascoux, Geneviève Dreyfus-Armand, Emile Temime, *Renault sur Seine, Hommes et lieux de mémoires de l'industrie automobile*, opus cit., p.223

¹⁵³ Il disparaît lorsque la piscine de Boulogne y est construite.

lieu de rassemblement par le parti, tant par l'espace qu'elle offre que par la proximité des ateliers de professionnels et des grands bureaux. Place Nationale, les dirigeants ou les personnalités communistes rencontrent les ouvriers qui sont le plus acquis au parti. Toutefois, au cours des cinq premières années de la guerre d'Algérie, les interventions de dirigeants du Parti communiste ou de la CGT n'y recueillent qu'un écho limité. La place apparaît alors comme « un lieu où un extérieur militant s'expose aux ouvriers de l'usine »¹⁵⁴. Les ouvriers y reviendront massivement en avril 1961. Ils seront alors, selon l'*Humanité*, 25 000, chiffre sans doute exagéré, à participer au meeting appelant à l'action contre le fascisme. Trois ans plus tard, le 23 juin 1964, Waldeck Rochet qui y tient meeting pour exposer aux travailleurs de la Régie « les solutions du 17e congrès » devant 1200 travailleurs, selon l'*Echo des Métallos*¹⁵⁵, 400 selon la police¹⁵⁶. En 1968, cette place est le théâtre de tentatives de jonction infructueuses de la lutte des étudiants avec celle des ouvriers. En 1978, quatre jours avant le premier tour des législatives, Mitterrand vient tenter d'y relancer la dynamique unitaire en s'adressant, comme le fait le PCF, à ses travailleurs symboles de toute la classe ouvrière¹⁵⁷.

A la porte Zola, s'exprime de la manière la plus immédiatement sensible la force potentielle de la collectivité laborieuse de l'usine, aussi dans les années 1970, en période de grève, les groupes d'extrême gauche viennent s'y adresser aux ouvriers « de la forteresse ». En ces circonstances, ces derniers doivent traverser une haie impressionnante de distributeurs de tracts. De 1969 à 1973, la *Gauche Prolétarienne* y intervient avec panache, polémiquant et s'affrontant aux militants du PCF qu'elle tourne en dérision dans ses tracts ou dans des scénettes. Après l'expulsion de ses militants de l'usine, au début 1972, au cours d'une intervention politique du groupe, Pierre Overney y est tué par Jean-Antoine Tramoni.

Lorsque les ouvriers s'approprient ces espaces en tant que lieu de leur affirmation collective¹⁵⁸, la presse peut s'en faire écho. La représentation qu'elle donne de ces mouvements renforce l'identité collective des ouvriers. Les journaux et la propagande locale la construisent en soulignant leur caractère pacifique et responsable, message qui s'adresse moins aux ouvriers eux-mêmes qu'à une opinion publique plus large. Ce que les

¹⁵⁴ Jean-Claude Leyris, Laure Pitti, « Billancourt(s) d'hier et d'aujourd'hui : place nationale, lieu frontière, lieu multiple », dans Jacqueline Costa-Lascoux, Geneviève Dreyfus-Armand, Emile Temime, *Renault sur Seine*, opus cit.

¹⁵⁵ *L'Echo des Métallos*, n°28 et 29, 9 juin et 3 juillet 1964, SRTA 5 W 53

¹⁵⁶ Note de police du 23 juin 1963, APPP Ba 2326

¹⁵⁷ « Mitterrand chez Renault ». Journal de 20 heures de TF1, le 15 mars 1978, Archives INA.

¹⁵⁸ Michel Hillibert, interview, A2 du 22 août 1971. INA

photographies de *l'Humanité* et de la *VO* montrent de la classe ouvrière de Renault, à l'exception des affrontements de février 1952, ce sont des rassemblements et des manifestations. Les rassemblements sur le terre-plein de la place nationale, dans un atelier ou encore dans le grand hall de l'île Seguin, présentent le groupe ouvrier, attentif, tourné vers l'orateur du parti ou de la CGT. Les ouvriers sont généralement vus de dos, à l'exception des meetings dans l'île Seguin dont les photographies sont prises de la passerelle où sont les orateurs et imposent l'image de travailleurs rassemblés par-delà leurs différentes catégories. Dans les années 1970, les photos des meetings s'attachent à saisir de face les travailleurs assemblés et en soulignent la diversité professionnelle et nationale. De dos comme de face, l'image témoigne du rapport de confiance qui s'établit entre des ouvriers attentifs et leurs leaders. Les ouvriers écoutent ou applaudissent. Calme, confiance, force, seraient donc les messages de ces photographies. La deuxième situation récurrente est la manifestation dans et hors de l'usine. Les ouvriers sont alors vus de face venant vers l'objectif, déterminés, mais c'est le premier rang de la manifestation, celui des leaders, syndicaux et / ou politiques, qui est mis en valeur. Renault n'est donc pas un monde fermé, comme la métaphore de « forteresse » le sous-tendrait, qui est mis en scène, mais une force collective exprimant le lien intime qui unit les travailleurs au parti ou à la CGT.

Aux ouvriers de France, la presse militante offre de Renault les représentations qui construisent une identité ouvrière communiste présentant à toute la société un parti responsable, canalisant la force des travailleurs. A l'initiative de leurs organisations, les ouvriers rassemblés expriment une identité collective surmontant, au moins formellement, les différences professionnelles, d'origine ou de genre. Ils sont alors tout à la fois acteurs et spectateurs de la construction de cette identité politique, mais le caractère emblématique du lieu accentue le hiatus entre ce que les travailleurs vivent réellement et le sens véhiculé par la presse politique du PCF ou par celle de l'extrême gauche.

2 - Acteurs salariés : leur métier, leur origine, leur statut

La figure de « l'ouvrier de Renault » constitutive de la mythologie de l'entreprise gomme à la fois la diversité de son salariat et ses transformations. Selon les circonstances de la lutte politique et sociale, « l'ouvrier de Renault » se voit attribué un caractère et des qualités archétypales différentes par la propagande communiste, mais pas seulement dans cette dernière. Ainsi les OS de Renault Billancourt, majoritairement immigrés dans les années

1970, l'auraient été aussi dans les décennies antérieures¹⁵⁹. Il est donc nécessaire de broser à grands traits l'évolution de la collectivité laborieuse de cette usine et ses singularités : évolution du travail, de ses différentes catégories professionnelles, de leur importance, de leur recrutement, tous facteurs qui s'expriment dans les conflits sociaux et politiques et façonnent les divers aspects des identités au travail.

Les qualités symboliques de Billancourt attribuées indûment à l'ensemble de l'entreprise Renault efface les singularités sociales et politiques de cette usine. Si elle pouvait être légitimement confondue avec Renault, d'abord SAUR puis RNUR, jusqu'au début des années 1950, quand elle représente plus de 80 % de l'effectif de l'entreprise, ce n'est plus le cas dès lors que cette dernière crée de nouvelles usines. Dans les années 1970, Billancourt ne pèse plus que pour 30 % dans l'effectif de Renault et pour moins de 20 % à la fin des années 1980¹⁶⁰. Sans doute reste-t-elle le site industriel le plus important jusqu'aux années 1980, mais son effectif salarié qui atteint un maximum en 1951, avec plus de 42 430¹⁶¹ emplois, et diminue ensuite jusqu'en 1967 pour et augmenter pour atteindre 37191 personnes en 1970 avant d'entamer une décroissance continue jusqu'en 1992 et la disparition de toute activité sur le « triangle » dans les années 2000.

La première singularité à souligner, car elle a des conséquences subjectives durables au cours de la période étudiée, est que l'usine de Billancourt s'inscrit dans une continuité sociale et politique, certes interrompue par les années de guerre, mais qui se reconstitue partiellement après la Libération, par suite de la priorité à l'embauche accordée à ses anciens ouvriers. En conséquence, à Billancourt en 1953, plus de 33 % de l'effectif à 10 ans ou plus d'ancienneté et a donc été embauché avant la nationalisation de l'entreprise. Toutefois si près de 60 % des mensuels ont plus de 10 ans d'ancienneté, ce n'est le cas que de 25 % des ouvriers¹⁶². En

¹⁵⁹ Ainsi le film de Rachid Bouchareb, *Hors-la-loi*, sorti en 2010, peut-il montrer dans une séquence sensée se passer à Billancourt une sortie d'atelier où tous les ouvriers sont des Algériens, ce qui n'est alors le cas dans aucun atelier.

¹⁶⁰ Cf. Annexe 6

¹⁶¹ Les données concernant les effectifs ne vont pas sans poser des problèmes de cohérence. Les chiffres publiés par l'entreprise, en particulier dans ses rapports annuels, ne couvrent toujours pas les mêmes réalités. Les chiffres publiés et ici utilisés sont représentatifs des emplois au 31 décembre de l'année considérée. Toutefois il existe deux types de données. Le nombre des personnes inscrites dans les fichiers du personnel et le nombre des personnes dites en compte, c'est-à-dire faisant l'objet du paiement d'un salaire ou d'une indemnité par l'entreprise. Les inscrits sont plus élevés car ils comptent les salariés effectuant leur service militaire, les personnes détachées ou en congés sans solde, le personnel arrêté pour longue maladie ou accident du travail. L'écart entre les deux séries pouvant être de l'ordre de 2500 à 3000 personnes pour l'effectif total de l'entreprise. Si pour le total de l'entreprise les deux séries de données peuvent être corrélées, elles ne le sont pas nécessairement s'agissant d'une usine particulière ou d'une nationalité (dans ce dernier cas il s'agit d'inscrits).

¹⁶² Ces données sont fournies par le rapport d'activité annuel établi par l'entreprise pour l'année 1953. Elles sont peu différentes de celles que Tiano donne pour l'ancienneté des salariés de l'entreprise sur la base d'un rapport attribué à F0. André Tiano, Michel Rocart, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale*, opus cit., p.35

dépité du renouvellement important des ouvriers, subsiste dans certains ateliers des délégués de 1936 porteurs de « l'esprit du Front populaire », comme au département 18¹⁶³ alors que l'encadrement et les mensuels restent largement imprégnés des logiques de commandement qui prévalaient à l'époque de Louis Renault. A Flins et à Cléon emploient des travailleurs sans tradition ouvrière¹⁶⁴, à l'exception d'une partie de leur encadrement provenant de Billancourt.

Les données quantitatives ne peuvent à elles seules rendre compte de ce que sont les ouvriers individuellement et collectivement en tant qu'acteurs sociaux et politiques potentiels et singuliers, aussi faut-il en donner les principales évolutions pour en dégager les continuités et les ruptures sur le temps moyen. Pendant la période qui nous intéresse, le salariat de l'entreprise connaît d'importantes évolutions tant dans le poids respectif de chaque catégorie professionnelle que dans la nature de leurs activités, de leurs statuts ou de leurs origines.

2.1 Les innovations dans le contrôle du travail renforcent la division sociale du travail

En 1950, les collaborateurs¹⁶⁵ et les cadres comptent pour 19,4 % du total des salariés, les professionnels pour 25 %, les OS pour 47,5 %, les manœuvres pour 8,1 %. Vingt ans plus tard, les collaborateurs et les cadres représentent 34,9 % l'effectif de Billancourt, les professionnels 23,6 %, les ouvriers non qualifiés quasiment exclusivement OS¹⁶⁶ 41 %. Dans les années 1980, en incluant dans le calcul, par souci de comparabilité, le siège social maintenant constitué en établissement indépendant, les ouvriers ne sont plus majoritaires¹⁶⁷. Toutes ces évolutions vont avoir des conséquences sociales et politiques qui seront examinées dans les parties suivantes.

Dans les années 1950, les ouvriers non qualifiés sont des ouvriers spécialisés, travaillant sur machine ou au montage et des manœuvres employés dans les diverses manutentions.

¹⁶³ François Dollé, entretien du 12 avril 2011, Saint Christol, 34

¹⁶⁴ Les ouvriers de Cléon ont été longtemps affublés du sobriquet de « betteravier »

¹⁶⁵ Terme utilisé par la direction de l'entreprise jusqu'aux années 1970 pour nommer/+ le personnel payé au mois, censé être plus proche d'elle.

¹⁶⁶ En 1950, les manœuvres représentent 8,1 % de l'effectif total et 9,1 % de l'effectif ouvrier. En 1969, ils ne sont plus que 2,4 % de cet effectif à Billancourt et seulement 0,9 % de celui des usines périphériques. Ils disparaissent de la grille des qualifications Renault en 1975. Leur disparition est la conséquence de la mécanisation des opérations de transfert entre postes et du développement de la manutention par engins à fourche, conduit par des ouvriers spécialisés. Effectifs de la Régie Renault, SRTA 1 W 13

¹⁶⁷Cf. annexe 7

Toutefois comme le souligne Gabrielle Varro et Anne-Sophie Perriaux¹⁶⁸, la distinction entre ces deux catégories relève peu des qualités professionnelles attendues bien qu'elles soient codifiées par les grilles issues des accords Parodi sur les qualifications. Ces auteures rappellent la définition qu'en donnent Friedmann et Reynaud en 1958 : « La catégorie 'ouvrier spécialisé' (ou OS) désigne des ouvriers sans qualification acquise par un apprentissage méthodique, mais spécialisés sur une machine ». La distinction professionnelle ne recouvre nullement un potentiel professionnel, mais l'usage qu'a l'entreprise d'une force de travail. Les OS sont des ouvriers travaillant sur une machine ou sur une chaîne, alors que les manœuvres ne font que déplacer des produits mettant en œuvre une force physique qui ne s'exerce pas sur une machine ou une chaîne. En ce sens la catégorie « spécialisé » est une construction qui ne voit dans l'ouvrier qu'un appendice humain de la machine, sans autres qualités que sa force, sa dextérité ou sa rapidité. Dans les années 1970, ces travailleurs demanderont d'être reconnus comme mettant en œuvre d'autres qualités professionnelles. Cette exigence sera prise en compte par l'entreprise lorsque la concurrence fera naître d'autres exigences dans la production et l'organisation du travail.

L'ouvrier spécialisé travaille dans les fabrications en grande série, soit sur une machine individuelle qu'il alimente en pièce et en déclenche l'action (presse, machine à souder électrique, machines d'usinage individuelle, ...), soit sur une chaîne où il est soumis à un mouvement qui lui est imposé, un rythme qu'il ne commande pas. Au début des années 1950, lorsqu'il commande une machine individuelle d'usinage ou de soudure électrique par points, il conserve une certaine autonomie et une maîtrise du rythme de son activité¹⁶⁹. Grâce à son expérience, il a acquis des tours de main, et une connaissance des paramètres de son travail, que les bureaux de méthodes n'ont que façon encore imparfaite. Alors seule une contrainte, extérieure au procès immédiat de travail, peut conduire l'ouvrier à produire selon les exigences de l'entreprise. Cette pression est généralement financière, sa rémunération étant alors partiellement dépendante du volume produit, comme dans le salaire aux pièces ou au boni. Toutefois, si le travail aux pièces permet un certain contrôle des productions individuelles, il rend difficile la maîtrise globale de la production, aussi bien en termes de vitesse d'écoulement des encours, de qualité, que d'économie dans la consommation de force de travail. La fluidité de la production est assurée par des stocks de pièces entre postes de travail, constituant une immobilisation importante de capital.

¹⁶⁸ VARRO Gabrielle et PERRIAUX Anne-Sophie, « Les sens d'une catégorisation : "les O.S. immigrés" », *Langage et société*, n°58, 1991. pp. 5-36., p.7. http://www.persee.fr/doc/lsoc_0181-4095_1991_num_58_1_2544

¹⁶⁹ Sur une machine individuelle d'usinage, l'ouvrier règle alors les vitesses de coupe, les profondeurs de passe, selon les caractéristiques du métal qu'il apprécie lui-même. Ce ne sera plus le cas ensuite.

L'entreprise entreprend donc dès l'après-guerre d'acquérir une plus grande maîtrise du procès de travail. Cela commence, comme vu antérieurement, par la réorganisation des ateliers, en particulier en mécanique, selon une logique de produit permettant de briser des autonomies ouvrières assises sur une expérience collective d'atelier. Toutefois, si ces transformations dans l'organisation physique des ateliers contribuent au renforcement du contrôle patronal du travail, elles n'en sont qu'une condition nécessaire et nullement suffisante. Pour qu'un tel contrôle progresse, l'entreprise doit acquérir une meilleure compréhension des facteurs humains qui « sont imbriqués dans tout problème de production, [et] font partie intégrante de ceux-ci »¹⁷⁰. Dans ce but, Renault fait appel à des scientifiques et crée un service qui, ayant pour objet l'étude du travail et sa simplification, élabore des propositions visant à améliorer l'organisation du travail en prenant plus en compte les facteurs humains. Ce service établit ses préconisations en s'appuyant, à la fois sur des études scientifiques et l'observation des expériences étrangères¹⁷¹. Ses ingénieurs vont aux Etats-Unis étudier les évolutions du taylorisme¹⁷². L'entreprise se dote ainsi de nouveaux outils d'analyse du travail. Ces recherches débouchent sur trois innovations qui toutes transforment le travail des ouvriers de production, la perception qu'en a l'entreprise, et celle qu'en a l'ouvrier l'exécutant, comme les autres catégories de travailleurs.

La première innovation consiste en l'établissement de gammes de fabrication détaillées, décrivant et organisant de façon précise les tâches successives à accomplir. Les « gammes » utilisées avant-guerre avaient pour premier objectif, non la gestion de la force du travail, mais le calcul des coûts de production. L'ancien système est critiqué car il n'obéit à aucune règle générale et ne prend pas en compte des conditions de la production. Par ailleurs, beaucoup d'ouvriers utilisent encore des « bons » spécifiant le temps alloué à la réalisation d'une quantité de pièces¹⁷³. Avec les « gammes de fabrication », ces temps sont maintenant établis à la pièce en fonction des paramètres techniques du travail¹⁷⁴. Paramètres concernant

¹⁷⁰ Anne Sophie Perriaux, *Renault et les sciences sociales*, 1948-1991, Paris, Seli Arslan, 1999, 397 p., p. 55.

¹⁷¹ François Dollé, entretien du 12 avril 2011, Saint Christol, 34. Ce service est dirigé par Delfosse, qui a fait appel à Alain Wisner, jeune médecin du travail et ergonome, ainsi qu'à des chercheurs du CNAM

¹⁷² Certains d'entre eux sont de tendance F0, comme Colomb, co-fondateur de la commission "jeunes" CGT en 1944-1945, qui a rejoint la confédération née de la scission de la CGT en 1948. Avec l'appui de la Direction, il séjourne aux USA pour y étudier les voies d'amélioration de la productivité. François Dollé, entretien du 12 avril 2011, Henri Benoits, entretien du 4 décembre 2009, Issy les Moulineaux

¹⁷³ Jacques Cuny, entretien du 28 juin 2011, Jouy en Josas : « Ces temps..., je ne sais pas comment ils étaient pris, mais vachement larges. On avait des cartons, les pièces avaient des temps. C'était marqué tant de minutes [...] tant de minutes pour faire 100 pièces... Alors, on se démerdait toujours, ça allait vite et on avait du temps de rab ».

¹⁷⁴ Les nouvelles gammes précisent pour chaque tâche élémentaire le temps main d'œuvre et un temps machine si cela est pertinent. Les gammes ne comportent de temps machines que pour un travail sur machine. Les gammes pour des activités de montage en chaîne ou non spécifient seulement le temps main d'œuvre. (AV)

l'ouvrier lui-même, la machine utilisée et les caractéristiques mécaniques de la matière mise en œuvre¹⁷⁵. Le temps alloué à une opération simple est calculé à partir de la décomposition de la séquence de travail en gestes ou mouvements élémentaires des membres, comme du regard. Il ne dépend plus du savoir-faire de l'ouvrier ou du contremaître, ni même principalement du recours au chronométrage, mais de l'expertise des techniciens d'un Bureau des méthodes. Cette expertise repose, sur une identification des gestes de base, consignés dans des cartes établies par l'ingénieur américain MEYNARD, est appelée MTM pour « Method Time Measurement »¹⁷⁶. Il ne s'agit plus de mesurer un temps réel, mais de calculer un temps d'opération théorique pour un ouvrier moyen, donc lui-même théorique¹⁷⁷. La mise en place d'un système de gammes fiables traduit la « volonté d'entreprendre une véritable conquête du savoir technique »¹⁷⁸ au détriment de l'ouvrier, ce qui facilite en retour la mécanisation des opérations.

L'évaluation du temps opératoire auquel est contraint l'ouvrier établit un « temps de travail directement productif » augmenté de temps non directement productifs, mais indispensables à l'appropriation spatiale du poste (déplacements) ou de ses contraintes (effort) et des temps de « non-travail » nécessaires à la bonne marche de l'entreprise (comme la paie ou les pauses non collectives)¹⁷⁹. Ainsi en dehors des activités codifiées par la gamme, toute autre activité personnelle ou collective durant la journée de travail est théoriquement exclue. L'autorité de contrôle de l'ouvrier passe ainsi pour une part significative de l'agent de maîtrise au Bureau de méthode qui prétend déterminer tous les éléments de la vie de l'atelier. Le MTM est

¹⁷⁵ Une documentation technique enregistre des données touchant à l'utilisation des moyens de production les temps perdus par machine ou par le personnel, les facteurs de pénibilité du poste permettant d'établir des « coefficients de fatigue ». En vue du lancement de la 4 CV, 25 000 gammes sont établies. LABBE Daniel, *Travail formel et travail réel – Renault Billancourt*, opus cit. p.20

¹⁷⁶ Elles ont été établies à partir d'une analyse du travail réalisée en exploitant les possibilités offertes par l'usage d'une caméra cinématographique. Cet outil permet l'évaluation du temps de travail « en bureau » Cette méthode calcule le temps d'une opération à partir de l'analyse de tous les mouvements élémentaires nécessaires à son exécution, auxquels correspondent des temps « standards ». Le MTM est adapté progressivement aux différents usages et simplifié pour être appliqué à des technologies spécifiques. Les MTM 2 et 3 seront utilisés lors du lancement de la R4. Pendant les années 1970, le bureau des méthodes expérimente le MODAPS qui définit non plus des micros mouvements, mais des « unités de travail humain » (module) pour 21 activités classifiées en fonction du degré d'automatisme. Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit. p.26

¹⁷⁷ Cette standardisation conduit à des contraintes dans le travail qui ne dépendent même plus des particularités des entreprises. Ainsi Jacques Cuny décrivant les difficultés du travail d'emboîtement des sièges, le dit décrivant exactement comme le fait Christian Corouge confronté au même poste à Peugeot Sochaux. Pialoux Michel, Corouge Christian, *Résister à la chaîne*, Agone, Marseille, 2011

¹⁷⁸ Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p. 18 et 19

¹⁷⁹ Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p. 32. Des temps supplémentaires dépendant du travail (TSPDT) sont introduits pour pallier les effets de fatigue ou permettre le remplacement du travailleur. Les temps supplémentaires personnel indépendant du travail (TSPIT) correspondent aux interruptions personnelles diverses comme celles nécessaires des opérations administratives (par exemple remise de la paie). Ils sont fixés arbitrairement à 4 % du temps de cycle. Ainsi, au milieu des années 1970 la suppression de la paie en liquide conduit à supprimer une partie des TSPIT liés à la réception et à la vérification de la paie par les ouvriers.

appliqué à Flins au démarrage de l'usine en 1951 et à Billancourt à compter de 1956. Cette évaluation de l'activité ne s'applique pas à tous les ouvriers. En sont exclues les tâches des ouvriers professionnels ainsi que les opérations de contrôle et de manutention¹⁸⁰.

La deuxième innovation consiste en la mise en place des études de postes. Elles ont pour objectif l'affectation optimale des travailleurs aux différents postes de travail selon leurs aptitudes particulières estimées. Elles visent aussi à l'aménagement des postes des points de vue technique et humain, pour améliorer la performance. Les études de postes, théorisées et formalisées au début des années 1950 par le service « des études du travail humain » prétendent rationaliser le taylorisme qui ignorait les facteurs physiologiques et psychologiques du travail. La cotation des postes qui en résulte saisit le travail dans ses opérations (définies par les gammes) et selon les compétences ou potentialités de son acteur utiles à ce type de poste, les autres étant ignorées. L'évaluation du poste fait appel à 22 facteurs¹⁸¹. A chaque facteur étant attribué, selon les contraintes du poste, un certain nombre de points, d'un à cinq selon l'importance du critère considéré. Les points imputés à ces facteurs sont ensuite additionnés. Les postes sont alors regroupés en classes par tranches de points obtenus. Les classes ainsi définies sont mises en correspondance avec les indices de la grille Parodi. La cotation est appliquée à tous les postes ouvriers¹⁸², elle n'a été véritablement appliquée qu'aux activités des ouvriers spécialisés qui sont ainsi assignés à leur poste sans aucune perspective d'évolution professionnelle.

En tant que moyen de gestion de la main d'œuvre, la cotation des postes répond à une exigence de standardisation dans un contexte de croissance de l'entreprise et donc d'embauche de nombreux ouvriers non qualifiés, dépourvus d'expérience industrielle. Elle accorde une part faible aux compétences professionnelles et privilégie les notions d'effort, de conditions de travail, et plus tard de dextérité. Elle vise à l'interchangeabilité des salariés, à réduire les apprentissages nécessaires et à codifier le recrutement de la main d'œuvre. Elle permet une meilleure planification des besoins en travailleurs (quantité et aptitude) et des temps de formation requis lors de la montée en cadence de la production d'un véhicule qui impose le recrutement de nouveaux ouvriers ou leur adaptation. La méthode est introduite à la Régie en 1950 pour être appliquée sur une vaste échelle au démarrage de l'usine de Flins.

¹⁸⁰ Ces dernières ne seront mises en gamme qu'à la fin de la décennie 1970 pour la manutention et au début des années 1980 pour le contrôle, lorsque ces dernières seront pour partie incluses dans le cycle de travail des ouvriers des chaînes.

¹⁸¹ Voir : Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p.42 à 47

¹⁸² 20 classes de postes sont établies des manœuvres aux ouvriers professionnels. Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p.49

La troisième innovation, complément nécessaire de la précédente, est la cotation des aptitudes des ouvriers. A la cotation d'un poste correspond une « fiche d'exigence générale du poste », à celle d'un ouvrier une « fiche d'aptitude générale ». Ces cotations doivent permettre, après avoir classé les postes, d'apparier les ouvriers à ces derniers en rapprochant leurs cotations respectives : la cotation des postes selon leurs contraintes et celle des ouvriers selon leurs aptitudes physiques et psychologiques afin qu'ils soient employés au mieux dans le processus de production. Cette démarche vise, selon l'entreprise, à éviter le subjectif et les classements arbitraires¹⁸³. Ainsi, par sélection et orientation, chaque ouvrier sera en condition de fournir un maximum d'efficacité avec un minimum de difficulté. « Il doit en résulter une utilisation plus rationnelle de la main d'œuvre »¹⁸⁴.

La classe du poste fixe la rémunération de l'ouvrier qui y est affecté. L'usage de la force de travail détermine la rémunération de l'ouvrier quel que soit son potentiel professionnel. Ainsi réifiée, l'activité humaine se mue en ressource au même titre que les produits matériels absorbés par la production et, pour autant que le travailleur donne satisfaction, dispense l'entreprise de tout effort de formation. Dans le rapport de l'homme au travail la rémunération n'est plus la traduction de sa valeur professionnelle et ne dépend que des opérations qu'il réalise. La notion de métier est bannie. Ce mode de rémunération remplace pour les travailleurs payés à l'heure aussi bien le salaire aux pièces, qui prévalait avant la guerre, que le salaire horaire, dont le taux combinait une notion de rendement plus ou moins collectif, pris en compte par des « coefficients de productions », et une part fixe. Ce mode de rémunération qui a encore cours dans les années 1950¹⁸⁵, conduit à un nombre très important de taux de salaire, tant à l'intérieur de chaque atelier ou département qu'entre les départements.

À Billancourt, pendant près d'une décennie, le système de cotation des postes coexiste avec les anciens modes de gestion et de rémunération la direction ne prenant pas le risque de l'appliquer dans les départements dont l'activité est déclinante ou dont le transfert est prévu vers de nouvelles usines. Ils disparaissent au lancement de la R4 à Billancourt¹⁸⁶. Sans ce

¹⁸³ L'affectation d'un ouvrier à un poste de travail échappe alors à l'agent de maîtrise pour dépendre des cotations établies par le bureau des méthodes.

¹⁸⁴ Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p. 36

¹⁸⁵ Le taux global appliqué est alors le résultat d'un taux de base multiplié par un coefficient de production individuel ou collectif augmenté d'une part fixe. Le coefficient de production est lié au rendement attendu ou constaté, dans un atelier, un département ou une activité particulière. André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, Paris, Les éditions ouvrières, 1956, 428p., p.63 à 65. Et Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p 64 à 66

¹⁸⁶ Si très tôt le système de cotation des postes est dénoncé par la CGT de Billancourt, l'opposition ouvrière y est tardive. Le syndicat voit dans les études de postes des facteurs d'exploitation et de division accrus. Dénoncées comme aggravant « la dépersonnalisation de l'ouvrier, l'impossibilité de celui-ci de s'attacher à son

système de cotation le recrutement de nouveaux ouvriers se serait heurté à des difficultés tant professionnelles que linguistiques, alors que l'entreprise puise dans la ruralité nationale et étrangère les cohortes ouvrières qui viennent grossir ses effectifs ou les renouveler.

Si les nouveaux ouvriers spécialisés sont des ruraux, des enfants de commerçants ou d'artisans, les ouvriers professionnels sont des urbains, ou issus de familles déjà ouvrières, pour certains formés par l'école d'apprentissage Renault comme par des écoles professionnelles parisiennes. A Billancourt, ils ont une importance qui va bien au-delà de leur poids numérique, car ils sont porteurs d'une continuité sociale et politique, de par leur ancienneté ou leur origine familiale, bien plus forte que celle des travailleurs non qualifiés. C'est par eux que se transmettent les *habitus* ouvriers. Renforcés dans leur rôle politique par cette continuité, ils le sont aussi par les ressources sociales qu'ils ont acquises avec leur qualification qui facilitent leur accession à des positions de responsabilité dans le syndicat et le parti.

Cette transmission est pourtant contrariée dans l'immédiat après-guerre par leur mobilité. A Renault comme dans le reste de l'industrie, la rareté de la main d'œuvre qualifiée permet aux ouvriers de métier d'obtenir des salaires élevés en exploitant la concurrence entre entreprises recherchant de tels emplois. Celles de l'aéronautique, par exemple¹⁸⁷, les attirent en leur offrant de salaires élevés. Dans l'immédiate après-guerre, les ouvriers professionnels s'attachent peu à Renault si bien que leur turn-over important est un handicap pour l'entreprise. Pierre Lefaucheur s'en plaint auprès du ministère du travail par deux fois en 1945 et demande l'autorisation de passer outre au blocage des salaires. Ces mesures ne mettent pas fin immédiatement à la mobilité des professionnels que déplorent la CGT et le Parti communiste qui les considèrent, dans les années de « Bataille pour la production », comme indispensables au développement de l'entreprise¹⁸⁸. En dépit d'une politique gouvernementale d'encadrement des salaires qui se maintient jusqu'en 1950, Renault parvient après quelques années difficiles à « s'attacher les personnels qualifiés, par des

travail » (Tract CGT), elles ne font pas l'objet d'un rejet systématique par les ouvriers et en encore moins de luttes d'ensemble, du moins à Billancourt. Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p.26 à 28

¹⁸⁷ Le 5 mai, Pierre Lefaucheur met en cause les industries d'Etat et les usines réquisitionnées qui « cherchent actuellement à débaucher le personnel de la Régie ». Cyrille Sardais, *Patron de Renault, Pierre Lefaucheur (1944-1955)*, Paris, Sciences-Po Les presses, 2009, 326 p., p.210

¹⁸⁸ Ces derniers l'imputent à l'insuffisance des salaires qui a provoqué en 1946 le départ de 672 travailleurs, dont 53 professionnels à l'A O C (Atelier d'outillage central) L'hémorragie de travailleurs qualifiés est importante Au cours de l'année suivante, sur les 1619 ouvriers professionnels formés ou promus par l'entreprise, auxquels il faut ajouter les 1235 recrutés à l'extérieur, 2 064 la quittent. Soit 72 %. Emmanuel Quinson, *L'école d'apprentissage Renault 1919-199*, Paris, 2001, CNRS Edition, 381 p., p. 285.

rétributions plus élevées qu'ailleurs et par des carrières plus intéressantes »¹⁸⁹, freinant ainsi leur propension à la mobilité.

Dans les premières années de la décennie 1950, la délimitation entre OS et OP du point de vue de leur activité productive ne paraît pas toujours nette et dans les ateliers de production de série, ils assureraient des productions semblables, puisque lors de certains débrayages des OS réclament l'égalité salariale avec les ouvriers professionnels de leur atelier¹⁹⁰. Cependant, par suite de la réorganisation industrielle, leur nombre décroît et leurs fonctions changent. En 1946, les ouvriers professionnels représentent 36,2 % de l'effectif ouvrier et seulement 31,2 % quatre ans plus tard. La baisse relative du nombre d'ouvriers qualifiés parmi les ouvriers traduit les transformations en œuvre dans la production, que souligne, au début des années 1950, Alain Touraine. Il constate alors une « dégradation massive du travail l'OS remplace le compagnon partout où s'installe la production de grande série »¹⁹¹. Cependant des professionnels sont encore employés dans les activités d'usinage, de forge et de fonderie de grande série dont ils n'ont pas été éliminés par l'automatisation des moyens de production qui les cantonne progressivement à la fonction de réglage des machines dans la production de série, aux ateliers d'outillage et aux activités de maintenance. Dans certains ateliers de mécanique ces ouvriers professionnels règlent les tours ou les machines automatiques, comme c'est le cas, par exemple, au département 55, qui disparaît à la fin des années 1960¹⁹². Les régleurs représentent alors près de 30 % de l'ensemble des OP¹⁹³.

Les ouvriers professionnels outilleurs conduisent des machines universelles dont ils règlent les paramètres de travail : vitesse de coupe, profondeur de passe. Ils travaillent sur plans et maîtrisent les outils mathématiques indispensables à l'exécution de leur tâche, comme la trigonométrie. Ils organisent leur activité, alors que les techniciens des méthodes le font pour la production en grande série. Leur subordination reste formelle, extérieure à leur procès

¹⁸⁹ Ibidem

¹⁹⁰ Joëlle Créau et Claude Fontan, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, Mémoire sous la direction de Pierre Vilar, Université de Paris-1, 1970

¹⁹¹ Alain Touraine, *L'évolution du travail aux Usines Renault*, Paris, CNRS, 1955, 183 p., p.173. Dans les années 1930, le procès de décomposition du travail qualifie des compagnons est déjà en œuvre A la fin des années 1920, le travail à la chaîne était appliqué à l'assemblage des carrosseries, enlevant progressivement à cette activité sa noblesse passée lorsqu'elle faisait appel à des savoir-faire et à des qualités héritées des métiers artisanaux (menuisiers, bourreliers).

¹⁹² En effet dans les ateliers ont sont introduits certaines nouvelles machines comme les tours multibroche dans les activités du département 55 (décolletage), l'impression des machines ou leur déficience de maîtrise, impose de conserver des machines classiques pour la reprise des pièces défectueuses conduites par des ouvriers qualifiés. « *Automation et révolution, l'exemple de la déqualification professionnelle aux usines Renault* », Informations ouvrières, mai 1966,47 p., p.18. AP-AV

¹⁹³ « *Automation et révolution, l'exemple de la déqualification professionnelle aux usines Renault* », doc cit., p.15, AP-AV

immédiat de travail, et ne peut être accrue que par des pressions ou des incitations, entre autres financières, qui ont peu de prise sur eux.

Dans les technologies de production de petite série, les innovations concernent plus les performances des machines que l'organisation du travail. Les machines connaissent des progrès en termes de puissance, de vitesse de coupe, de précision et de fiabilité. La résistance à l'usure des outils s'améliore avec l'utilisation de nouveaux matériaux, comme les carbures, puis les céramiques, mais ils modifient peu le rôle de l'ouvrier dans l'exécution de son ouvrage. Certes le travail des outilleurs façonnant les matrices de presse est grandement allégé par les fraiseuses à copier¹⁹⁴ qui réduisent le travail manuel d'ébauche sans le supprimer. Leur usage est loin d'être général¹⁹⁵. L'activité des outilleurs n'est vraiment transformée, bien plus tard, que par l'arrivée des machines à commande numérique qui applique les possibilités offertes par le calcul numérique par ordinateur à la conduite des fabrications industrielles¹⁹⁶. La machine-outil à commande numérique (MOCN) transfère progressivement une bonne part de l'activité de préparation du travail aux techniciens d'un bureau d'étude. Dans les années 1960, les informations sont portées par des bandes de papiers perforées lues par la machine, qui exécutent automatiquement les cycles jusqu'alors commandés par un opérateur « aux manivelles ». Un progrès décisif est accompli lorsque, grâce à la numérisation de surfaces complexes et l'usage des ordinateurs modernes, les informations peuvent passer sans distorsion « du bureau d'étude, aux méthodes, puis au modelage, à la fonderie et à l'atelier d'outil ». La conception assistée par ordinateur (CAO) couplée aux machines à commande numérique réduit encore l'intervention directe de l'ouvrier d'atelier à des actes élémentaires, de manutention, de bridage, de contrôle des pièces achevant la déqualification de l'ouvrier de métier. Elles introduisent une division du travail qui les avait jusqu'alors épargnés. Néanmoins y compris dans les années 1980, les machines

¹⁹⁴ Ces fraiseuses reproduisent sur le brut de fonderie la forme de l'outil qu'un palpeur suit sur une copie du maître modèle, en bois puis en matériaux composites. Les fraises laissent de profonds sillons que les ajusteurs outilleurs arasent avec des outils à main pour obtenir la forme finale. Moins l'ébauche est précise, plus la finition exige de travail à la meule et à la lime.

¹⁹⁵ Pierre Bernardini, entretien du 6 juillet 2011, La Courneuve. Lorsque Pierre Bernardini entre au département 37, un des premiers outils qu'il façonne, à partir d'une forme sortie de fonderie, l'est encore à la main « Un des premiers boulots que j'ai faits, c'était un pavillon de 4 CV. Donc, ... C'était dégrossi, ça sortait en fonderie, puis, on faisait ça au calibre. Il fallait faire des saignées au burin. Tu quadrillais ton outil, puis après, il fallait que tu arases ça à la grosse meule. [...] On a vu l'apparition des machines à copier. Il y avait le modèle. Il y avait un palpeur et la fraiseuse, elle suivait le profil. [...] C'était moins dur ».

¹⁹⁶ Les premières applications sont faites en 1942 aux USA et les machines industrielles apparaissent dans les années 1950. Elles sont alors utilisées dans les industries de pointe comme l'aéronautique. Renault qui en avait envisagé la fabrication, l'abandonne au début des années 1960.

à commande numérique étant rares dans leurs ateliers¹⁹⁷, et ne bouleversent guère le travail des professionnels de Billancourt.

Parmi les ouvriers qualifiés, ce sont donc les régleurs sur machines qui paraissent les plus affectés par l'évolution de leur travail, leur responsabilité évoluant vers des fonctions d'encadrement. Aussi en 1956, lors d'une réunion avec la direction, les délégués demandent la requalification des régleurs par leur passage au statut de mensuel¹⁹⁸, car « ce n'est pas l'agent de maîtrise, mais l'ouvrier professionnel [le régleur] qui apporte la connaissance professionnelle à l'OS »¹⁹⁹. Ils exigent une définition contractuelle de leurs nouvelles responsabilités. La fonction des régleurs intégrant de plus en plus une responsabilité d'encadrement, si bien qu'en 1972, ces derniers seront rémunérés selon une grille distincte de celle des OP.

Le perfectionnement des moyens de fabrication, aussi bien dans les ateliers d'OS que dans ceux où œuvrent les professionnels, transforme et diversifie le travail des ouvriers de maintenance des départements 77 et 54. Ces ouvriers font toujours le diagnostic et la correction des pannes, et de ce point de vue ils restent autonomes dans leurs interventions de dépannage, néanmoins ils doivent s'adapter à de nouvelles technologies qui dévalorisent les savoirs des anciens²⁰⁰, mais qui, a contrario, renforcent l'autonomie des jeunes ouvriers qui les maîtrisent.

Le site de Billancourt est encore le siège des directions l'entreprise, directions générale, financière, commerciale, planification, direction des affaires internationales, de l'informatique, de la planification industrielle, des achats, des méthodes centrales, de la fabrication. En 1952, le Bureau d'étude est transféré dans des locaux achetés à Rueil, mais reste jusqu'en 1969 administrativement rattaché à l'établissement de Billancourt. De même si le siège de l'entreprise est déplacé en 1975 dans de nouveaux bâtiments dans Boulogne,

¹⁹⁷ Au Comité central d'entreprise de décembre 1968, la direction de Renault annonçait l'achat de MOCN GSP destinées à la RMO nouvellement créée par le regroupement du BE et des ateliers d'outillage. *Action syndicale CFDT* n° 133, janvier 1969, SRTA 5W8. Daniel Bonnechère, entretien du 22 novembre 2011, Paris. « Quand je suis parti, [de la RMO] Il y en avait 5 ou 6. Une dizaine maximum ».

¹⁹⁸ Action Syndicale CFTC, 19 avril 1956, SRTA 5W7

¹⁹⁹ Tract CGT RNUR - 2 mai 1956, SRTA 5 W 35

²⁰⁰ HERVE Christian, entretien du 28 juin 2011. Ermont. « Les installations sont automatisées. Il y avait des automates programmables. C'était tout à fait autre chose que de suivre un schéma, que de prendre les tensions, là il fallait avoir des connaissances techniques, pianoter sur les machines, beaucoup s'y sont mis, d'autres moins bien. [...] Quand les ordinateurs sont arrivés, on nous a proposé d'acheter des ordinateurs pour... Il y avait beaucoup de jeunes qui en achetaient. Ce coûtait 4000 francs à l'époque. Ils s'y sont mis tout de suite ».

ce n'est qu'en 1980 que Billancourt est scindé en trois établissements distincts : Centre industriel de Billancourt (CIB), siège social, département 37 à Saint Ouen.

Le développement national et international de l'entreprise ainsi que l'accroissement de la division sociale du travail ont pour conséquence une augmentation des emplois non ouvriers, mensuels, techniciens, ingénieurs et cadres, œuvrant dans ces directions. Fin 1950, les non ouvriers représentent un peu plus de 19 %. Ils atteignent 30,9 % en 1970, acmé d'une période d'embauches. Ils constituent plus de 70 % des salariés du site, en 1990, par suite de la diminution des emplois ouvriers (Tableau 1).

Tableau 1
Part des mensuels et cadres dans l'effectif de Billancourt
(Y compris siège social après 1980, et BE avant 1970)

Billancourt	1950	1960	1970	1980	1990
% Mensuels et cadres dans effectif	19,15%	27,01%	30,90%	49,05%	73,99%

Sources : Rapports annuels d'activité Renault et SRTA 1 W 13

En valeur absolue l'effectif des mensuels, cadres inclus, s'accroît de 1950 à 1980 à un rythme de voisin de 20 % par décennie, avant de décroître au milieu des années /1980 (tableau 2). Au cours des deux premières décennies de la période considérée, le nombre de techniciens formés par l'Education nationale, en particulier par les écoles techniques parisiennes, ne peut guère satisfaire les besoins nés de l'expansion de l'entreprise. Aussi, jusqu'aux années 1970, ces emplois sont couverts en grande partie par des ressources internes que ce soit par la promotion d'ouvriers professionnels ou par les formations assurées par l'Ecole professionnelle Renault qui s'est dotée au début des années 1960 d'une filière « techniciens »²⁰¹. Cette école est un moyen de promotion sociale pour des apprentis dont beaucoup sont des enfants d'ouvriers de Renault. Le besoin accru en techniciens, en personnels d'encadrement et plus généralement en qualifications non ouvrières, non satisfait par les ressources offertes par les formations professionnelles et techniques d'Etat, ouvre donc des opportunités de promotion aux ouvriers les plus qualifiés. Emmanuel Quinson analysant la carrière de 65 ouvriers professionnels formés par l'école professionnelle et embauchés avant 1950 montre que 48,4 % d'entre eux terminent leur carrière à un poste de cadre, 15,6 % en tant qu'agent de maîtrise et 29,6 % comme technicien. Les ouvriers qualifiés formés par l'école professionnelle s'orientent donc vers des postes d'encadrement en atelier et vers des fonctions techniques ou connexes, au bureau des méthodes par exemple. Si certains d'entre

²⁰¹ Emmanuel Quinson, « les apprentis Renault et leur évolution de carrière à Billancourt », *Renault Histoire*, n°7, juin 1995

eux accèdent à des postes de cadre en fin de carrière, ils occupent rarement des postes de chefs de service et à plus forte raison de directeur qui sont réservés aux ingénieurs formés par les grandes écoles. Enfin, la création de nouvelles usines en régions offre aussi aux professionnels embauchés dans les années 1950, un débouché vers des postes d'encadrement ou techniques. Dans les ateliers, ils remplacent les ingénieurs Arts et Métiers qui s'orientent vers les bureaux de méthodes ou d'étude²⁰².

Tableau 2

Variation décennale des effectifs non ouvriers et ouvriers de Billancourt

Variation des effectifs par décennie	31/12/49 au 31/12/59	31/12/59 au 31/12/69	31/12/69 au 31/12/79	31/12/79 au 31/12/89
Mensuels et Cadres	22,40%	18,77%	18,50%	-30,73%
Ouvriers	-0,59%	-8,44%	-42,33%	-72,94%

Sources : Rapports annuels d'activité Renault et SRTA 1 W 13

A la fin des années 1960, l'enseignement technique et professionnel participe de la « démocratisation » de l'enseignement. Les centres d'apprentissage sont transformés en collèges d'enseignement techniques et les collèges techniques en lycées techniques. En 1962, le brevet de technicien devient un brevet de technicien supérieur (BTS). En 1966 sont créés les IUT et en 1968 les baccalauréats de techniciens et le BEP en 1969 L'Education nationale offre alors des débouchés aux enfants d'origine populaire qui accèdent à l'enseignement secondaire technique. Elle satisfait alors la plupart des besoins des entreprises en techniciens et en cadres moyens. Leur embauche contrarie la promotion vers des postes de techniciens des ouvriers professionnels entrés à l'usine à la fin des années 1960 ou au début des années 1970. Ce qui a été possible pour de nombreux ouvriers qualifiés embauchés dans les années 1940 et 1950 devient difficile pour ceux qui l'ont été vingt ans après. Les postes de techniciens ou de cadres sont alors pourvus par des BTS ou des ingénieurs. La dynamique de mobilité professionnelle qui avait bénéficié aux ouvriers professionnels ne joue plus ou bien moins²⁰³. Enfin, l'accès au statut de technicien par le diplôme, BTS ou DUT, tend à homogénéiser la catégorie en effaçant la diversité dans l'accès à ces postes qui prévalait dans les années 1950. S'affirment alors de nouveaux modes de sociabilité dans les secteurs

²⁰² Emmanuel Quinson, *L'école d'apprentissage Renault 1919-199*, opus cit. p.277 à297. Ces conclusions sont conformes à la connaissance, certes empirique, que j'en ai par suite de mon expérience professionnelle à Renault.

²⁰³ QUINSON Emmanuel, *l'école professionnelle Renault*, opus cit. Annexe, 1, page 311 et suivantes

professionnels où les techniciens œuvrent. Ces derniers sont plus à distance des ouvriers, même lorsqu'ils sont issus de familles populaires. Ils cultivent un esprit d'élite technique confortée par l'importance prise dans les bureaux de méthodes et dans les bureaux d'étude, par les nouveaux procès de production et de conception faisant appel à l'informatique que leurs prédécesseurs maîtrisent moins. Leur évolution de carrière est pourtant contrariée par l'embauche d'ingénieurs, aux formations plus diversifiées que par le passé, qui occupent en début de carrière des postes jusqu'alors dévolus aux seuls techniciens.

De même que l'effectif des techniciens celui des cadres évolue et augmente. Dans un périmètre de Billancourt incluant le bureau d'études et le siège de Renault, leur population passe de 1 011 personnes en 1950 à 3 564 en 1988, soit en pourcentage de l'effectif total une évolution de 2,5 % à 19,5 %. La progression en taux étant imputable dans la décennie 1980, à la baisse de l'effectif ouvrier²⁰⁴.

Tableau 3
L'évolution de l'effectif des cadres à Billancourt

Billancourt	1950	1967	1974	1978	1988
Nombre de cadres y compris BE	1016	1811	2785	3541	3564
Nombre de cadres sans BE	nc	nc	2367	3007	2713
Cadres avec BE / effectif total	2,49%	5,86%	8,10%	10,50%	19,50%
Cadres sans BE / effectif total	nc	nc	7,49%	9,92%	?

Sources : Rapports annuels d'activité Renault et SRTA 1 W 13

Entre 1967 et 1988, dans l'effectif de l'entreprise Renault en France (voit tableau 4), la proportion du personnel de statut cadre en augmentant de 92 % progresse plus en valeur absolue que celui de l'ensemble des mensuels non cadre, dont le nombre ne progresse que de 76 %. Toutefois la moindre progression numérique de la catégorie des mensuels est imputable à deux évolutions contraires. La première est une hausse importante des postes de techniciens et des dessinateurs de 220 %²⁰⁵, minorée par une stabilité de l'effectif des employés entre ces deux dates. L'apparente stabilité des employés masque leur évolution contrastée, car si leur effectif progresse fortement entre 1967 et 1979, il chute dans les années 1980 par suite des restructurations et de l'informatisation des tâches administratives.

²⁰⁴ Pour ce qui concerne le périmètre de la RNUR, entre 1967 et 1988, la proportion des cadres croit de 2,6 % à 6,6%. Rapports annuels d'activité Renault, SRTA 1 W 13, Statistiques de l'emploi du CCE AP-AV

²⁰⁵ Ce chiffre inclut les Agents techniques professionnels, catégorie professionnelle absente en 1967.

Tableau 4**Evolutions comparées des effectifs mensuels et cadres de Renault**

	1967		1979		1988		Variation effectif 1988/1967
	Effectifs	% / total	Effectifs	% / total	Effectifs	% / total	
Total Renault	65 109	100%	106 964	100%	72 339	100%	11%
ETAM+ Ingénieurs et cadres	17 162	26,4%	33 890	31,7%	30 230	41,8%	76%
dont cadres	2 486	3,8%	4 675	4,4%	4 767	6,6%	92%
dont techniciens + désinateurs	4 178	6,4%	11 148	10,4%	13 387	18,5%	220%
dont employés	7 200	11,1%	12 810	12,0%	7 872	10,9%	9%
dont maîtrise	3 298	5,1%	5 257	4,9%	4 204	5,8%	27%

Sources : *Rapports annuels d'activité Renault et SRTA 1 W 13*

Dans ces conditions, pour la CGT et le PCF gagner de l'influence parmi les techniciens, et dans une moindre mesure les cadres, devient un enjeu politique. Cela d'autant plus que ces évolutions ne sont que la manifestation locale d'une tendance de l'ensemble du salariat. Leur recrutement ayant notablement changé dans les années 1970, ces travailleurs seront bien moins sensibles aux propositions de la CGT et du PCF qu'ils ne l'étaient dans les décennies antérieures, quand ils étaient le produit d'une promotion interne d'ouvriers professionnels ou de l'école professionnelle.

2.2 Les étrangers et les femmes, catégories subalternes sans poids politique

Au début des années 1950, pour satisfaire les besoins nés de sa croissance, l'entreprise recourt à l'embauche de travailleurs immigrés. Après une forte croissance entre 1945 et 1954, leur effectif reste stable jusqu'au milieu de la décennie suivante. Ces immigrés sont majoritairement des Maghrébins, surtout des Algériens. Leur nombre qui s'élève à 1094 personnes en octobre 1946, représentant 3,1% des effectifs de l'usine, est de 3.347 personnes au début de l'année 1954, soit 12 % de l'effectif du site. Le recours à des travailleurs algériens, considérés comme des « nationaux »²⁰⁶, permet à Renault de s'affranchir du contrôle de l'Office national de l'immigration (O.N.I.) qui, par suite de l'ordonnance du 2 novembre 1945, a le monopole du recrutement des étrangers.

Dans ces années, l'effectif total des immigrés (étrangers + Algériens) de Renault ne dépasse pas 5000 personnes, appartenant à plus de 30 nationalités²⁰⁷, employées essentiellement par

²⁰⁶ Dans les années 1950, les Algériens ne sont pas des « étrangers », au regard de la réglementation de l'immigration. Ce statut particulier leur confère une grande stabilité en termes de contrat de travail, alors que la plupart des autres étrangers sont embauchés en contrats provisoires.

²⁰⁷ Beaucoup de nationalités ne sont représentés que par quelques personnes. Les effectifs de la RNUR de 1938 à 1980, 1 W 13, SRTA-R

l'usine de Billancourt. Après un pic en 1952 l'effectif des Algériens, parmi lesquels les Kabyles sont les plus nombreux, régresse et ils ne sont plus que 2779 personnes en avril 1958. Leur proportion est élevée dans les départements aux conditions de travail particulièrement pénibles. Près d'un quart d'entre eux sont employés aux fonderies où ils occupent les postes de manœuvre et d'OS les plus durs. 21 % sont ouvriers en emboutissage et tôlerie, 16 % au montage, le reste se répartissant dans les autres activités²⁰⁸. Les ouvriers immigrés ne sont alors majoritaires dans aucun département d'OS et rares parmi les ouvriers professionnels.

Tableau 5
L'emploi étranger et ses variations à Billancourt (OS et OP)

Billancourt	1955	1960	1965	1970	1975
Ouvriers	27 136	25 677	21 128	25 699	17 934
Ouvriers étrangers	4 915	4 000	5 455	11 333	10 229
	18%	16%	26%	44%	57%
Ouvriers français	22 221	21 677	15 673	14 367	7 705
	82%	84%	74%	56%	43%

Sources : SRTA 1 W 13, *Rapport au 18^e congrès SRTA, effectifs immigrés, p.15 à 17.* AP-AV

Entre 1960 et 1965, l'effectif ouvrier de Billancourt décroît de plus de 4500 personnes, cette baisse résultant d'une chute de 6000 emplois nationaux et une hausse de 1455 ouvriers étrangers (tableau 5). Entre décembre 1965 et décembre 1970, les postes ouvriers occupés par des étrangers doublent alors que l'emploi ouvrier n'augmente que de 4500 personnes et que l'effectif des ouvriers nationaux baisse de 1300 personnes.

Dans les années 1950 et 1960, les Etrangers sont nombreux à être embauchés en contrats ONI de courte durée permettant à l'entreprise d'adapter l'emploi aux variations saisonnières de la demande. En 1960, suite à l'échec des ventes de la Dauphine aux USA, ces travailleurs sont les premiers licenciés²⁰⁹. Moins de deux ans plus tard le recrutement d'ouvriers européens reprend avec la volonté de préparer un éventuel retour des Algériens dans leur pays. Leur effectif baisse alors légèrement de 2 883 fin 1959 à 2587 en fin 1967, alors que

²⁰⁸ Laure Pitti, *Les Ouvriers algériens à Renault Billancourt de 1954 à 1962 - analyse socio-historique*, Mémoire de maîtrise, Paris VIII, 1995, 165 p., p. 20

²⁰⁹ 1000 travailleurs à contrat temporaire sont licenciés en juillet. Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit. p. 137

celui des Marocains et des Tunisiens progresse²¹⁰. Dans l'ensemble de ses usines de la Région parisienne, la Régie Renault recrute en contrats O N I, des Italiens²¹¹ (des Calabrais), des Espagnols, mais aussi des Yougoslaves. Ces recrutements font passer les Espagnols de 15,3 % des ouvriers étrangers en 1961 à 18,3 % l'année suivante et à 30 % en 1966²¹², avant que leur nombre régresse, dès l'année 1967, au profit des Portugais La précarité de ces étrangers contrarie toute velléité d'intégration aux luttes des autres ouvriers. En 1968, 3000 ouvriers de Renault²¹³ y étaient assujettis²¹⁴. Elle facilite leur contrôle²¹⁵.

Entre 1965 et 1970, le nombre d'ouvriers étrangers employés dans toutes les usines Renault augmente de 159 %, par suite de la hausse de la demande en automobiles qui impose le fonctionnement en équipes alternées des principales usines²¹⁶. Billancourt dont l'effectif a décliné dans les années 1960, doit embaucher pour couvrir un besoin en hausse et remplacer les travailleurs, surtout français, partant à la retraite. En 1968, les ateliers de montage de Billancourt du département 74, passent en deux équipes alternées par suite de l'introduction d'un deuxième véhicule²¹⁷ qui impose de porter la capacité de l'UCMB de 750 véhicules par jour à 1100²¹⁸. Le travail en équipe de journée, dite « normale », disparaît des ateliers d'OS, pour ne subsister que dans des ateliers de professionnels. Le changement dans les rythmes de travail accélère le renouvellement du personnel ouvrier par le départ des français âgés des chaînes qui, s'ils ne partent pas en retraite, accèdent à des emplois administratifs peu

²¹⁰ En 1969 à Renault, les travailleurs originaires d'Algérie, bien qu'en légère augmentation, deviennent minoritaires parmi les travailleurs maghrébins, l'entreprise privilégiant l'embauche de travailleurs Marocains en ouvrant des bureaux d'embauche dans leur pays. Toutefois à Billancourt même, les Algériens restent néanmoins plus nombreux que les Marocains. Ce n'est que dans les années 1980, que dans un contexte de restructuration, de départ en retraite anticipés que les Marocains, embauchés plus récemment que les Algériens deviendront majoritaires parmi les travailleurs maghrébins de Billancourt. Annexes 8 et 9

²¹¹ Les Italiens posent selon la direction des problèmes de « clans » que l'entreprise s'emploie à briser en dispersant les nationalités dans les ateliers.

²¹² Maryse Trippier, *l'immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, l'Harmattan, 1999, 332 p., p.163

²¹³ Donnée portant sur tous les sites Renault.

²¹⁴ *Echo du 34* Tract PCF – 8 octobre 1968 - SRTA 5W56. Ces contrats sont supprimés lors de l'accord de fin de grève à Renault en juin 1968. Cette suppression levant ainsi un obstacle à leur participation aux mouvements grévistes

²¹⁵ En 1962, l'usine recrute, en contrats de six mois, des Italiens au début de l'année et 800 Espagnols au dernier trimestre. *Echo des Métallos* n°60 23 novembre 1962 - carton 176. Pourtant, en certaines occasions, la direction tente encore d'empêcher leur organisation par la CGT en mobilisant la police, par exemple, pour faire interdire une réunion de travailleurs italiens, mécontents de leurs conditions d'emploi, organisée par ce syndicat. *L'Humanité* du 9 octobre 1962

²¹⁶ Annexes n° 8 et n°9

²¹⁷ Cette voiture, la R6 est conçue sur la même base que la R4 dont elle n'est qu'une variante Contrairement aux véhicules lancés après 1947, la R4 n'a pas une structure monocoque soudée, mais une carrosserie montée visée sur une plateforme porteuse.

²¹⁸ Par ailleurs, l'usine a été rehaussée d'un étage où est implantée la nouvelle ligne de peinture. Un atelier d'emboutissage automatisé est créé à la pointe amont de l'île Seguin.

qualifiés. En 1967, les emplois nouveaux non qualifiés sont pourvus à 72 % par des travailleurs étrangers²¹⁹. En 1969, les travailleurs étrangers constituent encore 68,5 % des embauches à Billancourt, contre seulement 49,7 % en moyenne Régie²²⁰. Du premier septembre 1967 au 30 janvier 1968, 2 076 OS sont recrutés, dont 599 français ainsi que 270 ouvriers professionnels dont 245 Français²²¹. Cependant, la proportion des ouvriers français embauchés comme OS est trompeuse, car les jeunes français dotés d'un niveau scolaire satisfaisant quittent rapidement la chaîne. L'entreprise ayant des difficultés à embaucher des ouvriers qualifiés, elle forme ces jeunes comme professionnels avec le concours des organismes officiels de formation²²².

L'embauche de travailleurs étrangers croit et se diversifie. Les Marocains sont recrutés en plus grand nombre que les Algériens, alors que Portugais, Yougoslaves et Africains noirs quasiment absents au début des années 1960 sont maintenant présents dans les ateliers, modifiant la composition nationale des ouvriers spécialisés. Le recrutement de ces ouvriers échappe à l'ONI. En effet, la direction doit « envoyer des missions en Algérie pour recruter comme OS des travailleurs immigrés »²²³ et parmi les populations Chleuh du sud marocain. Les travailleurs Marocains et des Tunisiens embauchés²²⁴ sont originaires du sud de leur pays. Ces recrutements portent la proportion des étrangers à 31,8 % de l'effectif de l'usine au début de la décennie 1970, proportion qui restera stable au cours de celle-ci.

Alors que les étrangers non européens étaient minoritaires dans les ateliers d'OS de Billancourt dix ans auparavant (tableau 6)²²⁵, en 1970 ce sont les Français qui le sont, occupant des postes de contrôleurs ou d'encadrement. Ouvriers français et ouvriers immigrés ne se rencontrent plus guère qu'à l'occasion des interventions de maintenance faites par des ouvriers qualifiés français sur leurs machines. S'impose alors, une assimilation des OS aux immigrés. Le mépris envers les travailleurs arabes ou africains se trouve conforté par la place

²¹⁹ Rapport d'annuel de gestion 1967, SRTA 1 W 12

²²⁰ Rapport d'annuel de gestion 1969, AP-AV

²²¹ CE technique du 16 /2/ 68, *Action syndicale CFDT* n° 127 – 13 mars 1968 - SRTA 5 W 8

²²² VERNERET Jean Pierre, entretien du 4 novembre 2011 : « mon embauche, Il avait une queue de. 200 m devant le bureau d'embauche proche de la place Nationale. Et il y avait 95 % d'immigrés. Et il y avait un mec qui remontait à pieds la queue, et qui m'attrape par l'épaule et qui me dit « venez avec moi ». Et puis on rentre par une autre porte et j'ai là que des petits Français [...]. J'ai été embauché comme OS, avec la perspective de faire un stage d'ajustage ».

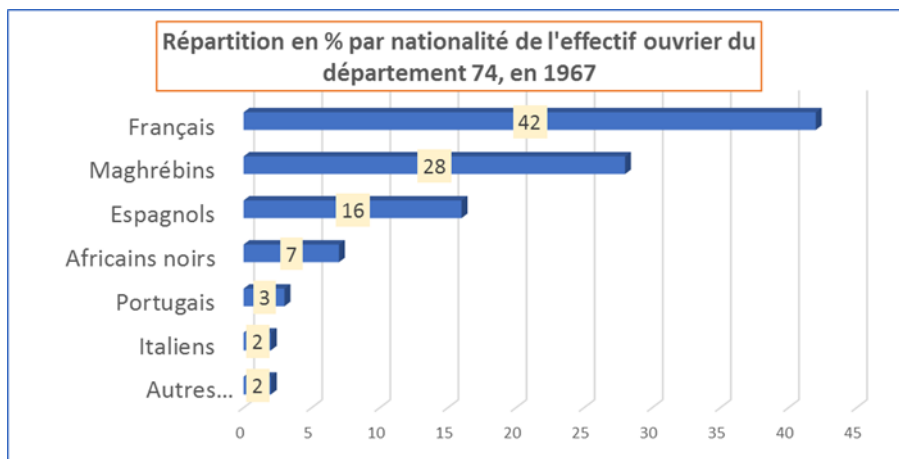
²²³ Aimée Moutet, *Roger Vacher, 1940- 1945*, Boulogne, Société d'Histoire du Groupe Renault, 2003, 120 p., p. 38 et 39

²²⁴ Gildas Simon, « Solidarité communautaires et implications au Maghreb », dans Renaud Sainsaulieu (dir.), *Ouvriers spécialisés de Billancourt, les derniers témoins*, opus cit., p. 100

²²⁵ VALENTIN Michel, MELCER Jean Paul, Contribution à l'étude du travail à la chaîne, Usine de carrosserie montage R.IV.U.R. Boulogne Billancourt, Paris SNE, 1967, Cours supérieur d'Ergonomie du Conservatoire national des Arts et Métiers, Archives de A. Viguier.

subalterne qu'ils occupent dans la division sociale du travail. Et cela quelles que soient leurs compétences. Le mépris et les préjugés racistes redoublent celui du travail non qualifié qui existe parmi les ouvriers de métier.

Tableau 6



Sources : VALENTIN Michel, MELCER Jean Paul, Contribution à l'étude du travail à la chaîne, Usine de carrosserie montage, RNUR. Boulogne Billancourt, Paris SNE, 1967, p.37

A la fin des années 1960, les changements survenus dans l'origine des ouvriers provoqueraient une « crise de l'encadrement »²²⁶, que déplore la direction de l'entreprise qui en déduit que les modes de commandement anciens ne seraient plus adaptés aux nouveaux ouvriers. Cette préoccupation n'est pas nouvelle ni propre à Renault, puisque déjà en 1932, Georges Mauco²²⁷ voyait dans le recrutement d'ouvriers étrangers l'obligation pour les employeurs d'adapter « leur discipline à ces éléments »²²⁸. En ce qui concerne Renault, depuis plus de 20 ans au moins, l'entreprise se préoccupe des problèmes liés, selon elle, à l'embauche de travailleurs non européens. Au tout début des années 1950, elle s'emploie à traiter, selon ses propres termes, le problème « nord-africain » à la RNUR, avec le souci de faciliter les rapports humains dans les ateliers et par suite améliorer le fonctionnement et le rendement de l'usine. De 1950 aux années 1970, de nombreuses notes ou études tentent de dégager les caractères propres à chaque catégorie d'immigrés, en vue d'aider la maîtrise à les

²²⁶ Aimée Moutet, *Roger Vacher, 1940- 1945*, opus cit. p. p.38 et 39

²²⁷ Georges Mauco, né en 1899 à Paris, instituteur puis professeur à l'école normale de la Seine est considéré comme le meilleur spécialiste de l'immigration en France lorsqu'il publie en mars 1942 dans *L'Ethnie française*, revue dirigée par Georges Montandon, un article intitulé "L'immigration étrangère en France et le problème des réfugiés". Son contenu raciste et antisémite dévoile une conception de l'immigration que l'auteur avait toujours présenté sous le voile de la "science" et de l'humanisme. Mauco soutient en effet le 13 février 1932 une thèse de doctorat consacrée à cette matière totalement inexploree qu'est alors l'immigration. www.Patrick-weil.fr/wp-content/.../1999-Georges-Mauco-expert-en-immigration.pdf

²²⁸ Cité par Xavier Vigna, *l'espoir et l'effroi*, Edition la Découverte, Paris, 2016, 318 p., p.192.

diriger. Si un document tel que «Du douar à l'usine »²²⁹, fait preuve d'une bienveillance fortement paternaliste à l'égard des ouvriers maghrébins en s'adressant aux agents de maîtrise avec la volonté de leur faire connaître «ces hommes [...] afin qu'ils ne soient pas laissés en marge de la société française »²³⁰, la plupart des autres documents produits par l'entreprise et analysés par Laure Pitti ou Gabrielle Varro et Anne-Sophie Perriaux, bien que se voulant le produit d'une expérience empirique parfois confortée par des recherches sociologiques, véhiculent et consolident les stéréotypes ou les préjugés d'une société coloniale. Pour Laure Pitti cette classification traduit « le stéréotype de l'indigène arriéré, ou la force de l'idéologie coloniale en métropole »²³¹. Pour Gabrielle Varro et Anne-Sophie Perriaux cette démarche « prend appui sur des stéréotypes et préjugés afin de faciliter aux contremaîtres la direction des personnels »²³² étrangers. L'entreprise cherche ainsi à présenter chaque nationalité ou ethnie, selon des critères prétendant évaluer leur potentiel d'adaptation supposé au travail industriel, leur attitude plus ou moins conflictuelle - leur susceptibilité - ou leur propension à l'assimilation, afin d'orienter les bureaux d'embauche dans leur recrutement et les agents de maîtrise dans la direction des travailleurs étrangers. Ainsi est dressé un bilan des « avantages » et des « inconvénients » de chaque catégorie qui débouche sur une classification « ethnique » des comportements sociaux qui « enferme les individus dans un déterminisme culturel qui leur interdit toute chance d'embauche »²³³.

Ces auteures soulignent à juste titre ce que cette approche doit aux préjugés racistes de la société coloniale, mais elle ne lui est pas spécifique, car le souci de classer les travailleurs selon leurs aptitudes professionnelles supposées sont le produit d'une essentialisation des groupes ouvriers, selon leur origine et leur genre qui touchent aussi, entre autres, les ouvrières²³⁴. Ces classifications ontologiques renvoient toujours, ainsi que le souligne Xavier Vigna a des prérogatives patronales, notamment celle d'évaluer la main d'œuvre, qui

²²⁹« Du douar à l'usine. A l'usage des cadres et de la maîtrise », Paris, E.S.N.A. Cahiers nord-africains, 3^e Edition, [SD]. 36 p. Les Editions sociales nord-africaines (ESNA) ont été créés en 1950 par le Père Ghys. En 1965, ses deux publications *Documents nord-africains* et les *cahiers nord africains*, seront rebaptisés *Hommes & Migrations* et *Hommes & Migration études*, qui deviendront une seule publication *Hommes et Migrations*. [Http://www.Histoire-immigration.fr/musee/collections/les-cahiers-nord-africains](http://www.Histoire-immigration.fr/musee/collections/les-cahiers-nord-africains)

²³⁰ « Du douar à l'usine ». p.1, AP-AV

²³¹ Laure Pitti, « Les nord-Africains à Renault : un cas d'école de la gestion coloniale de la main d'œuvre en métropole », <http://www.ihtp.cnrs.fr:spip.php%3FarticIe333&lang=fr.html>

²³² VARRO Gabrielle et PERRIAUX Anne-Sophie, « Les sens d'une catégorisation : "les O.S. immigrés" », opus cit. p.11

²³³ Gabrielle Varro et Anne-Sophie Perriaux, « Les sens d'une catégorisation : "les O.S. immigrés" », opus cit, p.21. Cette approche de classification n'est nullement nouvelle ni spécifique à Renault ou à la société française. Patrick Weil, « Georges Mauco, expert en immigration : ethnoracisme pratique et antisémitisme fielleux », dans *L'antisémitisme de plume 1940-1944, études et documents*, (dir.) Pierre-André Taguieff, Paris, Berg International Editeurs, 1999

²³⁴ Xavier Vigna, *l'espoir et l'effroi*, opus cit., p. 195

dénient à l'ouvrier toute individualité²³⁵. Il ne s'agit pas de nier de possibles comportements communs à un groupe, mais de voir combien ceux-ci sont des produits sociaux acquis résultant de la place et du rôle que la société impose aux unes ou aux autres, comme c'est le cas par exemple pour les femmes, assignées au souci des autres. Cependant, le constat fait d'une approche essentialiste des ouvriers n'apprend rien des effets d'une telle classification sur la conduite effective de la politique d'embauche de l'entreprise, et sur ses résultats en matière de direction des hommes et des femmes. En effet selon l'analyse faite l'entreprise devrait engager une politique volontariste de substitution des ouvriers d'origine africaine par des travailleurs européens, comme certains documents le suggèrent²³⁶. Toutefois, les velléités de sélection à l'embauche butent sur les difficultés même d'une telle option incapable de satisfaire les besoins en personnel. Sans doute, cette volonté s'exprime entre 1962 et 1967, après que l'Algérie a accédé à l'indépendance. Renault recourt alors à l'embauche de travailleurs espagnols, italiens, de yougoslaves en contrats temporaires, et les effectifs d'ouvriers algériens évoluent peu. Cette relative stabilité pourrait résulter de la prudence politique de l'entreprise soucieuse de ménager l'hostilité des ouvriers français à l'égard des Algériens au sortir de la guerre. En effet, si la cessation du conflit apaise la méfiance que la majorité des ouvriers français éprouvaient à leur égard, ce n'est pas au point d'accepter leur présence durable en France²³⁷. L'entreprise en limitant l'embauche de travailleurs algériens, partage-t-elle ce sentiment ou évite-elle d'embaucher des travailleurs porteurs d'une expérience de lutte qui les rend peu « dociles » ? Quelles que soient les motivations qui la conduisent à embaucher d'abord des ouvriers européens en contrat ONI, cette politique est bientôt contrariée par la croissance des économies européennes qui freine l'émigration des Espagnols ou des Italiens, et lui impose de recruter à nouveau des ouvriers en Algérie, mais plus encore au Maroc et en Afrique Noire. Ce recrutement ne paraît guère répondre aux critères « ethniques » qui devraient l'en dissuader. Le choix d'une embauche massive de Marocains répond d'abord à des exigences politique et économique. En effet, ces travailleurs sont recrutés dans des régions rurales et peuvent être encadrés par une Amicale

²³⁵ Xavier Vigna, *l'espoir et l'effroi*, opus cit., p. 202

²³⁶ Document RNUR de 1972 cité par Gabrielle Varro et Anne-Sophie Perriaux, « Les sens d'une catégorisation : "les O.S. immigrés" », opus cit., p.21

²³⁷ *Action syndicale CFTC* n° 87, octobre 1961 - SRTA 5W8 : « « nombre de salariés parisiens réagissent devant les Nord-africains comme devant un corps étranger encombrant, menaçant aujourd'hui pour leur sécurité, demain pour leur emploi et leur confort ». La majorité des travailleurs aurait alors une réaction isolationniste transformant « le nationalisme conquérant de la période coloniale [...] en un nationalisme de retranchement, celui de la France, de l'hexagone », une partie d'entre eux « souhaite un abandon radical des territoires [...] et un renvoi massif des travailleurs outre méditerranée

qui fait la police en leur sein²³⁸. Enfin, le Maroc présente un potentiel d'émigration plus important que l'Algérie qui engage une politique d'industrialisation volontariste.

Les outils offerts à la maîtrise exposant les qualités supposées des « ethnies » sont impuissants à éviter les conflits qui l'opposent à ces ouvriers, et contribuent au contraire les alimenter. En effet cette approche essentialiste consolide les stéréotypes racistes ou « ethnicisants » des comportements et recherche l'origine des conflits uniquement dans des traits imputables à l'étranger, ignorant la nature même de la relation de commandement et les ressorts idéologiques qu'elle met en œuvre²³⁹. Ce que l'entreprise discerne comme risque dans le comportement de la maîtrise est son ignorance, certes réelle, et pas ce qu'elle véhicule comme attitudes dépréciatrices à l'égard des ouvriers que ces typologies renforcent. Jusqu'aux années 1970, les tensions entre les OS et la maîtrise dans les ateliers, où les Français étaient majoritaires, étaient modérées par leur appartenance nationale commune et par l'origine ouvrière de l'encadrement. Les accommodements entre eux étaient d'autant plus faciles que les uns comme les autres baignaient dans la même culture. Les ouvriers spécialisés pouvaient avoir une attitude ambivalente à l'égard de la hiérarchie de proximité, conjuguant une relation de subordination et une coopération nécessaire dans le travail²⁴⁰. Leur relation s'inscrivait plus aisément dans le réseau relationnel de l'atelier, que ce sera le cas dans les années 1970.

La classification des catégories ouvrières contribuait au blocage des immigrés et des femmes dans un statut d'OS, voyant en eux seulement une force physique. Les ouvriers professionnels se recrutent donc presque exclusivement parmi des Français, se reproduisant en tant que catégorie exclusivement masculine, et dans une moindre mesure française. Au début de la décennie 1970 les étrangers ne représentent que 9,5% des ouvriers qualifiés et ils sont des Européens. C'est seulement après la création d'un P1f en 1972, que la proportion des étrangers reconnus²⁴¹ comme professionnels atteignant 37,5 % des P1 à Billancourt en

²³⁸ L'Amicale des Marocains n'a pas eu à Billancourt une forte capacité d'encadrement, bien qu'elle y soit présente. Elle n'a pas été exploitée par la direction de l'entreprise, comme cela a pu être le cas à l'usine Chausson de Gennevilliers jusqu'à la grève de 1975. (AV)

²³⁹ Le propre de l'approche ethnicisante, ici rapidement évoquée, est qu'elle ignore pour l'essentiel la nature même des rapports sociaux dans lesquels ces nouveaux ouvriers sont impliqués, leur marginalisation sociale et géographique hors de l'usine, les difficultés qu'ils rencontrent de ce fait, par exemple à propos de leurs conditions de logement.

²⁴⁰ Daniel Guimard, contrôleur à la tôlerie du département 12 dans les années 19607 juge les rapports avec la maîtrise meilleurs que ceux entretenus avec les ouvriers de l'entretien. « C'était notre maîtrise. Ils travaillaient avec nous. [...] Ils étaient obligés de nous parler et nous de leur répondre ». GUIMARD. Daniel, entretien du 30 mars 2011, Asnières.

²⁴¹ Comité central d'entreprise Renault, Service économique et de documentation, note n°71 du 5 novembre 1975, p 6. AP-AV

1975. Cependant le P1f n'est pas le premier niveau de qualification professionnelle, mais le dernier des OS.

Les immigrés ne sont donc pas les seuls travailleurs assignés à une place subalterne dans la division sociale du travail. Les femmes le sont aussi. En 1950, elles sont au nombre de 4500 à Billancourt, horaires aux deux tiers. Ensuite, leur nombre régresse dans les ateliers, mais elles restent présentes dans la plupart, à l'exception des ateliers d'outillage et de maintenance où elles ne sont employées que dans des tâches administratives. Ouvrières spécialisées dans les ateliers de mécanique, ou en tôlerie, elles occupent des postes n'exigeant pas des manipulations lourdes ou correspondant à leurs qualités supposées. Dans les activités de carrosserie montage elles réalisent des tâches à connotation « féminine », comme la confection des habillages de siège sur machines à coudre ou à la réalisation des faisceaux de câblages électriques (département 35). Dans le département 18 des boîtes de vitesses, jusqu'à la disparition de celui-ci, elles travaillent sur des machines à tailler les pignons qui sont préparées par des régleurs masculins. Leur rôle se limite à alimenter en pièces brutes les machines et à évacuer les pièces usinées en fin de cycle²⁴². Dans les années 1950, l'arrêt des ateliers de fabrications d'accessoires contribue à la réduction du nombre des ouvrières. Ainsi elles sont majoritaires dans l'effectif du département de fabrication des bougies qui est fermé en 1952²⁴³. Au département du caoutchouc, situé au Bas Meudon, des femmes conduisent les boudineuses produisant les joints²⁴⁴. En 1954, Billancourt emploie encore 3600 femmes, soit 10 % de l'effectif du site²⁴⁵. Au début des années 1970, les femmes y occupent encore des postes d'OS, mais sont alors dans leur majorité des employées²⁴⁶. Elles ne représentent moins de 10 % des effectifs du site et la proportion est moindre en production où elles ont disparu des grands ateliers. Toutefois, en 1968, elles comptent encore pour plus de 12 % des ouvriers au département 38 (petit emboutissage) où elles sont trieuses et pour plus de 8 %

²⁴² Jacques Cuny, ouvrier de ce département, dit ne jamais avoir vu de femme conduire un tour, machine pourtant automatique ou semi-automatique. Jacques Cuny, entretien du 22 juin 2011, Jouy en Josas.

²⁴³ Lors de la fermeture des ateliers des roulements à billes, des dynamos, des démarreurs, des bougies, 284 personnes sont licenciées dont 22 % d'ouvrières. Lettre commissaire de Boulogne Billancourt sur licenciements du 23 janvier 1952 - APPP Ba 2135

²⁴⁴ Un certain nombre d'entre-elles, auraient été d'anciennes prostituées, venues à l'usine après la fermeture des maisons closes. Témoignage de Christian Hervé. Quel qu'en ait été le nombre, ces femmes ont marqué la mémoire des ouvriers. Il n'est guère d'entretien avec des ouvriers rentrés à l'usine dans ces années qui ne fasse état de leur présence. Poids d'un phantasme masculin ?

²⁴⁵ *France Documents* .1954 (date incertaine) - Carton 176

²⁴⁶ En 1974, 2709 femmes sont employées à Billancourt à 70,8 % comme employées. Document du Service économique du Comité central d'entreprise, n°34, du 13 juin 1974, p.13, AP-AV

au département 74 de montage. Le département 35²⁴⁷ comporte deux ateliers où les ouvrières sont nombreuses. L'atelier de confection des faisceaux de câblages électriques emploie une centaine de personnes réparties sur deux équipes, ainsi que l'atelier des habillages de portes ou de pavillon. Dans ces activités les hommes occupent les fonctions amont. Aux « câblages », ils travaillent à la découpe et la préparation des fils électriques, aux « sièges » ils sont à la coupe des tissus, les femmes étant sur machines à coudre ou à l'agrafage. Elles sont françaises ou immigrés, mais pour ces dernières la plupart sont des Européennes²⁴⁸. Les hommes sont surtout des Maghrébins.

Dans les grands ateliers d'OS de l'île Seguin, le recrutement d'ouvriers immigrés s'accompagne de la disparition des femmes, en même temps que de celle des hommes français. Cette « masculinisation » des postes d'OS n'obéit à aucune logique de métier, de contraintes de travail ou de compétences. En 1975, 21,8 % des 2678 femmes employés à Billancourt sont des ouvrières, mais dans les usines en région, ayant en tout point les mêmes contraintes de travail, elles le sont en majorité et peuvent travailler sur des chaînes de montage²⁴⁹. Contrairement aux forges, aux fonderies, au gros emboutissage et pour des postes en tôlerie, le travail des OS en chaîne fait plus appel à la dextérité, à la rapidité, à la résistance plus qu'à la puissance musculaire.

Les femmes n'ont pas plus accès aux emplois ouvriers qualifiés autres que le P1 que les immigrés non européens. Elles s'y heurtent à des préjugés, non plus racistes, mais machistes. En 1975, deux femmes de Billancourt, l'une OS et l'autre dactylo, parviennent par formation à intégrer des postes de professionnels sans s'y maintenir. Louisa, entrée comme dactylo à l'usine, intègre le département 77 après une formation d'ajusteur. Elle y fera l'objet de harcèlements sexistes divers de la part de ses collègues qui lui signifient ainsi que les femmes doivent rester à des postes subalternes, à une place subordonnée dans la division du travail²⁵⁰. Lors de la fermeture de leurs ateliers, les ouvrières les plus jeunes sont alors mutées dans les bureaux comme employées, les plus âgées étant éventuellement déclassées comme

²⁴⁷ Au département 35 « câblages », les hommes travaillent à la découpe et la préparation des fils électriques, aux « sièges » ils sont à la coupe des tissus, les femmes étant sur machines à coudre ou à l'agrafage. Elles sont françaises ou immigrés, mais pour ces dernières la plupart sont des Européennes. Anne-Marie Verneret, entretien du 4 novembre 2011, Vanves.

²⁴⁸ Anne-Marie Verneret, entretien du 4 novembre 2011. « Surtout des françaises, ou des immigrées européennes : portugaises, espagnoles, yougoslaves aussi. Il y avait la Yougoslavie à l'époque. Sinon, il y avait une Algérienne, une Vietnamiennne ».

²⁴⁹ En 1974, les 2177 femmes employées à Flins le sont à 62,7 % sur des postes d'OS, et les 1414 femmes de l'usine de Sandouville (Le Havre) sont à 79,6 % des OS. Document du Service économique du Comité central d'entreprise, n°34, du 13 juin 1974, p. , AP-AV

²⁵⁰ Louisa Boumra, témoignage dans : *Retour sur l'île Seguin*, Paris, Au nom de la mémoire, 2006.

balayeuses, ou assignées au nettoyage des sanitaires²⁵¹. Leur aspiration à la formation professionnelle n'est pas satisfaite et beaucoup de celles affectées au pool de dactylo démissionnent par suite des conditions et de l'ambiance de travail qui y règne²⁵².

En dépit d'un rôle et d'une place subordonnés à Billancourt et alors que leur présence régresse dans les ateliers, « la Femme » reste un invariant des représentations masculines, l'objet de fantasmes se déclinant en allusions multiples venant conforter l'image que les hommes construisent d'eux-mêmes. Virilité opposée à féminité, la première recouvrant un ensemble de qualités de force, de courage, de maîtrise de soi, voire de violence qui démarque des attributs imputés aux femmes : faiblesse physique, crainte et soumission, émotivité, fragilité. Les caractères imputés aux hommes légitiment leurs attitudes « bienveillantes » de protection / domination à l'égard des femmes. Les représentations qui s'attachent aux femmes et vis-à-vis desquelles les hommes se définissent sont remarquablement stables. La sexualité, ou plutôt la sexualisation des rapports sociaux, paraît ne connaître que des évolutions lentes et imperceptibles, au cours de ces années d'autant plus que cette question est ignorée par les organisations syndicales et politiques.

3 Les limites de la politique de réduction des inégalités de statuts entre catégories

Au début des années 1950, de nombreuses inégalités de statuts existent entre les différentes catégories de salariés. Elles traduisent la division sociale du travail et expriment le rapport de proximité supposé ou cultivé de certains salariés avec la direction de l'entreprise qui s'exprime dans la dénomination des mensuels, qualifiés par elle de « collaborateurs », usage qui est abandonné au profit de celui d'ETAM (Employés, techniciens, agents de maîtrise) plus neutre au milieu des années 1970. D'autres sont la traduction dans le droit du travail de la distinction entre nationaux et étrangers.

Au début des années 1950, pour ce qui concerne les différences existant dans les statuts trois groupes sont à distinguer. Les cadres techniques ou non, les « collaborateurs » et les horaires. Les différences portent d'abord sur leurs conditions de rémunération. Les cadres ou les ingénieurs sont payés au forfait, leur rémunération étant indépendante du temps de travail effectué. Les collaborateurs sont mensualisés, les jours fériés leur sont payés et les arrêts

²⁵¹ Tract PCF 13 octobre 1970 SRTA 5W56

²⁵² Le pool dactylo est dirigé au début des années 1970, par une responsable qui exerce un contrôle très autoritaire non seulement sur la discipline de travail, mais aussi sur les normes vestimentaires ou l'apparence (maquillage par exemple). Entretien avec Clara Benoits.

travail en cas de maladie font l'objet d'une meilleure indemnisation que celle dont bénéficient les horaires. Pour ces derniers, jusqu'en 1955, les jours fériés chômés ne leur sont pas payés ainsi que les jours de carence en cas d'arrêt maladie. Cette inégalité d'indemnisation des arrêts maladie a pour conséquence un absentéisme plus élevé chez les mensuels que chez les horaires en dépit des conditions de travail de ces derniers²⁵³. Enfin les avantages associés à l'ancienneté sont d'autant plus importants que le salarié a un statut hiérarchique élevé, comme par exemple en matière de congés supplémentaires d'ancienneté. Les inégalités découlant de la nationalité sont de l'ordre du droit national. Jusqu'en 1972, les étrangers ne peuvent pas être, sauf exception, comme pour les Algériens, électeurs ou éligibles dans les élections professionnelles, pas plus qu'ils ne peuvent accéder à un poste de responsabilité dans un syndicat. Cette dernière entrave sera levée en 1982.

Le processus de réduction des inégalités de statut entre ouvriers et mensuels procède d'un souci d'efficacité économique accrue dans une période de grande tension politique et sociale alors que la production d'automobiles s'engage dans une croissance soutenue. La direction de Renault a tiré des enseignements de la grève des OS d'avril 1953 du département 74, abordée ultérieurement. En juillet 1953, Jean Myon, adjoint au directeur du personnel, propose à Pierre Lefaucheur, des mesures visant à améliorer en rapprochant le statut des ouvriers de celui des mensuels. Certains de ces propositions seront intégrées à l'accord signé le 15 septembre 1955, dont il sera traité dans la partie II.

Dans les années ultérieures, les accords d'entreprise favorisent la mensualisation de certains ouvriers, selon une logique hiérarchique qui accorde toujours plus de droits à ceux qui sont dans la fourchette haute des qualifications ouvrières. Ainsi, l'accord du 15 décembre 1958, ouvre l'accès au statut de mensuel des ouvriers ayant 30 ans d'ancienneté et des ouvriers professionnels hautement qualifiés ayant 15 ans d'ancienneté Régie et 3 ans dans leur qualification. Trois ans plus tard, l'accord de 1961 élargit le bénéfice de la mensualisation aux P3 hautement qualifiés ayant un an d'ancienneté, à certains P2 ayant 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise et 3 ans dans leur profession. Ces ouvriers mensualisés sont dénommés ÂPR (agents de production Renault). La mensualisation est élargie en 1969 à des P2 exerçant des métiers plus rares sous condition d'ancienneté Régie (5 ans) et dans la qualification (2 ans) et aux autres P2 ou OQS sous conditions d'ancienneté plus restrictives (10 ans pour l'ancienneté Régie, 3 ans dans la qualification, et aux ouvriers régleurs sous les mêmes conditions que les premiers P2. Toutefois les directions locales ont la possibilité d'accorder

²⁵³ Rapport d'activité RENAULT de l'année 1953, SRTA 1 W 11. L'écart annuel moyen d'absentéisme est supérieur de 0,5 à 1 point pour les employés. Cet écart s'inversera ensuite.

la mensualisation au choix à des titulaires de qualifications évoquées ne remplissant pas les conditions d'ancienneté requises²⁵⁴.

L'Accord national dans la métallurgie du 10 juillet 1970 va au-delà de l'accord signé à Renault le 27 mars de la même année en supprimant les conditions d'ancienneté dans l'uniformisation de la mensualisation entre ETAM et ouvriers, en prévoyant toutefois une application dans un délai de 2 à 5 ans, effaçant ainsi, une inégalité dans leurs statuts. Au 31 décembre 1972, plus de 83 % des ouvriers professionnels sont déjà au statut d'APR, mais seulement un peu plus de 45 % des OS. La mensualisation ouvrière devient intégrale qu'au cours de l'année 1973²⁵⁵. Toutefois la mensualisation ne supprime pas un ensemble d'avantages discriminants associés à l'ancienneté qui restent fonction de l'appartenance aux groupes des ouvriers, à celui des mensuels, ou des cadres.

Les ouvriers étrangers originaires d'Afrique ou du Maghreb sont particulièrement pénalisés dans leur évolution professionnelle, comme l'a montré Laure Pitti. Si de nombreux ouvriers n'ont pas été alphabétisés et ne peuvent pas satisfaire les conditions mises par l'entreprise à leur évolution professionnelle, au début des années 1970 une forte minorité des étrangers, en particulier maghrébins le sont dans leur langue maternelle et / ou en français. Et lorsqu'ils satisfont les exigences mises par exemple à l'accès à un poste de chef d'équipe, ils se le voient refuser. L'assignation aux postes peu qualifiés des ouvriers d'origine africaine traduit au moins dans les usines de la Région parisienne, Billancourt et Flins, à une ethnicisation des rapports sociaux, particulièrement marquée. La fonction d'encadrement est la moins ouverte aux Etrangers²⁵⁶, sans doute parce qu'il n'est pas souhaité qu'un immigré puisse commander un Français.

Les travailleurs étrangers discriminés dans leur évolution professionnelle le sont en droit à plusieurs titres. Jusqu'en 1972, ils sont, sauf pour les Algériens²⁵⁷, privés du vote et de l'éligibilité aux élections des délégués du personnel et des comités d'entreprise. Dans les années 1967 à 1970, les conditions mises à l'exercice de ce droit, 6 mois d'ancienneté, alors

²⁵⁴ Note de service N° 1830 du 15 janvier 1969 de Pierre Dreyfus et N°1824 du 12 décembre 1968. *Action syndicale*, SRTA de mai 1969 n°135. SRTA 5 W 8

²⁵⁵ Comité central d'entreprise -juin 1973, question n°4.1 - 4 3, Tableau A-3, SRTA 1 W11

²⁵⁶ En 1979, les agents de maîtrise sont à 98,9 % des Français alors que 81 % des salariés le sont dans toute l'entreprise. Soit plus que les cadres (98,4%) mais pour ces derniers les origines étrangères ne sont pas celles parmi lesquelles se recrutent les ouvriers. Calcul fait à partir des données sur le personnel dans Comité central d'entreprise, « La régie en 1979 ». Données sur le personnel. Mars 1980. AP-AV

²⁵⁷ Le droit particulier s'appliquant aux Algériens trouve son origine dans les accords d'Evian de 1962. Toutefois une interprétation restrictive de ces accords (Circulaire ministérielle T.E. 66/43 du 2 novembre 1966), les prive du droit. Un arrêt de la cour de cassation du 11 mai 1971 régularise la situation pour les élections aux comités d'entreprise

que le turn-over des nouveaux embauchés est fort²⁵⁸, conduisent à une sous-représentation des ouvriers non qualifiés aux élections professionnelles dans le premier collège. Une étude de Syndex²⁵⁹ (experts travaillant à la demande des CE) portant sur la représentation des salariés lors des élections au comité d'entreprise à Renault fait apparaître un taux de non inscription des salariés du premier collège de Billancourt de 19,5 % en 1968, de 12 % en 1970 et de 9,5 % en 1972²⁶⁰. Ce taux diminuera notablement dans les années suivantes par suite de l'application de la loi de 1972 et de la diminution importante du turnover des ouvriers étrangers.

Cette instabilité de la main d'œuvre immigrée est caractéristique d'une période de transition au cours de laquelle les nouveaux ouvriers ne s'attachent pas à une entreprise, et sont à la recherche des meilleures opportunités d'emploi. Les années 1967 à 1971 ne sont guère favorables à leur « ouvrièrisation » subjective et à leur intégration dans le collectif ouvrier qui se réaliseront ensuite avec leur stabilisation progressive à Renault.

3 – Force et influence des acteurs collectifs, syndicats et partis

L'association étroite du PCF et de Renault Billancourt, appuyée sur une symbolique remontant au Front populaire, trouve des éléments de vérification dans l'influence de la CGT, syndicat dirigé par ce parti, mais aussi par l'influence directe que celui-ci revendique. Avant de discuter des liens que les communistes ont avec les ouvriers de cette usine, de leur nature et des ressorts de l'adhésion, j'examinerai comment ils se manifestent dans quelques séries de données. L'importance de l'activité syndicale des communistes, que nous examinerons dans les parties suivantes, contribue à l'influence politique de leur parti. Toutefois s'il est légitime de voir dans l'influence de la CGT dans l'usine un des indices du crédit du Parti communiste, il est néanmoins abusif d'en conclure que les travailleurs votant pour la CGT adhèrent à la plupart des aspects de sa politique. Dans un premier temps, sera examiné comment des événements politiques ou les crises sociales nationales ou locales affectent les résultats de la CGT et des organisations concurrentes aux différentes élections professionnelles, pour en dégager quelques éléments d'appréciation de l'influence des militants communistes avant de traiter de l'influence politiques du Parti communiste et des

²⁵⁸ En 1968, 1969, 1970, l'accroissement net de l'emploi d'ouvriers étrangers est de 5934 personnes alors que sur ces mêmes années, 9706 personnes étrangères ont été embauchées par l'entreprise.

²⁵⁹ *Syndex* est une société d'expertise comptable, travaillant pour les CE et proche de la CFDT.

²⁶⁰ *Groupe Renault : la représentation des salariés au sein des comités d'entreprise*, Syndex, rapport provisoire, Tableau 20, pa. 29 et 30. AP-AV

diverses organisations politiques présentes à Billancourt, bien que ces influences soient alors bien plus difficiles à mesurer.

3.1 Les syndicats, leur histoire, leur influence, la stabilité apparente de la CGT

Avant même que la loi du 27 décembre 1968 ne reconnaisse des droits à la section syndicale d'entreprise, les sections syndicales (le syndicat d'entreprise) de Renault bénéficient depuis la Libération d'une reconnaissance de fait, leurs secrétaires ayant droit à des franchises horaires payées et celles des délégués du personnel étant supérieures à ce qu'accorde la législation²⁶¹.

Après 1968, les facilités accordées aux syndicats sont maintenues et accrues. Les accords Renault sur le droit syndical de mai 1969 vont au-delà de ce qui est prévu alors par la loi. (Voir Annexe 13). Les délégués centraux sont plus nombreux et ont des franchises horaires supérieures. L'entreprise met à leur disposition des bureaux et des bicyclettes indispensables à la circulation dans un site aussi vaste que Billancourt. Les élus du personnel se voient accorder 50 heures mensuelle au lieu des 15 légales. Les élus titulaires au Comité d'entreprise et les représentants des syndicats au CHS bénéficient de franchises horaires pour exercer leur mandat alors que la loi n'en prévoit pas. L'accord offre aux organisations syndicales la possibilité qu'un membre du personnel devienne permanent du syndicat, non appointé par l'entreprise, avec suspension du contrat de travail pendant trois ans et assurance de réintégration dans le personnel au terme de son mandat. Les syndicats ont droit à des assemblées mensuelles dans l'entreprise en dehors du temps de travail et des locaux de travail²⁶².

Cet accord assure aux syndicats et en particulier à la CGT des moyens importants et leur permet de disposer, par le cumul des franchises, de quasi-permanents rémunérés. Le PCF sait en tirer parti. S'il est contraint à présenter des candidatures aux élections professionnelles représentatives de la diversité sociale et nationale des ouvriers, il peut facilement faire nommer par le CE des communistes aux responsabilités non électives²⁶³. Ainsi, la plupart des représentants cégétistes au Comité hygiène sécurité sont des

²⁶¹ Annexes 12 et 13

²⁶² Accord Renault sur le droit syndical 16 mai 69 (*les Echos* du 2/6). AD93-SCRB, carton 176

²⁶³ Daniel Bonnechère, entretien du 22 novembre 2011

communistes français. Ces dispositions donnent au Parti, via la CGT, des moyens d'encadrement d'une classe ouvrière qui est, dans sa composition et ses origines, en évolution

La CGT est représentée à Billancourt par trois syndicats catégoriels, ayant une certaine autonomie dans leur expression. Le plus important est évidemment le syndicat ouvrier. Les mensuels non cadres sont organisés dans le syndicat CGT-ETDA. ETDA, pour employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise. Le troisième est celui des cadres, en fait une section du SNCIM (syndicat national des cadres et ingénieurs de la métallurgie).

La CGT est, de loin, le principal syndicat de Renault Billancourt, toutefois il n'y est pas le seul. A la Libération la CFTC est présente à Billancourt. A la suite de la grève de mai 1947 est fondé le SDR (Syndicat démocratique Renault) dont l'existence est brève. Fin 1947, la scission de la CGT donne naissance à la CGT- Force ouvrière. Enfin en 1950, le Syndicat indépendant Renault (SIR) est créé. L'influence des syndicats minoritaires est fragile et n'entame guère la prédominance de la CGT en dépit de quelques revers subis par cette dernière.

Le syndicat CFTC d'entreprise, Syndicat Renault des travailleurs de l'automobile (SRTA) existe depuis la fin des années 1930. Il a surtout de l'influence parmi les employés et les cadres catholiques, dont certains ont des postes importants. Elle a pourtant une composition nettement plus ouvrière que la plupart des sections d'autres entreprises affiliées à la confédération chrétienne. Dans les années 1960 et surtout 1970, le SRTA gagne en influence parmi les ouvriers spécialisés. Son attitude à l'égard de la CGT balance entre deux attitudes. D'une part elle pratique l'unité d'action dans diverses grèves, ou contre la direction par exemple lorsque Roger Linet et André Soulat²⁶⁴, son secrétaire général, engagent un procès contre le trucage supposé des comptes de l'entreprise en 1951. D'autre part, elle a la volonté d'entamer la domination cégétiste sur le CE qui la pousse à faire liste commune avec FO et le SIR aux élections des représentants au CE de 1956. Au cours de cette décennie certains de ses membres la quittent pour la CGT, rejoignant ensuite le PCF. Ce sont des ouvriers qui ont eu des responsabilités syndicales sous étiquette CFTC²⁶⁵. Après 1960 et pendant deux décennies, l'unité d'action avec la CGT devient la règle bien que celle-ci soit souvent tendue. Après 1968, la CFDT bénéficie du ralliement de quelques délégués CGT, mais surtout de

²⁶⁴ André Soulat est secrétaire général du SRTA (CFTC) de 1948 à 1960

²⁶⁵ En autres René Cerquetti et Jean Lenoir, Roger Linet, *1947 – 1958. Les années chaudes de la guerre froide*, opus cit. p.253 et 254

beaucoup de militants d'extrême gauche, qui y trouvent plus de liberté d'expression et d'action. Ses militants sont alors représentatifs du large spectre politique des critiques du PCF, de la gauche sociale-démocrate aux diverses organisations d'extrême gauche présentes dans l'usine, à l'exception du courant trotskiste lambertiste dont les militants, hostiles à l'origine cléricale de la CFDT, sont syndiqués à la CGT ou à la CGT-FO.

Après 1985 la CFDT très en conflit avec le CGT fait alliance avec le CGC et FO pour ravir à la CGT la direction du comité d'entreprise. Elle n'y parvient qu'après la fermeture des ateliers de production de l'île Seguin, entraînant la baisse du poids électoral des ouvriers.

Tableau 7

1946 – 1962 : Résultats aux élections du premier collège (en inscrits)²⁶⁶

DP titulaires	1946	1948	1950	1952	1954	1956	1958	1960	1962
Abstention	17,0%	16,1%	14,8%	14,9%	18,5%	17,8%	17,7%	17,2%	18,9%
CGT	72,1%	63,6%	63,5%	59,3%	57,7%	59,5%	58,8%	63,4%	62,0%
CFTC	10,8%	6,7%	7,3%	9,5%	8,4%	9,3%	10,7%	10,5%	10,9%
FO		13,6%	4,9%	4,8%	5,0%	6,3%	6,1%	3,3%	3,4%
SIR			7,8%	11,4%	10,5%	7,2%	6,8%	5,6%	3,1%
Autres				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		1,7%

Résultats partiels : Les élections ont lieu toutes les années

La CGT-FO, créée fin 1947 début 1948, bénéficie immédiatement d'une influence significative, puisqu'elle recueille aux élections au premier collège de son année de création les suffrages de 13,6 % des inscrits, en captant une part des électeurs CFTC, de la CGT et des abstentionnistes de 1947. En 1950, toutefois, la création du Syndicat indépendant Renault (SIR), la prive de près des deux tiers de son électorat ouvrier antérieur, qui s'avère être avant tout un courant conservateur. Son audience tombe alors à un score de l'ordre de 5 % dans le premier collège dans lequel le SIR réalise des scores de l'ordre de 10 % des inscrits entre 1951 et 1954 devenant ainsi le deuxième syndicat en influence parmi les ouvriers en concurrence avec la CFTC.

Le SIR, membre de la Confédération générale des syndicats indépendants, est dénoncé par la CGT comme une émanation du RPF qui tente alors de s'implanter à Renault. Le syndicat emprunte à ce dernier son projet d'association capital travail²⁶⁷. Si le RPF, tôt dissout par le

²⁶⁶ Sources : SRTA, les élections des délégués du personnel, 3 W 2 à 3 W12 (1944 à 1992)

²⁶⁷ Créé en avril 1947, Le 4 janvier 1948, lors du discours de Saint-Étienne, Charles de Gaulle fait des propositions en matière socio-économique l'association capital-travail consistant à chercher une troisième voie entre capitalisme et collectivisme. Le RPF se dote d'une Action ouvrière (AO) puissante et bien implantée et se manifeste aussi à travers du syndicalisme indépendant de la Confédération générale des Syndicats indépendants. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Rassemblementjupeuplejran%C3%A7ais>

Général de Gaulle qui en était l'inspirateur, ne parvient pas à pénétrer l'usine, le SIR reste néanmoins un courant syndical influent parmi les ouvriers dans la décennie 1950. Il l'est auprès des ouvriers non qualifiés issus de la ruralité²⁶⁸ dont il peut se le faire le porte-parole, comme au début la grève des ouvriers du département 74 en avril mai 1953. Par suite de cette influence et en dépit de son anticommunisme, la CGT accepte de faire cause commune avec le SIR lors de plusieurs grèves ou initiatives dans la décennie 1950. Toutefois, l'intégration de ces ouvriers à la culture ouvrière de l'entreprise, leur « ouvrièrisation » subjective à laquelle la CGT contribue, prive bientôt le SIR de toute influence significative réduisant ses scores à moins de 3 % des inscrits aux élections professionnelles après 1960.

Le Syndicat démocratique Renault (SDR) est issu de la grève de mai 1947²⁶⁹. En fin 1947, il aurait quatre cent syndiqués²⁷⁰. Pendant deux ans n'étant pas reconnu comme représentatif, il ne peut se présenter, aux élections professionnelles ou à celles du CE. Lorsqu'il l'est suite à une décision de justice en 1949, il présente des candidats aux élections de DP et au CE, obtenant 1283 voix au premier scrutin et 1307 au second. Il a ainsi 3 candidats élus en tant que DP titulaires et 7 suppléants²⁷¹. Il décide alors de participer au cartel CGT, CFTC, FO, CGC, après l'avoir dénoncé dans sa propagande, cartel qui conduit la grève de l'hiver 1950. Toutefois, la crise de l'*Union communiste*²⁷² dont les militants portent le syndicat depuis sa création, entraîne sa disparition peu de temps après cette grève. Ce syndicat renaîtra épisodiquement sous cette dénomination chaque fois que des militants de *Lutte ouvrière* seront démis de leur responsabilité dans le syndicat auquel ils appartiennent, ou exclus de

²⁶⁸ Le 5 juin 1952, douze ouvriers sont arrêtés par la police à Boulogne, alors qu'ils apposent des affiches du SIR relatives aux élections au CE. Tous sont des OS et la majorité d'entre eux, 10 sur 12, sont originaires de départements de province. Note de police du 5 juin 1952, APPP, Ba 2135.

²⁶⁹ Cette grève a été l'objet de nombreux travaux universitaires qui lui sont spécifiques, comme celui de FALLACHON Philippe, « Les grèves de la Régie Renault en 1947 ». Le *Mouvement Social*, octobre décembre 1972. Lacroix-RIZ Annie, « La grève d'avril-mai 1947 », *RENAULT HISTOIRE*, n°6, juin 1994 SHGR. Mais elle est aussi abordée dans de nombreux travaux sur Renault, comme relatée dans de nombreux témoignages d'acteurs, comme ceux de Roger Linet, ou de Robert Barcia, dirigeant de Lutte ouvrière, dans *La véritable histoire de lutte ouvrière*, Paris, Denoël, 2003, 326 p. Si les faits et la chronologie de la grève est bien établie, les conditions de son déclenchement peuvent encore faire l'objet de quelques controverses quant au rôle des militants trotskistes. Annie Lacroix-Riz, questionnant « les conditions du déclenchement de la grève », développe, sous une forme interrogative prudente, la thèse du complot contre l'entreprise et contre le Parti communiste, dont ils auraient été les acteurs. Elle fonde son propos sur l'exploitation des tracts de la CGT qui cherchait alors à minimiser le désaveu ouvrier à l'égard de sa politique La grève aurait été préparée par des « provocateurs » embauchés pour saper l'entreprise et diviser les ouvriers.

²⁷⁰ BARCIA Robert, *La véritable histoire de lutte ouvrière*, Paris, Denoël, 2003, 326 p

²⁷¹ Ces données sont fournies par Robert Barcia, les tableaux donnant le décompte des voix aux élections professionnelles établies par Tiano, op.cit. ou par la CFTC ne donne aucun chiffre de cet ordre, car il porte sans doute sur les suppléants.

²⁷² *Union communiste*, groupe trotskiste fondé en 1945 disparaît en 1950, puis renaît dans les années 1960, sous le nom de *Voie ouvrière*, qui devient après sa dissolution en 1968, *Lutte ouvrière*. BARCIA Robert, *La véritable histoire de lutte ouvrière*, opus cit.

celui-ci, comme c'est le cas au Centre industriel de Billancourt à l'hiver 1986²⁷³, et le sera quelques années plus tard aux élections des délégués du personnel du siège social.

Fondée en 1944, la CGC occupe une position à part puisque ne s'adressant qu'à l'encadrement et aux catégories supérieures des mensuels. Pendant les années de la bataille de la production la CGT dispute à la CGC son influence parmi l'encadrement. Cette politique qui conduit à des relations peu conflictuelles avec la direction de l'entreprise et tourne le dos à l'affrontement de classe, assure à la CGT la sympathie de cadres de direction ou d'ingénieurs qui, s'ils n'adhèrent pas au Parti communiste, le font pour beaucoup à la section du SNICM CGT²⁷⁴. Cette configuration sociale et politique vole en éclat quand la situation internationale bascule dans la « guerre froide », la tension devenant forte entre la CGT et l'encadrement de l'entreprise.

La diversité des syndicats représentés à Renault, diversité associée à celle des différents courants politiques dans l'entreprise, conduit à interpréter les scores de la CGT aux élections professionnelles comme un indice de l'influence politique du PCF. La remarquable stabilité des résultats électoraux de la CGT dans le premier collège de 1950 à 1975 - ils oscillent entre 70 % et 76 % des exprimés²⁷⁵ - est comprise ainsi. Ce n'est qu'à la fin des années 1970, qu'ils tombent en dessous de 70%, avant de connaître dans la dernière décennie de l'entreprise des oscillations importantes. Sans doute en certaines occasions, en 1947, 1952, 1968, 1981, la politique du PCF conduit à des pratiques syndicales désapprouvées par les ouvriers qu'ils expriment temporairement en s'abstenant, puis dans les années 1980 par un vote pour la CFDT. Si l'évaluation du rapport des forces mesuré selon les suffrages exprimés donne à voir une stabilité des résultats de la CGT, ses scores rapportés aux inscrits traduisent une usure et une baisse lente, mais significative, des votes en sa faveur après la perte consécutive à la création de FO. Après cette perte les scores cégétistes sont stable dans les années 1960,

²⁷³ En janvier, le conseil syndical de la CFDT Billancourt statuant sur la liste des délégués du personnel a mis Paul Palacio en position de non élu. Paul Palacio est un militant chevronné délégué du personnel à la CFDT depuis 17 ans et militant LO. Celui ne l'acceptant pas légitime son désaccord par son ancienneté et l'appui des travailleurs de son secteur. Au cours des élections de février plus de 10% des bulletins CFDT sont rayés pour faire en sorte que Palacio soit élu. Mais ces bulletins sont détruits au moment du dépouillement. Un jugement annule l'élection des délégués de personnel suppléants. En mars est créé, à nouveau, le SDR (syndicat démocratique Renault). Les syndicats CFDT/CGT/FO/CFTC/CSL obtiennent par jugement que le SDR ne soit pas reconnu comme représentatif et donc ne puissent pas se présenter aux élections. Je remercie Mohamed Er Reguieg de n'avoir rappelé cet événement.

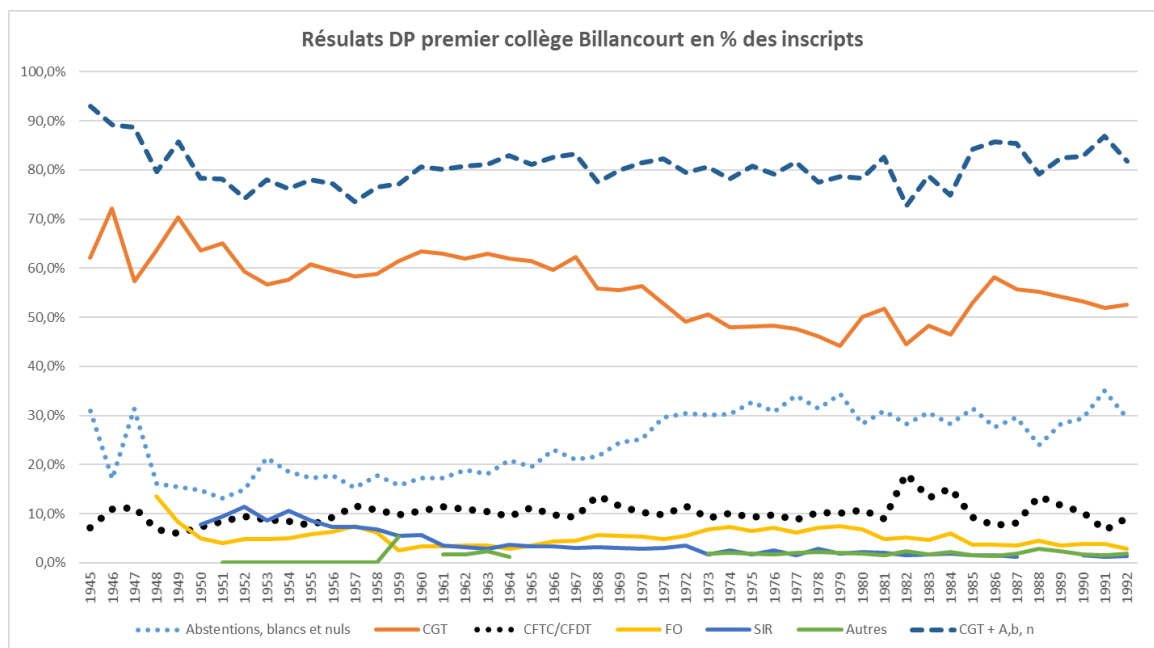
²⁷⁴ HUFSCMITT Georges, *Chers collègues, ma vie d'ingénieur*, Paris, La brèche, 1992, 377p, p.35

²⁷⁵ Les résultats aux élections de la CE suivent la même tendance

pour connaître, après 1968, un recul continu ramenant son score de 60 % des inscrits à moins de 50 % en 1979 (Voir Tableau 8).

Après une hausse soudaine en 1986 qui porte son score à 58 % des inscrits, l'érosion du vote CGT se reprend ensuite. La tendance est similaire aux élections pour le comité d'établissement, avec toutefois, compte tenu du caractère biennal de l'élection à compter de 1954, une moins grande sensibilité aux péripéties conjoncturelles.

Tableau 8
1945 – 1992 : Résultats aux élections du premier collège (en inscrits)



Sources : SRTA, les élections des délégués du personnel, 3 W 2 à 3 W12 (1944 à 1992)

L'érosion du vote en faveur de la CGT ne bénéficie pas à ses concurrents mais alimente les abstentions si bien que le total des voix CGT + des abstentions reste relativement stable de 1950 à 1980, autour de 80 % des inscrits. Un désaveu ouvrier de la CGT ne peut s'exprimer que dans l'abstention. Sans doute au début des années 1950, la CGT-FO et le SIR captent au total 13 % des inscrits faisant chuter les abstentions, mais ils n'obtiennent plus que des résultats moitié moindres dans les années 1960. La CFTC ne dépasse jamais 10 % pendant la même période. Ce n'est qu'en 1968 qu'elle se hausse à 13,6 % des inscrits, pour revenir ensuite autour de 10 %, avec un pic à 18 % en 1982, les OS manifestent alors leur désaveu de la CGT dont des dirigeants ont brisé la grève de la chaîne de mécanique de l'automne précédent. Le succès CFDT est toujours éphémère. Après 1985, dans un contexte de réduction massive des emplois, la CGT bénéficie du besoin que les ouvriers ont de la

protection d'un syndicat fort qui se traduit par une baisse des abstentions en sa faveur, alors que les autres syndicats paraissent accepter comme fatale la fermeture du site. Ce regain n'est pas durable, son engagement dans la défense de l'emploi n'étant pas à la hauteur des attentes ouvrières.

La permanence de l'influence CGT peut être aussi interprétée comme traduisant l'empreinte des grands moments politiques qui marquent la mémoire ouvrière et auxquels elle est associée. Ce facteur jouant bien plus pour les OP français que pour les ouvriers immigrés. Cette influence est aussi la conséquence de sa présence militante dans tous les ateliers, y compris ceux des OS dans les années 1970. Si la CFDT peut bénéficier d'un désaveu de la CGT, elle n'a jamais pu le transformer en fidélité durable n'ayant pas la capacité organisationnelle du syndicat dirigé par les communistes. Le SRTA n'est pas seulement handicapé par les lacunes de son implantation, il l'est aussi par un déficit de cohésion militante. Il est divisé. Divisions entre une direction syndicale social-démocrate de plus en plus affirmée après 1975, et entre les militants d'extrême gauche eux-mêmes qui ne s'accordent guère sur la tactique syndicale.

Si les revers électoraux de la CGT aux élections pour les représentants du personnel ne présentent que peu de risques pour elle, cela est moins vrai pour ce qui est des élections pour le Comité d'établissement où elle peut être confrontée à une coalition de ses adversaires. Risque d'autant plus grand que le CE participe de la construction de l'influence communiste sur laquelle je reviendrai ultérieurement. En deux circonstances en 1952 et en 1956, la CGT fait face lors de ces élections à une entente des autres syndicats, qui réduit ou menace de réduire sa capacité de direction du Comité d'établissement.

Le 10 juin 1952, aux élections au premier collège du CE, la CGT perd 12,26 % par rapport à 1951. La sanction est sévère, mais moins, selon Roger Linet, que ne pouvaient le craindre ses militants, après les grèves minoritaires du 12 février et du 4 juin, « assorties de dérapages »²⁷⁶. Elle n'a plus la majorité au Comité d'entreprise. Elle obtient quatre élus au premier collège et le SIR en alliance avec FO un, la CGC alliée à FO deux au second, la CFTC un, alors que la CGT n'en obtient aucun dans ce collège. La CGT a quatre élus, ses concurrents de même, ce qui met la direction en position d'arbitre. Un cégétiste André Cheze est toutefois élu secrétaire du CE au bénéfice de l'âge, mais il est assisté d'un secrétaire adjoint CGC. La CGT doit partager le pouvoir au CE et accepter que plusieurs chefs de services qu'elle avait nommés soient remplacés et licenciés²⁷⁷. Bien que cette perte ne soit

²⁷⁶ Roger Linet, *Renault 1947— 1958*, opus cit. p. 239

²⁷⁷ *Ibidem*, p. 240

que provisoire, puisqu'en 1953, la CGT redevient majoritaire avec 7 délégués sur 11, c'est un revers pour le syndicat²⁷⁸.

En juin 1956 aux élections pour le Comité d'entreprise, dans un contexte où les événements internationaux pèsent lourds, une entente CFTC, FO, SIR, CGC conteste la gestion et l'hégémonie de la CGT. Cette entente a été proposée par la CFTC à FO qui la conditionne à la participation du SIR. La CFTC l'accepte sous certaines conditions²⁷⁹. L'alliance CFTC, FO, SIR obtient 2 élus dans le premier collège, 3 dans le second où le SIR n'est pas présent mais où l'union s'est faite avec la CGC. La CGT se maintient à 5 élus dans le premier collège et à un dans le second. La coalition en obtenant 5 sièges ne pouvait donc être majoritaire, mais avec la voix prépondérante de la direction, la CGT se trouvait donc minoritaire²⁸⁰. La direction de l'entreprise peut alors imposer sa politique au CE, ce qu'elle n'avait pas tenté en 1952²⁸¹. En octobre 1956, elle reprend en main la gestion des activités sociales en licenciant le personnel mis en place par la CGT. Toutefois afin d'éviter la prise en main du CE par la direction, la CFTC négocie avec tous les syndicats un accord permettant que le CE redémarre avec du personnel qui soit choisi par les syndicats. Elle y parvient en dépit de FO qui, après les événements de Hongrie, refuse de discuter avec la CGT et s'oppose à ce que des employés du CE ne soient réembauchés. L'accord est toutefois signé le 16 janvier entre les élus du CE et les syndicats, avec une répartition par moitié des postes entre la CGT et la Liste d'entente, et la réembauche des travailleurs licenciés par la direction²⁸².

3.2 Données sur les effectifs du PCF par-delà sa force mythifiée

A la Libération le Parti communiste ne retrouve pas l'effectif de 7 000 adhérents atteint en 1937 à Billancourt. En janvier 1945, le Comité central note qu'il n'y a que 700 communistes chez Renault²⁸³. Ce recul de l'implantation acquise au terme des grèves de juin 1936 est perçu comme un affaiblissement, réel et symbolique, singulièrement préoccupant pour le

²⁷⁸ Jusqu'en 1954, les élections pour désigner les représentants des syndicats à la tête du CE ont lieu tous les ans.

²⁷⁹ Les élections au Comité d'établissement : Rapport du congrès CFTC du 8 décembre 1956. Le vote au conseil syndical CFTC est acquis par 8 voix pour contre 4 et 4 abstentions. Les conditions de l'accord sont : un programme commun, CFTC en tête de liste, mise à l'écart de certains militants du SIR. SRTA 4 W 11

²⁸⁰ Le basculement de majorité n'est pas dû à une baisse des votes en faveur de la CGT, ceux-ci augmentant de 688 voix, mais à une répartition de sièges au plus fort reste qui accorde aux organisations coalisées un siège de plus qu'aux élections antérieures.

²⁸¹ La liste d'entente n'atteint pas le cumul des scores obtenus par chacun d'eux aux élections antérieures (une perte de l'ordre 500 voix). SRTA 4 W 11

²⁸² Congrès CFTC du 18 janvier 1958, « l'Action syndicale au comité d'entreprise ». 4 W 11

²⁸³ CACHIN MARCEL, *cahiers 1935 1947, Tome IV*, Paris, CNRS Editions, 1997, 1262 p., p. 727

parti, qui constate par ailleurs un recul dans la métallurgie parisienne. Pour renforcer l'encadrement politique de l'usine, la direction du parti cherche à faire revenir à l'usine Marceau Vigny, le dirigeant de l'occupation en 1936. Restée sans suite cette exigence est révélatrice d'un déficit de cadres politiques dans l'usine. Les responsables communistes de la Libération, comme Jean Morvan, secrétaire de comité d'épuration, ou Bonin, secrétaire de la section communiste à l'hiver 1947 ne joueront aucun rôle politique dans les années ultérieures²⁸⁴. Le nombre des adhérents progresse toutefois. Les communistes encartés à l'usine sont 1750 en 1946 et 2 000 en mai 1947. La bataille de la production n'a donc pas freiné l'adhésion au parti, mais la plupart des communistes ne sont pas des militants, si l'on s'en tient aux appréciations du Comité central du 3 mai 1947 qui analyse la situation créée par la grève déclenchée en fin avril. Le parti aurait à Renault une « vie végétative », beaucoup de communistes s'investissant dans l'activité des cellules locales mobilisées dans les nombreuses campagnes électorales des années de l'immédiate après-guerre. De fait le PCF ne se redresse qu'après que sa direction ait nommé Roger Linet à la direction de la CGT Renault avec pour mission la reprise en main de la grève en mai.

L'influence du PCF évaluée à l'aune de celle de la CGT ne concorde pas avec l'évolution de l'affiliation communiste, déterminée par sa capacité à répondre aux enjeux politiques nationaux ou internationaux. L'investissement syndical des militants est l'une des conditions de la pérennité de son implantation ouvrière, qui ne suffit pas à asseoir le crédit politique du parti, y compris auprès des travailleurs votant pour la CGT, difficile dans les degrés de proximité politique ou selon les différentes catégories de salariés de l'usine. Le hiatus entre l'influence de la CGT et l'adhésion au parti est perçu comme une contradiction relevée à mainte occasion, ainsi que le fait Raymond Guyot lors de la conférence de section de février 1953²⁸⁵.

La confiance ou l'insatisfaction ouvrière à l'égard du parti se traduit dans les fluctuations de l'affiliation communiste, à propos desquelles le PCF entretient une réelle opacité. Certes sa propagande souligne et se félicite des adhésions nouvelles, mais elle ignore les désaffiliations. Tout au plus sont énoncés les objectifs fixés : 2000 adhérents dans les années 1970. L'état des effectifs n'est pas caché aux militants eux-mêmes car les conférences de section sont amenées à en débattre. A ces occasions sont engagées des campagnes de recrutement dont la réalisation fait l'objet d'un suivi attentif. Mais ces informations restent le privilège des militants et la discrétion s'impose à leur propos. Les données sur les effectifs

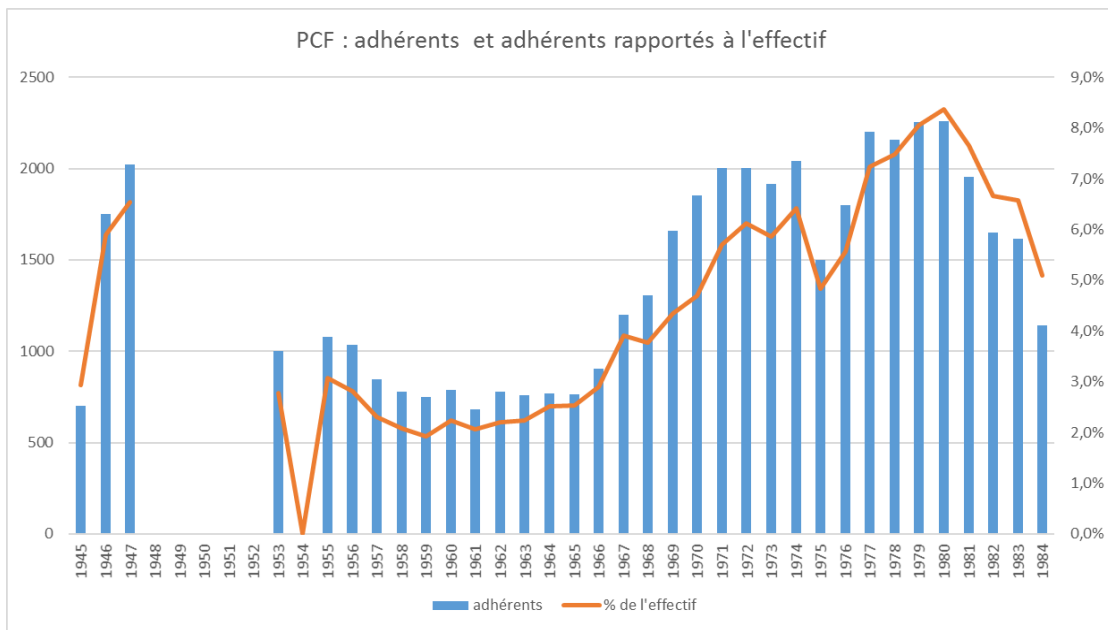
²⁸⁴ Bonin sera exclu du PCF dans les années 1950. Entretien avec Clara et Henri Benoîts du 10 janvier 2010.

²⁸⁵ A cette occasion Raymond Guyot déplore qu'il n'y ait que 1000 adhérents à peine au parti, alors que 17000 travailleurs votent CGT. Note du 28 février 1953, APPP Ba 2285

sont fournées par un document de la section « Etat de l'organisation » établi en 1984. Il récapitule les adhérents de 1955 à 1984²⁸⁶. Il ne s'agit que des cartes placées et aucune information n'est donnée sur le nombre de timbres effectivement payés au cours d'une année, nombre qui pour beaucoup de ces cartes n'est pas supérieur à un. Ainsi les communistes ne sont plus que 750 en 1959, soit moins de 2 adhérents pour 100 salariés. En 1980, ce « taux de pénétration » atteint son acmé avec 8,4 adhérents pour 100 salariés, avec 2254 adhérents. Puis il chute brutalement à partir de 1981, par suite, entre autres facteurs, de la baisse de la proportion des ouvriers à Billancourt. Calculé sur la base des seuls effectifs et adhésions d'ouvriers ce taux dépasse 10 % à la fin des années 1970. Sans surprise, la proportion de communistes est faible parmi les mensuels et forte dans les ateliers des ouvriers professionnels.

Tableau 9

1945 – 1984 : Nombres de cartes placées à Billancourt



Toutefois, le nombre des adhérents ne peut à lui seul rendre compte de la capacité d'action ou d'influence du parti qui reposent sur les militants réellement actifs, ceux qui propagent la politique auprès de leurs camarades d'atelier et mettent en œuvre ses objectifs. La majorité des adhérents sont passifs, se satisfaisant d'avoir la carte de communiste en poche. Ils sont peu assidus aux réunions de cellules. L'effectif militant est néanmoins difficile à établir, sans doute de l'ordre de quelques centaines, 200 ou 300 ordre grandeur relativement stable, en retenant comme militants les communistes investis d'une responsabilité par le parti qu'elle soit syndicale ou politique. Parmi ceux-ci doivent être comptés certains salariés

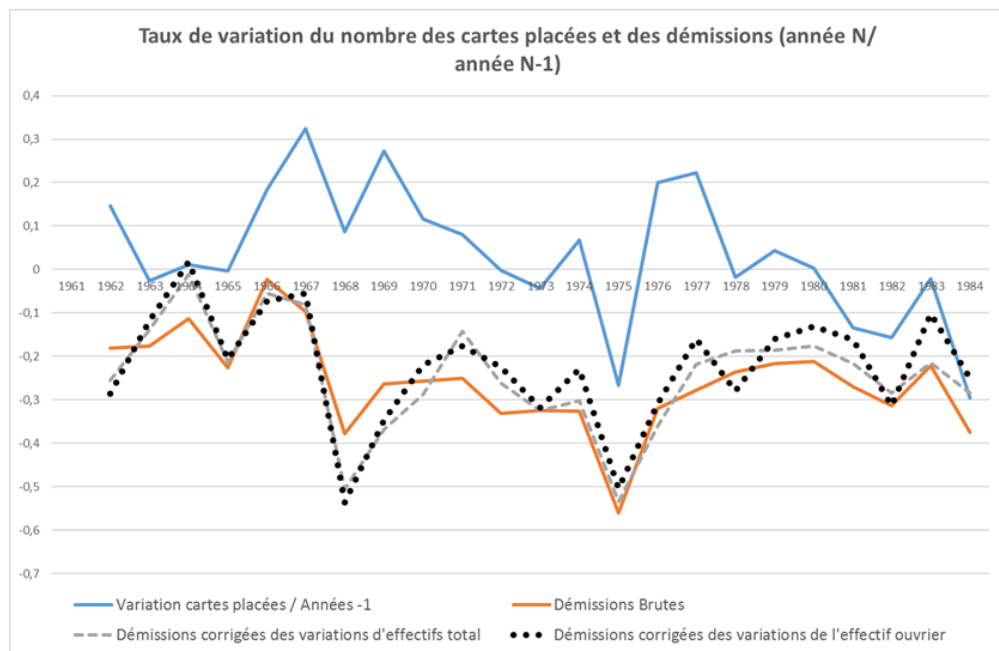
²⁸⁶ « Etat de l'organisation », AP-AV. Ce document a été établi par Pierre Bernardini.

communistes du CE. Pas tous car la majorité de ces derniers sont des ouvriers ou des ouvrières employés aux cantines, alors qu'aux postes de responsabilité sont embauchés des communistes capables si nécessaire d'intervenir en appui sur l'usine. Les adhérents communistes dans les services du CE sont une centaine et plusieurs dizaines d'entre eux contribuent pour une part non négligeable à l'intervention communiste à Renault²⁸⁷.

Les cadres communistes constituent le bureau et le secrétariat de section réunis autour des permanents. Par ailleurs, le nombre de cellules fluctue comme celui des adhérents déclarés, oscillant entre 50 et 60 jusqu'en la fin des années 1960, pour augmenter notablement ensuite et atteindre 100 en 1977/72²⁸⁸. Moins de la moitié d'entre elles ont une vie réelle.

Tableau 10

1961 – 1984 : Variation du nombre de cartes placées en % de l'année précédente



L'instabilité des adhésions s'accroît avec la progression du nombre des cadres placées qui résulte d'un volontarisme peu regardant sur la qualité et la motivation des nouveaux adhérents.

Le tableau 10 montre une adhésion relativement stable au début dans les années 1960 avec un taux annuel de non renouvellement des cartes inférieur à 20 % de l'effectif de l'année

²⁸⁷ En 1966, la cellule communiste des services sociaux du CE compte 112 adhérents, note du 7 janvier 1966 APPP Ba 2326, en 1980 le chiffre est 132, document « état de l'organisation », AP-AV

²⁸⁸Le passage de 62 cellules en 1968 à 83 en 1973, devant s'expliquer pour partie par le passage en deux équipes des principaux ateliers de l'usine qui conduit à doubler les cellules là où en normale le parti pouvait fonctionner avec une seule.

antérieure. Cela correspond à une période pendant laquelle les effectifs de communistes bénéficient du dynamisme retrouvé de la section, qui sera examinée plus longuement ultérieurement. L'année 1968 est marquée par un taux de désaffiliation important de près de 45 % des adhérents de l'année précédente, de plus de 50 % si l'on tient compte de la croissance des effectifs. Cependant, cette année étant non seulement celle de la grève de mai, et une période de croissance et de renouvellement importants des effectifs avec la substitution d'ouvriers étrangers à des ouvriers français, la perte d'adhérents communistes peut être imputée exclusivement à l'attitude du PCF pendant la grève. Dans les années 1970, le taux de renouvellement annuel de l'adhésion est de près de 30 %, supérieur à celui de la décennie antérieure, phénomène qui peut être attribué, comme cela sera vu ultérieurement, au poids grandissant des ouvriers immigrés dans l'effectif de l'usine, comme dans celui des adhérents. La chute des cartes placées en 1975 ne peut être associée à aucun événement social ou politique et reste inexplicable²⁸⁹.

La section Renault du Parti communiste est dirigée par un permanent membre de la direction de la fédération de la Seine ouest. Avant 1965²⁹⁰, celui-ci a un rôle limité dans l'intervention à l'usine. Il prend la parole lors de meetings aux portes, dirige les conférences et les réunions de direction de la section. Il présente le rapport d'activité de la section aux congrès du parti. Au début des années 1950 et jusqu'à ce que Roger Linet quitte son poste de secrétaire permanent de la CGT, les intervenants lors de réunions communistes aux portes, en particulier contre la guerre en Algérie, sont le responsable de la section ou des députés locaux. Pourtant, selon les rapports de police, Roger Linet y intervient souvent en tant que communiste. Le responsable de la section communiste est plus à distance de l'usine que le permanent communiste de la CGT, dans laquelle il ne pénètre pas. A compter de 1965, après la nomination de Raymond Treppo à la direction de la section, puis celle d'Aimé Halbeher dix ans plus tard, l'action politique communiste est impulsée et mise en œuvre par des dirigeants qui n'hésitent pas à pénétrer dans l'usine, en dépit de l'interdiction qui leur en est faite, pour intervenir dans les ateliers et y organiser des réunions. Aimé Halbeher et ses successeurs à la tête de la section seront tous des communistes issus de l'usine²⁹¹.

²⁸⁹ Je la comprends comme en rapport possible avec le changement de secrétaire permanent du parti au cours de l'année, sans être en mesure d'en comprendre la nature même.

²⁹⁰ Ces permanents sont, 1950 à 1965 : Armanet, Herduin, Huber, Desmaison, et de 1965 à 1985 : Treppo, Halbeher, Lacroix.

²⁹¹ Maurice Armanet qui a été permanent responsable de la section de 1949 à 1954, avait été peu de temps auparavant, mais seulement pour quelques mois, ouvrier à Renault. Voir notice biographique « Maitron ».

3.3 Billancourt séduit et attire les groupes politiques concurrents du PCF

La notoriété de Renault Billancourt, sa symbolique, comme l'importance et la combativité de ses ouvriers poussent la plupart des groupes politiques d'extrême gauche à vouloir y gagner une influence et par là une légitimation. De façon plus épisodique des partis de droite peuvent y intervenir comme le RPF dans les années 1950 ou le RPR à la fin des années 1980, sans compter quelques militants d'extrême droite présents dans quelques ateliers de professionnels²⁹², mais sans influence. S'il existe un groupe socialiste d'entreprise dès les années 1950, celui-ci n'a aucune activité réelle, bien que le PCF l'interpelle en de nombreuses occasions, après 1953, pour le gagner au front unique. Dans les années 1950, les adhérents socialistes militent à FO. Un certain nombre de chrétiens progressistes ayant rejoint la SFIO, la quittent en désaccord avec sa politique algérienne. Ils contribueront à la création du groupe d'entreprise du PSU, avant de rejoindre le Parti socialiste dans les années 1970²⁹³. Des sociaux sont investis de responsabilités importantes dans l'entreprise. Au début des années 1950, des militants du MLP, ouvriers et cadres, adhèrent à la CGT et certains, tels que Marius Apostolo²⁹⁴, rejoignent le PCF quelques années plus tard, alors que d'autres, moins nombreux le PSU²⁹⁵.

Avant 1968, les groupes d'extrême gauche, actifs à Billancourt, sont trotskistes. *L'Union Communiste (UC)*, dont les militants sont à l'initiative de la grève des départements 6 et 18 en 1947²⁹⁶, y a une existence éphémère. Ayant su organiser les insatisfactions des ouvriers spécialisés et préparer une grève dont le retentissement est national, ses militants sont trop peu nombreux à l'usine, comme dans la métallurgie parisienne, pour empêcher la reprise en main de la grève par la CGT et pour capitaliser, politiquement une influence qui se traduit seulement dans la création du SDR (Syndicat démocratique Renault). Ce syndicat regroupe un temps quelques centaines d'ouvriers, mais la dislocation de *l'UC* en 1949, met fin

²⁹² Pierre Bernardini, Entretien. Il dit qu'au département 37, « Il y avait Jeune nation. Il y avait l'extrême droite »

²⁹³ C'est le cas par exemple de Robert Lucente, voir Maitron

²⁹⁴ Maurice Badiche, ancien du MLP est membre de la CGT et délégué du personnel. Toutefois son appartenance au PCF, n'est pas éverrée en dépit de sa proximité politique.
http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/fr/egf/donnees_efg/2007_071/2007_071_FICHE.html

²⁹⁵ C'est le cas d'Eugène Tribout, délégué CGT des mensuels. Voir sa notice biographique en annexe.

²⁹⁶ Ils en sont les organisateurs principaux, dont Pierre Bois, mais y participent aussi des ouvriers de la CNT et quelques autres alors d'obédience « bordiguiste ». Entre autres, Raymond Hirzel, André Claisse et Jacques Gautrat (Daniel Mothé). Voir le point de vue de *l'UC* dans BARCIA Robert, *La véritable histoire de lutte ouvrière*, opus cit., p.120 et suivantes

rapidement à son activité. A Renault, la crise de l'UC disperse ses militants. Certains rejoignent le PCI alors que Pierre Bois s'associe pendant deux ans, de 1954 à 1956, à la publication de *Tribune ouvrière* lancée à l'initiative des militants de *Socialisme et Barbarie*. En 1956, Pierre Bois et un ancien militant libertaire qu'il a gagné au trotskisme, reprennent une activité indépendante en publiant le bulletin la *Voie ouvrière*, noyau autour duquel se reconstitue progressivement l'*Union communiste* devenue internationaliste. Dans les années 1960, le groupe, jusqu'alors seulement parisien se développe en régions et se renforce à Renault²⁹⁷.

Au début des années 1950, le PCI, groupe trotskiste fort de plusieurs centaines de militants en France, en compte une dizaine à Billancourt²⁹⁸. En 1952, il se divise. Sa majorité est exclue de l'Internationale trotskiste et la plupart des militants de Renault suivent la majorité dirigée par son leader Pierre Broussel, dit Pierre Lambert. Les deux courants conservent un temps la même dénomination. Les autres membres du PCI se dispersent, certains comme Henri Benoits s'engageant dans le Parti socialisme autonome, puis dans le PSU, afin de conserver une couverture alors qu'il est pleinement engagé dans le soutien à la lutte du FLN. En 1965, les militants rassemblés autour de Lambert forment l'OCI.

Ce n'est qu'après mai 1968, que la Ligue communiste se développe à Renault sans jamais pouvoir y égaler en nombre de militants et en influence ouvrière *Lutte Ouvrière*, dénomination adoptée après l'interdiction de *Voie ouvrière* en juin 1968. Ses militant -e-s militent dans la CFDT et la CGT et dans les années 1970, impulsent la création d'un groupe femmes Renault.

Bien que présent dès la Libération, entre autres en tant que CNT, le courant anarchiste n'existe de manière relativement organisée qu'à la fin des années 1960 et au début de la décennie suivante. Ses militants, comme ceux des groupes trotskistes, sont des professionnels. Le *Groupe anarchiste Renault* regroupe alors une demi-douzaine d'ouvriers de la RMO et du département 70. Il disparaît vers 1973, alors que celui qui l'anime, Cosson Jean Pierre, alias Graziani, est licencié²⁹⁹. Ces militants et quelques autres ont fait vivre

²⁹⁷ Robert Barcia, *La véritable histoire de lutte ouvrière*, Paris, opus cit. p. 196, 197

²⁹⁸ Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, Paris, opus cit., p. 63 à 68. Les militants du PCI ont une influence parmi les ouvriers algériens pour son soutien à leur lutte pour l'indépendance.

²⁹⁹ Jean Pierre Cosson, alias Graziani, ouvrier professionnel à la RMO, est entré à Billancourt en 1967, licencié en 1973. Délégué du personnel CFDT, la confédération lui propose alors un poste rue de Montholon, offre qu'il décline (entretien téléphonique). Il milite ensuite dans la mouvance du FLNC. Engagement qu'il lui vaudra un emprisonnement. Vit aujourd'hui en Corse. Echanges téléphonique et courriels avec Jean-Pierre Graziani.

pendant quelques années un *Groupe culturel Renault* qui publie régulièrement un bulletin titré *Pairial*, (au moins 27 numéros de 1971 à fin 1973) édite un petit nombre de disques³⁰⁰, et met sur pieds un service librairie pour permettre aux ouvriers de bénéficier d'une réduction de 30 % sur les livres de leur choix. Tout à fait en phase avec le bouillonnement idéologique et social de cette période, le *GCR* entend développer la vie communautaire et dépasser les tabous sexuels, développer, selon ses termes, l'expression de « la dérive » soit individuelle soit collective³⁰¹. Mais il s'éteint à la fin 1973

Les années immédiatement postérieures à la grève de mai et juin 1968, constituent une période brève de foisonnement politique à la gauche du PCF qui ne saurait être réduite à l'expérience très médiatisée de la *Gauche prolétarienne*. De nombreuses, mais éphémères, initiatives de regroupement ont eu lieu, portées par la dynamique impulsée par la grève de mai, en même temps que se produisent des recompositions politiques dans la mouvance d'extrême gauche qui a tenté de s'implanter, avec quelques succès à Billancourt. En septembre 1968 existeraient à Billancourt huit Comités de base ou d'action dont certains regrouperaient une cinquantaine de travailleurs³⁰². Ces comités sont à l'initiative ou animés par des militants trotskistes. Ils existent alors principalement dans des ateliers d'ouvriers professionnels et dans au moins un cas, dans un secteur d'employés, à la DMA (Division matériel agricole). Leur existence ne dépasse guère une année. Deux comités de base sont créés dans des ateliers de professionnels fortement PCF par des militants exclus de la CGT qui se fédèrent en un « conseil ouvrier » contrôlé par des marxistes-léninistes de tendance *Humanité Rouge*³⁰³, assez vite dissout par la direction de leur organisation jugeant que l'expérience constitue « une déviation anarcho-syndicalistes ». La plupart des militants ouvriers de cette organisation sont exclus, licenciés ou se retirent de toute activité. Deux d'entre eux adhèrent à la CFDT puis avec d'autres, dont des anarchistes, créent en octobre 1970, le *Comité d'action culturelle* précédemment évoqué.

A l'automne 1969, et avant même l'intervention de la *Gauche prolétarienne* à Renault, apparaissent les premiers comités de lutte que tentent de coordonner les militants marxistes-

³⁰⁰ Bilan du *groupe culturel Renault*, document manuscrit de la main de Jean-Pierre Graziani, AR-AV

³⁰¹ Bilan du *groupe culturel Renault*, document manuscrit, doc. cit. AP-AV

³⁰² Marc Jarrel, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne*, Paris, Editions Normand Béthune, 1974, 122p. p.

³⁰³ *Humanité rouge* est la publication du PCMLF, organisation dissoute en 1968 par le gouvernement, mais qui se maintient formellement en tant qu'organisation clandestine. Créée en 1967, elle disparaît au tout début des années 1980.

léninistes, sans attache organisationnelle nationale, qui publient le *Métallo Rouge*. Cette publication cesse de paraître en fin 1970. Dans la même période, le groupe *Claj* de Billancourt³⁰⁴, dont les principaux animateurs sont délégués CGT, épouse la cause de la Révolution culturelle Chinoise. Comme c'est le cas au niveau national.

Ce bouillonnement politique est diversifié et relativement ouvert. Les comités d'actions et les premiers comités de lutte mobilisent de jeunes ouvriers, généralement sans attache partisane, mais influencés par les divers courants politiques de l'usine. Ce foisonnement atteint son acmé lors de l'occupation de la grève de mai 1971, au cours de laquelle se tient, au bas Meudon, une assemblée permanente de 100 à 200 de grévistes, à laquelle participent des ouvriers professionnels et des OS, français et immigrés, ainsi que la plupart des tendances politiques de Billancourt, y compris de la *Gauche prolétarienne*. Le comité de grève du département 77 qui s'est constitué par ailleurs se coordonne avec ce comité³⁰⁵. C'est dans ce contexte que se crée et se développe la *Gauche prolétarienne*.

En octobre 1969, la *Gauche prolétarienne* fait son apparition à Billancourt avec l'établissement de deux militants intellectuels qui rallient quelques ouvriers. Cette politique est renforcée l'année suivante par l'établissement d'autres militants intellectuels ou ouvriers, dont Pierre Overney³⁰⁶. Elle appuie son intervention à l'usine par une intense activité dans les foyers et les cafés de Boulogne que fréquentent les immigrés arabes. En 1970, deux campagnes, l'une sur la gratuité du métro, l'autre contre la hausse du tarif des cantines, au

³⁰⁴ La création de la Fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (FNCLAJ) en décembre 1960 est le prolongement des actions engagées dans la région niçoise par l'association Jeunesse camping au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Au début de décennie soixante, les échanges internationaux sont d'abord marqués par la guerre d'Algérie. Les CLAJ ont poursuivi à Nice, leurs actions clandestines et le soutien aux insoumis. Depuis le début du conflit, ils se sont affirmés pour l'indépendance du peuple algérien. Au tournant de l'année 1965, c'est le début de la guerre du Vietnam. Si les relations sont encore intenses avec l'URSS, participation aux Forums et festivals, « 3 semaines en URSS » en 1962, les relations vont bientôt se « diversifier » en direction de la Chine avec laquelle s'établissent des liens étroits à partir de la fin des années 1960. Ces relations, ponctuées de voyages de dirigeants puis de groupes plus importants de jeunes travailleurs entre 1971 et 1975, marquent profondément les CLAJ qui épousent pendant plusieurs années la cause de la révolution culturelle. Puis, grâce aux relations nouées dans les Relais internationaux de la jeunesse, d'une part, et d'autre part du fait des positions nettement tiers-mondistes et anticolonialistes prises par le mouvement, l'activité s'oriente davantage vers les pays « non-alignés ». Les voyages se succèdent vers l'Algérie, la Chine, le Dahomey, le Portugal, Cuba, etc.) Ils organisent des voyages dits « de masse » de 10, 20, quelquefois jusque trente jeunes travailleurs qui financent leurs voyages par des souscriptions et rendent compte de leurs découvertes dans des assemblées populaires de quartiers.
<http://archives.valdemarne.fr/archives-en> ligne. A Billancourt deux militants des Claj sont délégués CGT, dont une ouvrière.

³⁰⁵ Grève de mai 7, *Bilan de La grève à Renault Billancourt*, date et auteurs inconnus, mais de tendance marxiste-léniniste, p.6. B2, AP-AV et B0 – « *Chronologie de la grève à Renault-Billancourt, Mai 1971* », Auteur « Un camarade des *Cahiers de Mai* », p.3, B0 AP-AV

³⁰⁶ Pierre Overney, a été embauché en fin 1969, comme essayeur. Il est licencié en juin 1970 après avoir été dénoncé par la CGT selon certaines sources (JARREL Marc, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne s*, opus cit.) ou avoir vendu la Cause du peuple dans l'atelier selon d'autres (Voir Notice Biographique du Maitron).

cours de laquelle elle affronte la CGT et le PCF, lui assurent une certaine audience auprès de jeunes ouvriers immigrés. La *gauche prolétarienne* s'impose pendant trois ans comme l'organisation d'extrême gauche la plus active. Elle s'adresse spécifiquement, et avec quelques succès, aux jeunes immigrés récemment embauchés, en bute à la discrimination et au racisme de la maîtrise. Elle en exalte la révolte. Considérant la violence ouvrière comme seul mode pertinent d'expression politique, elle en use contre la maîtrise et l'encadrement syndical et politique du PCF³⁰⁷. Le conflit entre ce parti et la *Gauche prolétarienne* s'exprime dans des attaques réciproques dans la propagande ainsi que dans des affrontements physiques. Toutefois, le déséquilibre dans le rapport des forces ne permet pas à la *GP* de conserver durablement l'initiative, d'autant plus que si beaucoup d'ouvriers applaudissent à ses actions spectaculaires contre la maîtrise³⁰⁸, ils sont plus rares à la suivre dans ses initiatives violentes. Entre 1969 et 1972, ses militants bien que relativement nombreux, ont un rôle limité dans les grèves de ces années³⁰⁹ et n'en ont aucun dans la grève des presses de 1973, même s'ils en ont eu au cours la grève du 34 coton de la même année.

La *Gauche prolétarienne* organise son influence dans de *Comités de lutte d'atelier*, dont elle n'est pas généralement à l'origine, puisque certains sont apparus avant qu'elle n'intervienne à Billancourt. Elle peut aussi se revendiquer d'autres qui sont le produit d'une organisation ouvrière spontanée et éphémère dont elle se fait le porte-parole. Les *Comités de lutte* qu'elle dirige, de structure relativement large d'ouvriers qu'ils étaient à leur origine, finissent par se confondre avec le noyau des militants de la *GP* et de leurs sympathisants proches³¹⁰, mais leur influence peut avoir été plus large³¹¹. Initialement hostile aux organisations syndicales et tentant de faire des comités de lutte une alternative à celles-ci, la *Gauche prolétarienne* doit néanmoins accepter de prendre en considération le crédit qu'elles conservent auprès des ouvriers. Lorsqu'en novembre 1972, elle tente d'organiser une *Union nationale des Comités*

³⁰⁷ La seule action, plus illégale que violente que réussit la GP est de forcer l'entrée dans le métro Billancourt sans payer, et en bousculant le poinçonneur, en février 1972. Elle entraîne alors des ouvriers, dont celui qui est alors le secrétaire du SRTA Renault.

³⁰⁸ Comme par exemple le fait de verser un pot de peinture bleu sur un agent de maîtrise particulièrement contesté.

³⁰⁹ Il ne s'agit pas de faire ici le bilan de l'activité de la *Gauche prolétarienne* (*Cause du peuple*) à Billancourt. Quels éléments sont accessibles dans deux ouvrages qui en évoquent l'expérience : Marc Jarrel, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne*, opus cit ; et UCF ML, *A propos du meurtre de Pierre Overney*, Paris, François Maspero éditeur, 1972, 74p.

³¹⁰ Marc Jarrel, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne*, opus cit ; et UCF ML, *A propos du meurtre de Pierre Overney*, opus cit.

³¹¹ Roger Silvain lui attribue une influence sur 400 ouvriers, entretien avec Robert Kosmann

de lutte d'atelier (UNCLA), sa plateforme accepte que ses membres s'affilient aussi à un syndicat, sans y exercer de responsabilité³¹².

Le meurtre de Pierre Overney à la porte Zola au cours d'une intervention et l'enlèvement de Nogrette en riposte à cette mort accélèrent le processus d'affaiblissement de la *Gauche prolétarienne* à Billancourt. Ses derniers militants établis sont licenciés, alors que l'organisation a pu avoir, brièvement, une vingtaine de militants. D'autres l'avaient été avant, souvent sur dénonciation de la CGT qui a expulsé elle-même un militant de l'usine³¹³. Pendant sa dernière année, l'organisation poursuit une intervention de l'extérieur, dirigée par Denis Clodic, en s'appuyant sur quelques militants ou contacts ouvriers qui ont échappé à la répression³¹⁴. Elle cesse après l'autodissolution de l'organisation à la fin de 1973. A Renault en dépit, de sa capacité d'utiliser la mystique de l'usine et son exaltation de quelques-unes de ses actions spectaculaires, la *Gauche prolétarienne / Cause du peuple* n'a organisé aucun courant ouvrier stable. Les jeunes ouvriers immigrés qu'elle avait pu attirer sont désemparés, certains rejoindront ensuite les syndicats dont la CGT³¹⁵. La mémoire des « maoïstes » perdurera dans l'entreprise, moins par ses résultats politiques et organisationnels que par le souvenir de ses actions spectaculaires.

En dépit de l'intense activité déployée par les nombreux groupes d'extrême gauche intervenant aux portes de l'usine et dans une moindre mesure en son sein, ceux-ci ne parviennent pas à entamer le crédit du PCF et de la CGT, et surtout à traduire en organisation la défiance ouvrière à leur égard. Peu nombreux dans l'usine, ils sont éparpillés en de multiples obédiences, ces militants n'entament guère la légitimité ouvrière du Parti communiste³¹⁶. Alors que les maoïstes de la *GP*, « révolutionnaires pressés » ainsi que l'écrit

³¹² Statut de l'Union nationale des comités de lutte d'atelier, fondée en novembre 1972. AP-AV, Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68, opus cit.*, p.298.

³¹³ Roger Silvain est intervenu le 4 mars 1970, avec un groupe d'ouvriers, pour expulser de l'atelier des livraisons où il tentait de prendre la parole, Aboulker né le 16 février 1949 à Paris. APPP Ba 2325- 5 mai 1970. Notice biographique Maitron.

³¹⁴ Denis Clodic est mis à pied avec 12 autres ouvriers. Il assurera jusqu'à la dissolution de la GP, la direction de l'intervention sur l'usine en tant que militant externe. AD93-SCRB, Carton 174

³¹⁵ Entre autres, Mustapha Dhaouadi rejoindra la CFDT et Mustapha Idbihi la CGT. Notices bibliographiques Maitron

³¹⁶ Il est difficile d'évaluer le nombre des militants d'extrême gauche présents dans l'usine au début des années 1970. Sur la base de mon expérience propre, il est possible d'établir pour les années 1970 une grossière évaluation. Les établis de la GP ont été plus d'une dizaine, et ont gagné une petite influence parmi des ouvriers, qui participent plus ou moins régulièrement à leur activité. Les militants de LO, ont pu être après 1968 plus de quinze, assurant une activité pérenne, à la fois dans les ateliers et dans les bureaux. La LC/LCR une dizaine à son maximum, mais cet effectif ne s'est jamais vraiment consolidé, un certain nombre de ses militants quittant l'organisation et l'usine à la fin des années 1970. L'OCI moins de dix, sans doute plus près de 5. *Révolution* deux militants. Le courant PSU / GOP moins de cinq. A la mouvance marxiste-léniniste outre quelques militants organisés, mais isolés, se rattachaient plus d'une dizaine de jeunes ouvriers, la plupart syndiqués à la CFDT et des établis sans attache organisée stable entre 1973 et 1978. Ces derniers quittèrent

justement Xavier Vigna³¹⁷, constatent leur échec abandonnant leurs objectifs initiaux et renonçant à tout travail dans la classe ouvrière, seule l'organisation *Lutte ouvrière*, et dans une moindre mesure la *LCR*, construisent et maintiennent une présence militante dans l'usine, minoritaire mais influente, qui ne l'est jamais au point d'offrir une alternative politique au PCF, y compris alors qu'il entrera en crise.

Le cadre, dans lequel se déployait l'activité sociale et politique à Renault Billancourt, a été rapidement brossé, avec les acteurs qui l'animaient, que ce soient les ouvriers ou les salariés, les organisations syndicales, et les organisations ou partis qui entendent parler en leur nom avec plus ou moins de légitimité. Il s'agit maintenant de dégager comment les expériences ouvrières diverses s'expriment en identités au cours des mouvements, et comment elles s'articulent à la politique du Parti communiste. Il s'agit alors d'examiner comment le parti construit et affirme son identité politique en rapport avec celles exprimées par les ouvriers dans leur diversité. Ce sera l'objet des trois parties suivantes. La première est celle où la prétention du Parti communiste à parler pour et à la place des ouvriers, paraît légitimée par son audience politique nationale et par le lien qu'il entretient avec la classe ouvrière. La deuxième porte sur la décennie 1970, au cours de laquelle le PCF est confrontée à des insubordinations ouvrières qu'il ne parvient pas entièrement à intégrer à sa politique, alors qu'il est contesté dans la prétention à être le porte-parole légitime des ouvriers. La décennie suivante traitera des symptômes de la crise du parti au sein même d'une entreprise qui était emblématique de son lien à la classe ouvrière.

l'usine en 1978. Les anarchistes organisés ont été six au début des années 1970, avec une petite influence dans la CFDT. Sans compter des militants isolés rattachés à une organisation nationale.

³¹⁷ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit. p.287

Partie II

1950 – 1967**Parti et ouvriers, de la guerre froide à l'amorce d'une union des gauches**

En 1950, le Parti communiste est encore le premier parti en France, en nombre d'adhérents et en audience électorale³¹⁸. Par la défense des intérêts des travailleurs, de ceux de la Nation, par son implication dans la résistance, et de surcroît grâce à la contribution de l'Union soviétique à la défaite du nazisme, il bénéficie d'une sympathie et d'une influence qui vont bien au-delà de sa base ouvrière d'avant-guerre. Pendant les trois années qui suivent la Libération, il s'engage résolument dans le redressement économique de la France en acceptant de coopérer avec les directions des entreprises et en délégitimant le recours à la grève. Cette configuration politique vole en éclat dès lors que la situation internationale bascule dans la « guerre froide »³¹⁹. Au printemps 1947, le départ des ministres communistes du gouvernement a libéré une poussée revendicative contenue jusqu'alors par le parti, mais nourrie des difficultés de vie des ouvriers dont la condition économique ne s'est guère améliorée en dépit des réformes sociales de 1945 et 1946.

En novembre 1947, les grèves impulsées par la CGT et les militants communistes expriment une exaspération ouvrière ancienne qui conduit à de violents affrontements entre travailleurs et forces de l'ordre. A l'automne 1948, les mines de charbon françaises sont paralysées par

³¹⁸ Aux élections législatives de 1951, il obtient 25.9 % des voix exprimées devançant le RPF qui en obtient 21.7 % et la SFIO, 14.5 %

³¹⁹ En 1947, les Etats-Unis, inquiets des progrès du communisme, tentent d'établir un « cordon sanitaire » autour du « bloc soviétique ». En mars, Truman, Président américain, a proposé l'aide des Etats-Unis aux pays qu'il jugeait directement menacés, comme la Grèce et la Turquie, ainsi qu'à tous « les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées ou à des pressions venues de l'extérieur ». Le 5 juin à Harvard, le général George Marshall, alors Secrétaire d'Etat, a lancé un plan d'aide économique aux pays d'Europe occidentale, qui portera son nom, pour leur permettre de faire face à la crise sociale, politique et économique qui menace de les déstabiliser. Cette aide n'est pas sans contrepartie. Ces pays doivent s'aligner sur la politique étrangère américaine et s'opposer à l'intérieur de leurs frontières aux actions communistes. Cette politique débouche, en mars 1948, sur la signature d'un accord d'assistance mutuelle entre les pays d'Europe occidentale qui vise à rendre vaine toute tentative expansionniste de l'URSS. Le 4 avril suivant est ratifié le Pacte atlantique. Le 22 et 23 septembre 1947, au cours de première réunion du Kominform (Bureau d'information des partis communistes et ouvriers, successeur de d'Internationale communiste dissoute en 1943), en Pologne à Szklarska-Poreba, la politique suivie jusqu'alors par le PCF est très vivement critiquée. Les représentants des Partis communistes français et italien sont mis en cause pour leur attitude jugée conciliatrice à l'égard des socialistes avec lesquels ils ont gouverné. Fin octobre, après le comité central du 29 et 30, le Parti communiste français fait sienne la politique de « guerre froide ». Sa politique s'organise alors autour de la dénonciation de l'emprise croissante des Etats-Unis en France comme en Europe, et des socialistes en tant que leur soutien français et du Plan Marshall.

huit semaines de grève. La dégradation du pouvoir d'achat des salaires ouvriers est le principal mobile de ces mouvements³²⁰. Les problèmes d'approvisionnement et des conditions de logement difficiles sont d'autres motifs de colère. Les gouvernements s'opposent à ces mouvements avec une fermeté d'autant plus brutale que le contexte international porte à y voir une volonté de déstabilisation de la République par les communistes. Contre les mineurs, Jules Moch, alors Ministre socialiste de l'intérieur, mobilise police et armée³²¹.

Pendant les premières années de la décennie 1950, Parti communiste, gouvernement et directions des entreprises, sont engagés dans des conflits, marqués par des surenchères réciproques, qui atteignent leur apogée en 1952, avant de connaître, à partir de la fin des années 1950 un apaisement progressif, en dépit de la persistance de la « guerre froide ». A Renault, la direction tirant des leçons de la grève de 1953, et surtout du contexte économique nouveau, adopte une politique de réformes visant à favoriser l'adhésion des travailleurs à ses objectifs et à saper l'influence de la CGT. Après avoir engagé au cours de l'année 1952, des grèves et des mobilisations s'opposant avec force à l'action du gouvernement, mais qui à Renault sont des échecs coûteux en termes militants, le PCF révisé sa tactique, pour en revenir par étapes, mais non sans difficultés, à une tactique syndicale plus « classique », en recherchant par ailleurs l'établissement d'un Front unique avec les socialistes.

L'insurrection nationale algérienne en novembre 1954, divise la classe ouvrière, et conduit à une crise institutionnelle qui débouche sur l'instauration de la Ve république. Bien que les tensions internationales perdurent, le défi posé aux gouvernements français ne l'est plus alors par le PCF, mais par le soulèvement algérien dirigé par le FLN. Aux difficultés nées de cette nouvelle configuration politique, s'ajoutent pour le PCF celles rencontrées en 1956, que sont l'approbation des pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement, le XX^{-ème} congrès du PCUS et la dénonciation de Staline, enfin la crise Hongroise. Elles ont des conséquences néfastes tant en termes d'adhésion que de dynamisme militant ou de perspectives politiques. Au début des années 1960, la question algérienne étant réglée par l'accession du pays à l'indépendance, les contradictions politiques et sociales paraissent s'apaiser, le Parti

³²⁰ Entre juillet 1945 et novembre 1947, les salaires fixés par mesure gouvernementale ont été multipliés par deux alors que dans le même temps les prix l'étaient par plus de trois. Ainsi, en 1947, le pouvoir d'achat des salaires ouvriers est estimé inférieur de près de 40 % à celui de 1938. En février 1947, une note du ministère du travail évalue à 40 % la baisse du pouvoir d'achat par rapport à 1939, et à 10 % par rapport à avril 1946. Cyrille Sardais, *Patron de Renault, Pierre Lefaucheur (1944-1955)*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2009 – 326 p., p.224. Le pouvoir d'achat du salaire horaire du manœuvre de Renault est sur une base 100 en janvier 1945 à l'indice 61 deux ans après, alors que le salaire horaire moyen de la même catégorie dans la métallurgie parisienne est de 74. André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit., p 191

³²¹ Il quitte ce ministère en février 1950, mais son nom restera durablement associé à la répression des grèves et du mouvement ouvrier.

communisme peut alors entrevoir comme débouché politique une union des gauches jusqu'alors interdite par les positions divergentes adoptées par ces partis face à la question algérienne, ainsi que face au gaullisme.

1 – La prégnance du politique dans la conduite de l'action revendicative

De 1950 à 1967, les conflits sociaux de même que la conduite de la politique sociale et industrielle de l'entreprise évoluent. Cette partie examinera comment les acteurs ouvriers s'affirment à l'occasion de ces conflits et quelles identités les marquent. Dans une deuxième section, seront abordés la tactique et le contenu de l'action du Parti communiste à l'usine, afin de dégager la nature de son rapport aux ouvriers, sans omettre alors les rôles qu'y jouent la CGT et le CE. Ensuite sera analysé l'impact de la guerre d'Algérie sur les ouvriers et leur comportement, en les mettant en relation avec les choix politiques du parti. Enfin en troisième lieu, les contradictions et les tensions existant entre l'identité revendiquée par le Parti communiste revendiquée et les ressorts de son audience seront explorées à la lumière de sa pratique politique. Seront cernées ainsi les évolutions de cette identité communiste de même que celles que le parti assigne aux ouvriers eux-mêmes.

1.1 Le PCF et les conflits sociaux, de la volonté de politisation à la particularisation des revendications

Au début des années 1950, la situation internationale de « guerre froide » polarise la lutte politique en France et fournit un schéma interprétatif des enjeux nationaux aussi bien pour les gouvernements qui dénoncent les conflits sociaux comme la manifestation d'un complot communiste que pour le Parti communiste qui, fidèle à sa ligne d'indépendance nationale, s'oppose à l'assujettissement de la France aux intérêts de l'impérialisme américain. Pour les communistes, les enjeux nationaux s'inscrivent dans la confrontation entre les USA et l'URSS. Même s'ils ne sont pas réductibles à cette confrontation, les conflits nationaux sont conduits comme étant orientés par elle, la tension internationale contribuant à la polarisation des enjeux politiques et sociaux. L'impérialisme américain est alors l'adversaire, non seulement de l'URSS, mais aussi de l'indépendance de la France. La SFIO, vue comme

l'agent des américains, est devenue « l'adversaire »³²². Cette situation restreignant les possibilités d'alliances politiques, le parti tente de gagner des couches sociales que ses alliés d'hier influencent par l'insistance mise sur le « caractère nettement national de toute la politique du parti » qui s'adresse aux « populations rurales et les éléments petits bourgeois des villes »³²³.

La classe ouvrière et son parti deviennent ainsi les meilleurs garants de l'intérêt national. Pour les communistes, il n'y a que deux politiques possibles « ou bien avec la classe ouvrière et son parti qui s'identifient à la nation, ou bien contre la classe ouvrière et la nation, pour le plan d'asservissement de l'impérialisme américain »³²⁴. Le PCF se dit « un obstacle capital à la vassalisation de la France »³²⁵. Cette polarisation tend à occulter les transformations industrielles et sociales ainsi que la façon dont les différentes composantes de la classe ouvrière les vivent.

Au début des années 1950, cette tension se manifeste aussi bien dans les initiatives de la direction de Renault que dans celles de la CGT, puis elle s'apaise peu à peu par suite de l'évolution de la politique sociale et économique de Renault et de l'inflexion tactique de la CGT. La baisse de la fréquence et de la durée des conflits sociaux constatée dans les années ultérieures, trouve pour une part son origine, dans ces facteurs³²⁶. Mais ce constat quantitatif doit être complété par l'examen des revendications exprimées, rendant compte des attentes nouvelles des ouvriers et de l'évolution de la tactique communiste.

1.1.1 Années chaudes de la guerre froide, l'action politique subsume les revendications catégorielles

Jusqu'en 1948, Pierre Lefaucheur³²⁷, PDG de Renault, pouvait se féliciter de la modération revendicative de la CGT ainsi que de sa contribution à l'amélioration et au progrès de la

³²² Ce parti, alors au gouvernement, a été particulièrement impliqué dans la répression des grèves des mineurs à l'automne 1948, à contre lesquelles Jules Moch, Ministre de l'intérieur, a mobilisé non seulement les forces de police mais des moyens militaires.

³²³ Compte rendu du Bureau politique du 21 juin 1951

³²⁴ Compte rendu du Bureau politique du 3 septembre 1948

³²⁵ Benoît Frachon, « les grandes grèves de novembre décembre 1947 », *Les Cahiers du Communisme*, N°1 janvier 1948

³²⁶ Ainsi, entre les périodes 1950-1954 et 1964-1967, la fréquence annuelle moyenne des débrayages à Billancourt est divisée par deux. Tableau n°11

³²⁷ Pierre Lefaucheur (1908 –1955), ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures en 1922, occupe diverses responsabilités dans l'industrie avant la guerre. Il s'engage dans la résistance (sous le nom de Gildas) dans l'OCM, puis les FFI Il devient après l'arrestation de plusieurs de ses chefs, responsable des FFI de la

production. Les syndicats bénéficient alors de larges facilités pour leur activité et leur propagande dans l'usine. Avec l'entrée en guerre froide, la direction adopte une attitude plus ferme envers la CGT qui, pour sa part, remet en cause son orientation des années de « bataille de la production » comme relevant de la collaboration de classe³²⁸ et adopte une radicalité revendicative répondant aux attentes des ouvriers. Entre 1950 et 1954, les débrayages d'atelier sur des revendications générales, supposant un rapport de force d'ensemble, représentent 23 % du total des actions recensées alors que les revendications salariales d'atelier ne comptent que pour 4 % d'entre elles et celles à motif principalement politique 15 %.

Tableau 11
Billancourt : grèves ou débrayages selon leur motif principal³²⁹

	1950-1954	1955-1962	1964-1967
Fréquence annuelle moyenne des grèves et débrayages			
	58,8	47,25	32
Répartition des motifs de grève			
Grèves d'atelier sur revendications générales	23%	14%	5%
Grèves d'usine ou nationales sur revendications générales	3%	5%	22%
Grèves sur revendications salariales d'atelier	4%	25%	38%
Grèves sur classifications	9%	15%	3%
Grèves sur conditions de travail	17%	25%	18%
Grèves autres (repressions, liberté syndicale, racisme...)	29%	9%	15%
Grèves politiques	15%	7%	0%
	100%	100%	100%

La tension dans les relations sociales se manifeste dans la fréquence des conflits mais encore dans les différends entre la direction et la CGT à propos de la gestion du CE. Pour la CGT et le PCF, les Comités d'entreprise ne sont plus un outil dans la mobilisation pour la production, mais uniquement un instrument de la lutte de classe, un levier pour l'action

région parisienne. Arrêté par la Gestapo en juin 1944, il est de retour à Paris en septembre. Il est nommé administrateur provisoire des usines Renault le 4 octobre, et confirmé en tant que leur PDG le 7 mars 1945.

³²⁸ Rapport au 1^{er} congrès du syndicat CGT, cité par Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.61

³²⁹ Source : Joëlle Créau et Claude Fontan, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, Mémoire sous la direction de Pierre Vilar, Université de Paris-1, 1970. Le décompte des actions est établi sur la base des comptes rendus faits par l'*Humanité* des actions survenues à Billancourt. La répartition de ces dernières selon leurs motifs doit être vue comme exprimant une tendance générale, plus qu'un décompte incontestable. En effet, les actions engagées sont souvent associées à une plateforme revendicative combinant plusieurs types d'exigences.

syndicale, ainsi que qu'un moyen de propager les mots d'ordre du parti³³⁰. Cette orientation achève de dégrader les relations entre la CGT et la direction déjà mises à mal par le durcissement des conflits depuis 1947. En rétorsion, Pierre Lefauchaux retire le statut de « personnel Régie » aux employés du Comité d'entreprise et le 12 octobre 1950, décide de ne plus participer aux réunions du Comité d'entreprise. En décembre, il ramène au minimum légal la contribution de l'entreprise à son financement, divisant du même coup par deux son budget pour l'année 1951. La direction qui accordait aux suppléants élus au Comité d'entreprise 25 heures rémunérées, supprime cet avantage pour s'en tenir à la loi. Elle remplace les 200 heures payées accordées aux secrétaires syndicaux à répartir en selon leurs résultats électoraux, par 100 heures accordées à chaque syndicat³³¹, ce qui pénalise la CGT et avantage les syndicats minoritaires. Par ailleurs, les délégués ne peuvent plus rendre compte de leurs activités dans les ateliers et les cantines, même aux heures de repas. Interdiction est faite au secrétaire du syndicat CGT de rentrer dans l'usine s'il n'est pas salarié de l'entreprise³³². La direction de Renault tente d'interdire la diffusion de tracts et journaux syndicaux dans les ateliers, mais recule devant l'hostilité que cette décision suscite parmi les travailleurs³³³.

Contre la CGT la direction ne s'en tient pas à la seule répression. En prenant l'initiative de hausses salariales parfois négociées avec les autres syndicats, elle espère que les ouvriers se laisseront d'une radicalité CGT qui leur paraîtrait alors vaine. En juin 1948, Pierre Lefauchaux décide d'accorder un acompte aux ouvriers sur la répartition des résultats à venir. La prime distribuée est de 3 000 francs au coefficient 100. Cette mesure étant vue par le Gouvernement comme un contournement de sa politique de contrôle des salaires³³⁴, le PDG de Renault la justifie comme une manœuvre lui permettant « de couper l'herbe sous le pied des agitateurs »³³⁵. Pour démontrer leur inutilité, Pierre Lefauchaux ne cède pas aux grèves et octroie des hausses salariales à son initiative, selon les possibilités de l'entreprise. En mai 1951, la veille des élections professionnelles, après des entrevues avec les syndicats FO, SIR et CGC, la direction annonce une augmentation des salaires. En septembre de la

³³⁰ Jean-Pierre Le Corm, *L'introuvable démocratie salariale*, Paris, Syllepse, 2003, 194 p., p. 105

³³¹ André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit., p. 39, 40

³³² Les premiers secrétaires successifs du syndicat CGT de Renault sont des permanents, choisis par le Parti. Ainsi Roger Linet aura un rôle politique bien plus important que le secrétaire permanent du parti.

³³³ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958 ...*, opus cit., p. 146

³³⁴ Le contrôle gouvernemental des salaires n'est pas encore levé. Il ne le sera qu'en 1950.

³³⁵ Lefauchaux en rappelle aussi que l'entreprise a appliqué pour ses produits une baisse des prix, Lettre de Lefauchaux au ministre de l'industrie et du commerce, 30 juin 1948. Cité par Cyril Sardais, *Patron de Renault, Pierre Lefauchaux*, opus cit., p.248

même année, au sortir d'un entretien avec une délégation de ces syndicats, elle satisfait une revendication qui avait été déposée par la CFTC et la CGT qu'elle avait refusé de recevoir. Ainsi, « assez fréquemment [elle] refuse aux délégués ce qu'elle accorde unilatéralement peu de temps après »³³⁶. De 1950 à 1952, par petites hausses successives, cette volonté de disqualification de la CGT assure le maintien du pouvoir d'achat des salaires qui n'a jamais varié, à la hausse comme à la baisse, de plus de 3 % par an³³⁷ après l'accord du 15 septembre 1950 négocié avec tous les syndicats sauf la CGT Cyrille³³⁸.

Pendant l'hiver 1950, l'usine Renault de Billancourt est paralysée par la grève la plus longue et la plus unanime, exceptionnelle au point que le site ne connaitre plus une grève d'une telle ampleur jusqu'à sa fermeture - mise à part celle de mai et juin 1968. Les ouvriers de Billancourt cessent le travail pendant quatre semaines. Il ne s'agit pas d'un mouvement isolé, car il s'inscrit dans celui de la métallurgie parisienne. En effet, la loi votée le 11 février 1950 qui a rétabli la liberté de négociation entre syndicats et patrons, encourage un sursaut revendicatif. Le 29 janvier, la conférence nationale de l'automobile, organisée par la CGT³³⁹, a déjà décidé d'une journée d'action fixée au 9 février, avec appel à débrayer deux heures. Les revendications posées sont : un taux horaire de base au coefficient 100 de 115 F et une prime de 3000 F, sur lesquelles se greffe une dénonciation de la menace de guerre. Le 9 février, 50% des ouvriers débrayent à Billancourt³⁴⁰.

Courant février, les métallos multiplient les actions exigeant une augmentation des salaires et une négociation des conventions collectives. Le 17 février le patronat de la métallurgie propose une augmentation de 5 % qui, jugée très insuffisante, est perçue comme une provocation et encourage les arrêts de travail. Les débrayages, d'abord sporadiques, débouchent sur la grève de la métallurgie parisienne qui s'étend aux régions. Le 22 février, les usines Renault sont parmi les premières à se mettre en grève, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFTC, SDR, FO. Les grévistes organisent l'occupation des locaux. Mais dans la nuit

³³⁶ André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises ...*, opus cit., p. 151

³³⁷ Ibidem, p. 81

³³⁸ Le premier accord d'entreprise, signé le 15 septembre 1950, est négocié avec la CFTC, FO, la CGC et le SIR, la CGT ayant été tenue à l'écart de sa préparation. Mais ce syndicat y adhère le 31 octobre 1950. L'accord comporte une clause imposant : un préavis de trois jours avant tout déclenchement de grève. André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises ...*, opus cit., p 194

³³⁹ La conférence réunit 470 délégués représentant, selon *L'Humanité*, 220 000 travailleurs *L'Humanité* du 30 janvier 1950

³⁴⁰ *Le Monde* daté du 11 février 1950. Ils sont 50 % chez Ford à Poissy. Les scores sont plus élevés chez Hotchkiss à Saint Denis (75%), chez Berliet (60%) et surtout à l'usine de Renault du Mans (95%) ; mais ils sont faibles à Citroën où seulement 15 % des ouvriers arrêtent le travail et à Peugeot où ils ne sont que 25 % à le faire

le gouvernement estimant que l'entreprise relève du secteur public ordonne l'évacuation de l'usine par les forces de l'ordre. Elle se fait sans violence, mais sous la pression d'une mobilisation massive des forces de l'ordre³⁴¹. Pour maintenir la mobilisation, des meetings sont tenus d'abord quotidiennement, puis tous les deux jours, au square Henri Barbusse proche de l'usine. Bien qu'engagée sur des revendications purement économiques, la CGT inscrit cette bataille dans l'affrontement de deux classes, leur associe la dénonciation des risques de guerre, en mobilisant l'expérience de 1936 dans les appels à l'action³⁴².

L'usine Renault est suivie dans la grève par Ford Poissy, SIMCA Nanterre et Peugeot³⁴³. Après quatre semaines de grève, les ouvriers de Renault et de Peugeot Sochaux reprennent le travail sans avoir obtenu satisfaction³⁴⁴. A Sochaux, forces de police et travailleurs s'affrontent très durement pour le contrôle de l'usine. A Billancourt, la reprise du travail se fait sans heurts sur convocation individuelle de la direction qui licencie quatre délégués de la CGT et seize de ses militants. Elle ne frappe pas la CFTC, pourtant très impliquée dans le mouvement, qui dénonce cette attitude comme une manœuvre de division³⁴⁵.

Les travailleurs de Billancourt sortant démoralisés la grève³⁴⁶, le nombre de débrayages baisse au cours des mois suivants. Toutefois, cette baisse n'est pas durable car les actions d'ateliers³⁴⁷ reprennent et leur fréquence double en 1951 par rapport à l'année précédente, cependant il n'y a pas de conflit de grande ampleur et le nombre d'heures perdues chute. La direction y voit une amélioration du climat social qu'elle impute à l'accord signé en

³⁴¹ *Le Monde* daté du 24 février 1950. Sur les conseils de Benoît Frachon, les ouvriers ne résistent pas aux nombreuses forces de police déployées. La grève durera néanmoins plus de quatre semaines.

³⁴² Tract CGT sans date, mais apparemment antérieur au déclenchement de l'action : « nous ne pouvons (pas) nous contenter d'une aumône » « Si le patronat et le gouvernement se montrent si violemment opposés à satisfaire nos légitimes revendications, c'est qu'ils veulent maintenir les travailleurs dans les 'sacrifices' et en même temps aggraver la misère pourtant déjà terrible, parce que patronat et gouvernement sont complices pour engloutir dans le gouffre du budget de guerre des sommes considérables prélevées sur la peine et la misère des travailleurs ». (Souligné dans le tract). SRTA 4 W 79

³⁴³ *Le Monde* daté du 8 mars 1952. Comme à Billancourt, les usines Ford et Hotchkiss sont évacuées par les forces de police après quelques jours de grève³⁴³. La grève ne se consolide pas à SIMCA, Panhard, Citroën, et Chausson, où les ouvriers arrêtent leur mouvement au cours de la première semaine de mars

³⁴⁴ Le mouvement est un échec dans les grandes entreprises où les ouvriers mettent fin à leur lutte sans avoir rien obtenu. Ces revers venant après ceux de décembre 1947, accentuent l'affaiblissement de la CGT et du PCF dans les entreprises automobiles. A Citroën, la capacité de lutte syndicale est annihilée pour plusieurs décennies. A SIMCA et Ford des licenciements frappent la CGT. Plusieurs centaines de ses militants et quelques militants CFTC sont congédiés. Après la fusion de ces deux entreprises en 1953 / 1954, la CGT sera laminée par l'implantation d'un syndicat autonome, organisée par la direction de SIMCA.

³⁴⁵ André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit., p 141

³⁴⁶ « *De bonne source on apprend que les militants cégétistes de la Régie Renault auraient perdu de leur combativité à la suite du mouvement de grève* ». Note des Renseignements généraux du 24 mars 1950, APPP Carton Ba 2399.

³⁴⁷ Ils sont fréquents bien que brefs, en général d'une heure.

septembre 1950³⁴⁸. La conflictualité retrouvée n'est plus marquée par d'amples mouvements, mais par la multiplication de courts débrayages d'ateliers. Au cours des quatre premières années de la décennie, ils portent pour un quart d'entre eux, des revendications salariales générales telles que la hausse de 25 F du taux horaire ou l'application d'une échelle mobile. Les exigences salariales propres à des ateliers particuliers, y compris celles concernant les classifications, concernent peu de débrayages.

Tableau 12

1950- 1967 : Nombre annuel de débrayages à Billancourt

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Nombre annuel de débayages ou grèves (toutes durées)	40	80	39	97	38	78	50	36	13	50	53	48	50	Nc	21	37	47	23

Source : CREAU Joëlle et FONTAN Claude, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, opus cit.

La formulation de revendications générales, à l'occasion d'actions locales, s'adapte au recul de la combattivité, mais traduit aussi la volonté de la CGT de préparer un mouvement unifié de tous les travailleurs du site, sur des revendications auxquelles les travailleurs, quel que soit leur atelier, pourront s'identifier. Elle ne renonce pas à de tels mouvements dont elle veut faire des leviers dans la lutte politique contre le gouvernement, contre l'Etat propriétaire de l'entreprise. Aussi, la CGT désapprouve les grèves « bouchon », qui laissent la majorité des travailleurs spectateurs de l'action d'une minorité³⁴⁹. Cependant la politisation des débrayages ne s'en tient pas à cette tactique, orientée par la préparation de mouvements d'ensemble, car beaucoup sont engagés sur des mobiles explicitement politiques ou de solidarité internationale, tels que la défense la Paix, l'opposition au réarmement de l'Allemagne³⁵⁰, l'exigence, mais une seule fois, du retour au pouvoir du PC. En mai 1952, à l'appel de la CGT, des ouvriers débrayent pour dénoncer l'emprisonnement de Messali Hadj, puis la venue en France de Ridgway. La grève du 12 février contre l'interdiction de la manifestation commémorative du 12 février 1934 et celle du 4 juin pour exiger la libération de Duclos, sur lesquelles nous reviendrons à propos de l'action du PCF, escomptent une

³⁴⁸ Renault. Rapport annuel d'activité de l'année 1951. SRTA 1 W 11

³⁴⁹ Le tract de la CGT du 20 octobre 1953, donc postérieur à la grève bouchon du département 74, dont il sera traité plus loin, exprimait la position suivante : « lorsque les conditions de l'extension de la gève ne sont pas encore réalisées, la tactique de la grève-bouchon conduit à une impasse. Vous pouvez exercer une pression efficace par un sérieux ralentissement de la production. Les ouvriers des autres ateliers resteront aussi à leur place de travail au lieu d'être lock-outés et ils exigeront leur paie intégrale ». TIANO André, ROCARD Michel, LESIRE-OGREL Hubert, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit. p.146

³⁵⁰ Décembre 1950, début 1951, voir Joëlle Créau et Claude Fontan, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, opus cit.

mobilisation massive des ouvriers de Billancourt, partiellement réalisée en février, mais qui échoue en juin. La direction licencie alors, en deux vagues, 400 militants CGT et communistes décapitant ainsi leurs organisations. En 1953, des débrayages ont lieu en réaction à fusillade et aux morts de la manifestation du 14 juillet³⁵¹. Les débrayages politiques étant illégaux, la direction les sanctionne par le licenciement d'ouvriers grévistes, mais surtout par celui des délégués CGT y ayant appelé³⁵². L'échec des grèves de février et juin 1952 et les licenciements qui s'en suivent, ont pour conséquence une division par deux du nombre de débrayages par rapport à l'année antérieure. De plus, comme après 1950, le recul est effacé par un regain d'activité l'année suivante qui témoigne de la volonté des ouvriers de voir leur condition s'améliorer et celle de la CGT de maintenir la combattivité.

En avril et mai 1953, la grève qui immobilise Billancourt n'est pas celle que tentait de préparer la CGT par la multiplication des débrayages d'atelier. En effet, elle ne concerne que 400 à 450 ouvriers et ouvrières spécialisés de l'atelier 74.60, atelier de sellerie situé au premier étage de l'Île Seguin. Démarrée dans un secteur, elle ne s'étend pas à toute l'usine. Les grévistes reprennent pourtant des revendications popularisées lors des débrayages, comme l'augmentation de 25 francs de l'heure et en ajoutent de nouvelles telles qu'une troisième semaine de congés payés, le paiement des jours fériés. De plus, les grévistes exigent que les ouvriers algériens bénéficient des allocations familiales et des prestations de sécurité sociale sur les mêmes bases que les travailleurs métropolitains. Grève d'ouvriers spécialisés, dont des femmes et des immigrés, elle est la première qui, depuis 1947, les met au premier plan de la lutte ouvrière avec un mode d'action qui deviendra courant deux décennies plus tard : la grève bouchon³⁵³. Alors que les débrayages ont été jusqu'alors largement à l'initiative de la CGT, les conditions de son déclenchement sont plus confuses. Grève spontanée, dont le SIR n'a sans doute pas l'initiative mais à laquelle il s'associe immédiatement, appelant à la grève générale 48 heures avant les autres syndicats, selon un

³⁵¹ Depuis 1936, le 14 juillet, le PCF, la CGT et de nombreuses organisations organisaient à Paris un défilé qui se veut une célébration des valeurs de la République—Depuis le début des années 1950 les messalistes, militants indépendantistes du mouvement pour les libertés démocratiques en Algérie (MTLD) prennent part au défilé. Le 14 juillet 1953, à la fin de manifestation la police tire sur un cortège du MTLD, faisant sept morts et au moins 63 blessés graves. Voir, Maurice Rajsfus, *1953, un 14 juillet sanglant*, Agnes Vienot Edition, collection moisson rouge, Paris, 2003, 237 p.

³⁵² Ainsi, en décembre 1950 et en 1951, des délégués sont menacés de licenciement pour avoir été à l'initiative d'arrêts de travail s'opposant au réarmement de l'Allemagne. CREAU Joëlle et FONTAN Claude, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, opus cit.

³⁵³ Les revendications sont : augmentation de 25 F de l'heure, 3 semaines de congés payés, 20 000 F de prime de vacance, retraites complémentaires, allocations familiales et sécurité sociale sur les mêmes bases pour les travailleurs nord africains que pour les métropolitains, respect du droit de grève, réunion immédiate de la commission supérieure des conventions collectives. Roger Linet, LINET Roger, *1947 – 1958. Les années chaudes de la guerre froide*, opus cit. p.276

tract du Groupe communiste libertaire de Renault³⁵⁴. Le SIR ayant une certaine influence dans ce département³⁵⁵, méfiante la CGT, hésite à s'y engager puis le fait avec détermination, en établissant et en maintenant un front syndical avec la CFTC, FO et le SIR qu'elle dénonçait auparavant comme fascisant. La grève dure quatre semaines et se termine sans qu'aucune revendication n'ait été satisfaite.

En août 1953, les cheminots, les postiers et une bonne partie de la fonction publique font grève. Ce mouvement, d'une importance inégalée depuis des années³⁵⁶, est perçu par les syndicats de Renault « bien plus que la lutte de certaines catégories de travailleurs pour la défense de leurs revendications propres, [...] comme une protestation contre l'orientation de la politique économique et sociale des hommes et partis au pouvoir »³⁵⁷. En dépit de « l'incompréhension des problèmes des fonctionnaires »³⁵⁸ parmi les ouvriers, au retour des congés le 18 août, la CGT et la CFTC de Billancourt appellent à la grève et à un meeting pour le jeudi 20. Elles espèrent bénéficier de la dynamique du mouvement des fonctionnaires pour engager un mouvement de toute l'usine. Mais seuls les ouvriers d'une douzaine de départements arrêtent totalement le travail, ceux des autres ateliers ne le faisant que brièvement ou en s'en tenant à des actions limitées. Mais au moment où le mouvement est engagé et où les fédérations des métaux CFTC et FO appellent à la grève générale pour le vendredi et samedi, les fédérations des cheminots et les postiers donnent l'ordre de la reprise qui est totale le 25 août, interrompant ce qui s'amorçait à Billancourt. L'échec d'un mouvement commun « des cheminots, postiers, gens du Métro et du bâtiment, métallos... » est « un choc pour les travailleurs » selon la CFTC³⁵⁹, qui espéraient un mouvement interprofessionnel puissant.

En 1954, les confédérations réduisent leurs ambitions. Elles appellent à deux journées d'action nationale sur les salaires avec pour revendication centrale le relèvement du Smig. La participation des ouvriers de Renault aux grèves nationales du 29 janvier et du 28 avril ne répond pas aux attentes syndicales³⁶⁰. Minoritaire dans de nombreuses entreprises, en

³⁵⁴ Tract du Groupe communiste libertaire de l'usine Renault (mai) - APPP Ba 2135

³⁵⁵ Le 5 juin 1952, douze ouvriers sont arrêtés par la police à Boulogne, alors qu'ils apposent des affiches du SIR relatives aux élections au CE. Tous sont des OS et la majorité d'entre eux, 10 sur 12, sont originaires de départements de province. Note de police du 5 juin 1952, APPP carton Ba 2135.

³⁵⁶ Du 4 au 25 août 1953, à lieu l'un des plus fort mouvement de grève qu'a connu la France. A son apogée, il y a près de 4 millions de grévistes. Voir Michel Pigenet, *les grèves d'août 1953*, dans Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (Dir), *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La Découverte, 2012, 800 p.

³⁵⁷ L'action syndicale de juin 1953 à septembre 1954, chapitre 2, Congrès du SRTA CFTC, SRTA, 5W7

³⁵⁸ Ibidem

³⁵⁹ André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises ...*, opus cit. p.153.

³⁶⁰ Selon l'*Humanité* du 24 janvier 1954, la journée du 29 janvier devait être à Renault une « grande journée qui restera comme une articulation de l'histoire. Pour aller plus avant encore ».

particulier dans les plus importantes, la journée du 29 janvier est « loin d'être un coup pour rien »³⁶¹ avec 2,6 millions de grévistes, mais à Billancourt seule une douzaine d'ateliers connaît un taux de grévistes supérieur à 75 %. Dans beaucoup de départements de l'usine la participation aux arrêts de travail est inférieure à 20 %³⁶² des ouvriers. La CFTC impute l'échec du mouvement à l'engagement modéré de la CGT. La deuxième journée de grève nationale interprofessionnelle, celle du 28 avril, est sanctionnée par un échec encore plus net chez Renault, en dépit sa préparation soutenue par la CGT et la CFTC. Moins de 15 % des travailleurs sont grévistes le matin et 8 à 10 % l'après-midi. Ces résultats peuvent s'expliquer par la dispersion des piquets de grève par la police tôt le matin, mais ils le sont plus par l'indifférence de travailleurs qui se sentent peu concernés par l'exigence d'un salaire minimum de 25.166 francs bien inférieur à celui qu'ils perçoivent³⁶³. La CGT et la CFTC imputeront d'ailleurs cet échec au caractère inapproprié de la plateforme revendicative à la situation des ouvriers de Renault.

Les mobilisations salariales connaissent de nombreux échecs par suite de la fermeté de la direction et de leur caractère, alors que les actions contre les cadences et pour l'amélioration des conditions de travail obtiennent des résultats plus mitigés. Elles concernent plus de 17% des arrêts de travail. Les cadences sont un motif fréquent des débrayages d'atelier car la hausse de la production ou la mise en gamme de nouvelles opérations, par la méthode MTM ou le chronométrage, conduisent à revoir à la baisse le temps alloués aux opérations exécutées par les ouvriers. Ces débrayages, d'ampleur inégale, ne s'étendent jamais à d'autres ateliers, car les difficultés rencontrées au travail sont très spécifiques, comme les exigences posées pour y mettre fin. Les chaînes de montage des véhicules du département 74 sont le lieu privilégié³⁶⁴, bien que non exclusif, des actions motivées par un refus d'une augmentation de cadence, actions souvent brèves et impliquant un nombre variable de

³⁶¹ Roger Linet, *Renault 1947 – 1959 ...*, opus cit. p 300

³⁶² Ibidem. p 301

³⁶³ Dans la recension des débrayages que fait l'*Humanité* le lendemain, Renault n'est pas mis en avant, car de toutes les usines métallurgiques de Boulogne-Billancourt, elle est celle où les débrayages ont été les plus faibles Avec 25% de grévistes, contre de 55 % à 90 % dans les autres

³⁶⁴ En juin 1951 des ouvriers se couchent sur la chaîne de montage sellerie en signe de protestation contre les cadences 15 juin 51. Note du 21 octobre 1952. APPP Ba 2135 - En novembre de la même année, et pendant 19 jours, les ouvriers de la chaîne de montage 4 CV du département 74 arrêtent le travail une demi-heure par jour tous les soirs contre la hausse des cadences. Joëlle Créau et Claude Fontan, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, opus cit. En 1951, dans l'atelier de montage des trains avant de 4 CV, où travaille Marius Apostolo les ouvriers formulent quatre exigences : la baisse des cadences et leur affichage, la permutation des ouvriers sur la chaîne, des temps de remplacement, enfin la formation professionnelle pour ceux qui la demandent APOSTOLO Marius, *Traces de luttes, 1924 – 2007*, Paris, Editions Autrement, 2007, 204 p., p. 107 et 108. En décembre 1952, les ouvriers de la chaîne des moteurs 4 CV refusent d'assembler 10 moteurs de plus par équipe et s'arrêtent après les 179 moteurs habituels. Joëlle Créau et Claude Fontan, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, opus cit.

travailleurs. Ainsi, en avril 1953, les fondeurs des ateliers 61-40, 61-41 et 61-44 arrêtent le travail six jours pour s'opposer à la hausse des cadences, et obtenir la révision des temps, ainsi que la parité de coefficient entre les nouveaux embauchés et les anciens³⁶⁵.

Dans les ateliers, les litiges sur les cadences peuvent parfois se régler avant même que le conflit ne débouche sur un arrêt de travail³⁶⁶. Un débrayage portant sur le charge se conclue fréquemment par un recul de la direction qui accepte de revenir aux rythmes antérieurs (grève des fonderies en avril 1953), ou d'augmenter le nombre d'ouvriers sur la ligne (grève du carrousel *Frégate*). Elle cède d'autant plus facilement que la demande commerciale est forte et qu'elle sait pouvoir revenir sur sa concession à l'occasion d'une révision des temps lors d'un changement dans la nature de la production ou de son volume, les Méthodes révisant alors les gammes de fabrication. Ainsi, trois ans après, leur victoire de 1953, les ouvriers des chaînes de coulée réclament toujours des cadences moins rapides et d'être mieux protégés contre les émanations de fumée et les poussières³⁶⁷.

Alors que la mise en application du système de cotation des postes est dénoncée par la CGT de Billancourt comme facteur d'exploitation et de division accrue entraînant une dégradation des conditions de travail, aggravant « la dépersonnalisation de l'ouvrier avec l'impossibilité de celui-ci de s'attacher à son travail »³⁶⁸, elle est à l'origine de peu de débrayages. En dépit d'initiatives de la CGT dans une quinzaine d'ateliers, elle ne fait pas l'objet d'un rejet systématique et en encore moins de luttes d'ensemble³⁶⁹.

1.1.2 *Les échecs imposent des replis tactiques*

Direction et CGT échouent toutes deux dans leurs ambitions contradictoires. Certes Pierre Lefaucheur n'a pas cédé aux exigences des mouvements impulsés par la CGT, mais il n'a pas entamé le crédit du syndicat auprès des ouvriers. La volonté de le marginaliser par l'octroi de hausses salariales en période « froide », après les avoir refusé sous la pression de la grève, combiné à la répression des actions politiques et à la recherche d'une valorisation

³⁶⁵ Action Syndicale CFTC 14 avril 1953, SRTA, 5W7

³⁶⁶ Au département 18, François Dollé se souvient que « souvent ça se réglait par la maîtrise et avec les agents de méthodes. Il n'y avait pas une pression énorme et les gens pouvaient se défendre, discuter, argumenter ». François Dollé, entretien.

³⁶⁷ Congrès syndicat CGT RNUR – *Humanité* du 17 février 1956

³⁶⁸ Aimée Moutet, *Roger Vacher, 1940- 1945*, opus cit., p 34

³⁶⁹ Roger Linet, *1947 – 1958 Les années chaudes de la guerre froide*, opus cit., p.302

de ses concurrents syndicaux, dont la CFTC³⁷⁰, a fait long feu. Cette politique a toutefois contribué au maintien puis à l'élévation progressive des salaires des ouvriers de Renault³⁷¹ qui explique pour une part l'échec des mobilisations de 1954. Toutefois après la grève d'avril-mai 1953, la direction amorce une réflexion sur la politique sociale souhaitable de l'entreprise. Constatant l'échec de sa tactique de marginalisation de la CGT, la direction recherche la modération de la conflictualité par une modification progressive du statut et de la condition des ouvriers, réflexion qui débouche sur l'accord de 1955. De leur côté, la CGT et le PCF prennent conscience des risques que leur font courir des actions minoritaires ou politiques, comme celles de l'année 1952, de même que des mobilisations sur des mots d'ordres généraux. Ces organisations rompent progressivement avec ces modes d'action et revoient leur tactique syndicale nationale, privilégiant peu à peu les actions au plus près des besoins spécifiques des travailleurs de chaque atelier.

Les révisions auxquelles sont conduites aussi bien le PCF et la CGT que la direction, n'obéissent pas au seul contexte local, pas plus qu'elles ne résultent de la neutralisation de leurs actions contradictoires. Leurs échecs respectifs renvoient à leur méconnaissance ou négligence des attentes ouvrières à l'égard du syndicat, CGT dans le cas présent, et de l'action politique. La direction a cru que le lien des ouvriers à la CGT n'était qu'utilitariste et qu'elle pourrait l'affaiblir en démontrant le caractère vain de ses actions, ignorant combien ce syndicat est associé aux valeurs de classe et à l'histoire récente des ouvriers que les échecs conjoncturels ne peuvent durablement entamer. La confiance dans ce syndicat puise dans l'expérience collective des ouvriers, s'alimente à la mémoire de moments emblématiques de leur combat. En ce sens, leur rapport à cette confédération est politique. Néanmoins, le PCF conscient de la force de l'adhésion ouvrière à la CGT, à laquelle il contribue, se méprend aussi sur sa portée en l'identifiant à une adhésion nécessaire à ses mots d'ordre en toute circonstance. Il sous-estime donc la singularité de l'identité ouvrière, et s'il a contribué à la faire émerger par l'action des militants communistes, il ne peut pour autant l'instrumentaliser sans risque.

³⁷⁰ Ce choix n'est pas seulement tactique et témoigne de conceptions convergentes existant entre ce syndicat et la direction. Alors que Raymond Vazier, délégué CFTC cadre, a participé activement au comité de grève en février 1950, il est nommé quelques semaines après la fin du conflit responsable du recrutement avec l'appui de Vernier-Paillez. Avec le syndicat chrétien, Pierre Lefauchaux partage la conviction que le progrès social sera fondé sur des hausses de productivité rendant possible à la fois la croissance de l'entreprise et une hausse du pouvoir d'achat des ouvriers les faisant ainsi accéder au statut de consommateurs de biens durables. La Direction et la CFTC ont aussi la conviction que Renault, en tant qu'entreprise nationale, a une mission particulière dans le développement économique et social de la France

³⁷¹ En 1954, les taux horaires payés par Renault sont dès lors supérieurs à la moyenne de ceux de la métallurgie de la Région parisienne, alors qu'en 1947 ils en étaient inférieurs. André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises ...*, opus cit., p 82

Les échecs constatés conduisent donc la direction de l'entreprise et celle du parti à infléchir leurs tactiques. Si la rectification engagée par les communistes, sur laquelle nous reviendrons, est le produit d'une réflexion nationale, celle de la direction de l'entreprise obéit à des objectifs immédiats qui lui sont propres, mais aussi sur la conscience des adaptations exigées par l'évolution du capitalisme. Selon des intérêts et des modalités qui leur sont spécifiques, le Parti communiste et la direction de l'entreprise cherchent à infléchir leur rapport aux ouvriers, en prenant plus en compte leurs besoins immédiats.

La direction de Renault tire donc rapidement des enseignements de la grève des OS d'avril 1953 du département 74. En juillet 1953, Jean Myon³⁷², adjoint au Directeur du personnel, propose dans une note adressée à Pierre Lefauchaux, des mesures visant à créer des « conditions soit pour [...] retarder le déclenchement [des grèves], soit pour en limiter les effets ». Constatant que les grèves politiques ne sont guère soutenues, il souligne que le statut des ouvriers horaires, leurs salaires, leurs conditions de travail sont une « survivance du temps où le personnel ouvrier ne faisait pas réellement partie du personnel de l'entreprise ». Jean Myon suggère de rapprocher le statut des ouvriers de celui des mensuels en leur accordant des avantages similaires. Reconnaisant, comme Alain Touraine, la « déshumanisation » du travail ouvrier, il suggère des « avantages » permettant de pacifier les rapports sociaux et de stabiliser la main d'œuvre qui, en améliorant son « sort matériel et moral »³⁷³, devraient détendre « le climat général à la Régie, intéresser davantage l'ensemble du personnel à [sa] réussite » et conduire à une efficacité plus grande. Son objectif est que « le personnel de la Régie [prenne] conscience d'appartenir à une entreprise pas ordinaire, à une entreprise pilote tant dans le domaine technique, commercial, économique, que dans le domaine social »³⁷⁴. Il s'agit donc d'opposer à l'image de Renault propagée le PCF, exemplaire dans la lutte de classe, celle d'une entreprise pacifiée innovant dans l'intégration des ouvriers. La note de Jean Myon, est adressée par Pierre Lefauchaux aux cadres dirigeants de Renault, car « elle pose très clairement l'un des problèmes essentiels de la Régie, celui des rapports avec le personnel »³⁷⁵. Le Président de Renault croit possible d'entreprendre « une politique sociale efficace qui vise à détendre le climat général à la Régie en intéressant davantage le personnel à sa réussite, condition favorable à une efficacité accrue, sur tous les

³⁷² MYON Jean, Note confidentielle du 7 juillet 1953, *Renault Histoire*, Bulletin de SHGR, n°13, juin 2001, p.69 à 82

³⁷³ Ibidem. P.77

³⁷⁴ Ibidem. P.81

³⁷⁵ LEFAUCHEUX Pierre, Note de service n°945, *Renault Histoire*, Bulletin de SHGR, n°13, juin 2001, p.68

plans (techniques et économiques en particulier) »³⁷⁶. La préparation de l'accord s'inscrit dans des perspectives économique (d'efficacité), sociale (de stabilisation de la main d'œuvre) et politique (de pacification des rapports sociaux) qui pourraient marginaliser le PCF et peser sur la CGT.

L'orientation adoptée par la direction de l'entreprise est dictée par la volonté de créer des conditions favorables à la croissance de l'entreprise dans un marché qui va devenir de plus en plus compétitif. Pour Cyril Sardais³⁷⁷, cette projection vers le futur ne résulte pas seulement de l'analyse d'une réalité constatée. Elle est la projection vers un « futur imaginé », une vision politique, qui est portée non seulement par Pierre Lefauchaux, encore imprégné des choix du CNR, mais encore par les hommes dont il s'est entouré à la direction du personnel, comme Jean Myon, Raymond Vatier, ingénieur CFTC, ou Roger Clees ancien syndicaliste CGT de tendance socialiste. Tous ont la conviction que le ressort du progrès social réside dans des gains de productivité permettant un développement rentable de l'entreprise en même temps que la hausse du pouvoir d'achat ouvrier³⁷⁸. Leurs convictions sont confortées par la fréquentation d'universitaires intéressés à la vie des entreprises. Pour Raymond Vatier ces « relations procèdent d'une volonté d'aller au-delà de la connaissance des données d'un problème social [et] de se donner des bases théoriques à d'éventuelles solutions »³⁷⁹. Avec Jean Myon, il fait appel à Georges Friedmann et ses élèves du Centre d'étude sociologique³⁸⁰. Il pilote Alain Touraine dans son étude sur le travail aux usines Renault³⁸¹. Pour les responsables de Renault, s'il n'est pas possible de se passer du travail à la chaîne, associé à la grande série, il faut toutefois rendre la condition des ouvriers qui y sont astreints plus acceptable et les intégrer à l'entreprise en faisant évoluer leur statut et les avantages qui y sont associés.

³⁷⁶ Ibidem

³⁷⁷ Cyril Sardais, *Patron de Renault, Pierre Lefauchaux (1944-1955)*, opus cit.

³⁷⁸ Leurs options sont aussi celles du courant politique, personnalisé par Pierre Mendez-France, qui s'exprime dans l'hebdomadaire *l'Express*. Cette publication est « un lieu d'élaboration idéologique et non pas l'instrument d'expression [...] d'idéologies déjà constituées par ailleurs ». Cette publication est favorable « à la constitution de grandes entreprises distribuant de hauts salaires qui stimulent la consommation, à l'introduction de la conception américaine de [...] la production en série » et partisan d'un syndicalisme représentatif puissant acceptant la collaboration des classes dénoncée par le PCF. JAMET Michel, « Réflexions sur *l'Express* et son idéologie dans les années 1950 », *Cahiers d'histoire de IRM*, N°1, 1980.

³⁷⁹ Raymond Vatier, « La Régie Renault des années cinquante », *RENAUL HISTOIRE*, Bulletin de SHGR, n° 21, juillet 2009.

³⁸⁰ André Compain-Mefray, « A propos de l'accord d'entreprise du 15.09.1955 », *RENAUL HISTOIRE*, Bulletin de SHGR n°15, Juin 2003.

³⁸¹ Ce chercheur, en conclusion de « l'évolution du travail aux usines Renault », affirme que ce n'est plus le rapport de l'homme à la machine qui donne sens au travail, rapport devenu intangible, mais la place de l'ouvrier dans une certaine organisation de la production. Le sens de son activité serait alors donné par des « facteurs de valorisation », externes à la sphère de la production. Alain Touraine, *L'évolution du travail aux Usines Renault*, opus cit., p 176

L'évolution du capitalisme et les besoins qu'elle génère poussent à la mise en œuvre d'une politique sociale novatrice. La France sort de la phase de reconstruction et ses entreprises font face à de nouveaux défis : développement d'une production exigeant des investissements de plus en plus lourds³⁸², concurrence accrue avec la perspective d'une ouverture des marchés et rareté relative de main d'œuvre. Ces contraintes exigent la stabilisation des travailleurs et une « pacification » des rapports sociaux. En 1956, Pierre Naville³⁸³ inscrit le premier accord Renault dans cette dynamique générale du capitalisme. Il traduirait « en France³⁸⁴, avec un certain retard, des phénomènes qui se sont manifestés dans d'autres pays industriels, en particulier aux USA, en Grande Bretagne, en Allemagne occidentale, en Belgique etc., et qui ont commencé se manifester en Italie »³⁸⁵. L'allongement des congés payés constitue sans aucun doute une nécessité en raison de l'intensification du travail à laquelle sont soumis notamment les travailleurs des grandes entreprises à fabrication en série. Dans ces conditions, une semaine supplémentaire de congés permet de mieux gérer les reprises d'activité³⁸⁶, alors que des travailleurs étrangers bénéficiant de congés sans solde étalent leur retour, ce qui nuit au bon redémarrage de production la fin de l'arrêt d'été. Enfin, la maintenance des installations de plus en plus capitalistiques ou la mise en place de nouvelles machines ne peuvent plus être réalisées en seulement deux semaines d'arrêt de l'usine.

En février 1955, Pierre Lefauchaux meurt accidentellement³⁸⁷, son successeur, Pierre Dreyfus³⁸⁸, mène à bien le projet d'accord envisagé. Au printemps et à l'été, la métallurgie est touchée par des grèves, la plus importante étant celle des ouvriers des chantiers de Saint Nazaire qui, marquée par des affrontements violents entre les ouvriers et les forces de l'ordre,

³⁸² Ces investissements se sont traduits par la création de deux nouvelles usines dans la vallée de la Seine : Flins pour la carrosserie montage, Cléon pour les fabrications mécaniques. Ces usines font appel à leur démarrage à une main d'œuvre rurale, d'où le sobriquet de « betteraviers » donné aux premiers ouvriers de Cléon.

³⁸³ Pierre Naville, « L'accord Renault », *Esprit*, juin 56.

³⁸⁴ Ibidem, souligné par l'auteur.

³⁸⁵ Pierre Naville : « L'accord Renault », art. cit. Peugeot proposera en décembre 1955 un accord d'entreprise proche dans sa conception de celui de Renault, mais qui, moins ambitieux, n'aura pas le même retentissement.

³⁸⁶ André Compain-Mefray, « A propos de l'accord d'entreprise du 15.09.1955 », art. cit.

³⁸⁷ Le 11 février, en se rendant en voiture à Strasbourg pour y donner une conférence aux étudiants catholiques

³⁸⁸ Pierre Dreyfus (1907-1994) intègre la fonction publique en 1935 comme conseiller technique au ministère de l'Industrie. Engagé dans la Résistance, il est nommé à la Libération inspecteur général de la Production industrielle. Il est directeur de cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce Robert Lacoste de novembre 1947 à octobre 1949, président des Houillères du Bassin de Lorraine en 1950, président de la Commission de l'Énergie au Plan en 1951, enfin directeur de cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce Maurice Bourgès-Maunoury en 1954. Durant toute cette période, Dreyfus siège également au conseil d'administration de Renault, dont il occupe le poste de vice-président à partir de 1948.

se conclut en août par l'obtention d'une augmentation du salaire horaire de 40 francs, soit une hausse de 22 %. Cette victoire ne peut qu'encourager les travailleurs d'autres entreprises à entrer en lutte. Toutefois Renault en est peu affecté et les débrayages y restent d'ampleur limitée. Ces événements confortent Pierre Dreyfus dans sa conviction qu'un accord à Renault peut avoir des retombées nationales. Il obtient l'aval d'André Morice, Ministre de l'industrie, à l'engagement de négociations avec les syndicats. Lorsqu'en septembre 1955, il leur propose d'ouvrir les discussions sur le projet d'accord d'entreprise, il se revendique d'une continuité avec Pierre Lefaucheur. Il écrit ainsi au secrétaire de la CFTC que « depuis l'accord du 15 septembre 1950, la direction générale a suivi de son propre chef une politique tendant à faire bénéficier le personnel de l'expansion de la production et de l'amélioration des résultats », politique qui a été bien « comprise par le personnel dans son ensemble [et] a permis l'établissement d'un climat favorable aux progrès de notre entreprise »³⁸⁹. Pierre Dreyfus se dit aussi partisan de « syndicats forts et responsables »³⁹⁰ et infléchit la politique de l'entreprise envers la CGT. Ce syndicat, majoritaire à Billancourt et dans les usines de province, est certes fort, mais ne peut être considéré encore comme responsable au sens qu'en donne la direction d'une entreprise. Pierre Dreyfus ne pense d'ailleurs pas qu'une « concertation » permettra « d'exclure » les grèves, mais il attend qu'elle puisse « instaurer un dialogue quotidien avec [les] partenaires sociaux »³⁹¹. Pour donner plus de poids à sa démarche, il décide de présider les réunions qui débattent du projet d'accord.

Le projet propose un allongement d'une semaine des congés payés, le paiement des jours fériés chômés pour les horaires, des indemnités complémentaires pour la maladie et les accidents du travail, la création d'un système de retraite complémentaire assurant une pension équivalent à 90 % du salaire d'activité³⁹², et un relèvement du pouvoir d'achat de 4%. En contrepartie le préambule de l'accord stipule que les signataires s'engagent à ne recourir à la grève qu'après avoir épuisé toutes les possibilités de conciliation. L'accord traduit la vision qu'à la direction des relations à établir avec les ouvriers au sein de

³⁸⁹ Lettre Pierre Dreyfus au secrétaire de la CFTC. Dans André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit., p.155

³⁹⁰ Pierre Dreyfus, *La liberté de réussir*, Paris, Jean Claude SIMOEN, 1977, 211 p., p. 53

³⁹¹ Ibidem. En 1977, il pensait avoir atteint cet objectif

³⁹² Clara et Henri Benoits, Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, Paris, Syllepse, 2014, 222 p., p.77. Le taux de prélèvement était de 8% réparti pour moitié entre salariés et entreprise. L'extension ultérieure de la retraite complémentaire au plan national ramènera la couverture totale à 70 % du salaire d'activité...

l'entreprise, ainsi que celle du rôle national de Renault, dont le statut de régie nationale peut favoriser l'adhésion des ouvriers à ses objectifs³⁹³.

La CGT Renault refuse de parapher l'accord, avant de s'y rallier sous la pression de la confédération. En effet, l'accord Renault prend les militants CGT à contrepied. En septembre 1955, ils voient dans le succès des travailleurs de Saint Nazaire, un encouragement et un exemple. Aussi, dans un tract du 5 septembre, la CGT affirme nécessaire « de suivre l'exemple de Saint Nazaire jusqu'au bout », portant alors l'exigence de hausse du taux horaire à 40 francs au minimum, alors qu'elle n'était jusqu'alors que de 25 francs. Elle invite ses militants à « réunir les syndiqués, [à] consulter les ouvriers, [à] faire élire de larges Comités de lutte, [à] envisager l'action indispensable qui doit aller en se développant pour vaincre »³⁹⁴. Le 15 septembre, les militants convaincus de pouvoir s'appuyer sur le succès des métallos nazairiens, refusent de donner leur aval à un accord signé à froid, certains qu'ils sont de pouvoir obtenir plus. L'ampleur limitée des débrayages de la fin septembre démentira leur prévision. Et ce n'est qu'après de multiples discussions et pressions de la direction confédérale que la CGT Renault acceptera de donner son aval à l'accord dans des circonstances traitées ultérieurement. Ce ralliement confirme une évolution de la tactique communiste amorcée après les échecs des années précédentes.

L'accord d'entreprise Renault est salué par la presse comme marquant la « fin de la condition prolétarienne »³⁹⁵. Mais les observateurs les plus avisés perçoivent qu'il pourrait seulement ouvrir une période aux relations sociales plus apaisées. Pierre Naville écrit alors qu'il doit déboucher « sur une nouvelle tactique dans la lutte syndicale »³⁹⁶. Cinquante ans plus tard, Robert Kosmann³⁹⁷ constate que cet accord a ouvert « une nouvelle période, celle du conflit social pacifié », puisque « le type de régulation institué chez Renault à partir de 1955 se

³⁹³ Vingt-cinq ans plus tard, Claude Poperen reconnaîtra que la direction de Renault a mis la CGT et le PCF sur la défensive « en faisant jouer à l'entreprise le rôle qui doit être celui d'une entreprise nationalisée ». Claude Poperen, *Regards de l'intérieur*, opus cit., p.101

³⁹⁴ « Suivre l'exemple de Saint Nazaire, jusqu'au bout ». Tract CGT Renault, 5 septembre 1955, SRTA 4 W 81

³⁹⁵ Chaban-Delmas en campagne électorale à Bordeaux « le contrat Renault est une date capitale dans l'histoire de » France. Il marque dans notre pays la fin de la condition prolétarienne ». Décembre 1955. Voir Roger Linet, *les années chaudes de la guerre froide* », opus cit., p.347

³⁹⁶ Pierre Naville : « L'accord Renault », art. cit.

³⁹⁷ Robert Kosmann, est entré comme OS intérimaire au département 14 de Billancourt (fabrication de bielles et pistons) en septembre 1973. Il participe à la création d'un éphémère comité d'intérimaires appuyé par l'organisation d'extrême gauche *Révolution*. Embauché en septembre 1974 à l'usine Renault de Choisy, il est muté en décembre 1975 au département 37 (Usine de Renault à Saint Ouen) dédiée à la réalisation d'outillages d'emboutissage. OS, puis P1 en 1977, puis fraiseur en 1984. Militant à la CGT, il est licencié en 1991. Actuellement retraité après avoir été contrôleur des Impôts.

maintient pendant une trentaine d'années [et] enregistre une amélioration de la condition ouvrière et corrélativement la fin de la violence de masse »³⁹⁸. Pierre Dreyfus a la conviction, comme il l'écrira plus tard, de réaliser l'orientation donnée par l'ordonnance de nationalisation des Usines Renault qui ambitionnait de faire de cette entreprise « le point de départ de la plupart des grandes réformes sociales depuis la Libération »³⁹⁹. En 1955, il est convaincu que sa politique sociale, en réduisant la précarité de la condition des ouvriers, contribuera à les attacher plus à l'entreprise⁴⁰⁰. L'accord a des retentissements d'autant plus importants, qu'il a amorcé la généralisation à tous les travailleurs des retraites complémentaires et de la troisième semaine de congés payés.

1.13 1955 – 1967 : particularisation revendicative et atonie sociale

De 1955 à 1967, l'usine ne connaît guère de conflit important à l'exception des débrayages et manifestations consécutifs aux licenciements de novembre 1960, mais elle n'est pas pour autant « pacifiée », bien que la fréquence annuelle de débrayages chute notablement de 1954 à 1958, avant de croître et de se stabiliser à partir de 1959 (*Supra* tableaux 11 et 12). Dans les premiers années 1960, les grèves prolongées, de plus d'une semaine régressent notablement (voir annexe 5). Les grèves d'ateliers sont maintenant menées sur des revendications qui leur sont spécifiques. Après 1955, les revendications salariales d'ateliers, les actions sur les classifications⁴⁰¹, ou sur les conditions de travail⁴⁰² représentent 65 % des motifs de débrayage, (contre 30 % pendant la période précédente), et 59 % entre 1964 à 1967. Les grèves politiques représentent encore 7 % entre 1955 et 1964, mais pour certaines à l'initiative des Algériens puis en dénonciation des actions de l'OAS.

Alors que les débrayages d'ateliers régressent, la protestation ouvrière s'exprime dans les meetings ou rassemblements ponctuels qui mobilisent d'autant plus qu'ils sont appelés dans l'unité syndicale. Le 13 juillet 1956, la CGT, la CFTC et FO, réunissent 1000 travailleurs à

³⁹⁸ Robert Kosmann, *Renault 1955 : Les conventions collectives, leur application chez Renault et l'exemple de l'accord d'entreprise de 1955*, DEA Histoire sociale Paris VIII, 1997. In *Renault – Histoire bulletin de la SHGR* de mars 2003 (hors-série).

³⁹⁹ Pierre Dreyfus, *La liberté de réussir*, Jean Claude SIMOEN, Paris, 1977, 211 p., p 209

⁴⁰⁰ En 1958, la direction complète les améliorations accordées en 1955, par un fonds de régularisation des ressources permettant d'atténuer l'effet éventuel d'une baisse de production sur les revenus des travailleurs

⁴⁰¹ Les professionnels débrayent pour défendre leur statut qu'ils jugent dégradé, les P1 devenant « tout juste des OS » et les « P3B tout juste des P3 », Tract CGT du département 50, 12 juin 1961– SRTA 4W84

⁴⁰² Le 4 septembre 1957, 30 ouvriers de l'atelier 74.66 (carrusel *Frégate*) débrayent trois heures pour obtenir cinq ouvriers supplémentaires sur la chaîne et un cadencement régulier des véhicules Grève 74 - CFTC *Notre lutte à Renault*, 13 septembre 1957 - SRTA 5W12

l'usine O et 4000 place nationale selon l'*Humanité*⁴⁰³. Le caractère exceptionnel de ces participations est noté par le journal communiste - « il n'y en avait pas eu depuis longtemps » - confirmant le faible impact des actions antérieures. Mais le 27 novembre de la même année, une grève de 24 heures ne connaît qu'une très faible mobilisation⁴⁰⁴. En mai 1957, un débrayage de deux heures, appelé par la CGT et la CFTC, aurait concerné 25 000 ouvriers selon la CGT, participation exceptionnelle qui concluait quatre mois de campagne revendicative de la CGT sur les salaires⁴⁰⁵. La journée d'action du 27 septembre, organisée par les mêmes syndicats, est encore un succès les équipes du matin débrayant à 95 à 100 %⁴⁰⁶. Cette poussée revendicative n'est pas durable. L'atonie de ces années ne résulte pas seulement de l'Accord d'entreprise de 1955, et peut être comprise comme une des conséquences de l'engagement de la lutte nationale algérienne, abordée ultérieurement.

Les changements dans le mode de gestion de la force de travail engagés au début de la décennie et alors dénoncés par la CGT, s'étendent progressivement à Billancourt à l'occasion des réorganisations d'ateliers. A Flins la méthode MTM est appliquée dès le démarrage de l'usine en 1951, mais ne l'est de façon systématique à Billancourt qu'à compter de 1956⁴⁰⁷ et les études de poste à partir de 1958⁴⁰⁸. La cotation des postes et le paiement des OS selon leur poste éliminent aussi bien le salaire aux pièces, qui prévalait avant la guerre, que les taux horaires combinant une partie au rendement, faisant appel à des « coefficients de production », et une partie fixe dans leur calcul, qui a cours dans les années 1950⁴⁰⁹ à Billancourt, avec pour conséquence un nombre très important de taux de salaire.

En dépit des déclarations syndicales⁴¹⁰ qui affirment que les études de poste et leur cotation sont « pour les OS l'exploitation poussée au maximum, [creusant] 'scientifiquement' et

⁴⁰³ L'*Humanité* du 14 juillet 1956 : Place nationale : 4000 travailleurs : meeting : présidence Popperen, Soulas, Linet, Blanc : information sur les raisons avancées par la direction pour s'opposer aux revendications déposées par les 4 syndicats.

⁴⁰⁴ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, Paris, Les Editions ouvrières, 1973, 206 p., p54

⁴⁰⁵ *Le Métallo de l'automobile*- Mai 1957 n°1 et portait sur l'exigence d'une augmentation des salaires de 30 f de l'heure, pour retrouver le pouvoir d'achat de septembre 55, sur une prime de vacance de 30 000 f, ainsi que sur le paiement des ¾ d'heure de repas pour les équipes. SRTA 5 W 32

⁴⁰⁶ *Action Syndicale CFTC*, 1 octobre 1957, SRTA 5W7

⁴⁰⁷ CFDT Rapport au 18^e congrès du SRTA du 23 et 24 novembre 1979, p.26, AP-AV

⁴⁰⁸ Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p. 25 Le chronométrage est pour la direction de l'entreprise source de tension dans les ateliers comme en témoigne un document : « On a estimé qu'il était plus simple pour les chronométrateurs de baser leurs calculs sur le système MTM et plus agréable pour les ouvriers de ne pas avoir les chronométrateurs à proximité de leur poste de travail »

⁴⁰⁹ Voir *Supra*.

⁴¹⁰ S'appuyant sur la mise en œuvre de ces méthodes à Flins, la CGT fait campagne contre leur introduction à Billancourt. En février 1955, la *Vie Ouvrière* titre son enquête à Renault : « ceux de Billancourt disent 'nous ne serons pas les robots des temps modernes' ». L'article accuse Lefauchaux de « mettre en place [à Flins] l'homme robot, esclave de la machine » et de prévoir l'application à Billancourt de la cotation des postes,

prématurément [leur] tombe »⁴¹¹, l'attitude des ouvriers reste pragmatique. Ils s'y opposent seulement lorsque leur application conduit à une baisse de leur salaire⁴¹². Ils peuvent aussi en accepter le principe dans l'espoir d'une requalification de leur rémunération⁴¹³. Pragmatisme que confirme à la fin des années 1950, une longue étude de la CGT sur « les études de postes à la Régie Renault » qui donne une appréciation nuancée de leur impact, car « après les premières réactions, [elles] sont assez facilement acceptées, puisque chaque fois elles amenaient quelques francs de plus »⁴¹⁴. Il faudra plusieurs années d'expérience et un contexte politique et social nouveau pour que ces études soient perçues comme néfastes pour les ouvriers et rejetées.

En 1960, la violente réaction des OS de Billancourt aux licenciements de 3000 ouvriers, essentiellement des OS, par suite de la mévente de la *Dauphine* aux USA, n'a pas d'effet durable sur la conflictualité dans l'usine. En octobre, après l'annonce le licenciement, les ouvriers et les syndicats sont indécis. L'opposition s'organise en manifestations et meetings, sans se généraliser. Le 4 novembre, au terme d'un rassemblement appelé par les syndicats, de jeunes ouvriers spécialisés de l'île Seguin envahissent et saccagent des bureaux de la direction. La CGT et le parti condamnent ces actions comme le fait de provocateurs⁴¹⁵. Ils craignent de se voir imputer des actes que le Parti communiste n'aurait pas désavoués moins de dix ans auparavant. La réprobation du PCF est partagée par les OP qui répugnent au sabotage ou à la dégradation des matériels, en particulier des machines qu'ils dirigent et dont ils sont « les maîtres »⁴¹⁶.

préparant ainsi la « sélection des hommes ». Mais ce n'est qu'à Flins que la dénonciation des études de postes se traduit en des mouvements de grève.

⁴¹¹ Congrès syndicat CGT RNUR, *L'Humanité* du 17 février 1956

⁴¹² En mars 1957, les ouvriers de l'atelier de montage 74-75 débrayent trois heures contre une diminution de salaire induite par une nouvelle cotation de leurs postes de travail. *L'Humanité* du 15 avril 1957. En novembre 1961, la *Voix du département 55* dénonce les « études de postes qui [font] subir à de nombreux travailleurs des discriminations de salaire horaire ». *Voix du 55*, novembre 1961 – SRTA 5 W 35. En avril 1962, la section syndicale du département 74 affirme que « les études de postes n'ont rien apporté aux travailleurs du département sinon des différences de salaire allant jusqu'à 10 F de l'heure » et quelques fois des diminutions de salaire comme au 74-67 où des ouvriers sont prévenus « que leur salaire qui était de 321 F de l'heure passait après étude de poste à 317 F de l'heure. Tract CGT section syndicale du 74 du 9 avril 1962— SRTA 5W35

⁴¹³ En 1961, au département 55, soixante régleurs sur tours se mettent en grève pour obtenir la revalorisation de leurs rémunérations. Ils reprennent le travail en acceptant, avec l'accord des syndicats, le « principe d'une revalorisation par une nouvelle étude de poste qui tiendrait compte de l'évolution de la technicité demandée » Note manuscrite d'un délégué CFTC (Bosq, militant libertaire) : juin 1961— SRTA 4W84

⁴¹⁴ FTM – CGT « *les études de postes à la Régie* », texte de 14 pages, sans date et sans auteur, possiblement François Dollé. AD93-SCRB, carton 136

⁴¹⁵ Dans les jours qui suivent ce saccage, la CGT dénonce les violences et désigne comme responsables des dirigeants des autres syndicats, deux CFTC, un de FO. La Direction licencie le délégué CFTC, Maurice Humeau, au motif du saccage, et 13 délégués CGT et deux délégués du SIR au titre des licenciements collectifs. Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p. 139 et CFTC, *Notre Lutte chez Renault* du 30 novembre 1960 - SRTA 5W12.

⁴¹⁶ HERVE CHRISTIAN, entretien du 28 juin 2011. Ermont.

En décembre 1962, l'Accord d'entreprise accorde aux travailleurs de Renault d'une quatrième semaine de congés payés. La proposition de la direction ne répond pas à une forte pression sociale, bien que les revendications d'une quatrième semaine de congés et d'une réduction du temps de travail soient portées dans les cahiers de revendications présentés à la direction depuis plusieurs années⁴¹⁷. En 1962, conformément à la tactique syndicale préconisée par la CGT, la lutte s'est déployée atelier par atelier, mais sans jamais imposer un rapport de force dans l'ensemble de l'usine. Pierre Dreyfus peut donc affirmer avoir consenti des avantages « en période de calme social relatif, sans grève ni même menace d'aucune sorte »⁴¹⁸. Il estime alors que le contexte politique et économique permet d'envisager « une satisfaction partielle des revendications du personnel »⁴¹⁹. Conformément à l'attitude adoptée au cours de la décennie antérieure, la direction cherche par des mesures améliorant la condition des ouvriers à contrarier l'action revendicative de la CGT. La menace est perçue par cette dernière et par le PCF qui présentent l'accord comme résultant de leurs actions⁴²⁰. L'accord encourage toutefois des conflits dans la métallurgie⁴²¹.

La « pacification sociale » doit encore son succès à l'instauration de primes semestrielles amputées de 20 % par jour de grève et à la politique d'embauche de travailleurs étrangers en contrats courts dans un contexte de baisse des effectifs⁴²². Nombreux sont les ouvriers étrangers, essentiellement d'européens, embauchés en contrat ONI de courte durée qui permettent l'ajustement des emplois aux variations saisonnières de la demande. En 1960, avec l'échec des ventes de la *Dauphine* aux USA, les travailleurs en contrats précaires sont

⁴¹⁷ En 1960, les syndicats avaient proposé une réduction du temps de travail comme alternative aux licenciements, mais la direction n'y avait pas souscrit. Le syndicat revendique, pour le seul printemps 1962, plus de trois cents débrayages d'ateliers. Jean Luc Bodiguel, *La réduction du temps de travail – enjeu de la lutte sociale*, Paris, Editions ouvrières, 1968, 314 p., p 151,

⁴¹⁸ Pierre Dreyfus, *La liberté de réussir*, opus cit., p.57

⁴¹⁹ Pierre Dreyfus, *La liberté de réussir*, opus cit., p.57. Contrairement à l'Accord de 1955, Pierre Dreyfus n'a pas informé son ministère de tutelle de son initiative. Le Premier ministre a été mis devant le fait accompli

⁴²⁰ L'*Humanité* affirme dans son éditorial du 2 janvier 1963 que « ce n'est pas un cadeau », soulignant combien cet accord, qui a été discuté pendant douze jours, est « le résultat d'une action unie, soutenue depuis de nombreux mois, dans les ateliers et les bureaux du plus grand constructeur français d'automobile ».

⁴²¹ La grève de mars 1963 des ouvriers de Peugeot porte sur l'application de la quatrième semaine de congés obtenue par Renault. Aussi, de mars à juillet, de très nombreux accords nationaux de branches sont signés, et dès la mi-mars l'U.I.M.M. accepte de discuter avec les syndicats de cette revendication, contribuant à une deuxième vague d'accords. Jean Luc Bodiguel, *La réduction du temps de travail*, opus cit, 314 p., p.224-229 - L'accord est rapidement généralisé par voie contractuelle sous la pression des travailleurs, d'abord à la métallurgie puis aux autres branches. Le bénéfice de la quatrième semaine s'étend rapidement à tous les salariés du privé malgré les réticences du patronat qui n'envisageait l'extension des congés payés que progressive, avec suppression des congés supplémentaires au titre de l'ancienneté et des jours déjà acquis au-delà des trois semaines légales. Fin mars les métallos parisiens obtiennent que la convention collective régionale intègre la quatrième semaine sans perte des jours supplémentaires au titre de l'ancienneté, avec effet dès janvier 1963. Au cours du même mois, les sidérurgistes lorrains obtiennent eux aussi les quatre semaines de congés payés Il faudra attendre mai 1968 pour les quatre semaines de congés payés soient inscrites par une loi dans le droit.

⁴²² Ils passent, à Billancourt, de 35.300 en fin d'année 1960 à 30.500 fin 1966

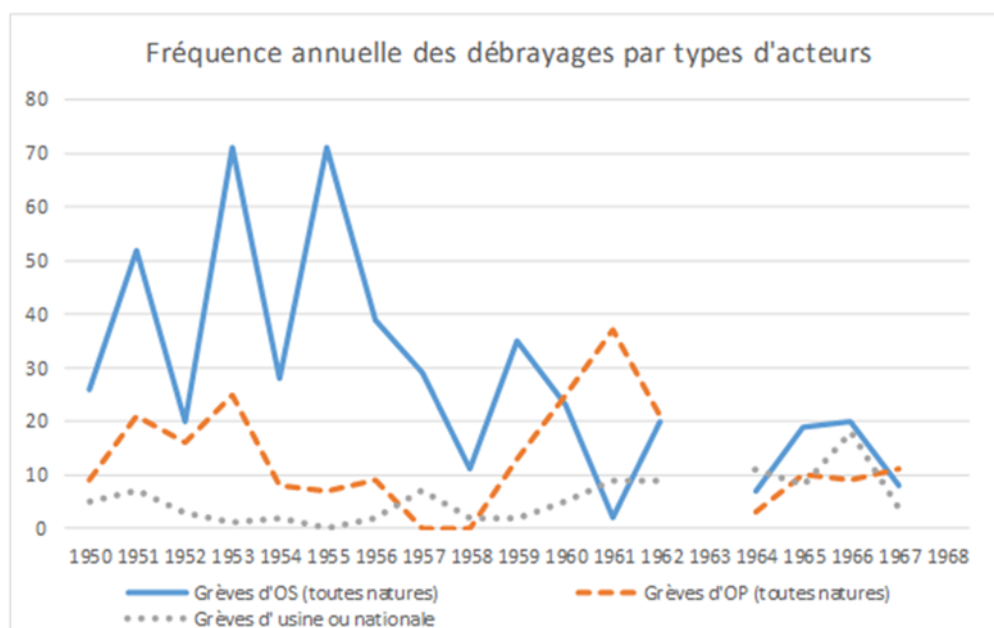
les premiers licenciés⁴²³. La précarité des étrangers entrave leur participation aux luttes des autres ouvriers. Elle facilite leur contrôle⁴²⁴. Et s'il le faut, la direction n'hésite pas à entraver leur organisation par la CGT en mobilisant la police pour faire interdire une réunion de travailleurs italiens, mécontents de leurs conditions d'emploi⁴²⁵. En 1968, 3000 ouvriers de Renault⁴²⁶ y sont assujettis⁴²⁷.

1.1.3 Aucune identité singulière ne se dégage des luttes salariales

Pendant toutes ces années aucune catégorie ouvrière ne marque de sa singularité la conflictualité à Billancourt. De 1950 à 1958, les débrayages d'OS représentent pourtant les trois quarts des débrayages ou des grèves de l'usine, contre 20 % pour les actions des OP. De 1959 à 1962, les arrêts de travail imputables aux OS sont moins nombreux que ceux des professionnels, 40 % contre 48 %. De 1964 à 1967, la proportion des actions des OS est stable alors que les OP ne sont plus responsables que de 26 % des arrêts de travail.

Tableau 13

Nombre annuel de débrayages, de toute durée selon leurs acteurs



⁴²³ Mille contrats temporaires sont supprimés au printemps, la plupart des travailleurs immigrés, et 3000 travailleurs en contrat à durée indéterminée sont licenciés en novembre Claude Poperen, *Regards de l'intérieur*, opus cit., p 137

⁴²⁴ En 1962, l'usine recrute, en contrats de six mois, des Italiens au début de l'année et 800 Espagnols au dernier trimestre. *Echo des Métallos* n°60 23 novembre 1962, AD93-SCRB – carton 176

⁴²⁵ *Humanité* du 9 octobre 1962

⁴²⁶ Donnée portant sur tous les sites Renault.

⁴²⁷ *Echo du 34* -Tract PCF – 8 octobre 1968 – SRTA 5W56. Ces contrats sont supprimés lors de l'accord de fin de grève à Renault en juin 1968. Cette suppression levant ainsi un obstacle à leur participation aux mouvements grévistes

De 1950 à 1967, en ne prenant en considération seulement que les grèves d'une semaine et plus, celles d'ateliers d'ouvriers professionnels en représentent 41 %, les OS des ateliers de carrosserie montage seulement 19 %, contre 33 % pour ceux des ateliers de mécanique⁴²⁸. Les actions les OS des ateliers de carrosserie ne peuvent donc marquer les conflits de l'usine d'une quelconque spécificité identitaire, contrairement à leur rôle dans les mouvements des années 1970 et suivantes. En effet, les débrayages d'ouvriers professionnels, encore employés dans des productions de série, bien qu'en nombre décroissant, alimentent la conflictualité de cette catégorie, leur condition salariale se dégradant relativement à celle des OS desquels ils se rapprochent, alors que celle des outilleurs se maintient.⁴²⁹ Les transformations dans le travail ont resserré la hiérarchie salariale en défaveur des ouvriers professionnels de production qui subsistent. Alors qu'ils avaient pu, dans l'immédiat après-guerre, tirer parti de la rareté de la main d'œuvre qualifiée, ils sont maintenant affaiblis par l'importance croissante des OS dans la production de série.

Dans la décennie cinquante, en dépit des salaires relativement élevés à Renault⁴³⁰, la question salariale reste une préoccupation majeure par suite du retard accumulé⁴³¹ et de l'instabilité des revenus des travailleurs payés à l'heure. Elle est donc le motif principal des luttes collectives et le vecteur d'une identité ouvrière qui subsume les spécificités catégorielles. De 1950 à 1954, les enjeux salariaux s'expriment par la mise en avant de revendications générales qui entravent l'expression d'identités catégorielles, et cela d'autant plus que la multiplicité des conditions de rémunération interdit à une catégorie de devenir symptomatique de la condition ouvrière, comme le seront les OS dans les années 1970. Les revendications salariales propres aux ouvriers spécialisés restent trop associées aux conditions particulières à chaque atelier pour acquérir une dimension identitaire exprimant une condition commune et unificatrice.

Pourtant malgré des facteurs peu favorables à l'expression forte d'une identité d'ouvriers spécialisés, deux événements préfigurent son émergence future, dans les modes d'action plus

⁴²⁸ Tableau n°13. Le reliquat concerne des grèves de mensuels ou du service camionnage. Calcul fait à partir des données de Joëlle Créau et Claude Fontan, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, opus cit.

⁴²⁹ Le rapport entre le coefficient d'un OP2 et un OS2 qui était de 1,29 en 1947, n'est plus que de 1,22 en mai 1950, de 1,18 de 1952 à 1954. Seul le salaire des P2 outilleurs se maintient supérieur de 37 % à celui d'un OS2 en 1954. André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit. p. 77 et 78. Les rapport est calculé par mes soins.

⁴³⁰ Au début des années 1950, les salaires offerts par Renault sont parmi les plus élevés de l'automobile pour les OS. André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit. p. Tableau n°26, p.94

⁴³¹ De plus, et cela n'est pas propre à Renault, le pouvoir d'achat ouvrier ne retrouve son niveau de 1938 qu'au cours de la première moitié de la décennie 1950.

que dans les revendications : la grève du département 74 en 1953, la réaction violente des Os de l'île Seguin contre les licenciements en novembre 1960. Si les ouvriers spécialisés ne marquent pas de leurs spécificités professionnelles les conflits à l'usine, ceux parmi eux qui sont originaires de pays colonisés, portent à l'usine leurs aspirations nationales.

1.2 Etrangers : de l'affirmation d'une identité nationale à celle d'immigrés

Les ouvriers originaires de pays colonisés, puis anciennement colonisés, minoritaires parmi les ouvriers non qualifiés jusqu'en 1967, impriment à leurs luttes une dimension proprement politique. C'est le cas pendant les années de la guerre de libération nationale algérienne, mais plus autant dans les années suivantes, après que leurs pays ont accédé à l'indépendance. Parmi eux les Maghrébins sont majoritaires. Plus nombreux, les Algériens sont les mieux organisés. Ils le sont au sein du MLTD, puis du FLN.

Au début des années 1950, le PCF et la CGT soutiennent les luttes anticoloniales et mobilisent en faveur de la lutte du peuple vietnamien, dénoncent aussi le colonialisme en Afrique du Nord, et sont les seules grandes organisations favorables à l'indépendance de l'Algérie⁴³². Le Parti communiste exprime ce soutien dans des déclarations reconnaissant la légitimité des aspirations nationales des peuples du Maghreb. Il noue des relations avec le MTLN⁴³³ dont les militants sont nombreux à Renault où ils adhèrent à la CGT et sont élus à des postes de délégués du personnel ou représentants au comité d'entreprise, puisqu'alors considérés comme français.

1.2.1 1950-1954 *L'anticolonialisme participe de la radicalisation des conflits*

Les Algériens et les autres travailleurs originaires des pays colonisés, moins nombreux, sont très sensibles à la montée des résistances nationales et à leur répression. Au début de l'année 1952, en Tunisie, les grèves engagées à l'appel de UGTT et de l'USTT⁴³⁴ sont très suivies.

⁴³² Si l'on ne retient que les grandes organisations nationales, car le PCI soutient résolument la lutte pour l'indépendance des Algériens.

⁴³³ Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) est fondé en 1946 à la suite de la dissolution du Parti du peuple algérien. Après le Congrès de 1953, un conflit oppose Messali Hadj (Secrétaire générale historique) à la direction du Parti (les « centralistes »). La scission entre centralistes et messalistes est définitive en août 1954. Les centralistes rejoignent le Front de libération nationale peu après le déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne le 1er novembre 1954. Messali Hadj forme son propre parti, le Mouvement national algérien contre lequel le FLN mène une lutte sans merci.

⁴³⁴ UGTT, Union générale des travailleurs tunisiens est le syndicat du Néo-destour, l'USTT, Union syndicale des travailleurs tunisiens est dirigé par les communistes du PCT.

Leurs mots d'ordre sont politiques : « A bas le colonialisme, à bas les trusts impérialistes, vive l'indépendance »⁴³⁵. Des manifestations secouent tout le pays, contre lesquelles l'armée coloniale n'hésite pas à faire feu, faisant, entre le 14 et le 17 janvier, des dizaines de morts et de nombreux blessés. Pour briser la montée des protestations, la puissance coloniale déporte des leaders, puis par vague des responsables de partis et syndicats, ouvrant des camps pour les interner. Les villages impliqués dans ces protestations sont ratissés par l'armée et les suspects arrêtés. Le ratissage le plus connu touche le Cap Bon. La Légion étrangère fait la chasse aux nationalistes dans les villages qui sont pillés, détruits, les hommes y étant souvent exécutés. Il y a peu de Tunisiens à Billancourt, mais la plupart des travailleurs arabes se reconnaissent dans le soulèvement national tunisien. Le vendredi premier février, les ouvriers maghrébins de plusieurs ateliers débrayent, soutenus parfois par des travailleurs français⁴³⁶. Les événements tunisiens provoquent « un vent de révolte » parmi ces ouvriers qui les pousse à exiger vainement des syndicats un appel à un débrayage de toute l'usine. Les délégués algériens de la CGT, de la CFTC et du SIR demandent à leurs organisations de prendre position sur ces événements et convoquent une réunion pour le 4 février au cours de laquelle une pétition commune sera rédigée. Selon *l'Humanité* du premier février, à l'initiative du PCF, du MLTD, de la CFTC, de la CGT et du SIR, 1200 travailleurs du département 74 avaient déjà adopté une résolution contre la répression sanglante en Tunisie.

Le PCF et la CGT s'appuient sur l'expression d'une hostilité anti-impérialiste, pour appeler les ouvriers algériens et leur organisation à s'associer à la grève générale du 12 février, organisée en protestation contre l'interdiction de la manifestation commémorant celle du 12 février 1934. Le 23 mai 1952, la journée d'action du MLTD pour la libération de Messali Hadj et pour l'indépendance algérienne est encore soutenue par le PCF et la CGT. A cette occasion, les travailleurs algériens et vietnamiens rédigent un tract appelant à l'action solidaire tous les ouvriers de Renault. Ils s'adressent « aux camarades ouvriers de chez Renault » et réunissent dans la dénonciation de l'impérialisme toutes les exactions commises en Algérie, au Maroc et en Tunisie et au Vietnam, en soulignant combien la préparation de la guerre fera subir un lourd fardeau au peuple français⁴³⁷. Si 600 travailleurs algériens font

⁴³⁵ Juliette Bessis, « la crise de l'autonomie et de l'indépendance tunisienne, classe politique et pays réel », dans René Gallissot (dir), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Paris, les éditions ouvrières, Cahier du 'mouvement social' n°31978, 292 p., p 266 et 267

⁴³⁶ Lettre du 8 février 1952, de Raymond Guillot secrétaire général au Président de la CFTC, rapportant des informations fournies par le syndicat SRTA. Archives SRTA 4 W 79. Les données suivantes sont issues de cette lettre.

⁴³⁷ Le tract des travailleurs algériens et vietnamiens du 23 mai 1952, SRTA 4 W 79

grève ce jour-là⁴³⁸, le nombre de grévistes Français est symbolique, la CGT, affaiblie par les licenciements de février, restant prudente. Mais, bien qu'affaiblie, elle n'hésite pas, dans les semaines qui suivent, à s'engager à nouveau - le 28 mai et le 4 juin - dans des actions minoritaires qui contrastent avec son peu de détermination dans la solidarité avec les travailleurs originaires de colonies françaises.

Les travailleurs algériens participent habituellement aux manifestations du premier mai et du 14 juillet, organisées par la CGT⁴³⁹. Le PCF voit dans leur présence « un renforcement du front anticolonialiste et anti-impérialiste »⁴⁴⁰. En 1953, à la fin de la manifestation du 14 juillet, la police tire sur le cortège algérien tuant six Algériens et un Français membre de la CGT. Bien que *L'Humanité*, rendant compte de la fusillade policière, omette de souligner dans ses titres de « une » que les victimes sont surtout algériennes, le secrétariat du parti demande à ses militants de « marquer la solidarité et l'amitié de la classe ouvrière et des démocrates français avec les travailleurs coloniaux établis en France »⁴⁴¹ en participant aux obsèques des victimes de la fusillade⁴⁴². Mais cette solidarité reste faible à Billancourt. Le 15 juillet en solidarité un atelier interrompt le travail une demi-heure et un meeting se tient place Nationale à 12 h 30. Le 21 juillet, jour des funérailles des victimes, des arrêts de travail de 10 minutes à une demie heure ont lieu dans une demie douzaine d'ateliers et une minute de silence est organisée à l'AOC et au département 76.

Le MTLD participe aux manifestations syndicales du premier mai ou du 14 juillet en cortèges indépendants avec des mots d'ordre qui leur sont propres, marquant ainsi sa volonté d'autonomie. Dans le cortège du 14 juillet 1953, Français et Algériens défilent sur des mots d'ordres spécifiques⁴⁴³. Un an plus tard, à l'occasion de la préparation de la manifestation du 14 juillet 1954, qui sera interdite, le bureau politique du Parti communiste donne des instructions pour que les Algériens ne puissent plus défiler en cortège autonome et que leur participation se fasse dans le cadre des délégations d'entreprises, « de façon à enlever au MTLD le monopole de la représentation de ces travailleurs »⁴⁴⁴. Si au cours de ces années, le Parti communiste et la CGT soutiennent par des prises de position la cause nationale des peuples colonisés, leur politique n'est pas exempte d'ambiguïtés, comme cela sera examiné

⁴³⁸ Henri et Clara Benoits, *L'Algérie au cœur*, opus cit., p 85

⁴³⁹ Les manifestations 195du Premier mai seront interdites en 1954. La CGT ne les reprendra qu'en 1968.

⁴⁴⁰ Secrétariat réunion du 2 mai 1950

⁴⁴¹ Secrétariat réunion du 15 juillet 1953

⁴⁴² Secrétariat réunion du 17 juillet 1953

⁴⁴³ Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt, de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS*, opus cit. p. 396

⁴⁴⁴ Bureau politique du 24 juin 1954

ultérieurement, et n'entraîne pas la masse des travailleurs français, qui restent indifférents, situation qui est encore plus nette alors que la guerre de libération nationale algérienne est engagée.

1.2.2 1954- 1960 La guerre de libération nationale algérienne divise les ouvriers

L'insurrection nationale algérienne, puis l'accentuation de l'effort de guerre en 1956 révèlent l'incapacité des ouvriers à faire face, Français et Algériens unis, aux conséquences d'un conflit qui avive leurs contradictions, les paralyse et leur interdit de peser sur les bouleversements politiques comme institutionnels que connaîtra la France. Pourtant beaucoup de ces travailleurs appartiennent ou se reconnaissent dans la même organisation, la CGT, mais confrontés à la guerre Français et Algériens s'éloignent les uns des autres. Leur unité est d'autant plus affaiblie qu'à partir de l'automne 1956, l'effort de la guerre repose sur la mobilisation de soldats du contingent⁴⁴⁵, parmi lesquels de nombreux fils de travailleurs ou de jeunes de Renault appelés sous les drapeaux. Sans doute 2 000 ⁴⁴⁶.

En mai 1956, la mort de 17 soldats, la plupart ouvriers, lors d'une embuscade dans les gorges de Palestro⁴⁴⁷, trouble les travailleurs qui découvrent l'horreur d'une guerre qui ne disait pas son nom. L'effroi est d'autant plus grand que les corps sont mutilés. La presse en donne un récit visant à frapper les esprits et à discréditer les nationalistes. L'événement désoriente y compris les militants français qui ont « du mal à se situer »⁴⁴⁸. Le pouvoir politique l'exploite pour provoquer un réflexe d'union nationale. Ainsi, le 17 juin à Verdun le Président René Coty en « appelle aux armes pour opposer à d'abominables violences la force française inséparable de la générosité française »⁴⁴⁹. La mobilisation des appelés fait des Algériens des ennemis au sein des travailleurs.

⁴⁴⁵ Les effectifs militaires engagés en Algérie qui étaient de 100.000 soldats en juin 1955, sont de 200.000 en février 1956, et double encore entre cette date et le 1 juillet 1956.

⁴⁴⁶ Roger Linet, *Renault 1947 – 1959 ...*, opus cit., p 388

⁴⁴⁷ Aujourd'hui Lakdaria

⁴⁴⁸ François Dollé, entretien du 12 avril 2011, Saint Christol, 34.

⁴⁴⁹ « *Là-bas la Patrie est en danger, la Patrie est au combat. Le devoir, dès lors, est simple et clair. A ceux qui ne sont pas astreints à la discipline militaire, il commande à tout le moins ce minimum de discipline civique qui leur interdit tout acte et même tout propos de jeter le trouble dans l'âme des enfants de la Patrie que la République appelle aux armes pour opposer à d'abominables violences la force française inséparable de la générosité française* ». Cité par Tramor Quemeneur, « Les manifestations de rappelés contre la guerre d'Algérie. Contestation et obéissance - 1955-1956 », *Outre-mer*, tome 88, n°332-333, 2e semestre 2001. Collectes et collections ethnologiques : une histoire d'hommes et d'institutions. pp. 407-427.

La guerre et sa violence pénètrent dans l'usine alors que le FLN et le MNA s'opposent violemment. L'exécution par le FLN d'un ouvrier algérien du département 61 alimente l'hostilité à l'encontre des nationalistes⁴⁵⁰. Ce conflit interne au camp nationaliste brouille encore la compréhension de la nature de la guerre par les ouvriers français. A cela s'ajoutent les conditions de la lutte clandestine, l'information manipulée par les gouvernements, qui contribuent à la confusion dans la classe ouvrière et au rejet de l'action des militants algériens. La désorientation des ouvriers français pèse sur leur capacité de mobilisation et les détourne de l'engagement militant. Le vieux fond raciste colonial trouve dans cette situation matière à s'exprimer sans censure, d'autant plus que les travailleurs sont professionnellement à distance des ouvriers algériens. Daniel Mothé écrit, s'agissant des attitudes des Français face aux grèves des Algériens, que les mensuels n'en parlent pas, qu'à l'entretien « les ouvriers sont contre la grève [et] bouffent du crouille »⁴⁵¹, qu'à l'outilage une proposition de collecte pour soutenir les Algériens « a été accueillie par un tollé d'indignation ». Seuls les ateliers d'OS paraissent manifester une sympathie avec leurs grèves⁴⁵². Si les ouvriers français démobilisés de retour à l'usine n'expriment aucune bienveillance pour le système colonial, ni pour les Européens d'Afrique du nord, ils ne sont pas pour autant portés à se solidariser avec les Algériens qui restent pour eux des ennemis⁴⁵³. Dans ces conditions les ouvriers ne débrayent que pour s'opposer au rappel sous les drapeaux d'un ouvrier de leur atelier⁴⁵⁴.

La masse ouvrière est hostile ou au mieux indifférente à la cause algérienne, mais le FLN trouve dans la CGT l'appui politique et logistique que lui refuse le PCF. L'appui du syndicat ne garantit pas le soutien des ouvriers français aux grèves patriotiques du 5 juillet 1956 et de février 1957. Ces derniers peuvent pourtant admirer quelque fois la solidarité et la détermination des Algériens, sans que cela ne modifie leur attitude. Ainsi, le 15 juin 1956, lors de la réunion de la commission Nord-Africaine de la CGT préparant la grève du 5 juillet, Claude Corgneau, militant communiste, peut dire aux militants algériens qu'il lui semble difficile « en dépit de nos efforts, [de] promettre un appui total des ouvriers de la Régie

⁴⁵⁰ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.152

⁴⁵¹ Abréviation de crouillat, de l'arabe maghrébin ('a) khuya, « mon frère » ; terme de politesse fréquent en Afrique du nord, altéré en crouille, utilisé comme insulte raciste à l'égard des nord-africains. <https://fr.wiktionary.org/wiki/crouille>

⁴⁵² Daniel Mothé, « Les ouvriers français et les nord-africains », *Socialisme ou Barbarie*, n°21, mai 1957

⁴⁵³ Daniel Mothé, « Les ouvriers français et les Nord-africains », ... article cit.

⁴⁵⁴ En avril 1956, les mouleurs de l'atelier 63.45 arrêtent le travail deux heures contre le départ en Algérie de l'un des leurs et en mai 1957 des professionnels des ateliers 36.44 et 59.40 le font une heure pour les mêmes raisons. Joëlle Créau et Claude Fontan, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, opus cit.

Renault »⁴⁵⁵, car la solidarité serait entravée par le poids des idées « colonialistes » parmi les ouvriers. Elle fait aussi défaut aux Algériens sanctionnés pour leur participation à ces grèves⁴⁵⁶. Après celle de 1957, les Algériens des forges, qui débrayent pour obtenir la levée des sanctions les frappant, tentent en vain d'obtenir l'appui des ouvriers français. Les militants nationalistes sont réprimés aussi bien à l'extérieur de l'usine où ils se voient imposer un couvre-feu qu'à l'intérieur où la police vient les arrêter⁴⁵⁷. Les ouvriers algériens, incarcérés et absents de leur travail, sont licenciés dans l'indifférence des autres travailleurs, en dépit des protestations de la CGT⁴⁵⁸.

A partir de 1956, le FLN fonctionne comme organisation politique, bien que clandestine, au sein de l'entreprise⁴⁵⁹. L'Amicale générale des travailleurs algériens (AGTA) qu'il dirige, créée en 1957 mais interdite en août 1958, organise 1 500 ouvriers⁴⁶⁰. L'influence du FLN au sein de CGT lui permet d'imposer au syndicat les candidats algériens à présenter aux élections professionnelles, alors qu'avant l'insurrection leurs noms étaient négociés entre communistes et nationalistes⁴⁶¹. Négociation devenue impossible, le PCF refusant de se compromettre avec le FLN. Les Algériens délégués du personnel et la commission nord-africaine de la CGT couvrent le travail clandestin de l'organisation nationaliste. Cette commission s'autonomise de la CGT⁴⁶² dont les commissions nationales ont été créées en 1954, pour faciliter un travail sur la base des revendications particulières de certaines catégories de personnels⁴⁶³. Cette couverture permet aux nationalistes de mobiliser pour les grèves patriotiques, d'engager des démarches pour défendre leurs droits spécifiques tant vis

⁴⁵⁵ Note de police du 16 juin 1956, APPP Ba 2324

⁴⁵⁶ Le 5 juillet 1956 à l'appel de la fédération de France du FLN, les travailleurs algériens font une grève de 24 heures qui est suivie massivement. Selon *l'Humanité*, du 6 juillet, 90% des 3 000 ouvriers algériens de Billancourt y ont participé. En février 1957, le FLN engage une grève de huit jours. Ces grèves sont suivies de licenciements et de mises à pied. Entre la grève du 5 juillet 1956 et celle du 5 juillet 1957, 210 ouvriers algériens dont cinq délégués du personnel sont licenciés. En juillet 1957, la Direction sanctionne par un avertissement tous les grévistes. Le lendemain, les ouvriers algériens débrayent deux heures contre ces sanctions et à 200 se rendent à la direction pour exiger leur levée. Ils sont accompagnés par une délégation des syndicats CGT et FO (*Humanité* du 7 juillet 1956). Le 21 juillet pour le même motif, cinquante ouvriers algériens du département 50 débrayent une demi-heure. Note de police du 16 juin 1956, APPP Ba 2324

⁴⁵⁷ Les dispositions répressives ont été accrues par la loi du 26 juillet 1957 et l'ordonnance du 7 octobre 1958.

⁴⁵⁸ Laure Pitti, *Les Ouvriers algériens à Renault Billancourt de 1954 à 1962 ...* opus cit. p. 55

⁴⁵⁹ La décision de créer des noyaux d'entreprise est prise en fin 1955, mais ce n'est qu'en mars avril 1956 qu'il est véritablement implanté à Billancourt.

⁴⁶⁰ Laure Pitti, *Les Ouvriers algériens à Renault Billancourt de 1954 à 1962 ...* opus cit.. p.95

⁴⁶¹ Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, opus cit., p.91

⁴⁶² Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*, opus cit., p.430 et 431

⁴⁶³ Laure Pitti, *Les Ouvriers algériens à Renault Billancourt de 1954 à 1962 ...*, opus cit., p.30

à vis de la direction de l'entreprise que du Ministère du travail et d'organiser la solidarité en faveur des grévistes licenciés⁴⁶⁴.

Les militants de Renault du FLN, soit par le canal de la commission nord-africaine de la CGT, soit par celui de l'AGTA, tentent de gagner la sympathie et l'appui à leur lutte des autres ouvriers. Ils en appellent, de même que la CGT, à leur conscience de classe. Ils s'y emploient en dépit du fossé qu'ils perçoivent entre les Français et les Algériens. Ils argumentent sur la nécessité de la solidarité de tous les travailleurs de l'usine, non pas seulement anti-impérialiste, mais de classe, car « la liberté des Algériens et la vôtre ont devant elles un même ennemi »⁴⁶⁵. La commission demande aux militants algériens de l'usine d'expliquer aux ouvriers français que leurs actions « ne sont pas dirigées contre eux mais contre nos exploités communs : les colonialistes et les capitalistes », pour en conclure que « le sang algérien et français doit cesser de couler » et que donc « ensemble nous mettrons fin à la guerre d'Algérie »⁴⁶⁶.

En octobre 1961, pour exiger la levée du couvre-feu, le FLN appelle à manifester pacifiquement le 17. Ce soir-là, venant des bidonvilles et des quartiers ouvriers, plus de vingt mille manifestants, hommes, femmes et enfants, convergent vers Paris. La police aux ordres du Préfet Papon, chauffée par des rumeurs de coups de feu contre les forces de l'ordre, se déchaîne contre les manifestants. Officiellement, il y aura deux tués et 15 000 arrestations, mais sans doute plusieurs autres autour d'une centaine de morts⁴⁶⁷. Après les massacres du 17, en dépit de l'absence de cent Algériens à Renault, blessés, tués, ou seulement expulsés, il y a selon Claude Poperen « plus de malaise que de colère devant la brutalité policière »⁴⁶⁸, et les initiatives syndicales ou politiques – prises de parole, pétition – n'ont qu'un faible impact dans l'usine.

A la solidarité ainsi sollicitée, des militants communistes et quelques autres dans la CGT répondent, mais pas la masse des travailleurs. Le conflit national soude les travailleurs algériens, et dans une certaine mesure les autres travailleurs appartenant à un pays colonisé

⁴⁶⁴ Ibidem, p. 126

⁴⁶⁵ *L'Ouvrier algérien en France*, Appel de l'AGTA à la journée nationale de résistance algérienne, juillet 1958, Archives personnelles de Henri et Clara Benoits

⁴⁶⁶ « Frères algériens ». Tract de la commission nord-africaine de la CGT. 2 mai 1956. Archives personnelles de Clara et Henri Benoits

⁴⁶⁷ Le nombre de tués ne fait pas l'objet d'un consensus entre historiens. Jean-Luc Enaudi, (*La bataille de Paris 17 octobre 1961*, Paris, Seuil, 1991, 330 p.) l'estime à 393, Jean-Paul Brunet à 30 à 50 morts. Linda Amri et Benjamin Stora à 98, pour le 17 octobre.

⁴⁶⁸ CGT METALLURGIE : « *Le dossier. Du 17 octobre 1961 aux accords d'Evian : l'engagement des militants CGT de la métallurgie dans la guerre d'Algérie* », mai 2013.

dans un combat politique commun, national et indépendantiste, alors qu'ils ne partagent plus avec les ouvriers français que des intérêts économiques⁴⁶⁹.

1.2.3 *Après les indépendances, des identités nationales à celle d'immigré*

L'accession à l'indépendance des anciennes colonies françaises « banalise » le statut des travailleurs étrangers qui deviennent indistinctement des immigrés, des déracinés. En huit ans de lutte, les Algériens ont accédé à une identité nouvelle qui leur rend insupportables les assignations anciennes forgées par l'idéologie colonialiste. Mais ils restent à l'usine et dans les représentations collectives françaises des travailleurs étrangers assignés au statut d'immigré⁴⁷⁰. Décolonisés, ils sont toujours exposés au mépris, voire au racisme, et assignés à des postes subalternes de manœuvres ou d'ouvriers spécialisés. Jusqu'alors, ils étaient désignés surtout par leur qualité de Nord Africains ou d'Algériens⁴⁷¹ et restaient soudés par la lutte nationale. Leur identité était d'abord politique, définie par un projet, un combat. Après 1962, leur identité d'étrangers n'est plus associée à une cause, mais exprime d'abord la réalité sociale et politique vécue par eux en France, fortement dévalorisée. Celle d'immigrés. Ce changement est souligné par Mohand Aït Aïssa, interrogé par Laure Pitti. Pour lui, « pendant la guerre d'Algérie, on avait des tâches, on avait notre camp, c'était la libération du pays, c'était retrouver sa dignité. La cohésion qu'il y avait entre ouvriers algériens s'est effritée après. Il y a eu des retours, des nouveaux arrivants, finalement les gens ne se connaissaient pas comme avant »⁴⁷².

Les nouveaux immigrés ne sont plus porteurs d'une expression politique autonome. Ils font leur expérience politique dans la lutte en France, dans la confrontation aux pratiques et aux attitudes des organisations syndicales ou politiques françaises. L'ouvrier étranger est maintenant « un immigré », et ce caractère social devient progressivement un marqueur politique. Le glissement sémantique de l'étranger à l'immigré conforté par l'évolution du

⁴⁶⁹ Le tract déjà cité des travailleurs algériens et vietnamiens du 23 mai 1952, affirmait « Camarades français, nord-africains, vietnamiens, notre ennemi et le même. Unissons nos protestations unanimes ».

⁴⁷⁰ Néanmoins ce n'est pas le cas du point de vue de leur statut au regard du droit au séjour et de certains droits sociaux dans l'entreprise qui dérogent au droit commun appliqué aux immigrés non communautaires.

⁴⁷¹ La plupart restent alors à l'usine, en dépit des attentes ou des craintes de l'entreprise. Seuls les dirigeants du FLN de Billancourt rejoignent leur pays et, à quelques exceptions près, y font carrière, occupant des postes politiques importants, d'avocats, de sous-préfets, de président de coopérative, voire de ministre, comme Belkaïd (voir Maitron). Après le coup d'Etat de juin 1965, quelques-uns ne se reconnaissant plus dans l'Algérie en construction, reviennent en France.

⁴⁷² Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*, opus cit., p 458

recrutement ouvrier à Billancourt, ainsi qu'à Flins, n'est pas encore au centre du discours politique des années 1960, mais il constitue le passage d'une identité positive nationale, tournée vers l'avenir, constituant ces ouvriers en acteurs, à une identité marquée par une extériorité, désignant implicitement une perte ou un manque. Immigré ne deviendra une identité revendiquée qu'au cours des années 1970.

1.3 Les « nous » ouvriers ébranlés par les crises politiques nationales et internationales

Le « nous » ouvrier qui subsume les individualités ou les particularités catégorielles s'exprime spontanément avec force lorsqu'il trouve dans une situation économique de pénurie et de pouvoir d'achat dégradé les conditions d'une unification autour d'une revendication reconnue par tous comme, c'est le cas en 1950. La grève de février / mars 1950 est en ce sens une réaction de classe, tant par l'unanimité qui se manifeste à Billancourt que par son inscription dans un mouvement de la métallurgie qui dans le contexte de guerre froide est chargé d'un sens politique fort. La dynamique spontanée puise alors ses ressorts dans une expérience émotionnelle des ouvriers qui n'a pas besoin de la médiation d'un discours pour être reconnue, seulement d'initiatives appropriées. En d'autres circonstances, le vécu ouvrier peut être un handicap à surmonter, une entrave ou un facteur d'échec, lorsqu'il est en décalage avec les mots d'ordre de lutte, comme c'est le cas en avril 1954, et a besoin d'être dépassée par le travail politique. L'obstacle est encore plus grand, lorsque la situation à laquelle sont confrontés les ouvriers, est interprétée selon des représentations idéologiques et politiques, attachées à une appartenance nationale, qui priment alors sur celles associées à la condition sociale, ainsi que c'est le cas pendant la guerre d'Algérie. La communauté d'intérêts économiques ou sociaux des ouvriers face à leur patron, ou à un gouvernement les attaquant, ne permet pas d'accéder immédiatement à des représentations politiques qui transcendent les communautés « naturelles », produits de pratiques collectives anciennes et du travail idéologique des dominants dans le cadre national. Pendant la guerre d'Algérie, dans leur majorité, les ouvriers français ne se sont pas sentis solidaires des Algériens, en dépit de leur hostilité à la guerre. Ils se sont largement mobilisés contre le danger fasciste en 1961 et 1962, incarné par l'OAS, alors qu'ils n'avaient pas souscrit au danger fasciste énoncé par le PCF en 1958 et avaient contribué par leur vote à la ratification de la constitution de la V^e république.

1.3.1 *Fin des années 1950, le désarroi ouvrier nourrit l'espoir d'un « tous ensemble » salvateur*

Dans les dernières années de la décennie 1950, le hiatus entre l'expérience immédiate et le caractère incertain des enjeux du moment est source d'impuissance politique pour les ouvriers de Renault. En décembre 1957, Roger Déliat écrit dans son journal que « le sens de la solidarité semble complètement absent », et qu'un ouvrier de son atelier déplore « l'égoïsme, le manque de conviction, le peu d'élan pour l'action »⁴⁷³. Deux ans plus tard, il constate que « les gens ont de plus en plus conscience de l'exploitation [...] mais ils ne voient pas comment y échapper et beaucoup pensent que c'est impossible ». Les travailleurs attendent « une grève illimitée et générale, "le tous ensemble" qui balayera comme par miracle, les inforts de la vie de prolétaire »⁴⁷⁴.

Cette impuissance doit au trouble créé au sein des ouvriers par la guerre d'Algérie, mais l'on ne peut ignorer celui causé par les événements de l'année 1956 qui bousculent les certitudes propagées par le PCF et communément admises par nombre d'ouvriers. Que ce soit le vote communiste pour les pleins pouvoirs demandés par le gouvernement de *Front républicain*, la dénonciation de Staline au XX^e congrès du PCUS, la révolte hongroise et son écrasement, qui déçoivent des attentes ou ébranlent des convictions. Certes il est difficile de mesurer leur contribution au désarroi politique des ouvriers, car seules les réactions des militants sont accessibles. Elles seront évoquées ultérieurement. Néanmoins, en l'absence d'expression propre des ouvriers, il n'est pas permis d'en conclure qu'ils n'en sont pas troublés.

L'année 1956 débute sous des auspices favorables. Le 2 décembre 1955, le gouvernement Edgar Faure est mis en minorité sur un projet de réforme électorale. L'Assemblée nationale est dissoute et les élections fixées au 2 janvier 1956. Le *Front républicain*⁴⁷⁵, autour de la gauche socialiste, soutenu par le PCF, réalise un bon résultat aux élections de janvier. Les partis de gauche du front peuvent former un gouvernement, avec l'appui des communistes. Les partis du front ont promis des réformes sociales et d'engager un processus de paix en Algérie. Bien que les communistes aient à cette occasion réactivé l'image du *Front populaire*, le *Front républicain* ne lui correspond ni par sa dynamique sociale et politique, ni par son environnement international. De plus si les travailleurs en attendent beaucoup, ils ne sont

⁴⁷³ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p 54

⁴⁷⁴ Ibidem., p 64

⁴⁷⁵ Ce front est composé de la SFIO, du Parti radical, de l'UDSR, de républicains sociaux. Le Parti communiste obtient 150 sièges (y compris 6 apparentés).

guère mobilisés. Le 31 janvier, le PCF vote l'investiture du gouvernement de *Front républicain* qui obtient 420 voix sur 626. Le 12 mars, en dépit des critiques que *l'Humanité*⁴⁷⁶ adresse à Guy Mollet pour sa reculade devant les « ultras » à Alger le 6 février, et alors qu'il en appelle déjà à mener la guerre à outrance contre le FLN⁴⁷⁷, les députés communistes votent les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement pour les affaires algériennes. Les ouvriers algériens interprètent ce vote comme une trahison⁴⁷⁸, les ouvriers français sont troublés ou en colère, et la mobilisation de nouveaux contingents de soldats suscite l'opposition active des jeunes soldats. L'émoi est grand parmi les militants du parti en bute aux reproches de leurs collègues de travail et des jeunes. Place Nationale, les débats sont vifs, les ouvriers y « clamant leur désarroi et leur incompréhension »⁴⁷⁹.

En mars, la publicité donnée par la presse au rapport condamnant Staline, que Khrouchtchev a présenté au XX^e congrès du PCUS, suscite peu de réaction apparente parmi les travailleurs, pas plus que chez les communistes même si cette question est abordée au comité de section communiste de mars 1956 en présence de Léon Feix⁴⁸⁰. Pourtant, selon Roger Linet, c'est la consternation parmi les membres du parti qui le plus souvent se taisent⁴⁸¹. Le malaise serait général et porterait un coup « sérieux au moral des communistes », se traduisant en démissions⁴⁸². Cependant, ces révélations paraissent moins émouvoir les ouvriers et parmi eux les militants que ne l'avait fait le vote communiste pour les pouvoirs spéciaux.

En septembre, à l'occasion de l'intervention militaire conjointe de la France, de la Grande Bretagne et d'Israël contre l'Égypte qui a nationalisé le canal de Suez, le PCF s'inscrit dans un schéma d'affrontement plus habituel qui, s'il mobilise peu les ouvriers de Renault, n'est pas un facteur de déstabilisation. Par le truchement de la CGT, il appelle à débrayer et à participer à un meeting communiste à la Mutualité le 13 septembre, mais avec peu de succès⁴⁸³. Les meetings aux portes ne recueillent qu'une audience limitée.

⁴⁷⁶ *L'Humanité* du 7 février 1956

⁴⁷⁷ Titre de *l'Humanité* du 29 février 1956 « Guy Mollet au maquis algérien : guerre à outrance, si vous ne déposez pas les armes ».

⁴⁷⁸ Vote du groupe parlementaire, note du 13 mars 1956, APPP Ba 2326,

⁴⁷⁹ Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, opus cit., p.90

⁴⁸⁰ Cette réunion aborde aussi la question du vote par les députés communistes des pouvoirs spéciaux. Note du 28 mars 1956, APPP Ba 2326,

⁴⁸¹ Roger Linet, *1947 – 1958 Les années chaudes de la guerre froide*, opus cit., p.371

⁴⁸² Roger Linet, *1947 – 1958 Les années chaudes de la guerre froide*, opus cit., p.372

⁴⁸³ Selon la police, peu de travailleurs arrêtent le travail à Billancourt. L'Artillerie, où l'implantation du Parti est forte, est alors un des rares départements à débrayer. Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.125. Aussi rares sont les militants de l'équipe du soir qui cessent le travail 28 ouvriers du département 74 grève. Arrêt du travail à 16 h au lieu de 23 h pour se rendre à la Mutualité pour assister à la réunion du PCF sur Suez. Note du 13 septembre 1956, APPP Ba 2399

Il en va tout autrement en novembre, face à la répression du soulèvement hongrois. La division syndicale s'affiche dans l'usine. La CGT adopte une neutralité prudente⁴⁸⁴. La CFTC appelle à un court débrayage, le mercredi 7 novembre, à la mémoire des travailleurs hongrois tués et « pour la solution pacifique de tous les conflits en cours ». Selon elle, de 15 à 18 % des travailleurs suivent son mot d'ordre⁴⁸⁵. Le soir, des manifestants de droite attaquent le siège du PCF et de l'*Humanité*. Il y a de nombreux blessés et 3 morts, deux militants communistes protégeant leurs locaux et un militant de FO. Le lendemain la CGT et le PCF manifestent dénonçant le fascisme. Le Mardi 13, la CGT propose une journée d'action contre le fascisme à laquelle le CFTC ne s'associe pas. L'initiative de la CGT serait un échec. Quelques meetings se tiennent dans divers ateliers ou aux portes avec au plus quelques dizaines de participants et les débrayages ne sont pas suivis malgré de nombreux tracts de départements distribués le matin (300 grévistes selon les chiffres de la Direction). Place nationale à 12 h 30, la CGT organise un meeting avec 300 à 400 participants, alors qu'en marge de celui-ci quelques-uns de ses militants s'en prennent violemment aux responsables de FO, Blanc, et Astruc⁴⁸⁶. Le lendemain l'*Humanité* se félicite que les travailleurs de France aient répondu « non au fascisme », que se soient tenues chez Renault des réunions et que le travail se soit arrêté dans plusieurs ateliers⁴⁸⁷. Le 16 mai, en fin de travail à 18 h 30, un meeting rassemble de 1500 à 2000 travailleurs de toutes les usines de Boulogne Billancourt pour réaffirmer que « le fascisme ne passera pas »⁴⁸⁸. En dépit de la mobilisation contre les attaques des locaux du parti, son faible impact dans l'usine, au-delà du cercle de ses militants, témoigne du trouble des ouvriers.

Deux ans plus tard, en 1958, la crise politique qui ramène au pouvoir du général De Gaulle se conclut par le référendum constitutionnel qui fonde la V^e république. Le Parti communiste mobilise contre la menace fasciste. En riposte à la journée du 13 mai à Alger, les syndicats prennent des initiatives diversement suivies par les travailleurs de Renault. Le 16 mai, un meeting place Nationale contre le fascisme ne rassemble pas plus de 350 personnes, selon la police et 1500 à 2000 selon Roger Déliat⁴⁸⁹. Le 19, l'appel à débrayer à 15 h dans la région

⁴⁸⁴ Sarolta Kleja'nsky, « le parti communiste français et l'intervention soviétique en Hongrie ». in FONDATION GABRIEL PERI, *Le Parti communiste français et l'année 1956*, Archives départementales de la Seine Saint Denis, 2007, 299 p., p.100

⁴⁸⁵ Hongrie - *Action syndicale* CFTC, 14 novembre 1956, SRTA 5W7

⁴⁸⁶ Ibidem

⁴⁸⁷ Hongrie, l'*Humanité* du 14 novembre 1956

⁴⁸⁸ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p. 71. Il ne s'agit donc pas uniquement de travailleurs de Renault

⁴⁸⁹ Note du 16 mai 1958, APPP Ba 2312 et Roger Déliat *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p. 72

parisienne est suivi par 15 à 20 % des travailleurs de l'usine⁴⁹⁰. Le 27 mai, la CGT invite à arrêter du travail à 14 h. La CFTC s'associe à l'action⁴⁹¹. Le 28 mai, la CGT manifeste à 17 h 30 de Nation à République. A Renault, la CFTC et FO se sont jointes au débrayage à 15 h 45 qui est plus largement suivi que celui de la veille⁴⁹². Le soir même, l'annonce du dépôt d'engins incendiaires sur la fenêtre du local syndical fait monter la tension dans l'usine.

Le ralliement de la SFIO à de Gaulle confirme l'isolement du PCF. Dans son journal Roger Déliat note que le climat s'apaise alors dans l'usine, les travailleurs ayant craint une guerre civile sont rassurés par De Gaulle. Rien ne se passe à l'usine, le 2 juin, jour de son investiture et les militants communistes sont isolés dans leur dénonciation de la menace fasciste⁴⁹³. Une semaine plus tard à nouveau tension à l'usine, des inscriptions gaullistes apparaissant dans les toilettes. Le 10 juin, place Nationale, des « nervis de Simca » proposent « *la voie de la France* »⁴⁹⁴ et le 18 des tracts gaullistes sont distribués aux portes⁴⁹⁵. En juillet la rumeur de la création de Comités de salut public d'obédience gaulliste, dans certains départements, comme au département 55, suscite une grande effervescence⁴⁹⁶. Les communistes créent un Comité antifasciste avec la participation de militants CFTC dont Pierre Cadet, secrétaire du syndicat⁴⁹⁷. Le 28 octobre, lors du vote référendaire, 82 % des électeurs s'expriment en faveur de la nouvelle constitution, avec parmi eux une bonne partie de l'électorat habituel du PC qui ne l'a pas suivi dans son rejet et dans sa crainte du « fascisme ». Le lendemain un Comité de salut public gaulliste sort un tract attaquant le PCF⁴⁹⁸.

1.3.2 Contre l'OAS, le sursaut démocratique des ouvriers

Le 16 septembre 1959, De Gaulle admet le principe d'une autodétermination par la consultation des Algériens, une fois la paix rétablie⁴⁹⁹. L'autodétermination n'est pas encore à l'ordre du jour, mais la perspective ouverte par ce discours précipite le regroupement des

⁴⁹⁰ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p. 72

⁴⁹¹ Ibidem, p. 73

⁴⁹² Ibidem, p. 74

⁴⁹³ Ibidem, p. 74 et 75

⁴⁹⁴ Publication du RPF gaulliste

⁴⁹⁵ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p. 76

⁴⁹⁶ Ibidem, p. 77

⁴⁹⁷ Comité antifasciste - note du 11 juillet 1958, APPP Ba 2312

⁴⁹⁸ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p. 79

⁴⁹⁹ Bernard Droz, Evelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954 – 1962*, Paris, Point Histoire/ Le Seuil, 1982, 375 p., p. 222. Il dit à cette occasion ne pas souhaiter la sécession qui entraînerait, selon lui, « une misère épouvantable, un affreux chaos politique ».

forces qui, à l'extrême droite en Algérie comme en Métropole, sont pour le maintien de l'Algérie française. Du 24 janvier au premier février 1960, pour s'opposer au processus engagé, des groupes activistes tiennent le centre d'Alger où ils ont érigé des barricades. Le 24 au soir, une fusillade éclate. Quatorze gendarmes sont tués ainsi que huit manifestants. Pour le premier février, de 11 heures à midi, la CGT la CFTC, la FEN, FO, et L'UNEF lancent un mot d'ordre national de grève. Le 2 février, *l'Humanité* titre en pleine page que « des millions de travailleurs ont fait grève [...] contre les factieux, pour l'application loyale de l'autodétermination et pour la démocratie ». Sa Une est illustrée par une photo du meeting de Renault. Les travailleurs de l'usine ont débrayé à près de 80 % entre 11 et 12 heures. A 15 heures une délégation des trois syndicats de Renault se rend à l'Élysée pour y déposer la motion votée lors du rassemblement. Les ouvriers sont satisfaits de l'échec des émeutiers⁵⁰⁰ qui, isolés et ébranlés par la fermeté de De Gaulle, se rendent le 1^{er} février.

Le 17 mars 1961, l'ouverture de nouveaux pourparlers entre la France et le FLN, après la ratification⁵⁰¹ par référendum le 8 janvier 1961, de la politique algérienne de De Gaulle, précipite la création de l'OAS en février. Le 11 avril, lors d'une conférence de presse De Gaulle évoque un « Etat algérien souverain »⁵⁰². Du 22 au 25, les généraux Challe, Jouhaud, Zeller et Salan, appuyés par le 1^{er} régiment étranger de parachutistes, se soulèvent contre la République. Le contingent ne suit pas. De Gaulle, malgré le désarroi d'une partie de son gouvernement, usant pour la première fois de l'article 16 de la constitution qui lui confère temporairement les pleins pouvoirs, réduit le putsch. Il est craint, un moment, que les putschistes tentent un coup en France. La gauche se mobilise. La SFIO soutient De Gaulle, mais estime nécessaire de faire appel aux travailleurs. Le 22 avril, le Bureau politique du Parti communiste exhorte « les forces ouvrières et démocratiques à la riposte immédiate, à l'action unie sous toutes les formes pour exiger la destitution et le châtiement sévère des instigateurs et des auteurs du coup de force d'Alger ».

Dans cette mobilisation, les usines Renault retrouvent une place éminemment symbolique. Le dimanche 23 avril, les syndicalistes CGT rassemblés au siège de leur syndicat décident d'envoyer une délégation à la direction de l'entreprise qui s'est réunie en urgence. Ils demandent à Pierre Dreyfus de mettre à la disposition du personnel les camions de l'usine avec lesquels pourront établir des barrages et empêcher, si nécessaire, les parachutistes

⁵⁰⁰ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p.80

⁵⁰¹ Malgré l'opposition du Parti communiste,

⁵⁰² Bernard Droz, Evelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954 – 1962*, opus cit., p.302. Pour lui, « l'Algérie nous coûte plus cher qu'elle nous rapporte » et « les responsabilités que la France [y] porte [...] constituent pour elle des hypothèques militaires et diplomatiques. [...] La décolonisation est notre intérêt et par conséquent notre politique »

d'atteindre Paris⁵⁰³, mais aussi d'intervenir auprès de la Présidence de la République pour que des ouvriers de Billancourt soient armés⁵⁰⁴. Pierre Dreyfus répond positivement au premier point et téléphone au cabinet de l'Élysée pour l'informer que quelques centaines d'ouvriers sont prêts à participer à la défense de Paris. Un rendez-vous est fixé à Pierre Dreyfus à la Présidence, mais avant même qu'il y arrive, De Gaulle a repris l'initiative. La menace ayant disparu, l'offre d'armement des travailleurs est déclinée, le Général préférant de toute façon « les armées régulières »⁵⁰⁵.

Le lundi 24 au matin Les syndicats CGT et CFTC appellent les travailleurs à ne pas reprendre le travail et à se rassembler dans l'île. Le meeting est massif, la maîtrise ayant semble-t-il eu la consigne de ne pas s'y opposer⁵⁰⁶. Le soir, des milliers de travailleurs défilent dans Boulogne au cri de « fusillez les généraux ». Renault retrouve dans la presse communiste le statut d'usine « pilote » de la lutte ou « d'avant-garde » qu'elle n'avait plus depuis de nombreuses années⁵⁰⁷. Alors que s'ouvrent les négociations à Evian le 20 mai, et malgré leur échec en juin, les attentats de l'OAS se multiplient.

Au début de 1962, l'OAS intensifie son action en métropole. Le 4 janvier, le siège du PCF à Paris est attaqué à la mitrailleuse. Le lendemain un meeting est organisé à 12 heures aux portes de l'usine où le calme règne⁵⁰⁸. Le 6, 50 000 manifestants, selon *l'Humanité*, défilent dans les rues de Paris⁵⁰⁹. Le 17 janvier, l'OAS commet cinq attentats à Toulouse et mitraille les portes et les fenêtres du syndicat CGT de Billancourt. Le soir, 15 000 travailleurs défilent dans Boulogne⁵¹⁰. Le 18 et le 19 sont encore des journées d'actions avec débrayages et défilés dans les rues⁵¹¹, avec à Renault 15 000 manifestants et autant de grévistes. Certes des papillons et des inscriptions en faveur de l'OAS sont apposés dans le département 74, mais ces actes restent minoritaires⁵¹². La colère monte dans les ateliers.

Le Mouvement de la Paix décide alors d'une semaine d'action, du 4 au 12 février, pour « la

⁵⁰³ Selon Henri Benoîts, entretien du 10 janvier 2010, ce serait Didier Limont, cadre membre du PSU, qui à la demande de Pierre Dreyfus se serait rendu au siège du syndicat rue Heinrich.

⁵⁰⁴ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.153

⁵⁰⁵ Pierre Dreyfus, *La liberté de réussir*, opus cit., p. 50

⁵⁰⁶ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit. p.153-154

⁵⁰⁷ Le putsch liquidé, le secrétariat du Parti communiste considère que « le puissant mouvement de masse a été l'élément déterminant pour amener l'effondrement rapide du complot d'Alger » et critique De Gaulle pour s'être servi de cet événement pour renforcer son pouvoir personnel. Secrétariat du 26 avril 1961 ; AD93 2 NUM 4/12

⁵⁰⁸ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p. 80

⁵⁰⁹ *Humanité* du 7 janvier 1962

⁵¹⁰ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.154

⁵¹¹ *Humanité* du 19 et 20 janvier 1962

⁵¹² *L'Echo des Métallos*, n°45 du 8 février 1962, Archives SRTA, CFDT, 5 W 53

paix en Algérie et contre le fascisme »⁵¹³. Le 8 février, les syndicats CGT, CFTC, FEN, UNEF et le Parti communiste, auxquels s'est joint le PSU, passant outre l'interdiction gouvernementale appellent à manifester contre l'OAS à 18 h 30 à la Bastille. Plus de 10 000 manifestants (60 000 selon *l'Humanité*) scandent « OAS assassins ». Les charges des forces de police sont très violentes. Des manifestants, voulant échapper à une charge, s'engouffrent dans l'entrée du métro Charonne. « Les forces de l'ordre » s'acharnent sur eux. La charge tue huit personnes de nombreux blessés dont un décédera bien plus tard. Parmi les neuf tués, il y a trois femmes et un enfant. Plus de cent cinquante sont blessés dont un ouvrier du département 19 de Billancourt⁵¹⁴. *L'Humanité* du 9 qui rend compte de la manifestation est saisie. Huit victimes sont des militants communistes. Le lendemain, entre 15 et 16 heures, la grève générale est suivie par deux millions de travailleurs selon le journal communiste. A Billancourt, l'usine débraye à 80 ou 90 %⁵¹⁵. Le meeting unitaire réunit plus de 15 000 travailleurs dans le grand hall de l'île Seguin⁵¹⁶ qui approuvent une motion stipulant que « les travailleurs des usines Renault sont décidés à ne pas tolérer l'assassinat des antifascistes ». Selon la CGT de Renault, 20 000 travailleurs ont fait grève au moins quatre heures. Des collectes sont faites dans l'usine pour l'achat de fleurs, l'excédent étant versé aux familles des victimes⁵¹⁷.

La réaction au lendemain de Charonne n'est pas comparable à celle qui a suivi le 17 octobre 1961⁵¹⁸. Les ouvriers se sont reconnus dans les victimes. Il y a bien quelques contradictions entre ouvriers, mais l'émotion l'emporte⁵¹⁹. Renault a rétabli son image de bastion ouvrier dans la lutte contre le fascisme. Le 13 février, l'enterrement des victimes est suivi par plus de 500 000 personnes (un million selon *l'Humanité*). Quel que soit le nombre, c'est une vague humaine portée par une intense émotion. Pour *l'Humanité*, ce sont là « de grandioses obsèques aux martyrs de la Liberté ». Des millions de travailleurs arrêtent le travail, « plus nombreux qu'en 1934 ». Le journal souligne que, place de la République, communistes et socialistes ont été « au coude à coude », pour la première fois depuis le début de la guerre

⁵¹³ Le 23 janvier, une voiture piégée explose dans la cour du quai d'Orsay tuant un gardien. Le 24, il y a 12 000 manifestants du quai d'Orsay au boulevard Saint Germain et plus de 20 000 aux obsèques de la victime. Ce jour-là, vingt et une explosions au plastic touchent divers objectifs dans le département de la Seine, dont neuf ont pour cible des militants communistes. Le 7 février à nouveau, dix attentats OAS sont commis à Paris

⁵¹⁴ *L'Echo des Métallos*, journal du PCF Renault, n°46 du 1 mars 1962, Archives SRTA, CFDT, 5W 53

⁵¹⁵ Selon Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p 155

⁵¹⁶ *L'Echo des Métallos*, journal du PCF Renault, n°46, Archives SRTA, CFDT, 5W 53

⁵¹⁷ *L'Humanité*, du 15 février 1962 Le mardi soir, plus d'un demi-million de francs (dits anciens) sont déjà collectés

⁵¹⁸ Claude Poperen, in CGT METALLURGIE, « Le dossier. Du 17 octobre 1961 aux accords d'Evian », opus cit. p.3

⁵¹⁹ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p 82

froide.

Cette mobilisation ouvrière puise sa force dans une culture politique nourrie du souvenir de 1934 et du Front Populaire. Les ouvriers renouent avec les réflexes politiques de défense de la démocratie qui s'étaient exprimés en 1934. L'émotion suscitée par les attentats et les crimes de l'OAS, la mettent en mouvement alors qu'en 1958 les appels du parti avaient eu peu d'écho. La menace est maintenant plus immédiate et tangible. Alors, la lutte contre l'OAS et la défense de la démocratie prennent le pas sur l'exigence d'une Paix en Algérie entrevue comme proche.

1.3.3 1963-1967, des années de transition dans la conflictualité

En un peu plus de dix ans la dynamique ouvrière a changé de ressorts. Les conflits sociaux n'ont pas disparu, mais ils ne présentent plus guère de caractère massif et durable, qu'ils avaient pu avoir en 1950. La question salariale est toujours celle qui en est la cause principale, mais elle ne s'exprime plus sur des revendications générales, et porte des exigences au plus près des conditions des travailleurs dans les ateliers. La conflictualité baisse, alors que le développement du travail des OS, les nouvelles formes de sa gestion, ne les font pas émerger dans les luttes comme porteurs d'une identité forte. Par ailleurs, la direction a engagé un processus de réforme sociale qui a renforcé la nécessité d'adaptation de la tactique syndicale de la CGT et a contribué à la faible conflictualité des années 1960. Par ailleurs, les événements associés à la guerre d'Algérie, comme les événements internationaux de 1956, ont dérouté les ouvriers. Les ouvriers ont été divisés, les Français bien qu'aspirant à la paix en Algérie, ne se sont pas mobilisés pour elle, paralysés qu'ils étaient par leur hostilité au FLN.

Dans ce contexte peu favorable à l'expression d'une identité forte d'ouvriers spécialisés, la grève du département 74 en 1953 et la réaction violente des OS de l'île Seguin contre les licenciements en novembre 1960, préfigurent les luttes de la décennie suivante. Par ailleurs, les ouvriers spécialisés, originaires de pays colonisés, expriment une identité nationale forte qui constitue une expression politique autonome. Après l'accession de leurs pays à l'indépendance, ils ne font plus guère leur expérience politique que dans la lutte en France. L'ouvrier étranger est maintenant « un immigré », et ce caractère social devient progressivement un marqueur politique.

Les sursauts ouvriers de 1961 et 1962 contre les agressions de l'OAS sont l'expression d'un réflexe de classe démocratique massif et constituent la transition entre la tension politique

des années de guerre et une courte décennie soixante politiquement apaisée. Le recul des affrontements de classe et la baisse d'intensité des affrontements politiques sont en quelque sorte, le calme avant la tempête, que l'on ne pouvait certes pas saisir encore. L'usine est réorganisée, les modes de fonctionnement de l'après-guerre ont disparu, pour les OS se sont généralisés le paiement au poste et des méthodes « scientifiques » d'organisation du travail, la croissance française a réactivé l'embauche de travailleurs étrangers, mais rien de cela n'a encore troublé l'ordre usinier. Pourtant ces changements bouleversent la condition des ouvriers à l'usine, ainsi que le poids de différentes catégories, mais surtout leurs rapports subjectifs, facteurs qui vont s'exprimer lors des luttes ouvrières des années 1970.

2 - L'action politique communiste subsume la diversité des aspirations ouvrières

De 1950 à 1967, l'action du Parti communiste se déploie dans des conditions internationales et nationales qui évoluent de la guerre froide à l'apaisement. Pendant les premières années de la période, il exalte l'insubordination ouvrière, pour adopter dans les années 1960, une politique modérée par sa volonté de nouer une alliance avec la SFIO. Par bien des aspects, l'évolution de sa politique doit beaucoup aux changements affectant le contexte politique, mais elle procède aussi d'une prise en compte des risques que son activisme pourrait faire courir à ses liens avec les ouvriers et de sa volonté de briser son isolement politique.

Au début des années 1950, à Billancourt, les tensions de la guerre froide ont poussé à la politisation des débrayages sous des formes diverses. Par suite de ses échecs, au plan local comme national, de l'évolution de la conflictualité spontanée, de ses difficultés face aux défis de la guerre d'Algérie, des événements déstabilisants de 1956, le PCF corrige progressivement, mais non sans difficultés, sa tactique. Dans ce qui précède, ont été évoqués les comportements ouvriers en ce qu'ils ont de spontané, en ne faisant qu'effleurer les changements de la politique communiste qui pouvaient les avoir influencés. Il s'agit maintenant d'examiner la politique communiste dans ce qu'elle traduit de son rapport aux ouvriers, ainsi que de ses difficultés et ses contradictions. Ces questionnements s'étendront aux rôles que jouent la CGT ainsi que le Comité d'entreprise dans l'entretien de l'influence ouvrière communiste.

2.1 Les leviers de l'action communiste : adhésion, substitution et instrumentalisation

Les mobilisations auxquelles le PCF demande aux ouvriers de s'associer sont diverses dans leurs objectifs, dans les formes d'action adoptées, ainsi que dans l'adhésion ouvrière qu'elles recueillent. Le rapport du parti aux ouvriers dans l'action ou les mobilisations se met en œuvre selon trois modalités. D'abord, les initiatives proposées par le parti visent à mobiliser largement, mais recueillent une adhésion plus ou moins étendue. En l'absence d'adhésion ouvrière suffisante, il s'appuie parfois sur les seuls communistes se substituant alors à l'action des travailleurs. En d'autres circonstances, il peut enfin tenter d'instrumentaliser de la CGT, en faire une simple courroie de transmission dans une mobilisation qu'il souhaite massive de travailleurs. Le syndicat s'engage alors dans une action politique bien au-delà de ce qui est de son. Toutefois, ces modalités de mobilisation se combinent, témoignant de la complexité des relations entretenues entre les communistes et les ouvriers, complexité dont ne peuvent rendre compte les résultats quantitatifs des mobilisations ou les scores obtenus lors des élections nationales ou professionnelles par la CGT.

2.1.1 Pour la paix contre l'impérialisme : travail de conviction et/ou actions en substitution

En 1950, dans sa lutte pour la paix, contre les menaces de guerre attribuées aux Etats Unis, ou contre leur engagement dans le conflit en Corée, le Parti communiste déploie actions, meetings débrayages ou pétitions. Après l'Appel de Stockholm⁵²⁰ en mars 1950, il a l'ambition « de faire de chaque entreprise une forteresse de la Paix », comme y invite l'Union des métallurgistes en mai⁵²¹. A Billancourt cette mobilisation en faveur de la Paix se concrétise par une collecte de signatures contre l'armement atomique décidée à la conférence de Stockholm. En s'appuyant sur les femmes et les jeunes de l'UJRF⁵²², il collecte 46.000 signatures parmi les salariés et leurs familles⁵²³. La lutte contre la guerre se

⁵²⁰ Cet appel mondial dénonce l'armement atomique et la menace de guerre qui lui est associée. Il est lancé par le Conseil mondial de la paix qui se réunit à Stockholm le 19 mars 1950. « L'appel de Stockholm » exige notamment « l'interdiction absolue de l'arme atomique ». Il est en France parrainé par des intellectuels engagés comme Picasso, Vercors ou Joliot-Curie. Cette campagne rencontre un véritable succès populaire, recueillant officiellement 15 millions de signatures (plus vraisemblablement une dizaine de millions) en France.

⁵²¹ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958 ...*, opus cit., p.134

⁵²² Ibidem, p.137

⁵²³ Ibidem, p.150

poursuit en 1954, par des campagnes contre le projet de Communauté européenne de défense (CED) que les communistes associent au réarmement de l'Allemagne. Le parti le fait encore par des pétitions qui, en avril, recueillent 8.000 signatures. En mai, une motion portée par 18 travailleurs du département 11, anciens prisonniers ou combattants des FFL, communistes et cégétistes, ainsi que quelques membres du RPF⁵²⁴, dénonce ce projet⁵²⁵.

Les meetings de dénonciation de la guerre menée en Corée, sous l'égide des Nations unies, mais conduite par les USA⁵²⁶, contre les forces communistes coréennes, recueillent moins de succès que les pétitions. En juillet 1950 place Nationale, une réunion organisée par les cellules communistes contre l'intervention en Corée et contre les bombardements ne rassemble, selon la police, que 150 personnes⁵²⁷. L'action contre la guerre et le réarmement allemand, thème des journaux de cellule⁵²⁸, fait l'objet de quelques débrayages dans les ateliers rapportés par l'*Humanité* sans qu'il soit possible d'en mesurer l'impact.

La participation d'ouvriers est encore plus difficile, lorsque le parti engage des actions à l'usine contre la guerre que mène la France contre le peuple vietnamien. En 1950, le Comité d'établissement prend position en faveur de la Paix et dénonce l'éventualité de fabrications militaires dans les usines Renault⁵²⁹. La direction, sous la pression des syndicats CGT et CFTC, se serait alors engagée à ne pas livrer du matériel proprement militaire. Toutefois l'usine fournit du matériel à l'Armée, en l'occurrence des camions de série. Les manifestations organisées pour s'opposer à la livraison de ces matériels qui ne réunissent pas plus de 300 travailleurs, sont des échecs selon les aveux même de la CGT⁵³⁰. Aussi, lorsque les communistes apprenant la présence de deux automitrailleuses à la gare d'expédition de l'usine à Sèvres, décident de les neutraliser, ils ne peuvent compter que sur une vingtaine de militants pour les basculer sur le ballast⁵³¹, se substituant ainsi à l'action des ouvriers, bien que l'*Humanité* rendant compte de l'action la leur attribue.

⁵²⁴ RPF (1947-1955): Rassemblement du peuple français, mouvement politique fondé par le général de Gaulle le 14 avril 1947 pour mettre en œuvre le programme politique qu'il a exposé dans le discours de Bayeux. Le RPF veut se situer au-delà du clivage droite/gauche.

⁵²⁵ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958 ...*, opus cit., p.306

⁵²⁶ Le mandat de l'ONU pour l'engagement des USA dans ce conflit sous n'a pu être obtenu que par suite de la politique de la « chaise vide » au conseil de sécurité adoptée jusqu'alors par l'URSS.

⁵²⁷ Meeting sur la guerre de Corée. Note de police du 26 juillet 1950, APPP Ba 2285

⁵²⁸ Par exemple : « L'outilleur » cellule Timbaud. Note du 12 mai 1951, APPP Ba 2285. » Contre la menace de la 3 e guerre mondiale », Bulletin de la cellule du département 88. Note du 21 septembre 1950, APPP Ba 2285. « L'union pour exiger la Paix se développe dans l'usine », « Union contre la CED », L'Acier » journal section PCF – APPP Ba 2285 - Juin 1954 :

⁵²⁹ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958 ...*, opus cit., p.151

⁵³⁰ André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit. p. 118 et 119

⁵³¹ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958 ...*, opus cit., p.139

2.1.2 12 février 1952, instrumentalisation du syndicat et mobilisation des solidarités ouvrières

La radicalisation du Parti communiste, manifeste dans ses déclarations anticolonialistes, l'est surtout dans ses actions et ses mobilisations contre le gouvernement ou l'impérialisme américain. En 1952, tentant de briser une passivité relative des travailleurs et convaincus que « l'action de l'avant-garde de la classe ouvrière [pouvait ouvrir] la voie de la lutte de masse »⁵³², les communistes haussent le ton. Leur parti voit dans les attaques gouvernementales qu'il subit la preuve que la bourgeoisie s'engagerait dans la voie de la fascisation. En février, le PCF et la CGT répliquent par un appel à la grève générale à l'interdiction gouvernementale de la traditionnelle manifestation commémorative du 12 février 1934⁵³³. Dans une métallurgie parisienne déjà affaiblie par les revers subis par ces organisations dans les entreprises automobiles, la direction du parti table sur Renault pour déclencher un mouvement « antifasciste » de grande ampleur. Les proches de Maurice Thorez, en l'absence de celui-ci encore en convalescence en URSS, sont poussés à l'activisme par la crainte d'être taxés d'opportunisme⁵³⁴. Selon Charles Tillon, François Billoux, Raymond Guyot et Etienne Fajon imposent à Benoît Frachon un appel de la CGT pour faire du 12 février une journée de « grève antifasciste »⁵³⁵. Pour en assurer le succès, la direction du parti demande à Roger Linet « de faire débrayer les forges » de Billancourt, espérant provoquer « un déclic pour lancer et élargir le mouvement »⁵³⁶.

Les forges (département 62) sont un bastion de la CGT⁵³⁷ et du PCF, un des départements où subsistent des ouvriers professionnels de production. La maîtrise y est acquise au syndicat. La CGT y est représentée par Manière, un délégué qui jouit d'une grande estime et d'une forte capacité d'entraînement⁵³⁸, ainsi que par Ziani Arezki militant du MTLD⁵³⁹.

⁵³² Ibidem, p.268

⁵³³ Anniversaire de la manifestation du 12 février 1936, des partis de gauches et des syndicats en riposte à celle des ligues du 6 février 1934

⁵³⁴ Charles Tillon, *On chantait rouge*, Paris, Robert Laffont, 1977, 581 p, p. 488. Au Archives départementale de la Seine-Saint Denis, les comptes rendus des réunions de direction manquent du 23 octobre 1951 au 23 juin 1952 pour celles du Secrétariat, et du 25 octobre 1951 au 21 août 1952 pour celles du Bureau politique.

⁵³⁵ Charles Tillon, *On chantait rouge*, opus cit., p. 488 et 489

⁵³⁶ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958*, opus cit., p. 190.

⁵³⁷ Le syndicat obtient dans ce département 90 % des suffrages aux élections professionnelles.

⁵³⁸ Henri Benoît's entretien du 10 janvier 2010 « Il suffisait que Manière lève le petit doigt pour que tout le monde s'arrête »

⁵³⁹ Le MTLD, mouvement nationaliste algérien, appelle avec la CGT et le MLP à la journée de grève du 12 février.

Les travailleurs y votent donc, dans des conditions contestées par FO, une adresse aux ouvriers des autres entreprises les appelant à faire du 12 février « une journée de lutte contre le fascisme et pour les revendications ».⁵⁴⁰

Toutefois, si le parti tente alors d'instrumentaliser la CGT, l'appel à l'action bénéficie de l'ambiance tendue qui règne à Billancourt en ce début d'année 1952. En décembre, le RPF a intensifié son intervention aux portes de l'usine. Plusieurs dizaines de ses militants y viennent vendre son journal. Les communistes s'emploient à les en empêcher et organisent des réunions aux portes à l'heure du déjeuner⁵⁴¹. Des incidents ont eu lieu, et les forces de police sont très présentes, entretenant une tension pendant près d'un mois. Le 30 décembre au cours de la fête de l'arbre de Noël du Comité d'entreprise, Georges Beaulieu, secrétaire du syndicat CGT et du Comité d'établissement a violemment attaqué Pierre Lefauchaux. Ce dernier jugeant les termes employés contre lui injurieux, engage alors une procédure de licenciement à l'encontre du dirigeant CGT. Enfin la répression des grèves et des manifestations nationalistes en Tunisie est encore un facteur de colère ouvrière⁵⁴². Dans ces conditions l'appel à la grève du 12 février reçoit l'appui du MTLD. Aussi loin d'être seulement une mobilisation imposée d'en haut, elle a fait « l'objet dans l'usine même, pendant les jours qui ont précédé, de discussions et de prise de position et d'approbations par des travailleurs d'appartenances variées »⁵⁴³. Des travailleurs engagés dans des syndicats et des partis différents ont rédigé une proclamation affichée dans l'usine, alors que des ingénieurs et de cadres écrivent au Préfet de police de Paris, Jean Baylot⁵⁴⁴, pour protester contre l'interdiction de la manifestation. Dans leur diversité des travailleurs disent leur volonté de défendre le droit démocratique à manifester.

La journée du 12 février est fort confuse, témoignant de l'inégale mobilisation des travailleurs. Le matin, alors que des forces de police sont déjà massées aux abords de l'usine,

⁵⁴⁰ FO contestera le caractère démocratique de ce vote. Selon ce syndicat, l'Appel n'aurait eu l'aval que d'un très petit nombre d'ouvriers. L'appel est amplement reproduit et cité par *L'Humanité* qui titre, en première page le 7 février que « les ouvriers de chez Renault ont raison ». Le parti use du prestige de Billancourt comme d'un levier supposé capable de soulever toute la classe ouvrière. La préparation et le déroulement de la journée du 12 février sont couverts par plusieurs éditions du journal *Ce Soir*, journal communiste au public plus large que *L'Humanité*.

⁵⁴¹ Réunion devant les portes. APPP Ba 2285 note du 14 décembre 1951. Rassemblement RPF. APPP Ba 2285. Note du 27 décembre 1951

⁵⁴² Voir *supra*

⁵⁴³ « Relation des événements du 12 février à la Régie Renault et des licenciements qui ont suivi ». Texte sans date et sans auteur. Archives SRTA 4W79

⁵⁴⁴ Jean Baylot, né le 27 mars 1897 à Pau et mort le 3 février 1976 à Paris. Postier, syndicaliste dans les années 1930 à la CGT, résistant pendant la guerre, il devient préfet à la Libération. Il est préfet de Police de Paris de 1951 à 1954. C'est sous sa responsabilité que la police réprime violemment une manifestation d'Algériens, le 14 juillet 1953, où sept manifestants sont tués. https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Baylot

les militants érigent des barricades. Elles constituent moins des défenses opposées aux forces de l'ordre que des obstacles mis à l'entrée des travailleurs qui doivent les escalader pour rejoindre leurs bureaux ou leurs ateliers⁵⁴⁵. Il n'y a pas d'incident entre les piquets et les ouvriers qui prennent leur travail. La grève est minoritaire, forte uniquement dans quelques départements comme les forges ou l'AOC. Le matin 4000 travailleurs ne se sont pas rendus à leur poste. Des ateliers sont immobilisés après la coupure du courant par un ou deux groupes de grévistes. Devant la faiblesse de la grève, la CGT envisage un moment un repli⁵⁴⁶, mais vers midi, l'intervention de la police contre les barricades érigées au carrefour Zola, conduit à des affrontements. Les forces de police sont bombardées avec des matériaux divers, tuiles et pièces métalliques, par les ouvriers juchés sur les toits et les terrasses de l'usine. De petits groupes d'ouvriers s'en prennent aux policiers, mais la majorité d'entre eux restent spectateurs, à distance. Les affrontements se poursuivent dans les rues intérieures de l'usine. Des ouvriers non-grévistes sortis pour déjeuner⁵⁴⁷ se joignent alors à ceux qui s'opposent à la police. La reprise de l'après-midi ne se fait que partiellement. La grève, minoritaire le matin, s'est élargie lors de l'intervention des forces de police, perçue comme une provocation. Dans deux usines satellites de Billancourt, l'usine O située à 2 kilomètres de l'usine principale et à celle de Saint Denis, où ne sont pas intervenues les forces de l'ordre, la journée a été calme et la grève minoritaire. A 15 heures, l'usine est fermée par décision de la direction. Une semaine plus tard, *Regards*⁵⁴⁸ publie un reportage, illustré de nombreuses photographies des affrontements, titré : « Renault a défendu sa grève ».

A partir du 15 février des travailleurs reçoivent une lettre de licenciement motivée par leur participation à une grève politique. La journée du 12 février débouche sur une première vague de 265 licenciements, dont des délégués de la CGT et des membres de la direction de la section communiste⁵⁴⁹. Le caractère politique des licenciements s'impose lorsque des ouvriers reçoivent une lettre de licenciement alors qu'ils étaient absents de l'usine, ou qu'ils travaillaient à l'usine O ou à Saint Denis. Ils sont perçus comme une volonté de décapiter le

⁵⁴⁵ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958*, opus cit. p. 197. Une barricade est construite très tôt sous le porche de la place Nationale qui est en partie déparée. Note du commissaire divisionnaire, Chef du 1^{er} district à Monsieur le Directeur général de la Police municipale, Archives de la préfecture de police, carton Ba 2347. En fin de matinée, deux autres le sont à l'angle des rues Emile Zola et Yves Kermen avec des camions et des pavés Note du Directeur Général de la police municipale à Monsieur le Préfet de la Seine du 12Février1950 et du 14Février1950, APPP, carton Ba 2135. Et « Relation des événements du 12 février à la Régie Renault et des licenciements qui ont suivi ».

⁵⁴⁶ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958*, opus cit. p. 195

⁵⁴⁷ Un certain nombre de cantines sont extérieures à l'usine, et les ouvriers sortent donc de leurs ateliers pour s'y rendre, empruntant les rues où ont lieu les bagarres.

⁵⁴⁸ *Regards* : Hebdomadaire, créé en 1932 par le Parti communiste français. Il privilégie les reportages photographiques. Le journal ressort aux lendemains de la Libération, à un rythme hebdomadaire jusqu'aux débuts des années 1950. Par suite de ses difficultés financières sa publication s'arrête en novembre 1960.

⁵⁴⁹ Dans les semaines qui suivent 9 travailleurs sont réintégrés. Tract CGT du 7 avril 1952. SRTA 5 W 32

mouvement syndical. Aussi lorsque le PCF et la CGT ripostent en lançant une campagne nationale de soutien financier aux licenciés de Renault à laquelle *L'Humanité* accorde une grande importance, ils reçoivent l'appui de la CFTC pour qui « il ne s'agit plus de savoir si l'un ou l'autre d'entre nous a été ou non partisan de la grève [mais] de défendre des travailleurs que la Direction veut sanctionner sans appel »⁵⁵⁰. Alors que le parti courait le risque de s'isoler par cette grève, la répression patronale fait passer son échec au second plan et soude les travailleurs dans la solidarité avec les licenciés. Un comité de soutien est créé. Des collectes⁵⁵¹ sont faites dans l'usine et bien plus largement en France, certaines avec la participation de délégations de militants CGT et CFTC de Billancourt. Cette dynamique qui soude les ouvriers se traduit dans un résultat CGT aux élections professionnelles du 6 mai moins défavorable au syndicat que ne le craignaient ses militants⁵⁵². Il ne perd que sept cents voix et quatre titulaires, sur 20 696 voix et 55 titulaires un an plus tôt, bien que la saignée militante l'ait empêché de présenter suffisamment de candidats. La réussite de la campagne de solidarité diffère la remise en cause de la politique suivie. Le moment n'est pas encore au bilan et la détermination des militants n'est en rien entamée. Certes le PCF a tenté de provoquer une mobilisation politique en imposant au syndicat une action sans aucune concertation en son sein, et en ce sens, il l'a instrumentalisé. Cependant l'appel à défendre un droit démocratique trouvait un écho parmi les travailleurs.

2.1.3 Mai - juin 1952, actions minoritaires et de substitution militante la mobilisation ouvrière

Le 23 et 28 mai⁵⁵³, le PCF mobilise contre la venue du général américain Ridgway⁵⁵⁴, accusé d'avoir utilisé des armes bactériologiques pendant la guerre de Corée. La manifestation du

⁵⁵⁰ Tract CFTC du 18 février 1952. Cité par André Tiano, *Expériences françaises ...*, opus cit., p. 144

⁵⁵¹ En un jour, elles auraient rapporté près d'un million de francs à Renault et 2,5 millions dans la région parisienne⁵⁵¹. Au premier avril le montant des collectes est de 8,8 millions de francs. Jusqu'en avril, cette campagne, qui reçoit l'appui de personnalités, de professeurs d'université, de catholiques de gauche, etc, fait la Une de *L'Humanité*. La *VO* peut donc écrire sans trop trahir la réalité que « oui, Renault n'est pas seul dans la lutte [et que] unis, les travailleurs de l'usine, avec l'appui des travailleurs et de toute la population, imposeront la réintégration de tous les licenciés »⁵⁵¹.

⁵⁵² Roger Linet, *Renault 1947 – 1958...*, opus cit. p. 219

⁵⁵³ Le 23 mai est aussi pour les organisations nationalistes algériennes une journée nationale de lutte contre la répression et l'expulsion de Messali Hadj, soutenue par la CGT et le PCF.

⁵⁵⁴ Matthew Bunker Ridgway, (1895, 1993). Général américain s'est illustré au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée. Durant cette dernière, chef de la 8e armée, il lance une contre-offensive qui aboutit à la reprise de Séoul en mars 1951, puis repousse les Nord-coréens et l'Armée chinoise au nord du 38e parallèle début avril. À partir de 1951, il remplace le général Macarthur comme commandant en chef des forces des Nations unies. Ridgway est alors accusé par les communistes d'avoir utilisé des armes bactériologiques contre les troupes nord-coréennes et chinoises.

23 mai, appelée place de l'Etoile, « avorte ou presque », n'entraînant sur les usines de Boulogne, celle de Renault comprise, que moins de mille travailleurs⁵⁵⁵. Ne voulant pas rester sur cet échec, le Parti communiste mobilise à nouveau pour le 28 mai, mais la manifestation est appelée par le Mouvement de la Paix⁵⁵⁶. La direction communiste veut en faire « une journée de combat de rue avec toutes les troupes mobilisables »⁵⁵⁷. Les militants communistes de Renault, souhaitant « rétablir une réputation », préparent une « manifestation musclée »⁵⁵⁸. Ils fabriquent des pancartes de tôle, soudées sur des tubes d'acier, avec lesquelles ils pourront tenir tête à la police. Au départ de l'usine, le rassemblement ne compte que quelques centaines d'ouvriers, quatre ou cinq cents. Et il y a plus de pancartes fabriquées que de volontaires pour les brandir. Le soir, les militants communistes disputent les rues de Paris aux forces de police, mais les manifestants ne représentent pas la masse des travailleurs, pas plus que celle des métallurgistes ou des Renault. Ils ne sont seulement, selon Roger Linet, qu'« une avant-garde résolue ». Le soir, la police arrête Jacques Duclos qui est emprisonné. Pour sa libération, le Parti lance un nouvel appel à la « grève sur le tas » pour le 4 juin.

Si la grève du 12 février pouvait se justifier par la défense d'un droit démocratique, la grève du 4 juin est perçue comme uniquement politique, même si la VO associe à l'exigence de libération de Jacques Duclos, la défense de la Paix, de la Liberté, du Pain, et les revendications économiques de la CGT⁵⁵⁹. A Renault, la grève est marquée « par de graves perturbations, des débrayages imposés, sans aboutir à l'arrêt même partiel de l'usine »⁵⁶⁰. Il n'y a aucune mobilisation dans les ateliers et l'action repose sur les seuls communistes qui se substituent ainsi à une impossible mobilisation. De petits groupes de 20 à 30 de personnes, composés, selon la direction et la police, des militants les plus aguerris, de permanents, d'employés du CE et de licenciés de février, tentent de couper l'alimentation électrique des

⁵⁵⁵ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958 ...*, opus cit., p 224 et 225

⁵⁵⁶ Le 22 février 1948, une soixantaine de personnalités issues de la Résistance fondent à Paris « les Combattants de la Liberté », sous la direction d'Yves Farge, nommé préfet de la région Rhône-Alpes. Ce mouvement veut préserver l'esprit unitaire de la Résistance. Dès la fin 1948, lors des premières Assises du peuple français pour la paix et la liberté, qui se tiennent à Paris à l'initiative des Combattants de la Paix, les thèmes du réarmement allemand, de l'usage de l'arme atomique et du désarmement général reflètent les positions communistes. Ces derniers en profitent d'ailleurs pour installer plusieurs responsables à la direction du Mouvement, au détriment des anciens résistants. Après le Congrès des peuples pour la paix qui se tient à Wrocław en août 1948, le Mouvement mondial des partisans de la paix est créé et invite à la création de comités nationaux. En France, « les Combattants de la liberté » deviennent en 1951 « le conseil national français du Mouvement de la paix », appelé communément « Mouvement de la paix ».

⁵⁵⁷ Raymond Guyot selon Charles Tillon. Charles Tillon, *On chantait rouge*, opus cit., p. 489

⁵⁵⁸ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958 ...*, opus cit., p 226

⁵⁵⁹ Appel du Comité confédéral national du 1 juin 1952, à « tous les travailleurs de France », VO n° 405 du 4 juin au 10 juin

⁵⁶⁰ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958*, opus cit., p. 235

ateliers et d'en expulser la maîtrise pour inciter les ouvriers à débrayer. Ils le font sans exercer de violence physique contre l'encadrement⁵⁶¹. Les travailleurs ne quittent pas leurs ateliers. L'usine n'est pas arrêtée⁵⁶². Le lendemain matin, nouvelle tentative de blocage par les militants qui se heurtent à des « commandos antigèves » sans doute composés d'agents de maîtrise proches du RPF. Elle échoue. Cet événement permet à la presse anti-communiste de titrer sur l'expulsion « des communistes par les ouvriers eux-mêmes »⁵⁶³ alors que *L'Humanité* du 6 dénonce de son côté l'agression fasciste et se félicite de l'expulsion « des nervis RPF par les ouvriers » qui préparent « de nouvelles luttes ».

La direction annonce immédiatement 165 nouveaux licenciements. Il y a 50 délégués CGT parmi les licenciés, soit plus de la moitié de ceux-ci (titulaires ou suppléants). La mobilisation en soutien aux licenciés est, cette fois, discrète et ne fait plus la « une » de *L'Humanité*. L'organisation du PCF à Billancourt « est démantelée. Il ne reste qu'un membre du comité de section dans l'usine. Il était malade le 4 juin »⁵⁶⁴. En deux vagues successives, 421 militants cégétistes et communistes ont été licenciés. La détermination de ceux qui restent en est affaiblie. En un an la CGT de l'usine chute d'une moyenne de 7 552 cotisations payées à 3 071⁵⁶⁵. Aux élections au premier collège du CE, le 10 juin, la CGT perd 12,26 % par rapport à 1951, et près de 7% par rapport aux élections de délégués du personnel qui ont eu lieu le mois précédent. Pour la CGT « la sanction est sévère [mais ses militants sont] étonnés que 17 074 ouvriers et employés de l'usine aient persisté à exprimer leur confiance à la CGT, après les grèves minoritaires du 12 février et du 4 juin, assorties de dérapages »⁵⁶⁶. L'audience de la CGT est moins affaiblie que ne le craignait le Parti, mais son travail d'implantation est à reprendre, et la CGT perd la majorité au Comité d'entreprise et doit y partager le pouvoir⁵⁶⁷.

⁵⁶¹ Ce que confirment les dépositions faites dans les commissariats par les membres de l'encadrement. APPP, Ba 2347

⁵⁶² Pourtant, le journal communiste *Ce Soir*, comme lors de la journée du 12, fait la « une » de ses éditions successives du 4 juin, sur le succès de la grève à Renault. L'édition de la *VO* du 11/17 juin 1952 ne craint pas d'annoncer, pour la journée du 4 juin 200 000 grévistes dans la métallurgie et le bâtiment dont « 40 000 chez Renault ».

⁵⁶³ *Paris Presse* du 6 juin 1952. Dossier de presse, SRTA

⁵⁶⁴ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958*, opus cit. p. 238

⁵⁶⁵ Ibidem, p. 252

⁵⁶⁶ Ibidem, p. 239

⁵⁶⁷ Voir *supra*, partie I

2.2 Le parti et la CGT, emboitements, complémentarités, singularités

Après les échecs des grèves de 1952, à Renault comme ailleurs, percevant le risque d'une déstabilisation de la CGT dans son rapport aux travailleurs, le Parti communiste engage une réflexion sur ses causes et sur les erreurs qu'il a peu commettre. Il s'en suit une inflexion tactique qui le conduit à ne plus chercher à faire porter sur la CGT, des batailles politiques directes. La rectification est progressive et difficile car elle va à rebours de l'identité militante cultivée pendant les « années chaudes de la guerre froide ». Elle est rendue encore plus nécessaire lorsqu'en septembre 1955, la direction de Renault, tirant des enseignements des grèves récentes, du département 74 en 1953, comme celles de l'année en cours dans la métallurgie, propose un accord d'entreprise novateur, salué par la presse, comme la fin de la condition ouvrière. Portés par la dynamique des années antérieures, les militants de la CGT Renault s'opposent à celui-ci, alors que la confédération souhaite sa signature. Enfin, à Billancourt, comme ailleurs dans le pays, la question de l'indépendance de l'Algérie, que le FLN entreprend de conquérir par la lutte armée, polarise la vie politique. PCF et CGT se positionnent de façon spécifique dans ce conflit, mais cherchent à maintenir leur influence sur les ouvriers algériens par la prise en compte de leurs revendications propres. Enfin les transformations du salariat renforcent l'approche catégorielle des ouvriers et des salariés déjà engagée.

2.2.1 La signature par la CGT de l'accord Renault marque l'irréversibilité de la rectification tactique du PCF

Les licenciements du premier semestre 1952 décapitent la section communiste de Billancourt et désorganisent le syndicat. Ils frappent près du quart des adhérents communistes⁵⁶⁸, donc une proportion plus importante des militants et la quasi-totalité du bureau de section. Si le syndicat est proportionnellement moins touché, ce sont ses membres les plus actifs, par ailleurs communistes, qui sont licenciés. La CGT Renault, à son congrès de septembre 1952, doit donc renouveler plus de la moitié des membres de sa commission exécutive. Le parti affaibli ne peut plus alors compter sur ses seuls cadres pour diriger l'activité syndicale dont il bénéficie. En conséquence, le congrès syndical insiste sur la nécessité d'améliorer le fonctionnement de la démocratie en encourageant la participation réelle des syndiqués aux

⁵⁶⁸ Ils ont alors de l'ordre de 1200. Toutefois ont été aussi sanctionnés des militants du PCI.

décisions, et ouvre la direction du syndicat à des « camarades exprimant les divers courants d'opinion qui existent parmi les travailleurs »⁵⁶⁹. Au bureau du syndicat de 24 membres, aux anciens épargnés par les licenciements s'adjoignent des nouveaux qui ne sont pas communistes, comme François Dollé, René Cerquetti du MLP, ancien délégué CFTC du département 18, Jean Lenoir, ancien secrétaire national de la JOC et ancien de la CFTC Renault, une technicienne du laboratoire, un ingénieur Georges Hufschmitt, lui aussi d'origine chrétienne⁵⁷⁰. Le syndicat fait appel par ailleurs à de jeunes ouvriers ayant échappé au licenciement, comme Aimé Halbeher ou comme Claude Poperen, revenu à l'usine en fin 1952, au terme de son service militaire. Ils permettent au syndicat de boucher les « trous »⁵⁷¹ créés par les licenciements dans l'usine. La promotion de non communistes à ces postes suscite des réserves dans le parti et lors de la conférence de section de Billancourt de 1953, Raymond Guyot du bureau politique critique la position trop importante occupée à la direction du syndicat par Bernard Chauveau et Marius Apostolo, licencié en 1952, deux militants non membres du PCF. Il dit que leurs responsabilités devraient revenir à des communistes, la direction de la section devant œuvrer à leur éviction des postes qu'ils occupent⁵⁷². L'ouverture prônée au congrès du syndicat a donc des limites. Bernard Chauveau, Prêtre ouvrier, qui accède au secrétariat du syndicat, y restera jusqu'au 4^e congrès de 1953. Apostolo, élu au secrétariat du syndicat comme adjoint de Linet⁵⁷³, occupera durablement des responsabilités dans la CGT car, contrairement à Bernard Chauveau, il se rapproche du Parti communiste auquel il adhère en 1956. Contraint à faire place aux non communistes dans les instances syndicales, le parti ne tient pas à ce qu'ils y aient un trop grand rôle.

Le renforcement de la CGT impose aussi qu'elle noue des liens étroits avec les différentes catégories ouvrières et mette fin à une implantation trop circonscrite aux ateliers d'ouvriers professionnels⁵⁷⁴. Le syndicat doit s'enraciner là où il est encore faible, y mobiliser les ouvriers par l'élaboration de revendications spécifiques à ces ateliers. Les sections dans les

⁵⁶⁹ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958 ...*, opus cit., p.251

⁵⁷⁰ Ibidem, p.253- 254

⁵⁷¹ Ibidem, p.284

⁵⁷² « Les communistes devraient s'employer à éliminer ces deux dirigeants dans les mois qui viennent ». Réunion cellule Thaelmann, compte rendu de la Conférence de section avec Raymond Guyot – Note du 8 février 1953, APPP Ba 2285

⁵⁷³ Ce qui est reproché par la direction du parti à Linet, voir Roger Linet, *Renault 1947 – 1958*, opus cit.

⁵⁷⁴ Fin 1949, la section CGT devient un syndicat, avec des sections de département, maillant toute l'usine⁵⁷⁴. Son bureau exécutif est composé alors de 12 professionnels, de 7 OS, et de 4 mensuels. Il ne comprend pas de représentants du département 74, département de montage des voitures, le plus nombreux où les OS sont très majoritaires, ni des départements 6 et 18 d'où la grève de mai 1947 était partie.

départements à majorité d'OS manquaient déjà de militants⁵⁷⁵ et les licenciements de 1952, portent au coup dur au travail engagé dans ces ateliers, en démantelant plusieurs sections syndicales de département d'OS où travail d'organisation est à reprendre⁵⁷⁶. Aux élections professionnelles du premier collège de mai 1952, trois ou quatre départements d'importance moyenne, mais à majorité d'OS n'ont pas de candidats CGT et d'autres plus importants, moins de candidats que d'élus en 1951⁵⁷⁷.

Le syndicat reprend pieds dans le département 74 à l'occasion de la grève d'avril-mai 1953 dans laquelle la CGT joue un rôle important⁵⁷⁸ grâce à la forte personnalité de Finot, communiste et délégué du département. La CGT y progresse sans réduire notablement l'écart de pénétration syndicale entre les ateliers professionnels fortement syndiqués, comme à l'Artillerie où 44 % des ouvriers sont adhérents en fin 1954, et les départements d'OS où la syndicalisation reste faible, en dépit des efforts faits et des bons résultats électoraux. Dans les départements d'OS où les ouvriers maghrébins sont nombreux, la CGT réalise des résultats supérieurs de plus de dix points à ce qu'elle réalise en moyenne dans l'usine⁵⁷⁹, les nationalistes ayant fait le choix d'adhérer au seul syndicat alors favorable à l'indépendance algérienne.

Les directions du parti n'imputent pas les échecs de 1952 à son orientation mais en recherchent la cause « dans les faiblesses, les inconséquences, les fautes, les déviations, ou les trahisons des hommes »⁵⁸⁰. Selon le CC du 3 et 4 septembre 1952, les revers seraient dus aux dérives « opportunistes et sectaires »⁵⁸¹ et à celle d'André Marty dont les conceptions, qualifiées de nationalistes et opportunistes, « gênaient l'application de la politique du XII^e Congrès »⁵⁸². Cette approche « langue de bois » entend bien plus protéger la légitimité des directions que rechercher la source des problèmes. La ligne étant juste, seules peuvent être critiquées les erreurs commises dans sa mise en œuvre par les cadres subalternes. Auguste

⁵⁷⁵ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958*, opus cit., p. 82

⁵⁷⁶ Ibidem, p.207

⁵⁷⁷ Ibidem, p.218

⁵⁷⁸ Ibidem, p. 276

⁵⁷⁹ André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, opus cit., p.48

⁵⁸⁰ Michel Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide la manifestation Ridgway*, Paris, L'Harmattan, 1992,175 p, p. 136

⁵⁸¹ PCF, *Histoire du Parti communiste français* PCF, *Histoire du Parti communiste français- Manuel*, Paris, Editions sociales, 1964, 774 p., p. 538

⁵⁸² PCF, *Histoire du Parti communiste français...*, opus cit., p. 539

Lecoeur reproche donc aux militants de Renault d'« avoir agi en excités [...] tous ces derniers temps »⁵⁸³. Roger Linet doit présenter des autocritiques aux réunions des comités centraux du 18 juin 1952 et du 3 / 4 septembre 1952, ainsi qu'au 3^e congrès du syndicat CGT Renault. Il est accusé « gesticulations, de fébrilité » lors de ces grèves et ses autocritiques sont jugées insuffisantes. A la conférence communiste de la Seine en février 1953, il lui est reproché d'avoir engagé ces mouvements sans consultation des ouvriers. Raymond Guyot impute à son opportunisme « fait de sous-estimation de la force des travailleurs », le préjudice causé « au parti et à la CGT dans l'usine ». La seule autocritique qu'il esquisse pour lui-même, alors qu'il insiste sur l'insuffisance de celle de Roger Linet, est de se « demander si, dans une certaine mesure, nous n'avons pas encouragé notre camarade dans son orgueil démesuré, en citant en exemple Renault, usine Pilote »⁵⁸⁴. C'est une autocritique a minima, car il aurait enjoint Maurice Armanet, secrétaire de section du parti, de demander à Linet, responsable de la CGT de l'usine, de faire débrayer les forges⁵⁸⁵. Il est vrai que les militants sont alors eux-mêmes pris au piège de l'image de Billancourt construite par le parti. Aussi « quand Renault apparaît à la une de *l'Huma*, glorifiant une action [...] 'avant-garde', et parfois lorsque l'éditorial titrait 'En avant Renault !' », il est difficile aux communistes de l'usine de ne pas se laisser aller à l'activisme, comme le reconnaît Roger Linet⁵⁸⁶. Toutefois par ces constats, la direction se dédouane de ses responsabilités.

En dépit des freins à une autocritique approfondie, les grèves de 1952, leur échec et la répression imposent un réexamen de la tactique du parti qui, se voulant à la fois d'avant-garde et de masse, doit répondre à des impératifs politiques contradictoires. Au cours des manifestations de février et de mai 1952, il a montré sa capacité de mobilisation d'une minorité radicale, mais sans parvenir à entraîner plus largement les travailleurs. Après les licenciements de février, ce risque est relativisé par l'élan de solidarité en faveur des licenciés de Billancourt au sein de l'usine comme dans tout le pays. Mais après le 4 juin cela n'est plus possible. Bien qu'en fin 1952, ces actions sont encore tenues pour de grandes journées de lutte, un consensus se dégage sur quelques rectifications. Les instances dirigeantes du parti et celles de la CGT mettent l'accent sur la nécessité d'établir avec les travailleurs un lien plus étroit, d'abandonner les mots d'ordre généraux et a fortiori politique, pour « particulariser les revendications »⁵⁸⁷.

⁵⁸³ Comité central du 3 et 4 septembre 1952

⁵⁸⁴ Roger Linet, *Renault 1947 – 1958*, opus cit. p.266

⁵⁸⁵ Ibidem, p.268

⁵⁸⁶ Ibidem. p.213 et 214

⁵⁸⁷ Entretien avec Henri Benoîts, 10 janvier 2010

La grève du département 74 d'avril à mai 1953, déjà évoquée, confirme l'infléchissement tactique du parti. Pour maintenir l'unité syndicale⁵⁸⁸, la CGT Renault renonce à associer des mots d'ordre politiques aux revendications, même si, avec le parti, elle tente d'étendre le mouvement à d'autres entreprises de l'automobile en faisant appel à la solidarité des métallos, pour engager, à partir de l'élargissement de ce conflit local à tout le secteur automobile, une confrontation politique avec le gouvernement⁵⁸⁹. A cette occasion le PCF invite « chaque militant [a] être à la tête des ouvriers dans le combat »⁵⁹⁰, qui n'est plus un affrontement direct avec l'Etat, mais une lutte revendicative menée dans l'unité. Unité dont se félicite la CGT, car elle a « pris rapidement de l'ampleur [et] modifié sérieusement la situation difficile que nous connaissions depuis plusieurs mois dans l'usine »⁵⁹¹.

L'inflexion tactique est nécessaire mais difficile car celle-ci prend à rebours l'identité développée par le parti lui-même en son sein et auprès des ouvriers les plus combattifs. Sa ligne oscille encore entre des appels à l'union en direction des ouvriers socialistes et des mises en garde contre le danger de glissements opportunistes, au risque de « donner le tournis aux militants »⁵⁹². Le PCF peine à définir une politique alternative. « Affaiblis et déconsidérés [...] les communistes sont hors d'état de profiter de l'évolution qui se dessine dans l'opinion vis à vis de la politique gouvernementale »⁵⁹³.

Cette indécision est manifeste après la grève du département 74 d'avril mai 1953. En effet, la ligne strictement revendicative et unitaire adoptée par les communistes de Renault pendant la grève est contestée dans les instances du parti qui leur reprochent de verser dans l'apolitisme. Ainsi dans un article publié dans *L'Humanité* du 13 mai Herdhuin, secrétaire permanent de la section Renault du PCF, critique « l'idée néfaste de l'apolitisme » qui se serait répandue à cette occasion, alors que ce « mouvement en plein développement [...] allait à l'encontre de toute [la] politique de guerre, de fascisme, de misère [de l'Etat patron] ». Au CC de juin 1953, Roger Linet fustige le comportement des communistes de

⁵⁸⁸ Pendant quatre semaines, *l'Humanité* souligne en première page la force de cette unité.

⁵⁸⁹ Le 29 avril les quatre syndicats appellent à une journée d'action de tous les travailleurs de l'automobile pour le 30 avril⁵⁸⁹, puis pour le 7 mai. Début mai, dans l'unité, les syndicats lancent un « *appel aux métallurgistes de la Région parisienne* » et organisent dans les locaux du CE de Billancourt des réunions avec des représentants des travailleurs des autres constructeurs ou de leurs sous-traitants. Le 29 avril, les quatre syndicats appellent par tract à une journée d'action de tous les travailleurs de l'automobile fixée le 30 avril - Tract du 29 avril 1953, APPP, carton Ba 2135. Début mai, dans l'unité, les syndicats lancent un « *appel aux métallurgistes de la Région parisienne* » et organisent dans les locaux du CE de Billancourt des réunions avec des représentants des travailleurs des autres constructeurs et de leurs sous-traitants. Les syndicats de Renault proposent la constitution de Comités de lutte dans ces entreprises, mais ces initiatives font long feu.

⁵⁹⁰ Tract d'appel du PCF distribué le 23 avril 1953, APPP, carton Ba 2135

⁵⁹¹ Déclaration de Roger LINET au Comité central du 16 et 17 juin 1953

⁵⁹² Michel Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide...*, opus cit. p. 143

⁵⁹³ Ibidem

Renault qui « constatant l'entente possible [sur les revendications] abandonnaient toute explication des problèmes politiques ». Selon lui, ces camarades demandaient même de ne pas parler alors de la libération d'Alain Le Leap et de Lucien Molino⁵⁹⁴. La nouvelle orientation tactique et la particularisation des revendications sont encore perçues, comme une concession spontanéiste aux attentes ouvrières. Pour Roger Linet, la CGT et le Parti communiste sont passés « d'un extrême à l'autre en disant : 'travailleurs, agissez sous les formes que vous déterminez vous-même' ». C'est une sorte d'encouragement à la spontanéité du mouvement »⁵⁹⁵.

Si le glissement vers l'« apolitisme » trouble les responsables communistes de l'entreprise, perçoit aussi leur crainte d'un affaiblissement de la figure politique de Renault. Roger Linet dans son intervention au CC de juin 1953, constate que le rapport entre Renault et les autres usines s'est inversé. Alors que « lorsque Renault rentr[ait] en lutte, dans les autres usines on tournait les yeux vers Renault », maintenant que le parti et la CGT rencontrent des difficultés, les communistes de Renault ont tendance « à appeler un peu au secours, ou du moins à donner cette impression en nous rattachant à cette idée de rassembler les militants de toutes les autres usines afin d'élargir le mouvement »⁵⁹⁶.

Le 18 avril 1955, le conseil syndical de la CGT Renault⁵⁹⁷ revenant sur les causes de l'échec de la grève générale du 28 avril 1954, conclut qu'il fallait « se rendre à l'évidence les grands mouvements sont voués à l'échec, par contre les débrayages partiels, par chaîne ou par atelier, pour lutter contre les nouvelles cadences et obtenir l'augmentation des salaires ont plus de chance d'être suivis ». En dépit des critiques et des réserves énoncées par les instances dirigeantes du parti, les militants doivent, dans leur travail syndical, privilégier l'activité au niveau de chaque atelier et coller à la spontanéité ouvrière.

Cependant, la rectification engagée n'est pas assumée dans toutes ses conséquences politiques, car en septembre 1955 l'Accord discuté à Renault, provoque des tensions entre la CGT Renault et la direction de la confédération et celle du parti. Ce dernier en forçant la CGT Renault à le ratifier confirme sa volonté de rupture avec les attitudes passées et se montre plus soucieux des besoins et des attentes immédiats des travailleurs, que de construire une mobilisation de tous les travailleurs aux résultats plus incertains.

⁵⁹⁴ Alain Le Leap est secrétaire général de la CGT avec Benoît Frachon. Il quitte ce poste en 1957, pour « raison de santé ». Lucien Molino, syndicaliste CGT marseillais est membre de la Comité central N de la CGT.

⁵⁹⁵ Roger Linet, *Renault 1947 – 1959 ...*, opus cit. p 282

⁵⁹⁶ Déclaration de Roger Linet au Comité central du 16/17 juin 1953

⁵⁹⁷ Note de police du 1 avril 1955 - APPP Ba 2324

Le rejet de l'accord par la CGT Renault prend pour prétexte un préambule jugé attentatoire au droit de grève et marqué par la collaboration de classe, disposition pourtant incluse dans l'accord de 1950 qu'elle avait ratifié. De fait, il est surtout motivé par la conviction des militants qui pensent que, sur la lancée du mouvement de Saint Nazaire et des débrayages en cours à Billancourt, il est possible d'obtenir plus. En effet, les sections CGT organisent des débrayages pour le combattre, jugeant les propositions salariales insuffisantes, et reprennent la revendication des métallos de Saint Nazaire : 40 francs de l'heure d'augmentation. Ces actions, à l'impact limité, se poursuivent jusqu'à la fin septembre et faiblissent début octobre⁵⁹⁸. Le ralliement de la CGT Renault à la signature⁵⁹⁹ se fait donc sous pression de la direction confédérale, la direction du parti ayant été « dès le départ favorable à la signature »⁶⁰⁰. Le 17 octobre, elle décide que le syndicat Renault doit signer l'accord, mais elle doit le faire accepter à des militants qui y sont opposés. Le jour même, Benoît Frachon convoque le secrétariat du syndicat au siège de la confédération⁶⁰¹ pour préparer une assemblée des syndiqués fixée au 28 octobre. Il participe ensuite le 21 à la réunion du bureau du syndicat, puis le 26 à une réunion du conseil syndical, enfin le 28 à l'assemblée générale des syndiqués. Ces réunions sont tendues. Les militants s'expriment dans leur majorité contre la signature⁶⁰². L'assemblée d'octobre est « assez houleuse »⁶⁰³. L'orientation proposée passe mal auprès des militants qui ont le sentiment qu'« on veut les avoir à l'usure » en convoquant réunion sur réunion⁶⁰⁴. *L'Humanité* publie plusieurs articles sur l'accord dont un de Benoît Frachon qui paraît avant l'assemblée de fin octobre à Billancourt. Son intervention à Renault est publiée dans son intégralité dans les éditions du 29 et du 31 octobre du journal communiste, puis dans la *VO* du 7 du novembre. Elle confirme en l'explicitant le changement d'orientation du PCF, et par suite de la CGT, dans les luttes sociales et l'importance qu'il revêt.

Des militants communistes s'étant opposés à la signature, le parti convoque une assemblée de section le 4 novembre⁶⁰⁵ pour les remobiliser. Cent dix militants y participent. Elle est présidée par Serge Huber, secrétaire de section, qui, après avoir fustigé les syndicats

⁵⁹⁸ Robert Kosmann, *Renault 1955...* opus cit. p. 32-33

⁵⁹⁹ Sa signature est refusée par la Direction, car la CGT ne souscrit pas à son préambule.

⁶⁰⁰ André Compain-Méfray., « A propos de l'accord d'entreprise du 15.09.1955 », opus cit.

⁶⁰¹ François Dollé, entretien du 12 avril 2011,

⁶⁰² Robert Kosmann, *Renault 1955 ...* opus cit. p 34

⁶⁰³ Claude Poperen, *Regards intérieurs ...*, opus cit. p.109

⁶⁰⁴ Entretien avec Clara et Henri Benoît du 10 janvier 2010. Une consultation par la CGT de ses adhérents montrera que 70 % d'entre eux y sont favorables. Marius Apostolo, *Traces de lutte*, opus cit., p.131

⁶⁰⁵ Note de police du 5 novembre 1955, APPP Ba 2324

signataires comme étant à la solde du patronat, justifie la signature de l'accord en rappelant que le Bureau politique a jugé qu'un refus pourrait être utilisé pour isoler les communistes. Il enjoint les militants de tenir des réunions de cellules et de sections syndicales pour convaincre les hésitants de la justesse de la position adoptée. Les arguments avancés sont d'ordre tactique, mais la volonté exprimée constitue bien un choix « stratégique » qui, bien que prenant à rebours la culture communiste développée pendant les années antérieures, provoque peu de défections de militants tant au PCF qu'à la CGT⁶⁰⁶.

Ainsi en septembre 1955, les débats à propos de l'Accord Renault confirment la réorientation amorcée en 1953. L'insistance réitérée à un travail syndical au plus près des conditions spécifiques à chaque catégorie, pour surmonter les difficultés du parti permet d'en occulter les autres causes. Ainsi en 1959, à la conférence de section des communistes de Renault, Lanternier refuse de considérer que l'orientation du parti puisse être une des causes de son affaiblissement, pour l'imputer à l'activité des militants et des « cellules qui vivent recroquevillées sur elles-mêmes [...] ne se préoccupent pas des plus petites revendications des travailleurs, considérant que c'est la tâche du syndicat »⁶⁰⁷. Le parti s'interdit ainsi de s'interroger sur l'adéquation de son orientation aux grands enjeux du moment que sont la guerre de libération nationale du peuple algérien ou les problèmes rencontrés dans les pays socialistes.

2.2.2 Parti et CGT face à l'insurrection algérienne adoptent des tactiques singulières, mais complémentaires

Avant l'insurrection algérienne, le PCF est le seul parti parlementaire à dénoncer le colonialisme et à soutenir dans ses déclarations les aspirations nationales des peuples colonisés du Maghreb. Le secrétariat du parti en appelle alors à « un soutien résolu des aspirations à la liberté et à l'indépendance du peuple algérien comme de tous les autres

⁶⁰⁶ Deux démissions selon les rapports de police auxquelles il faut ajouter celle d'un militant qui la formule dans un courrier conservé dans les archives du syndicat Le premier décembre, un rapport de police signale que deux délégués du personnel du département 74 ont déchiré leur carte d'adhérents de la CGT et du PC devant les ouvriers rassemblés. L'un d'eux est Finot, leader de la grève d'un mois de ce département en 1953. Il réadhèrera au Parti peu de temps après. Trente adhérents se retirent avec lui de la CGT (Notes de police du 1 décembre, APPP Ba 2399). Toujours selon un rapport de police du 8 décembre 1955, Gérard Gouyon, délégué CGT du département 75 prend encore la parole à la cantine de l'usine O devant 350 personnes pour exposer les revendications et critiquer l'accord du 15 septembre. En 1959, le nombre d'adhérents communistes est tombé à 750, soit 250 de moins qu'en 1956

⁶⁰⁷ Rapport dans les archives du SRTA 5 W 55

peuples opprimés par l'impérialisme français »⁶⁰⁸. En septembre 1952, le Bureau politique invite les militants à convaincre les travailleurs de « la nécessité d'une solidarité effective avec les peuples coloniaux [et à] envisager l'organisation de meetings et de réunions notamment dans les centres où vivent des travailleurs coloniaux »⁶⁰⁹. Néanmoins alors qu'un courant du MTLD divisé prépare l'insurrection, le PCF, considérant « comme extrêmement dangereuse – pour le mouvement national algérien et pour le mouvement démocratique français – l'orientation politique de [sa] direction », prend des décisions en vue de renforcer en son sein l'intégration des Algériens⁶¹⁰. Refusant l'autonomie qu'implique leur lutte nationale, il manifeste l'ambiguïté de son soutien.

L'engagement de la lutte armée en novembre 1954 conduit PCF et CGT à adopter des positions et des pratiques tactiques différentes plus qu'opposées qui traduisent des enjeux qui leurs sont propres. Les déclarations de la CGT Renault et du PCF se positionnant sur les actions du FLN du 1^{er} novembre sonnent différemment. Le 6 novembre, la CGT de l'usine réunie en congrès adresse une lettre au Ministre de l'intérieur⁶¹¹, pour protester contre l'arrestation et les mesures de répression contre des travailleurs qui « luttent pour l'indépendance et les libertés ». Le texte affirme que « les travailleurs français qui luttent pour leur indépendance comprennent et soutiennent la lutte du peuple algérien. Ils savent que ce n'est pas par l'emploi de la force que l'on vient à bout de la volonté d'un peuple qui veut vivre libre et indépendant »⁶¹². La teneur de la déclaration de bureau politique du PCF du 8 novembre reconnaît le fait national algérien, sans faire allusion à la question de l'indépendance, dénonce la répression, mais réprovoque les actions engagées par le FLN, en évoquant leur possible manipulation. Enfin elle s'inquiète d'une possible dégradation de la situation qui pourrait profiter à l'implantation d'industries allemandes en Afrique. Diffusée par tract à l'usine, sa teneur révolte les communistes algériens⁶¹³. En décembre, lors de la

⁶⁰⁸ Secrétariat politique, réunion du 31 mai 1950. AD93-PCF 2NUM 4/9

⁶⁰⁹ Bureau politique du 26 septembre 1952

⁶¹⁰ Bureau politique du 29 juin 1954. A cette date, seul un petit nombre d'Algériens a adhéré au Parti communiste, mais ils sont plus nombreux à être à la CGT répondant ainsi à la volonté de leurs organisations nationales, MTLD puis le FLN.

⁶¹¹ Qui est alors François Mitterrand

⁶¹² « Lettre du 6 novembre 1954, du ^{ve} congrès du syndicat CGT Renault à Monsieur le Ministre de l'intérieur ». Archives personnelles de Henri Benoits

⁶¹³ Dans la déclaration du 8, le parti désapprouve les modes d'action adoptés par le FLN – « le Parti communiste français [...] ne saurait approuver le recours à des actes individuels, si même ils n'étaient pas fomentés par eux ». La dénonciation des actes individuels au nom de la « tactique léniniste » de l'action des masses sera une constante du PCF au cours de la guerre d'Algérie. Dans la conclusion de cette déclaration, il s'affirme « une fois de plus l'interprète de l'internationalisme des travailleurs, inséparable de l'intérêt national ».

conférence de section communiste de décembre⁶¹⁴, Labraoui⁶¹⁵ et Ziani⁶¹⁶ disent douter de la qualité de l'aide du parti au peuple algérien, le premier critiquant la dénonciation des « actes individuels ». Au début de 1955, comme l'y invite la direction du parti, la section organise deux réunions afin que les militants se lient plus étroitement aux travailleurs algériens⁶¹⁷. Les débats y sont symptomatiques du fossé qui se creuse entre « Français et Nord africains ». Labraoui affirme qu'au sein du parti « le racisme existe à l'état aigu ». Léon Feix⁶¹⁸, membre du Bureau politique, participe à la première réunion. Il ne parvient pas à convaincre les Algériens de la justesse des positions du parti, pas plus qu'à leur faire accepter comme juste l'acte de Fabien au métro Barbes et comme condamnables celles des militants nationalistes. La réunion est très tendue. Lattad⁶¹⁹, délégué algérien au CE, s'indigne que *l'Humanité* puisse qualifier de « hors la loi » les patriotes algériens, même si elle y met des guillemets. Léon Feix le justifie par le risque de saisie du journal. L'inaction du PCF de Renault dans la lutte pour l'indépendance est critiquée par les militants algériens qui font valoir l'impact des meetings du PCI en soutien à leur cause. Le ton monte entre Lattad et Feix, Ziani en concluant que ces incidents prouvent qu'un fossé de plus en plus grand existe entre les Français et les Algériens.

En 1955, en dépit de ces tensions, les communistes algériens continuent d'afficher leur soutien au PCF, mais surtout à la CGT. En mai lors d'une réunion intersyndicale CGT, CFTC, FO et SIR, de travailleurs algériens portant sur des revendications économiques, Lattad dit que « la CGT est la seule organisation syndicale qui défend vraiment les travailleurs »⁶²⁰. En mars 1956, les députés communistes votent les pouvoirs spéciaux demandés par Guy Mollet, alors même que celui-ci s'est déjà dit prêt « à la guerre à outrance »⁶²¹, attitude que les communistes algériens interprètent comme manifestant une orientation colonialiste. Le jour du débat à l'Assemblée nationale sur les pouvoirs spéciaux,

⁶¹⁴ Note de police du 16 décembre 1954, APPP Ba 2326

⁶¹⁵ Voir fiche biographique du Maitron

⁶¹⁶ Voir fiche biographique du Maitron

⁶¹⁷ La première se tient le 8 février, vingt personnes y assistent, dont huit algériens. La seconde a lieu le 25⁶¹⁷ et réunit encore 20 personnes, mais seulement trois Algériens. Note de police du 10 février 1955, APPP Ba 2326, la seconde le 25 février. Note de police du 26 février 1955, APPP Ba 2326

⁶¹⁸ Léon Feix, né en 1908 et mort en avril 1974. Instituteur, journaliste, Adhère au parti pendant la guerre. Membre du Comité central du PCF et du Bureau politique, il fut député de Seine-et-Oise de 1962 à 1967 et du Val-d'Oise de 1962 à 1974. Sa femme était employée par le CE de Billancourt.

⁶¹⁹ Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, Paris, Syllepse, 2014, 222 p., p.91

⁶²⁰ Note de police du 2 mai 1955 APPP Ba 2399

⁶²¹ *Humanité* du 29 février 1956, en page une.

les ouvriers algériens de Billancourt avaient d'ailleurs débrayé contre cette mesure⁶²². En mars, après une rencontre à Saint Denis entre des membres du Comité central et une délégation de la section Renault du PCF, composée majoritairement d'Algériens, ces derniers, sauf trois, quittent le parti pour rejoindre les organisations du FLN⁶²³. Les échanges n'y ont été qu'un dialogue de sourds entre les dirigeants et les militants algériens⁶²⁴. « Après ce virage colonialiste supérieur, on n'avait plus notre place » au sein du Parti communiste dira Omar Oudhadj⁶²⁵.

A Renault, jusqu'en 1957, la section communiste et le syndicat CGT peuvent, dans leurs tracts ou déclarations de meeting, faire état du droit à l'indépendance pour le peuple algérien⁶²⁶, bien que le PCF s'en tienne jusqu'en 1956 à « une véritable Union française »⁶²⁷. A Renault les premières affirmations du droit à l'indépendance par la section se font à l'occasion d'interventions décidées au cours de sa réunion du 25 février 1955, alors qu'elle constate que les Algériens se détachent du PCF. La commission Nord-africaine du parti est chargée de les organiser et de rédiger des tracts traitant de leurs problèmes spécifiques⁶²⁸. Le droit à l'indépendance du peuple algérien, la nécessité de mettre fin au colonialisme sont évoqués par les orateurs au cours des prises de paroles aux portes de l'usine⁶²⁹. Des cellules d'ateliers s'expriment aussi en faveur de l'indépendance algérienne, comme celle du département 14 qui écrit que « le peuple algérien se bat parce qu'il veut son indépendance [...] L'Algérie n'est pas plus la France que ne l'est le Maroc ou le Venezuela [...]. Reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple algérien »⁶³⁰. Le 6 mars 1957, le journal de la cellule Jdanov affirme qu'il faut « s'orienter vers la reconnaissance du droit à

⁶²² Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*, opus cit., p.422

⁶²³ Clara Benoits, dans Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, opus cit., p.90

⁶²⁴ Laure Pitti, *Les Ouvriers algériens à Renault Billancourt de 1954 à 1962 ...* opus cit.. p. 110

⁶²⁵ Cité par Laure Pitti, *Les Ouvriers algériens à Renault Billancourt de 1954 à 1962 ...* opus cit., p.53

⁶²⁶ Laure Pitti, « Renault, la "forteresse ouvrière" à l'épreuve de la guerre d'Algérie », *Vingtième siècle*. Revue d'Histoire, juillet septembre 2004. Laure Pitti a recensé 96 mobilisations contre la guerre, de mars 1955 à février 1962, 15 débrayages et 8 manifestations

⁶²⁷ Il faut attendre le Comité central de 1957, pour que soient reconnues les « légitimes aspirations du peuple algérien à l'indépendance » Cité par René Dazy, *la partie et le tout*, Editions Syllepse, Paris, Avril 1990, 106 p., p.42

⁶²⁸ Note de police du 9 mars 1955, APPP 2326

⁶²⁹Le 24 mars 1955, place Nationale, Roger Linet dénonce l'arrestation « des patriotes algériens ayant seulement manifesté des idées d'indépendance ». Note de police du 24 mars 1955, APPP Ba 2285. Le 27 mai dans des circonstances similaires, Etienne Fajon affirme qu'il « est inutile de lutter contre un peuple qui réclame son indépendance », Note de police du 27 mai 1955, APPP Ba 2285. En avril 1956, carrefour Zola, Roger Boisseau, député de la Seine Ouest, dit que « les indigènes d'Afrique du Nord ont légitimement le droit de vouloir se gouverner eux-mêmes et se soustraire à l'exploitation colonialiste », Note de police du 10 avril 1955, APPP Ba 2285

⁶³⁰ Cellule du département 14. Note de police du 25 février 1957, APPP Ba 2285

l'indépendance du peuple algérien »⁶³¹. Ces prises de positions restent, semble-t-il, l'exception et sont dictées en partie par les circonstances⁶³².

Le contenu de la propagande et la pratique du parti sont significatifs de son ambivalence à propos de la question nationale algérienne⁶³³. Dans les déclarations, la reconnaissance du droit à l'indépendance est de l'ordre du constat et ne débouche sur aucun mot d'ordre de soutien. Le contenu de la propagande communiste s'adapte aux enjeux politiques du moment, aussi lors des réunions, se tenant d'avril 1956 à l'hiver 1958, les orateurs s'en tiennent à réclamer la fin de la guerre par la négociation, puis à faire barrage au fascisme, contre Poujade d'abord, ensuite pour dénoncer l'attaque du siège du PCF consécutive à la répression du soulèvement hongrois. Sur les quinze meetings aux portes de l'usine identifiés sur cette période, un seul, celui du 27 avril 1957, voit Etienne Fajon, engager « les travailleurs à s'associer à l'action du PCF pour l'indépendance de l'Algérie », nécessité qu'il associe à la protestation « contre le bourrage de crâne sur l'affaire de la Hongrie »⁶³⁴. Entre mai et fin septembre 1958, le danger fasciste et l'appel à voter « Non » au référendum constitutionnel du 5 octobre deviennent les enjeux principaux, voire exclusifs, des mobilisations⁶³⁵.

Le Parti communiste s'emploie à ne pas être à contre-courant de travailleurs français peu favorables au FLN dont dépendent ses résultats électoraux. Il tient aussi ne pas s'exposer à la répression gouvernementale, en particulier aux saisies de *l'Humanité*. En octobre, le comité de section Renault demande aux militants de « détruire la thèse de la collusion PC/FLN » et de rappeler « que les communistes n'approuvent pas l'action terroriste menée en métropole par les éléments du FLN »⁶³⁶. Le parti adopte une politique médiane entre le soutien actif à l'indépendance, qui lui est impossible, et un alignement complet sur les

⁶³¹ Cellule Jdanov. Note de police du 6 mars 1957, APPP Ba 2285

⁶³² Par ailleurs, ces deux tracts sont distribués peu après la grève de huit jours des Algériens de France qui a été massivement suivie dans l'usine et s'inscrivent alors dans la campagne lancée par le Parti en faveur de la paix en Algérie.

⁶³³ L'évolution de l'attitude de la CGT suit celle du PCF. De 1954 à 1955, elle fait campagne contre l'état de guerre en Algérie et pour le soutien à la lutte du peuple algérien pour son indépendance. Puis la lutte pour la Paix et contre la répression prend le pas sur celle pour l'indépendance. A partir du vote des pouvoirs spéciaux par le PCF, le syndicat s'aligne sur la position du parti. Laure Pitti, « La CGT et les Algériens en France métropolitaine dans les années 1950 : une décennie de tournants », dans Elyane Bressol, Michel Dreyfus, Joël Hedde, Michel Pigenet (dir), *La CGT dans les années 1950*, Rennes, PUR, 2005, 480 p., p 460. La question du fascisme s'impose en 1958, puis à nouveau au début des années 1960. Le nombre d'articles dans *Le Peuple* s'intéressant aux ouvriers algériens chute très fortement en 1955. Il n'y en a plus en 1959 – 1960. René Gallissot, Nadir Boumaza, Ghislaine Clément, *Ces migrants qui font le prolétariat*. Paris, Méridiens Klincksiek, janvier 1994, 257 p., p.61

⁶³⁴ Note de police du 27 avril 1957, APPP Ba 2285

⁶³⁵ Note de police, APPP Ba 2285

⁶³⁶ Note de Police du 7 octobre 1958 APPP Ba 2326. La citation est celle de la note de police. Il est donc difficile de savoir si le vocabulaire employé est celui des militants du PC.

positions des socialistes ainsi que sur l'attitude d'une masse ouvrière hostile au FLN. Il cherche à concilier les dénonciations du colonialisme⁶³⁷ et de la répression des Algériens avec les sentiments des travailleurs français qui refusent la guerre, mais considèrent les Algériens comme des ennemis. Avant l'abandon de « l'Union Française », qu'il justifiait par l'attachement de « nos compatriotes » à cette union symbole à leurs yeux « d'un aspect de la sauvegarde de l'intérêt national »⁶³⁸, il motive l'arrêt du conflit, voire l'indépendance, comme conformes aux intérêts de la nation. Dans sa volonté de rallier les travailleurs à la paix, il recourt à une argumentation chauvine - l'arrêt de la guerre assurera un débouché à l'économie française – ou étroite – les dépenses militaires se font au détriment des besoins sociaux. Il motive sa dénonciation de la guerre par des considérations d'intérêts économiques pour la France et ses ouvriers. Ainsi, le 15 avril 1958, le journal de la cellule Houllier, du département 75, écrit que « le peuple algérien libre de demain voudra développer sa culture, son économie sur des bases saines qui permettront des débouchés pour notre pays »⁶³⁹. Clara Benoits fait état d'une réunion du Comité d'entente des mensuels pour la Paix en Algérie, à laquelle participe un représentant du Mouvement de la Paix qui en sort « horrifié » d'avoir entendu surtout parler de l'indépendance et « de tout autre chose que de la paix en Algérie », furieux aussi que « les intérêts de la France [n'aient pas été] pris en compte »⁶⁴⁰.

Les directions communistes, secrétariat ou bureau politiques, peuvent toutefois rappeler que « la lutte du peuple algérien aide objectivement le peuple français dans sa lutte contre l'impérialisme »⁶⁴¹, sans ébranler l'inertie des travailleurs, que celle-ci résulte de leur chauvinisme ou de leur fatalisme. En 1957, elles accordent une grande importance à la journée du 17 octobre pour la Paix en Algérie, lancée par le Mouvement de la Paix, et enjoignent les responsables de prendre des « dispositions afin de suivre la préparation dans les grandes usines et notamment aux usines Renault »⁶⁴². En dépit de ces directives, cette mobilisation qui devait être une « très grande journée d'union et de lutte pour la paix en Algérie »⁶⁴³ est un échec. Le Bureau politique reconnaît que « dans l'ensemble, les résultats ne sont pas au niveau et n'ont pas eu l'ampleur qu'exige la situation actuelle, et cela surtout

⁶³⁷ Malgré tout, *L'Humanité* reste encore le journal qui dénonce le plus nettement les conséquences néfastes de la guerre, la répression et rend compte de manière détaillée des grèves des Algériens tant en Algérie qu'en France. Il est censuré pour cela plusieurs fois. Cette position médiane est pourtant vaine.

⁶³⁸ Propos de Léon Feix en juin 1956, cités par RUSCIO Alain, « les communistes français et la guerre d'Algérie », dans FONDATION GABRIEL PERI, *Le Parti communiste français et l'année 1956*, opus cit. p.86

⁶³⁹ Archives du SRTA CFDT, 5 W55

⁶⁴⁰ Clara Benoits, dans Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, opus cit., p.89

⁶⁴¹ Bureau politique du 10 septembre 1957

⁶⁴² Bureau politique du 24 septembre 1957

⁶⁴³ Titre de "une" occupant toute la largeur, *Humanité* du 8 octobre 1957.

dans les fédérations de la région parisienne et dans les grandes entreprises »⁶⁴⁴. Ce jour-là, les militants de Renault qui ont préparé des banderoles pour parcourir en cortège l'usine et Boulogne, en sont dissuadés par le peu de travailleurs mobilisés⁶⁴⁵. Alors que la majorité des ouvriers français reste passive, la direction communiste en conclut qu'il faut leur « faire mieux comprendre [...] la nécessité d'une solidarité active avec les travailleurs algériens [en leur montrant] qu'il s'agit d'un problème de classe »⁶⁴⁶, sans que cette intension soit autrement portée dans l'activité, car cet appel ne va pas sans de grandes ambiguïtés.

Alors que le parti dit nécessaire le soutien, il s'inquiète d'une lutte politique qui lui échappe et dont les développements le mettent en porte à faux. Ne pouvant contrer frontalement l'influence du FLN parmi les Algériens, il s'emploie à la contrarier par une défense de leurs intérêts économiques qui les rapprocheraient de lui. En tant que parti de la classe ouvrière, il entend faire l'unité des ouvriers sous sa seule influence et comme une nécessité dans la lutte revendicative contre le patron. Le refus d'un soutien conséquent à la lutte indépendantiste, éloignant de lui les Algériens, le parti tente de colmater la brèche qui s'élargit entre travailleurs par l'affirmation de leurs intérêts économiques communs. Les directions communistes⁶⁴⁷ demandent à ce que « dans le mouvement syndical [le parti] prenne résolument la défense [de leurs] revendications »⁶⁴⁸. Le 31^e congrès confédéral de la CGT du 16 – 21 juin 1957, dit nécessaire le soutien des revendications spécifiques des travailleurs algériens, l'égalité dans l'attribution des prestations sociales ainsi que la reconnaissance des fêtes musulmanes comme fêtes légales et chômées⁶⁴⁹. Le parti demande aux militants d'être dans le syndicat « plus actifs pour la paix en Algérie »⁶⁵⁰, et plus attentifs « aux revendications des travailleurs algériens et [...] actifs pour les faire aboutir »⁶⁵¹. Ils doivent porter toutes les revendications des travailleurs algériens employés dans les usines de France comme celles concernant le logement, les allocations familiales, etc⁶⁵². Ainsi encouragée, l'activité communiste parmi les ouvriers algériens n'est pas à même de lever leur méfiance est à l'égard des travailleurs français et de leur organisation politique puisque la question politique à l'origine de la fracture est esquivée. « Aux aspirations nationales

⁶⁴⁴ Bureau politique du 22 octobre 1957

⁶⁴⁵ Alain Ruscio, *La question coloniale dans l'Humanité (1904 – 2004)*, Paris, La Dispute, 2005, 600 p., p 336.

⁶⁴⁶ Bureau politique du 26 novembre 1957

⁶⁴⁷ Secrétariat politique du 4 février 1953

⁶⁴⁸ Secrétariat politique du 7 septembre 1954

⁶⁴⁹ Laure Pitti, *Les Ouvriers algériens à Renault Billancourt ...* opus cit.. p.29

⁶⁵⁰ Bureau politique du 10 septembre 1957

⁶⁵¹ Bureau politique du 26 novembre 1957

⁶⁵² Bureau politique du 15 janvier 1955

algériennes, la CGT répond donc : intérêts professionnels »⁶⁵³. En 1958, ne parvenant pas à surmonter la division des ouvriers, le parti l'impute à « la position des dirigeants [des] organisations » nationalistes »⁶⁵⁴. Le Bureau politique du 17 juin demande donc à ses militants d'apporter aux travailleurs algériens « les éclaircissements nécessaires sur la position des dirigeants de leur organisation qui tend à diviser les travailleurs algériens et les travailleurs français et affaiblit ainsi les conditions de lutte contre l'ennemi commun qui est le capitalisme et l'impérialisme ». Ces arguments ont peu de chance de convaincre les Algériens de revenir vers le PCF, mais confortent la méfiance des travailleurs français et des militants communistes, envers leur lutte et le FLN.

La commission nord-africaine de la CGT Renault est le relai des initiatives des nationalistes algériens et du FLN dont l'organisation à Billancourt est achevée en avril 1956⁶⁵⁵. Elle appelle aux journées d'action ou de grève décidées par le Front, alors que le Parti communiste tient à rester à distance de l'organisation nationaliste. La commission a une réelle autonomie dans la CGT et le PCF ne peut pas en désapprouver les actions sans risquer d'affaiblir le syndicat, les Algériens pesant pour près du tiers de ses adhérents. Par contre il ne tolère pas les initiatives prises par des militants français communistes ou non, en soutien à la lutte des Algériens qui ne s'en tiennent pas à une solidarité avec des ouvriers de l'usine dans le strict cadre syndical. Ainsi par exemple février 1957, une collecte et une pétition sont organisées par des militants du PCF pour Ben Daoud⁶⁵⁶, militant arrêté et incarcéré à Fresnes. La collecte recueille 10 000 francs⁶⁵⁷. Le parti en appelle à la solidarité avec les Algériens réprimés, mais ne s'émeut guère des exécutions capitales de militants du FLN⁶⁵⁸. Le PCF comme la CGT interdisent à leurs membres d'aider une organisation illégale⁶⁵⁹ et

⁶⁵³ René Gallissot, Nadir Boumaza, Ghislaine Clément, *Ces migrants qui font le prolétariat*, opus cit. p.62

⁶⁵⁴ Bureau politique du 17 juin 1958

⁶⁵⁵ Henri Benoits, entretien du 4 décembre 2009, Issy les Moulineaux

⁶⁵⁶ Voir Notice biographique Maitron

⁶⁵⁷ *Humanité* du 1 février 1957. Le 21 février 1958, les ouvriers des fonderies, département 61, et des forges, s'opposent à l'arrestation dans l'atelier d'un ancien délégué CGT, Abdelghani Ben Nacef militant nationaliste. Les ouvriers le cachent et le font sortir de l'usine. Ils lui apporteront sa paie et ses vêtements Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p 69. Et Henri Benoits, entretien

⁶⁵⁸ En février 1958, au cours d'une journée d'étude de la section communiste, est évoquée la condamnation à mort de Fernand Iveton. Serge Huber, secrétaire de section, s'étonne à cette occasion qu'aucun des militants communistes présents n'élève de protestation contre les exécutions de patriotes algériens. Note de police du 10 février 1958, APPP Ba 2326. Fernand Iveton Militant du PCA, condamné à mort et exécuté pour avoir posé une bombe dans la centrale électrique d'Alger, qui d'ailleurs n'explosa pas. Voir EINAUDI Jean Luc, *Pour l'exemple, l'affaire Fernand Iveton*, opus cité.

⁶⁵⁹ Laure Pitti, *Les ouvriers algériens à Renault Billancourt ...* opus cité.. p 114

excluent ceux arrêtés par la police pour leur appui au FLN⁶⁶⁰. La première arrestation en 1958, aboutit à « resserrer les écrous à la CGT »⁶⁶¹. Le syndicat exige alors, mais vainement, la démission de leurs responsabilités syndicales de ceux qui parmi ses militants apportent une aide individuelle au FLN. Les membres algériens du comité exécutif du syndicat s’y opposent et menacent de remettre en question l’appartenance des Algériens à la CGT, si un militant soutenant leur action était sanctionné⁶⁶². Les choses en restent là. Fin 1958, au congrès du syndicat, la candidature d’Henri Benoits au comité exécutif est remise en cause, malgré le soutien unanime de sa section, au motif qu’il mènerait « une activité qui, si elle se prolongeait pouvait revêtir un caractère fractionnel »⁶⁶³. Elle est encore maintenue sous la pression des Algériens. Au sein de la CGT, le PCF doit donc composer avec les nationalistes et accepter, selon les termes de Henri Benoits, un pluralisme contraint.

Le PCF s’emploie à contrôler toutes les initiatives contre la guerre alors que deux regroupements qui lui sont autonomes se créent en 1956. Ces regroupements ont avant tout une activité politique et propagandiste publique, bien que certains de leurs membres puissent par ailleurs agir clandestinement en soutien au FLN.

A Billancourt, le PCF organise un « Comité d’entente des travailleurs des Usines Renault pour le cessez le feu et l’ouverture de négociations en Algérie »⁶⁶⁴, qui tient deux meetings en avril, mais dont l’activité, de courte durée, s’en tient à des pétitions⁶⁶⁵. Dans ce cadre, parmi les mensuels se met en place un « Comité d’entente des mensuels de la Régie pour la Paix en Algérie », dont l’activité est non seulement plus pérenne, mais s’oriente vers un soutien politique à l’indépendance. Certains de ses membres sont des communistes, des militants de la CGT dont certains trotskistes, inorganisés ou membres de la CFTC, du MLP, ou du MRS⁶⁶⁶. Ce comité fonde la paix en Algérie sur la reconnaissance de l’indépendance

⁶⁶⁰ C’est le cas de Francine Riquier, employée au CE, arrêtée en 1958 alors qu’elle transporte des tracts de l’AGTA. Désavouée, exclue du Parti, mais également de la CGT, elle perd en même temps son emploi au CE. Yvette Magué, infirmière est, elle aussi du fait de son arrestation exclue du Parti, mais elle est défendue par la CGT qui lui fournira un avocat.

⁶⁶¹ Clara et Henri Benoits, *L’Algérie au cœur*, Paris, Syllepse, 2014, 222 p, p.95

⁶⁶² Henri Benoits rapporte qu’ils étaient alors au moins quatre concernés par la menace : lui-même (trotskiste), sa compagne Clara Hesser, membre du PCF, Eugène Tribout et Raymond Leroy issus du MLP qui rejoindront le PSU à sa création. Quelques autres militants ou militantes du PCF non investi-e-s de responsabilités ont soutenu le FLN. Clara et Henri Benoits, *L’Algérie au cœur*, opus cit., p.95

⁶⁶³ Ibidem., p. 97

⁶⁶⁴ Comité d’entente des travailleurs de la RNUR - note du 26 avril 1956, APPP Ba 2326

⁶⁶⁵ *Socialisme et Barbarie* n°19

⁶⁶⁶ Décompte établi à partir de la liste des signataires de l’adresse du Comité aux organisations et syndicats de Renault par le comité des mensuels le 11 décembre 1956. Archives de Henri et Clara Benoits.

algérienne et sur la négociation avec le FLN, et se démarque ainsi des positions du parti. Ce dernier en tolère « plus ou moins son existence », sans pouvoir s’y opposer⁶⁶⁷, alors que Maurice Thorez dénonce les « comités populaires pour la paix en Algérie » comme faisant passer « la marchandise anti-communiste »⁶⁶⁸. Le 5 juin 1956, un tract CGT appelant à manifester contre la guerre rappelle qu’elle est membre du comité d’entente des travailleurs de Renault auquel le Comité des mensuels appartient aussi. Elle déplore que des « éléments trotskistes » y ont été introduits sur l’insistance de FO et de la CFTC, et prend soin de rappeler, en post-scriptum, que ces trotskistes par leurs mots d’ordre aventuristes ont toujours contribué à diviser les travailleurs⁶⁶⁹. De même lorsque le Comité des mensuels invite à une réunion commune, fixée le 17 décembre, tous les syndicats et toutes les organisations, le PCF, en s’excusant le 21 du mois de ne pas avoir pu y participer, regrette que l’invitation ait été adressée à des « groupuscules qui ne représentent aucun courant d’opinion ».

La présence de trotskistes dans le « Comité de jeunes contre le rappel des disponibles » est encore dénoncée par le PCF et la CGT. Il se forme au début du printemps 1956, et aurait, selon *Socialisme ou Barbarie*, quelque influence. Le Parti communiste et la CGT mettent en garde contre « les éléments trotskistes » qui en seraient à l’origine⁶⁷⁰. Le 29 mai 1956, par tract, le Comité des jeunes appelle à un rassemblement contre les rappels en Algérie. Il se défend de l’accusation de trotskisme en informant que seuls quatre de ses membres appartiennent à ce courant, alors qu’il est représentatif de la diversité syndicale et politique de l’usine. Il déplore aussi l’interdiction qui lui a été faite alors qu’il se proposait de prendre la parole dans un meeting contre la guerre organisé par le PCF qui n’entend pas laisser s’exprimer sur le sujet d’autres points de vue que les siens.

En dépit de l’absence de critiques ouvertes de la part des militants, les événements de l’année 1956 et la politique algérienne de leur organisation, les ébranlent, même s’ils ne laissent pas transparaître leurs doutes. Seule Clara Hesser, lors de la conférence de section des 16 et 17 février 1957, formule une critique argumentée du vote des pouvoirs spéciaux par les députés communistes, comme des ambiguïtés de la position du parti sur la question de l’indépendance algérienne. Elle fait part aussi de ses interrogations à propos de « la contre révolution » en Hongrie⁶⁷¹. Les délégués représentant une cinquantaine de cellules réagissent

⁶⁶⁷ Clara Benoits, in Clara et Henri Benoits, *L’Algérie au cœur*, opus cit., p.89

⁶⁶⁸ Déclaration à la conférence fédérale de Paris du 31 mai 1959. René Dazy, *la partie et le tout*, opus cit. p.82.

⁶⁶⁹ Tract CGT du 5 juin 1956. Archives personnelles de Clara et Henri Benoits

⁶⁷⁰ Mise en garde contre les éléments trotskistes 5 juin 1956. Tract CGT. Et *Socialisme et Barbarie* n°19, p 95

⁶⁷¹ Clara et Henri Benoits, *L’Algérie au cœur*, opus cit., p.54

d'abord favorablement en applaudissent son intervention, avant que Clara ne soit soumise aux vives critiques des dirigeants de la section et des membres du CC assistant à la conférence. Elle n'a plus droit alors qu'à de timides soutiens plaidant sa bonne foi et ses qualités militantes. Ces attitudes contradictoires, de même que l'absence de sanction à l'encontre de Clara, trahissent des militants déroutés, mais qui ne se sentent pas en mesure de l'exprimer face à des membres de la direction de leur parti.

Après avoir dénoncé le danger fasciste qu'incarnerait De Gaulle, le PCF fait sienne la revendication d'autodétermination pour le peuple algérien envisagée par le Président de la République en fin 1959⁶⁷². Cette perspective précipite l'organisation des courants colonialistes. Face à la menace qu'ils représentent, avec la création de l'OAS, le PCF retrouve dans les deux dernières années de la guerre un espace politique dans lequel Billancourt occupe une place éminente. Jusqu'alors en effet Renault n'avait pas été à la pointe de la solidarité ou de l'opposition à la guerre⁶⁷³. Alors que l'activité de l'OAS s'intensifie et que s'ouvrent les premières négociations à Evian, l'Etat frappe encore durement les militants algériens vivant en France⁶⁷⁴, situation qui réactive la dénonciation de la répression, dénonciation récurrente dans la propagande communiste et cégétiste, en dépit de son peu d'impact de masse. Ce que confirment les événements d'octobre 1961.

Le 4 octobre 1961, un couvre-feu est imposé aux Algériens à partir de 20 heures. Dans une conférence de presse, le syndicat CGT de Renault dénonce les rafles aux conséquences dramatiques dont sont victimes les Algériens et qui vont élargir le « fossé profond déjà creusé par la guerre » entre ouvriers français et algériens. Pour les appeler à la solidarité avec les ouvriers algériens, il s'adresse aux Français, en évoquant les conséquences possibles pour eux⁶⁷⁵. Les jours suivants, les syndicats CGT et CFTC demandent aux travailleurs de signer une pétition condamnant « les rafles et les ratissages »⁶⁷⁶.

⁶⁷² Déclaration de Maurice Thorez, publiée par *L'Humanité* du 26 octobre 1959 « *Le peuple algérien peut et doit déterminer lui-même son propre avenir* ».

⁶⁷³ *L'Humanité* rend compte rarement d'initiatives de travailleurs de Renault en faveur d'une paix négociée. D'autres usines, de taille plus modeste, comme Badcock à la Courneuve, Chausson ou Fille-Lille paraissent plus actives. Les métallos de Renault ne sont pas à l'avant-garde de ces mobilisations.

⁶⁷⁴ Depuis des semaines, les assassinats de militants du FLN, par les harkis et la police, se sont multipliés.

⁶⁷⁵ Cette répression ouvre la porte à des exactions dont « demain les travailleurs français peuvent [...] être victimes ». *L'Humanité* du 6 octobre 1961

⁶⁷⁶ *L'Humanité* du 13 octobre 1961. Les soussignés s'élèvent contre « les campagnes racistes qui tendent à justifier tous les crimes contre les travailleurs algériens » après avoir souligné que « les assassins de l'OAS agissent impunément avec la complicité du pouvoir ». Ils protestent « énergiquement contre les rafles et les ratissages [...] contre les discriminations raciales [...] contre le couvre-feu, les déportations et les brutalités diverses, contre les détentions arbitraires »

Le 18 octobre, au lendemain de la violente et meurtrière répression de la manifestation des Algériens appelée la veille dans Paris, la déclaration du Bureau politique du Parti communiste dénonce les « sanglants évènements » et les tirs « faisant des morts et de nombreux blessés »⁶⁷⁷, alors que le Bureau confédéral de la CGT invite à « organiser des protestations et des actions de masse pour réprover les violences du 17 octobre »⁶⁷⁸. La presse communiste témoigne des faits⁶⁷⁹, mais la dénonciation reste modérée⁶⁸⁰: « protestation », « réprobation », « violences », alors que le communiqué commun CGT, CFTC de Billancourt parle de « crimes »⁶⁸¹. La CGT et le PCF appellent à des ripostes, sans prendre d'initiative centrale, laissant les actions de solidarité à la responsabilité des militants.

Le 18 octobre, au matin la section du Parti de Renault distribue un tract qui rappelle les « raids contre les Algériens qui ont eu lieu au cours des semaines précédentes de la part des harkis et de certains éléments de la police [...] les cadavres d'Algériens sans papiers retirés de la Seine... ». Dans ce tract⁶⁸² les événements du 17 octobre ne sont pas seulement des violences mais un « ignoble massacre de militants pacifistes [qui] creuse encore le fossé entre la France et l'Algérie [et] marque un nouveau pas vers la fascisation du régime ». Il dit nécessaire la solidarité des travailleurs français envers les travailleurs algériens qui « sont nos frères de classe » et en appelle à « l'honneur des ouvriers »⁶⁸³. Il invite à un meeting à 12 h 15 place Nationale qui ne rassemble que 150 personnes⁶⁸⁴. Le même jour le personnel du CE débraye à 98 %. Le parti a marqué le coup avec des travailleurs qui lui sont acquis. Le soir une délégation de plusieurs centaines de travailleurs se rend à la mairie de Boulogne. Mais l'usine ne bouge pas pour les travailleurs algériens massacrés.

⁶⁷⁷ Le PCF n'a pas répondu à la demande faite par le FLN d'envoyer des observateurs pour couvrir la manifestation et témoigner des conditions de son déroulement. Henri Benoits, entretien.

⁶⁷⁸ Communiqué confédéral publié dans *L'Humanité* du 21 octobre 1961

⁶⁷⁹ Les éditions de *L'Humanité* des 18, 19, 29, et 21 octobre en rendent compte de la manifestation sans minimiser la violence policière. Elles affirment comme probable un nombre de morts bien supérieur à la version officielle.

⁶⁸⁰ *L'Humanité* du 18 octobre 1961 *L'Humanité* s'en explique. Elle y écrit en effet que « sur ce qu'a été cette tragique soirée d'hier nous ne pouvons pas tout dire. La censure gaulliste est là. Et l'Humanité tient à éviter la saisie pour que nos lecteurs soient, en tout état de cause, informés de l'essentiel ».

⁶⁸¹ Secrétariat du 17 mai 1961 ; AD93 2 NUM 4/12 : En 1960 et 1961, le journal a été maintes fois censuré pour sa dénonciation des factieux et des complicités dont ils auraient bénéficié. Et en mai 1961, le Secrétariat politique a demandé à la rédaction du journal de ne plus publier des textes pouvant en amener la saisie

⁶⁸² Tract PCF « *Assez de sang et de morts ; Paix en Algérie* », Archives SRTA, CFDT, 5W55. Le tract n'est pas daté, mais parle des « évènements de la veille ».

⁶⁸³ « *C'est notre HONNEUR et notre RESPONSABILITE DE TRAVAILLEURS qui sont en jeu contre les colonialistes et les racistes. Nous défendons l'HONNEUR de la France qui a tant souffert du NAZISME et tant de fois donné l'exemple au monde de la lutte pour la LIBERTE. EXIGEONS LA PAIX EN ALGERIE, PAR L'OUVERTURE IMMEDIATE DE NEGOCIATIONS AVEC LE G.P.R.A.* ».

⁶⁸⁴ Meeting PCF, 150 personnes avec François André secrétaire de la section RNUR. Développement du thème de la Paix en Algérie. Le parti s'élève contre les « brutalités policières ». Note du 18 octobre 1961- APPP Ba 2312

Le Bureau politique du 19 octobre demande à nouveau de « développer la solidarité avec le peuple algérien en lutte [...] ainsi que la protestation contre la répression qui frappe les travailleurs algériens en France »⁶⁸⁵. A Renault les tentatives de mobilisation se poursuivent, sans grand résultat. Dans les ateliers et les bureaux, une pétition recueille 3.000 signatures⁶⁸⁶. Le lendemain, vendredi matin, à Boulogne, des femmes algériennes, manifestant pour dénoncer la répression et le massacre sont arrêtées. Informées, les employées des services sociaux de Renault, unanimes, débrayent sur l'initiative de militantes CGT, CFTC et FO. Elles se rendent en délégation à la Mairie. A midi au cours d'un meeting improvisé, elles rendent compte de leur action à quelques centaines de travailleurs⁶⁸⁷. L'après-midi une délégation syndicale composée de Claude Poperen pour la CGT et de Blanc pour FO obtient de la direction de Renault que les ouvriers arrêtés le 17 octobre ne soient pas sanctionnés pour leur absence⁶⁸⁸.

La guerre de libération nationale du peuple algérien met en question l'internationalisme revendiqué du Parti communiste, et interroge son rapport militant aux ouvriers. A l'usine, il a pu à maintes fois évoquer la légitimité de la revendication d'indépendance pour l'Algérie, sans en faire un mot d'ordre et en la justifiant par l'intérêt économique qu'y aurait la France. L'ambiguïté de son positionnement est accrue par l'importance qu'il donne au Mouvement de la Paix à l'usine. Or ce mouvement qui vise plus largement que les ouvriers, peut y distribuer un tract qui reconnaît les aspirations à l'indépendance du peuple algérien, mais affirme aussi la nécessité d'établir des rapports d'association entre la France et l'Algérie et d'assurer des garanties légitimes à la population européenne⁶⁸⁹. Ces positions interrogent sa capacité à agir en parti d'avant-garde, qualité dont il se revendique, dans des circonstances où la classe ouvrière reste empreinte et paralysée par des conceptions colonialistes qu'il déplore, sans risquer pourtant d'agir à contre-courant de celles-ci. Cette prudence, Maurice Thorez la justifie au Comité central du 4 octobre 1958, disant que « Notre tâche dans ce domaine [la guerre d'Algérie] est d'autant plus difficile que l'influence du Parti est plus large [...] En 1928, nous avions 1 060 000 électeurs, nos électeurs étaient idéologiquement très proches de nous. Mais maintenant nous en avons, compte tenu du vote des femmes, 5

⁶⁸⁵ Secrétariat politique du 19 octobre 1961 AD93 2 NUM 4/4

⁶⁸⁶ *Humanité* du 19 octobre 1961

⁶⁸⁷ Tract PCF du 23 octobre 1961, Archives SRTA, CFTD, 5W55 ; Cette réunion est présidée non par une militante du PCF mais par une syndicaliste de FO, Madame Trajan. Viviane Feix du Parti communiste intervient et en appelle à la solidarité des mères car « ces femmes courageuses se battent pour se défendre, elles, leurs fils et leurs foyers. Pouvons-nous rester insensibles ? ».

⁶⁸⁸ *Humanité* du 21 octobre 1961

⁶⁸⁹ Déclaration et bulletin de consultation lancée par le Conseil national du mouvement de la paix, le 6 octobre 1957. Archive de Henri Benoits. Cette initiative s'inscrit dans la campagne pour la paix en Algérie du milieu de même mois qui sera un échec à Renault.

millions et demi. Il y a dans ces conditions une marge d'électeurs qui sont moins familiarisés avec les principes du Parti, qui subissent les fluctuations, qui sont sensibles aux pressions »⁶⁹⁰. Le parti serait donc prisonnier de son influence électorale et des ressources qu'il tire du système parlementaire. Il est donc « intégré dans la société politique et dans la société tout court, éventuellement comme une contre société, mais en tout état de cause, il est intégré »⁶⁹¹.

Prudent, le parti se coupe toutefois d'une partie de la jeunesse et éloigne de lui les ouvriers algériens. Son attitude et celle des ouvriers français ont convaincu les Algériens que la solidarité de classe comptait moins que celle fondée sur la nation, y compris dans cette usine emblématique de la force ouvrière⁶⁹². Toutefois, si la politique axée sur la paix en Algérie ne mobilise pas les ouvriers, elle a peu de conséquence au plan électoral et, aucun pour la CGT, lors des élections professionnelles du premier collège. En effet outre le rôle des militants syndicalistes dans la défense des intérêts économiques des ouvriers, le Comité d'établissement, contribue à lui assurer une influence large relativement stable.

2.2.3 *Le Comité d'entreprise comme ressource politique*

Au début des années 1950, le parti entend mettre les Comités d'entreprise au service des luttes et au déploiement de sa politique. Ils ont cessé d'être un lieu de concertation pour devenir « un moyen de mener la lutte à tous les niveaux »⁶⁹³. Le parti leur fixe la tâche de combattre la contamination de « l'âme de la nation » par l'expansionnisme nord-américain⁶⁹⁴. Il est au service de l'intervention syndicale et politique dans l'usine, car comme l'affirme la *Revue des Comités d'entreprise*, « ce serait une faute impardonnable, quand nous avons l'avantage dans des milliers d'entreprises de pouvoir assurer le pain de l'esprit aux travailleurs avides de connaître et de s'éduquer, de leur servir la camelote de l'ennemi »⁶⁹⁵.

⁶⁹⁰ Cité par René Dazy, *la partie et le tout*, opus cit., p.17

⁶⁹¹ Roger Martelli, intervention à la table ronde « 1956 : que commémore-t-on ? » in FONDATION GABRIEL PERI, *Le Parti communiste français et l'année 1956*, opus cit., p.56

⁶⁹² L'effacement politique de Renault est patent pendant ces années. De 1954 à 1957, dans *l'Humanité*, Renault Billancourt est cité en moyenne deux fois par mois. En 1958, cette fréquence tombe à moins d'une fois tous les deux mois, et encore au titre des élections ou des négociations de l'accord d'entreprise. La crise politique nationale relègue l'usine au second plan. Voir Alain Viguié, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière et politique du Parti communiste français*, opus cit.

⁶⁹³ PERRIAUX Anne Sophie, *La création du CE de Billancourt 1945-1952...*, opus cit. p. 214

⁶⁹⁴ *Revue des comités d'entreprise*, n°1, cité par LE CORM Jean-Pierre, *L'introuvable démocratie salariale*, opus cit., p.107

⁶⁹⁵ Ibidem p.108

Le CE associe alors des activités explicitement politiques au développement des loisirs et de la culture.

Les activités sociales et culturelles du Comité d'entreprise et d'établissement de Renault sont, pour une part, les héritières du Comité social qui a fonctionné de 1942 à 1944⁶⁹⁶ et gérait les institutions sociales, l'entraide, la prévoyance et l'assistance. A la Libération, le Comité d'entreprise reprenant ces activités les inscrit dans de nouvelles perspectives politique et sociale⁶⁹⁷, sans rompre avec certaines de ses missions d'aide. Selon le contexte politique nationale et internationale, et les enjeux qu'y voit le Parti communiste, le rôle du CE évolue, ses usages politiques, sociaux et culturels s'articulant selon ses priorités du moment. Pendant la « période chaude de la guerre froide » le Comité d'établissement et ses diverses associations sont d'abord les vecteurs de sa propagande, puis ses rôles social et culturel prennent progressivement le pas sur une utilisation politique revendiquée. Les services sociaux et culturels du CE s'adaptent aux inflexions de la politiques de la CGT, mais doivent répondre aux besoins nouveaux des travailleurs, en permettant au PCF de conforter son audience politique⁶⁹⁸.

Au début des années 1950, le CE pallie à l'état de pénurie qui touche les ouvriers. Il maintient ou crée des services facilitant la vie des ouvriers et des ouvrières en leur offrant des services peu coûteux. Après la Libération, il a approvisionné les travailleurs en produits manquants, comme par exemple les pommes de terre ou le bois de chauffage, grâce à un « Centre de distribution » ouvert en 1946⁶⁹⁹ et fermé en 1949⁷⁰⁰. La commission des cantines a en charge la gestion des restaurants qui emploient, dans les années 1950, 63 mensuels et 174 ouvriers. La commission sociale du CE gère les crèches, l'aide aux retraités, assure l'acheminement des dossiers de sécurité sociale, organise les colonies de vacances des enfants et la fête des mères. Elle a aussi la responsabilité d'un atelier de cordonnerie, d'un centre de raccommodage et de blanchissage pour le personnel à des prix inférieurs à ceux du

⁶⁹⁶ Gilbert Hatry, « Le Comité social (1942-1944) », *RENAULT HISTOIRE* n°3, juin 1991,

⁶⁹⁷ En 1948, la nouvelle association *Loisirs et culture*, recrée sous le statut d'association régie par la loi de 1901, est reconnue d'utilité publique par le Ministère de l'Education nationale.

⁶⁹⁸ Emile Herlic, entretien du 24 novembre 2011, Paris. « Ce que le Parti attendait de nous, c'était d'une part, une large audience populaire qui lui revenait ensuite. Les gens se disaient c'est grâce au Parti, c'est grâce à la CGT que j'ai pu accéder à telle ou telle chose. C'est vrai pour d'autres activités du CE comme les vacances, les colonies de vacance. Les gens étaient reconnaissants, et se disaient, « c'est le parti », via « le syndicat qui nous fait bénéficier de tout ça » ».

⁶⁹⁹ AMAND Marcel, « 46 ans au service de Renault », *Bulletin de la Section d'histoire des Usines Renault*, n°26, juin 1983, p.34

⁷⁰⁰ RENAULT. Rapport annuel d'activité de l'année 1949. SRTA 1 W 11

commerce, ainsi qu'une coopérative⁷⁰¹. La commission de prévoyance a la charge de divers régimes de retraite et des maisons de repos, dont un sanatorium.

Les services offerts par le CE s'adaptent à l'évolution des besoins et des attentes du personnel dans leur diversité. Des activités s'étoffent, alors que d'autres, comme la cordonnerie ou la blanchisserie, régressent puis disparaissent, rendues inutiles par l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier, le Comité d'entreprise délaissant progressivement les services de « subsistance » au profit des activités culturelles ou de loisir qui sont de la responsabilité de deux associations. La première, *Loisirs et culture*, a pour ambition de promouvoir l'accès des travailleurs à la culture en favorisant leur épanouissement intellectuel en même temps qu'il les rapproche du parti⁷⁰². L'association déclare 4 000 adhérents dont la majorité est constituée par les lecteurs de la bibliothèque. Elle emploie 12 personnes⁷⁰³. La seconde, le *Club olympique de Billancourt* (COB), met à la portée des travailleurs des activités sportives⁷⁰⁴. Il a 5 000 adhérents, répartis en 29 sections. En 1952, le budget du COB est trois fois supérieur à celui de *Loisirs et culture*.

Après la Libération, l'activité principale de *Loisirs et culture* est la bibliothèque existante en 1945 qui est ensuite développée. L'ancienne bibliothécaire, qui ne répondait pas aux attentes politiques du parti, est licenciée et remplacée par Germaine Gabison qui est « une militante acharnée de l'action culturelle, persuadée que la lecture, le théâtre, le cinéma, la peinture et la découverte des grandes nouveautés scientifiques, pourraient éveiller les esprits et les conduire à l'action politique et sociale »⁷⁰⁵. La bibliothèque est hébergée dans les locaux du CE, rue du Point du jour. En 1950, son fonds est riche de 30 000 ouvrages. Afin de mettre les livres à la disposition d'un maximum de travailleurs deux « bibliobus » circulent dans l'usine⁷⁰⁶. L'activité culturelle du CE est complétée par des diverses activités d'amateurs constituées de 10, de 15, de 20 membres : un club photo, une fanfare, un club d'échec, un cours de dessin, un club de théâtre amateur.

En 1950, Emile Herlic, jeune militant communiste qui a pratiqué un théâtre d'agitation propagande, est embauché par *Loisirs et culture*, sur proposition de Germaine qui

⁷⁰¹ La crèche garderie emploie 70 personnes, la cordonnerie 7, le raccommodage et le blanchissage 9, la gestion des dossiers de sécurité sociale 7

⁷⁰² *Loisirs et culture* est dotée d'un conseil d'administration de 13 membres dont 7 désignés par le CE

⁷⁰³ Budget annuel du CE est en 1954 de 630 millions. *Action Syndicale CFTC* du 14 juin 1954 SRTA 5W7.

⁷⁰⁴ En 1954, le comité de direction du COB est composé de 12 membres dont 6 désignés par le CE.

⁷⁰⁵ Emile Herlic, *Vent printanier*, Paris, l'Harmattan, 2011, 176 p., p.96

⁷⁰⁶ Emile Herlic, entretien. « On sortait des tables, des casiers exposant les ouvrages. Généralement, c'était sur le chemin de la cantine, dans un couloir extrêmement fréquenté et les travailleurs pouvaient toucher, commander, réserver, participer à l'enrichissement en commandant des titres ».

ambitionne d'élargir l'activité culturelle du CE avec des exigences « d'enrichissement et de plaisir gratuit », sans être pour autant étroitement subordonnées aux attentes du Parti. Si le PCF, par le truchement de la CGT, définit l'orientation des activités, le verrouillage en est relatif, car il a déjà le souci d'élargir sa base sociale dans l'entreprise à des travailleurs non ouvriers.

Sous la direction d'Emile Herlic, *Loisirs et culture* rompt avec les activités traditionnelles du CE sans les abandonner. Elles avaient été initiées par le Comité social des années de guerre. Il s'agissait de l'Arbre de Noël, de la Fête des mères, de l'Harmonie, de la chorale et du groupe théâtre, ainsi que de la fête de la Saint Eloi, qui réunit les jeunes apprentis de l'Ecole professionnelle Renault en novembre⁷⁰⁷. Il tisse des liens avec le TNP de Jean Villard et les théâtres parisiens permettant ainsi de proposer des abonnements aux avant-premières, des billets de groupe, des locations permanentes, ou des « nuits Renault ». Ces dernières, dont la première a lieu en 1954, se tiennent un samedi soir. Elles associent un apéritif concert, une représentation théâtrale, un buffet dînatoire et un bal ouvert par des artistes du spectacle⁷⁰⁸. L'association loue des salles entières au TNP, à Bobino ou à Wagram pour des spectacles au profit du personnel de Renault. Elle refuse de se cantonner à de la billetterie, mais pour donner à cette activité une dimension plus quotidienne, *Loisirs et culture* réserve des places pour des spectacles de Paris, sélectionnés par le bureau de l'association⁷⁰⁹. Chaque année, l'association organise plusieurs soirées au sortir du travail et deux fêtes annuelles, une fête de printemps consacrée aux variétés et une fête de fin d'année « à haut intérêt culturel »⁷¹⁰ qui propose alors, 6 ou 7 « réunions surprise », à 70 ou 80 kilomètres de Paris dans « des châteaux historiques, avec un historien et un guide qui en même temps que le repas, ou avant le repas assurent la visite et la présentation des collections des châteaux ». Elles drainent de mille, à mille cinq cents personnes⁷¹¹. Dans la même veine, des voyages « découverte » associent tourisme et visite d'un château ancien.

⁷⁰⁷ Noëlle Gérome, « La culture en forme de Losange », *Bulletin de la société d'histoire des Usines Renault*, n°43-35 Décembre 1987. p 158- 163. Cette fête est marquée par un repas des jeunes auquel participent des personnalités du monde artistique ou sportif. Au banquet du patron des métallos, les élèves de l'école d'apprentissage rencontrent des chanteurs connus comme Ferrat, Brassens, Brel, Devos. HERVE Christian, entretien du 28 juin 2011 : « A la Saint Eloi. Il y avait des fêtes organisées dans cette cantine, rue du point du jour. [...]. C'est là que j'ai vu Brassens, Montant, Simone Signoret [...] Francis Lamarque. [...] On avait obligé Brassens à chanter. [...] Il s'est fait prier. Il commençait sa carrière [...]. Il gueulait « Je ne suis pas venu pour chanter ». Et je crois qu'il a fini par chanter le Petit coin de Parapluie... Des champions que je connaissais bien comme Coponelli, André Mahé, Ballara, ... Simone Signoret Raymond Bussières ».

⁷⁰⁸ Emile Herlic, *Vent printanier*, opus cit., p. 100

⁷⁰⁹ Emile Herlic, entretien : « Nous ne travaillons que sur des textes choisis par nous ».

⁷¹⁰ A titre d'exemple, le budget de l'année 1955, prévoit 6 grandes soirées au sortir du travail GEROME Noëlle, « La culture en forme de Losange », art. cit., p.162

⁷¹¹ Emile Herlic, entretien.

Des conférences littéraires bimensuelles ont lieu à la bibliothèque après le travail⁷¹² au cours desquelles des philosophes et des historiens s'entretiennent avec les lecteurs d'ouvrages récemment parus. La *VO* annonce ces conférences leur donnant ainsi une valeur d'exemplarité soulignée qui entretient indirectement la notoriété du parti⁷¹³. Dans l'usine, les travailleurs en sont informés par des affiches apposées dans tous les ateliers. La bibliothèque ne pouvant réunir qu'une centaine de personnes, *Loisirs et culture* loue le Cinéma, *l'Artistic*, rue de Solferino, pour de grandes conférences⁷¹⁴. Enfin, *Loisirs et culture* cherche à faire pénétrer les Arts visuels dans l'usine. En 1951, Fernand Léger expose sa toile *les constructeurs* dans une cantine⁷¹⁵. En 1956, sculptures et de peintures prêtées par les Musées nationaux sont exposées dans les cantines. *L'Humanité* souligne que c'est « la première fois que l'on expose des statues dans une usine »⁷¹⁶. Cette expérience est rééditée en 1961 avec des œuvres du 18^e au 20^e siècle, pour attirer l'attention des ouvriers sur la richesse des musées français⁷¹⁷. Ce sont aussi des expositions de Doisneau ou de Cartier Bresson que le CE n'a alors aucune difficulté à organiser⁷¹⁸, car si la direction de l'entreprise peut contester un usage partisan de ses activités, elle soutient, y compris financièrement⁷¹⁹, son action culturelle qui contribue à la notoriété de l'entreprise. Elle ouvre à des ouvriers, aux professionnels plus qu'aux OS, un univers culturel auquel ils n'accèderaient pas autrement, renforçant leur attachement à la CGT.

⁷¹²Dans les années 1950, elles ont lieu à 18 h 30. En février 1955, Suzanne Rossât-Mignot, agrégée, anime une « *causerie sur Zola et le naturalisme* ». *VO*, n°545, 8 février 1955. Le mois suivant, le professeur André traite de *l'Été 14*, à partir de l'œuvre de Roger Martin du Gard, *les Thibault*. *VO*, n°550, 15 mars 1955. En 1956, Roger Vailland anime un échange autour de son roman *325 000 francs*.

⁷¹³A partir de novembre 1957, des cours de littérature sont donnés, en collaboration avec *l'Université nouvelle*, le jeudi tous les quinze jours. Le premier porte sur le *Cid* de Corneille. *VO*, n°586, 22 novembre 1957

⁷¹⁴ Avec, par exemple, ainsi que s'en souvient Emile Herlic, « Francis Perrin sur l'énergie atomique, un alpiniste italien [...], Mimoun après sa victoire aux jeux olympiques » de Melbourne de 1956. Ces conférences, à la sortie de l'usine, remplissent la salle. Le Cinéma est encore loué, en 1956, pour un débat sur le thème « cinéastes et la liberté d'expression ». Y participent Claude Autant-Lara, Louis Daquin, Jean Claude Le Chanois, Alain Resnais, et Chris Marker. L'échange est suivi de la projection de *Nuit et Brouillard* avant sa sortie commerciale. Voir entre autres sources Noëlle Gérome, « La culture en forme de Losange », opus cit.

⁷¹⁵ Jean-Pierre A Bernard., *Paris rouge 1944 – 1964, les communistes dans la capitale*, Paris, Epoque Champ Vallon, 1991, 263 p., p 188. Elle y est soumise au regard des travailleurs chez qui l'incompréhension domine, les ouvriers ne se reconnaissant pas dans ceux de l'œuvre.

⁷¹⁶ *Humanité*, 25mai 1956

⁷¹⁷ L'émission télévisée « *l'Avenir est à nous* » rendant compte de cette exposition donne la parole à plusieurs ouvriers qui commentent les œuvres les ayant marqués CHARTIER Jean, « la peinture à l'usine », *L'avenir est à nous*, ORTF, 1961, 12 minutes, INA

⁷¹⁸ Emile Herlic, entretien.

⁷¹⁹ Emile Herlic, entretien. Elle le fait en achetant des encarts publicitaires dans les programmes des soirées au TNP, ou des « nuits Renault » au Palais des sports de la Porte de Versailles.

Le *Club olympique de Billancourt* regroupe les activités sportives de Billancourt⁷²⁰. Dans les années 1950, les jeunes y adhèrent pour camper, faire du football, du handball, de l'athlétisme. Il est fréquenté par des travailleurs, sans enfants ou célibataires, bénéficiant d'un temps de travail court ou peu contraignant. L'activité sportive de beaucoup d'ouvriers qualifiés commence alors qu'ils sont encore apprentis à l'école professionnelle Renault. Le *Club des jeunes*, rattaché directement au CE, dispose d'un stade dans la ville près de l'usine, le stade des Fonceaux. Le COB serait pour certains travailleurs un tremplin pour une carrière de sportif⁷²¹, toutefois les ouvriers qui visent une carrière sportive doivent fréquenter d'autres Clubs, comme c'est le cas pour ceux, relativement nombreux, qui ambitionnent de devenir coureur cycliste professionnel⁷²². Le COD s'adapte à l'évolution des pratiques sportives des ouvriers qualifiés, mais aussi à celles des techniciens et des cadres, comme le sont déjà les loisirs d'hiver.

A priori l'orientation donnée aux activités sportives paraîtrait moins sujette à des controverses politiques que celle de *Loisirs et culture*, mais leur contrôle est un enjeu important pour la direction de Renault qui cherche à placer certaines sections sous la coupe d'agents de maîtrise⁷²³. La direction CGT du CE parvient reprendre en mains ces sections, la maîtrise créant alors des sections rattachées au BAC (Boulogne athlétic club). Le caractère politique d'une activité ne se réduit donc pas au discours politique qui peut y être déployé, mais réside encore dans l'entre-soi ouvrier qu'elle favorise, en faisant vivre une collectivité autonome. Aussi pour consolider l'indépendance des activités sportives et les soustraire à l'influence de l'entreprise, le CE investit dans des installations sportives⁷²⁴. Jusqu'alors, les jeunes recouraient aux auberges de jeunesse pour faire du ski, après la création d'une section ski et l'aménagement du Chalet des Rousses, puis d'un autre à l'Alpe d'Huez, les loisirs

⁷²⁰ Le club est ancien. Il a été fondé en septembre 1917 sous la dénomination de *Club olympique des usines Renault*.

⁷²¹ Christian Hervé, entretien : « J'ai eu dans ma promo un gars qui s'appelait Vain qui était un très bon coureur à pieds. La première année on était à peu près au niveau. Puis en deuxième année il a décollé. Et puis il a été champion de France du 3000 triple, et puis il est rentré au COB, je crois que Jay a été au COB ».

⁷²² Jacques Cuny, entretien : « Moi, je n'y ai jamais été parce que j'étais dans des clubs de coureurs cyclistes. J'ai couru pour un club à Saint Cloud. J'ai couru pour un club à Issy les Moulineaux »

⁷²³ Selon François Dollé Ainsi à la fin des années 1950, la section canoë sportif est entre les mains de gens d'encadrement plus ou moins liés à la direction, comme l'est la petite section voile « La maîtrise voulait jouer un rôle plus important dans le club. Elle voulait reprendre des trucs et faire pour eux, les élites, [...] Il y a eu quelques accrochages sérieux. On a résisté. Les gens eux-mêmes ont résisté. De ce fait les dégâts ont été assez légers »

⁷²⁴ En 1956, alors que la CGT a perdu la direction du CE, la Direction interdit l'utilisation du stade Marcel bec aux licenciés du COB. Pour éviter cela En 1960, le fait l'acquisition d'une ferme abandonnée aux Rousses dans le Jura, pour l'aménager en chalet et l'année suivante de deux stades : les stades André Chèze, El Ouafi (Ahmed Boughera El Ouafi est un athlète et ouvrier français né le 15 octobre 1898 à Ouled Djellal en Algérie et mort le 18 octobre 1959 à Saint-Denis. Il gagna la médaille d'or au marathon des Jeux olympiques d'été de 1928 à Amsterdam, et fut le premier athlète africain à conquérir une médaille olympique. il se fit embaucher comme décolleteur chez Renault à Boulogne-Billancourt. [Il devint alors membre du club de son employeur, le COB (Club olympique de Billancourt)

d'hivers se développent⁷²⁵. D'autres acquisitions suivent, comme celle d'un terrain de dix hectares à Mennecey, avec étang et prairie. Ce lieu devient un centre de loisirs accessible aux travailleurs ne disposant pas de voiture, où le COB peut organiser chaque année des événements sportifs comme des coupes inter départements et des « olympiades des travailleurs » à l'occasion de la fête du CE⁷²⁶, qui rassemblent plusieurs milliers de personnes.

Enfin, de manière directe ou indirecte, les activités du CE peuvent contribuer à la propagande pour le socialisme, ou au développement de l'amitié entre les travailleurs de France et d'Union soviétique, entretenue par de multiples rencontres à Billancourt ou les voyages en URSS organisés par le syndicat ou le Comité d'entreprise. En mai 1953, ce sont des volleyeurs soviétiques qui rencontrent des travailleurs à la sortie de leur travail⁷²⁷. En novembre 1955 une délégation intersyndicale de Billancourt est invitée trois semaines en URSS, par le syndicat de l'Usine automobile Staline de Moscou, à l'occasion du 38^e anniversaire de la Révolution d'octobre⁷²⁸. A leur retour, leur voyage fait l'objet de comptes rendus dans la *VO*⁷²⁹ et *l'Humanité*. L'article de la *VO* insiste sur les bonnes conditions de travail dans les usines soviétiques et sur un environnement social plus favorable aux ouvriers. *L'Echo des Métallos* relatant cette délégation dit que ceux de Renault ont découvert en URSS « une grande nation en marche, ayant foi en son avenir »⁷³⁰. Des conférences sont organisées avec les membres de la délégation à Billancourt et dans d'autres usines. En 1956, une délégation soviétique, composée de quatre membres du conseil syndical de l'usine Staline, assiste au 6^e congrès du syndicat CGT Renault. Pendant huit jours, elle visite les services sociaux, le stade, la nouvelle crèche. Elle participe à des réunions avec des ouvriers et des ingénieurs. Elle parcourt les ateliers des usines de Flins et de Billancourt avec l'accord de la direction de l'entreprise⁷³¹. Quatre mois plus tard, des touristes soviétiques rencontrent les « gars de chez Renault ». Pour *l'Humanité*, cette visite est plus qu'« amicale, [elle] est un symbole »⁷³². En 1959, des ingénieurs et des professeurs de l'usine automobile Likhatchev de Moscou visitent Renault, et répondent aux questions des ouvriers et des

⁷²⁵ François Dollé, entretien.

⁷²⁶ Olympiades ... Juin 1972, AD93-SCRB, Carton 174

⁷²⁷ Tract PCF du 28 mai 1953- APPP Ba 2135

⁷²⁸ Roger Linet, *1947 – 1958 Les années chaudes de la guerre froide*, opus cit p.327 –330

⁷²⁹ *VO*, n°584, 8 novembre 1955

⁷³⁰ « Nos impressions d'URSS », *Echo des métallos*, septembre 1955, SRTA 5 W 53

⁷³¹ *L'Humanité* du 21 février 1956

⁷³² *L'Humanité* du 23 juin 1956

techniciens au cours d'une réunion tenue au cinéma *Artistic*⁷³³. Du 23 mars au 3 avril 1960, Khrouchtchev est reçu officiellement en France. Le Comité d'entreprise de Billancourt l'invite à venir à l'usine, déplorant que les invités de marque reçus par la Régie n'aillent plus qu'à Flins⁷³⁴. Khrouchtchev ne visite pas Billancourt, mais la préparation de son accueil éventuel, permet de propager une vision positive de l'URSS socialiste.⁷³⁵ En 1965, Youri Gagarine rencontre les ouvriers de Billancourt⁷³⁶.

Ces échanges, voyages, rencontres, visites, font vivre des solidarités et entretiennent la fierté de « ceux de chez Renault » qui sont ainsi reconnus comme une avant-garde des ouvriers de France par les partis des pays socialistes⁷³⁷. Qu'elles soient organisées par le CE ou la CGT, elles visent à conforter la notoriété de l'URSS dans l'usine et à favoriser l'adhésion au parti de ceux qui s'y associent. Elles participent de la valorisation des ouvriers de Renault et à l'affirmation de leur identité politique. En 1949, Clara Benoît⁷³⁸ participant au festival mondial de la jeunesse en Hongrie, avec une délégation de vingt travailleurs de Renault, constate le prestige dont ils bénéficient auprès des autres participants. La notoriété de Renault fait que leur délégation est, selon elle, « un peu mise en avant ». Alors « être de chez Renault, c'était un peu une fierté ». Deux mois après ce festival elle adhère au Parti communiste⁷³⁹.

Le Parti communiste peut toutefois avoir un usage plus directement politique du CE. Conformément à la ligne qu'il arrête au début des années 1950, la CGT est en droit de faire agir le CE dans le champ politique et en a même l'obligation. Dans les colonies de vacances des brochures du parti circulent. En 1950 des jeunes devant se rendre dans un camp dans les Pyrénées orientales, sont conduits en caravane aux Rencontres Internationales de Nice du 13 au 20 août 1950, rassemblement franco-italien organisé par le Mouvement de la Paix⁷⁴⁰. De même le CE décide de payer les quatre cinquièmes des frais de séjour et de voyages d'une

⁷³³ Invitation, 5 octobre 1959, Archives SRTA CFDT 5 W55

⁷³⁴ *L'Humanité* du 30 novembre 1959, article de Nelly Feld.

⁷³⁵ *Echo des Métallos* n° 25, février 1960, SRTA 5 W 53. Il dit « l'URSS [déjà] en route vers le communisme » et la fin inéluctable du capitalisme. Mais la visite est surtout valorisée comme une contribution à la défense de la Paix.

⁷³⁶ *Echo des Métallos*, 18 juin 65, Youri Gagarine présent à Billancourt. AD93-SCRB, Carton 176.

⁷³⁷ *VO*, n°544, 1 février 1955. Ainsi, les ouvriers de l'usine Tchervenkov de Sofia adressent leurs vœux « aux glorieux métallos des usines [Renault] pour [les] féliciter à l'occasion de la nouvelle année ». Dans leur message, les ouvriers bulgares désignent les travailleurs de Billancourt, de Saint Denis, comme les descendants des « glorieux combattants de la Commune ». Ils insistent sur les luttes antifascistes passées, sur l'amour du pays, sur celui de la paix plus que sur les réalisations du socialisme.

⁷³⁸ Alors Clara Hesser.

⁷³⁹ Clara Benoît, entretien du 10 janvier 2010.

⁷⁴⁰ André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale...*, opus cit., p.124

délégation de 50 jeunes en 1951 au Festival mondial de la jeunesse à Berlin Est. A la fête de Noël 1951 au vélodrome d'hiver, le secrétaire du CE appelle les enfants à huer Lefauchaux « qui veut que votre papa et votre maman ne mangent pas à leur faim ». En effet, pour contrer la CGT, il a baissé la subvention au CE, ce qui l'a contraint à réduire les séjours en colonies de vacance des enfants du personnel. Critiquée, la CGT en revendique la responsabilité et justifie l'initiative. Lorsque la direction ferme les colonies de vacances, par suite de la diffusion en leur sein de la propagande du parti⁷⁴¹, la CGT légitime ses pratiques, disant avoir été élue « sur un programme où figurait la lutte pour la défense des revendications et de la Paix ». Elle justifie que « les jeux, les chants, les travaux [...] de la colonie [soient] orientés dans le sens où l'ont exprimé les travailleurs en votant à 75 % pour la liste présentée » par elle⁷⁴². D'ailleurs, le fait de contrevenir à ces pratiques est un motif de licenciement pour les travailleurs employés par le CE. Après la scission syndicale de 1947, les employés du CE qui ont rallié FO sont licenciés, et les responsables qui s'affirment neutres peuvent l'être au prétexte que cette neutralité « sert les intérêts de la direction »⁷⁴³.

Ce mode d'utilisation politique du CE régressera avec la détente politique nationale et internationale, mais aussi par suite des inflexions tactiques du PCF. Toutefois le CE restera durablement un point d'appui dans les luttes de l'usine. Comme en 1950, lorsque le CE refuse de servir des repas aux non-grévistes, ou quand en 1952, il embauche des ouvriers licenciés⁷⁴⁴. Enfin le CE emploie plus de 574 personnes en 1954⁷⁴⁵, dont une centaine de militants communistes⁷⁴⁶ qui viennent en appoint aux actions du parti. Toutefois le crédit des communistes auprès des travailleurs repose moins sur l'utilisation politique directe des activités du CE que sur l'influence entretenue par les activités sociales, culturelles et sportives à leur bénéfice. Par sa fonction éducative populaire, par l'organisation d'activités collectives, le CE nourrit un sentiment d'appartenance à l'entreprise en même temps qu'il

⁷⁴¹ Selon le rapport d'activité de l'entreprise portant sur l'année 1950, la fermeture des colonies ferait suite à des incidents à caractère politique en leur sein. La décision d'interdiction d'ouverture en 1951 aurait alors été prise par le Secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports.

⁷⁴² André Tiano, Michel Rocard, Hubert Lesire-Ogrel, *Expériences françaises d'action syndicale...*, opus cit., p. 129

⁷⁴³ Marcel Armand, « 46 ans au service de Renault », opus cit., p.34

⁷⁴⁴ Note de la direction du Personnel citée par *Le Monde* daté du 7 juin 1952 qui « tient à faire remarquer que la plupart des agitateurs ne faisaient pas partie du personnel des usines. Plusieurs d'entre eux sont des membres du Personnel des services gérés par le comité d'entreprise. »

⁷⁴⁵ *Action Syndicale CFTC* du 14 juin 1954, SRTA 5W7

⁷⁴⁶ Le nombre de communistes recrutés par le CE est difficile à établir. Les communistes sont placés dans des postes d'encadrement. Néanmoins, les cantines permettent d'employer des femmes de délégués, en particulier dans les années 1970, de délégués immigrés, ce qui tend à consolider l'emprise du syndicat sur eux. Dans les années 1960, les cellules du CE comptent 120 militants.

légitime le PCF comme celui des ouvriers auxquels il offre des ressources culturelles et sociales dont ils sont privés. Aussi en 1956, lorsque la CGT perd le monopole de la direction du CE, les employés de *Loisirs et culture*, membres d'une association autonome, échappent au licenciement des membres du personnel des services sociaux mais, faute de subventions, sont privés de salaire. C'est la solidarité des adhérents de l'association qui assure la rémunération des permanents de *Loisirs et culture*, jusqu'à ce que soit trouvé un compromis entre les syndicats et la direction⁷⁴⁷. Cette association et le COB, alimentent un entre-soi politique et social en faisant, selon Clara Benois, des travailleurs des acteurs « joyeux de leurs loisirs » soudant leur communauté militante⁷⁴⁸.

Cet entre-soi ouvrier reste relativement circonscrit aux catégories ouvrières les plus qualifiées, bien que les services offerts par le CE bénéficient plus aux ouvriers qu'aux techniciens et aux cadres qui ont une consommation culturelle plus individualisée. La bibliothèque a 4000 lecteurs, le COB quelques milliers de pratiquants, les soirées culturelles réunissent moins de 2000 participants sur l'année, et les conférences culturelles quelques centaines. Les activités culturelles et sportives ne touchent pas également tous les travailleurs, en dépit des efforts faits pour qu'il n'en soit pas ainsi. Dans la décennie 1960, une partie de la classe ouvrière accède à une consommation individuelle de produits matériels et culturels nouveaux. Le Comité d'entreprise favorise toujours l'accès à des produits culturels, par la promotion du livre et les conférences culturelles, mais avec moins d'ambition et surtout doit se soumettre à des attentes plus individuelles en termes de pratiques culturelles. En 1965, la CGT, lors d'une journée d'étude sur l'activité du CE⁷⁴⁹, déplore que ses militants au CE fassent « preuve de carence » et qu'ils restent parfois « trop éloignés des travailleurs ». Devenant en quelque sorte des spécialistes, alors qu'ils doivent se pencher sur les revendications de chaque catégorie et tenir compte des suggestions présentées si elles sont justifiées ». Selon Claude Poperen, le fossé est grand entre le CE et les OS dont seulement 20 % profite des services offerts, bibliothèque, discothèque, voyages, sports, par suite d'un temps de travail inadapté et de la fatigue. Mais le fossé n'est pas selon lui qu'entre le CE et les travailleurs, il l'est aussi entre le syndicat et les élus au CE. En dépit

⁷⁴⁷ Emile Herlic, entretien. « J'ai pu y échapper, parce que je dépendais d'une association indépendante. Donc, nous avons vécu pendant 3 mois, avec un timbre de solidarité vendu auprès des adhérents qui a permis de nous payer moyennement de petits salaires, car nous étions confiants, car nous savions qu'aux prochaines élections qui devaient se dérouler dans deux mois et demi, la CGT reprendrait la majorité et nous réembaucherait ».

⁷⁴⁸ Clara Benois, in Clara et Henri Benois, *L'Algérie au cœur*, opus cit., p.48

⁷⁴⁹ Note de police du 5 octobre 1965- APPP Ba 2324. Le 2 octobre (samedi) demie journée d'étude des membres du CE CGT. 30 personnes

de ces critiques, dans les années d'affaiblissement du parti, le Comité d'entreprise lui permet d'entretenir par ses activités un lien souple avec des travailleurs éloignés du militantisme.

Ainsi ces activités qui ont pris de l'ampleur depuis le début de la décennie 1950 ne sont pas une « fin en soi », mais « l'occasion d'aller à la conquête des travailleurs »⁷⁵⁰. Toutefois, existe toujours une tension entre cette volonté d'éducation populaire plus ouverte et aux résultats diffus⁷⁵¹, telles que le conçoivent les personnes dirigeant *Loisirs et Culture*, et l'attente immédiatement politique du parti. Sans doute les tensions entre ces deux orientations sont plus grandes dans les premières années de la décennie 1950, mais elles perdurent dans la décennie suivante et Emile Herlic ainsi que Germaine Gabison doivent souvent s'affronter aux dirigeants du Parti et de la CGT, en particulier Linet, pour imposer leurs vues⁷⁵². Ainsi que l'écrit Jean-Pierre Le Corm, la politique culturelle du Comité d'établissement de Renault Billancourt, « résolument volontariste et novatrice »⁷⁵³, doit beaucoup au rôle de vitrine politique que le PCF fait jouer à cette usine. Ces activités ne confèrent pas plus de crédit aux orientations changeantes du parti, mais elles confortent son image de parti soucieux des intérêts économiques et culturels des ouvriers.

2.2.4 *La particularisation syndicale des revendications, réponse politique aux transformations du salariat*

La prise de conscience de l'importance croissante des OS dans l'automobile s'exprime dans les réunions des directions nationales du parti à la fin des années 1950. Elle peut paraître tardive, car dès le CC du 3 mai 1947, qui analyse les causes du « débordement du parti »

⁷⁵⁰ Propos de Germaine Gabison, Bibliothécaire de *Loisirs et Culture*, *l'Humanité* février 1966

⁷⁵¹ Visite de la bibliothèque « Loisirs et culture » du Comité d'entreprise de la Régie des usines Renault (1969), http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/index-des-revues?id_article=53147 : « Sur les 108.560 prêts de 1967, les romans comptent pour 43.081, les livres d'art pour 16.800, les livres pour enfants pour 10.342, ce sont les trois postes les plus importants. Après viennent l'histoire (8.727), les sciences appliquées (6.698), les sciences pures (5.068), la littérature française, la littérature étrangère, les voyages, etc... [...] Un groupe de 300 « amis de la bibliothèque » prolonge l'action de celle-ci à l'intérieur de l'usine. Leur rôle consiste à faire connaître la bibliothèque, à amener à la lecture leurs camarades de travail, à les tenir au courant de la vie et des activités nombreuses et variées de la bibliothèque. Parmi celles-ci, il faut réserver une place de choix aux conférences débats sur des thèmes d'actualité qui ont lieu plusieurs fois par an généralement avec invitation d'un écrivain ou d'un artiste. [...] Une publicité considérable est orchestrée autour des œuvres de l'écrivain invité ou sur le thème traité. Tracts, invitations, affiches sont distribués massivement ».

⁷⁵² Emile Herlic entretien ... [il y avait avec la direction de la CGT] des batailles, des joutes oratoires, des batailles verbales. Des obligations qu'on nous faisait d'inviter telle personne ou de traiter tel sujet. Alors que nous [...] estimions que c'était trop sectaire... A l'époque le dirigeant s'appelait Roger Linet. Résistant, déporté, une forte personnalité, [...] ce n'était pas facile de lui résister. Mais surtout Germaine était formidable. [...] Quand on était tous les deux, en général, on enlevait le morceau... [...] nous avançons l'idée [...] que toute personne à qui on apportait des connaissances nouvelles en lui permettant d'ouvrir son champ de vision et d'examen arriverait plus probablement au combat social et politique. [...] Ce que l'on avait du mal à faire accepter par la direction du parti.

⁷⁵³ Jean-Pierre Le Corm, *L'introuvable démocratie salariale*, opus cit., p.76

dans la grève des départements 6 et 18 à Renault, Marcel Cachin avait souligné la nécessité de les prendre en considération en affirmant, « vous allez voir que c'est important les ouvriers spécialisés »⁷⁵⁴. Enfin en 1953, la grève d'avril-mai, confirme leur combativité.

L'origine de cette sous-estimation ne relève pas d'un défaut d'analyse, car dans les années 1930, le déficit d'adhésion communiste des ouvriers non qualifiés préoccupe déjà le parti qui avait critiqué alors les comportements « aristocratiques » de certains professionnels, porteurs d'une idéologie « hiérarchiste » de la compétence politique⁷⁵⁵. Vingt ans plus tard, la fierté professionnelle de ces ouvriers se conjugue dans la dévalorisation des ouvriers spécialisés avec le mépris des travailleurs originaires des colonies dont le nombre s'accroît parmi eux. La crise algérienne, l'évolution de la classe ouvrière, bousculent les certitudes du Parti là où, comme le souligne Molinari, « les fractions les plus stables de la classe ouvrière, en elles [...] les plus qualifiées, les plus garanties, les plus organisées, [et] derechef, les fractions phares de métallurgie [...] et de l'automobile, semblent en conséquence promises à prendre dans cet avenir dirigeant de la société, l'espace qu'elles occupent et le rôle qu'elles assument dans l'ensemble de la classe »⁷⁵⁶.

La particularisation des revendications syndicales recherchée par le parti pour renforcer ses liens avec toutes les catégories ouvrières ne résout pas ses problèmes politiques, mais encourage à aborder la classe ouvrière dans sa diversité en abandonnant une vision globalisante. En 1955, la CGT crée une commission, à laquelle participerait Krasucki⁷⁵⁷, pour examiner les études de poste et lancer une enquête à leur propos. Cette prise de conscience des transformations de la classe ouvrière, se traduit tant dans les réflexions du parti que dans la ligne éditoriale de *l'Humanité* et de la *VO*. Ces publications prennent alors appui sur l'exemplarité de Renault pour démontrer et dénoncer l'exploitation accrue, la paupérisation, induite par le développement du travail spécialisé. Le regain d'intérêt pour les OS incite *l'Humanité* à accorder plus d'attention à ce qui se passe à Flins, la nouvelle usine de carrosserie montage de Renault. En février 1955, la *VO*⁷⁵⁸ titre son enquête à Renault : « ceux de Billancourt disent 'nous ne serons pas les robots des temps modernes' ». L'article dénonce les cadences sur les chaînes, la cotation des postes, et la volonté de Lefauchaux de « mettre en place l'homme robot, esclave de la machine ». Les grèves d'ouvriers spécialisés en touchant les autres usines de Renault donnent plus de force à la

⁷⁵⁴ Marcel Cachin, *carnets 1935 1947, Tome IV*, opus cité. p. 910

⁷⁵⁵ Jean-Paul Molinari, *les ouvriers communistes : sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Paris, L'Harmattan, 1996, 367 p. p. 114 à 118

⁷⁵⁶ Ibidem, p 153

⁷⁵⁷ Tract CGT du 19 février 1955, APCR carton 136

⁷⁵⁸ *VO* du 1-7 février 1955, n°544

critique⁷⁵⁹. La figure de l'OS s'impose donc dans la presse communiste et syndicale, et avec elle, les usines automobiles. En juin 1957, *l'Humanité*, publie un reportage de Jean Pierre Chabrol sur l'usine de Flins⁷⁶⁰, où il trouve « la Chaîne [...] la plus moderne d'Europe ». Il traite le sujet sur un mode inhabituel, à la fois ironique et poétique.

La section communiste de Billancourt fait de l'évolution du travail un thème central de sa propagande. En janvier 1958, elle dénonce dans un tract « la modernisation des techniques de production [qui] assujettit l'homme à la machine et développe les cas de maladie nerveuse, etc... A cela viennent s'ajouter les longs trajets pour se rendre au travail [...], les conditions difficiles de logement [...], les horaires »⁷⁶¹.

En 1958, le Bureau politique tire quelques enseignements des difficultés du parti dans les grandes entreprises de la métallurgie, où ses liens sont dits insuffisants avec les couches décisives de leurs travailleurs. Il décide de procéder à une étude approfondie des changements dans la qualification des ouvriers, le développement de la mécanisation réduisant « le nombre des ouvriers qualifiés et augment[ant] l'importance des ouvriers spécialisés ». Concluant que « le Parti doit connaître les revendications de cette masse d'ouvriers »⁷⁶², le Bureau politique constate un repli sur sa base sociale traditionnelle, les ouvriers professionnels français, qu'il va tenter de corriger. En juillet 1959, le secrétariat politique demande de « suivre l'orientation du travail de la section Renault, notamment en direction des ouvriers spécialisés et des autres catégories plus durement touchées »⁷⁶³. En 1960, un cours syndical porte sur les études de postes et une note de quatorze pages est rédigée, sans doute par François Dollé, pour la FTM-CGT, sur leur mise en place à Renault⁷⁶⁴. La figure de l'OS s'impose dans la presse communiste et syndicale, comme victime de l'évolution du travail, celle du combattant restant associée à l'ouvrier de métier.

Cette prise de conscience se traduit à Renault par un intérêt accru pour l'organisation des OS de l'usine que Pierre Bernardini attribue à Claude Poperen, secrétaire de la CGT⁷⁶⁵. Cette

⁷⁵⁹ En mars, ceux de l'usine Renault du Mans sont « en grève contre les cadences infernales » VO du 22-28 mars 1955, n°551. En avril 1957, les OS de l'usine de Flins débrayent par deux fois. Le 26 avril l'arrêt de travail est de vingt-quatre heures. *Humanité* du 19 et du 27 avril 1957

⁷⁶⁰ *L'Humanité* du 30 juin 1957

⁷⁶¹ Tract PCF du 3 janvier 1959, SRTA 5 W 55

⁷⁶² Bureau politique CR du 17 juin 1958 sur la situation dans les grandes entreprises

⁷⁶³ Secrétariat du 30 juillet 1959

⁷⁶⁴ Tract CGT du 19 février 1955, AD93-SCRB, carton 136. Il est alors secrétaire de l'Union départementale de la CGT de la Seine et membre du bureau fédéral de la Seine du PCF.

⁷⁶⁵ Pierre Bernardini, entretien.

nouvelle orientation s'opposerait à celle de Roger Linet, auquel Claude Poperen a succédé⁷⁶⁶, mettant fin à un travail syndical qui privilégiait les OP, qualifié par Pierre Bernardini, d'« aristocratie ouvrière »⁷⁶⁷. Elle est portée par les jeunes professionnels qui ont accédé à des postes de responsabilité dans la CGT et le parti. Les jeunes militants communistes de Renault, acquis à la priorité à donner aux OS, entreprennent d'enraciner la CGT et le parti dans leurs ateliers où ils interviennent par des prises de paroles, ainsi que dans les vestiaires ou au restaurant. En engageant les militants à gagner les ouvriers spécialisés par le biais de leurs revendications catégorielles, le PCF ignore les freins idéologiques soulignés dans les années 1930. En effet, dans le traitement de ses difficultés il doit non seulement ne pas mettre en cause son orientation politique mais aussi ignorer les caractères idéologiques et politiques de sa base militante dans les grandes entreprises. L'« extériorité », idéologique plus que physique, du parti à la masse des OS, entretient une méfiance à leur égard, faite de crainte de leurs comportements spontanés difficiles à maîtriser, comme lors de la grève de 1947 et des licenciements d'octobre 1960 quand des jeunes OS saccagent des bureaux de la direction. A cette occasion, le PCF et la CGT dénoncent les violences et désignent comme responsables des dirigeants d'autres syndicats⁷⁶⁸. Le communiqué du syndicat CGT de l'usine met en cause aussi les militants trotskistes de la *Voix Ouvrière*, et de la *Tribune ouvrière*⁷⁶⁹. Toutefois conscient que la réaction des OS ne résulte pas de la seule action de « provocateurs », le parti convoque le 5 novembre une assemblée de militants⁷⁷⁰. Ses dirigeants reprochent aux responsables CGT d'avoir été « dépassés par les événements qu'ils n'avaient pas su prévoir ». Serge Huber, responsable de la section et membre du CC « stigmatise l'attitude des dirigeants cégétistes qui se sont laissés entraîner »⁷⁷¹ et enjoint la section à « se consacrer activement à une reprise en main du personnel salarié des usines Renault, notamment des travailleurs inorganisés » qui aura pour but la création « d'une masse de manœuvre importante que les militants communistes se doivent d'encadrer efficacement ». Les termes rapportés par la note de

⁷⁶⁶ Pierre Bernardini, entretien. « Il y avait deux lignes en gros. Il y avait celle de Linet, qui était l'ancien secrétaire de la CGT, qui se reposait essentiellement chez les professionnels. Donc un peu l'aristocratie. Et puis comme je te le disais, il y a eu une orientation nouvelle au moment où Poperen est venu ».

⁷⁶⁷ Pierre Bernardini, entretien.

⁷⁶⁸ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p. 139 et CFTC, *Notre Lutte chez Renault* 30 novembre 1960 - SRTA 5W12. Licenciements collectifs : délégués touchés : 13 délégués CGT, 2 SIR, Maurice Humeau secrétaire adjoint CFTC dans le cadre des actions contre les licenciements. La CGT impute à « ces provocations » l'arrêt de la lutte à Billancourt

⁷⁶⁹ Tract PCF du 17 novembre 1960, Archives SRTA 5 W 55

⁷⁷⁰ Assemblée des cadres du PCF - Note du 5 novembre 1960, APPP Ba 2326

⁷⁷¹ Claude Poperen secrétaire du syndicat fait alors son autocritique.

police, pour autant qu'ils soient fidèles, définissent le rapport politique du parti aux OS, son extériorité à une masse qu'il faut encadrer efficacement.

Moins de cinq ans plus tard, au Bureau politique du 23 mars 1964, le rapport présenté sur l'activité communiste dans la métallurgie par Jean Breteau souligne la baisse de la proportion des ouvriers qualifiés, passés en quarante ans de 55 % à 35 % des ouvriers et l'augmentation du nombre des employés et d'ingénieurs. Il en conclut la nécessité de prendre en compte leurs aspirations et leur attentes spécifiques. L'importance nouvelle accordée aux OS aura peu de conséquences avant 1968, car après le choc des licenciements de novembre 1960, ces années seront socialement apaisées à Renault, alors que dans un climat politique et social pacifié, la société française poursuit sa transformation⁷⁷². Le salariat se féminise et continue de progresser au détriment la population active agricole. Le nombre des ouvriers s'accroît ainsi que leur poids dans la population active, mais moins que celui des employés, des techniciens et des cadres.

En 1967, le Bureau politique, examinant la situation dans la métallurgie parisienne, reconnaît que les organisations syndicales y connaissent des difficultés sérieuses⁷⁷³. Un an plus tard, Krasucki présente au Bureau politique le rapport qui lui a été demandé sur la situation dans la métallurgie de la région parisienne⁷⁷⁴. Les difficultés sont d'abord d'ordre sociologique. Le rapporteur constate deux évolutions importantes dans l'origine et la qualification des travailleurs de cette branche dans la région. La première est la croissance du nombre des ouvriers qui sont venus récemment de la campagne ou sont des immigrés. La seconde est l'augmentation de la proportion des ingénieurs, des cadres et des techniciens parmi les employés des établissements relevant de la métallurgie. Ces changements seraient à l'origine des « reculs sensibles dans certaines entreprises de la région parisienne », le PCF ayant moins d'influence parmi ces travailleurs que chez les ouvriers professionnels.

A Billancourt, comme dans l'ensemble de la société français, le PCF cherche à gagner de l'influence, puis des adhérents dans les catégories parmi lesquelles il est encore peu représenté. Le Conférence de section de décembre 1966⁷⁷⁵ dit nécessaire de faire porter l'effort en direction des mensuels, qui sont 8500 sur un effectif de 32 200 salariés, des

⁷⁷² Entre 1954 et 1975, soit sur une période qui encadre celle qui nous intéresse, la population active totale s'accroît de 2,72 millions de personnes dont 1,37 millions d'étrangers. Les femmes constituent l'essentiel de la contribution des nationaux à cette augmentation alors que les immigrés représentant 80 % de l'accroissement de la population active masculine ; Chiffres donnés dans : CGT, Centre Confédéral d'Etudes Economiques, *Questions de l'immigration et syndicats*, 1981, 94 p., p.10

⁷⁷³ Bureau politique du 13 avril 1967

⁷⁷⁴ Bureau politique du 28 mars 1968

⁷⁷⁵ Conférence annuelle de section, note de police du 14 décembre 1966. APPP Ba 2324 –

femmes, des immigrés et des jeunes. Cette volonté n'est pas nouvelle, car elle s'exprime de façon récurrente depuis les années 1950 pour les trois dernières catégories énoncées. Le salariat non ouvrier devient aussi une cible politique, au niveau national et à Renault où croît le nombre des mensuels, et parmi eux les techniciens, ou les employés dont beaucoup sont des femmes. En 1965, la section du Parti de Billancourt s'adresse aux ingénieurs et aux cadres de manière spécifique, par une déclaration en leur direction⁷⁷⁶. Elle leur fait valoir les pouvoirs effectifs qu'ils gagneraient, aux côtés des ouvriers, dans la gestion des usines nationalisées⁷⁷⁷. En affirmant que les « Ingénieurs, cadres, techniciens ne sont pas des salariés privilégiés »⁷⁷⁸, le parti entend les défendre comme les autres catégories. En novembre 1966, *l'Humanité* publie quatre articles sur le rôle des techniciens, le dernier étant un entretien avec Pierre Dreyfus⁷⁷⁹. Le 5 et 6 mai 1968, la conférence de section invite les cellules à être « à la pointe du combat pour défendre les intérêts des travailleurs : ouvriers, employés, ingénieurs, techniciens, cadres, jeunes, femmes, immigrés »⁷⁸⁰. La particularisation catégorielle s'étend maintenant des ouvriers à l'ensemble du salariat.

2.3 Le front unique, des échecs des années 1950, à l'union en perspective comme levier de mobilisation

Au cours de l'été 1952, le parti relance l'idée d'un « front national uni »⁷⁸¹. Il tente ainsi de surmonter son isolement par la constitution d'un Front unique avec la SFIO. Ce front qu'il cherchait jusqu'alors à construire comme une alliance sociale autour de la classe ouvrière et de son parti, il tente maintenant de le réaliser sur le plan politique avec les socialistes et syndical avec la CGT FO. Dans sa volonté de rapprochement avec les socialistes, le parti en appelle à maintes occasions à « l'esprit de 1936 », période ayant acquis dans la classe ouvrière la puissance émotionnelle qui s'attache aux événements fondateurs ou considérés comme tels. Dans les années 1950, le front unique est plus un sujet de propagande qu'une politique capable de convaincre et de mobiliser ses propres militants, et de gagner les socialistes. Il ne s'ébauchera, après de nombreux déboires, qu'au mitant des années 1960.

⁷⁷⁶ Conférence annuelle de section du 14,15,16 et 20 mai 1965, note de police du 29 mai 1965. APPP Ba 2324

⁷⁷⁷ Nationaliser l'industrie automobile – *L'Humanité* – 27 septembre 1966

⁷⁷⁸ Roland Leroy, *France nouvelle* n°1164 7 février 1968

⁷⁷⁹ *L'Humanité* des 11, 15, 16 et 17 novembre 1966

⁷⁸⁰ Conférence de section PCF – 5 et 6 mai 1968 – APCF – Section R carton 175 - Intervention de Desmaison

⁷⁸¹ PIGENET Michel, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide...*, opus cit. p. 143

2.3.1 Années 1950, les tentatives de Front unique et les déboires du PCF

A Renault, après que les directions du parti ont affirmé la nécessité d'un « front national uni »⁷⁸², la section communiste de Renault ne manque pas d'adresser au groupe socialiste de Billancourt des appels répétés à l'unité⁷⁸³ et de souligner dans sa propagande la nécessité de l'union dans l'action avec les socialistes⁷⁸⁴. Le groupe socialiste n'y donne jamais suite. D'autant que si la section communiste en appelle à l'union dans la défense des revendications, elle ne manque pas de rappeler la brutalité de Jules Moch en tant que ministre de l'intérieur lors des grèves de 1948⁷⁸⁵.

L'unité que le parti dit nécessaire se réalise pendant la grève d'avril mai 1953. Il ne s'agit encore que d'un front syndical, mais *L'Humanité* y accorde une grande importance et en traite dans chacune de ses éditions et en Une, en soulignant l'unité des quatre syndicats. Le 21 avril, le journal affiche en première page : « Renault : enthousiasme après l'unité ». En pages intérieures, elle relate les propositions adressées au groupe socialiste de Renault par la section communiste « pour soutenir en commun la lutte des travailleurs »⁷⁸⁶. Le parti mobilise de « l'esprit de 1936 ». Un article du journal communiste, dénonçant les manœuvres de division de la direction de Renault, se conclut sur une évocation de cette époque : « unis nous sommes plus forts, comme en 1936, nous vaincrons ». L'unité syndicale permet de faire valoir les vertus du front unique et *L'Humanité* du 15 mai publie en première page un article de Raymond Guyot sur « les luttes ouvrières et le Front unique », mais il ne s'agit encore que d'une unité syndicale de circonstance éloignée d'un front politique.

Un an plus tard, l'exemplarité de l'union des syndicats de Renault, CGT, CFTC, FO, est encore exploitée pour assurer le succès de la grève générale de 24 heures du 28 avril 1954⁷⁸⁷. Lors de la conférence départementale CGT de la Seine tenue au 94 rue Jean Pierre Timbaud, Marius Apostolo, de Renault souligne combien dans les ateliers de l'usine, la grève se prépare activement et que les travailleurs « insistent pour que l'unité se réalise à la base »⁷⁸⁸.

⁷⁸² Ibidem. p. 143

⁷⁸³ Lettre du PCF au Groupe Socialiste – APPP Ba 2285 - 11 /4/1953. Ou Lettre du PCF au Groupe Socialiste – APPP Ba 2285 – premier juin 1953

⁷⁸⁴ Tract du PCF du 28 mai 1953- APPP Ba 2135

⁷⁸⁵ Lettre du PCF au Groupe Socialiste – APPP Ba 2285

⁷⁸⁶ *L'Humanité* du 20 avril 1953

⁷⁸⁷ *L'Humanité* du 5 avril 1954

⁷⁸⁸ *L'Humanité* du 29 avril 1954

En juin 1954, le XIII^e congrès du Parti demande aux militants d'œuvrer avec persévérance pour gagner au front unique les travailleurs et les organisations socialistes. L'unité et de ses mérites sont rappelés sans cesse dans *l'Humanité* qui relate le moindre exemple d'unité syndicale. Echouant à construire ce front au plan politique, le parti cherche à le mettre en œuvre dans son activité syndicale. Mais l'unité d'action se réalise surtout avec la CFTC, alors que le parti invite les militants à se tourner vers FO, ainsi que le rappelle Jacques Duclos à la tribune du XIII^e congrès. Il ne se satisfait pas d'une unité qui ne correspond pas à ses objectifs politiques, car « de même que le problème de l'unité d'action de la classe ouvrière se pose en premier lieu par rapport aux travailleurs socialistes, de même sur le plan des syndicats, le problème de l'unité d'action se pose avant tout par rapport aux travailleurs de FO »⁷⁸⁹. Le parti critique la « tendance s'exagérer (sic) le front unique avec la CFTC et à sous-estimer gravement l'unité avec FO, et l'unité avec les socialistes »⁷⁹⁰. La volonté d'unité avec les socialistes se heurte à la méfiance des militants envers ces derniers. En juin 1954, Marcel Servin, secrétaire national, présentant des résultats du XIII^e congrès à l'assemblée de section communiste de Billancourt en appelle, à propos de la Communauté européenne de défense que le Parti combat, à la nécessaire union des travailleurs, à l'unité avec les socialistes et au soutien à ceux qui y sont opposés, entre autres Jules Moch ou Mendès France. Il déplore alors que l'alliance avec un homme, dénoncé peu d'années auparavant pour sa répression des mineurs, ne soit pas comprise par les travailleurs⁷⁹¹.

Dans la campagne électorale qui prépare les élections législatives du 2 janvier 1956, le parti s'appuie sur la « nostalgie du Front populaire [qui] est si grande que les ennemis de l'union des forces de gauche en tremblent »⁷⁹². Les presses du Parti et de la CGT expriment un optimisme nourri de la référence systématique au Front populaire. La *VO* de décembre appelle à voter « pour un nouveau Front populaire » en rappelant, en première page qu'en « juin 36 ! Les patrons capitulent devant la force de l'unité »⁷⁹³. En 1936, le PC a noué une relation puissante avec les ouvriers qui l'a établi comme parti des ouvriers. Cette « relation à sa propre histoire est extrêmement forte dans la manière d'envisager les possibilités politiques ouvertes par le résultat électoral »⁷⁹⁴ du 2 janvier 1956. En janvier, *l'Humanité* cherche encore dans le rappel constant à cette époque de quoi consolider sa politique d'union

⁷⁸⁹ Rapport au XIII^e congrès présenté par Jacques Duclos, juin 1954

⁷⁹⁰ Raymond Guyot, rapport à la conférence des 22-23 mai à la Grange aux Belles *l'Humanité* 31 mai 1954

⁷⁹¹ CR du XIII^e congrès à la section PCF le 17 juin – APPP Ba 2285 - 18 Juin/1954

⁷⁹² Benoît Frachon, *Le Peuple*, 1^e janvier 1956, dans Benoît Frachon, *Au rythme des jours*, Tome second, 1955-1967, Paris, Editions sociales, 1969, 638 p., p. 84

⁷⁹³ *VO*, n° 590, 20 décembre 1955

⁷⁹⁴ Serge Wolikoff, Intervention à la table ronde « 1956 : que commémore-t-on ? » dans FONDATION GABRIEL PERI, *Le Parti communiste français et l'année 1956*, opus cit., p 49

avec les socialistes⁷⁹⁵. Photographies, mots d'ordre – « En avant vers le Front populaire »⁷⁹⁶ ou « Vive le Front populaire »⁷⁹⁷ - ou encore des reportages sont mobilisés pour inscrire la victoire électorale dans la continuité de 1936. Mais le contexte social et politique de 1956 n'est pas celui du Front populaire.

Le 31 janvier, les 150 députés communistes appuient l'investiture du gouvernement de Front républicain. Le 12 mars, malgré les critiques que *l'Humanité*⁷⁹⁸ adresse à Guy Mollet dès février, les députés communistes votent les pouvoirs spéciaux demandés par ce gouvernement dans les affaires algériennes. Le Parti communiste choisit l'alliance avec la SFIO et abandonne la recherche d'une paix négociée, espérant que ce « sacrifice » sera payé en retour par des « contacts avec les sections socialistes »⁷⁹⁹. L'intensification dans la mobilisation du contingent déjà engagée par le gouvernement d'Edgar Faure suscite le mécontentement des jeunes appelés. Entre avril et juin, ils bloquent des trains, manifestent avec plus d'ampleur que lors du rappel des classes 1952 et 1953⁸⁰⁰. Au printemps, les militants communistes participent aux mouvements de révolte que suscite la politique qu'a soutenu leur parti, sans que ce dernier ne cherche à les amplifier ni à leur donner un caractère affirmé d'insubordination.

En 1956, selon Maurice Thorez, le Parti n'a pas voulu sacrifier le « Tout à la partie », c'est-à-dire la possibilité d'un rapprochement avec les socialistes, dont il attend des réformes sociales au bénéfice des travailleurs français, à la partie, c'est-à-dire la question de la guerre coloniale que le gouvernement de *Front républicain* entend mener « à outrance ». La Direction communiste, en dépit des tensions internes que le vote communiste a suscitées, et des maigres résultats obtenus en retour, affiche pendant quelques semaines un optimisme mensonger. Maurice Thorez ne craint pas d'affirmer le 16 mars que ce vote « a déjà permis un développement considérable de l'action des masses populaires, communistes et socialistes en tête »⁸⁰¹. En juillet, le parti retire son soutien au gouvernement Guy Mollet, mais il doit faire bientôt face aux critiques que son approbation de la répression du

⁷⁹⁵ Du 11 au 26 janvier 1956, le journal communiste publie une série d'articles sur 1936, titrés « 20 ans après ».

⁷⁹⁶ *L'Humanité* du 5 janvier 1956

⁷⁹⁷ *L'Humanité* du 16 janvier 1956

⁷⁹⁸ *L'Humanité* du 7 février 1956

⁷⁹⁹ Relevé de décision du Bureau politique, rapporté par René Dazy, *la partie et le tout*, opus cit., p.50

⁸⁰⁰ Près de 76 manifestations, actions d'entrave au départ sont recensées. Tramor Quemeneur, « Les manifestations de rappelés contre la guerre d'Algérie », opus cit.

⁸⁰¹ Alain Ruscio « les communistes français et la guerre d'Algérie, 1956 », dans FONDATION GABRIEL PERI, *Le Parti communiste français et l'année 1956*, opus cit., p.82

soulèvement hongrois suscite dans la gauche et au sein même des intellectuels communistes. Il termine l'année 1956 dans un grand isolement, qu'il limite en 1957 par des actions syndicales unitaires.

En 1958, les tensions politiques nationales, avivées par la guerre coloniale, conduisent à la chute de la IV^e République, impuissante à faire face aux défis du moment. De Gaulle, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat institutionnel, obtient par référendum la ratification d'une nouvelle constitution taillée à sa mesure. L'approbation de la constitution est largement majoritaire, y compris dans la classe ouvrière où l'appel du PCF à s'y opposer ne mobilise que la moitié de son électorat habituel.

La crise qui ramène au pouvoir le général De Gaulle consacre l'éloignement du PCF et du PS (SFIO). Dès la fin du mois de mai, ce dernier apporte son soutien à de Gaulle, puis appelle à approuver le projet de constitution. Le PCF se replie alors sur une alliance des gauches qui n'induit aucune dynamique large. A l'automne, la mobilisation pour le Non au référendum constitutionnel est portée par une union restreinte au PCF, à l'UGS⁸⁰² et à quelques personnalités, qui organise quelques meetings aux portes de l'usine. Le 27 septembre, place Nationale à 12 h 30, 5000 travailleurs selon l'*Humanité*, assistent à une réunion dont les orateurs sont, Paul Fraisse⁸⁰³, Alfred Secqueville (Fédération Radicale socialiste de la Seine), Serge Huber du CC du PCF et Claude Bourdet de l'UGS⁸⁰⁴. Le meeting aurait été appelé par un « comité de 64 signataires de l'appel au Non », de toute appartenance syndicale.

Les tentatives de Front unique des années 1950 ont avorté, et quand le parti pensait pouvoir le mettre en œuvre, celui-ci a déçu les espoirs qu'il y avait investis. Seule la menace d'une guerre civile en France par suite des actions meurtrières de l'OAS, en Algérie, comme en France, amorcera le rapprochement entre communistes et socialistes.

⁸⁰² L'Union de la gauche socialiste (UGS) est un groupe de militants fondé fin 1957 et qui participa à la création du Parti socialiste unifié (PSU) en 1960. Il cherchait un espace entre la SFIO et le PCF et fut la première expérience d'unité entre chrétiens et marxistes.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Union_de_la_gauche_socialiste

⁸⁰³ Paul Fraisse (20 mars 1911 à Saint-Étienne - 12 octobre 1996 à Châtenay-Malabry) est un psychologue français, président de l'Union Internationale de Psychologie Scientifique de 1966 à 1969 et directeur, entre 1952 et 1979, du laboratoire de psychologie expérimentale de l'Université Paris Descartes, puis de l'Institut de psychologie de la même université. Proche d'Emmanuel Mounier et rédacteur à la revue *Esprit*, il sera adhérent au PSU de sa création à 1970.

⁸⁰⁴ Claude Bourdet, né le 9 octobre 1909 à Paris et mort le 20 mars 1996 à Paris, est un résistant (alias Lorrain, dans la Résistance), déporté, Compagnon de la Libération, écrivain, journaliste, polémiste et militant politique français de l'UGS puis du PSU.

2.3.2 *La fin de la guerre d'Algérie, lève des obstacles à l'union*

La brève période, introduite par la fin de la guerre d'Algérie et conclue par la grève générale de mai et juin 1968, marque une transition sociale et politique aussi bien au plan national qu'international. La politique communiste connaît alors des évolutions importantes qui permettent au parti de progresser, maintenant avec succès, vers un rapprochement entre le PCF et le PS (SFIO). Ce dernier est favorisé par la détente internationale, par l'oubli des polémiques contre les socialistes des « années chaudes de la guerre froide », par la fin de la guerre d'Algérie qui efface les divergences sur la question nationale algérienne, mais aussi par l'évolution doctrinale du parti que la disparition de Maurice Thorez facilite.

L'ultime réaction des partisans d'une Algérie coloniale, organisés dans l'OAS, a amené PCF et PS à se poser en défenseurs de la République. Les attentats et les crimes commis par l'organisation clandestine, comme la violente répression policière, a mobilisé la masse des travailleurs dans la défense de la démocratie contre les factieux. Dans un contexte international fort différent de celui de 1934, l'antifascisme a estompé les clivages qui avaient séparé les partis de gauche pendant la décennie précédente.

En mai 1961, le XVI^e congrès du Parti communiste inscrit la perspective d'union des forces de gauche dans un large rassemblement social. Se fondant sur la nature du pouvoir gaulliste qui exprime « les vues et la politique du capital monopoliste » et qui donc « porte en lui, en permanence, la menace du fascisme »⁸⁰⁵, il pose comme urgente l'union des « couches les plus nombreuses de la population française : la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, les couches moyennes des villes, certaines fractions de la bourgeoisie » afin de battre le « pouvoir personnel ». Il se donne donc pour tâche « de surmonter tous les obstacles à l'union » qui ne peut plus se faire uniquement par en bas et par la seule action du Parti, mais en dégagant une « une perspective commune aux forces démocratiques »⁸⁰⁶ sur la base d'un programme novateur qui, bien que n'entraînant pas « la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme [limiterait] la puissance des monopoles »⁸⁰⁷.

En dépit des rapprochements qui s'amorcent dans lutte contre l'OAS, la SFIO reste encore prudente et le Comité central du PCF de Vitry des 5 et 6 octobre 1963 réitère l'appel « à l'action unie pour un programme commun de démocratie et de paix », avec la perspective de « l'instauration d'une démocratie véritable ». Il décide à cette occasion d'une « grande

⁸⁰⁵ Résolution du XVI^e Congrès du Parti communiste français

⁸⁰⁶ Ibidem

⁸⁰⁷ PCF, *Histoire du Parti communiste français- Manuel*, opus cit., p. 693

campagne nationale sur les problèmes de la démocratie pour exposer et soumettre aux travailleurs des villes et des campagnes, à tous les démocrates, les solutions proposées [...] pour l'élaboration d'un programme commun et la lutte à mener pour sa réalisation »⁸⁰⁸. Le 8 octobre, *l'Humanité* se félicite de l'impact de la décision du Comité central, commentée positivement par la presse. En effet, *Le Monde* a reproduit des extraits de la résolution en soulignant que cette initiative répond à un désir de « dialogue public » qui s'est exprimé au dernier congrès de la SFIO. Cette orientation est confirmée par le XVII^e congrès de 1964 pour qui cette unité mettra un terme à la politique des monopoles et au pouvoir personnel, par « l'instauration d'une démocratie véritable »⁸⁰⁹.

2.3.3 Le poids symbolique des ouvriers de Renault mobilisé dans la bataille pour l'union de la gauche

La lutte pour gagner les socialistes à un programme commun de gouvernement va être le support de l'activité indépendante du parti dans l'usine, faisant de ses ouvriers des acteurs dans cette bataille. Toutefois la mobilisation de la section communiste de Renault ne prend de l'ampleur qu'après le ralliement du parti à la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle, et la nomination de Raymond Treppo⁸¹⁰ au poste de secrétaire permanent de la section communiste.

Avant cette date, Billancourt fonctionne seulement comme chambre d'écho des propositions communistes. Les dirigeants y viennent s'adresser aux ouvriers avec le souci de toucher toute la classe ouvrière dont ils sont la figure emblématique. Ainsi Maurice Thorez, dans l'après-midi du samedi 29 septembre 1962, s'exprimant devant cinq cents travailleurs réunis dans la salle des fêtes de Boulogne⁸¹¹, justifie sa venue « parce que [les] organisations communistes, section et cellules [de Renault] sont très actives, malgré des difficultés et aussi quelques faiblesses, et qu'elles jouissent de la confiance méritée de la grande majorité des ouvriers »⁸¹². Il reprend le thème dorénavant classique d'une usine qui témoigne de la confiance qui unit les travailleurs au parti, et s'adresse moins aux ouvriers communistes de Billancourt qu'à l'ensemble des travailleurs de France. Son intervention est donc publiée en

⁸⁰⁸ Résolution du Comité central, *Humanité*, du 7 octobre 1963

⁸⁰⁹ Maurice Thorez, discours de clôture au XVII^e congrès.

⁸¹⁰ Raymond Treppo, Entretien du 16 décembre 2011, Saint Denis, et Raymond Treppo, *La chance de ma vie*, Raymond Treppo, *La chance de ma vie*, Paris, Publibook, 2006

⁸¹¹ Note de police du 39 septembre 1962, APPP Ba 2326.

⁸¹² *L'Humanité* du 2 octobre 1962 (supplément)

supplément à *l'Humanité* largement diffusé. Titré « union la plus étroite pour le non au plébiscite gaulliste », l'intervention du secrétaire général du Parti est un exposé qui articule la défense des « nationalisations détournées de leur destination », la dénonciation de l'aggravation des conditions de travail et de celle du pouvoir personnel et de sa politique, auxquelles seule peut mettre fin l'union sur le projet de programme démocratique⁸¹³.

Le 23 juin 1964, place nationale, Waldeck Rochet, qui n'est encore que secrétaire général adjoint, expose aux travailleurs de la Régie « les solutions du 17^e congrès »⁸¹⁴ devant 1 200 personnes, selon *l'Echo des Métallos*, et 400 selon la police⁸¹⁵. Les thèmes principaux de son intervention portent sur le rôle dévolu aux nationalisations dans un régime démocratique et sur la nécessité de « tout faire pour assurer la victoire commune ». Il dénonce les manœuvres de Gaston Deferre qui tente un regroupement de centre gauche marginalisant les communistes. Préparée par une campagne médiatique habile utilisant les recettes de la communication commerciale, l'initiative du maire de Marseille échoue en juin 1965 levant un obstacle au rapprochement entre socialistes et communistes. Aux élections municipales de mars 1965, des listes d'« ouverture » présentées par le parti dans les villes moyennes sont un succès pour la gauche qui montre « pour la première fois [...] la vivacité et l'efficacité de la logique d'union de la gauche »⁸¹⁶. En mai, la section communiste de l'usine fait campagne sur ce que le programme du PCF « apporterait aux travailleurs de la Régie ».

L'année 1965 marque un changement dans les rôles symbolique et politique joué par les ouvriers de Billancourt dans la promotion d'un programme commun. En effet, Raymond Treppo dès son arrivée à Billancourt pousse les militants à s'affirmer plus en tant que communistes que comme syndicalistes. Lui-même s'introduit dans l'usine de façon semi clandestine pour y encourager l'intervention politique indépendante⁸¹⁷. Il s'appuie sur les

⁸¹³ Les *Cahiers du communisme* du mois d'octobre ne manquent pas de souligner le caractère positif de l'invitation faite à Maurice Thorez par la section Renault « en vue de développer un ample travail d'explication auprès de l'ensemble des travailleurs de la R.N.U.R, sur ce que signifierait, en particulier pour eux, l'application de notre Programme ». Article de Pierre Gensous et Lucien Chavrot, *Cahiers du Communisme*, n°10, octobre 1962

⁸¹⁴ *L'Echo des Métallos*, n°28 et 29, 9 juin et 3 juillet 1964, SRTA 5 W 54

⁸¹⁵ Ce rassemblement attire peu de travailleurs alors qu'il a fait l'objet, selon *l'Echo des Métallos*, d'une active préparation par les cellules du secteur de la place Nationale, celui des ateliers de professionnels. Elles ont édité des journaux, « posé des affichettes et les communistes ont été voir personnellement de nombreux travailleurs ». Note de police du 23 juin 1963, APPP Ba 2326 et *L'Echo des Métallos*, n°29, 3 juillet 1964

⁸¹⁶ Roger Martelli, *L'archipel communiste, une histoire électorale du PCF*, Paris, Editions sociales, 2008, 271 p. p.56

⁸¹⁷ Pierre Bernardini, entretien. « On a fait des trucs qui ne s'étaient jamais fait auparavant. C'est Raymond qui a ... Par exemple un truc tout bête sur le style de ... Avant Poperen, ou Aimé Halbeher, ils ne rentraient jamais dans l'usine. Après Raymond a donné un autre style. Il faut aller dans l'usine. Et donc lui a donné le ton. Et puis on a fait par exemple, la signature pour le programme commun, une pétition, une grande action là-dessus. Donc, il s'est appuyé sur nous. Il y avait Michel Certano, il y avait moi, ...Il y avait toute une équipe de jeunes. Donc, prises de parole dans les restaurants... Tous les vestiaires...Partout quoi. On a fait signer... réunions ... on a usé de tout... Il y avait un espoir exceptionnel ».

jeunes militants. Ainsi par des initiatives impulsées par le parti, les travailleurs de Billancourt s'affirment protagonistes d'une bataille nationale, et sont mis en avant à ce titre par la presse et la propagande du Parti.

En juin 1965, deux cent cinquante militants de l'usine, responsables politiques, syndicaux, délégués, dirigeants de sections culturelles ou sportives du comité d'établissement, souscrivent à une déclaration qui exige de « tout faire pour parvenir à un programme commun ou à une plate-forme commune, et avoir un candidat commun de la gauche »⁸¹⁸. La grande majorité des signataires est communiste ou cégétiste, mais il y a parmi eux quelques socialistes et quarante membres de la CFTC. A cette déclaration, la presse du parti donne un large écho. Le 9 septembre 1965, François Mitterrand présente sa candidature pour la première élection au suffrage direct du Président de la République. Le 23 septembre, le PCF lui apporte son soutien. Le 18 novembre, à Billancourt en fin de journée, dix mille travailleurs rassemblés à l'appel des partis de gauche de Renault écoutent le candidat Mitterrand s'adressant à eux depuis le toit terrasse du local syndical. Les participants votent alors par acclamation une résolution appelant à l'unité⁸¹⁹. Le 5 décembre, le candidat socialiste obtient 32 % des voix et met en ballottage le Général de Gaulle qui ne sera élu qu'au deuxième tour. La stratégie d'union s'en trouve confortée.

Le 11 janvier 1966 la direction communiste propose à la gauche non communiste, regroupée dans la FGDS (Fédération de la gauche démocratique et sociale), un programme commun assorti d'un accord de désistement réciproque aux prochaines élections législatives. Il sera signé en décembre. Le 5 mai 1966, pour promouvoir l'unité de cette gauche, une délégation unitaire composée de communistes, de cégétistes, de socialistes, de membres de la CFDT, et d'ingénieurs adhérents au SNCIM-CGT, tous « agissant à titre personnel », se rend successivement au siège du PCF où elle est reçue par Waldeck Rochet et Georges Marchais, à celui de la SFIO où elle rencontre Pierre Mauroy, et en dernier lieu au domicile de François Mitterrand⁸²⁰. Elle fait part à ce dernier de « l'inquiétude et du mécontentement des travailleurs vis-à-vis des atermoiements des partis de gauche composant la FGDS »⁸²¹. Au cours de l'été, une pétition en soutien à la démarche unitaire circule dans les ateliers. Elle est signée par 11 000 travailleurs. En octobre 1966, des responsables de Billancourt du PCF, de la SFIO, du PSU de la CGT et de la CFDT, adressent à Mitterrand un courrier qui est « un pressant appel à l'unité » et exprime le besoin d'« une entente rapide des partis de gauche

⁸¹⁸ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p 175

⁸¹⁹ *L'Echo des Métallos*, n°51, 7 octobre 1966. SRTA 5 W 54

⁸²⁰ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.176

⁸²¹ *L'Humanité* du 18 octobre 1966,

sur un programme et une tactique définie en commun ». *L'Humanité* souligne l'importance de cette initiative⁸²². A la fin du mois d'octobre Mitterrand répond « aux ouvriers des usines Renault » selon le titre donné à l'article de *l'Humanité* qui en fait état. Il rejette la nécessité d'une nouvelle négociation et affirme que le « seul contrat qui ait objectivement lié la gauche pour une action au niveau national » est la plateforme à partir de laquelle il a posé sa candidature⁸²³. En novembre, Waldeck Rochet écrit aux signataires de l'adresse à Mitterrand pour leur dire combien il partage les « soucis d'union des travailleurs de Renault »⁸²⁴, rappelant à cette occasion les démarches unitaires du parti. Les « ouvriers de Renault » sont ainsi les faire-valoir de ses initiatives.

Les élections législatives de mars 1967, en partie du fait des désistements, sont très favorables aux communistes qui avec 22,5 % des suffrages exprimés, récupèrent la moitié des pertes relatives de 1958⁸²⁵. Après le résultat encourageant de François Mitterrand à la première élection présidentielle au suffrage universel, obtenu grâce à l'appui du PCF, le parti a mis tout le poids symbolique des « ouvriers de Billancourt » dans sa lutte pour un programme commun de la gauche. Dans cette bataille ils sont devenus des acteurs de la bataille pour l'unité, qui s'affirment comme les interlocuteurs du candidat de la gauche à la présidence de la République. Dans l'usine, selon Raymond Treppo, ils s'engagent « à fond » pour l'union, bénéficiant d'un climat « exceptionnel » qui fait tomber la tension entre les militants communistes et ceux de FO, ainsi qu'avec les cadres, bien qu'il existe à ce propos quelques divergences entre la section et la direction du parti⁸²⁶. L'importance prise par Renault et les ouvriers de Billancourt ne s'en tient pas à leur rôle de promoteurs d'une union. Cette entreprise et ses travailleurs contribuent aussi à asseoir les propositions et les ambitions du Parti communiste face à son partenaire socialiste.

2.3.4 Renault illustre la pertinence du programme d'union des communistes

La volonté de rapprochement avec les socialistes encourage les adaptations doctrinales et tactiques que le Parti communiste avait déjà engagées. Il déduit la nécessité de l'alliance d'une analyse nouvelle des caractères du régime gaulliste qui débouche sur un besoin de

⁸²² *L'Humanité*, 18 octobre 1966

⁸²³ *L'Humanité*, 31 octobre 1966

⁸²⁴ *L'Echo des Métallos*, n°76, 25 novembre 1966, SRTA 5 W 54

⁸²⁵ Gilles Richard, Jacqueline Sanclivier, *Les partis et la République- La recomposition du système partisan 1956 1967*, Rennes, PUR, 2007, 325p, p 122

⁸²⁶ Raymond Treppo, entretien du 16 décembre 2011, Saint Denis.

démocratisation de la société française. Il ne renonce pas à un socialisme sous dictature du prolétariat, mais le repousse à un horizon indéfini, préparé par une étape de démocratie nouvelle. Les communistes doivent présenter des objectifs et une politique acceptables par les socialistes, et en même temps ils doivent affirmer leur singularité pour rassurer des militants ou des travailleurs qui se méfient ou sont hostiles aux socialistes. L'anticapitalisme, dans ce qu'il a de rebutant pour ces derniers et les couches sociales qui constituent sa base, est remplacé par une démocratisation de la société soumise à un pouvoir autocratique et à la dictature des monopoles. Le PCF se distingue d'abord du PS par son audience ouvrière. Certes tous les ouvriers ne se reconnaissent pas en lui, car nombre d'entre eux votent socialiste, mais il influence ceux des grandes entreprises et de la métallurgie. Cette singularité du parti communiste est moins dans le vote ouvrier en sa faveur que dans la nature des liens qu'il a tissés par son activité militante dans la CGT, dans des entreprises qui occupent une place éminente, réelle et symbolique, dans les affrontements sociaux et politiques. Son deuxième caractère distinctif est sa volonté réformatrice dans laquelle les nationalisations, qui doivent être étendues, occupent une place essentielle. Elles ne constituent pas une question doctrinale qui oppose communistes et socialistes, puisqu'elles ont été dans le programme de la SFIO des années 1930, alors que les premiers s'y opposaient⁸²⁷. Les divergences sur cette question sont dès lors essentiellement tactiques, d'opportunité. Le parti réactive l'importance économique, sociale et symbolique des nationalisations qu'il avait mises au second plan dans les années d'affrontement du début de la décennie 1950⁸²⁸. Au XV^e congrès, en juin 1959, la nationalisation des monopoles de fait est inscrite au programme communiste, ainsi que la démocratisation des entreprises déjà nationalisées. La lutte pour le socialisme « se situe donc dans les perspectives de la lutte pour la démocratie et son progrès continu »⁸²⁹, processus dans lequel les nationalisations démocratiques doivent jouer un rôle essentiel. En mai 1961, le XVI^e congrès confirme cette orientation. Trois ans plus tard, le XVII^e congrès fait de leur extension et de la démocratisation des entreprises publiques des réformes capables de soustraire la nation à l'emprise des trusts. Le parti peut encore préciser que si son programme de nationalisation

⁸²⁷ De même à la libération les socialistes ont été partisans de leur élargissement alors que les communistes n'y étaient guère favorables.

⁸²⁸ Les nationalisations perdent alors, selon les communistes, tout caractère d'avancée sociale, leur défense disparaît de leur propagande au profit de la dénonciation du caractère implacable de l'Etat-patron. Benoît Frachon, « les grandes grèves de novembre-décembre 1947 », art. cit. « *La classe ouvrière, qui avait pris à cœur d'assurer le succès des entreprises nationalisées, n'a plus maintenant aucun intérêt à les considérer comme entreprise de la nation. En fait, les nationalisations sont à reconquérir* ». *L'Humanité*, 16 octobre 1956. En 1956, pour *L'Humanité*, la nationalisation œuvre de la Résistance « est à la fois détournée de son objet par les ministères [...] et attaquée par ceux rêvent de blanchir la mémoire du 'seigneur de Billancourt' Louis Renault »

⁸²⁹ Thèse du XV^e congrès du PCF, point 30, 24-28 juin 1959.

n'entraîne « pas la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, son application limiterait [néanmoins] la puissance des monopoles, augmenterait l'autorité et le poids politique de la classe ouvrière dans la vie du pays [et] créerait des conditions meilleures au développement de la société et au passage pacifique au socialisme »⁸³⁰. Ainsi que l'énonce Waldeck-Rocher au congrès en 1964, avec les nationalisations « les ressources du pays et le travail des ouvriers ne [servirait] plus à engraisser une minorité de privilégiés, mais [seraient] mises au service de la nation toute entière ». Elles offriraient aussi aux travailleurs la possibilité « de faire aboutir leurs revendications dans de meilleures conditions, d'obtenir plus facilement la reconnaissance et l'extension des droits et des libertés syndicales, de développer enfin la formation professionnelle à une large échelle »⁸³¹. L'expérience de la Régie Renault appuie la démonstration, car elle « connaît, depuis la Libération, un essor remarquable. En effet, tout en versant chaque année des dizaines de milliards d'impôts à l'Etat, elle a réalisé des bénéfices et des investissements considérables »⁸³². Dans l'illustration de son caractère ouvrier et de la capacité des nationalisations à satisfaire les aspirations des travailleurs, le parti s'appuie nationalement sur l'exemplarité de Renault. Toutefois, à Billancourt, les vertus de celle-ci est utilisée avec prudence, car les communistes entretiennent leur crédit par la mobilisation syndicale contre la condition faite aux travailleurs de l'entreprise nationalisée dont ils ne tiennent pas exagérer les bienfaits.

En mettant en avant l'expérience et les acquis de la Régie nationale, la propagande nationale du parti valorise la nationalisation comme facteur de progrès social, tant économique que social. Le parti, en s'appuyant alors sur l'expérience des années d'après-guerre pendant lesquelles les communistes sont au gouvernement, ne craint pas d'enjoliver la situation qui était celle des ouvriers de Billancourt⁸³³ en affirmant qu'avant l'éviction des ministres communistes du gouvernement les salaires à la Régie étaient supérieurs à ceux de la métallurgie parisienne⁸³⁴. Pour asseoir la pertinence des nationalisations, il présente ces

⁸³⁰ PCF, *Histoire du Parti communiste français- Manuel*, opus cit., p. 693. La pleine efficacité des nationalisations ne dépend plus d'un pouvoir ouvrier, de dictature du prolétariat, mais d'un gouvernement réunissant les « forces démocratiques » que le Parti cherche à gagner à un programme commun.

⁸³¹ XVIIe congrès du PCF – 14-17 mai – *Cahiers du communisme*, juin-juillet 64. Rapport du Comité central Waldeck Rochet

⁸³² Ibidem

⁸³³ *L'Echo des Métallos* d'avril 1964 écrit que « dès 1945, les travailleurs de la Régie voyaient leurs conditions de travail et de vie s'améliorer. Les salaires appliqués à la Régie étaient supérieurs à ceux des entreprises privées de l'automobile » *L'Echo des Métallos*, n°23, 19 avril 1964

⁸³⁴ Pour démontrer l'érosion des salaires, après le départ des ministres communistes du gouvernement, le PCF s'appuie sur la baisse de leur part dans le chiffre d'affaires qui passe de 54 % en 1947 à 27 % en 1964. Mais cette évolution est la conséquence d'un recours croissant à la sous-traitance et pas de la baisse des salaires.

années comme une expérience de « gestion démocratique », occultant ce qu'en disait le premier congrès du syndicat CGT de l'usine en 1949, qui l'avait dénoncée comme relevant de la collaboration de classe. Le PCF propose une lecture des années de la bataille de la production ajustée à ses objectifs politiques présents.

La Régie nationale peut fonctionner comme argument dans la défense des nationalisations parce qu'en dépit de la volonté du PCF de démontrer le caractère « légendaire » de son « modèle social », l'entreprise est bien perçue, à tort ou à raison, comme exemplaire par une majorité de travailleurs. D'ailleurs il ne craint plus de valoriser les accords d'entreprise en matière sociale, et au XVI congrès en 1965, Waldeck Rochet souligne combien « dans certaines entreprises nationales, comme l'EDF et Renault, les travailleurs bénéficient de certains avantages en matière de sécurité sociale, de retraite, de lois sociales, et aussi de la garantie de l'emploi »⁸³⁵. Le temps où *l'Humanité* s'employait à dévaluer les apports de l'accord de 1955 est révolu. Le rappel des premières années de la nationalisation pèse sans doute bien moins dans la capacité mobilisatrice de Renault comme « nationalisation réussie » que les accords de 1955 et de 1962 ou que les succès économiques de l'entreprise. Le parti dénonce le mythe de la nationalisation réussie de Renault, mais contribue en même temps à le développer, car, en dépit des réserves formulées, il conforte le caractère socialement exceptionnel de l'entreprise nationalisée. En 1967, les *Cahiers du Communisme* publient deux articles⁸³⁶ de Raymond Treppo qui illustrent l'expérience de la nationalisation à Renault et montrent « précisément l'importance et l'intérêt que revêtent à notre époque et dans notre pays les nationalisations, quel rôle elles pourraient jouer si, sous l'égide d'un pouvoir démocratique, elles étaient étendues... »⁸³⁷. Raimond Treppo y souligne des réussites économiques et industrielles qui ne sont pas circonscrites à l'immédiate après-guerre. Pour lui, la Régie a participé « activement à la relance économique du pays » et s'est placée « en tête des entreprises européennes par son effort et ses succès dans le domaine du développement technique, dont les fameuses machines transfert... ». L'auteur affirme néanmoins l'effondrement du « mythe Renault de l'entreprise 'sociale, stable, pas comme

⁸³⁵ En 1967, la CGT engage une campagne pour la nationalisation de l'automobile. Mais elle doit constater qu'« en ce qui concerne la nationalisation, il est apparu un très net recul à aborder cette question chez nos cadres syndicaux qui ne semblent pas tous convaincus eux-mêmes ». Notes du Bureau de la commission fédérale de l'automobile CGT du 4 mars 1967

⁸³⁶ Ils seront publiés aussi en brochure indépendante pour en élargir la diffusion

⁸³⁷ Ibidem

les autres' » et de « l'entreprise pilote » reprenant ce qu'avait dit Maurice Thorez aux ouvriers de Billancourt le 29 septembre 1962⁸³⁸.

La dénonciation du « mythe » l'est surtout à l'usage des travailleurs des entreprises nationalisées, dont l'expérience pourrait être en décalage avec les vertus de la nationalisation. La démocratisation de ces entreprises réconciliera les ouvriers avec la nationalisation. Ainsi, en avril 1968, la section de Renault Billancourt réunie en conférence publie un texte qui fixe des orientations pour le travail dans l'usine. S'agissant de la nationalisation de Renault, sa démocratisation est recherchée dans l'application du statut de 1945 (entre autres le partage des bénéfiques) et dans son extension aux filiales de l'entreprise, mais sans exiger de nouvelles dispositions. Ce texte demande par ailleurs le « maintien, extension, modernisation du potentiel industriel de Billancourt par la participation financière de l'Etat-patron »⁸³⁹.

Le parti défend les nationalisations, comme apportant une amélioration des conditions de vie et de travail des salariés, pour autant qu'elles soient gérées démocratiquement par tous les travailleurs⁸⁴⁰. Dans sa propagande sur les vertus de la démocratisation des nationalisations, il s'adresse aux ingénieurs et aux cadres en flattant leurs intérêts catégoriels. En effet la nationalisation démocratisée permettrait un développement industriel sur la base d'une « technique mondiale la plus avancée [mais qui] doit être garantie par des investissements nécessaires de l'Etat qui est propriétaire de la Régie dont il tire de substantielles ressources fiscales »⁸⁴¹. Un tel développement « nécessitant l'emploi d'un plus grand nombre d'ingénieurs et de techniciens, l'accroissement de la culture et, par conséquent, de la promotion de ces catégories », ainsi que l'affirme la déclaration de la section de Billancourt de mai 1965 adressée aux ingénieurs et cadres⁸⁴². La défense de la nationalisation affirme possible un renforcement du rôle de tous les salariés, de l'OS à l'ingénieur, et de leur contribution au développement du pays. Les nationalisations ne sont plus seulement au service de la classe ouvrière, mais vont bénéficier à tous les salariés quelle que soit leur responsabilité dans l'entreprise. Cet unanimisme social se heurte aux points de vue contradictoires de travailleurs qui occupent des positions différentes dans la division sociale du travail. Aussi, en dépit des appels publics à l'unité de toutes les catégories, ces

⁸³⁸ Ibidem : « Renault usine pilote en matière de salaire et d'exploitation de la classe ouvrière ».

⁸³⁹ *L'Echo des Métallos* n°108 du 18 avril 1968, SRTA 5 W 54

⁸⁴⁰ « Apport de la nationalisation aux travailleurs de la Régie et à l'entreprise elle-même », *Echo des Métallos*, 28 mai 1965, SRTA 5 W 54

⁸⁴¹ XVIIe congrès du PCF – 14-17 mai 1964, *Cahiers du communisme*, juin-juillet 1964

⁸⁴² Conférence de section du 14/15/16 et 20 mai 1959, note du 29 mai 1965, APPP Ba 2326

contradictions s'expriment au sein de la section à Renault quand il s'agit de défendre l'entreprise nationalisée.

Le 22 avril 1966, un accord de coopération est signé, entre Renault et Peugeot. Il est dénoncé par la section communiste comme illustrant la soumission des entreprises nationales au capital privé. La nécessité de défendre la nationalisation de Renault est formulée avant même la signature de cet accord, car depuis le milieu des années 1960, elle est un thème récurrent de la propagande politique⁸⁴³ et syndicale⁸⁴⁴ dans l'entreprise. Cette condamnation de l'accord suscite alors des contradictions au sein de la section entre la majorité ouvrière et les ingénieurs, peu nombreux, qui en sont adhérents. A la conférence annuelle du 9, 10 et 11 décembre 1966, Georges Hufschmitt, ingénieur et communiste de longue date, critique ceux qui exigent un tract s'opposant à cet accord, alors qu'il juge la section insuffisamment informée de son contenu. S'opposant à lui, Claude Poperen et Roger Silvain déplorent que la section « par facilité » ne se soit pas prononcée lors de la publication de cet accord⁸⁴⁵. Le parti cherche à gagner une influence parmi les Ingénieurs, techniciens et cadres, mais ses débats sur la nationalisation et sur le rôle que pourrait y jouer ces catégories manifestent que leur position sociale les conduit à des attitudes différentes, voire opposées, à celles des ouvriers. Cette contradiction était déjà apparue à la conférence de section de 1965 dans la discussion d'un projet d'adresse aux ingénieurs et cadres. Georges Hufschmitt contestait qu'il puisse y être écrit que « la direction de l'entreprise soit uniquement guidée dans sa politique économique, par la recherche de profits immédiats au détriment des travailleurs »⁸⁴⁶. Il exprimait un point de vue en contradiction avec la propagande du parti. Cette différence de point de vue à propos des nationalisations apparaît à nouveau en novembre 1967 après la tenue deux conférences avec André Barjonet⁸⁴⁷ organisées sur ce sujet par la CGT Renault dans le cadre de *Loisirs et culture*. Ces conférences donnent entièrement satisfaction à la CGT ouvrière, mais suscitent des critiques dans le syndicat ETDA.⁸⁴⁸ Toutefois, la promotion de la nationalisation restera articulée à celle du rôle des ingénieurs

⁸⁴³ « Le statut de la nationalisation menacé », *L'Echo des métallos* n°80 – 9 juin 67, AD93-SCRB Carton 175 :

⁸⁴⁴ CGT - APPP Ba 2312 note du 27/1/66 - L'Huma : « les syndicats CGT engagent la campagne contre la liquidation de la nationalisation »

⁸⁴⁵ Conférence annuelle du 9, 10 et 11 décembre 1966, note du 14 décembre 1966, APPP Ba 2326

⁸⁴⁶ Conférence de section de juin 1965. APPP Ba 2326

⁸⁴⁷ Ibidem,

⁸⁴⁷ André Barjonet engagé dans la résistance communiste. Il occupe de 1946 à 1968 le poste de secrétaire du Centre d'études économiques et sociales de la CGT, parallèlement à son activité au parti communiste. En 1968, il s'oppose aux accords de Grenelle. Déjà ébranlé par la répression de Budapest en 1956, il quitte le PC et la CGT en mai 1968.[] Il publie alors *La Révolution trahie*, et rejoint le PSU.

⁸⁴⁸ Nationalisation « comprendre pour agir », novembre 1967, AD93-SCRB, carton 175

et cadres, en dépit des divergences entre militants ouvriers et ingénieurs au sein même de la section.

Dans la bataille pour une union des forces de gauche, le Parti communiste réalise l'objectif politique qu'il poursuivait depuis de longues années. Ce succès a été rendu possible par des évolutions doctrinales qui, si elles n'abandonnent pas la perspective du socialisme, la rendent encore plus évanescence que dans les années 1950. Les inflexions de la politique communiste témoignent d'une évolution de la place et du rôle des différentes catégories sociales dans le combat politique et dans la société qu'il dit vouloir. La catégorisation ne relève plus seulement d'une tactique revendicative de type syndical, elle donne à voir avec les nationalisations plus explicitement que par le passé le rôle que chaque groupe social, de l'OS à l'ingénieur, aura dans la société nouvelle. Avec l'objectif de démocratisation de l'entreprise, il place sur un pied d'égalité démocratique des travailleurs occupant dans la production des positions subordonnées ou dirigeantes, comme c'est d'ailleurs le cas dans la représentation politique démocratique. Il édulcore le rôle spécifique de la classe ouvrière qu'il continue de considérer, dans sa doctrine, comme la force dirigeante de la transformation sociale et politique. La centralité politique de la classe ouvrière perd tout contenu politique opératoire, pour n'être plus qu'un mot d'ordre de congrès.

3 - 1950-1967 : les évolutions de la figure symbolique des ouvriers de Renault, et du corps militant communiste

En moins de vingt ans, la classe ouvrière ainsi que le salariat ont profondément changé. Cependant, les évolutions restent sans grande conséquence politique dans la définition de la ligne générale du parti. Seuls sont infléchis les rapports tactiques aux catégories. Seuls les Algériens, parmi les ouvriers subalternes, se sont affirmés porteurs d'une identité propre, dans leur combat pour leur indépendance nationale. Puis, ils rejoignent la masse des ouvriers étrangers, perdant la cohésion politique qui s'exprimait dans leur lutte nationale.

Le parti garde une identité très marquée par des catégories professionnelles et de ce fait française et masculine. Il le peut d'autant plus qu'au cours des années 1950, les ouvriers se manifestent et s'unifient dans une lutte salariale qui s'organise autour de mots d'ordre généraux et des luttes d'ateliers d'où ne se dégage pas une figure singulière nouvelle qui pourrait ébranler celle des ouvriers professionnels qui s'impose comme politiquement représentative de toute la classe. Néanmoins, l'identité ouvrière du parti n'est pas la simple

traduction d'une réalité sociologique, elle est construite. Elle l'est à partir des qualités imputées aux ouvriers, qui sont celles que le parti s'attribue à lui-même et dont ses militants doivent être les porteurs ou les symboles. Lorsque le PCF parle de la classe, il parle de lui-même, et ce qu'il en dit réfère à sa politique et à ses objectifs. Tous éléments qui changent entre 1950 et 1967, remodelant la représentation symbolique de la classe ouvrière et par voie de conséquence les qualités imputées aux communistes. Si une représentation n'efface pas la précédente, elle s'y superpose en l'étouffant imposant aux militants des adaptations parfois déstabilisantes. Renault, usine emblématique, est symptomatique de ces évolutions.

3.1 Les qualités de « ceux de Renault » illustrent celles du parti

De 1950 à 1967, l'identité communiste connaît des inflexions importantes. La « guerre froide » est le temps des certitudes. Bien que durement combattus et réprimés, les communistes vivent leur engagement avec la conviction de défendre leur classe, la nation et la « patrie du socialisme ». Ils portent une identité qui se fortifie et se légitime dans des combats d'où le doute est exclu, au moins le doit-il. Les ouvriers de Billancourt, figures symboliques des métallos, occupent une place et jouent des rôles singuliers dans la configuration politique mouvante des années 1948 à 1954. Au début des années 1950, le parti est encore marqué par les années de la bataille de la production qui avait placé les ouvriers professionnels, surreprésentés à Billancourt, à la pointe de ce combat⁸⁴⁹. Le portrait qu'elle dresse d'eux est celui d'une élite. En ce sens le journal renvoie aux cadres communistes une image qui correspond sans doute à la place qu'ils occupent dans la promotion de la production. Dans la bataille pour la production se forge la figure de l'ouvrier d'élite, de l'ouvrier hautement qualifié, qui marque le parti dans sa base sociale et comme idéal prolétarien. Les ouvriers de Renault en seraient l'incarnation édifiante. La figure de l'ouvrier professionnel ne domine plus le discours politique des années de guerre froide, mais subsiste comme un implicite qui a force de l'évidence, alors que la qualité d'avant-garde est associée à la radicalité.

3.1.1 *L'ouvrier d'avant-garde des années de guerre froide*

L'entrée dans « la guerre froide » a bouleversé les conditions de la lutte politique et sociale. Les grèves ouvrières sont radicales, voire violentes, et les gouvernements mobilisent contre

⁸⁴⁹ Pendant les années 1945 et 1946, les reportages publiés par *L'Humanité* soulignent avec insistance leur rôle décisif dans cette bataille. Voir Alain Viguière, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière et politique du Parti communiste français*, opus cit.

elles d'importantes forces de police. Dans ces confrontations, le parti construit une figure ouvrière répondant aux enjeux du moment. Non plus celle du « constructeur », mais celle du « combattant ». Renault est alors la principale implantation du PCF dans l'automobile, les autres ayant été affaiblies par la répression.

Pendant la grève de la métallurgie de février et mars 1950, Renault Billancourt est quotidiennement à la « Une » de *L'Humanité*. Le quotidien communiste présente la lutte de ses ouvriers comme donnant le ton à tous les métallos. L'usine devient le symbole de la résistance et de la détermination ouvrière. Les articles de *L'Humanité* exaltent « ceux de Renault » et leurs qualités qui deviennent la figure même du métallurgiste combatif. Le 22 février, le journal titre sur la détermination des « 34 000 ouvriers [qui] ont cessé le travail », pour « les 3 000 F et les conventions collectives ». *L'Humanité* place l'usine de Billancourt aux avant-postes du mouvement des métallos. Le 1^{er} mars, elle titre sur l'« échec à la provocation chez Renault », le 8 mars sur « pas un travailleur ne rentrera chez Renault ce matin », et le 10 sur « les CRS à nouveau chez Renault ». Alors que le mouvement recule dans la région parisienne avec l'évacuation de plusieurs usines par la police⁸⁵⁰ et la reprise du travail dans d'autres, le journal annonce le 13 mars que « les travailleurs de chez Renault poursuivent la grève avec un courage exemplaire », le 14 qu'ils « tiennent bon », le 15 qu'ils « déjouent les provocations policières ». Le lundi 20 la reprise y est totale. Les ouvriers reprennent le travail sans avoir fait céder la direction. Echec sur lequel *L'Humanité* fait silence en présentant la reprise, non comme une défaite, mais comme un recul tactique pleinement maîtrisé. Dans un encart en première page de l'édition du 21 mars, le journal affirme que le personnel Renault « a repris le travail hier matin afin de regrouper ses forces ». Au cours de ce mois de grève, le quotidien communiste dresse un portrait idéalisé des ouvriers de Billancourt, en même temps que celui des métallos. Ils sont courageux, combattifs, clairvoyants, disciplinés et organisés, intègres. Dressant un tel portrait, le journal brosse celui du parti lui-même dans une usine emblématique de son implantation et de sa force ouvrière.

Les qualités de courage et de combativité des ouvriers de Billancourt sont encore plus nettement soulignées après la grève du 12 février 1952, par la presse du Parti. Avec l'appel des ouvriers des forges, ils sont alors hissés au statut d'avant-garde de la classe ouvrière, puisque c'est de Renault, selon *L'Humanité*, « d'où est parti l'appel à la grève »⁸⁵¹. Les

⁸⁵⁰ Selon *Le Monde* daté du 8 mars « Citroën, Simca, Panhard travaillent ». Les établissements Rosengart sont évacués. Le Journal en date du 9 rapporte les affrontements entre grévistes et CRS à Ford Poissy.

⁸⁵¹ *L'Humanité* du 12 février 1952

éditions du 12 février de *Ce soir*⁸⁵², mettent véritablement en scène, en temps réel, l'action des ouvriers de Renault. Le lendemain, *L'Humanité* souligne que, malgré la répression, « le gouvernement doit faire son deuil, il ne fera pas courber la tête aux travailleurs de chez Renault »⁸⁵³. La défense des licenciés de février est encore une occasion pour mobiliser autour de Renault : solidarité financière, comités de défense de personnalités. Dans cette campagne qui permet de recueillir « 3 millions de francs », les licenciés de Citroën acceptent de prélever 10 000 francs sur la collecte faite pour eux en faveur des licenciés de chez Renault⁸⁵⁴. Exemple éloquent d'une solidarité ouvrière vivante ; mais aussi preuve du statut privilégié acquis par Renault dans l'idéologie communiste et parmi les ouvriers.

Les tensions de la guerre froide ajoutent des qualités nouvelles à l'ouvrier communiste de Renault. Elles confortent et légitiment la place emblématique qui leur est accordée dans la lutte ouvrière. Comme combattant, l'ouvrier de Renault passe ainsi du statut de symbole de toute la classe ouvrière, acquis en 1936, à celui de son avant garde dans sa lutte !

3.1.2 *L'OS est l'homme modeste des années d'adaptation tactique*

L'évolution de la tactique communiste, comme le reflux des luttes dévalue peu à peu la figure idéalisée de l'ouvrier d'avant-garde combattif, qui dans la presse communiste s'estompe au profit de l'ouvrier refusant les transformations qui le réduisent à n'être plus qu'un « esclave de la machine ». Le parti fait alors campagne sur le thème de la paupérisation. L'ouvrier n'est plus dépeint comme le combattant résolu contre le capitalisme, mais comme la victime des évolutions engendrées par celui-ci. Dans la bataille de la production, l'ouvrier modèle est un professionnel, dans les batailles de la guerre froide il reste sans caractère professionnel explicite, même si la force du Parti est concentrée dans les ateliers d'outillage et les forges. Maintenant, la figure ouvrière omniprésente dans la presse communiste est celle de l'ouvrier spécialisé, animé par une « volonté farouche d'être considérés comme des hommes »⁸⁵⁵. Selon le parti, l'évolution du travail justifierait même l'effacement de la distinction entre l'ouvrier professionnel et les autres, car selon un article de la VO traitant de l'usine de Flins et de la cotation des postes, « il n'y a plus d'ouvrier

⁸⁵² *Ce soir* est un journal quotidien du soir créé par le Parti communiste en 1937. Il cesse de paraître en 1953.

⁸⁵³ *L'Humanité* du 27 février 1952

⁸⁵⁴ *L'Humanité* du 25 février 1952

⁸⁵⁵ *Ibidem*

spécialisé, plus de professionnel, plus de taux de base, plus de partie fixe de salaire, plus de boni [...] il n'y a que deux classes »⁸⁵⁶.

Dans l'image que le parti donne alors de l'ouvrier, l'héroïsme combatif n'est plus de mise. En juillet 1956, à XIV^e congrès du Parti, Maurice Thorez, citant Robespierre, en appelle « au soutien énergique des 'hommes simples' »⁸⁵⁷. Cette évolution dans la symbolique ouvrière est ajustée à la nécessité d'une implication plus forte des militants au plus près des besoins catégoriels des travailleurs. Ceux de Billancourt ne sont plus qu'un exemple parmi tant d'autres. Le reportage publié dans l'*Humanité Dimanche* du 6 octobre 1957 illustre ce glissement. Il dresse le portrait de Claude Fuet, un jeune métallo de Renault « sans vertus extraordinaires, avec beaucoup de qualités et quelques petits défauts, comme tout le monde. C'est un homme. Il a une femme qui a de la patience, du bon sens, et qui compte ses sous. ». En deux phrases introductives, l'article dit l'essentiel de ce qu'il développera sur plus de deux pages. L'ouvrier modèle est maintenant un « homme modeste » débarrassé de toute vertu exceptionnelle. Il n'est plus un ouvrier d'avant-garde. Il est entré par piston à l'usine, fait du sport et du camping. Il apprécie le théâtre auquel lui donne accès les activités du comité d'entreprise. Ouvrier spécialisé, il aime « se creuser la tête », son travail lui plaît, mais il suit des cours du soir pour passer un CAP de dessinateur industriel. Communiste certainement, puisqu'il consacre une partie de ses économies à l'achat quotidien de *l'Humanité*. Si lui, avec ses qualités et ses défauts, est membre du parti, beaucoup d'ouvriers le peuvent donc aussi. Tel est le message de l'article qui ne nous dit rien sur la position de cet ouvrier sur la guerre d'Algérie ni sur aucun des lourds problèmes politiques de l'heure. L'« homme simple » n'est pas politique, comme l'était « l'ouvrier d'avant-garde ». Dans l'usine dans la conquête des ouvriers, le travail syndical prend le pas sur l'action politique.

3.1.3 *La figure de l'homme modeste n'entame pas l'effacement politique des groupes subalternes*

L'homme « simple », ouvrier spécialisé, peut par la formation s'intégrer au corps des professionnels qui restent la figure politique dominante, incarnant l'universalité ouvrière. Ne le peuvent pas les femmes qui sont exclues d'une catégorie professionnelle totalement masculine, soudée par le métier ainsi que par les codes virils qui ne sont jamais mis en question par la propagande communiste. Cette propagande en direction des femmes se trouve

⁸⁵⁶ *VO*, n°543 25 janvier 1955

⁸⁵⁷ Maurice Thorez : Rapport du Comité central au XIV^e congrès.

bornée par le caractère intangible de la position sociale des hommes. Elles restent donc politiquement subalternes de par leur genre. Pour ce qui concerne les immigrés, leur accès aux pleines qualités ouvrières, au sens politique est contrarié leur extériorité à la citoyenneté et à la nation.

Le parti dénonce le recours à l'immigration, comme une volonté de la bourgeoisie de peser sur les salaires, qui a pour conséquence d'accroître le chômage. Les ouvriers étrangers sont appréhendés d'abord comme une force de travail pouvant être concurrente à celle des nationaux. La position n'est pas nouvelle, mais elle avait été reléguée au second plan par les problèmes politiques posés par la guerre de Libération algérienne. Cette réalité économique de concurrence fonde les appels communistes à l'unité, ainsi que l'exprime *l'Echo des Métallos* en 1964 qui invite « donc tous les travailleurs, de quelque nationalité qu'ils soient, à s'unir contre nos mêmes exploités »⁸⁵⁸. Le PCF, jugeant les immigrés de « passage », leur refuse les droits politiques car il ne faut pas, selon lui, « leur laisser le soin de choisir pour nous notre avenir »⁸⁵⁹. Le parti constatant l'importance croissante de la main d'œuvre étrangère dans les usines de la Régie Renault, invite les « responsables communistes à encourager leur adhésion »⁸⁶⁰, mais il leur refuse toute immixtion dans le combat politique national, devenu essentiellement électoral, du fait de leur extériorité à la nation qui les exclut de la citoyenneté. La politique du parti bien qu'accordant une attention croissante aux immigrés, en leur refusant tout droit politique en France, souligne leur d'extériorité à la nation, réduit l'unité de classe à une nécessité fondée sur la communauté d'intérêts économiques dans l'entreprise. Il les maintient, comme les femmes, dans une position politiquement subalterne.

3.1.4 La symbolique des ouvriers de Renault, levier dans la lutte pour l'unité

Dans la lutte pour l'unité de la gauche, les travailleurs de Billancourt retrouvent un nouveau rôle « d'avant-garde ». Alors qu'en 1952, ces travailleurs devaient entraîner les autres au combat, c'est maintenant à la lutte pour l'union que le PCF les convie. Promoteurs de l'union des forces de gauche, ils ne sont plus que des acteurs par délégation, car la masse ouvrière n'est pas investie en pratique de ce rôle, même si les initiatives sont prises en son nom. Dans les années de guerre froide, le parti parlait au nom de la classe ouvrière, ou agissait par

⁸⁵⁸ Ibidem

⁸⁵⁹ Ibidem

⁸⁶⁰ Conférence de section du 6 avril 1968. Note de police du 7 avril 1968, APPP Ba 2326.

substitution, si nécessaire, mais il attendait des travailleurs qu'ils manifestent dans l'action leur adhésion à sa politique et répondant à ses sollicitations. Dans la promotion de l'union de la gauche, les ouvriers portent des pétitions, mais surtout interviennent virtuellement par le truchement de dirigeants syndicaux ou politiques de l'usine. En délégation ces derniers s'adressent aux responsables nationaux des partis de gauche. Ces démarches sont revendiquées par leurs auteurs comme « personnelles » et spontanées, le rôle du parti qui les inspire n'étant pas mis en avant. La spontanéité affirmée de l'action permet de souligner la profondeur de l'aspiration à l'unité dont le parti n'est plus qu'un protagoniste parmi d'autres, la notoriété de « ceux de Renault », étant alors un point d'appui suffisant dans l'établissement d'un rapport de force entre le Parti communiste et la gauche socialiste.

Les ouvriers de Renault ne sont plus une avant-garde et leur radicalité guère valorisée. Si cette dernière n'est plus souhaitée ni souhaitable, ce n'est pas par souci d'économie de moyens dans la lutte. Il s'agit d'abord de ne pas nuire au rapprochement des socialistes et des couches que le parti leur dispute. Les ouvriers que la presse communiste donne alors à voir ne sont ni des combattifs au sens des années 1950, ni des exploités victimes de la paupérisation, mais des « responsables » soucieux d'union, autour d'un programme commun dont les nationalisations sont une pièce essentielle. Comme acteurs politiques, ils ne sont plus ceux que *Regards* montrait, en février 1952, s'affrontant aux forces de police, ni même les « simples » OS témoignant de leur condition dans *l'Humanité*. Il y a une substitution et un glissement, la force symbolique des ouvriers de Billancourt étant transférée à leurs porte-parole. Il n'est plus nécessaire de construire des figures idéalisant des pratiques politiques et sociales collectives. Les symboles n'ont plus besoin de s'appuyer sur ces dernières pour fonctionner. Ceux s'attachant aux ouvriers de Renault sont maintenant si bien établis qu'il n'est plus besoin de s'appuyer sur l'action d'une « masse » d'ouvriers « concrets ». Le mythe ouvrier de Renault est suffisamment efficace pour ne pas être épaulé par leur lutte. Conscients de la force symbolique dont l'usine est investie, les dirigeants politique ou syndicaux de Renault s'adressent aux leaders de la gauche en tant que porteurs d'une légitimité ouvrière conférée par ce que représente Billancourt pour toute la classe ouvrière.

3.2 Les difficultés politiques n'affectent guère la cohésion du noyau militant

L'identité communiste de guerre froide déjà ébranlée par les revers de 1952, l'est encore par les événements économiques, politiques ou internationaux qui prennent à contre-pied les choix politiques du PCF. A Billancourt, l'échec mettait en cause une politique communiste

dont les conséquences pouvaient être relativement circonscrites par une inflexion tactique. En 1955, 1956 et 1958, les péripéties de la vie politique nationale, comme celles qui agitent la situation internationale et le mouvement communiste ne relèvent pas de la tactique et touchent à son identité profonde.

Le retour de Maurice Thorez met un terme aux errements de 1952. Son autorité est d'autant moins contestée que ceux qui auraient pu l'ébranler sont exclus, et que la confiance du parti lui est acquise. Staline disparu en 1953, Maurice Thorez peut consolider son autorité en produisant une analyse politique et théorique propre qui, pour la première fois dans l'histoire du parti, n'a pas à craindre le jugement d'une autorité incontestable comme pouvait l'être Staline. En janvier 1955, la question de la paupérisation de la classe ouvrière est débattue au Comité central, puis fait l'objet d'articles dans les *Cahiers du communisme* et dans *Economie et politique*. En Août Maurice Thorez publie encore « Nouvelles données sur la paupérisation. Réponse à Mendes-France ». Le Parti n'abandonnera cette analyse qu'en 1964. Début 1956, le rapprochement tenté avec les socialistes est un échec. Le vote des pouvoirs spéciaux et les concessions faites pour préserver une fragile unité avec la SFIO, coûte beaucoup au parti en termes de crédibilité ouvrière. Enfin la dénonciation de Staline au XX^e congrès du PCUS, et la répression de l'insurrection hongroise, ébranle l'intangibilité du modèle socialiste.

Par sa radicalité, le parti a certes fait la preuve de sa capacité à exprimer une insubordination sociale et politique, dont ses militants les plus déterminés sont porteurs, mais sans pouvoir offrir la perspective politique, que la masse de ses membres, de ses sympathisants et de ses électeurs pouvaient attendre. Pendant le premier semestre 1952 « l'activisme communiste de guerre froide » est à son acmé. En dépit de la modération du deuxième semestre, l'année reste une « année folle » tant les orientations politiques définies par le Comité central du Parti sont sans cesse remises en cause à chaque session de celui-ci⁸⁶¹. Dans ce contexte, les militants de Renault font preuve d'une forte cohésion identitaire, renforçant l'image emblématique de l'usine. La radicalité sans perspective politique qui soude le noyau militant est grosse de risques dont le parti prend conscience car entre 1947 à 1952 la fédération de la Seine perd plus de la moitié de ses adhérents⁸⁶², et la section de Billancourt la même proportion, passant d'un peu plus de 2000 en mai 1947 à 1000 en 1953⁸⁶³.

⁸⁶¹ Michel Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre*, opus cit., p.53 et suivantes

⁸⁶² Ibidem, p.38

⁸⁶³ Alain Viguier, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière et politique du Parti...*, opus cit. p. Annexe 2, p. 344

Toutefois les ouvriers entretiennent un rapport singulier avec le Parti communiste, manifeste dans les années 1950, jusqu'à ce que l'union de la gauche réponde à leurs aspirations. Les ouvriers répondent peu aux initiatives des communistes lorsqu'elles sont trop radicales ou politiques. Mais si le parti est sous le coup de la répression, ses militants sanctionnés, ses locaux attaqués, les ouvriers lui apportent leur soutien, le reconnaissant ainsi comme leur parti. Il ne s'agit pas d'une adhésion à sa politique, mais d'une reconnaissance de ses rôles de défenseur des ouvriers dans l'entreprise et la société, et de porte-parole dans le champ de la politique institutionnelle. Le puissant soutien aux militants réprimés dans les périodes de difficulté politique, qui peut être compris par eux, de façon exagérée et trompeuse, comme une légitimation et une adhésion à la politique communiste.

3.2.1 *Les revers politiques imposent le renouvellement des cadres*

L'affaiblissement organisationnel du Parti, mesuré en termes de cartes placées, et d'absentéisme des adhérents aux réunions de cellule, contraste avec la stabilité de son audience mesurée indirectement dans l'entreprise par les résultats électoraux de la CGT aux élections professionnelles et directement dans le pays aux élections législatives. Lorsque la CGT perd des électeurs la plupart de ceux-ci, bien qu'insatisfaits, s'abstiennent plutôt que de voter pour un autre syndicat, dont la légitimité ouvrière est moins forte⁸⁶⁴. Ses résultats électoraux sont eux moins stables⁸⁶⁵.

La stabilité de l'audience du parti ainsi mesurée, est sans doute menacée par les errements de sa politique, mais elle manifeste qu'il dispose de ressources qui ne sont pas uniquement politiques au sens de la capacité à offrir une perspective de transformation sociale. Ces ressources sont le syndicat et le Comité d'entreprise et la gestion communale qui, pour sa part, échappe au domaine de cette étude. Ces ressources entretiennent un vivier de sympathisants, vers lequel se replient ceux qui se désaffilient et où il peut trouver de nouveaux militants. Les difficultés rencontrées induisent des rectifications orientées vers le renforcement du travail syndical qui prennent le contre-pied de l'activisme politique.

A Renault, les licenciements du premier semestre 1952 ont décapité la section communiste et désorganisé le syndicat. Les militants appartenant à la génération militante du Front

⁸⁶⁴ En 1947, alors que beaucoup d'électeurs cégétistes se sont reportés vers l'abstention suite la CGT reçoit les suffrages de 57,37 % des inscrits au premier collège et en 1953, 59,5 %. André Tiano, *Expériences françaises ...*, opus cit., p. 45-46

⁸⁶⁵ Aux élections législatives de novembre 1946, le parti recueille les suffrages de 21,9 % des inscrits, pour 20,4 % aux élections de janvier 1956 et 17,8 % en mars 1967. Roger Martelli, *L'archipel communiste, une histoire électorale du PCF*, opus cit. p.250

populaire, s'ils ne sont pas touchés par les licenciements le sont par le renouvellement générationnel. Cette saignée impose un renouvellement des cadres du parti. Le parti parvient rapidement à le faire témoignant des ressources politiques dont il dispose dans l'usine. Ce sont donc de jeunes militants qui accèdent à des postes de responsabilité d'abord dans la CGT et rapidement dans le parti. Le renouvellement se fait aussi par le haut et sanctionne les débats au sein du parti. Roger Linet après de nombreuses autocritiques est démis de sa responsabilité de permanent du syndicat CGT en 1958, alors que Maurice Armanet, secrétaire de la section du parti a été dès 1954 renvoyé à la production⁸⁶⁶. En janvier 1956, le secrétaire fédéral de la Seine Ouest du parti soumet au secrétaire du parti de Renault ses propositions pour le renouvellement de la direction de la CGT qui n'aurait pas « su ou voulu » tenir compte des enseignements passés et des critiques formulées⁸⁶⁷. Ainsi le parti met en place une direction syndicale, à laquelle accèdent de jeunes militants, comme Claude Poperen, qui auront pour tâche de mettre en œuvre un travail de masse, permettant de resserrer les liens entre les travailleurs et le parti⁸⁶⁸.

Dans ces années de repli, l'effectif des adhérents se rapproche, sans s'y confondre, du noyau militant⁸⁶⁹ d'un parti affaibli. Les cadres de la section, héritiers pour la plupart d'une culture familiale ouvrière ou communiste, sont dotés « d'une expérience précoce et multiple »⁸⁷⁰. Leur cohésion politique est renforcée par une proximité générationnelle et professionnelle⁸⁷¹. C'est le cas d'Aimé Halbeher, de Claude Poperen, de François Dollé, puis de Pierre Bernardini et de Roger Silvain, et Michel Certano au début des années 1960. Beaucoup d'entre eux seront les dirigeants fédéraux ou nationaux de la CGT et du PCF dans les décennies suivantes, et occuperont des postes de permanent. Parmi ceux qui seront promus à des responsabilités, tous sont des ouvriers qualifiés⁸⁷², issu de familles ouvrières et / ou déjà marquées par un militantisme à la CGT ou au parti. Parmi ceux-ci la plupart adhèrent à la section très peu de temps après leur embauche et généralement de façon simultanée au PCF et à la CGT⁸⁷³.

⁸⁶⁶ Paul Boulland, *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations de banlieue parisienne (1944-1974)*. Université Paris 1, 2011, p.116

⁸⁶⁷ Paul Boulland, *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste*, opus cit., p.477

⁸⁶⁸ Selon Pierre Bernardini, entretien

⁸⁶⁹ Ce noyau est estimé à quelques centaines de personnes relativement stables dans les décennies que nous étudions, soit environ 400 personnes.

⁸⁷⁰ Paul Boulland, *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste*, opus cit., p. 490

⁸⁷¹ De plus, beaucoup ont fréquenté le club de jeunes du CE

⁸⁷² A l'exception de Claude Poperen, disposant d'un niveau de baccalauréat technique, il est embauché agent technique à Billancourt, puis déclassé à un poste d'ouvrier non qualifié (Voir sa biographie au Maitron).

⁸⁷³ Ce constat mériterait d'être approfondi, car il se base sur seulement vingt-deux ouvriers embauchés entre 1945 et 1967 (sur la base des fiches biographiques du Maitron). Sur ces 22, 16 ont adhéré en 1945 et 1967,

Jeunes militants, ils adhèrent au parti, pour la plupart après la mort de Staline et sa condamnation par le XXe congrès du PCUS. Et à un moment où le parti redéfinit sa tactique accordant plus d'attention aux revendications catégorielles, aux OS, mais aussi aux immigrés. Ces militants ont été marqués par la guerre d'Algérie, certains pouvant y avoir participé, mais ne semblent pas avoir eu un rôle actif au sein de la CGT dans le soutien aux militants algériens, beaucoup d'ailleurs ayant été soldats pendant ces années-là. Seul Claude Poperen, le plus ancien d'entre-deux, promu en 1958 au poste de secrétaire de la CGT participe des actions de soutien du syndicat, sans exclure que d'autres y aient été associés, mais dans les entretiens rares sont ceux qui en font état. Par contre tous les interviewés témoignaient du malaise qu'ils ont éprouvé en la circonstance. La guerre ne paraissant pas avoir marqué leur notablement engagement politique, mis à part François Dollé⁸⁷⁴. La plupart le seront plus par le rôle qu'ils auront au mitan des années 1960 dans les mobilisations pour un programme d'union des partis de gauche.

3.2.2 L'adversité politique resserre le noyau militant en contre-société

Dans ces années de guerre froide, ce qui soude ces militants n'est pas seulement un réflexe de défense dans l'adversité, comme en 1956, ou un repli sur une culture politique figée et rassurante, mais aussi un entre soi social vécu comme positif. Les jeunes qui deviendront les nouveaux cadres de la CGT et du PCF sont porteurs d'une identité sociale, politique et culturelle, qui se vit dans l'action militante, mais aussi dans les activités collectives de loisir et sportives développées par le CE. Ce noyau militant réunit des ouvriers professionnels et quelques techniciens qui partagent la même soif d'initiative, de découverte en plus des options militantes⁸⁷⁵. Ces travailleurs disposent d'un capital scolaire et culturel qui leur permet d'assumer les tâches intellectuelles qu'exigent leurs responsabilités, mais ils aspirent aussi à une émancipation culturelle et sociale qui se vit aussi hors du travail. Beaucoup sont des outilleurs formés par l'école professionnelle Renault. Ils sont donc « professionnellement très bons, mais aussi du point de vue culture générale, [...] et du point de vue culture sportive, et même ils avaient une culture personnelle. [...] C'était des gens

11 ayant adhéré la même année au parti et au syndicat. Travailleurs qui deviennent militants communistes, sans être d'origine ouvrière, ou sans être nés dans des familles marqués par un militantisme communiste ou cégétiste, l'adhésion se fait d'abord à la CGT, puis des années plus tard, à au PCF (Dollé, Huffscmitt, Apostolo...).

⁸⁷⁴ En 1962, François Dollé quitte Renault se mettre au service de la République algérienne en allant y travailler. François Dollé, entretien.

⁸⁷⁵ Néanmoins au vu de entretiens, ils ne semblent pas avoir été très impliqués dans le soutien au FLN comme l'ont été d'autres militants de la CGT.

qui étaient des animateurs. Ils étaient très souvent Cégétistes. C'étaient eux la vraie armature du syndicalisme »⁸⁷⁶. Ce qui est vrai pour le syndicat, l'est aussi pour le parti.

La cohésion de cette contre société militante puise dans une sociabilité diversifiée et une expérience professionnelle d'ouvriers qualifiés les ressources nécessaires au maintien d'une activité politique en dépit des revers du parti et de son isolement. Sans doute, elle existe aussi pour beaucoup d'autres militants ou d'adhérents, car de la formation initiale à l'école professionnelle, les moments forts de leur vie peuvent être associés à l'entreprise et aux activités du CE. Pierre Bernardini se souvient de la préparation des vacances entre militants fréquentant les mêmes sections sportives⁸⁷⁷. L'usine était le cadre pérenne d'une vie sociale et politique élargie. « Il y avait une vie... en gros, c'est un peu caricatural, mais on pouvait être accompagné de la crèche à la ... »⁸⁷⁸. Pour cette collectivité, la valeur attachée aux pratiques sportives tient moins aux performances que ces hommes y réalisent, qu'à l'autonomie qu'elles leur permettent de développer et d'affirmer. Les activités proposées par le CE ne sont pas pour eux des services, mais des moyens de réalisation identitaire, fortifiant une cohésion, estompant la coupure entre vie professionnelle et vie privée, à tel point que les couples peuvent alors se former par suite des rencontres faites dans les activités sportives auxquelles participent des ouvriers comme des employé-e-s.

Cette fonction sociale et politique du CE est soulignée dans un reportage publié par l'*Humanité* rendant compte de l'aménagement du terrain de loisir acheté près de Mennecey⁸⁷⁹. Son ton est emphatique, mais il exprime certainement un sentiment partagé. Ce centre de loisir et de repos est « certes l'œuvre du comité d'entreprise de la Régie Renault, mais c'est aussi l'enthousiasmante participation de tous. C'est un peu comme ces merveilleuses aventures de pionniers, de défricheurs, de chercheurs d'or ». Les conditions dans lesquelles est fabriquée, par les militants eux-mêmes, une drague suceuse nécessaire à l'aménagement d'un étang permet de souligner la coopération de toutes les catégories de travailleurs. « Il a fallu des ingénieurs, il a fallu des techniciens, il a fallu des soudeurs, et aussi des OS, des chaudronniers, des ajusteurs, des peintres, etc ». Claude Popperen note dans *Renault un regard intérieur*, que le CE fonctionne comme « une bonne école de pratique démocratique

⁸⁷⁶ François Dollé, entretien.

⁸⁷⁷ Pierre Bernardini, entretien : « *Les vacances, avec François Dollé avec Michèle, son épouse, et puis toute une équipe, [...] on mettait une carte de l'Europe sur la table. C'était décidé comme ça. On se retrouvait dans des coins impossibles. En Yougoslavie, dans le sud de la France, ou on allait faire du ski d'été. On partait en vacances ensemble* ».

⁸⁷⁸ Pierre Bernardini, entretien.

⁸⁷⁹ L'*Humanité* du 24 février 1966. Cet article s'inscrit dans une série d'enquêtes à l'occasion des 20 ans des Comités d'entreprise.

[... et] le souci de réelle participation [qui] se heurtait aux difficultés et à l'attentisme »⁸⁸⁰. La gestion et l'entretien du centre de Mennecy garderont jusque dans les années 1970, un caractère collectif « autogestionnaire ».

Les crises que traverse le Parti provoquent la rétractation de l'effectif des communistes et leur participation relâchée à la vie des cellules, mais resserrent le noyau militant et renforcent une identité exprimant une cohésion politique, sociale et professionnelle qui, si elle ne trouve pas toujours matière à se consolider dans les combats politiques, le peut dans le travail syndical et les activités culturelles et sociales. Paradoxalement le recul du parti consolide une « contre société » militante, certes bien plus étroite que ne l'est l'audience même du parti, mais qui, adossée à un capital professionnel, social, et culturel, constitue ses membres en une élite politique. C'est sur ces jeunes militants que reposera la dynamique du Parti dans les années 1960, le regain de l'adhésion et la promotion de l'union autour d'un programme commun

3.2.3 Les militants se replient sur le travail de l'usine et s'engagent peu dans les débats agitant le mouvement communiste

Au cours de ces décennies, les militants communistes peuvent s'adosser au prestige de l'URSS qui, s'il ne joue qu'un rôle second dans leur adhésion au parti, lui donne une légitimité. Pierre Bernardini reconnaît aujourd'hui que « tout ce qui se passait dans les Etats socialistes, c'était un plus, mais moi, je n'ai jamais été prisonnier de tout ça. Pas trop. Il y a plein d'événements qui ne m'ont pas particulièrement tourneboulé »⁸⁸¹.

Au début des années 1950, la combativité intransigeante et avant-gardiste du parti, encouragée par la virulence des conflits et la répression, peut lui tenir lieu de ligne politique, fortifiant aussi dans ces affrontements une identité communiste singulière. La fidélité à l'URSS fait fonction de boussole politique et les communistes inscrivent les enjeux nationaux dans la confrontation entre les USA et l'URSS qui leur fournit une grille simple de lecture des contradictions politiques. Peu de communistes contestent le culte des dirigeants qui se traduit par l'envoi de cadeaux d'anniversaire à Thorez et à Staline. Seule la cellule Fabien de l'Artillerie refuse, en 1950, de s'associer à cette pratique lors de

⁸⁸⁰ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.118

⁸⁸¹ Pierre Bernardini, entretien

l'anniversaire du Secrétaire général de leur parti à l'occasion de ses cinquante ans⁸⁸², attitude critiquée lors de l'assemblée annuelle de section.

Dans les années de guerre froide, la défense de l'URSS et son rôle dans la lutte pour la paix contre l'impérialisme américain comptent plus que ses réalisations sociales édifiantes. La révolution de 1917 et le pouvoir des ouvriers pèsent moins dans l'adhésion que le prestige acquis par l'URSS pour sa contribution à la défaite du nazisme ou ses réalisations industrielles et technologiques dont le lancement du premier satellite artificiel paraît être la consécration. La propagande communiste présente avec emphase les réalisations de l'URSS, telles que « le plan de sept ans, qui va créer les bases de la société communiste », par l'accroissement rapide de la production, la suppression des impôts, la hausse des salaires, la construction de logements. Un tract d'une cellule peut ainsi affirmer avec certitude que « d'ici 15 ans, l'U.R.S.S. aura le niveau de vie le plus élevé du monde »⁸⁸³.

La déstalinisation et la crise hongroise de l'année 1956 créent un malaise parmi les communistes⁸⁸⁴. Le premier événement ébranle une identité communiste de guerre froide nourrie d'une fidélité et d'une confiance à Staline d'où le doute était exclu. Les chocs de l'années 1956, à des degrés divers, déstabilisent les travailleurs et des adhérents, mais ils n'amènent que peu de militants de l'usine à s'éloigner du Parti, contrairement à ce qu'ils produisent parmi les intellectuels proches. Les militants font corps avec leur organisation, lorsque les locaux de l'*Humanité* et du parti sont menacés en novembre 1956. Si la grande photo de Staline disparaît la cantine de l'Ile Seguin « sans que l'on sache qui l'avait décrochée »⁸⁸⁵, la fidélité à celui-ci perdure et en septembre 1960 la cellule Thaelmann de Billancourt y fait encore référence au successeur de Lénine dans un tract⁸⁸⁶.

Les déboires du parti en 1956, et l'ébranlement du modèle socialiste conséquence de la critique de Staline et de la répression du soulèvement hongrois, dévaluent la dimension téléologique de l'engagement, et encouragent un repli militant sur les exigences de la lutte quotidienne, processus déjà en œuvre par suite de la redéfinition tactique du parti. La perspective socialiste et son modèle ne suffisent pas à donner sens à l'action politique dans le présent et la confrontation quotidienne avec le patron, la bourgeoisie et son Etat. Lanternier le reconnaît d'ailleurs, bien qu'implicitement, à la conférence de section de février 1959, lorsqu'il affirme, constatant le succès de la mobilisation du 19 mai 1958, contre

⁸⁸² Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, Paris, Editions sociales, 1983, 228 p., p.92

⁸⁸³ Tract des cellules Gaston et Lebon du 25 mai 1959 - SRTA 5 W 55

⁸⁸⁴ Selon Roger Linet, ils « portent un coup sérieux au moral des communistes ».

⁸⁸⁵ Roger Linet, *1947 – 1958 Les années chaudes de la guerre froide*, opus cit.

⁸⁸⁶ Tract du 21/9/60 – STRA 5 W 55

l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, ne pas voir ce qui « s'opposerait à [l'] entrée dans le Parti » des ouvriers qui ont participé à cette manifestation.⁸⁸⁷

La propagande en faveur de l'URSS ne disparaît pas pour autant, mais au début des années 1960, elle se diversifie dans son contenu. Du 23 mars au 3 avril 1960, Khrouchtchev est reçu officiellement en France. L'*Echo des Métallos* de février⁸⁸⁸ dit alors « l'URSS [déjà] en route vers le communisme » et voit dans les succès de l'URSS la fin inéluctable du capitalisme. Mais la visite est surtout valorisée comme une contribution à la défense de la Paix, ressort propagandiste déjà employé dans la décennie précédente. Un tract communiste se conclue par « VIVE LA PAIX. VIVE L'AMITIE FRANCO SOVIETIQUE »⁸⁸⁹. La propagande en faveur du raffermissement des relations d'amitié entre la France et l'URSS s'éloigne d'un strict internationalisme, car dans un court tract, titré « Bienvenue au Président Khrouchtchev », la section du PCF souligne l'importance des enjeux économiques de cette visite et écrit que « l'amélioration des rapports franco soviétiques ne peut que servir notre patrie, sa sécurité que la restauration du militarisme allemand menace, favoriser son commerce, accroître son rôle dans la prochaine Conférence au sommet »⁸⁹⁰. En 1966, la signature d'un accord de fourniture d'équipements industriels pour l'industrie automobile soviétique⁸⁹¹ entre Renault et l'URSS, confère un caractère nouveau au traitement de l'Union soviétique dans la propagande communiste. Dans cette propagande la nécessité d'une coopération économique renforcée avec les Etats socialistes est associée à la défense des pays socialistes et à la valorisation de leur rôle dans le maintien de la paix mondiale. La promotion de la coopération avec l'URSS par les militants les plus fermes du parti, dont beaucoup se recrutent parmi les outilleurs des départements fabriquant des machines-outils, répond ainsi à leurs intérêts catégoriels. L'URSS, comme débouché pour les productions de machines-outils de Renault devient ainsi au cours des années 1960, un thème politique qui contribuera à reléguer au second plan la propagande sur l'exemplarité socialiste.

Au cours des années 1960, les critiques des intellectuels communistes contestant la conception du socialisme ou les choix stratégiques du parti⁸⁹² ont peu d'impact sur les membres du comité de section. La fidélité des militants à leur organisation, à son discours,

⁸⁸⁷ Rapport présenté la Conférence de section. Rapport dans les archives du SRTA CFTD Renault, Archives de la métallurgie CFTD 5 W 55. Et

⁸⁸⁸ *Echo des Metallos* n° 25 février 1960 SRTA, 5 W 53

⁸⁸⁹ « La Guerre, hors la loi », tract septembre 1960, STRA, 5 W 53

⁸⁹⁰ Tract PCF, SRTA, 5 W 55

⁸⁹¹ Accord conclu entre Renault et l'URSS, *l'Humanité* du 17 octobre 1966. Il va permettre à l'usine Moskvitch de produire 200 000 voitures par an.

⁸⁹² Voir Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste, une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Paris, Editions sociales, 2013, 344 p.

est confortée par leur relatif désintéret pour les questions stratégiques. Ils s'en tiennent donc aux positions du parti et dans le doute, évitent de faire part de leurs interrogations, comme cela avait été le cas dans la décennie précédente. La polémique entre le Parti communiste chinois et le Parti communiste d'Union soviétique, dont le PCF est partie prenante et qui est portée au débat des sections en 1965 et 1966⁸⁹³, n'ébranle guère la confiance dans son orientation stratégique.

En 1966, la polémique entre l'URSS et la Chine est en effet débattue à la conférence annuelle de la section⁸⁹⁴. Cette question est abordée à partir d'une résolution issue du Comité central. Selon les sources policières, après un large échange, les militants apportent un soutien unanime à la résolution et donc à l'URSS, reprochant au Parti communiste chinois est d'avoir « fait le jeu des forces impérialistes » au Vietnam et de refuser « une coexistence pacifique nécessaire à l'équilibre des forces dans le monde »⁸⁹⁵. Représentant le comité central, Gaston Plissonnier dénonce « l'égarement de Mao Tsé-Toung qui considère les autres puissances communistes, comme acquises au régime de la bourgeoisie », mais, selon la note policière, cette appréciation ne provoque ni assentiment déclaré, ni réaction polémique. Un orateur critique les positions prises par la Chine, « au mépris des doctrines marxistes-léninistes », mais cet argument ne semble guère émouvoir les militants qui en restent à la mise en cause de l'attitude des Chinois dans le soutien au peuple vietnamien. Au terme des échanges, les délégués votent à l'unanimité une résolution dénonçant les positions du Parti communiste chinois, et approuvant les positions du Comité central. Les militants du parti, ceux lisant régulièrement l'*Humanité*, adoptent alors comme le fait Daniel Guimard, membre du Comité de section en 1965, la position du parti⁸⁹⁶, ignorant le contenu même de la lettre en 25 points adressée par le parti Chinois à son homologue d'URSS, que le journal communiste n'a pas publiée. Pour se forger un point de vue autonome, un militant doit s'adresser à une autre source que la presse communiste ou populaire, comme le *Parisien Libéré* lu par les adhérents bien plus que ne l'est l'*Humanité*. Ces polémiques et leurs enjeux n'auront un écho, certes marginal, qu'à l'occasion de la grève de mai et juin 1968. Elles ébranleront quelques ouvriers et un petit nombre de membres du parti, qui se tourneront vers

⁸⁹³ Paul Boulland, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, Paris, Les Editions de l'atelier, 2016, 350 p., p.198-202

⁸⁹⁴ Conférence du 9,10 et 13 décembre 1966, note du 14 décembre APPP Ba 2326

⁸⁹⁵ Intervention de Jean Desmaison, à la conférence de décembre 1966. Ibidem

⁸⁹⁶ Daniel Guimard, entretien. « Au départ, je ne m'intéressais pas à la Chine. Je ne m'intéressais à la Chine que dans la mesure où je suivais les mots d'ordre du PC...J'achetais l'*Humanité*, le PC disait ça... Pour moi la Chine était à mettre de côté. Après j'ai changé d'avis ». [...] « Si quelqu'un me disait l'*Humanité* est ... je le traitais, je ne l'insultais pas quand même, [...]. Il a fallu que ce soit Hervé qui me dise « enfin, change de lecture, lis le Monde, tu verras ». Parce que lui démolissait mes arguments. Il démolissait mes arguments quand je lui parlais de la Chine et de l'Union soviétique. Je lui disais... où tu as lu ça... Il me disait et bien achète le Monde ».

les courants maoïstes. Elles en auront en tous cas bien moins que le mouvement gréviste, des aspirations qui s'y expriment et auxquelles la politique communiste s'opposera.

Les réalisations du socialisme en URSS restent néanmoins un élément fort de l'identité communiste à l'usine qui n'est pas seulement alimentée par la propagande, mais aussi, comme nous l'avons vu, par les multiples rencontres à Billancourt ou les voyages en URSS organisés par le syndicat ou le Comité d'entreprise. Moins de dix ans après l'intervention soviétique en Hongrie, et malgré le trouble qu'elle a créé parmi les communistes, l'image de l'URSS est toujours entretenue par de fréquentes visites de travailleurs de Renault en URSS⁸⁹⁷ et par l'accueil à l'usine de personnalités soviétiques, comme Youri Gagarine en 1965⁸⁹⁸.

3.3 Les forces et faiblesses du parti au seuil des « années 68 » préfigurent ses difficultés futures

Au terme de la période que nous venons de parcourir, en 1967, le Parti communiste paraît avoir surmonté les épreuves des années 1950. Il est sorti de son isolement politique et a eu un rôle déterminant dans le processus de rapprochement avec les socialistes. Les militants méfiants ont confiance dans la capacité du parti à contrer l'opportunisme socialiste par son influence ouvrière, alors incontestable, du moins guère contestée. Depuis le début de la décennie, sa doctrine évolue et s'adapte ou tente de le faire à l'évolution de la classe ouvrière et du salariat. Les tensions sociales paraissent s'affaiblir. A Renault, la conflictualité est bien moindre que dans la décennie antérieure. Cet apaisement facilite le rapprochement avec les autres forces de gauche qui s'adressent principalement à la petite bourgeoisie salariée ou traditionnelle. Dans la lutte contre le pouvoir gaulliste, l'exigence de démocratie prime sur l'affirmation de la dimension ouvrière du combat politique. S'appuyant sur la confiance affirmée en une classe ouvrière alors peu active, il cherche à conquérir les couches en développement dans le salariat.

Le PCF connaît une mutation dans son identité ainsi que dans son rapport à la classe ouvrière. La culture des années de guerre froide qui pouvait exalter l'insubordination des travailleurs est abandonnée au profit de leur action responsable dans la construction de l'union. La combativité n'est plus synonyme de radicalité, mais est associée à la responsabilité. Dans les

⁸⁹⁷ *Voix de Usine* CGT nov. 61– SRTA 5 W 35. 5 travailleurs invités 2 semaines à visiter l'URSS ouvriers des départements 72, 46, 18, 36 et un mensuel

⁸⁹⁸ Youri Gagarine présent à Billancourt Gagarine, *l'Echo des Métallos*, 18 juin 65, Carton 176. AD93-SCRB. AD93

mobilisations pour le programme commun, alors que la situation sociale est marquée par un repli des luttes ouvrières à l'usine, la confiance mise par les ouvriers dans le parti, conforte la tendance à déléguer leur capacité d'action aux militants communistes renforçant un rapport de délégation qui ne nuit pas aux succès électoraux⁸⁹⁹.

A la fin des années 1960, dans l'activité politique communiste coexistent deux types de relations aux ouvriers. En premier lieu la volonté de construire, de resserrer les liens avec eux par la prise en compte de la diversité de leurs aspirations catégorielles, volonté étendue enfin à l'ensemble du salariat. Ensuite une image emblématisée de la classe ouvrière, de celle de Renault tout particulièrement, sur laquelle les communistes s'appuient dans les débats avec les socialistes. Les ouvriers de Renault sont exposés, mais ne sont que des figurants, les acteurs n'étant plus que leurs représentants. Le rapport du PCF aux ouvriers de Renault, exploite des relations entretenues par une activité au plus près des réalités ouvrières d'atelier et une aura fortement symbolique qui n'a plus besoin d'actes pour être admise. Or cette dualité sera source de tension et de difficultés, lorsqu'en 1968 et après, l'image des ouvriers de Renault, leurs insatisfactions et leur insubordination politiques ne pourront plus être entièrement contrôlés par lui ou joueront contre lui.

Certes la catégorisation de l'action militante du parti vise à prendre en compte les transformations en cours dans le salariat, les places grandissantes qu'y occupent les ouvriers spécialisés, les immigrés ou les femmes. Cependant les transformations en œuvre dans le travail, ont été occultées, d'abord par la prééminence des revendications salariales dans les années 1950, puis par l'atonie de la lutte sociale dans les années 1960. Les OS, les femmes, les immigrés, n'ont pas ébranlé leur statut d'acteurs ouvriers subalternes, et les évolutions tactiques du parti n'ont pas conduit à remodeler les représentations politiques et identitaires des ouvriers qu'il porte et dont il tire sa légitimité. Les femmes, les OS, les immigrés restent des subalternes dans une identité ouvrière associée à la fraction qualifiée français et masculine de cette classe.

Enfin, la catégorisation des activités qui vise initialement à resserrer les liens entre chaque groupe spécifique d'ouvriers, dans la décennie 1950, s'étend ensuite aux autres catégories salariales. Cet élargissement brouille la perception militante du rôle spécifique de la classe ouvrière, sa centralité qui reste pourtant une affirmation réitérée des réunions du parti. Elle trouble aussi la perception par les militants des rôles spécifiques du parti et du syndicat.

Au terme de la décennie 1960, le parti bénéficie d'une audience large nourrie des pratiques syndicales et de l'activité du CE, qui s'inscrit maintenant dans la perspective d'une

⁸⁹⁹ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus ci. p.88

alternative politique portée par l'union des partis de gauche. Cette dernière répond aux attentes ouvrières largement alimentées par la force mémorielle du « tous ensemble » et par un imaginaire collectif marqué par le Front populaire. Le parti sort de son isolement en nourrissant un espoir dont il sera prisonnier, n'ayant plus de réelle alternative politique à l'alliance avec le Parti socialiste. La perspective de l'union est d'ailleurs un des facteurs de son redressement militant, à l'usine comme dans toute la société française. Ses effectifs au plus bas en 1959 croissent à partir de 1965, avec cependant moins d'exigences mises à l'engagement militant.

Dans les années 1950, le PCF s'est affirmé comme une « contre société » restreinte, à la fois fermée et ouverte, qui repose au moins à Billancourt sur une nouvelle génération militante, poussée aux postes de responsabilité syndicaux ou politiques par le licenciement de beaucoup d'anciens cadres. Idéologiquement fermée, elle se définit et s'affirme en pratique contre un système politique, contre un adversaire qui n'épargne pas les communistes, fermée encore car pour les plus militants le doute n'a guère de place. Elle l'est encore socialement parce que toutes les catégories ouvrières ne s'y inscrivent pas également. Elle est aussi ouverte dans la mesure même où des ouvriers trouvent dans les activités impulsées par le parti, le syndicat ou le Comité d'entreprise, des ressources qui leur permettent de surmonter leur marginalité sociale et culturelle. Ainsi les activités du Comité d'entreprise favorisent une promotion culturelle et sociale qui n'est pas vécue comme une rupture d'avec leur classe. Le parti construit ainsi, bien qu'imparfaitement, une « contre société ouvrière » qui se vit à Billancourt selon des cercles concentriques, qui n'est étroite qu'entre militants, ce qui est moins le cas son influence large, relativement stable, qui conforte sa légitimité de « parti des ouvriers », dans l'offre politique nationale. Si cet entre-soi politique et social répond à un besoin ouvrier, par son caractère socialement étroit, prisonnier qu'il est d'une base professionnelle qualifiée, il réduit la capacité des communistes à accéder à une compréhension approfondie des transformations qui bouleversent la classe ouvrière, transformations qui la touche peu.

L'influence large entretenue par l'action de ses militants dans la CGT et dans le Comité d'entreprise est peu sensible aux aléas de la vie politique et à ses revers. Le parti y trouve une ressource qui lui permet de d'amortir les conséquences de ses échecs politiques ou de son incapacité à sortir de son isolement. Elle entretient aussi la conviction que le travail syndical et culturel de ses militants dans la CGT ou le CE, qui conforte son caractère social ouvrier, vaut adhésion à tous les aspects de sa politique.

Enfin, si le parti affirme toujours son soutien à l'URSS, la solidarité à laquelle appelle le parti est de moins en moins fondée sur son exemplarité en matière de pouvoir ouvrier

révolutionnaire, et de plus en plus sur ses réalisations économiques ainsi que sur l'intérêt d'une coopération économique avec ce pays. Aussi les débats qui agitent certains secteurs du parti sur la stratégie, n'ont pas ou peu d'écho dans la section.

Les contradictions politiques du parti, sans grandes conséquences, dans les années 1962-1967, vont s'exprimer de manière plus vive, dans la décennie 68, amorçant ainsi un processus de crise politique qui mettra en cause son rapport à la classe ouvrière, ainsi que son identité propre. Il se trouvera alors en contradiction avec la manifestation d'aspirations ouvrières nouvelles, celles des OS des immigrés et des femmes. Alors que dans les décennies passées les tensions entre le parti et les ouvriers avaient généralement un caractère local ou sectoriel, elles seront plus générales et ne pourront plus être seulement résorbées par des dispositions tactiques. La centralité ouvrière dont il était porteur en sera ébranlée. Bien plus que des inadéquations tactiques, l'ébranlement de mai juin 1968 rendra compte des évolutions qui travaillent la société et la classe ouvrière.

Partie III

1968 - 1980**Le PCF, entre insubordinations ouvrières et programme commun**

L'année 1968 met fin à près d'une décennie d'atonie sociale à l'usine de Billancourt et dans l'ensemble de la société française, bien que les années antérieures aient été troublées par quelques conflits sociaux importants⁹⁰⁰. Rétrospectivement, les grèves de mai et juin ont été réinsérées dans un faisceau d'évolutions qui rendaient l'événement sinon prévisible, du moins intelligible. Des indices préfigurant une révolte portée par les ouvriers spécialisés ont pu être identifiés dans les mouvements des ouvriers de la Rhodiaceta à Besançon au printemps 1967, ou de la Saviem à Caen en janvier de l'année suivante. Pourtant lorsque le 15 mars 1968, Pierre Vianson-Ponté titre son éditorial du journal *Le Monde* par « quand la France s'ennuie... », et fait le constat d'une apathie généralisée, il souligne surtout les décalages entre la perception qu'ont des leaders politiques et des journalistes, de l'état social et politique national, et certains aspects de sa réalité⁹⁰¹. Le journaliste diagnostiquait moins l'état de la société française que la cécité des médias et les hommes ou des partis politiques à propos des tensions mondiales et de leurs possibles manifestations en France. De fait, moins de deux mois plus tard les journées de mai et juin 1968 libèrent des aspirations les

⁹⁰⁰ Le principal est la grève des mineurs du 1 mars au 5 avril 1963 qui paralyse les bassins miniers et se conclut sur la satisfaction des principales revendications. Voir Michel Pigenet, « la grève des mineurs de 1963 », Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (Dir), *Histoire des mouvements sociaux en France*, opus cit.

⁹⁰¹ « Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient. Ils ne participent ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde, la guerre du Vietnam les émeut, certes, mais elle ne les touche pas vraiment [...].

Les guérillas d'Amérique latine et l'effervescence cubaine ont été, un temps, à la mode ; elles ne sont plus guère qu'un sujet de travaux pratiques pour sociologues de gauche et l'objet de motions pour intellectuels. Cinq cent mille morts peut-être en Indonésie, cinquante mille tués au Biafra, un coup d'Etat en Grèce, les expulsions du Kenya, l'apartheid sud-africain, les tensions en Inde : ce n'est guère que la monnaie quotidienne de l'information. La crise des partis communistes et la révolution culturelle chinoise semblent équilibrer le malaise noir aux Etats-Unis et les difficultés anglaises.

De toute façon, ce sont leurs affaires, pas les nôtres. Rien de tout cela ne nous atteint directement : d'ailleurs la télévision nous répète au moins trois fois chaque soir que la France est en paix pour la première fois depuis bientôt trente ans et qu'elle n'est ni impliquée ni concernée nulle part dans le monde.

La jeunesse s'ennuie. Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, au Japon, en Amérique, en Egypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité, les étudiants français se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons, conception malgré tout limitée des droits de l'homme. Quant aux jeunes ouvriers, ils cherchent du travail et n'en trouvent pas. Les empoignades, les homélies et les apostrophes des hommes politiques de tout bord paraissent à tous ces jeunes, au mieux plutôt comiques, au pire tout à fait inutile, presque toujours incompréhensibles. Heureusement, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes : l'état du compte en banque de Killy, l'encombrement des autoroutes, le tiercé, qui continue d'avoir le dimanche soir priorité sur toutes les antennes de France. [...]. »

plus diverses, jusqu'alors contenues, qui interfèrent avec des mutations profondes dont certaines sont lisibles bien avant mai 1968. Selon Michèle Zancarini-Fournel l'événement s'inscrit dans le champ des possibles, sans qu'il ait été possible d'en prévoir l'échéance et les modalités⁹⁰². Beaucoup des mutations qui en sont à l'origine étaient donc perceptibles avant même que les contradictions, les insatisfactions sociales et les conflits universitaires ne se nouent en crise sociale. Depuis une dizaine d'années, le Parti communiste a bien été attentif aux transformations sociales qui pouvaient affecter la conduite de sa politique que ce soit l'évolution du salariat, sa diversification, ainsi que celle de la classe ouvrière. Il est néanmoins déstabilisé par l'irruption politique de la jeunesse et de couches de la classe ouvrière, vues par lui comme subalternes, de même que par celle de secteurs de la petite bourgeoisie.

Les femmes, ouvrières ou employées, les ouvriers spécialisés, les travailleurs immigrés, tous tenus pour « subalternes » dans un univers dominé par la figure militante masculine, française et qualifiée, affirment des aspirations qui travaillaient déjà sourdement la société. Le parti avait pressenti certains des problèmes pouvant résulter de la croissance d'un salariat immigré et féminin. Il avait compris aussi combien il se devait de les organiser. Cette volonté n'était pas exempte d'un paternalisme qui colore les propos de dirigeants invitant à la solidarité avec les femmes, les jeunes ou les immigrés⁹⁰³. Pourtant, saisissant ces aspirations qu'en tant que revendications catégorielles nouvelles, il ne saisissait pas la profondeur identitaire, sociale et politique de ce qui émergeait. En recherchant les solutions à ses difficultés principalement dans une activité de type revendicatif et syndical, il ne répond qu'imparfaitement aux défis politiques résultant d'évolutions qui bousculent ce qui constitue son identité. Depuis le mitant des années 1950, percevant que se développent des couches salariées, ouvrières ou non, qui échappent en partie à son influence traditionnelle, il s'était employé à circonscrire les risques en résultant, en usant pour conforter son influence des leviers revendicatifs catégoriels dans l'action syndicale et politique. L'atonie sociale des années 1960 ainsi que la focalisation sur les enjeux de l'union des partis de gauche ne le portaient pas à s'appesantir sur la portée subjective des changements identifiés qui travaillaient pourtant aussi bien la perception que les ouvriers avaient de leur place dans la société, de la nature de leur travail, ainsi que leurs rapports aux différentes couches ou classes

⁹⁰² Michelle Zancarini-Fournel, *Le moment 68, une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008, 314 p.

⁹⁰³ Henri Krasucki, *Un syndicat moderne ? Oui !* Paris Messidor-Éditions sociales, 1987, 237 p.. Voir Page 65 : « les femmes ont naturellement à agir elles-mêmes, contre les discriminations, individuellement et collectivement. Mais pas seules. Ce sont les hommes qui doivent agir le plus fort. Je n'y mets aucun 'paternalisme', c'est à mes yeux un principe élémentaire de solidarité contre toute injustice. De même, lorsque les jeunes sont pourchassés, ce sont leurs aînés qui doivent agir le plus. Et les Français lorsqu'il s'agit des immigrés ».

sociales. Enfin, des mouvements sociaux qui restaient jusqu'alors dans l'orbite du mouvement ouvrier et du parti qui prétendait l'incarner, s'en autonomisent et s'affirment en contradiction avec ses valeurs, que ce soient les mouvements féministes, la jeunesse scolarisée, ou les luttes des travailleurs immigrés. Alors la centralité ouvrière dont le Parti communiste affirmait être l'expression, cela avec quelque légitimité au plan sociologique et politique, se trouve mise en question par les insubordinations diversifiées de mouvements sociaux nouveaux lui échappant en partie, et qu'il aurait quelques difficultés à intégrer à sa politique sans ébranler son identité constituée.

Xavier Vigna a traité des manifestations de l'insubordination ouvrière des années 68⁹⁰⁴. La singularité de cette période ainsi définie est discutée par Stéphane Sirot qui conteste l'ampleur donnée à la transgression exprimée alors par les actions ouvrières⁹⁰⁵ en les examinant selon leur rapport à l'ordre syndical, à celui de l'usine et aux formes de lutte mises en œuvre. Constatant le caractère partiel ou indécis de pratiques ou d'attitudes qui ne prennent jamais un tour général, systématique ou durable, il en déduit qu'il « semble donc légitime d'estimer que le contenu revendicatif des 'années 68' prend sa place dans le long cheminement, voire l'accélère, sans illustrer une rébellion intrinsèque »⁹⁰⁶. Pour ma part, je retiens comme pertinente la notion d'insubordination comme caractérisation d'attitudes ouvrières marquantes de ces années. Ainsi que le formule Xavier Vigna, il ne s'agit pas de chercher dans l'insubordination une rébellion et une affirmation politiques au contenu général et systématisé, mais de la voir comme « le fait que de très nombreux ouvriers ne se soumettent plus, ou difficilement, à l'ordre usinier, à ses contraintes et à sa hiérarchie »⁹⁰⁷. Il s'agit donc d'élucider à partir des conflits de la décennie 1970 à Billancourt, le contenu de ces insubordinations, les affirmations identitaires nouvelles qu'elles peuvent exprimer, leur confrontation ou leur articulation à l'action des syndicats et du Parti communiste. Je m'attacherai ainsi à les identifier, convaincu que les revendications au nom desquelles les luttes ouvrières sont engagées, ne les traduisent qu'imparfaitement. Leur contenu n'est pas réductible aux exigences immédiates qui les légitiment. Il est donné par les aspirations indécises ou parfois affirmées qui mettent en mouvement les ouvriers. L'insubordination ouvrière ne peut donc être comprise dans sa profondeur en s'en tenant aux seules

⁹⁰⁴ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit.

⁹⁰⁵ Stéphane Sirot, « Transgression du domaine de la lutte : quelle « insubordination ouvrière » dans les grèves des « années 68 » ? », *Cahier d'histoire critique*, n°125, oct-déc, 2014.

⁹⁰⁶ Stéphane Sirot, Art. cit. p.114

⁹⁰⁷ Xavier Vigna *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit., p.13

revendications qui intègrent nécessairement les contraintes du rapport salarial, rapport de subordination, si bien que leur satisfaction ne saurait épuiser l'aspiration à subvertir l'ordre patronal.

Les manifestations de l'insubordination ouvrière des années 68 ne sont pas réductibles à l'onde-choc de la grève mai-juin⁹⁰⁸. A Billancourt, et aussi de beaucoup de grandes entreprises industrielles, le renouvellement de la main d'œuvre ouvrière que ce soit par l'embauche en grand nombre de travailleurs étrangers, ou par celle de jeunes ouvriers et de femmes, a été à l'origine de pratiques ouvrières nouvelles ou en a réactivé des anciennes. Toutefois dans la périodisation de la décennie étudiée, l'année 1975, est bien le passage d'une contestation offensive à une contestation défensive⁹⁰⁹. A Renault cette inflexion est bien plus le fait des initiatives de la direction de l'entreprise et de l'épuisement de l'influence des groupes d'extrême gauche qui avaient encouragé les pratiques ouvrières transgressives, que la conséquence de la crise économique qui s'ouvre dont les effets ne seront sensibles qu'au début de la décennie suivante.

Après avoir traité des luttes et des pratiques ouvrières des ouvriers de Billancourt, des ouvriers spécialisés comme des ouvriers professionnels, des femmes comme des immigrés, il sera question des identités qu'elles portent et de leur affirmation dans la confrontation aux pratiques syndicales, à celle des organisations politiques. Puis sera traité de la manière dont le PCF les prend en compte dans la conduite de sa politique et comment en ces circonstances se redéfinit son rapport aux différentes composantes de la classe ouvrière de l'usine. Cette partie se conclura par l'examen des conséquences de la rupture de l'union pour un Programme commun de gouvernement sur la conduite du parti à l'usine et les tensions qu'elle a pu induire dans sa relation aux différentes catégories de travailleurs.

1 Les conflits, les nouvelles dynamiques ouvrières, leurs forces et leurs limites

Le mouvement de Mai et juin 1968 ouvre une période pendant laquelle deux tendances contradictoires s'expriment. D'une part, les syndicats ont acquis une plus grande liberté dans l'entreprise avec la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, disposant ainsi de moyens accrus pour s'imposer comme médiateurs entre les ouvriers et les directions des entreprises. D'autre part, ils sont confrontés à des turbulences sociales, politiques et

⁹⁰⁸ Michelle Zancarini-Fournel, *Le moment 68*, opus cit. p.258

⁹⁰⁹ Ibidem, p.259

idéologiques, auxquelles les OS, bien souvent immigrés, participent, et dont les organisations d'extrême gauche, surtout la *Gauche prolétarienne*, se font les portes voix ou les aiguillons.

L'activité des syndicats cesse d'être clandestine dans les usines, du moins là où ils n'étaient pas très puissants, ce qui n'était pas la situation de Renault où ils ont déjà de latitudes d'action de fait ou en droit dérogeant au droit commun avec des heures de délégations plus généreuses et la reconnaissance des représentants syndicaux⁹¹⁰. Le parti lui-même pouvait bénéficier d'une certaine tolérance dans son activité qui se trouve renforcée à la fois par les acquis de 68, mais aussi conjuncturellement, comme cela sera traité plus avant, par son intérêt et celui de la direction de l'entreprise, qui convergent dans leur opposition à l'activisme de la *Gauche prolétarienne*.

1.1 Un nouveau combatif porté par les salariés subalternes

Au cœur des conflits de la décennie, dont les principaux acteurs sont les ouvriers spécialisés, français et immigrés, gît la question de la rémunération du travail au poste, contestée dans ses conséquences pour l'ouvrier individuel et le groupe d'atelier. Alors qu'avant 1968, peu de débrayages la mettent en cause à Billancourt, ce n'est plus le cas après. Plusieurs facteurs peuvent expliquer un tel changement : l'importance croissante des OS dans la production automobile, le recrutement d'étrangers aux postes d'ouvriers spécialisés, l'abandon en 1968 des contrats provisoires pour les ouvriers étrangers. Aucun d'eux pourtant ne peut élucider à lui seul la genèse de ces mouvements. Bien que l'expérience du paiement au poste, maintenant ancienne de dix ans, a pu en démontrer le caractère néfaste pour les ouvriers, les premiers grévistes, qui ont mis en cause ce mode de rémunération, sont de jeunes OS récemment embauchés et français. Ce n'est qu'à Billancourt et à Flins que les postes d'OS sont pourvus essentiellement par des ouvriers étrangers. Cependant, l'appel à une main d'œuvre nouvelle, française ou étrangère, pour répondre à une forte demande automobile à la fin des années 1960, dans un contexte général d'effervescence sociale, rompt l'équilibre précaire qui prévalait jusqu'alors et brise la relative atonie sociale à Renault.

En dépit de la dureté de leurs conditions de vie, ce ne sont pas les immigrés, ouvriers les plus récents, qui en 1969 inaugurent le cycle des grèves qui vont conforter Billancourt et Renault, dans leur figure de « phare de la classe ouvrière », mais les jeunes ouvriers de l'usine Renault du Mans. Comme l'illustre le tableau 14, parler de cycle n'est pas excessif car pendant la

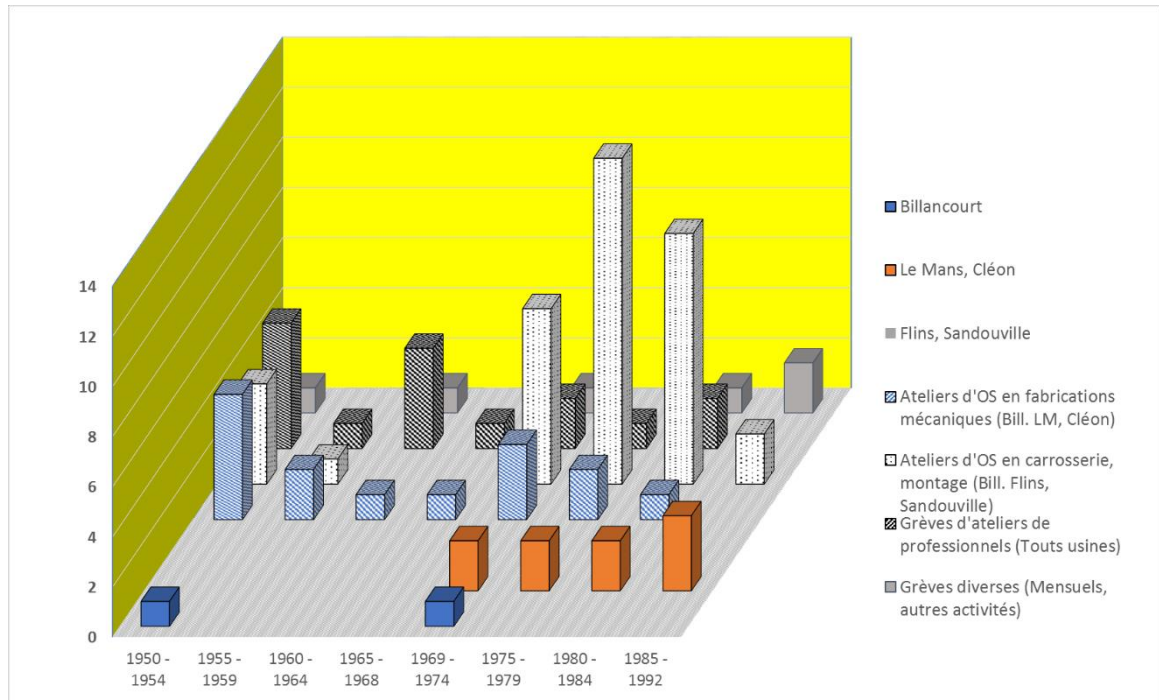
⁹¹⁰ Voir Partie I

décennie « 68 », tous les deux ans, l'entreprise est touchée, voire paralysée, par de puissantes vagues grévistes : 1969 (Le Mans), 1971 (Le Mans, Billancourt), 1973 (Billancourt, Flins, Sandouville), 1975 (Le Mans, Billancourt), 1977 (Billancourt), 1978 (Flins, Cléon).

Tableau 14

Les grèves de plus de cinq jours toutes usines

(Les grèves de mai et juin 1968 ne sont pas prise en compte. Elles touchent toutes les usines Renault)



Par leur récurrence, ces mouvements, peuvent être vus comme l'expression d'une identité ouvrière nouvelle, celle des ouvriers spécialisés, qui vont imposer une figure symbolique du combattant qui n'est plus associée à l'ouvrier de métier. Dans les années 1950, à Billancourt, les OS se sont manifestés par quelques « grèves bouchon » de peu d'ampleur, et dans une importante en 1953⁹¹¹. Ce n'est que maintenant, que par leurs actions, ils accèdent à un statut ouvrier qui évince celui de l'ouvrier qualifié. Cette réactivation des luttes ouvrières témoigne des attentes qui n'ont pas été satisfaites au sortir de la grève de mai-juin 1968.

1.1.1 Les grèves de mai et juin 1968, et la dynamique des conflits à Billancourt

La grève générale de mai juin 1968 puise son dynamisme dans les transformations déjà en œuvre dans la société française et dans la classe ouvrière. Elle n'est pas, en dépit du rôle

⁹¹¹ Sauf celle de 1953, et par quelques débrayages massifs à Flins

majeur qu'y jouent les ouvriers, aussi exclusivement l'expression de leur classe que l'était celle de juin 1936⁹¹², car elle est portée par les diverses composantes du salariat. Elle est symptomatique des mutations qui travaillent déjà les identités ouvrières qu'elles soient professionnelles, de genre ou d'origine, mutations qui ébranlent la perception de la centralité ouvrière telle que définie par le Parti communiste. A Billancourt ces évolutions sont pour certaines d'entre-elles renforcées par les transformations propres à l'usine⁹¹³ et dont la grève est pourtant loin de rendre compte entièrement, mais qui se manifesteront avec acuité dans les années immédiatement postérieures. Comme exposé dans la partie précédente, la restructuration de l'usine conjuguée à l'augmentation de sa capacité d'assemblage a modifié le recrutement des ouvriers spécialisés. L'embauche de jeunes contribue aussi, bien que de manière moins affirmée, à l'évolution des mentalités des ouvriers qualifiés. Pourtant, la grève, ses modalités et ses revendications, traduisent peu des mutations en cours qui n'ont pas trouvé leurs expressions subjectives. L'organisation du travail, les salaires des OS selon la cotation des postes, qui s'est imposée sans trop de difficulté en dépit des critiques des syndicats, et qui seront au cœur des conflits de la décennie suivante, est ignorée dans le catalogue des revendications. La mise cause de la condition sociale traditionnelle des femmes ne se traduit pas lors de l'occupation à Billancourt, bien que le mouvement général renforce les aspirations féministes dans lesquelles le parti aura du mal à se reconnaître. Confronté à des demandes des ouvriers étrangers, le parti et la CGT font le choix d'éluder l'expression de leurs revendications spécifiques.

Les circonstances de la grève de l'usine Renault de Billancourt ont été amplement discutées et exposées⁹¹⁴, il faut pourtant brièvement les rappeler ici. Renault n'est pas à l'origine du mouvement, mais toutes les usines de l'entreprise sont immobilisées le soir du 16 mai. Les jeunes ouvriers jouent un rôle important dans l'extension des occupations⁹¹⁵. L'usine de Billancourt bien que n'étant pas, en mai 1968 ainsi en juin 1936, la première où le travail s'arrête, son entrée dans le mouvement confère derechef aux événements qui ponctuent son

⁹¹² La grève en 1936, touche d'abord les ouvriers, en particulier ceux de la métallurgie qui en sont à l'initiative des premières occupations. Elle s'étend néanmoins aux Grands magasins, au bâtiment et aux assurances. Sans toucher les transports. Antoine Prost, *Autour du Front populaire, aspects du mouvement social au XX^e Siècle*, Paris, Seuil, 2006, 350 p.

⁹¹³ Cette spécificité doit être pourtant vue comme relativement aux autres usines de l'entreprise, car les évolutions dans le recrutement et l'évolution du travail touchent d'autres usines de cette branche. Pour ce qui concerne Peugeot Sochaux. Voir Nicolas Hatzfeld, *Les gens d'usine – 50 ans d'histoire à Peugeot Sochaux*, opus cit.

⁹¹⁴ L'arrêt et l'occupation de l'usine, à l'initiative de jeunes professionnels, sont postérieurs à ceux des usines de la métallurgie nantaise, à Sud Aviation Bouguenais, et de la vallée de la Seine. Le 15 mai ce sont les ouvriers de Renault Cléon Voir Collectif, *Notre arme c'est la grève*, Paris, Cahiers libres François Maspero, 1968, 123 p

⁹¹⁵ Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai Juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, 445 p., p. 211-213

occupation un impact politique national. Parmi ceux-ci, le meeting du 27 mai s'inscrit dans le récit des grèves de mai et juin comme un tournant majeur, la présentation des « accords de Grenelle »⁹¹⁶ aux travailleurs de Renault, par Benoît Frachon et Georges Séguy et leur rejet étant considérés, comme ayant été déterminants dans la relance de la grève générale. Appréciation discutable⁹¹⁷. A l'assemblée générale du 27 mai au matin, ils auraient été sifflés pour avoir appelé à la reprise du travail. La presse et l'opinion enregistreront cette poursuite comme un désaveu et l'amorce d'une fracture entre le parti et la classe ouvrière. Pourtant, la journée est restée relativement sous le contrôle du parti⁹¹⁸, car ces dirigeants, informés de la détermination des ouvriers à poursuivre la grève, se gardent d'appeler à la reprise du travail, en dépit de leur appréciation relativement positive du protocole d'accord, au sortir des négociations. Au cours de cette matinée, Benoit Frachon intervient en premier. En présentant les résultats de la négociation qui se termine à Grenelle, il est sifflé lorsqu'il demande aux ouvriers de Billancourt de prendre en considération ce que le protocole apporte à beaucoup d'autres et en particuliers aux ouvrières des petites entreprises de province⁹¹⁹. Il les invite à tenir compte des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. Une minorité d'ouvriers a crié « Frachon, trahison ». La direction de la CGT s'en émeut et accusera certains de ses membres, dont Clara et Henri Benoît, d'avoir pris la tête de cette contestation et les convoquera pour une mise au point⁹²⁰. La presse rapporte pourtant que c'est Georges Séguy qui a été désavoué. Dans son intervention, le Secrétaire général de la CGT reste très factuel et fait une présentation détaillée des propositions du patronat. Il présente en premier

⁹¹⁶ Il ne s'agit en fait que d'un protocole d'accord.

⁹¹⁷ Selon Jean-Luc Bodiguel, cette matinée confirmerait le rôle pilote de l'entreprise, comme en « 1947, 1953, et 1955 ». Il y voit l'affirmation de « l'importance accrue de la 'grande entreprise pilote' comme élément moteur soit dans le déclenchement des conflits, soit dans leurs solutions ». Et de conclure qu'alors « le caractère [...] pilote de la RNUR semble vraiment confirmé. [...] La relance de l'action au lendemain des accords de Grenelle n'a-t-elle pas été en grande partie le fait des travailleurs de la Régie ? ». Jean Luc Bodiguel, *La réduction du temps de travail*, opus cit. p.14. Sur ce point voir aussi Alain Viguier, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière*, opus cit., p. 255

⁹¹⁸ Dans quelle mesure, le refus par les ouvriers du protocole d'accord de Grenelle prend-il à contrepied les négociateurs de la CGT qui pensent « avoir gagné la partie »⁹¹⁸, et le PCF lui-même ? S'inscrit-il dans leur tactique, comme le pense Antoine (Antoine Prost, *Autour du Front populaire*, opus cit.) ? Pour ce dernier, le rejet du protocole, souhaité par la CGT, résulte du blocage gouvernemental sur les ordonnances de 1967 et de la menace d'une alternative de centre gauche dont la manifestation de Charléty est l'illustration. Le déroulement de cette matinée aurait donc été en quelque sorte toujours sous contrôle. Pour Bertrand Badie (BADIE Bertrand, *Stratégie de la grève*, Paris, Presses de la fondation des sciences sociales, 1976, 262 p., p. 98 à 101), le durcissement consécutif au meeting est le signe de l'adaptation du PCF à l'échec de la première tentative de freinage du mouvement. Ce durcissement aurait permis d'en garder le contrôle ce dont témoigne le succès de la manifestation du 29 mai. Cette dernière lecture de l'événement paraît plus conforme à la dynamique et aux contradictions du mouvement. Dans la nuit du 26 au 27, deux cents à trois cents militants de la CGT se sont réunis et jugeant que la situation doit être exploitée à fond décident qu'il faut continuer. Un tract syndical, distribué au début de l'assemblée générale dans l'île Seguin, invite à poursuivre le mouvement et l'assemblée des grévistes commence, sur proposition d'Aimé Halbeher, par un vote sur la reconduite pour vingt-quatre heures qui ne préjuge pas de l'issue de l'assemblée, mais permet de faire baisser la tension.

⁹¹⁹ Entretien avec Charles Silvestre le 10 avril 2010

⁹²⁰ Témoignage de Henri Benoît, publié sous forme de brochure, *La Parole Errante*, opus cit.

lieu la forte augmentation du SMIG. Selon Georges Hufschmitt, assistant au meeting, « la foule réagit mal. Le SMIG concerne surtout les ouvriers de province » ; même relevé, il reste au-dessous du plus bas salaire de Billancourt⁹²¹. Les travailleurs interrompent Séguy, par des huées et sifflent certaines des conclusions de Grenelle, comme le refus par le CNPF du paiement intégral des jours de grève ; mais ils l'applaudissent aussi lorsqu'il dit comprendre que cet accord ne donne pas satisfaction aux ouvriers. Il y a des flottements à la tribune, alors qu'il est clair que les ouvriers ne sont guère satisfaits du résultat des négociations de Grenelle. La grève est reconduite à nouveau en fin d'assemblée.

En dépit de sa postérité mémorielle, cet événement ne rend pas entièrement compte des tensions que suscite la politique du PCF parmi les ouvriers. Ainsi des militants immigrés d'appartenance syndicale diverses, mais essentiellement CGT et CFDT, rédigent une plateforme portant leurs revendications spécifiques qui affirme aussi leur solidarité avec le mouvement. Ben El Mabrouk, élu CGT, la fait dactylographier au CE, mais se fait pour cela « taper sur les doigts » par Aimé Halbeher, secrétaire de la CGT⁹²². Les immigrés sont pourtant l'élément moteur de l'occupation de l'usine⁹²³. Bien qu'ils prennent une part importante à celle-ci, la CGT ne leur donne pas la parole, car elle craint que l'expression des immigrés ne crée « des difficultés avec les autres catégories professionnelles »⁹²⁴. Leur appel ne sera pas repris par les syndicats au motif qu'il ne faut pas nuire à l'unité. Si la masse des ouvriers immigrés n'en est pas ébranlée, Henri Benoît dit que les plus conscients d'entre eux ont pris cela comme « une rebuffade »⁹²⁵. Le PCF et la CGT ont le souci, ainsi que le suggérait le bureau politique en avril 1968, des intérêts spécifiques des techniciens, ingénieurs, des cadres qui sont pratiquement absents de l'occupation⁹²⁶. Le renforcement des liens du parti avec les immigrés et les cadres, par la prise en compte de leurs revendications spécifiques devient un exercice délicat dès lors qu'il ne s'agit plus d'un travail « au cas par cas » dans les ateliers ou les bureaux, mais de prises de positions publiques, explicites et générales. A l'occasion d'un mouvement devenant politique, la juxtaposition des revendications propres à chacune de ces catégories devient un exercice impossible, ne permettant pas d'esquiver les contradictions sociales ou idéologiques qui existent entre ces

⁹²¹ Georges Hufschmitt, *Chers collègues, ma vie d'ingénieur*, opus cit. p.202

⁹²² Témoignage de Mohand Aït Aïssa, ouvrier spécialisé, Revue *Collectif*, n°5 avril 1978

⁹²³ Vivant généralement en foyer, « n'ayant pas de chez soi » et résidant souvent à proximité de l'usine, ils restent plus que les autres ouvriers à l'usine « avec les copains » Témoignage de Henri Benoît, publié sous forme de brochure, *La Parole Errante*, à la Maison de l'Arbre, 9 rue François Debergue, 93100 Montreuil, 2008.

⁹²⁴ Ibidem

⁹²⁵ Mohand Aït Aïssa. Témoignage, art. cit. A ces ouvriers qui avaient, jusqu'en 1968, « le sentiment d'être globalement défendus par les syndicats français », la grève montre « les limites de leur sincérité et de leur engagement dans la défense de [leurs] revendications spécifiques »

⁹²⁶ Georges Hufschmitt, *Chers collègues, ma vie d'ingénieur*, Paris, La brèche, 1992, 377 p., p.200

salariés. Le parti et le syndicat doivent donc faire des choix. Ils le font en donnant la parole aux ingénieurs et en la refusant aux immigrés.

Le 17 juin, l'ambiance de l'assemblée où se décide l'arrêt de la grève est très tendue et « on discute ferme entre les 'durs' de la grève, la plupart des jeunes, et les autres »⁹²⁷. La mémoire de cet événement sera occultée, car l'attention générale se porte déjà sur la préparation des élections législatives. Il y a pourtant des échauffourées entre ceux qui veulent poursuivre la grève et le secrétaire de la CGT, Aimé Halbeher. Les tensions auxquelles est confronté le parti ne sauraient se réduire à celles qui s'expriment entre lui et les militants immigrés, le mouvement portant des espoirs ouvriers diffus que la satisfaction partielle de revendications ne saurait combler. La grève en levant temporairement les contraintes du travail salarié, a nourri l'aspiration à une vie libérée du travail contraint, ou au moins à d'autres relations de travail⁹²⁸. Selon Roger Déliat, des ouvriers français et immigrés éprouvent amertume et colère. Des reproches « sont adressés à la CGT, tant par les non-syndiqués que par les cégétistes et même par des communistes ». Ils n'acceptent pas que le syndicat parle d'une grande victoire alors qu'ils ont le sentiment de s'être fait « rouler » et que la perspective des élections « a faussé le sens de la lutte »⁹²⁹. Les critiques à l'égard de la CGT et du PCF viennent moins de l'extérieur, des militants de la *Voix ouvrière*, que de leur propre sein, bien qu'elles restent minoritaires⁹³⁰.

En dépit de ces insatisfactions, les défections de militants communistes sont peu nombreuses⁹³¹. En 1968, le père de René Dang quitte le PCF, comme d'Enrique Izierte, espagnol, ancien de la guerre d'Espagne, qui réproche le sectarisme du PCF à l'égard des étudiants parmi lesquels se trouve son fils⁹³². En mai ou juin, Daniel Guimard, ancien délégué CGT, contrôleur et militant du PCF au département 12 tôlerie, demande que sa cellule se réunisse pour débattre des événements. La réunion est convoquée, y participent

⁹²⁷ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit., p 94

⁹²⁸ Le court film sur la reprise du travail aux usines Wonder de Saint Ouen est éloquent de ce point de vue. Mais il serait faux de n'y voir qu'une exception. Selon Elie Dayan, entretien du 14 novembre 2011 « déjà en 68, la partie la plus radicale du personnel était très déçue par les résultats, particulièrement parce que l'on n'avait pas touché à l'organisation patronale du travail et que l'on n'avait pas répondu à leur attente »

⁹²⁹ Roger Déliat, *Vingt ans OS chez Renault*, opus cit. p.94

⁹³⁰ René Dang, entretien d'avril 2008. Alors apprenti à l'école professionnelle il accompagne son père, militant du Parti communiste et Vietnamien, dans les réunions CGT, pour lui servir d'interprète, rapporte qu'une partie des participants à ces réunions ne comprend pas l'hostilité du parti et de la CGT contre des étudiants qui affrontent, comme eux, le pouvoir gaulliste. Lors de la mort par noyade de Gilles Tautin, aux environs de Flins, alors qu'il tentait d'échapper à une charge de police, des syndiqués, minoritaires certes, proposent que les drapeaux soient mis en berne sur l'usine. A moins que ce ne soit aussi pour les ouvriers tués à Sochaux ?

⁹³¹ Clara Benoît ne renouvelle pas son adhésion au Parti après 1968

⁹³² Enrique Izierte fut ensuite militant CFDT. Souvenir d'entretiens avec lui dans les années 1970

des dirigeants de la section dont Roger Silvain, mais c'est pour l'exclure⁹³³. L'année suivante, Clara Benoits, communiste depuis 1950, ne reprend pas sa carte.

Après mai 1968, parmi les images associées à Billancourt s'impose la figure de l'OS, immigré notamment, dont le PCF voyait la croissance comme un problème pouvant expliquer son recul dans la métallurgie parisienne. Ils sont pendant quelques années la cible politique des groupes d'extrême gauche qui tentent de trouver parmi eux la base ouvrière d'une alternative politique au Parti communiste. Au terme de la grève en juin, leur activité est déjà perçue comme un danger par les communistes qui appellent à se débarrasser « fermement et sans la moindre complaisance de l'activité des groupes gauchistes qui continuent leur travail de sape »⁹³⁴. Renault Billancourt n'est pas encore devenu le théâtre emblématique de cet affrontement que l'usine deviendra en 1969. En 1971, la publication par Jacques Frémontier de « *La Forteresse ouvrière* » participe d'une entreprise de légitimation du parti et de la CGT contestés dans leur prétention à être les seules organisations porteuses des aspirations ouvrières. Prétention qui confortera une identité défensive d'autant plus figée qu'elle est contestée et ébranlée par une insubordination ouvrière nouvelle ainsi que par les conséquences subjectives et politiques des évolutions sociales en cours.

1.1.2 1969 – 1971 : la révolte des ouvriers manceaux à l'origine de la contestation du paiement au poste

A la charnière des décennies 1960 et 1970, la contestation du paiement de l'ouvrier au poste porte moins sur son principe que sur ses conséquences qui débouchent sur deux logiques contestataires. Les premiers mouvements, les grèves des OS du Mans de 1969 et 1971, refusent les déclassements, entraînant des baisses de salaires, auxquelles conduisent les études et les cotations de poste. Les seconds, les grèves des OS des presses de Billancourt et de Flins en 1973, rejettent la cotation des postes pour son arbitraire ainsi que pour son emploi comme outil de division et de mise en concurrence des ouvriers. Les ouvriers des presses de Billancourt, récemment embauchés⁹³⁵, sont peu syndiqués contrairement à ceux du Mans, et n'ont pas, pour la plupart, l'ancienneté suffisante permettant de juger des déclassements possibles.

⁹³³ Entretien avec Daniel Guimard, janvier 2008, Asnières.

⁹³⁴ Henri Krasucki au meeting du 24 juin 1968 à Citroën, Michel Johan, « La CGT et le mouvement de mai », *Les Temps modernes*, août –septembre 1968

⁹³⁵ Sauf les Espagnols de l'équipe de nuit qui ont plus d'ancienneté.

A Renault, l'année 1969, bien plus que la précédente, constitue donc un tournant dans la contestation du travail et de son évaluation. A l'usine Renault du Mans, le 24 février, 326 OS de l'atelier d'assemblage des trains (Atelier GG, département 79) engagent une grève qui dure jusqu'au 4 mars. Ils revendiquent un reclassement de leurs postes, le passage en classe 6 en préparation et classe 7 en chaîne, la simplification de la grille des salaires et la suppression de la cotation des postes. La direction multiplie les pressions sur les grévistes et lock-oute progressivement les autres usines, mais accepte un aménagement de la grille au cours de négociations en juin. Le 16 octobre de la même année, 89 OS de l'atelier des traitements thermiques arrêtent le travail pour l'obtention de la prime de chaleur accordée aux fondeurs. Leur action paralyse progressivement Cléon et les usines de montage. Le 25 la Direction lock-oute l'usine, mais les ateliers du Mans touchés par cette mesure sont occupés par leurs ouvriers. Alors que le conflit se durcit, la Direction cède sur la prime de nuisance⁹³⁶. En 1971, deux ans après ce premier mouvement, une nouvelle grève de l'usine mancelle rejette le paiement au poste comme facteur de précarité des salaires ouvriers. La grève commence le 2 avril, par l'arrêt du travail de 82 OS de la chaîne d'assemblage des transmissions du bâtiment FF, atelier 83.50. Ils demandent leur passage à une classe supérieure. Il s'agit alors d'une revendication salariale, mais la généralisation du mouvement à tous les OS de l'usine débouche sur la mise en cause du mode de rémunération lui-même, qui, source de précarité salariale, est ressenti comme arbitraire et injuste. L'usine est occupée, après le lock-out de toutes les autres usines, la grève s'étend à Billancourt et à Flins. Les grévistes de ces usines soutiennent les revendications des ouvriers du Mans, sans les reprendre à leur compte. A Billancourt, l'occupation touche diversément des ateliers, aussi bien ceux d'OS que de professionnels⁹³⁷, les personnels des bureaux restant à l'écart du conflit peuvent continuer à travailler. La CGT et la CFDT présentent séparément leurs revendications, et si certaines sont communes (retraite à 60 ans, extension des droits

⁹³⁶ Jacques Delors, conseiller du premier ministre Chaban-Delmas, aurait fait pression sur Pierre Dreyfus, pour qu'il cède aux exigences des grévistes. Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit., p.91

⁹³⁷ La CGT s'oppose d'abord à l'occupation prétextant qu'elle serait un « piège, un traquenard tendu par le patronat ». Puis elle s'y rallie, la majorité des ouvriers lui étant favorable. « *Chronologie de la grève à Renault Billancourt* ». Document établi par les *Cahiers de mai*. AP-AV. Au Bas Meudon, où sont les chaînes de retouche de Billancourt, se constitue un comité de grève de l'usine de 200 travailleurs, OS et OP, se réclamant de diverses tendances politiques, divers courants maoïstes, trotskistes ou anarchistes. Voir aussi, *L'outil des travailleurs*, n°1, novembre 1971. AP-AV

syndicaux) seule la seconde conteste le paiement au poste et formule une revendication d'augmentation uniforme⁹³⁸.

Les ouvriers du Mans refusent la précarité salariale aggravée par le paiement de l'ouvrier selon la cotation au poste. En effet, les modernisations d'atelier allégeant la charge de travail, ou simplifiant les opérations attendues des ouvriers, justifient, selon les services des Méthodes, la révision à la baisse de la cotation de certains postes. Le taux de salaire des ouvriers les occupant est alors aligné sur la nouvelle classe du poste. Le déclassement peut aussi résulter de l'usure de l'ouvrier lui-même devenu incapable de tenir le poste. Alors que les savoir-faire ou compétences professionnelles des OS ne peuvent progresser, puisqu'ils sont assignés au même poste de travail, la seule évolution, inévitable, est donc la dégradation de leur capacité physique à tenir le poste qui conduit alors à une affectation sur un poste plus « facile », avec comme corollaire la baisse de leur salaire. En cas de changement de poste de travail par mutation ou modification de leur machine, l'ouvrier est de même menacé d'une baisse de sa rémunération après un an, car la garantie salariale ne vaut que pour cette durée. Les ouvriers ont le sentiment que l'« on paye les machines pas les hommes »⁹³⁹.

Au Mans, l'instabilité des rémunérations et l'affectation d'une personne à des tâches « sans tenir compte de ses capacités et de son intelligence » soulèvent l'indignation et la colère. D'origine locale, le personnel de l'usine est d'autant plus révolté qu'il est stable, ce qui n'est pas le cas des OS immigrés de Billancourt ou de Flins dont le turn-over annuel est élevé⁹⁴⁰. Les jeunes ouvriers récemment embauchés sont souvent pourvus d'un CAP et leur « profit sociologique diffère de celui de leurs camarades »⁹⁴¹. L'usine est celle de Renault où les travailleurs sont le plus syndiqués, et la grève n'y est pas une lutte d'immigrés puisque les OS y sont des Français⁹⁴².

La grève de 1971 a pour conséquence une nouvelle simplification de la grille salariale. Le nombre de classe d'OS + manœuvres est réduit à 6 avec trois taux. En juin 1972, la Direction propose la création d'une nouvelle catégorie professionnelle le P1F (dit « PIF » par dérision)

⁹³⁸ « Chronologie de la grève à Renault Billancourt ». Les *Cahiers de mai*. B0 AP-AV. De plus la CGT revendique une grille unique de l'OS au cadre et la CFDT un statut unique.

⁹³⁹ *Le Monde*, daté du 6 mai 1971. De plus la feuille de paie est très compliquée, car si l'ouvrier change de poste au cours de son activité, journée, semaine ou mois, et si ces postes sont de cotation différente, la paie est fractionnée selon le temps passé sur le taux et le temps passé sur chacun

⁹⁴⁰ En effet au début des années 1970, celui-ci peut atteindre chaque année 20 % de l'effectif considéré (AV)

⁹⁴¹ Xavier Vigna, *l'espoir et l'effroi*, opus cit., p ,129. Les 82 OS de l'atelier 83.50 à l'origine de la grève de 1971, « sont plus jeunes et avec une ancienneté moindre (quatre ans contre sept ans et huit mois en moyenne) » que les ouvriers du bâtiment FF « ils disposent d'une qualification légèrement supérieure : 12,1 % sont titulaires d'un CAP contre 6,4 % dans l'ensemble du bâtiment.

⁹⁴² En 1971, il y avait 45 ouvriers étrangers, pour un effectif de l'usine du Mans de 10322 personnes. Comité central d'entreprise, juin 1973, question n°5 « évolution comparée des effectifs inscrits par groupes de nationalité ». SRTA 1 W 13. Les effectifs de la RNUR de 1938 à 1980

dont l'indice hiérarchique est fixé à 162, alors que celui des P1 est fixé à 170. Cette nouvelle qualification (Professionnel 1 fabrication) n'est pas à proprement parler le premier échelon professionnel, mais le dernier des OS. Il doit permettre la progression salariale d'un petit nombre d'ouvriers spécialisés. A Billancourt, il est attribué à quelques ouvriers, d'abord au département 38, petites presses, ensuite au 34 coton et enfin aux presses du département 12.

1.1.3 1973 : Les ressorts de la grève des OS de Billancourt, « A travail égal, salaire égal »

A Billancourt, à l'hiver 1973, des grèves sont provoquées par l'attribution, jugée discriminatoire, du P1F à une minorité d'ouvriers et exigent le passage à ce coefficient de tous ceux des ateliers concernés. Elles mettent en cause autrement qu'au Mans, la cotation des postes en contestant son arbitraire et la division qu'elle introduit entre les ouvriers.

Du 30 janvier au 8 février 1973, les 340 ouvriers de l'atelier d'emboutissage du département 38 cessent le travail. Leur cahier de revendications, établi avec l'appui de militants des *Cahiers de Mai*, dénonce la division créée par la multiplication des catégories dans l'atelier depuis 1965. Les ouvriers travaillant sur les presses automatisées sont passés en classe 9, d'autres au P1F, « alors que ceux qui continuent à travailler sur les presses manuelles, avec plus de manipulations, sont ceux qui sont maintenant dans la catégorie la moins payée »⁹⁴³. En conséquence, les ouvriers demandent « que tous passent à la catégorie P1 [coefficient 162], car nous faisons tous un travail professionnel sur les presses, qu'elles soient manuelles ou automatiques ». Leur revendication n'est pas satisfaite, mais ils obtiennent d'être payés au moins au maxi de la classe 9 (coefficient 157 de la grille). A partir du succès relatif, mais encourageant des ouvriers du département 38, les grèves d'OS se succèdent dans les usines de carrosserie montage, bien plus que dans celles de mécanique, car l'organisation de l'assemblage d'un véhicule en flux, de l'emboutissage à la « tombée » de chaîne, donne une efficacité certaine aux grèves sectorielles⁹⁴⁴.

La grève des ouvriers du département 38 suscite des discussions au sein des ateliers 12.50 et 12.61⁹⁴⁵ des grosses presses de l'Ile Seguin où les chefs de ligne (les ouvriers qui sont en

⁹⁴³ Cahier de revendications du département 38, AP-AV

⁹⁴⁴ Fin février, les ouvriers et des ouvrières de l'atelier de préparation des garnitures de siège du département 34 de Billancourt, entrent en grève sur des revendications semblables. Les conducteurs machines demandent le P1 au coefficient 170 (le vrai P1), et les mécaniciennes sur machines à coudre, les encolleuses et les OS machines, le P1F au coefficient 162. La grève dure du 28 février au 3 mars et se conclut sur un échec.

⁹⁴⁵ Le département 12.51 est équipé de lignes de presses classiques peu automatisées. Il emploie donc la majorité des ouvriers (plus de 300 ouvriers). Le 12.61 est un atelier créé pour emboutir les pièces de la R6. Il est équipé de lignes automatisées, et emploie peu d'ouvriers (60).

tête de ligne et imposent la cadence aux autres) sont passés au P1F en application d'une décision connue depuis décembre 1972⁹⁴⁶. Jusqu'alors tous les ouvriers y étaient cotés en classe 8 et 9. Les 373 ouvriers revendiquent alors le P1F, celle du département 38⁹⁴⁷, en tant qu'augmentation de salaire pour la majorité et suppression de la division introduite⁹⁴⁸. Ils ne formulent pas une exigence de reconnaissance du caractère professionnel de leur travail comme l'avaient fait les travailleurs du Département 38. Ils se mettent en grève le 21 mars. Le 29 mars, les 600 ouvriers de l'atelier des presses de Flins et les 300 ouvriers de l'emboutissage de Sandouville, le font aussi sur la même revendication. Ces grèves se terminent le 9 avril sur un compromis salarial qui ne donne pas satisfaction à l'exigence initiale du P1F pour tous. Le mouvement est suivi par une grève des ouvriers de la tôlerie du 12 et des chaînes de montage du département 74 mis en chômage technique par suite de l'arrêt de la production pendant la grève des emboutisseurs. Ils exigent le paiement intégral de leur salaire. Leur mouvement dure jusqu'à la fin du mois d'avril.

Le refus de la division du collectif ouvrier est au cœur de la motivation des ouvriers emboutisseurs. Pour fonder leur refus de salaires différents, jugés discriminatoires, ils s'appuient sur l'organisation du travail propre aux ateliers d'emboutissage⁹⁴⁹. Dans ces ateliers en effet, les ouvriers ne sont pas affectés à une ligne de presses particulière. La frappe des pièces se fait par rafales correspondant à un besoin aval de vingt jours⁹⁵⁰. Une ligne, en fonctionnant en trois équipes sur cinq jours à la cadence horaire de 300 à 350 pièces, produit le besoin de vingt jours d'une pièce donnée en quatre ou cinq jours. Ensuite, elle est équipée pour en emboutir une autre, après changement de ses outils. Entre chaque campagne de frappe, le changement des outillages nécessite un arrêt prolongé des lignes, les presses n'étant pas équipées de plateaux mobiles permettant la préparation hors ligne des nouveaux outils, comme elles le seront à la fin de la décennie. Les opérations de changement des outils font appel à des personnels qualifiés : monteurs, metteurs au point, outilleurs, automaticiens éventuellement, contrôleurs, pontonniers. Les ouvriers emboutisseurs libérés par

⁹⁴⁶ Entretien avec un ouvrier gréviste tunisien du 12 50, Ramdane, le 20 avril 1973. AP-AV

⁹⁴⁷ « Ce sont les ouvriers des presses du 38 qui apportent dans l'Île Seguin la revendication du « P.1 F pour tous ». Articles sur les grèves du département 38 et 12, *Les cahiers de Mai*, n°40, mai-juin 1973 <http://archivesautonomies.org/IMG/pdf/mai-68/cahiersdemai/cahiersdemai-n40.pdf>

⁹⁴⁸ Ramdane, entretien

⁹⁴⁹ Une ligne est composée de 4 ou 5 presses, nécessaires au façonnage d'une pièce de carrosserie à partir d'un flan de tôle. La première est une presse double effet qui frappe l'embouti profond de la pièce, les suivantes faisant les opérations de finition et de détourage. Le transfert des pièces entre presses peut être manuel, ou partiellement ou totalement automatisé. Le parc machine du 12.50 est composé de 11 presses double effet et d'une cinquantaine de presses simple effet, constituant onze lignes, fonctionnant en deux équipes de jour alternées et une équipe de nuit fixe, sur cinq jours. En 1973, les seules machines entièrement automatisées sont à l'atelier 12.61 (lignes Weingarten), situé à la pointe amont de l'île Seguin.

⁹⁵⁰ L'atelier des presses Billancourt produit pour les 1100 véhicules qui sont assemblés chaque jour dans l'usine et pour 800 collections de pièces livrées à d'autres usines assemblant aussi la R4.

l'immobilisation d'une ligne sont mis à la production sur d'autres. Ils tournent donc sur toutes les machines⁹⁵¹. En début d'équipe, l'affectation des ouvriers aux postes se fait par un système de « jetons ». Un tableau visualise les lignes de presses et les postes, et la maîtrise répartit les ouvriers sur les lignes en accrochant leurs jetons aux différents postes qui y sont figurés. A chaque prise d'équipe, les ouvriers découvrent les postes auxquels ils sont affectés. Ils accrochent alors leur jeton sur un autre tableau. Ensuite, les tableaux sont fermés à clé⁹⁵².

Interchangeables, les travailleurs de l'atelier 12.50 estiment faire le même travail et « être pareils ». L'exigence du P1F pour tous, du travail égal et donc du salaire égal, relève moins d'une revendication de reconnaissance d'une qualification que de l'affirmation d'une identité de condition dans le travail. Ils perçoivent la diversité des qualifications, comme dictée par la volonté de diviser. Cette situation est d'autant plus rejetée que les OS ne peuvent espérer tirer parti individuellement de leur position dans l'organisation du travail, hormis les chefs de ligne. Le contenu politique immédiat des revendications est donc bien « on veut être tous payés pareils », parce que « l'on est tous pareils », et l'affirmation du primat du collectif sur l'individuel. Cela est vrai à Flins, comme à Billancourt et va caractériser les grèves ouvrières de la décennie 1970. Leur contestation de la grille hiérarchique s'inscrit dans une logique autre que celle des grèves du Mans. Elle ne découle pas de la précarité de revenu que la cotation des postes comporte, mais de son caractère discriminatoire et diviseur. Exigence que les grèves formulent ainsi : « A travail égal, salaire égal ». La contestation des cotations de postes et des modes de rémunération associés, soit entre ateliers soit surtout au sein d'un même atelier, s'appuie sur une évaluation ouvrière du travail, de sa nature, de ses contraintes, toute autre que celle des bureaux de Méthodes. Ces derniers abordent le travail de manière analytique et individuelle, alors que les ouvriers en expriment la nature uniforme, l'identité de condition collective par-delà les particularités des postes. La nature subordonnée du travail, chaîne ou travail sur machine, avec rotation des ouvriers comme aux presses, renforce la perception de cette communauté de condition. Identité vécue non pas comme une uniformisation des situations d'individuelles, mais comme l'expression du « nous » face à la direction. Néanmoins, c'est en se fondant sur les spécificités dans l'organisation de leur atelier, que des ouvriers justifient leur contestation des modes de rémunération et affirment un principe qu'ils veulent général « à travail égal, salaire égal ».

⁹⁵¹ Interview d'un ouvrier algérien du 12. *L'outil des travailleurs*, avril 1973 : « Il n'y a pas de poste affecté attiré pour un type, un jour il est à la 37, un jour il est à la 40. Il y a quelques presses où, il y a des spécialistes, par exemple au pavillon de la 4 L, parce qu'il faut un tour de main pour sortir la pièce sans faire des creux ou des picots »

⁹⁵² Cette organisation du travail a pour conséquence l'impossibilité d'un départ avant l'heure de fin d'équipe.

Paradoxalement ce qui soude les ouvriers d'un atelier rend leur lutte moins apte à exprimer une réalité d'usine, alors que dans ce dernier slogan, tous les OS se reconnaissent pourtant. A partir de ces succès relatifs, les grèves d'OS se succèdent dans les usines de carrosserie montage, bien plus que dans celles de mécanique, et s'élargissent aux autres travailleurs subalternes et peu qualifiés que sont les femmes.

1.1.4 Les femmes révoltées, délégitimées par la domination masculine dans les organisations

Peu nombreuses, les ouvrières ne peuvent pas imprimer aux luttes de l'usine une quelconque spécificité, bien qu'au début des années 1970, quelques mouvements ont pour acteurs des femmes. Le premier est la grève des ouvrières de la sellerie de l'usine O, qui entretiennent pendant huit semaines, de fin 1970 au début de l'année suivante, une lutte multiforme pour obtenir la reconnaissance de leur qualification et leur passage au P1⁹⁵³. C'est ensuite celle des perforeuses de la Direction de l'informatique et de la planification de l'automne 1972⁹⁵⁴, puis celle du Département 34 coton du 28 février au 8 mars 1973.

A la direction de l'informatique, les perforeuses frappent les cartes permettant d'alimenter en données les ordinateurs de l'entreprise. Leur coefficient salarial est du niveau de celui des OS et leur travail autant cadencé et répétitif. Les primes de performance individuelles, qui ont disparu des ateliers, subsistent pour les dactylos et les perforeuses. Les conditions de travail, la faiblesse de leurs rémunérations, le caractère aléatoire des primes, l'absence de possibilité d'évolution, sont à l'origine de leur mouvement. Toutefois, elles ne sont pas vues comme des ouvrières et cela nuit à la solidarité dans les ateliers où les employés des bureaux sont considérés comme des privilégiées. Pourtant, leur grève, tant dans ses modalités que dans sa durée – trois semaines- s'apparente aux conflits des OS. A la fin de leur deuxième semaine de lutte, se joignent à elles des techniciens peu qualifiés du service informatique, souvent anciens ouvriers et travaillant en 3 x 8, dont la progression professionnelle est entravée par le recrutement d'informaticiens diplômés. Les perforatrices sont peu syndiquées. Les formes d'organisation qu'elles adoptent, leur volonté de voir des déléguées de la base associées aux négociations menées par les syndicats avec la direction, les opposent à la CGT qui cherche à circonscrire leur grève. Faisant leur première expérience de lutte, elles ont des difficultés à intervenir dans les assemblées, d'autant qu'un délégué CGT les

⁹⁵³ *Echo des Métallos* n°167 de janvier 1971. SRTA 5 W 54

⁹⁵⁴ Elle commence le 30 octobre

culpabiliserait en soulignant la naïveté supposée de leurs propos qui les « rendraient ridicules »⁹⁵⁵. Après deux semaines de débrayages et après avoir décidé d'une grève prolongée les grévistes s'en remettent pourtant aux syndicats.

En Mars 1973, au département 34, les mécaniciennes sur machine à coudre, les encolleuses et les OS machines réclament le PIF au coefficient 162, et les conducteurs de machines le P1 au coefficient 170. Leur grève suit de peu celle des OS du département 38. Nombreuses dans la grève, les femmes sont néanmoins en bute à un clivage professionnel qui recouvre un clivage de genre. Divisé le mouvement, qui se voulait illimité, se solde rapidement par un échec revendicatif, d'autant plus que la CGT ne souhaite pas une agitation sociale alors que se préparent des élections législatives.

En dépit du faible poids des ouvrières, les années 1970 constituent néanmoins un tournant dans l'expression politique des femmes, avec l'embauche de militantes porteuses des aspirations des années 1968, qui se manifeste moins dans la grève que dans le rejet croissant de leur statut social subalterne. En 1972, à l'initiative d'une militante de la LCR syndiquée à la CFDT, Emmanuelle Dupuy⁹⁵⁶, est créé un « Groupe femmes » d'entreprise qui réunit quelques syndiquées et non syndiquées, ouvrières et employées. Le Groupe se rattache en 1973 au MLAC qui vient d'être créé et reprend son appellation d'origine au lendemain du vote de la loi Veil en 1975⁹⁵⁷. Bien que minoritaire, son activité trouve un écho parmi les ouvrières. Ainsi au département 34, les militantes du MLAC distribuent des tracts et permettent aux femmes qui le souhaitent d'avorter. Les jeunes comme plus les âgées sont unies dans le refus de voir se reproduire les drames et les difficultés auxquelles elles sont ou ont été confrontées à l'occasion d'une grossesse non désirée. Le « Groupe femmes » est alors le seul à intervenir sur les conséquences du travail sur la vie affective et sexuelle des ouvrières et des ouvriers.

Les ouvrières vivent autrement que les hommes leur rapport au travail. Ces derniers en effet opèrent un clivage entre leur vie professionnelle et leur vie privée. Leur position virile leur interdit d'aborder dans l'atelier, ce que leurs conditions de travail peuvent avoir de nocif pour leur vie familiale ou amoureuse. Leur vantardise sexuelle en est le déni, même si ce cloisonnement entre le domestique et le travail a sa source la division sexuelle des tâches domestiques qui fait de celles-ci une préoccupation strictement féminine, jamais contestée

⁹⁵⁵ *L'Outil des travailleurs*, 6 janvier 1973

⁹⁵⁶ Emmanuelle Dupuy, notice biographique, Maitron en ligne

⁹⁵⁷ *Ibidem*

dans la propagande syndicale et politique qui leurs est destinée. Les femmes n'abandonnent pas à l'usine ces préoccupations qui sont orientées par le souci de l'autre : des enfants, du mari, des parents. Si elles parlent, entre elles, crûment de sexualité, ce n'est pas sur le mode de la vantardise. Elles abordent leurs problèmes de couple, y compris les violences qu'elles subissent sans hésiter à les qualifier en certains cas de viol⁹⁵⁸.

Les ouvrières sont dites méfiantes à l'égard d'un engagement syndical ou politique, mais elles sont très sensibles aux conditions de travail qui perturbent la vie familiale. Anne-Marie Verneret dit qu'elles sont particulièrement « mobilisables » sur la durée du travail⁹⁵⁹, qui rend plus difficile la conciliation de l'activité domestique et du travail salarié. Elles n'admettent pas les organisations de travail dont elles ne voient pas « la nécessité technique ». Réservées quant à l'engagement politique, elles n'en sont pas moins prêtes que les hommes à combattre l'injustice et à exprimer leur solidarité avec ceux ou celles qui la subissent. A Billancourt, en maintes occasions, les femmes se mobilisent, et bien qu'isolées, elles le font avec autant de détermination que leurs collègues masculins, comme nous l'avons déjà vu après la sanglante répression de la manifestation algérienne du mardi 17 octobre 1961, lorsque les employées des services sociaux débrayent et manifestent contre l'arrestation de femmes algériennes dénonçant la disparition de leurs proches.

Enfin, les ouvrières, tout comme les ouvriers, font preuve d'une forte cohésion lorsque l'une d'entre-elles est menacée par la hiérarchie. Ainsi quand, en 1971, la direction de l'atelier d'Anne-Marie Verneret, qui la soupçonne d'être une militante établie, cherche dans l'insuffisance de sa production un motif à son licenciement, toutes les ouvrières se mettent en grève et obtiennent la levée de la menace⁹⁶⁰. Un an plus tard, en février 1972, Pierre Overney, jeune ouvrier de la *Gauche prolétarienne*, est tué par un vigile à la porte de l'usine. La CGT et le PCF s'emploient à entraver toute mobilisation. Pour ces organisations, ce jeune ouvrier est « étranger à la classe ouvrière »⁹⁶¹. Seule la CFDT appelle à un rassemblement. Au département 34, une dizaine d'ouvrières, sur la centaine employée par l'atelier, débraie en dépit des pressions du PCF et de la CGT, pour se rendre au meeting de la CFDT où ne

⁹⁵⁸ VERNERET Anne-Marie, entretien du 4 novembre 2011

⁹⁵⁹ En 1964, à la conférence annuelle de section du PCF, Yvette Rivet, confirmait que les femmes sont particulièrement réceptives à ces questions. Note du 4 mai 1964, APPP Ba 2326.

⁹⁶⁰ VERNERET Anne-Marie, entretien du 4 novembre 2011, Vanves : « à l'issue de sa période d'essai, j'ai été acceptée, puis après, on a voulu me licencier pour insuffisance de production. [...] personne n'arrivait à faire la cadence au bout d'une semaine. [...] Et donc les ouvrières de l'atelier ont perçu que c'était une mesure discriminatoire... On m'avait mise à travailler sur une machine et fait le vide autour de moi. Les copines avaient vu que c'était quand même, un montage assez particulier, et elles se sont mises en grève. Et ça a été une grève spontanée. Soutenue par la déléguée syndicale [...] mais au départ ça a été spontané. Et c'était une grève qui avait pour motif, cette forme d'injustice, de discrimination ».

⁹⁶¹ Déclaration de la CGT Renault lue par Daniel Bonnechère.

seront présents que 500 travailleurs sur 38.000⁹⁶². Peu nombreuses, sans doute, les ouvrières y sont pourtant relativement mieux représentées que les ouvriers.

Les femmes intériorisent néanmoins le clivage entre le domaine domestique et l'univers public où se déploie la politique légitime et manifestent une grande méfiance à l'égard des partis. Intégrant leur position dominée, elles attendent beaucoup de l'action des déléguées et des personnalités leaders, bien que cela ne leur soit pas propre, l'étant des travailleurs subalternes. Les ouvrières ressentent l'illégitimité de leur parole en politique et se taisent face aux hommes, qui adoptent à leur égard une attitude paternaliste ou condescendante. Leur réserve et leur manque de confiance en la pertinence de leur parole ne signifient pas une absence de point de vue autonome⁹⁶³, pas plus que leur silence n'est acceptation de leur condition. Leur révolte est seulement étouffée par la délégitimation de leur parole publique, la parole étant un monopole masculin.

1.1.5 1975, la direction reprend l'initiative contre les grèves d'OS

La grève d'OS des presses de 1973 est suivie, en février 1974, par celle des ouvriers de l'atelier 74.44 qui paralysent pendant quelques heures la chaîne d'assemblage des R4. A l'hiver 1975, des grèves touchent à nouveau Billancourt et Le Mans. Du 10 février au 15 avril les 4 000 ouvriers spécialisés de l'usine manceulle engagent une lutte de deux mois sur la revendication de 250 francs pour tous. C'est une grève illégale dans sa forme puisque le mode d'action adopté est le coulage de la production. A Billancourt, pendant la même période, plusieurs mouvements de durée plus limitée portent sur les qualifications. Le 11 janvier, 200 caristes bloquent les chaînes qui s'immobilisent par manque d'approvisionnement. Ils revendiquent le 180 pour tous (le vrai P1 depuis juin 1973). Le 17 février, ils suspendent leur action sur l'engagement de la direction d'une modification de la grille salariale. Leur reprise est suivie par trois autres mouvements. Le 17, une centaine de peintres débrayent sur la même revendication et arrêtent leur action deux jours plus tard avec la promesse d'un seul P1 dans leur atelier. Le 20 février, 800 ouvriers du département 74

⁹⁶² Les chiffres de ce rassemblement varient notablement selon les sources de 150 à 500. Dans beaucoup d'atelier, les délégués de la CGT se sont opposés aux ouvriers qui se rendaient au rassemblement. ER REGUEG Mohamed, entretien du 21 novembre 2016, Saint Denis

⁹⁶³ Anne-Marie Verneret, entretien du 4 novembre 2011. « Une discussion s'est engagée dans l'atelier entre plusieurs ouvrières et un professionnel. Ce dernier soutenant qu'il était « quand même triste que le salaire d'un homme ne suffise plus à faire vivre la famille » affirme que les femmes « seriez quand même mieux chez [elles] à [s'] occuper de [leur famille] ». Les ouvrières restent silencieuses, sans manifester aucun point de vue face à l'homme. Mais une fois celui-ci parti, elles éclatent de rire. « Il croit toujours ça, mon con ». « Tu n'as pas envie de rester tout le temps à la maison avec ton mec qui apporte la paie. Pour qu'après, il fasse son chef ».

bloquent la chaîne mécanique⁹⁶⁴ pour obtenir la revalorisation de leur coefficient. Au bout de quatre jours, la reprise se fait dans la confusion avec le licenciement de trois délégués⁹⁶⁵ et de 14 ouvriers, sanctionnés pour avoir fait obstacle à la mise en route de la chaîne par des agents de maîtrise. Toujours en février, les soudeurs du département 38 débrayent. La grève du Mans de 1975 se conclut par une négociation qui débouche sur une nouvelle révision de la grille salariale, après celle qui avait été concédée en 1973. Selon Roger Vacher, alors directeur de l'UCMB, la direction aurait cherché « à ménager les susceptibilités »⁹⁶⁶, en usant d'euphémisme pour nommer les divers ouvriers. En 1973, les ouvriers spécialisés deviennent des Agents de production Renault (APR), dénomination jusqu'alors réservée aux ouvriers mensualisés. Quatre classes d'APR sont créées avec trois taux par classe⁹⁶⁷. Le P1f introduit dans la grille en juin 1971 au coefficient 162 devient AP1A au coefficient 170, le vrai P1 étant le PIB au coefficient 180. En 1975, les ouvriers non spécialisés (ONS) qui « n'existaient plus que sur le papier » disparaissent. La révision de la grille de 1975 réduit à deux les taux par coefficient pour les APR, dont un seul taux d'emploi, alors que les coefficients des anciens OS sont crédités de 10 points hiérarchiques supplémentaires⁹⁶⁸.

Ces grèves contribuent à la simplification du système de rémunération dont l'organisation générale n'est pas modifiée. Le nombre de classe d'ouvriers non qualifiés est diminué ainsi que celui des taux qui leur sont appliqués. Le système de cotation de poste est amendé. Les postes de travail restent côtés, mais le niveau de rémunération d'un ouvrier ne varie plus, en principe, selon le poste occupé, car son indice hiérarchique détermine les postes sur lesquels il peut être affecté. En pratique les réorganisations entraîneront encore des déclassements, partiellement compensés par des primes temporaires. La grille restera inchangée pendant près de dix ans en dépit de la poursuite de grèves d'OS. En effet la direction de l'entreprise s'emploie dès lors à rendre vaines toute tentative de réforme de la nouvelle grille. Aussi lorsqu'en fin d'année 1975, du 18 au 25 décembre, les ouvriers des presses cessent le travail, leur grève est brisée par la direction qui fait transférer les outillages d'emboutissage chez

⁹⁶⁴ La chaîne d'assemblage mécanique, est dans une ligne d'assemblage véhicule, le tronçon où sont mis en place sur la caisse, les organes « mécaniques », groupe motopropulseur (Moteur et boîte de vitesses), trains avant et arrière. A distinguer des chaînes où ces organes sont assemblés, qui sont localisés dans les usines de mécanique.

⁹⁶⁵ CFDT Rapport du 18^e congrès du SRTA du 23 et 24 novembre 1979, p.41, AP-AV. Le licenciement des trois délégués, Cuny (CGT), Palacio (CFDT), Amiot (CGT) sera invalidé et ils seront réintégrés. Cuny est militant du PCF, Palacio et Amiot le sont de *Lutte ouvrière*.

⁹⁶⁶ Aimée Moutet, *Roger Vacher*, opus cit., p

⁹⁶⁷ En 1958, la grille des classifications comportait trois classes de manœuvre, cinq classes d'OS, avec cinq taux pour chaque classe. Soit 40 taux de salaire différents pour les ouvriers non qualifiés. En juillet 1969, il n'y a plus qu'une classe de manœuvre, mais encore sept d'OS, avec trois taux par classe. Soit 24 taux différents.

⁹⁶⁸ Cette modification des points d'indice n'a pas d'effet mécanique sur les rémunérations de bas. Par contre elle impacte le montant des primes exceptionnelles (semestrielles ou autres) qui sont hiérarchisées selon les coefficients.

Chausson et Citroën, où les pièces peuvent être embouties. La direction ne compose plus avec les grévistes, attitude qu'elle confirme lors des conflits suivants.

Aussi lorsque du 22 janvier au 9 février 1976, les peintres débrayent pour obtenir 130 francs pour tous, la direction réagit comme lors de la grève des presses de décembre venant à bout de leur mouvement en transférant la peinture des fourgonnettes R4 chez Chausson et en faisant remplacer des grévistes par des techniciens. Remplacement qu'elle utilise encore lors de la grève de 120 ouvriers des fonderies qui tient du 19 mars au 15 avril, mais se conclut avec un résultat minime pour quelques travailleurs. Un an plus tard, le 19 janvier 1977, 500 travailleurs du ferrage⁹⁶⁹ exigent les coefficients 180 pour les OS et 300 francs d'augmentation. La grève s'arrête le 26 janvier dans la division et la confusion quand la direction fait des concessions mineures⁹⁷⁰, alors qu'elle a mobilisé des agents de maîtrise et d'autres travailleurs pour faire tourner la chaîne. Fin septembre 1977, elle agit de même pour briser la grève des manutentionnaires du département 38 qui, refusant se voir divisés par rattachement à deux départements différents, occupent l'atelier qu'à deux reprises des agents de maîtrise et des cadres, soit 50 à 60 personnes accompagnées d'huissiers, tentent de débloquent. Une dizaine de grévistes reçoit une lettre de licenciement⁹⁷¹.

En 1978, la mise en exploitation d'une nouvelle chaîne peinture avec préparation des fonds par électrophorèse permet la suppression du ponçage à l'eau et la création d'un nouvel atelier de masticage en poste fixe. Des robots sont utilisés pour cette opération. La disparition du ponçage se solde par la suppression de 18 postes au coefficient 175. Seuls trois ouvriers sont reclassés au même coefficient, les autres l'étant au coefficient 170, sans bénéficier de la garantie illimitée de salaire en dépit de l'accord de 1975. La réorganisation du masticage permet une baisse du temps gamme par diminution des temps supplémentaires dépendant du travail (TSPDT) et des temps supplémentaires indépendants du travail (TSPIT). Les postes de régleurs et des remplaçants sont supprimés, au prétexte que les postes ne sont plus enchaînés, si bien que les travailleurs doivent prendre des avances sur leur production pour dégager les pauses indispensables à la satisfaction de leurs besoins naturels. De plus les pertes de production dues aux pannes ne sont plus payées et doivent être rattrapées et un objectif de qualité est assigné aux travailleurs. Contre la récupération des pannes les ouvriers

⁹⁶⁹ Le ferrage, chez Renault, est l'atelier où sont mis en place les ouvrants sur la caisse de la voiture avant son passage en peinture. Chez Peugeot le terme de ferrage s'applique à toute la tôlerie.

⁹⁷⁰ Examen des postes de travail, 3 remplaçants par chaîne, affichage des cadences.

⁹⁷¹ « La grève du 38 ». Bilan établi par la LCR Renault. AP-AV. Cette grève qui débouche sur le lock-out du département dure jusqu'au début du mois de novembre, et entretient une forte agitation dans l'usine.

débrayent en janvier 1979 et contre les sanctions frappant des ouvriers pour défaut de qualité en mai.

La direction s'emploie à casser les mouvements en remplaçant les grévistes, en mobilisant contre eux des commandos d'agents de maîtrise, en adressant des lettres de licenciement aux plus actifs, ou en déplaçant des productions. Sa fermeté prend de court les organisations syndicales et les travailleurs, avec comme effet immédiat « une certaine démobilisation sur les grandes revendications. »⁹⁷² Elle affaiblit les mouvements en accordant des primes assurant ainsi une hausse de rémunération sans toucher à la grille des salaires de l'entreprise. Enfin, elle accepte, ce qui est nouveau, des passages au coefficient supérieur sous condition de polyvalence, et répond ainsi partiellement aux attentes de travailleurs, préparant une organisation du travail alliant flexibilité, économie de main d'œuvre et qualité.

L'aménagement de la grille des salaires de 1975 n'a pas éteint les luttes portant sur les classifications et exigeant des requalifications effectives et non pas seulement indiciaires, des augmentations uniformes de salaire et l'amélioration des conditions de travail. Mais les luttes ne bénéficient plus de la dynamique qui était celle du début de la décennie. Elles doivent faire face à une fermeté de l'entreprise qui use de la répression, et tente de déjouer ce qui faisaient la force des mouvements antérieurs. En 1978, la Direction, prenant appui sur la revendication de reconnaissance de la qualification formulée par les OS, introduit comme condition de celle-ci, une individualisation salariale limitée que ces ouvriers refusaient jusque-là. Pour répondre à la pression aux OS qui aspirent à voir leurs compétences professionnelles reconnues ou progresser, elle crée une promotion assise sur l'ancienneté dans l'atelier et poussant « au présentisme » : les UPA (Unité pratique d'atelier). Au bout de 225 jours (ramenés à 220 jours en 1980) de présence à l'atelier, le salarié se voit crédité d'une unité pratique d'atelier, dont l'obtention est gratifiée d'une prime de 72 francs et d'un complément mensuel de 6 francs. En 1980, la direction offre aux ouvriers ayant acquis 5 UPA une augmentation du coefficient de 2 points, estimant que l'expérience débouche sur une polyvalence accrue.

Après avoir présenté les principaux conflits des années 1970, il s'agit de les examiner en recherchant en quoi ils éclairent le contenu des insubordinations ouvrières et des identités catégorielles, à confronter ensuite aux conduites des syndicats et des partis politiques actifs dans d'usine. Ces identités individuelles et collectives sont le produit constamment recomposé de leurs expériences de travail, de leurs pratiques sociétales et culturelles tenant

⁹⁷² CFDT Rapport du 18^e congrès du SRTA du 23 et 24 novembre 1979, p.41,

à leur origines sociales ou nationales, comme aux assignations de genre dans le travail ou dans la famille. Les identités peuvent déterminer autant de modes de relation au politique, qui se fondent dans un « nous » de classe à l'occasion dans grands mouvements sociaux ou politiques. Les identités sont des sujets historiques. Cependant, la nouveauté des grèves d'OS, l'écho politique et social qu'elles ont eu, leur mise en question du PCF dans sa prétention à être la classe elle-même, ont conduit à des interprétations abusives ne rendant pas compte de la complexité des relations entre les ouvriers et les forces politiques et surtout syndicales qui les mobilisent.

1.2 Grèves d'OS, leur impact mémoriel masque les limites de leurs dynamiques

Au début des années 1970, les OS se voient attribuer des qualités et en conséquence des rôles dans la dynamique des luttes de la classe ouvrière éminemment contradictoires. En 1971, l'enquête publiée par Jacques Frémontier, sous le titre de « la Forteresse ouvrière », voulant rendre compte de l'exploitation des ouvriers des chaînes, en fait des victimes incapables d'accéder au statut de véritables acteurs ouvriers⁹⁷³. Il leur oppose la figure des ouvriers professionnels, qui vivent dans des ateliers qui sont « le royaume de la machine » et la « forteresse de la CGT et du communisme »⁹⁷⁴. Il oppose les outilleurs qui « développent une conscience de métier ouverte sur le monde et l'avenir », qui parlent « le langage des techniciens, presque des ingénieurs [et qui] défendent leur machine-outil »⁹⁷⁵, et les OS à la conscience attardée où recruterait le syndicat indépendant SIR⁹⁷⁶, laissant entendre que les immigrés pourraient être des « jaunes ». Un an plus tard, Daniel Mothé qui a été ouvrier professionnel à Billancourt, leur dénie toute capacité militante, toute capacité d'autonomie⁹⁷⁷. Toutefois à l'occasion des grèves d'OS de l'année 1973, s'impose une image inverse portée par les groupes d'extrême gauche qui voient dans leurs luttes l'affirmation d'une classe ouvrière qui pourrait s'émanciper, s'autonomiser du PCF et de sa matrice professionnelle.

⁹⁷³ Jacques Frémontier, *La Forteresse ...*, opus cit. p. 49 Les OS sont ceux de « *l'usine taudis* » où les ouvriers immigrés sont « *abrutis de fatigue* », où « *l'OS appartient à la chaîne* ». L'OS n'a à vendre qu'un geste dérisoire : « *en quelques heures, l'homme de Cro-Magnon aurait appris à serrer une vis* »

⁹⁷⁴ Ibidem, p. 69

⁹⁷⁵ Ibidem

⁹⁷⁶ Ibidem, 94.

⁹⁷⁷ Cité par Xavier Vigna, *L'espoir et l'effroi*, opus cit., p.143

La question à élucider est ainsi posée : comment dans les conflits des années 1970, ces ouvriers spécialisés s'expriment et se confrontent aux pratiques et aux discours des syndicats, des partis et organisations politiques, tout particulièrement au PCF et à la CGT ? Toutefois, avant d'aborder les traits communs à ses mouvements, il faut revenir sur la grève des ouvriers des presses de mars avril 1973, qui a été vue comme « exemplaire de la séquence 1968, 1975 »⁹⁷⁸ et souvent évoquée dans les travaux portant sur ces années.

1.2.1 Les singularité de la grève des ouvriers des presses de Billancourt

La grève des ouvriers des presses de Billancourt de 1973 est devenue emblématique de celles des ouvriers spécialisés de la décennie. Beaucoup de travaux universitaires, d'articles ou de publications y font référence, pour souligner entre autres qu'elle « donne à voir une rupture entre ouvriers et syndicats et impose, ce faisant, de disjoindre lutte ouvrière et lutte syndicale »⁹⁷⁹. Rupture ou contradiction, telle la question, car la CGT a dû « composer avec une radicalité et une insubordination ouvrière »⁹⁸⁰ donnant aux rapports entre OS et CGT des caractères plus complexes qu'une simple mise à distance. Dans un propos portant à relativiser la défiance ouvrière envers les syndicats, Stéphane Sirot, oppose l'attitude des ouvriers du département 38, qui acceptent un comité de grève dans lequel les syndicats seraient dominants, et celle des ouvriers du département 12 qui le refusent, sans s'appesantir sur les motivations ouvrières sous-jacentes à ces attitudes. Pour Xavier Vigna, la grève des presses du département 12 constitue « l'un des très rares exemples de grève sauvage que l'on peut alléguer dans les années 68 »⁹⁸¹. Le terme sauvage paraît inapproprié, car dans le sens commun, pour beaucoup y compris dans l'entreprise, il est perçu comme péjoratif. Cependant, la définition qu'en donne l'auteur renvoie bien aux modalités de la lutte des ouvriers emboutisseurs entendue comme « une grève menée malgré, voire contre, les responsables syndicaux d'un site industriel ». Cette appréciation doit être précisée tant l'attitude des ouvriers de cet atelier a conduit à des confrontations, frictions avec les syndicats, alors qu'ils avaient à leur endroit des attentes de solidarité et d'appui.

⁹⁷⁸ Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*, opus cit., p.480

⁹⁷⁹ Ibidem

⁹⁸⁰ Xavier Vigna, « les usines Renault dans les luttes des ouvriers de l'automobile des années 68 », dans Costa-Lascoux Jacqueline, Geneviève Dreyfus-Armand, Emile Temime, Renault sur Seine, ..., opus cit., p.148

⁹⁸¹ Xavier Vigna, ibidem

Si cette grève a pu être ainsi vue comme exemplaire et caractéristique d'une période, elle le doit évidemment à la figure emblématique de l'usine, à sa fonction légitimatrice dans la mémoire ouvrière, à sa durée, à ses conséquences et à son impact médiatique ainsi qu'au contexte politique dans laquelle elle survient. La grève du département 38 n'avait pu avoir un effet d'entraînement, y compris au département 12. Elle a lieu alors que se mène la campagne pour l'élection législative des 4 et 11 mars, conduisant la CGT à en freiner l'extension. Après le revers électoral de la gauche, l'hypothèque électorale étant temporairement levée, ce syndicat ne s'oppose plus frontalement à de nouvelles actions. En fin mars, alors que les ouvriers du département 12 paralysent Billancourt, des milliers de lycéens, d'étudiants, sont en grève contre la loi dite Debré qui réforme le régime des sursis militaires. La conjonction des deux mouvements est alors perçue comme la répétition possible d'un événement de l'ampleur de 1968⁹⁸².

En dépit de la notoriété mémorielle et historique de cette grève, devenue depuis une « grève d'immigrés », son histoire reste à écrire. De nombreux matériaux existent en relatant les circonstances, la dynamique, et les attentes ouvrières. Outre les tracts ou comptes-rendus accessibles dans les archives syndicales, une dizaine de bilans ont été produits traitant de ce mouvement, ainsi que de celui de Flins⁹⁸³. Tous émanent de groupes d'extrême gauche ou de militants de cette mouvance, en lien avec des travailleurs de Billancourt. Ce sont des témoignages de deuxième main, car aucun des ouvriers grévistes n'appartient à l'une de ces organisations. Ils apportent toutefois des éléments factuels sur la chronologie du mouvement, en s'attachent très inégalement à restituer les points de vue des acteurs dont ils ne retiennent généralement que les propos qui légitiment les options politiques des organisations qui les mettent en forme. J'ai pu avoir à cette époque des entretiens avec quelques-uns des protagonistes de cette grève en participant à son soutien. Toutefois, la taille du site, l'absence de dirigeants ouvriers clairement identifiés, pour des raisons qui seront examinées, conduit

⁹⁸² Les lycéens viennent aux portes de Billancourt le jeudi 29 mars ou au comité de soutien qui s'est organisé, avec des organisations d'extrême gauche. Leurs espoirs et attentes, de rencontre et de généralisation, sont déçus.

⁹⁸³ Parmi ces bilans, nous avons utilisé : *RENAULT Billancourt, les grèves de mars avril 73*, sans date ni auteur, mais produit par l'UCF ml. Ce groupe n'avait pas de militant à l'intérieur de l'usine, mais le militant chargé de l'intervention sur Billancourt, ingénieur des Mines de Paris (Pierre-Noël Giraud), avait été embauché à la direction du plan puis licencié ayant été surpris distribuant des tracts de son organisation à Boulogne. Il était en relation avec un petit groupe d'ouvriers, qui ont fourni les données sur lesquelles est fondé le document. B7- AP-AV. *La grève du 12.50*, Texte qui est un compte rendu d'une rencontre à propos de la grève entre divers ouvriers et travailleurs de l'usine. Réunion à laquelle j'ai personnellement participé B6 AP-AV. *La lutte A RENAULT-BILLANCOURT*, auteur Collectif immigré. B4 AP-AV. *Le Démarrage de la grève du 12*, Compte rendu d'un entretien réalisé avec un des délégués du 12.50, le 20 avril 1973. *Departamentos 12 y 38, la igualdad de salarios favorece la lucha contra los cadencias, Cahiers de mai*. B3 AP-AV JARREL Marc, *éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne*, opus cit. D'autres documents sont disponibles, à propos de la grève de Billancourt, mais nous les avons moins utilisés : *Mars-Avril73 Renault en Grève* : groupe Révolution, *Renault, la révolte d'avril 73*, LCR mai 73, *Le mouvement des OS de Flins*, rédigé par des indépendants proches de la Base ouvrière, créée à l'origine par le groupe VLR. B9 AP-AV

avec prudence les matériaux disponibles qui sont rarement des informations de première main.

Venons-en à cette grève et à ses caractères. Les ouvriers de l'atelier 12.50 et 12.61 des presses du département 12, sont effectivement à 80 % des immigrés⁹⁸⁴, des derniers étant partagés pour moitié entre des immigrés ibériques, Espagnol très majoritairement, et des immigrés maghrébins, Algériens surtout. Leur ancienneté est faible. En 1968, 56 % des horaires de l'atelier ont moins de 5 ans d'ancienneté, taux qui ne pouvait que s'être accru en 1973 par suite des départs en retraite de nombreux ouvriers. Peu d'ouvriers sont syndiqués, mais la présence CGT est forte dans le département 12, bien que limité au 12.50, le seul délégué serait un monteur P1⁹⁸⁵. La présence et l'intervention syndicale s'appuie néanmoins sur des délégués français outilleurs, comme Michel Certano ou Roger Silvain qui sont rattachés à ce département, et sur des délégués immigrés des autres ateliers. Parmi les grévistes aucun n'est un militant politique organisé⁹⁸⁶, même si un certain nombre d'entre-deux ont pu chercher, pour les besoins de la grève, un appui auprès de l'une ou l'autre des organisations d'extrême gauche intervenant sur l'usine, comme les *Cahier de mai*. Le caractère immigré de la grève est dans la mémoire collective associée aux ouvriers maghrébins, pourtant les ouvriers espagnols jouent un rôle décisif aux moments critiques de la lutte. Ils constituent une part importante de l'équipe de nuit, qui sera celle qui engage la grève dans la nuit du 20 au 21 mars, et qui la relance dans la nuit du 27 mars après que la CGT est parvenue à faire voter la reprise par l'équipe d'après-midi. Le rôle des Espagnols alors reconnu par les autres ouvriers, tel Ramdane, ouvrier tunisien qui dit que les ouvriers arabes « ne voulaient pas la grève » et que les Espagnols sont « les plus politisés et les plus combattifs »⁹⁸⁷. Ces derniers manifestent une grande autonomie politique qui les tient à distance des organisations d'extrême gauche, sauf des *Cahiers de Mai*, ce qui est moins le

⁹⁸⁴ En Avril 1968, le taux d'étrangers dans les ouvriers du département était de 52 % Voir NAVILLE Pierre, BARDOU Jean-Pierre, BRACHET Philippe, LEVY Catherine, *L'Etat entrepreneur, le cas de la régie Renault*, Paris, Editions anthropos, 1971, 459 p., p.206

⁹⁸⁵ Source, Articles sur les grèves du département 38 et 12, *Les cahiers de Mai*, n°40, mai-juin 1973, art. cit.

⁹⁸⁶ Certains documents font état d'un militant du Comité de lutte, d'autres non. Ce comité n'a alors eu aucun rôle dans la conduite de la grève. Toutefois après les licenciements qui frappent le Comité de lutte après la mort de Pierre Overney, il n'y a plus à l'usine qu'une dizaine de militants, mais plus aucun dans les départements importants de l'île Seguin. Confer : *Tentative de bilan du comité de lutte Renault*, par Baruch Zorobabel, p.37. Baruch Zorobabel est le pseudonyme de Nicolas Boulte, seul membre du Comité de lutte qui n'est pas proche de la GP. Ancien secrétaire général de la Jeunesse étudiante chrétienne et secrétaire du Comité Viêt Nam national, et pigiste pour le Nouvel Observateur. Il se suicide en 1975.

⁹⁸⁷ Entretien réalisé avec Ramdane du 20 avril 1973. Ce propos est aussi celui porté dans le Bilan produit en avril 1973, par un collectif immigré « comme contribution à la conférence internationale sur l'automobile ».

cas des ouvriers arabes qui, moins soudés, recherchent des appuis auprès de ces organisations⁹⁸⁸.

La grève, sa préparation et sa conduite par les ouvriers se développent dans une confrontation permanente avec la CGT, sous-tendue par une volonté de préserver leur autonomie dans la défense de leur revendication, bien que sachant aussi prendre appui sur les initiatives syndicales. Pendant la grève du département 38, la CGT s'oppose à une extension de la lutte au département 12, en dépit d'initiatives prises en direction de ce département par les grévistes. Son opposition est interprétée comme un souci de ne pas créer une tension sociale dans un période préélectorale. L'échéance des élections législatives passée, la CGT entend mettre en grève les presses du département 12, sur l'exigence de la classe 9 maxi satisfaite au département 38. Le syndicat, en délégation avec des ouvriers, dépose cette revendication auprès du chef de département 12 qui promet une réponse qui ne viendra pas. L'initiative encourage les discussions entre les ouvriers qui s'étaient amorcées pendant la grève du département 38, mais les délégués de la CGT maintiennent la revendication de la classe 9 maxi pour tous. Les trois équipes s'unifient pourtant sur l'exigence du P1F pour tous au cours d'échanges au sein d'une minorité de travailleurs, parmi lesquels les Espagnols, en relation avec les *Cahiers de Mai*, pourraient avoir joué un rôle important⁹⁸⁹.

Le 21 mars étant une journée d'action nationale de la métallurgie, Les ouvriers décident d'utiliser l'opportunité de cette journée pour engager une grève prolongée sans avoir à se confronter immédiatement à la CGT. La veille l'équipe de nuit arrête le travail, et le 21 au soir les trois équipes sont en grève⁹⁹⁰. Alors que la direction propose l'ouverture de négociations pour le 22, la CGT accède à la demande des grévistes que certains d'entre eux y participent, comme elle l'avait fait lors des grèves précédentes (Grèves des perfos et du 38). Dans un premier temps elle en choisit quatre dont un est un cégétiste, mais l'assemblée des grévistes en désigne cinq. La réunion avec la direction est difficile car la CGT négocie sur la classe 9 et non sur la revendication de l'atelier. Le vendredi 23 au soir le chef de département accepte la classe 9 pour tous ceux payés en classe 8. Les délégués réitèrent leur demande du P1F pour tous. La CGT s'appuie sur la proposition de la direction pour inciter à la reprise, ce que refusent les grévistes. Le lundi 26, un tract signé « des ouvriers du 12 »

⁹⁸⁸ Point de vue formulé aussi dans le Bilan du « Collectif immigrés » (B4) qui de ce point de vue nous paraît pertinent.

⁹⁸⁹ Les *Cahiers de Mai* ont rédigé en Castillan une plateforme de la grève du département 38. AP-AV

⁹⁹⁰ L'*Humanité* du 22 mars rendant compte de l'arrêt de travail au 12 rapport qu'il est motivé par l'exigence des OS d'obtenir la classe 9 maxi « comme cela a été accordé au 38 ».

est distribué aux portes par des militants extérieurs à l'usine⁹⁹¹. Il a été rédigé pendant le week-end par un ouvrier tunisien, Ramdane, des presses et un ouvrier algérien, Mohamed, contrôleur au département 74. Il dénonce les manœuvres attribuées à la CGT, empruntant au vocabulaire de la guerre de libération algérienne le qualificatif infamant de « harkis de la direction »⁹⁹² à l'encontre des délégués qui ont tenté d'imposer la revendication de Classe 9 maxi pour tous. Le 27, alors que la centaine de travailleurs présents dans l'atelier est soumise à la pression d'un groupe d'agents de maîtrise, la direction décide le lock-out de l'ensemble des ateliers de l'Île Seguin qui, faute de pièces, sont progressivement immobilisés. Entre temps les négociations ont repris et la direction renouvelle la proposition de la classe 9 pour tous en la complétant d'une prime de risque qui n'est garantie qu'après une ancienneté de 7 ans dans le poste. Bien qu'en termes de salaire les classes 9 maxi en arrivent ainsi à une rémunération très proche de celle du P1F, les délégués des grévistes maintiennent leur exigence du P1F. La CGT fait voter par les grévistes de l'équipe d'après-midi la reprise du travail. Le lendemain matin l'*Humanité* salue la victoire du 12, alors que l'équipe de nuit a maintenu la grève entraînant la reprise des deux autres. Au cours des débats qui ont eu lieu dans la nuit, un délégué CGT (Michel Certano) ayant donné « un coup de tête » à un délégué CFDT, l'assemblée générale décide d'exclure de leurs assemblées tous les délégués qui ne travaillent pas dans l'atelier. Le 29 alors que le lock-out touche tous les ateliers de l'île, les ateliers d'emboutissage de Flins et de Sandouville rejoignent la grève sur la même revendication que Billancourt. Le mardi 3 avril sur demande des syndicats les discussions reprennent. Le lundi 9, voulant en finir, la direction mobilise toute à la fois la « volante » et des agents de maîtrise pour tenter de redémarrer la production. Les grévistes conditionnent la reprise des négociations au retrait du commando de la maîtrise. Le soir, elles se concluent sur une ultime proposition de la direction qui associe un taux horaire proche de celui du P1F et la création d'un coefficient 160 spécifique à l'atelier⁹⁹³. La prime de risque est abandonnée. Les heures de grève sont indemnisées à hauteur de 30 % et le système des jetons

⁹⁹¹ Ces militants appartiennent à la GOP ou sont des anciens de la Gauche révolutionnaire, groupes issus de la gauche du PSU.

⁹⁹² Tract du 24 mars des grévistes (en fait 2 ouvriers dont un ouvrier gréviste du Département 12 et un ouvrier algérien du département 74) : « *La CGT : par l'intermédiaire de ces fameux MM BOUCHOUX, CERTANO, et PRERA – Harkis de la direction, ont entrepris de saboter notre lutte* ». AP-AV

⁹⁹³ Si la direction accepte alors un aménagement de la grille, celle-ci ne met pas fin, contrairement à ce que Laure Pitti écrit dans « *Une matrice algérienne ? Trajectoires et recompositions militantes en terrain ouvrier* ». Revue *Politix*. Volume 19 – n°76/2006, p. 164 « A Billancourt en 1973, la mobilisation des 373 OS des presses met fin au système de classifications et rémunérations dit cotation de poste ». La cotation des postes sera notablement aménagée en 1975, sans vraiment disparaître dans les faits. Le salaire restera toujours attaché au poste tenu et, en dépit de primes compensatoires en cas de changement de postes, les ouvriers seront toujours exposés au risque de déqualification lors des réorganisations d'atelier, jusqu'à ce que la polyvalence s'impose. Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel, opus cit. p.128*. A propos de la réorganisation de l'atelier des fonds. « L'implantation a donc été réalisée par le bureau des méthodes dans le respect rigoureux des et de la cotation de poste ».

est aménagé de telle sorte que les ouvriers puissent quitter l'atelier une fois leur production journalière faite. Le lendemain, il faut deux votes successifs pour que la reprise soit votée 108 ouvriers votant pour la reprise, 75 restant contre, et 8 s'abstenant.

Cette grève vécue comme victorieuse par les ouvriers qui l'ont menée s'inscrit dans la vague de grèves de la décennie à Billancourt, dont elle partage nombre d'aspects. Toutefois, elle reste singulière car aucune des grèves qui la suivent n'est marquée par la même affirmation identitaire, pas plus que par une cohésion aussi forte du groupe ouvrier.

1.2.2 Les affirmations politiques : autonomie, égalitarisme, et démocratie

Lorsqu'au tout début de ces années, les conflits des OS s'imposent par des grèves « bouchons », c'est la cohérence de leur collectif, leur solidarité, qui apparaît comme une des caractéristiques majeures de leur lutte, sans que celle-ci ne leur soit propre car elle est une valeur de la culture ouvrière. Solidarité qui, avant d'être la conscience d'un but commun, se vit comme une nécessité imposée par le travail, par la cohésion du « nous » face au « eux », avant d'être harmonie entre les personnes qui, comme dans tout collectif, peuvent s'opposer dans des conflits individuels. La chaîne n'est supportable qu'à ce prix⁹⁹⁴. Cette solidarité s'impose comme une nécessité face aux incidents et aux difficultés du travail⁹⁹⁵, une exigence face aux agressions des « eux ». Rares sont les conflits internes au groupe ouvrier qui brisent leur cohésion face à la hiérarchie de l'atelier ou du département. Les OS ne tirant « individuellement aucune influence de leur position dans la technique et dans l'organisation, [ils] doivent toutes leurs ressources à l'action collective de masse. [Ils] vivent une double expérience professionnelle d'identification horizontale aux pairs, et verticale aux leaders du système social ouvrier »⁹⁹⁶. La grève des presses de Billancourt exprime encore nettement cette communauté de condition dans un égalitarisme revendiqué qui s'appuie sur le caractère indifférencié de leur travail et sur l'absence de hiérarchie de métier entre eux. Rares sont pourtant les ateliers où l'organisation du travail réalise cette égalité immédiate.

⁹⁹⁴ Mohamed Amri, entretien du 31 mai 2011, Saint Denis. Pour Mohamed Amri, Os au département 74, la solidarité est ce « qui fait rester la majorité des gens sur la chaîne [...]. On se connaît. On connaît les cultures des uns et des autres, malgré tout on est tous dans le même bateau ».

⁹⁹⁵ Bruno Gayard, entretien, Mais « quand il y avait un accident ou un truc sur un poste qui avait déconné... un accident sur la chaîne de poste... un mec qui s'était [...] mal ». « On se précipitait sur les boutons de chaîne pour arrêter. Ça gueulait partout. Et là, c'était la solidarité avec le mec, tout de suite. Il était entouré [...]. C'était spontané. Et ça pouvait ne pas durer longtemps, [...] mais quand il y avait un truc, c'était unanime »

⁹⁹⁶ Abdelmaleck Sayad, « la double condition d'immigré et d'OS », dans Renaud Sainsaulieu, *L'identité au travail, Les effets culturels de l'organisation*, Paris, Presses de la FNSP, 1988, 476 p, p.310

Quand ce n'est pas le cas, les ouvriers peuvent exiger de tourner sur tous les postes de travail, ce qui est rare, même si les pistoleteurs de la chaîne peinture de Billancourt imposent, en janvier 1972, leur rotation sur les différents postes⁹⁹⁷. Pendant la grève du département 12, cet égalitarisme encourage la recherche constante d'un consensus et pousse les ouvriers à rejeter les modalités de vote imposées par les syndicats et préfèrent discuter longuement entre eux avant toute décision. Les grévistes disent alors être « contre le vote », mais il s'agit pour eux du vote à bulletin secret, car ils le pratiquent à main levée, dans les assemblées générales peu nombreuses et convoquées par les syndicats.

Les grévistes des presses conduisent leur mouvement en tenant des assemblées informelles où la parole circule. Au cours de la grève, à la surprise des militants d'extrême gauche, ils refusent de désigner un comité de grève, faisant état de l'expérience négative des grévistes du département 38 presses qui, en ayant formé un sur proposition d'un militant de l'AJS⁹⁹⁸, l'ont vu ensuite « noyauté » par les syndicats et des militants politiques qui en font partie, provoquant selon un gréviste du département 12 des « bagarres continues » entre la CGT et les groupes politiques⁹⁹⁹. Cet égalitarisme démocratique avant d'être un « principe politique » est le refus, motivé par la crainte de voir les membres de ce comité soumis à la pression des syndicats et de la direction. Les OS se sentent vulnérables « à la personnalisation de tout rapport vertical avec un chef ou un meneur » ce qui fonde aussi leur refus d'une formalisation du comité de grève. Bien des militants ne comprennent pas un tel fonctionnement qui ne correspond pas à un processus démocratique formel. Ils y voient un facteur de faiblesse¹⁰⁰⁰. Pour ne pas s'exposer aux pressions de la CGT, les ouvriers qui sont en lien avec les groupes d'extrême gauche refusent de le manifester. Lorsque le Comité de soutien organise des collectes dans la région parisienne, les deux ouvriers de Renault qui y participent ne veulent pas être ceux qui en remettent le produit à la caisse de solidarité de l'atelier.

Leur grève donne à voir un unanimisme, une « communauté fusionnelle et dépendante [qui] est la façon la plus probable de s'adapter à une telle situation contraignante »¹⁰⁰¹. Conscient de la nécessité de leur cohésion, ils craignent de se voir partagés en une majorité et une

⁹⁹⁷ Cette revendication est alors appuyée par des militants de la GP présents à la peinture. Voir Marc Jarrel, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne*, opus cit. p.52, et UCF (ml), *A propos du meurtre de Pierre Overney*, Paris, François Maspero, 1972, 74 p., p.52 et 53. Mais elle avait été celle d'Os sur une chaîne d'assemblage des trains dans les années 1950. Voir APOSTOLO Marius, *Traces de lutte*, opus cit.

⁹⁹⁸ Alliance de la Jeunesse socialiste / OCI, organisation trotskiste de tendance lambertiste.

⁹⁹⁹ Entretien avec Ramdane, ouvrier aux presses, avril 1973, Archives personnelles de A. Viguière

¹⁰⁰⁰ La LCR voit dans l'absence de comité de grève l'incapacité de prendre réellement en mains leur lutte. *Renault, la révolte d'avril 73*, LCR mai 73.

¹⁰⁰¹ Renaud Sainsaulieu, *L'identité au travail*, opus cit., p. 111

minorité. De fait, au département 12, cette unanimité se maintient jusqu'à la reprise qu'ils feront tous ensemble, malgré un vote qui les partage. Enfin, l'égalitarisme nécessaire, comme défense, ne signifie pas uniformité. Les personnalités se lovent dans le « nous » collectif sans jamais s'effacer. Tout au contraire, le collectif entretient la diversité des identités personnelles, sociales et humaines que le travail tend à nier. Les ouvriers mettent inévitablement « une étiquette sur chacun »¹⁰⁰², ou au moins sur les origines nationales et les expériences de lutte qui peuvent leur être associées¹⁰⁰³.

L'égalitarisme des ouvriers spécialisés est un ressort puissant de leurs premières grèves. Il sera progressivement affaibli par la direction qui va l'entamer en répondant à l'exigence de qualification des ouvriers spécialisés par la polyvalence associée à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Dans les grèves de 1973, ces ouvriers défendent leur autonomie dans la confrontation aux syndicats, dont ils attendent pourtant des moyens et un soutien à leur lutte¹⁰⁰⁴.

1.2.3 *Ouvriers spécialisés, spontanéité et attentes adressées aux syndicats*

Les grèves des ouvriers spécialisés prennent à contrepied la culture syndicale traditionnelle, portée par les ouvriers professionnels. Les OS participent peu aux débrayages nationaux appelés par les organisations syndicales et leurs débrayages paraissent n'être d'abord que des réactions spontanées en réponse à un événement particulier. En quelque sorte, la goutte d'eau qui fait « déborder le vase ». Pour autant leur caractère « improvisé » ou « spontané » ne peut être attribué exclusivement à leur « inexpérience », ou à leur « inculture syndicale », car les conditions dans lesquelles elles s'organisent sont imposées par les contraintes de leur travail. Pour les préparer, les ouvriers des chaînes ne peuvent pas, comme le font les professionnels, tirer parti d'une liberté offerte par la maîtrise de leur temps de travail. Rivés à leur poste, il leur est difficile de circuler et de se concerter au sein de l'atelier. Enfin, leurs délégués, OS comme eux, ont peu d'autonomie dans leur syndicat qui les considère plus comme des relais que comme des organisateurs de leur collectif. Aussi seul un débrayage occasionné par un événement jugé inadmissible, souvent les propos jugés racistes d'un agent

¹⁰⁰² Renaud Sainsaulieu, *L'identité au travail*, opus cit., p. 26

¹⁰⁰³ Diversité de caractère, de rapport au travail, de parcours de vie qui font qu'en dépit de sa monotonie, la chaîne rassemble une richesse humaine insoupçonnée dont l'entreprise n'a que faire Tel IDBIHI Mostafa Os sur la chaîne et impresario dans le monde artistique maghrébin, voir Youssef Hadj, *IDBIHI, Parcours d'un Marocain – 1968-1987*, Casablanca Editeur de Talents, 2015, 125 p.

¹⁰⁰⁴ Voir *Les cahiers de Mai*, n°40, mai-juin 1973 Ar. cit.

de maîtrise, ou une variation brutale de la charge de travail, crée l'occasion d'une concertation préparant une action de plus grande envergure. Les travailleurs, se retrouvant réunis à l'occasion de l'interruption momentanée de leur activité, peuvent poser les problèmes restés en suspens et arrêter des modes d'action collectifs¹⁰⁰⁵. Seules les deux grèves des presses de 1973, celles du 38 et du 12, ne sont pas conformes à ce schéma, puisqu'elles ont été toutes deux préparées par un processus d'échange et de maturation, la première au cours de rencontres entre ouvriers et militants des *Cahiers de mai*, la seconde au sein du collectif ouvrier lui-même.

Certes, en 1973, au département 12, la grève s'organise en « occupations où le pouvoir revient aux assemblées générales avec des 'délégués sans mandat' »¹⁰⁰⁶, mais ces traits sont bien moins affirmés dans les grèves suivantes. Si elle donne à « voir une rupture entre ouvriers et syndicats et impose[nt] de disjoindre lutte ouvrière et lutte syndicale »¹⁰⁰⁷, cette capacité ne se vérifie qu'au niveau de l'atelier, car, en avril, lorsque la lutte s'étend aux 7000 ouvriers mis en chômage technique par l'arrêt de l'emboutissage, la CGT en prend la direction, ayant seule la capacité de l'organiser et de la contrôler¹⁰⁰⁸. L'autonomie que la grève de 1973 donne à voir est, dans cette affirmation, éphémère et circonstancielle, car l'année amorce des changements dans les rapports entre les OS et les syndicats. Le premier est la conséquence de la baisse relative du turnover des ouvriers immigrés. Le second est l'accession de tous les étrangers au vote et à l'éligibilité aux élections professionnelles. Ces deux facteurs renforcent d'une part l'enjeu pour les syndicats d'un meilleur encadrement des immigrés, et d'autre part contribuent à l'intégration de ces derniers au collectif de l'usine¹⁰⁰⁹. L'affirmation d'une volonté des ouvriers immigrés de se « tenir à distance »¹⁰¹⁰ des syndicats est un discours qui ne rend pas compte des attentes contradictoires qu'ils ont à l'égard des syndicats. En dépit de leurs relations conflictuelles avec les syndicats, les OS bien que méfiants ne leurs sont pas totalement hostiles. Les critiques qu'ils leur adressent sont

¹⁰⁰⁵ C'est le cas en de nombreuses occasions : en 1975, c'est une entrevue jugée humiliante avec un chef de département qui provoque la grève des caristes. En 1981, c'est une altercation avec un agent de maîtrise qui débouche sur la dernière grève des presses. Interview d'un délégué CFDT, *Revue PLP*, octobre 1981

¹⁰⁰⁶ Marie-Claude Blanc-Chaleard, « les immigrés en quête d'autonomie », dans Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, (dir), *Histoire des mouvements sociaux en France*, opus cit. p.522

¹⁰⁰⁷ Laure Pitti, « Grèves ouvrières versus luttes de l'immigration : une controverse entre historiens », *Ethnologie française*, XXXI, 2001, 3, p 465-476

¹⁰⁰⁸ Bilan de la grève par le groupe GOP de Boulogne, AP-AV

¹⁰⁰⁹ La baisse de la participation ouvrière aux élections professionnelles de 9 points entre 1967 et 1972, puis de 4 points entre 1972 et 1979, ne peut être imputée exclusivement à une mise prise de distance consécutive à l'attitude syndicale face aux grèves d'OS. Pendant la première période le renouvellement dans l'origine ouvrière compte beaucoup plus que tout autre facteur.

¹⁰¹⁰ L'expression est empruntée à l'UCF ml. Cette organisation voit alors dans l'attitude des ouvriers, la confirmation de leur position doctrinale sur le rôle des syndicats dans lesquels ils se refusent à militer.

d'autant plus vives qu'ils en attendent un appui et qu'ils les considèrent, s'agissant en particulier de la CGT, comme seuls capables d'étendre un soutien à toute l'usine¹⁰¹¹. Aussi, lorsqu'en novembre 1972, la *Gauche prolétarienne* tente de fédérer les comités de lutte dans une Union nationale des Comités de lutte d'atelier (UNCLA), elle admet que les syndicats conservent un crédit auprès des ouvriers¹⁰¹². La défiance exprimée à l'égard de la CGT par les ouvriers de l'île Seguin est moindre que celle qu'ils manifestent à l'égard du Parti communiste. Aussi lorsque la CGT s'organise en secteurs sous la responsabilité de cadre du syndicat, la responsabilité des départements 12 et 74, les plus nombreux¹⁰¹³ comme les plus fréquemment en grève et donc les « plus stratégiques », n'est pas confiée à un cadre communiste de la CGT, mais à Daniel Bonnechère, ancien prêtre ouvrier et professionnel à la RMO, qui bien que proche du PCF¹⁰¹⁴, a des relations avec les OS immigrés bien meilleures que la plupart des cadres communistes du département¹⁰¹⁵.

Après 1973, la « distance » entre ces travailleurs et les syndicats se réduit, sans que disparaissent les modes d'organisation et de conduite des débrayages expérimentés au début de la décennie. Elle se réduit aussi lorsque la CGT parvient à dégager des cadres syndicaux parmi les différentes nationalités, leur permettant ainsi d'orienter les grèves des OS sans jamais parvenir à les contrôler totalement¹⁰¹⁶. Enfin, les étrangers, récents dans leur condition de travailleurs d'industrie, veulent être reconnus par les autres travailleurs, donc par les syndicats, comme des ouvriers à part entière, ils y parviennent par la lutte et leur capacité à faire reculer la Direction. Selon les propos de l'un d'eux, ils sont passés, par leurs grèves, « de l'état de mouton à [celui de] berger »¹⁰¹⁷.

1.2.4 Grèves sectorielles et grèves d'usine, les limites de l'autonomie

Entre 1969 et 1979, la fréquence des grèves d'ateliers dans les usines de carrosserie montage n'a pas d'équivalent dans les usines de mécanique (voir *supra* tableau 14). A contrario

¹⁰¹¹ Bilan de la grève du ferrage (12.74) de janvier 1977, fait par un regroupement de syndicalistes révolutionnaires de la CFDT, OS, OP et mensuels. AP-AV

¹⁰¹² Statut de l'Union nationale des comités de lutte d'atelier, fondée en novembre 1972. AP-AV

¹⁰¹³ Au début des années 1970, le département 12 emploie 1500 travailleurs, le département 74 de l'ordre de 4000.

¹⁰¹⁴ Il s'éloignera de lui après la rupture du programme commun et le soutien du PCF à l'état d'urgence en Pologne.

¹⁰¹⁵ Je remercie Mohamed Er Reguieg, contrôleur au département 12 puis 74, militant CGT, puis CFDT, d'avoir attiré mon attention sur ce point. Entretien du 21 novembre 2016

¹⁰¹⁶ Mohamed Mokhtari, marocain, ouvrier du département 49, joue un rôle important dans l'intervention de la CGT pendant les conflits du département 38, en 1977.

¹⁰¹⁷ Amanda Petitgrand, *ATRIS (Association des anciens travailleurs Renault de l'île Seguin)*, opus cit., p.98

aucune des premières n'est immobilisée par l'arrêt général de ses travailleurs alors que c'est le cas pour les usines de fabrication mécanique. Dans les usines de carrosserie montage, les grèves sectorielles se développent par vagues et font preuve d'une redoutable efficacité immédiate reposant sur leur capacité à immobiliser la production. Cette efficacité dans la défense de revendications d'atelier conduit les ouvriers qui engagent une action à ne guère chercher à étendre leur mouvement à toute une usine de carrosserie, extension qui noierait leurs exigences dans un mouvement généraliste dès lors pris en mains par les syndicats. Quand en 1973, la grève des presses démarre à Billancourt, l'atelier des sièges se met aussi en grève sur la même revendication, mais ce mouvement est si bien occulté par celui des emboutisseurs, que peu de traces en subsiste¹⁰¹⁸. Ses ouvriers et ouvrières reprendront le travail avant la mise en chômage technique de l'île Seguin sans avoir rien obtenu.

L'exigence de « à travail égal, salaire égal » qui peut être reconnue comme une exigence de tous les ouvriers non qualifiés, ne permet toutefois pas de les réunir dans une lutte de tous leurs ateliers. Dans des usines de carrosserie montage, la propagation d'un mouvement à partir d'une grève sectorielle, des presses par exemple, se fait par extension aux ateliers similaires des autres usines, aux emboutisseurs de Flins et de Sandouville en 1973. Il s'agit alors d'une extension à des travailleurs de même métier qui se reconnaissent comme partageant les mêmes conditions. Par ailleurs, une grève peut aussi, par ricochet, encourager des mouvements dans d'autres ateliers qui se succèdent alors sans simultanéité, comme c'est le cas à propos des classifications à l'hiver 1975 à Billancourt, ou pour exiger le paiement du lockout après l'arrêt de la grève des presses de 1973. Les grèves sectorielles tirent leur efficacité de l'homogénéité du groupe ouvrier, perçue et exploitée par lui dans un souci d'affirmation identitaire, appuyé sur le rapport de force que donne le rôle de l'atelier dans le processus de production d'ensemble. Cette singularité assumée conduit les autres ouvriers spécialisés à ne pas s'engager immédiatement dans la brèche ouverte par une grève sectorielle avec laquelle ils se solidarisent peu au-delà de leur participation aux débrayages ou aux meetings de soutien, attendant généralement la conclusion favorable du conflit pour engager une action qui leur soit propre.

En 1976, la grève des peintres obéit à la même logique que celle des emboutisseurs. Le groupe moteur est constitué par les pistoleteurs, qui ont obtenu en 1972 de tourner sur l'ensemble des postes, imposant une même condition de travail là où il existait auparavant

¹⁰¹⁸ Il en est fait état dans « Renault Billancourt : « les grèves de mars et avril 73 » p.4, B7 AP-AV.

des postes spécialisés inégalement cotés¹⁰¹⁹. Cependant au sein même de cet atelier subsiste une hétérogénéité de condition entre les pistoleteurs et les essuyeurs moins qualifiés qui, exclus de la rotation des postes, restent à la marge du groupe acteur de l'action.

L'efficacité des grèves sectorielles des usines de carrosserie montage repose donc sur la constitution d'un groupe d'ouvriers en catégorie professionnelle revendiquée¹⁰²⁰. Cette dynamique très affirmée chez les emboutisseurs et les peintres l'est moins dans les luttes des autres OS, celle des ouvriers des ateliers de tôlerie ou des chaînes de montage, qui ne peuvent pas s'appuyer sur une identité professionnelle aussi forte, restant ainsi plus vulnérables à la division et aux pressions de la hiérarchie. De plus, elle n'a pas la même efficacité dans les usines de mécanique, bien que les grèves de l'usine du Mans en 1969 et 1971, aient commencé par des grèves de secteur qui ont vite débouché sur leur extension à toute l'usine (1969, 1971, 1975 pour Le Mans).

La singularité des conflits dans les usines de mécanique (Le Mans, Cléon) peut être vue comme résultant de l'origine française de la plupart de leurs ouvriers, et de leur taux de syndicalisation plus élevé. Ces facteurs explicatifs ne peuvent à eux seuls rendre compte des caractères singuliers des conflits généralisés de ces usines. Ils doivent être mis en relation avec l'organisation de la production d'organes mécaniques, moteurs ou boîtes de vitesses. Alors que les usines de carrosserie la production rassemblent un grand nombre d'ouvriers dans un petit nombre d'ateliers, celles de mécanique sont caractérisées par un grand nombre d'ateliers aux effectifs réduits dans lesquels les travailleurs sont isolés et séparés par les machines. Les activités d'assemblage y ont aussi des effectifs moindres et les travailleurs moins en contact leurs pairs que sur une chaîne de montage véhicule. Les qualifications sont plus hétérogènes, les ouvriers qualifiés (régleurs par exemple) y étant proportionnellement plus nombreux que dans les activités de carrosserie. Il est donc difficile à un groupe ouvrier non qualifié d'atelier de se constituer, comme en carrosserie, en groupe professionnel fort de son homogénéité et de sa singularité. L'usine, en subsumant la diversité catégorielle des ateliers, s'impose alors comme lieu d'affirmation de la force collective. Les grévistes

¹⁰¹⁹ Il y avait au début des années 1970, des « arrêteurs » spécialisés dans la peinture du détournage des ouvrants, et des « laqueurs » peignant les grandes surfaces. Daniel Labbé, *Travail formel et travail réel*, opus cit., p.118

¹⁰²⁰ Leur efficacité effective au-delà de leur impact symbolique et médiatique amplifiée par leur récurrence, en particulier à Billancourt, peut être discutée. En effet, c'est moins ces grèves, que celles de tous les OS de l'usine du Mans, en 1969 et 1971, puis en 1975, qui par deux fois amènent imposent une révision de la grille des salaires. Les actions du Mans conduisent en effet à l'immobilisation progressive de toutes les usines de montage de Renault, par suite de l'arrêt de leur approvisionnement en organes mécaniques.

adoptant alors des revendications d'augmentation salariale uniforme, plus pertinentes en termes d'unification que « à travail égal salaire égal ».

Les grèves des OS des usines de carrosserie montage sont ainsi ambivalentes dans ce qu'elles expriment, traduisant à la fois une affirmation ouvrière nouvelle, une « ouvrièrisation » de travailleurs d'industrie récents qui nourrit leur fierté, une conflictualité qui les institue en nouvelle figure ouvrière qui relègue au second plan celle de l'ouvrier de métier, bien que s'adossant à une identité catégorielle forte qui les distingue au sein même d'ensemble des OS. Leur attitude de ces derniers à l'égard des syndicats est elle-même complexe. Elle conjugue une méfiance qui pousse dans le sentiment d'être tenus par eux, non qualifiés et immigrés, comme une catégorie ouvrière subalterne qu'ils s'emploient seulement à encadrer, et la volonté de conserver, y compris à l'égard des autres ouvriers, la spécificité de leur lutte qui les porte à ne pas souhaiter de la voir intégrée dans un mouvement d'ensemble, porté par les syndicats, dans lequel elle perdrait ce qui en fait la force singulière.

1.2.5 Identité immigrée et/ou identité ouvrière

Les grèves des premières années 1970 sont des grèves bouchons, souvent longues dont l'initiative échappe aux syndicats. Certains de leurs traits ont pu être attribués à l'identité immigrée de leurs acteurs, mais ils caractérisaient déjà des grèves plus anciennes, comme celles de mai 1947 ou de mai 1953 ainsi que la vive réaction des travailleurs de l'île Seguin aux licenciements de l'automne 1960¹⁰²¹. En juin 1951, dix OS, dont deux délégués se couchent sur la chaîne de montage du département 74, pour protester contre la hausse de la cadence¹⁰²². Tous mouvements dans lesquelles les ouvriers français étaient majoritaires. Les débrayages d'OS des ateliers de carrosserie partagent des traits communs : des ouvriers soudés en un collectif restreint d'atelier, recourant à des blocages de chaîne par des moyens physiques, comme un banc mis en travers, ou par des voitures immobilisées en bout de ligne après dissimulation de leurs clés, mouvements soudains échappant alors à l'initiative des syndicats, mais pas à leur influence. Dans les années 1970, les acteurs principaux des luttes d'OS, à Billancourt comme à Flins, étant des Etrangers, l'équivalence OS / immigrés s'impose dans les médias, mais aussi à Renault parmi les mensuels. Ces mouvements ne découlent pourtant que des rapports de travail et traduisent une condition proprement

¹⁰²¹ Voir *Supra* partie 2.

¹⁰²² Ces ouvriers, militants de la CGT, sont licenciés ensuite pour entrave à la liberté du travail. Note de police du 29 octobre 1952. APPP Ba 2135

ouvrière, ainsi que le reconnaît la direction elle-même¹⁰²³. Pourtant, si la catégorie « immigré » n'est pas « opératoire pour rendre compte de ce qui a eu lieu »¹⁰²⁴, il n'est pas justifié d'en conclure que ce recrutement n'a aucune conséquence, même secondaire, sur la dynamique de ces grèves.

Pas plus que les ouvriers français, les ouvriers immigrés, qu'ils aient gardé leur nationalité d'origine ou adopté la nationalité française, ne se définissent uniquement par leur appartenance de classe. Ils s'inscrivent dans des histoires nationales et portent des expériences personnelles ou collectives singulières qui s'articulent à leur vécu présent de travailleurs. Dans les années 1970 ; la qualification d'immigrés pour les ouvriers étrangers, peu usitée jusqu'alors mais qui se généralise, porte en elle un certain effacement des caractères nationaux, pour ne retenir que le mouvement qui a conduit ces hommes ou ces femmes à quitter leur pays. Dans l'entreprise, ainsi que dans la société, pour faire face aux « eux », les ouvriers spécialisés immigrés doivent rester soudés en dépit de leurs identités nationales diverses et des tensions pouvant naître des politiques de leurs gouvernements respectifs. Dire comme l'exprime l'un d'eux qu'entre les immigrés, « il n'y aurait pas de racisme », traduit cette nécessité. Pas d'animosité entre eux, mais aux pauses, les ouvriers se regroupent par nationalité, pour n'être unis que dans des occasions plus exceptionnelles. Ils le sont donc aux pots d'atelier, mais en petit nombre, et surtout lors des débrayages ou des grèves¹⁰²⁵. Dans ces mouvements, en dépit de la diversité des langues qui entravent leurs échanges et leur inégale maîtrise du français c'est ce dernier qui devient leur langue d'échange¹⁰²⁶.

Cette fusion des nationalités dans une « identité immigrée », d'autant plus revendiquée que ces travailleurs font l'objet de discriminations ou d'assignations dévalorisantes, n'efface pas les caractères ou les valeurs collectives attribués à chaque groupe national en référence à son attitude dans l'usine ou à son histoire nationale. Les expériences nationales sont facteur de fierté alors que la subordination teintée de racisme de l'usine avilit. Toutefois, l'« identité

¹⁰²³ Aimée Moutet, *Roger Vacher, 1940- 1945*, opus cit., p 96. Aimée Moutet fait état d'une étude de Renault concluant que lors des mouvements revendicatifs du début des années 1980, « les immigrés avaient réagi à la spécificité de leur condition d'ouvriers spécialisés, comme travailleurs non qualifiés, et non comme immigrés »

¹⁰²⁴ Laure Pitti, « *Grèves ouvrières versus luttes de l'immigration : une controverse entre historiens* », *Ethnologie française*, XXXI, 2001, 3, p 465-476

¹⁰²⁵ Mustapha Dhaouadi, entretien du 30 juin 2011 : « *au moment de l'arrêt des chaînes, les Espagnols se mettent ensemble, les Tunisiens, les Algériens, les Marocains se mettaient ensemble.... C'est peut-être un problème de langue et de culture. Je ne sais pas. [Les occasions d'être ensemble] c'était les grèves, les débrayages. Il y avait une certaine solidarité. Il n'y avait pas de querelle entre nationalités. [...] Il n'avait pas ce racisme-là entre nous. Ça n'existait pas* ».

¹⁰²⁶ Ainsi pendant de la grève des presses de 1973, les ouvriers soucieux de décider par consensus en dépit des origines différentes se consultent par nationalités, avant de collectiviser en Français leurs points de vue s
Compte rendu de discussion entre divers travailleurs sur la grève d'avril 1973, AP-AV

nationale » n'est pas seulement celle vécue, c'est aussi celle imputée à chaque groupe national par les autres. Ces assignations faites de caractères réels ou supposés, véhiculent des préjugés, des idées reçues, des généralisations abusives. Les Algériens forts du prestige acquis dans la guerre d'indépendance sont dits combatifs, qualité qui est refusée aux Portugais ou aux Yougoslaves. Ils sont, avec les Espagnols, porteurs d'une mémoire politique plus forte que les autres nationalités. Au sein des Algériens, les Kabyles sont jugés par des travailleurs arabes comme se sentant « supérieurs » et se voulant d'abord Kabyles. Un Marocain peut dire à leur propos que « beaucoup d'entre eux [sont] athées et [mangent] du porc, ce qui [donne] lieu à des conflits avec les autres Algériens »¹⁰²⁷. Ces lieux communs doivent être nuancés, pour les Portugais par exemple, car certains d'entre eux sont des militants politiques et syndicaux reconnus. A la fin de la décennie 1970, des ouvriers sont recrutés parmi les réfugiés du Sud-est asiatique, et sont tenus par les autres comme trop travailleurs et serviles, bien qu'ils puissent s'associer aux débrayages¹⁰²⁸.

Pour les militants, les luttes nationales de leur pays ont pu être à l'origine de leur prise de conscience et ils y puisent parfois les termes politiques qualifiant les attitudes adoptées par tel ou tel lors des grèves. Ainsi le fait le tract rédigé par un ouvrier tunisien des presses et un ouvrier algérien du département 74, évoqué précédemment, qui use d'un vocabulaire emprunté à la guerre de libération algérienne. La qualification de Harki n'a peut-être pas été assumée ni comprise par tous les grévistes, mais elle témoigne combien pour certains leur histoire nationale définit bien plus leur identité politique que les luttes sociales et politiques en France qu'ils ignorent souvent. Bokar Touré, délégué CGT des caristes, militant sénégalais du PIT, était nourri d'histoire du Sénégal et de la colonisation, dans laquelle le massacre du camp de Thiaroye, en décembre 1944, occupait une place toute particulière¹⁰²⁹. Ibrahima Ly, lui aussi Sénégalais et, parce qu'imam maîtrisant parfaitement l'arabe, construit sa culture politique par la lecture de *El Chab*, journal algérien en langue arabe, ainsi que par celle d'ouvrages marxistes syriens. L'anti-impérialisme, les luttes de libération nationale en Afrique dont il pense que le PCF est plus soucieux, motive son adhésion au PCF en 1974, alors qu'il quitte la CFDT trop silencieuse selon lui sur ces questions¹⁰³⁰.

¹⁰²⁷ Mohamed Amri, entretien réalisé par Robert Kosmann pour notice sa notice biographique du Maitron

¹⁰²⁸ Bruno Gayard, entretien : « Alors, les « Chinois » étaient le plus à part, considérés comme ceux qui travaillent et qui ne se rebellent jamais, qui vont casser la grève. Impression qui était fausse parce que souvent dans les grèves, il y avait des Chinois ».

¹⁰²⁹ Souvenir personnel de conversations avec Bokar Touré, Sénégalais et délégué CGT des caristes de l'île Seguin, années 1970, AV

¹⁰³⁰ Ibrahima LY entretien, juin 2015, Boulogne-Billancourt

Ces histoires nationales, facteurs d'affirmation et de fierté politique des ouvriers étrangers, ne participent guère à une mémoire partagée par tous, Français et Etrangers, même si dans la décennie 1970, les organisations d'extrême gauche s'emploient à faire vivre un internationalisme qui fait peu de cas de la diversité de ces expériences, pour s'en tenir à celles de la guerre de libération algérienne et du combat des Palestiniens. Le PCF les exploite aussi dans des conditions toutefois particulières, examinées plus tard. La fierté nationale des immigrés conforte leur détermination face au patron, plus qu'elle ne la contrarie. Fierté nationale qui s'exprime encore dans les débrayages spontanés à l'occasion de la mort de Nasser en septembre 1970, ou de celle de Houari Boumediene en décembre 1978. Pour rendre hommage au leader nationaliste et à leur Président, les ouvriers algériens se rassemblent à la pause dans le hall de l'île Seguin, en dépit des critiques qu'ils peuvent faire à son régime. Le meeting improvisé, mais couvert par la CFDT, se prolonge en débrayage. « Il y a des professionnels [...] Les tous caristes sont venus avec leurs cars. Le pont de l'île était fermé »¹⁰³¹.

La nation, son passé ainsi que son présent, sont aussi facteurs de tensions entre les Algériens et les Marocains, qu'entretiennent leurs Amicales. Selon Arezki Amazouz, les ouvriers marocains ne s'associent pas à l'hommage rendu à Houari Boumediene, à cause d'un interdit de l'Amicale¹⁰³². Un délégué algérien, Messous¹⁰³³, absent ce jour se voit soupçonné de ne pas avoir voulu s'associer à l'hommage et son nom est rayé sur les bulletins aux élections professionnelles de l'hiver 1979. Un délégué marocain participant à ce rassemblement aurait été menacé de dénonciation auprès de l'Amicale. En octobre et novembre 1975, pendant la Marche verte, la tension aurait été grande entre Algériens et Marocains, tous les Marocains se rangeant alors rangés derrière Hassan II. Pendant un mois leur confrontation a pu aller « jusqu'aux coups de poings »¹⁰³⁴. Selon Mohamed Er Reguieg¹⁰³⁵, de telles tensions s'expriment plus au sein du syndicat qu'entre les travailleurs. Alors que la CGT soutient la cause du Front Polisario, comme le fait le PCF, les militants marocains, ainsi que d'autres semble-t-il, réprouvent l'engagement de leur syndicat au motif de la division qu'elle entretient entre les travailleurs. En ces circonstances, soucieux de leur unité, les ouvriers

¹⁰³¹ Arezki Amazouz, entretien du 13 juillet 2011, Boulogne.

¹⁰³² Arezki Amazouz, entretien du 13 juillet 2011 : « Il y avait tout le monde sauf les Marocains qui étaient interdits par l'Amicale ».

¹⁰³³ Mohammed Messous, Né le 4 avril 1937 à Ouled Mimoun (Algérie) ; OS chez Panhard puis à Renault Billancourt ; syndicaliste CGT et militant communiste. Voir notice biographique Maitron

¹⁰³⁴ Mohamed Amri, entretien réalisé par Robert Kosmann

¹⁰³⁵ Mohamed Er Reguieg, entretien du 21 novembre 2016, Saint Denis.

étrangers opposent leur condition commune d'immigrés aux identités nationales propres¹⁰³⁶, rejetant ce que ces dernières pourraient avoir de diviseur. La nécessité de faire front ensemble aux attaques des « eux » les pousse à esquiver ces contradictions, voulant ainsi faire de l'usine un lieu d'où la politique serait rejetée comme facteur de division. Le « nous » immigré s'oppose à la discrimination, au mépris et au racisme. Toutefois alors que la fierté nationale est positive, l'affirmation d'une « nationalité immigrée » est défensive. Dans ces conditions seules les causes politiques, transcendant les contradictions nationales, peuvent rassembler toutes les identités arabe ou africaine. Ainsi, le combat national palestinien unit les travailleurs maghrébins comme le fait la lutte contre l'Apartheid en Afrique du sud pour les ouvriers africains noirs.

Les grèves des années 1970 doivent aussi aux conditions de vie des immigrés. Vivant en foyer, ils ont un mode de consommation frugal, sans charge de crédit¹⁰³⁷, facteur favorable, sans être déterminant, à leur durée, à laquelle contribue aussi l'appui logistique et financier des militants d'extrême gauche¹⁰³⁸ ainsi que des syndicats. La CGT, dépit des réserves du PCF, se doit d'organiser la solidarité dans l'usine pour maintenir son lien avec ces travailleurs¹⁰³⁹.

Les grèves des OS sont dites « des grèves d'immigrés ». Leur impact national installe cette évidence, vérifiée sociologiquement par l'origine de leurs acteurs à Billancourt et dans les usines proches de Paris, mais fautive dans sa généralité et surtout dans les caractères politiques et revendicatifs de ces grèves. Ainsi que l'écrit Laure Pitti, « parler de 'grèves d'immigrés' ouvre ainsi un double déni : déni du caractère résolument ouvrier de [ces

¹⁰³⁶ Mohamed Amri, entretien du 31 mai 2011, Saint Denis : « *Que le Parti communiste, qui est un parti politique prenne position pour le Polisario, nous on est à l'usine et il ne faut pas oublier [...] tous les militants syndicaux d'origine étrangère, que ce soit Marocains, Algériens, Africains, on a pris une décision parce que l'on avait peur qu'il y ait des conflits entre travailleurs marocains, algériens à cause de ce conflit-là. On a dit voilà. A partir de maintenant, de quelle nationalité vous êtes : immigrés.* »

¹⁰³⁷ CREDOC, H. Faure - J.C. Backe, Enquête sur les loisirs et mode de vie du personnel de la Régie Nationale des Usines Renault, Revue consommation / n° S3150 - Avril-Juin 1971, et n° S3157 - Janvier-Mars 1972

¹⁰³⁸ Le rôle des militants d'extrême gauche dans la préparation et le soutien aux grèves d'OS immigrés est réel, mais ne doit pas être surestimé. Les militants des *Cahiers de Mai* qui avaient contribué à la formalisation et à la diffusion de la plateforme du département 38, en la reproduisant notamment en Espagnol, ne sont plus actifs après 1973. Dans le déroulement de la grève du département 12, les militants d'extrême gauche comptent en termes de solidarité financière, organisée dans toute la région parisienne, mais nullement dans la conduite de la grève elle-même. En 1973, le comité de soutien aux grévistes réunissant Ligue communiste, la Gauche révolutionnaire, le Front libertaire, la GOP, Révolution et les Cahiers de Mai, mais sans participation du Comité de lutte, avait collecté 14 000 francs dans la région parisienne, l'intersyndicale en collectant 38 000 francs. AP-AV

¹⁰³⁹ En particulier lors de la grève des presses de 1973 et celle des caristes du 39 en 1977

grèves] déni d'intériorité à la France de ces ouvriers »¹⁰⁴⁰, aucune d'elles n'étant porteuse d'une revendication « identitaire immigrée ».

Lorsque les OS immigrés exigent à la fin de la décennie 1970 de « ne pas rester OS à vie », ils expriment ce que des ouvriers français faisaient déjà en 1951 au cours de quelques débrayages de chaîne¹⁰⁴¹. Vingt ans plus tard, cette aspiration est celle de travailleurs vivant la même condition sociale, mais rivés à la chaîne par la discrimination et la division ethnique du travail, alors que la plupart des Français de Billancourt la quittent et accèdent à d'autres postes. La discrimination fait de l'exigence « ne pas rester OS à vie » celle des immigrés. En effet, quand bien même, ils obtiennent des CAP ou des formations leur permettant de postuler à des postes plus qualifiés, de régleur ou de chef d'équipe, ils se les voient refuser, seuls y accédant, sauf exception, les immigrés européens¹⁰⁴². Ainsi que l'a montré Laure Pitti les ouvriers immigrés non européens sont bloqués dans les qualifications inférieures, bien que la polyvalence ait pu les faire accéder à des postes de P1, au début des années 1980. L'entreprise ne se préoccupe de la formation des ouvriers immigrés que pour améliorer la transmission des ordres de la maîtrise aux ouvriers et leur permettre de s'insérer dans l'organisation du travail qui se complexifie¹⁰⁴³. Dans les années 1970, l'entreprise met en place une Initiation à la langue française (ILF) avec des formateurs recrutés à l'extérieur de l'entreprise¹⁰⁴⁴. Cette formation touche un nombre limité d'immigrés et rares sont ceux qui peuvent accéder à des formations qualifiantes. Seuls 15 % des inscrits terminent le cycle de deux ans¹⁰⁴⁵. Cette formation se fait à l'économie, car sur la chaîne, il suffit de placer le nouvel ouvrier en binôme avec un plus ancien, pour qu'il apprenne les gestes nécessaires à l'exécution de sa tâche de montage. Aussi un immigré donnant totale satisfaction et peu vindicatif reste rivé à la chaîne, alors que les « grandes gueules » perturbant les équipes peuvent espérer accéder à un poste de contrôleur ou de cariste.

Cette « ethnicisation » de la division sociale du travail n'est pas seulement la conséquence d'inégalités dans la maîtrise du Français ou du métier. Elle résulte aussi des caractères ou

¹⁰⁴⁰ Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*, opus cit., p. 484

¹⁰⁴¹ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.88

¹⁰⁴² Patrick Schweizer, entretien. « Beaucoup en chaîne avaient un CAP, [ils] n'ont jamais réussi à sortir de la chaîne, pour passer dans les secteurs professionnels. » Amazouz A « Il y avait au 74, Chabani qui était contremaître à la manutention, un marocain. Il y avait Rezzeki Ahmed, régleur, chef d'équipe puis contremaître à la sellerie. Et deux Espagnols, Delgado et un autre [...]. Et vers la fin, il y avait quelques Portugais régleurs. Il n'y avait pas de Maghrébins régleurs. Il y avait des remplaçants, Mimoun un Marocain qui remplace n'importe quel régleur ou chef d'équipe. Mais jamais, il a été nommé... »

¹⁰⁴³ Aimée Moutet, *Roger Vacher, 1940- 1945*, opus cit., p 58

¹⁰⁴⁴ Alors que jusqu'alors les cours d'alphabétisation étaient assurés par des volontaires de son personnel

¹⁰⁴⁵ Aimée Moutet, *Roger Vacher, 1940- 1945*, opus cit., p 59

qualités attribués par l'entreprise, et au sein de celle-ci par la DCPRS, aux différents groupes nationaux (Voir *supra*, première partie). Cette hiérarchisation « ethnique », raciale au sens propre, puisque attribuant des qualités morales essentialisées selon les origines, n'est évidemment pas affichée, ni même toujours consciente, tant les préjugés qui l'alimentent sont les lieux communs d'une culture marquée par le passé colonial de la France. Cependant, cette culture imprègne les relations dans l'usine et devient source de tensions entre étrangers et français.

1.3 Ouvrier-e-s spécialisé -e-s, immigrés et professionnels, l'unité de la classe en question

La combativité des ouvriers spécialisée, la récurrence de leurs conflits évincent dans les représentations politiques des années 1970, les ouvriers professionnels qui constituaient le groupe ouvrier central de la classe ouvrière en France dans les décennies précédentes. Les OS, « ouvriers masse », deviennent alors l'objet de nombreuses études. A l'effacement des ouvriers professionnels se conjugue leur essentialisation politique qui dispense de s'interroger sur les transformations objectives et subjectives qui les affectent. La faible récurrence de leurs luttes impuissantes à bloquer la production de l'usine, leur intime association au PCF dont ils constituent la base stable, conduisent à les voir comme un groupe ouvrier privilégié et corporatiste, sans contradiction avec les orientations du PCF. Il serait alors incongru de rechercher chez eux une quelconque insubordination dans leurs luttes et leurs comportements. En dépit de stéréotypes qui les associent au PCF et à des comportements aristocratiques, les ouvriers professionnels ne constituent pas un groupe homogène, pas plus dans leurs fonctions au sein du procès industriel, que dans leurs relations avec les autres ouvriers. Dans les années 1970, les deux principales composantes de cette catégorie sont les outilleurs et les dépanneurs. Les premiers travaillent dans des ateliers qui se consacrent à la production de machines-outils ou d'outillages, constituant ainsi un groupe relativement homogène et autocentré. Les seconds interviennent dans les départements dans lesquels œuvrent les ouvriers spécialisés où ils sont en relation plus ou moins fraternelle avec eux. La pérennité des activités des premiers est subordonnée aux choix stratégiques de l'entreprise dont l'orientation conduit progressivement à un désengagement de ces productions, alors que l'avenir des dépanneurs est dépendant de celui des ouvriers spécialisés. De ces singularités découlent des comportements sociaux et politiques particuliers et des attitudes différentes avec les autres groupes ouvriers.

1.3.1 *Les ouvriers professionnels, leurs résistances et leur insubordination*

Les ouvriers professionnels paraissent soudés par une norme collective que Sainsaulieu dit de « solidarité démocratique ». Dans leurs ateliers, particulièrement ceux des outilleurs, le processus du travail impose peu de coopération horizontale entre travailleurs. Les rapports de solidarité et d'identification entre travailleurs exerçant des métiers différents sont donc le fruit d'une estime entre pairs, en même temps que le rejet de toute autorité arbitraire, alors qu'est exclue toute hiérarchisation à l'intérieur du groupe. « L'autorité n'est que celle [que l'individu] reçoit de sa compétence et de la reconnaissance de ses compagnons »¹⁰⁴⁶. Cette estime entre pairs est fondée sur la reconnaissance mutuelle de la compétence technique ainsi que sur le respect de la cohésion du « nous » face au « eux ». Pour les professionnels de maintenance, cette solidarité, entre compagnons autonomes dans l'exécution de leurs tâches, peut être renforcée par des interventions exceptionnelles imposant un effort collectif et une coopération professionnelle élargie. A Billancourt, lors de la canicule de juillet 1976, les moteurs des presses, soumis à des températures inhabituelles, lâchent les uns après les autres. Leur dépannage dans les zones inaccessibles aux palans exige un travail d'équipe inhabituel. Jean-Pierre Verneret se souvient de cette épreuve, comme une expérience humaine forte¹⁰⁴⁷. Dix ans plus tard, Christian Hervé vivra une expérience similaire¹⁰⁴⁸.

Dans les années 1970, les outilleurs de la RMO se sentent moins déstabilisés par l'apparition des machines à commande numérique, qui les dépouillera progressivement de la conduite de leur travail au bénéfice des bureaux de méthodes, que par le sentiment, justifié, que la direction réduit leurs activités, au profit de filiales ou de la sous-traitance¹⁰⁴⁹. En effet, le

¹⁰⁴⁶ Renaud Sainsaulieu, *L'identité au travail*, opus cit., p.360

¹⁰⁴⁷ Jean-Pierre Verneret, entretien du 4 novembre 2011. « En haut des presses, il faisait 50 degrés. Tu viens de te faire une heure de boulot comme ça, ... tu es avec des gens avec lesquels tu viens de vivre quelque chose de dur. C'est un boulot pénible, dangereux, fatigant, tout. T'as une solidarité quasi automatique qui se forme et quand tu descends, tu es vraiment à égalité. T'as vraiment un sentiment de fraternité profonde ».

¹⁰⁴⁸ Christian Hervé, entretien du 28 juin 2011. Peu d'années avant la fermeture du site, un court-circuit endommage les câbles d'alimentation des étuves de l'atelier de peinture. Pour les remplacer, des équipes de quatre ouvriers se relaient, car la température auprès des cuves est insupportable. Ils reçoivent l'appui de travailleurs d'autres secteurs qui les approvisionnent régulièrement en eau. Pour lui, « ce sont [...] des choses qui soudent les gens. Par le travail on était plus obligé d'être plus soudés que des gens qui travaillent sur des machines individuelles. [...] les gens qui sont sur des trucs emmerdants sont obligés de se connecter ensemble. Ça crée des solidarités. »

¹⁰⁴⁹ De 1970 à 1974, l'effectif ouvrier de la RMO passe de 1047 personnes à 487 soit une baisse de 53,48 %, alors que celui des ateliers de la Direction des méthodes centrales passait lui, de 1411 à 1309, soit seulement 7,22 %, alors que l'effectif ouvrier des services d'entretien œuvrant pour les départements de production est réduit de 13,82 %, soit moins que la réduction du personnel des ateliers dans lesquels ils interviennent. En

Groupe Renault assure alors la croissance de ses productions en biens d'équipement, qui se poursuit au cours de cette décennie, par l'acquisition ou la création de filiales spécialisées¹⁰⁵⁰ proposant des équipements de production, dont des robots. Dans le souci de ne pas renforcer des ateliers où se recrutent les cadres et les militants les plus actifs de la CGT et du PCF, la direction recourt systématiquement à la sous-traitance. A la RMO, les ouvriers prenant leur retraite ne sont pas remplacés, et d'autres subissent des mutations contraintes, parfois à des postes moins qualifiés¹⁰⁵¹, alors que les promotions sont bloquées et la formation professionnelle réduite¹⁰⁵². Ces mesures conduisent à une baisse importante du personnel de cette division dans les années 1970.

Ne pouvant pas s'opposer à cette évolution par des arrêts de travail paralysant l'usine, ces ouvriers professionnels adoptent d'autres modes d'action¹⁰⁵³. La division machines-outils est le regroupement de deux départements. Dans le premier, le 72, les usineurs travaillent en équipes alternées. Dans le second, le 36, où se fait le montage des machines, les ouvriers sont en équipe normale. Au département 72, l'influence du PCF et de la CGT est contrariée, au début des années 1970, par la CFDT qui y compte une vingtaine de militants dont six anarchistes¹⁰⁵⁴. Ce sont ces ouvriers qui provoquent l'occupation du département dans le mouvement général qui touche l'usine en 1971. Après 1973, avec la dislocation du noyau anarchiste et l'affaiblissement de la CFDT, le PCF n'a plus guère de concurrent dans cet atelier.

En dehors des périodes pendant lesquelles les mouvements des professionnels peuvent s'adosser à ceux des OS, les actions des compagnons expriment plus une force symbolique, une volonté politique, qu'un rapport de force constitué, comme lorsque le 13 janvier 1977, dans la nuit, les ouvriers de la RMO occupent leur atelier et organisent le lendemain une « journée porte ouverte » au cours de laquelle ils accueillent des délégations d'ateliers exclusivement professionnels¹⁰⁵⁵. Les outilleurs avec la CGT mènent une guerre d'usure contre la direction, le refus de mutation pouvant se solder, comme en octobre 1976, par le

effet, les effectifs ouvriers de l'UFMB sont réduits de 38,31 % et ceux de UCMB de 16,58 %. Comité central d'entreprise, service économique et de documentation, *Aspects de la structure de l'emploi à Billancourt*, n°47, 18 octobre 1974. AP-AV

¹⁰⁵⁰ A la fin de la décennie, le groupe Renault dispose de sept sociétés spécialisées A.C.MA. Cribier, Bordier et Gromadzinski, Carbex, C.C., Société des anciens ateliers Jambon, SEIV Automation, S.M.C.

¹⁰⁵¹ En 1983, la maîtrise du 57 métal propose à des travailleurs un reclassement comme gardiens. *Echo des métaux*, mars 1983, AP-AV

¹⁰⁵² *Echo des métaux*, sans date, année 1983, AP-AV

¹⁰⁵³ De ce point de vue, la participation des ouvriers de RMO à la grève de 1971, l'occupation de leur atelier pendant quatre semaines, est donc exceptionnelle, mais s'inscrit comme leurs autres grèves dans un mouvement plus large impliquant les OS.

¹⁰⁵⁴ Echange avec Jean Pierre Graziani

¹⁰⁵⁵ *Echo des métaux*, février 1977, AP-AV

licenciement d'un jeune électricien du département 36¹⁰⁵⁶. A cette occasion, pour dénoncer ce licenciement et signifier sa nullité, pendant plusieurs mois ils introduisent chaque jour le jeune électricien dans l'atelier et par collecte dans l'usine lui assurent sa paie¹⁰⁵⁷.

Les embauches de la toute fin des années 1960 ayant rajeuni les effectifs des ateliers de maintenance, les jeunes professionnels sont pour certains influencés par les organisations d'extrême gauche ou en sont des militants. Lors de la grève de mai 1971, au département 77 qui assure la maintenance des installations de l'île Seguin, les travailleurs élisent un comité de grève constitué de délégués CGT, CFDT et d'ouvriers sans mandats, mais où l'extrême gauche trotskiste est très représentée. Ces ouvriers recourent à quelques occasions à la grève, comme en 1975 et 1980. Le première dure deux semaines, la seconde une. En février 1975, la grève des OP du département 77 participe d'une effervescence entretenue par des grèves d'OS. Leur plate-forme revendicative combine des revendications communes à tous les ouvriers, comme une augmentation uniforme de 300 francs, à laquelle la CGT n'est guère favorable, et des exigences de requalification hiérarchique de tous les travailleurs du département (20 points de plus pour tous les coefficients).

Le rajeunissement de l'effectif des ateliers de professionnels ne se traduit pas uniquement dans l'influence de l'extrême gauche, mais de manière plus diffuse par un clivage entre la culture des anciens et celle des embauchés dans la foulée de 1968, ainsi que par une évolution des modes d'action. Dans les ateliers d'outillage, les ouvriers organisent des chahuts¹⁰⁵⁸ qui ont pour principal objectif de tourner en dérision leur hiérarchie en lui rendant temporairement impossible l'accès aux ateliers. Elie Dayan nomme ces actions des « manifestations carnaval ». Ces débrayages rompent avec une culture ouvrière ancienne faite de sérieux, de maîtrise et de respect des hiérarchies. Ils s'apparentent ainsi aux manifestations d'exubérance qui s'expriment lors des grèves d'OS. Ces pratiques ne font pas l'unanimité et choquent beaucoup d'anciens qui, selon Elie Dayan, « n'étaient pas sur la même ligne [que les plus jeunes] des braves gars, des vieux de la vieille », qui craignent qu'elles discréditent le syndicat¹⁰⁵⁹.

¹⁰⁵⁶ *Echo des métaux*, novembre 1976, AP-AV

¹⁰⁵⁷ *Echo des métaux*, mars 1977, AP-AV

¹⁰⁵⁸ A ces occasions, les ouvriers organisent généralement de façon tournante de courts arrêts de travail, qui s'accompagne de l'emploi de moyens sonores puissants (trompes, klaxons...). Phillipe Boisseau, entretien

¹⁰⁵⁹ Elie Dayan, entretien du 14 novembre 2011 : « Tu ne rends pas compte que tu nous ridiculises... »

Le clivage générationnel au sein du groupe professionnel s'exprime encore dans le rapport au métier et la valeur qui lui est attachée. Les jeunes ouvriers de l'entretien accordent toujours une importance à leur compétence sans laquelle les militants perdraient tout crédit, cependant leur métier est « un gagne-pain » avant d'être une fierté. Entrés à l'usine après les grèves de 1968, ils en sont aussi les produits, en partagent l'insubordination et sont rétifs aux considérations morales des anciens¹⁰⁶⁰. Au département 77, il y avait « une bonne relation entre les plus vieux et les plus jeunes, mais les plus vieux avaient l'impression que l'on vivait dans un monde à l'envers »¹⁰⁶¹ car ils ne se reconnaissent guère dans l'attitude des jeunes à l'égard de la hiérarchie.

1.3.2 OS et OP, fiertés de luttés et fiertés du métier

La culture ouvrière ne peut être réduite à une culture de lutte, car bien qu'elle ne puisse être pensée sans sa dimension conflictuelle, elle est aussi portée par les valeurs du métier. Ces dimensions identitaires s'articulent et se renforcent nettement chez les ouvriers professionnels pour lesquels la compétence est un point d'appui face à la hiérarchie et un facteur d'estime de soi. Il en va autrement pour les OS, tant dans les modalités d'articulation de ces deux facteurs que dans leur capacité de résistance aux bouleversements du travail.

Ainsi qu'examiné dans la partie précédente, jusqu'aux années 1968, il est difficile d'identifier l'expression d'une fierté et d'une insubordination ouvrières propres aux OS. Elles existent, subordonnée à la fierté proprement politique portée par le PCF et la CGT. Cette dernière s'inscrit dans un univers syndical et politique structuré par les ouvriers de métier. Les luttes du début de la décennie 1970 à Billancourt participent du processus d'autonomisation identitaire de travailleurs non-qualifiés qui y font souvent leur première expérience de lutte. Elles expriment une culture ouvrière qui ne s'adosse pas encore au métier, mais se construit et s'affirme dans et par la grève. L'opposition et la résistance sont alors constitutives de la fierté des ouvriers spécialisés. Récents dans leur statut social et en rupture avec l'héritage politique et culturel d'un mouvement ouvrier façonné par le PCF, ils accèdent ainsi, à leurs propres yeux ainsi qu'à ceux des autres travailleurs, au statut d'ouvriers à part entière, leur « ouvrièrisation » subjective passe moins par le travail que par la lutte, la fierté ouvrière revendiquée s'affirmant dans la capacité de faire front contre la direction. Ces ouvriers offrent alors une image à rebours celles de l'ouvrier victime ou robot

¹⁰⁶⁰ Patrick Schweizer, entretien du 6 avril 2011 : « si l'on veut être reconnu dans ses idées, il faut bien faire son boulot, et pas en laisser aux autres, et même parfois en faire un peu plus ».

¹⁰⁶¹ VERNERET Jean Pierre, entretien.

qui leur étaient assignées par le PCF dans les années 1950¹⁰⁶². Ces grèves s'exposent comme la forme achevée de l'action ouvrière, sinon dans sa réalité du moins dans sa perception symbolique dont les organisations d'extrême gauche se font l'écho.

La cohésion des OS est leur force, bien qu'ils puissent être vulnérables aux manœuvres de la direction comme à celles des syndicats¹⁰⁶³. Leurs grèves sont localement massives, des taux de grévistes de 90 ou 95 % n'étant pas rares. Les organisations d'extrême gauche propagent cette identité combative et la confortent, bien qu'elle n'efface pas le caractère dévalorisant du travail lui-même dans un univers politique et syndical où le métier des compagnons reste la référence noble. Les OS arrêtant leur travail manifestent une joie ostensible et la fierté d'échapper momentanément à l'assujettissement à ce travail, sans valeur ni pour eux, ni pour les autres travailleurs. Leur culture n'est pas encore celle du métier, comme elle le deviendra dans les années 1980, elle est refus de ce travail et affirmation de leur force face à la maîtrise.

Une telle insubordination a été interprétée par la presse et par beaucoup de militants d'extrême gauche, comme une remise en cause consciente de l'organisation du travail dans l'entreprise capitaliste. Sans doute est-ce bien la « vraie parole de la lutte »¹⁰⁶⁴, mais la perception immédiate qu'en ont les acteurs est bien plus limitée et ne débouche sur aucune exigence alternative, seulement le besoin d'y échapper. Un bilan du mouvement des OS de Flins en 1973, note qu'« à aucun moment le mouvement n'a exprimé pratiquement tout ce qu'il portait comme signification de révolte. A l'extérieur on parlait de suppression du travail à la chaîne, de remise en cause du rôle des OS dans la société industrielle etc., rien de tout cela n'apparaîtra dans l'usine »¹⁰⁶⁵. Il en est de même à Billancourt. Ces ouvriers revendiqueront à la fin des années 1970 de ne plus « être OS à vie ».

Les ouvriers professionnels sont détenteurs d'un métier reconnu : tourneur, fraiseur, outilleur... Leur qualification va du P1 au P3, voire au niveau ATP (Agent technique professionnel). Leur fierté de lutteurs s'adosse à celle du métier. Ils se nomment eux-mêmes « compagnons » et non pas ouvriers, terme soulignant la noblesse de leur métier, ainsi que l'estime de soi qui les soude. Leur valeur professionnelle est attestée par un diplôme. Le passage à un niveau de qualification supérieur dépend d'un « essai », examen pratique et

¹⁰⁶² *Bilan de la grève à Flins*, B9 AP-AV

¹⁰⁶³ Cela est manifeste à compter de 1975, alors que la Direction adopte une fermeté plus grande, ou au début des années 1980, quand les actions des OS contrarient la politique du PCF au gouvernement.

¹⁰⁶⁴ MARX Karl, Lettre à Ruge, 1843, <http://www.karlmarx.fr/marx-correspondance-ruge.php>

¹⁰⁶⁵ *Bilan de la grève à Flins*, B9 AP-AV p.22

théorique de validation professionnelle. En théorie, la qualification est attachée à l'ouvrier et non au poste. Leur métier recouvre un système culturel construit autour de la valeur du travail. Les compagnons s'assurent ainsi le pouvoir de se faire entendre par leur expertise professionnelle. Leur conscience professionnelle et collective établit une morale et des règles de conduite exigeantes, comme celle de ne pas faire supporter à ses pairs d'éventuelles défaillances dans leur travail¹⁰⁶⁶.

Leur métier est pour les professionnels un élément de valorisation. Les plus qualifiés ne le vivent pas leur activité comme un assujettissement dévalorisant¹⁰⁶⁷, mais comme maîtrisée, intellectuellement et manuellement. Le travail n'est pas uniquement vécu comme subordination et peut l'être comme « émancipateur »¹⁰⁶⁸. Ils sont conscients de ne pas être dans la situation de « celui qui est à la chaîne [et qui] en chie »¹⁰⁶⁹. Alors que tout ouvrier peut estimer n'être « pas assez payé », un professionnel peut dire que « comme valeur, ça me plaisait mon travail »¹⁰⁷⁰. D'ailleurs dans leurs revendications, les professionnels établissent une relation d'égalité entre le travail et salaire, mais ce n'est pas celle que formulent les OS. Ils ne proclament pas « A travail égal, salaire égal », mais « A qualification égale, salaire égal ». C'est en ces termes que la CGT en 1971, traduit l'opposition des professionnels aux disparités de rémunération qu'ils connaissent¹⁰⁷¹. Ils exigent donc d'être payés à la valeur de leurs compétences professionnelles quel que soit l'emploi qu'en fait l'entreprise¹⁰⁷². La valeur de leur travail est une qualité qui s'attache à leur personne, non pas à l'usage qui est fait.

De leur travail, ils tirent une estime de soi¹⁰⁷³ qui se construit dans des échanges avec leurs pairs. La fierté de l'ouvrier qualifié est d'être reconnu compétent par les autres compagnons, comme par sa hiérarchie. L'estime de cette dernière, qui n'est pas recherchée par un comportement zélé, est indispensable au maintien d'un rapport de force et d'une distance vis-à-vis de l'encadrement. « Il n'y avait rien de pire pour un professionnel que de se planter

¹⁰⁶⁶ Patrick Schweizer, entretien : « *Un ouvrier professionnel, ça doit [faire] ceci...* ».

¹⁰⁶⁷ Géraldine Souloumiac, *Visages d'une rupture morale ouvrière*, Paris VIII, Mémoire de maîtrise, 1996, p.76

¹⁰⁶⁸ Ibidem, p.64

¹⁰⁶⁹ Ibidem, p. 67

¹⁰⁷⁰ Ibidem, p.62

¹⁰⁷¹ Chez les OP, La CGT proteste contre les disparités salariales qui existent entre les personnels ayant la même ancienneté et les mêmes qualifications : « A qualification égale, salaire égal ». Note du 10 mars 1971, APPP Ba 2325

¹⁰⁷² Elie Dayan, entretien, argumente ainsi cette exigence « *J'ai dit à un chef de département « Quand vous achetez une bagnole, qui va à 160 Km/h, alors que c'est limité à 130, c'est pourquoi ? ». Il répond « c'est pour la réserve de puissance et le confort de la conduite ». Alors, je lui dis, « les gars de la RMO, ils valent beaucoup plus que ce que vous leur faites faire ». « Et vous ne croyez pas que ça vaut plus cher ? »*

¹⁰⁷³ Renaud Sainsaulieu, *L'identité au travail*, opus cit., p.36

sur une panne, et que le chef arrive et règle la panne »¹⁰⁷⁴. Dans les échanges techniques avec leurs pairs aussi bien qu'avec leur maîtrise, chacun peut mesurer sa propre valeur par comparaison à celles des autres. L'expertise dans le métier donne aux professionnels une réelle capacité de négociation avec leur hiérarchie immédiate qu'ils ne respectent que pour autant elle est compétente¹⁰⁷⁵.

Des professionnels peuvent dire ressentir leur travail « comme noble, pas au sens de la prédominance sur d'autres catégories »¹⁰⁷⁶, mais fondé sur leurs capacités intellectuelle et manuelle à transformer la matière en dirigeant la puissance mécanique de leur machine. Ils tireraient leur fierté d'une domination sur les choses non sur les personnes. Pourtant leurs propos ou leurs attitudes expriment parfois une dépréciation du travail des OS qui sont dépourvu de ce pouvoir, le jugement d'un militant ne pouvant pas être considéré comme représentatif de l'ensemble des ouvriers professionnels. Ces derniers, selon Aimé Halbeher analysant les grèves d'OS du début des années 1970, peuvent être à la fois solidaires et « incompréhensifs » des attentes des ouvriers spécialisés grévistes¹⁰⁷⁷.

La fierté du métier des professionnels et les valeurs partagées s'affirment encore dans un souci de transmission d'expérience et de savoir-faire, associant l'apprentissage du métier et des normes du groupe. Que ce soit par le biais de l'école professionnelle ou par les relations d'atelier, l'acquisition d'une qualification et d'un savoir-faire ne saurait s'en tenir aux seules compétences professionnelles. L'école professionnelle qui accueille des enfants du personnel ou de familles ouvrières, participe au maintien de l'état d'esprit Renault, et consolide l'attachement à l'entreprise¹⁰⁷⁸, à ses valeurs, comme à ses représentations parfois mythiques. En formation dans les ateliers de l'école, les apprentis ou élèves ont la « carte Renault » et sont assimilés au personnel de l'entreprise. Ils participent parfois aux événements qui marquent l'usine, comme en mai 1968¹⁰⁷⁹. Cette transmission ne se limite

¹⁰⁷⁴ Patrick Schweizer, entretien

¹⁰⁷⁵ Claude Jaguelin, un des « 10 de Billancourt », dit de ses chefs immédiats qu'il les « respectait par rapport à leur expérience et [à] la manière dont ils usaient de leur autorité et de leur responsabilité vis à vis de moi, donc j'avais un espace libre ». S. Géraldine Souloumiac, *Visages d'une rupture morale ouvrière*, opus cit., p. 64

¹⁰⁷⁶ Ibidem., p.67

¹⁰⁷⁷ Aimé Halbeher, *Grèves de 1971, 1973, 1975*, texte manuscrit sans date, carton 136, AD93-SCRB

¹⁰⁷⁸ René Dang, entretien, « Mon père était allé travailler chez Renault, ... et donc je suis rentré chez Renault parce qu'il ne voulait pas que j'aille au lycée parce que mes aînés, donc n'ont pas brillé au lycée et donc ce n'était pas la peine que j'entre au lycée. J'ai donc fait plusieurs concours : l'admission c'était par concours. J'en avais fait 3. J'avais fait le collège technique à Puteaux, l'école d'apprentissage RATP, et l'école d'apprentissage Renault. Et donc j'ai réussi les 3 et j'ai pris Renault parce que mon père y travaillait et que je n'avais pas tellement le choix. »

¹⁰⁷⁹ René Dang, élève à l'école professionnelle, peut grâce à sa carte Renault accompagner son père, militant communiste Vietnamien comprenant mal le Français, dans les assemblées du syndicat pour « lui expliquer ce qui se passait ». Il fait ainsi sa « première expérience concrète de ce qu'était l'usine, des réunions syndicales,

pas au rôle de cette institution, car beaucoup d'ouvriers professionnels n'en sont pas issus, et peut être assurée, pour certains jeunes embauchés, par le parrainage « initiatique » d'un ancien. Un nouvel embauché peut ne pas être qualifié pour le poste auquel il est affecté. Il trouve alors auprès d'un compagnon l'appui professionnel qui lui permet de le tenir. Jean Pierre Graziani, embauché comme fraiseur à la RMO est mis sur un rabot GSP. Un ancien, travaillant sur une machine similaire, lui en montre le maniement et l'introduit auprès des autres ouvriers de l'atelier. Son initiation est aussi politique, car il partage avec cet ouvrier, dit Tatave, d'origine italienne, des convictions anarchistes¹⁰⁸⁰. Dans les années 1950, Christian Hervé, plus ancien, avait été ainsi formé, par un militant CGT¹⁰⁸¹.

La transmission se faisant entre générations de compagnons entretient leur capacité de résistance collective. Ainsi à la RMO, chaque fois qu'un nouvel outil plus performant était acquis par la direction, le chrono « débarquait pour réajuster "les temps", mais grâce aux anciens les ouvriers avaient des "parades" à la limite du sabotage »¹⁰⁸². Dans les ateliers de maintenance les anciens sont jugés plus réceptifs aux débats politiques et bénéficient de l'aura des luttes passées¹⁰⁸³. Le souci de transmettre des anciens compagnons n'est pas exempt d'un paternalisme qui est accepté, car il participe à la cohésion du « nous », face au « eux »¹⁰⁸⁴.

Dans les années 1970, ce mode d'échange ne fonctionne plus dans les ateliers d'OS, le renouvellement massif de la fin des années 1960. Le remplacement des Français par des immigrés, a condamné toute possibilité de transmission d'une culture ouvrière acquise, possibilité qui existait encore dans les décennies précédentes lorsque leurs ateliers réunissaient des ouvriers français et étrangers¹⁰⁸⁵. Cette rupture participe de la distance qui peut exister entre professionnels et non qualifiés, faite d'incompréhension, de vrais préjugés et de réflexes corporatistes qui, bien que prégnants, peuvent être surmontés par des militants,

et de la classe ouvrière ». A cette occasion les apprentis avaient organisé une assemblée générale et la grande majorité d'entre eux avait décidé de faire la grève, dès que Renault s'est arrêté.

¹⁰⁸⁰ Jean-Pierre Graziani, *Un ciel de fer*, Nucariu, Cismonte è Pumonti Edizion, 1986, 211 p., p.26

¹⁰⁸¹ Christian Hervé, entretien : bien que formé à l'école professionnelle Renault, en sort avec un CAP de tourneur, et ne trouve pas de poste de correspondant à sa qualification. Il se reconvertisse en ajusteur électricien. En 1954, il finit par échouer à l'entretien des appareils de levage, dans une équipe d'une douzaine de personnes qui s'occupe de la remise en état des ponts roulants et des palans. Dans l'atelier, il prend contact avec un délégué CGT qui est selon lui « un chouette gars... Un type assez bizarre. Ce que l'on pourrait appeler l'aristocratie ouvrière »¹⁰⁸¹. Un OP2 B, très compétent qui fait, selon Christian Hervé, office de responsable dans l'atelier et tient à « élever le niveau culturel de la classe ouvrière ». Il apporte aux jeunes ouvriers des livres dont il leur conseillait la lecture, alors que ceux-ci en auraient préféré d'autres

¹⁰⁸² Jean-Pierre Graziani, échanges par courriels.

¹⁰⁸³ Jean Pierre Verneret, entretien

¹⁰⁸⁴ Patrick Schweizer, entretien, « *Chez les anciens, il y avait peut-être plus une idéologie paternaliste* »

¹⁰⁸⁵ François Dollé rapporte combien, dans les années 1950, la présence au département 18 de trois délégués ayant vécu 1936, participait de l'esprit de l'atelier

généralement attentifs à les combattre. Ce qui est moins le cas s'agissant des préjugés dévalorisants attachés à la condition féminine. Les attitudes dépréciatrices, existant à l'égard des femmes, résistent d'autant plus qu'elles ne sont pas reconnues et traitées par les syndicats.

1.3.3 *L'affirmation de l'identité masculine, la force incontestée du machisme*

Ainsi qu'évoqué précédemment, les ouvrières de Billancourt, OS comme les hommes immigrés, n'ont jamais acquis la même notoriété que ces derniers, trop peu nombreuses pour imprimer aux luttes de l'usine une quelconque spécificité, alors que les années 1970 sont riches par ailleurs de grèves d'ouvrières non qualifiées, dont la plus notable est celle des LIP. Toutefois la place des femmes dans l'usine ne peut être réduite à leur rôle ou présence physique. « La femme », les images qui lui sont associées, participent de la construction du genre masculin, de l'identité de l'ouvrier et de la dévalorisation de celle des femmes¹⁰⁸⁶. La construction du genre masculin se réalise en rapport, voire en opposition, avec les caractères attribués aux femmes, bien que les hommes, pas plus que les femmes, ne forment une catégorie sociale homogène, dans la société comme au sein de l'usine. « La Femme » reste un invariant des représentations masculines, l'objet de fantasmes se déclinant en allusions multiples venant conforter l'image que les hommes construisent d'eux-mêmes. Virilité opposée à féminité, la première recouvrant un ensemble de qualités de force, de courage, de maîtrise de soi, voire de violence qui démarque des attributs imputés aux femmes : faiblesse physique, crainte et soumission, émotivité, fragilité. Les caractères imputés aux hommes légitiment leurs attitudes « bienveillantes » de protection / domination à l'égard des femmes. Dans les années 1970, les représentations qui s'attachent aux femmes et par lesquelles les hommes se définissent sont remarquablement stables. La sexualité, ou plutôt la sexualisation des rapports sociaux, paraît ne connaître que des évolutions lentes et imperceptibles.

Les places des hommes et des femmes dans la division sociale du travail ne sont pas sans effet sur la manifestation des identités de genre. Ainsi, le rapport de l'homme à ses moyens de travail peut conforter ou au contraire dévaluer la représentation qu'il se fait de sa virilité qui est « synonyme de force, ou du moins la suppose »¹⁰⁸⁷. La force physique rentre

¹⁰⁸⁶ Nous appellerons genres masculin ou féminin « l'ensemble des attributs qu'une société attache aux individus selon qu'ils sont hommes ou femme à la naissance ». Maurice Godelier, *Communauté, Société, Culture*, Paris, CNRS édition, 2009, 61p.

¹⁰⁸⁷ Claudine Haroche, « Anthropologies de la virilité : la peur de l'impuissance », dans Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine, Georges Vigarello, (Dir), *Histoire de la virilité*, t 3, Paris, Seuil, 2011, 566 p.. Virilité

évidemment en jeu là où le travail exige un effort musculaire. Pourtant elle ne suffit pas à construire une identité virile, car la force en question n'est pas seulement celle déployée, étant aussi, et peut être surtout, celle maîtrisée. Les usineurs, les forgerons sont fiers de dominer la force mécanique des machines et non d'y être asservis¹⁰⁸⁸. Dans les ateliers de professionnels, à l'outillage en particulier, la force de l'homme est plus symbolique que physique, et son prestige viril est associée à la puissance de la machine sur laquelle il travaille. Alors que les OS sont assujettis au rythme de la chaîne, les ouvriers professionnels conduisent leur machine. Ils sont « aux manettes » de machines techniquement sophistiquées, et y trouvent l'affirmation d'un pouvoir sur les choses conforme aux canons de leur identité virile. Ils en tirent une estime de soi et un respect des autres, mobilisables dans les relations ou conflits politiques¹⁰⁸⁹.

Les postes d'OS en chaîne de montage font appel à des efforts soutenus qui ne sont pas valorisés. Leur dépense d'énergie est plus dans la répétition du geste que dans la mobilisation d'une puissance instantanée. Ils n'ont pas la maîtrise de la machine et sont soumis à une puissance mécanique qui leur est étrangère et rythme leurs propres gestes. L'OS fait preuve de persévérance et de résistance à la fatigue, mais il subit. Le principe « viril » est incarné dans la machine dont le « cerveau » est le Bureau des méthodes, l'ouvrier spécialisé est en ce sens « féminisé », aussi la mixité est-elle acceptée par les OS sur les chaînes, alors qu'elle est rejetée dans les ateliers de professionnels.

La logique qui préside à la répartition de la force de travail entre postes qualifiés et postes non qualifiés est moins la dépense physique qu'ils exigent, que la force symbolique qui est attachée aux différentes activités et en exclut les dominés, femmes et immigrés, selon des critères de genre ou d'origine. Et cette répartition acceptée par l'entreprise conforte les représentations masculines qui s'en trouvent ainsi légitimées. Louisa Boumrar, affectée au département 77 en 1975, rentre dans un monde d'hommes où elle est la première femme ajusteuse. Elle doit faire preuve de ses compétences, et s'affronter à l'image de la femme,

« synonyme de force, ou du moins la suppose : force physique, symbolique, mais aussi morale – on parle de force de caractère- considérée et valorisée comme un trait essentiel du masculin [...] est associée à certaines dispositions de caractère : maîtrise de soi, fermeté, endurance ». p.16

¹⁰⁸⁸ Ils s'inscrivent dans la symbolique du métal dont Rimbaud use déjà dans son poème « le forgeron » qui « lentement vainqueur [...] domptera les choses et montera sur tout, comme sur un cheval ». Le forgeron, RIMBAUD Arthur, Œuvres, Editions la Pléiade

¹⁰⁸⁹ Jean-Pierre Graziani, échanges par courriels : « *Le Groupe anarchiste Renault représentait six individus (en deux équipes différentes) 1 à la CGT et 3 "neutres". Ce n'était pas le nombre qui jouait mais le respect envers ces Professionnels qui travaillaient sur ce qu'on nommait "les monstres". Il y avait les Butler, une table d'usinage de 6m haut de 4m, moi j'étais sur un GPS, avec une table de 7m, d'où j'usinais les bâtis les plus longs* ».

objet sexuel, que ses camarades masculins entretiennent et exposent en posters¹⁰⁹⁰. La provocation sexuelle signifie à la jeune ouvrière qu'elle ne saurait être admise par les hommes comme leur pair. Assignation à un rôle d'objet sexuel, la provocation est aussi une injonction, sinon à adhérer aux codes virils du groupe, du moins à en accepter la manifestation et donc la place subalterne qui doit être la sienne.

La virilité ne se nourrit pas seulement de maîtrise de la force mécanique. Elle suppose le contrôle par les hommes de leurs émotions et de toute faiblesse dont la fatigue pourrait être la cause. Elle leur impose le déni de la souffrance, de la peur, facteurs de dévalorisation dans la compétition avec les autres hommes, car dans leur travail, ils ne sont guère en présence de femmes¹⁰⁹¹. Le risque encouru est un facteur de valorisation. L'homme « vrai » ne connaît pas le danger et la vulnérabilité est méprisée, comme étant le fait d'une « femmelette ». Cette « virilité défensive »¹⁰⁹² explique aussi l'importance des simulacres et des jeux sexuels dans l'affirmation virile des ouvriers. Les actes sexuels fantasmés, renvoyant toujours à la puissance et à la performance supposées, participent de cette compétition entre individus. Ils sont aussi une échappatoire à l'ennui et un déni de la souffrance au travail. Avant d'être immédiatement domination sur les femmes, bien qu'il en soit l'essence, le fantasme sexuel est affirmation de capacités viriles dans la compétition masculine, en même temps que compensation d'une domination subie et donc dé-virilissante.

Les professionnels, travaillant en équipes alternées, s'adonnent à ces jeux en soirée alors que la maîtrise est absente¹⁰⁹³. Partage d'expériences et de performances sexuelles supposées qui compensent parfois les défaillances réelles consécutives à une fatigue due au travail en équipe. Ces joutes masculines qui inscrivent les femmes dans la subordination aux hommes, écrasent aussi les jeunes ouvriers qui ne savent pas toujours les interpréter¹⁰⁹⁴. Elles confortent un entre soi masculin chez les OP auxquels leur activité laisse plus de disponibilité. Elles poussent à exclure les femmes concrètes d'un univers où elles sont par ailleurs omniprésentes comme objet sexuel fantasmé. Pour les OS le discours répété sur le

¹⁰⁹⁰ Dans le lieu où les ouvriers se réunissent pour boire le café, une table est couverte d'une plaque de verre sous laquelle un de ses collègues place des photos à caractère pornographique. En sa présence il en rajoute. Ayant « mis tout cela par terre », Louisa est placée en quarantaine, jusqu'à ce que le chef de département réunisse les ouvriers et lui donne raison dans sa condamnation des affichages. Témoignage de Louisa Boumra, in *Retour sur l'île Seguin*, Au nom de la mémoire, Paris 2006.

¹⁰⁹¹ Pascale Molinier, « Virilité défensive, masculinité créatrice », dans *Travail, Genre et sociétés*, n°3 mars 2000.

¹⁰⁹² Ibidem

¹⁰⁹³ Jean-Pierre Graziani, échanges par courriels

¹⁰⁹⁴ Elie Dayan, *Tribulations d'un militant en usine*, EMV, Paris, 1998, 159 p., p.92

sexe est d'abord une échappatoire à ce que la chaîne a d'accablant et de « castrateur ». Chez les outilleurs, la pause libère l'esprit par ailleurs accaparé par le contrôle de la machine, pour les OS au contraire, c'est pendant le travail que se produit le défoulement compensateur, refus de la souffrance et fuite dans le rêve des contraintes de la chaîne. A leur arrivée sur la chaîne, des ouvriers narrent des nuits improbables avec leurs compagnes¹⁰⁹⁵, alors que leur logorrhée sexuelle s'éteint à la sortie de l'usine.

Les ouvriers et les ouvrières se côtoient vraiment qu'en tant qu'OS et se rencontrent avec les ouvriers professionnels qu'à l'occasion de leurs interventions de dépannages. Dans les ateliers où travaillent des hommes et femmes, aux pauses autour de la machine à café, se jouent des relations complexes de travail, de subordination, de provocation sexuelle tendant à les subvertir, mais aussi d'entraide et d'échanges amoureux. Au département 34 dans les années 1970, hommes et femmes travaillent dans des ateliers différents mais contigus. Les relations ne sont donc pas, à proprement parler des relations de travail, puisque les activités sont distinctes, mais de voisinage, de camaraderie, ritualisés en repas pris en commun le vendredi soir, une fois par mois¹⁰⁹⁶. Les échanges se font sans trop de difficultés entre les ouvrières et les ouvriers, car ces derniers sont des immigrés de leur génération. Femmes et immigrés partagent une même condition de dominés et cette communauté, conjuguée à une proximité générationnelle, facilite leurs échanges sur des sujets qu'habituellement les hommes répugnent à aborder. Si beaucoup d'hommes considèrent la question des enfants, comme une responsabilité féminine et soupçonnent que la libéralisation de l'avortement pourrait conduire les femmes « à faire n'importe quoi », le contrôle des naissances est une des préoccupations des jeunes immigrés dont les femmes sont au pays. S'adressant aux militantes affichées du MLAC, ils déplorent leur condition de couple. Ils leur disent leur préoccupation et attendent d'elles des conseils pour ne pas avoir un enfant après chacun de leur séjour au pays, alors que leur femme redoute de ne pas être considérée comme « une bonne femme » si elles ne sont pas fréquemment mères.

L'ambiance qui prévaut au département 34 est sans doute exceptionnelle et doit beaucoup au contexte des « années 68 ». Mais elle est rendue possible par une triple proximité entre les hommes et les femmes : proximité géographique, proximité générationnelle, proximité sociale puisque tous sont OS. Quand de telles conditions ne sont pas réunies, les femmes

¹⁰⁹⁵ Bruno Gayard, entretien : « *le seul discours qu'il y avait quotidiennement, c'était que des machins de cul, tout le temps [...]. Toute la journée. [...] ils t'expliquaient comment leur nuit s'était passée avec leur nana. Ils décrivaient tout. ... C'était fantasmé ou pas ... C'était tout le temps sur la sodomie. [...] Et ils sortaient de la chaîne et c'était fini. [...] On rentrait dans la vie. Donc dans la vie, on ne pouvait pas raconter [tout ça].* »

¹⁰⁹⁶ VERNERET Anne-Marie, entretien.

peuvent adopter des attitudes bien plus « agressives » à l'égard des hommes et de leur virilité. Bien que ne se sentant pas légitimes dans leur parole politique, elles savent mettre en défaut la fierté masculine des jeunes hommes encore peu assurés dans leur statut. Les jeunes OP de maintenance intervenant dans les ateliers de femmes redoutent leurs provocations sexuelles et leurs jeux de séduction¹⁰⁹⁷. La provocation à caractère sexuel n'est donc pas du seul fait des hommes. Les femmes savent en user, mais dans des circonstances et selon des modalités témoignant de leur position subordonnée.

Les relations entre ouvriers et ouvrières ne sauraient se limiter à ces simulacres de séductions, et peuvent aller jusqu'à des rapports de drague appuyés. Il y a peu d'agressions physiques de la part des hommes, en tout cas pas dans les ateliers où les femmes sont en nombre, mais des propos ambigus. La tendance à draguer d'une manière lourde est le fait aussi bien des OS que des professionnels ou des petits chefs. Mais c'est avec ces derniers qu'elle est la plus déplaisante, car ils exploitent leur position de pouvoir. Quelques femmes peuvent avoir des liaisons avec des agents de maîtrise, qui profèrent d'autant plus facilement des propos machistes qu'ils sont investis d'une autorité qui les met à l'abri d'éventuelles répliques. Face à la maîtrise dans les ateliers d'OS, les contradictions entre les hommes et les femmes, ou plutôt les préjugés et la dévalorisation sexiste des femmes peuvent donc s'effacer, au profit de la communauté du « nous » ouvrier, mais ce constat ne rend pas entièrement compte de la façon dont le genre marque les rapports de classe.

Les attitudes politiques dans l'usine sont indexées aux valeurs de la virilité et de la féminité. Les relations de genre sont des rapports de pouvoir. L'affirmation virile est constitutive d'une identité ouvrière valorisant l'affrontement physique comme réponse à la violence des rapports sociaux. Et « plus la possibilité de transformer les contraintes pathogènes de l'organisation du travail est réduite, plus la souffrance et la peur risquent de s'accroître, plus les hommes encourent le risque de radicaliser leurs défenses »¹⁰⁹⁸. La violence physique est valorisée dans l'affrontement à l'Etat, et à ses agents directs, les forces de police. La virilité

¹⁰⁹⁷ Dans les années 1950, Jacques Cuny affecté à l'atelier de confection, dit ne pas avoir eu de problème avec les ouvrières, mais trouve néanmoins « casse-pieds de travailler avec des femmes » et « préfère travailler avec des hommes qu'avec des femmes ». Il les soupçonne de vouloir sans cesse « l'attirer » pour se décharger sur lui d'une partie de leur boulot en se ménageant des pauses. Ce sont les mêmes craintes qu'exprime Christian Hervé qui lui aussi travaille quelque temps dans cet atelier. Il dit avoir craint d'être piégé par les ouvrières « Si la nana disait que l'ampoule sur sa machine à coudre était morte. Il fallait faire gaffe si tu changeais l'ampoule, tu pouvais être sûr que l'on t'en demandait dix ». Les ouvrières suscitent la confusion des jeunes ouvriers, en interpellant sur leur virilité. Patrick Schweizer, jeune embauché, devra lui aussi subir ces épreuves alors qu'il travaille pendant quelques mois au département 34 câblage et coton. Dans cet atelier de femmes, il dit avoir passé son « temps à être très rouge ».

¹⁰⁹⁸ Pascale Molinier, « Virilité défensive, masculinité créatrice », *Travail, Genres et Sociétés* n°3, mars 2000, opus cit., p.31

est aussi une des qualités du leader appréciées par les autres ouvriers¹⁰⁹⁹. Assurance physique, certitude dans la polémique politique, jugements péremptoires, sont des attributs que l'on ne saurait lui contester¹¹⁰⁰.

Dans les années de « guerre froide », les jeunes ouvriers ont trouvé dans l'engagement de leurs aînés dans la Résistance « des modèles et la tendance à se dépasser »¹¹⁰¹, vingt ans plus tard, les professionnels ne sont guère plus portés par ces référents symboliques, d'autant que le parti condamne la violence imputée aux « gauchistes » qu'il combat. A la fin des années 1970, les menaces de fermetures d'atelier, puis de l'usine se font plus fortes, la CGT et PCF adoptent des actions plus musclées, en s'appuyant en bonne part sur des personnels du CE. Dans les ateliers de professionnels, les actions se font alors en début d'après-midi, précédées souvent d'un apéro bien arrosé dans les locaux du syndicat,¹¹⁰² témoignant ainsi d'un épuisement du modèle viril qui a maintenant besoin de stimulants.

Enfin, la symbolique virile des ouvriers les porte à féminiser les insultes, le qualificatif de « salope » adressé à un homme, étant bien plus dévalorisant que celui de « salaud ». Elle les conduit aussi à user de la menace de sodomisation contre l'adversaire, agent de maîtrise ou concurrent politique, Cette allusion récurrente dans le discours ouvriers associée à l'humiliation de l'échec - « on se l'est fait... » - est retournée ainsi comme moyen de lutte. Dans cet acte associé à l'homosexualité, seul celui qui la « subit » est disqualifié dans sa virilité. Dans l'univers ouvrier masculin, l'homosexualité est stigmatisée, moins pour elle-même que pour les positions de domination et de soumission supposées qui peuvent lui être associées¹¹⁰³.

Ouvrière n'est pas le féminin d'un genre neutre, l'ouvrier. Le mouvement ouvrier en traitant de la « question féminine », pose celle-ci comme le cas particulier d'une réalité générique « celle des ouvriers », eux seuls accédant ainsi à l'universel. La classe ouvrière n'a pas de sexe ou de genre dans sa détermination théorique au sein du rapport social d'exploitation

¹⁰⁹⁹ Le PCF en use comme levier d'entraînement et ses militants courent « sur toutes les grèves [pour] faire le coup de poing, [ce qui] plaisait bien » Robert Kosmann, entretien.

¹¹⁰⁰ Même lorsqu'il traite un ouvrier d'extrême gauche de l'atelier d'agent de la CIA. Robert Kosmann, entretien.

¹¹⁰¹ Claude Poperen, *Renault, regards de l'intérieur*, opus cit., p.73

¹¹⁰² Dans les années 1980, cette situation provoque des incidents entre ouvriers et maîtrise qui se soldent par des licenciements. Au Département 37 à Saint Ouen, au département 57 Métal à Billancourt,

¹¹⁰³ A la fin des années 1970, au département 57 Métal, lors d'un pot bien arrosé, un jeune ouvrier trotskiste, un peu éméché, aurait accepté de pratiquer une fellation à un ancien. Que le fait ait été avéré ou pas, car ce militant s'en est défendu, une cabale s'en suit, organisée par quelques militants d'extrême gauche, hostiles aux trotskistes, pour le disqualifier comme militant. Jamais l'ancien n'en fut victime. (AV)

capitaliste, mais elle est concrètement « genrée » et les identités des ouvrières et des ouvriers ne peuvent être saisies que dans l'examen de leurs rapports mutuels concrets et fantasmés. La domination des modèles virils, les qualités attribuées aux ouvriers et à leur classe, comme le machisme non combattu, contribuent à dévaluer les femmes en tant qu'actrices des luttes, à discréditer leur parole, comme l'est selon d'autres modalités celle des ouvriers étrangers. C'est toutefois un modèle qui s'impose aux hommes, alors le modèle du leader viril, autour duquel se construit souvent l'unité du groupe masculin, étouffe questionnement et débat. Si la contradiction entre hommes et femmes, entre modèle viril dominant et femmes subordonnées est à la fois omniprésente et occultée, ce n'est pas le cas de celle qui peut exister entre Français et étrangers.

1.3.4 Le racisme, bien que sous contrôle à Billancourt, contrarie l'unité des ouvriers

L'unité entre ouvriers français et étrangers est toujours fragilisée et relativisée par les préjugés associés aux origines nationales et aux pratiques ou mentalités qui leurs sont propres, qu'elles soient étrangères ou françaises. De la permanence de tels facteurs de tension, ne peut être déduit leur invariabilité, car ils sont sans cesse remodelés par diverses circonstances pouvant les inhiber ou les exacerber. Les relations entre ouvriers français et étrangers s'inscrivent dans une histoire des migrations et de la domination coloniale. Ainsi, les travailleurs étrangers issus d'anciennes colonies, font-ils l'objet de plus de préjugés dévalorisants que les Espagnols, les Portugais, ou les Yougoslaves. Et parmi eux les travailleurs algériens sont victimes des réactions les plus hostiles ou méprisantes de la part des ouvriers français, et surtout de la maîtrise.

L'atténuation des préjugés des travailleurs français envers les immigrés doit beaucoup aux proximités de travail qui les impliquent dans une sociabilité quotidienne. Jusqu'aux années 1970, il y a un brassage dans les ateliers. Celui n'existant plus ensuite, la qualité d'OS se confond alors avec celle d'immigré, et le mépris envers les Arabes ou les Africains, est conforté par leur place subalterne dans la division sociale du travail¹¹⁰⁴. Cependant, l'expression des préjugés ou de clivages entre groupes ouvriers est sous la dépendance du contexte social et politique à l'usine.

Au début des années 1970, à Billancourt, l'ambiance n'est en rien comparable à celle de l'usine Pierre Lefauchaux (UPL) de Flins. Les manifestations de racisme y sont rarement

¹¹⁰⁴ Daniel Mothé, « Les ouvriers français et les Nord-africains », *Socialisme et Barbarie*, article cit.

violentes et jamais collectives, alors qu'à Flins, la direction¹¹⁰⁵ les entretient avec l'appui de la maîtrise. En 1973, au premier scrutin suivant le vote de la loi établissant l'éligibilité des étrangers aux élections professionnelles¹¹⁰⁶, dans des ateliers de cette usine où votent en majorité des ouvriers français, les candidats immigrés sont rayés par environ 300 travailleurs, éliminant ainsi tous les candidats étrangers, sauf deux dont les noms pouvaient être compris comme français¹¹⁰⁷. Pendant de la grève des presses de l'UPL, un conflit entre un ouvrier marocain et un magasinier français provoque la grève des caristes français qui exigent le licenciement du Marocain, sans craindre de clamer « les bougnoules dehors »¹¹⁰⁸. De tels incidents se produisent pas à Billancourt, où l'ancienneté de la présence immigrée, ainsi que le rôle de la CGT, du PCF, comme celui des organisations d'extrême gauche, contribuent à marginaliser les manifestations outrancières de racisme sans en empêcher totalement leur expression individuelle.

Dans les ateliers d'OS de Billancourt, les incidents à caractère raciste sont surtout le fait de la hiérarchie d'atelier. En décembre 1973, au département 38, la CFT placarde une affiche proclamant « les immigrés, dehors ». Les OS débraient et les régisseurs et contremaîtres signent une pétition présentée par la CGT demandant à la direction des sanctions contre le responsable de l'affichage, qui est l'un des chefs du service contrôle¹¹⁰⁹. Dans le quotidien, entre ouvriers, le racisme s'exprime dans des attitudes, des propos méprisants, des injures qui, bien que minoritaires et individuelles, entretiennent la méfiance des immigrés à l'égard des Français¹¹¹⁰, d'autant qu'ils peuvent être proférés par des militants du PCF et de la CGT, comme le reconnaît, deux décennies plus tard, Michel Certano¹¹¹¹. L'hostilité des travailleurs français se manifeste, plus banalement, par le rejet des travailleurs étrangers

¹¹⁰⁵ Au début des années 1970, Francis Guiriec (1915-1989) le directeur de l'usine, ancien de SIMCA, développe une politique faite d'autocratie, d'embrigadement de la maîtrise, aussi bien dans une chorale qu'il dirige, que dans les actions coup de poing contre les grévistes et de paternalisme méprisant à l'égard des ouvriers immigrés.

¹¹⁰⁶ Loi de juin 1972. Avant sauf exception seuls les Français peuvent être élus délégués du personnel ou représentant au Comité d'entreprise. Peuvent l'être néanmoins pour autant qu'ils sachent lire et écrire, les résidents privilégiés que sont les Algériens et certains Africains francophones ainsi que les ressortissants de la CEE.

¹¹⁰⁷ « Le mouvement des OS de Flins », bilan de la grève du 20 mars – 26 avril 73 » - B9 AP-AV

¹¹⁰⁸ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit., p.128

¹¹⁰⁹ Notes personnelles, AP-AV

¹¹¹⁰ Mustapha Dhaouadi, entretien : « *Je me rappelle très bien du piquet de grève au bas Meudon. Auquel j'ai participé. J'y ai passé des nuits entières. Un des professionnels, il descendait des escaliers et il disait à un délégué CGT « Il lui disait tous les bougnoules sont en bas ». Et je le regarde, « Non il y a un bougnoule là qui prend les escaliers ! »... Mais ce n'est pas tous les professionnels. C'est quelqu'un qui était militant de la CGT.* »

¹¹¹¹ Amanda Petitgrand, *ATRIS (Association des anciens travailleurs Renault de l'Ile Seguin)*, opus cit., p.111 : « Il [fallait, dit-il] se battre à contrecourant avec certains copains qui avaient une base raciste et n'acceptaient pas les fêtes culturelles »

conversant dans leur langue. Mohamed Amri en fait l'expérience peu après son embauche à Renault¹¹¹². L'agressivité physique est rare, mais l'ivresse peut la libérer. En 1972, à Billancourt, au cours d'un pot de départ en congés, fort arrosé, un ouvrier immigré est sommé, par des ouvriers français, de se taire en tant que « bougnoule », puis bousculé. Des travailleurs français témoignent en faveur de la victime, mais aucune sanction ne frappera les agresseurs.¹¹¹³

En dépit de réels préjugés, l'attitude générale des ouvriers français à l'égard des étrangers serait plutôt de l'ordre de l'indifférence, teintée d'un respect pour leur combativité et en dépit de solidarités interpersonnelles entretenues par des rites conviviaux d'atelier. Ces solidarités s'établissent d'abord entre militants. Des professionnels de l'entretien, qui pratiquent couramment la « perruque », peuvent réparer la théière d'un immigré. Cette réparation mémorable, rapportée par deux militants, l'un français, l'autre marocain, témoigne de son caractère d'exception et sa charge symbolique, car le rite du thé a valeur d'ouverture aux autres¹¹¹⁴. Grâce à la « perruque » des professionnels, les OS du département 74 montant les portes arrière de la R4, se font fabriquer un outil spécial diminuant leur effort¹¹¹⁵. Une fois la confiance établie, les échanges débordent des préoccupations d'atelier, comme par exemple lorsque des OS immigrés demandent conseil à des travailleurs français, pour l'éducation de leurs enfants¹¹¹⁶, ou auprès des militantes du MLAC pour la contraception. Les sociabilités d'ateliers entretiennent ces échanges dont les moments mémorables sont les repas pris en commun, généralement en fin de semaine, ou lors de la rupture du jeûne de Ramadan, auxquels des ouvriers non musulmans sont invités. La convivialité traduit toujours une confiance née des attitudes sans ambiguïté de la part des ouvriers français. Les éléments moteurs en sont les militants syndicalistes ou politiques, français et immigrés, qui partagent plus qu'une proximité de travail. Pourtant ces rencontres fréquentes au sein de l'usine, ne se prolongent que très exceptionnellement à l'extérieur, et

¹¹¹² Mohamed Amri, entretien : « Avec un autre collègue d'origine algérienne, et on discutait [...]. On parlait en arabe [...]. Un jeune qui devait avoir à l'époque 28 ans, [...] est venu comme ça... « Vous ne pouvez pas parler Français ? ». On l'a pris en rigolant. [...] Alors, il insiste. Il tape sur la table [...] « On est en France. Il faut que vous parliez Français ». Alors, je lui dis « écoute, tu rigoles ou quoi ... ». « Non, on est en France. Il faut parler Français. Qu'est-ce que ça veut dire ça ? ». Je lui dis « écoute on est deux arabes. On a quand même le droit de parler notre langue ». Alors, il a continué, [...]. Le copain me dit laisse tomber, arrête. Et il est parti. Puis il est revenu en chargeant [...]. Je me suis accroché avec lui. Et on travaillait sur une passerelle. On était en haut et en bas [...] il y avait les bennes et les TM où il y avait les pièces.... Je lui ai pris les pieds, comme ça... et le copain qui était en face de moi, c'est lui qui nous a sauvé tous les deux. [...]».

¹¹¹³ *L'Outil des travailleurs*, avril 1972

¹¹¹⁴ Patrick Schweizer, entretien.

¹¹¹⁵ Mohamed Amri, entretien réalisé par Robert Kosmann

¹¹¹⁶ Jean-Pierre Verneret, entretien.

portées par des militants syndicaux, le sont plus rarement par les syndicats en tant qu'institution¹¹¹⁷.

En mai 1968, la communauté qui s'exprime dans l'action entre Français et immigrés n'est pas nécessairement traduite dans les positions exprimées ou les plateformes revendicatives. En dépit de l'absence de grands mouvements d'usine dans les années 1970, les catégories ouvrières sont dans un rapport quotidien de confrontation, voire d'hostilité à l'égard des hiérarchies, agents de leur subordination.

1.3.5 Les ouvriers et la hiérarchie, rapports singuliers et défiance partagée

Dans les ateliers, le clivage entre le « nous » ouvrier et le « eux » hiérarchie, n'est pas aussi tranché que certains groupes politiques, tel que la *Gauche prolétarienne*, ont pu le penser. Il est en partie brouillé par la proximité entre les chefs d'équipe et les ouvriers, et le caractère personnalisé de la relation de subordination. Cependant les ouvriers spécialisés et les ouvriers professionnels n'ont pas les mêmes attitudes de défiance ou de rejet à l'égard de leur hiérarchie.

Dire le rapport des OS à la hiérarchie impose d'en distinguer les différents niveaux, celui de l'atelier avec régleurs, chefs d'équipe, voire contremaître, de celui du département ou de l'usine. Au niveau de l'équipe de travail, la fonction hiérarchique est vécue aussi comme une relation personnelle, les chefs étant toujours identifiés et nommés par les ouvriers. Ce n'est pas le cas des niveaux supérieurs. Alors la fonction hiérarchique, se détachant des rapports personnels, devient anonyme, ses agents ne sont plus désignés que par un « ils » impersonnel. Seuls les ouvriers mandatés connaissent ou désignent par leur patronyme les membres de la hiérarchie du département avec qui, de par leur responsabilité, ils entretiennent de fréquents contacts.

¹¹¹⁷ Ce qui n'était pas le cas dans les années 1950. Alors la section syndicale du département 18, organisait une fête annuelle du département dans les locaux du CE. François Dollé, entretien. Pourtant les syndicats peuvent prendre des initiatives de solidarité envers les ouvriers étrangers ou à leur pays d'origine en cas de grève ou de drame. En 1973, les syndicats font au sein de l'usine une collecte pour les grévistes des presses. En octobre 1980, ils sont à l'initiative d'une collecte de sang dans les ateliers et les bureaux pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre qui fait des milliers de victimes à El Asnam en Algérie. (AV)

Le régleur est le premier niveau d'encadrement. Sur les chaînes d'assemblage, son rôle technique est très réduit¹¹¹⁸, mais il l'est moins dans les ateliers de mécanique où ils interviennent fréquemment sur les machines¹¹¹⁹. Anciens ouvriers, constituant une hiérarchie subordonnée, ils ne prennent aucune décision dans la conduite de la production¹¹²⁰. L'attitude des ouvriers spécialisés à l'égard de cette hiérarchie proche conjugue une relation de subordination et une coopération imposée par certaines situations de travail. Toutefois dans la décennie 1970, les relations entre la maîtrise recrutée parmi d'anciens ouvriers professionnels et les OS, maintenant majoritairement immigrés, sont plus tendues que dans les décennies antérieures. Les accommodements possibles auparavant entre travailleurs et maîtrise de même origine nationale régressent. Ils ne constituent plus une relation constitutive de la sociabilité d'atelier, comme cela pouvait être le cas par le passé¹¹²¹. Aussi, bien que les OS jugent chaque membre de sa hiérarchie d'atelier selon son mode d'exercice de l'autorité, en tant que fonction, la maîtrise est « honnie parce qu'elle [est] la gardienne du travail »¹¹²² que les ouvriers des chaînes s'emploient à fuir. Méprisée aussi, selon Daniel Labbé, car considérée comme faible, pliant face aux ouvriers coalisés, mais n'hésitant pas à licencier des individus pour s'en venger au moment propice. Les incidents entre ouvrier et agent de maîtrise sont fréquents, pour des motifs paraissant futiles, mais inadmissibles par les OS : pression sur un ou des travailleurs, propos jugés injurieux ou racistes, refus d'accorder une pause avec remplacement pour satisfaire ses besoins naturels¹¹²³. Les tensions liées au travail et au mode de commandement sont à l'origine de nombreux incidents qui peuvent dégénérer en conflits porteurs de revendications et d'exigences plus larges. Qu'un conflit interpersonnel puisse ainsi déboucher sur un

¹¹¹⁸ Au début des années 1980, la fonction de régleur disparaît à l'occasion la mise en place des UET (Unités élémentaires de travail). Elle est alors fusionnée avec celle de chef d'équipe pour dégager une nouvelle responsabilité de chef d'UET

¹¹¹⁹ Ainsi au département 14, fabriquant les moteurs de la R4, le régleur, en cas de panne intervenait « avant que la maintenance vienne [et] changeait les fraises quand elles étaient usées ». Robert Kosmann, entretien

¹¹²⁰ Robert Kosmann, entretien : « *Le régleur ce n'était qu'un ouvrier qui était monté, et qui devait fermer sa gueule, alors que les contremaîtres, ou les chefs d'atelier, c'était des gens qui sortaient des grandes écoles. Pas forcément, mais surtout qui avaient un poids. C'est eux qui faisaient passer les décisions. S'il fallait augmenter la vitesse de chaîne. C'est eux qui en décidaient* ».

¹¹²¹ François Dollé, entretien Avant qu'il en soit ainsi, au département 18, les régleurs pouvaient terminer la production d'un ouvrier qui dans l'équipe du soir « avait des choses à faire [et] partait à 7 heures et demi. [...] le régleur faisait la différence.... Ça allait de soi, c'était normal ! » Daniel Guimrad, entretien. Daniel Guimard considère que dans les années 1960, les rapports des OS étaient en général meilleurs leur maîtrise qu'avec les ouvriers de maintenance « Meilleurs parce que l'on travaillait directement avec eux, alors qu'on ne travaillait pas directement avec les électriciens. Moi, j'ai eu de très bons rapports avec la maîtrise. C'était notre maîtrise. Ils travaillaient avec nous. Il ne pouvait pas y avoir la même hostilité [...] Ils étaient obligés de nous parler et nous de leur répondre. » Dans les années 1970, Robert Kosmann, ouvrier intérimaire au département 14 à Billancourt, se souvient que les régleurs « étaient ceux qui faisaient chier directement »

¹¹²² Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?* opus cit., p.88

¹¹²³ Ibidem, p.88

débrayage collectif, témoigne de l'hostilité sourde des OS envers l'encadrement perçu comme méprisant ou raciste.

Les OS ne rencontrent la hiérarchie de département qu'à l'occasion des conflits collectifs ou de la contestation d'une sanction, qui les conduisent à se rendre en délégation dans leurs bureaux. Le fossé est encore plus net entre les OS et les techniciens, les blouses blanches, qui interviennent dans les ateliers. Les techniciens des méthodes préparent les gammes, améliorent la productivité. Et s'il n'existe pas de subordination hiérarchique directe des OS à ces techniciens, leur présence à proximité des chaînes est perçue comme un danger d'autant plus que l'ouvrier peut avoir gagné quelques secondes dans l'exécution de sa tâche par un tour de main qu'il doit protéger.¹¹²⁴ Les ouvriers des chaînes réagissent souvent violemment contre cette présence perçue comme agressive¹¹²⁵. Ces techniciens ont des rapports très distants avec les ouvriers, à qui ils parlent peu¹¹²⁶ et expriment à leur égard des préjugés dévalorisants¹¹²⁷. La hiérarchie craint leur colère car elle sait qu'une augmentation de cadence, devenue insupportable pour l'ouvrier, peut encore déchaîner le saccage de sa propre production, sa réaction provoquant en écho celle des autres travailleurs. N'ayant pas pu prévenir ce débordement, l'encadrement choisissait de laisser la colère s'éteindre d'elle-même, plutôt que de l'affronter et risquer un conflit plus important¹¹²⁸.

Conscients de cette tension permanente entre eux et la hiérarchie, les ouvriers des chaînes savent en jouer et l'entretenir, comprenant que la crainte qu'ils alimentent est constitutive de leur force. Pour cela, ils peuvent « sans raison apparente se mettre à crier de toute [leurs] forces sur un ton modulé [...] jusqu'à ce que les blouses blanches, inquiètes [sortent de leur

¹¹²⁴ Bruno Gayard, entretien : « *Quand tu avais transformé ton poste, tu étais sûr que deux jours après, tu avais un mec qui arrivait derrière toi avec un chrono. Deux mecs en blouse blanche. Des mecs des méthodes. Un mec avec un chrono. Et l'autre qui regardait comment tu faisais* »

¹¹²⁵ Ibidem. Par exemple en balançant « des visseuses en disant 'tu me fais chier avec très conneries' »

¹¹²⁶ Ibidem. « *C'est extraordinaire. Ils parlaient très peu aux ouvriers. Ils te parlaient comme s'ils parlaient à une voiture* ».

¹¹²⁷ René Dang, entretien. Fils d'OS immigré René Dang commence sa carrière professionnelle en tant que dessinateur à la plateforme technique de département 77. Il ne peut supporter les appréciations que les techniciens portant sur les OS de l'île Seguin et demande d'être muté en atelier « *Mon père était aussi un immigré et la manière dont les techniciens qui étaient autour de moi parlaient des immigrés, des ouvriers, ça ne me plaisait pas du tout. J'ai préféré aller à l'atelier pour être plus proche des immigrés* »

¹¹²⁸ Jean-Pierre Verneret, entretien « *c'est une fois où les cadences avaient été augmentées sournoisement, ça se fait beaucoup. Et donc, en fin de journée, et ça on ne peut pas s'en rendre compte quand on travaille, mais en fin de journée la charge de travail avait été augmentée d'environ 5 %. Donc le mec qui prenait un coté de caisse de R6, ça fait combien ? ... Une soixantaine de kilos, pour le mettre comme ça sur le berceau, il en avait eu 10 ou 15 de plus. Et 10 ou 15 fois soixante kilos, c'est un truc qui se ressent. Un type, tout d'un coup... son boulot consistait à mettre le côté de caisse, puis avec une masse il rentrait les bitoniaux qui servent à clipser la caisse [avant soudure]. Et donc on était en équipe du soir et sur le coup de 10 heures, 10 heures et demi. On entend un boucan... le type il était en train de démolir la caisse à coup de masse. Et quand il a fait ça, ça a vraiment eu l'effet comme une traînée de poudre. Il y en a plein qui se sont mis à taper sur les bagnoles. Il y a eu une quinzaine de caisses qui se sont trouvées hors d'état de continuer leur chemin. La maîtrise a essayé d'intervenir et s'est sauvée en courant, en attendant que ça se calme. Et le lendemain, ils sont repartis sur une cadence un peu plus supportable* »

bureau] pour voir ce qui se passait, demandant à l'un de nous ce qu'il y avait. L'interrogé répondant 'rien, pourquoi ?'. Et tout le monde se mettant à rire ». ¹¹²⁹ Les chaînes sont donc « pleines de cris, jetés dans tous les sens, un vacarme assourdissant qui domin[e] le bruit des outils » ¹¹³⁰. Expression du caractère insupportable du travail et défi permanent à la hiérarchie.

Les professionnels ont avec la maîtrise de production des relations plus complexes. Dans leurs ateliers, la subordination hiérarchique peut être tempérée par un respect fondé sur la reconnaissance mutuelle de leurs compétences techniques. L'ouvrier professionnel peut alors avoir avec un chef d'équipe ou un contremaître des relations de « copinage » ¹¹³¹ expression d'une connivence professionnelle. Les contremaîtres peuvent être invités aux repas d'ateliers « qui sont assez fréquents, en équipe du soir, surtout le vendredi » ¹¹³². En maintenance, au département 77, les professionnels considèrent la maîtrise de production, auxquels ils ne sont pas subordonnés et dont beaucoup sont d'anciens ouvriers qualifiés, plutôt comme des collègues ¹¹³³. René Dang dit ainsi que les ouvriers du Département 77 n'étaient en « conflit avec personne. Ils étaient des rois » et « croyaient que l'usine tournait grâce à eux [et que] s'ils n'étaient pas là, la machine ne tournerait pas ». Il en conclut : « L'aristocratie ouvrière, c'est ça ! ».

Pourtant, à RMO, selon Elie Dayan, beaucoup de contremaîtres étaient des « aboyeurs », mais pas tous car « ils étaient jusqu'à la moitié [...] dans les débrayages » ¹¹³⁴. Le jugement de Jean-Pierre Graziani, ouvrier de ce département est plus sévère. Pour lui, « les rapports avec la hiérarchie étaient distants, voire exécrables » ¹¹³⁵. La maîtrise des départements d'outillage, bien que formée d'anciens compagnons, a perdu par manque de pratique sa compétence ancienne, ce qui la met en position de faiblesse face aux ouvriers. Ainsi, s'il peut se trouver selon Jean Pierre Graziani des « chefs » corrects, « nos chefs face à des P3 outilleurs confirmés ne tenaient pas la route, il y avait bien longtemps qu'ils avaient oublié

¹¹²⁹ Robert Kosmann, « Sortis d'usine », texte inédit, AP-AV

¹¹³⁰ Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p.89

¹¹³¹ Patrick Schweizer, entretien

¹¹³² Patrick Schweizer, entretien

¹¹³³ « Quand on parlait aux contremaîtres et aux chefs d'équipe, on se tutoyait comme si on était des collègues de travail ». René Dang, entretien

¹¹³⁴ Elie Dayan, entretien.

¹¹³⁵ Jean-Pierre Graziani, échange de courriels. « Il faut signaler qu'à la RMO il y avait, tous syndicats confondus, CGT, CFDT, FO, CFTC, plus de 70% de syndiqués. Les rapports de la maîtrise avec les syndiqués étaient distants et avec les militants exécrables »

les calculs de sinus / cosinus / tangente / cotangente, bref, la géométrie dans l'espace, c'était plutôt du genre : "tu es P3 O confirmé, démerdes-toi" ».

En dépit de l'existence de relations individuelles cordiales entre ouvriers de métier et maîtrise, les professionnels d'outillage restent avec elle, en tant que collectif, dans une confrontation, d'autant plus vive, que l'entreprise tente de réduire leur autonomie et ferme progressivement leurs ateliers. Les compagnons ne supportent pas l'autorité qu'ils jugent arbitraire lorsqu'elle ne repose pas sur les compétences du métier. Ils s'accommodent mal du décalage entre la démocratie politique, leur « solidarité démocratique, et la contrainte hiérarchique de l'usine. Ils disposent d'une expertise professionnelle qui les met en condition de discuter la pertinence des consignes reçues. Les contremaîtres avec qui les ouvriers ont de bons contacts sont donc ceux qui s'en tiennent « simplement à leur rôle technique, qui ne jou[ent] pas le jeu de petits chefs ». Le conflit naît dès lors que cet encadrement abandonne ce rôle. Forts de leur cohésion et de l'autorité que leur confère leur métier, les professionnels usent contre eux de la dérision et du harcèlement. Ainsi, dans les années 1980, au département 57 métal « des chefs [sont] pendus en effigie dans l'atelier ». A RMO, en 1975, les ouvriers et le syndicat « collent » symboliquement un avertissement à leur directeur qu'ils jugent mandaté pour liquider leur atelier¹¹³⁶.

Les ouvriers professionnels sont aussi, pour les besoins de leur métier, en contact avec les techniciens, mais dans des conditions toutes différentes de celles des OS. A RMO, les rapports entre compagnons, techniciens et cadres du bureau d'étude sont dits excellents. Sans doute parce que OP et techniciens coopèrent dans la mise au point des machines, partagent la même volonté de voir cette production se développer à Renault, mais aussi parce qu'ils existent dans les deux groupes des cellules du PCF. Les ouvriers du département 77 ont eu aussi de bonnes relations avec les techniciens de la « plateforme » qui « étaient respectés parce qu'ils avaient des connaissances techniques. Les professionnels avaient besoin d'eux à certains moments. Il y avait ce rapport consenti de la hiérarchie de la connaissance ». Mais, il y en avait d'autres moins considérés parce que « moins compétents ».

Pour les OS la relation de subordination est exacerbée par le mépris souvent teinté de racisme que les immigrés perçoivent dans l'attitude de la maîtrise, alors que chez les professionnels elle peut être atténuée par l'expertise professionnelle du métier. Toutefois, selon des

¹¹³⁶ Elie Dayan, entretien. Les ouvriers réussissent selon eux « à le faire homologuer. Parce que ça femme avait signé la lettre recommandée. Donc il était officiel. Le recommandé disait qu'il était interdit d'atelier. Il vient dans l'atelier. Alors, coup de sifflet, coup de sirène. [...] On a été obligé de le protéger ». Voir aussi : « Le 21 octobre 300 artilleurs ont fait à RMO une initiative Révolutionnaire ». « Des ouvriers sanctionnent leur direction pour faute grave ». *L'Echo des Métallos*, nov. 75, N°241, AP-AV

modalités qui leurs sont propres, OS comme professionnels expriment dans l'hostilité aux manifestations d'autorité de l'encadrement, le refus de la subordination salariale. Facteurs d'unité des « nous spécifiques » dans un « nous » de classe.

1.3.6 Ouvriers – e - s : incompréhensions, solidarités, unité

L'unité des ouvriers par-delà leurs spécificités professionnelles, nationale ou de genre, trouve son fondement dans leur commune subordination au capital, constitutive du rapport salarial, mais elle ne peut être un produit spontané de la lutte économique dans l'entreprise, et ne s'affirme pleinement que dans un affrontement politique qui subsume leurs différences ou leurs contradictions. Le collectif ouvrier est segmenté en identités multiples produit des divers statuts professionnels, nationaux ou de genre, les individus pouvant se vivre selon plusieurs registres identitaires qui se combinent et se réorganisent selon les circonstances de la vie de l'usine ou du pays. Le « nous » collectif peut donc selon celles-ci intégrer ou exclure un ou plusieurs composantes ouvrières. L'unité des travailleurs rencontre de nombreux obstacles dès lors que sont en jeu des positions sociales acquises réelles ou symboliques, comme nous venons de le voir, dans les rapports de genre, les hiérarchies de métier, ou les préjugés ou de statuts nationaux. Sans doute en de nombreuses occasions, les contradictions latentes qui leur sont associées peuvent s'estomper dans l'affirmation d'un « nous large » face aux « eux » ou « ils », pouvoirs hostiles de l'entreprises ou des dominants.

La solidarité entre toutes les catégories ouvrières de l'usine s'exprime néanmoins d'abord dans l'affrontement, plus ou moins unanime, avec la direction de l'entreprise et au plan politique dans celui à l'Etat. Toutefois, à Billancourt les mouvements de toute l'usine ou du moins de la majorité des ouvriers sont rares. En quelques occasions il en a été ainsi. Dans des mouvements durables en 1950 et 1968, dans des meetings mémorables au début des années 1960 contre l'OAS. Ces circonstances sont rares dans l'histoire de Billancourt. Et si les clivages ou les facteurs de division s'estompent à ces occasions, ils ne s'effacent jamais totalement, faisant de l'unité une réalité pratique relative et une nécessité toujours à reconstruire.

L'appréciation de la nature plus ou moins contradictoire des relations entre ouvriers est difficile. Les entretiens réalisés pour cette étude, comme d'autres qui ont pu être exploités, donnent toujours une vue biaisée du vécu de ces relations. Faits auprès de militants, ouvriers spécialisés et professionnels, ils donnent à voir des accointances marquées par des solidarités militantes et une camaraderie qui ne peuvent être tenues pour générales. Les liens

s'établissant entre travailleurs occupant des positions professionnelles différentes ne sont pas vécues d'un même point de vue par ceux-ci, y compris lorsque la situation de travail paraît harmonieuse. Rober Kosmann¹¹³⁷ rapporte ainsi l'appréciation d'un forgeron, ouvrier qualifié, sur sa coopération avec le frappeur, non qualifié, avec qui il travaille. Pour le forgeron « il y avait la nécessité de former une équipe, de former quasiment un couple ». Pour le frappeur, « c'est un couple, mais un couple dominant dominés ». Selon les ateliers ou les activités, ouvriers spécialisés et ouvriers professionnels se rencontrent selon des modalités fort différentes. La situation relationnelle la plus courante correspond aux interventions de dépannage des ouvriers de maintenance dans les ateliers d'OS. Il ne s'agit pas au sens strict d'une relation de travail, puisque le dépanneur n'est pas tenu de s'intéresser à l'ouvrier, mais seulement à sa machine et intervient à la demande de la maîtrise. La seconde situation est celle qui prévaut dans les ateliers d'outilleurs où un petit nombre d'ouvriers non qualifiés exécutent des opérations subalternes de nettoyage des machines.

Les relations qui se nouent entre opérateurs sur machine et dépanneurs sont diversement appréciées par les uns et les autres, et sont conditionnées par des facteurs qui ne relèvent pas des nécessités du travail, mais de l'ambiance générale de l'atelier, de son organisation et bien sûr des attitudes politiques des personnes. Les ouvriers de maintenance ne manifestent pas d'hostilité à l'égard des OS, mais de l'indifférence. Ce constat est celui fait par René Dang, professionnel au département 77¹¹³⁸. Cette indifférence n'est pas générale, car des professionnels, délégués ou militants politiques, sympathisent souvent avec les OS tenant les postes sur lesquels ils interviennent. De cette connivence, l'OS comme l'OP tirent alors parti. Le premier peut espérer que l'intervention dure un peu plus que nécessaire. Le second que l'ouvrier de production connaissant bien sa machine, lui donne les indices lui permettant de la réparer avec moins de difficulté. Les deux attentes sont pourtant contradictoires, car « ce n'était pas l'intérêt de l'OS de dire où [est] la panne... tout dépend après du type de relation que l'on établit avec lui [...] en général l'ouvrier [sait] d'où [vient] la panne répétitive. Il [connaît] sa machine parfaitement ». L'ouvrier professionnel qui « avait un comportement un peu méprisant [...] passait plus de temps pour trouver la panne. Ça c'est évident »¹¹³⁹. Au département 77, de jeunes ouvriers, embauchés juste après les grèves de 1968 et proches de l'extrême gauche, ont une influence dans la section CFDT locale. La

¹¹³⁷ Robert Kosmann, Texte inédit sur les forgerons. AP-AV

¹¹³⁸ René Dang, entretien. Au département 77 : « Il y avait aussi parmi les professionnels ... un certain regard distant... je ne sais comment dire... un mépris même [...]. Pourtant ce n'était pas général. Il y avait des gens qui faisaient attention, qui arrivaient à parler avec les OS. Mais dans la majorité des cas, non ! On n'avait pas à le faire. On était là pour réparer la machine et la faire tourner »

¹¹³⁹ Patrick Schweizer, entretien.

grève avec occupation de mai 1971, les a rapprochés des OS de l'île. Elle est vue par eux comme la seule « où la solidarité entre OS et professionnels était réelle. Quand on menait [ensemble] les tours de garde et tout. C'était vraiment tous confondus »¹¹⁴⁰. Deux ans plus tard, à l'occasion de la grève des presses de 1973, les ouvriers de l'entretien manifestent leur solidarité avec les grévistes. Dans ce département, le mépris affiché de compagnons vis-à-vis des ouvriers spécialisés est rare. « On vivait les uns aux côtés des autres, avec parfois des formes de sympathie, et de connivence »¹¹⁴¹.

Dans les ateliers de carrosserie montage ou de mécanique, entre OS et OP de maintenance, n'existe aucun rapport direct de subordination ni de hiérarchie. Il en va autrement dans les ateliers d'outillage ou de fabrication de machines-outils. Dans ces ateliers, les travailleurs non qualifiés sont peu nombreux et y ont la charge des tâches ingrates : rangements, coups de balai, nettoyages des copeaux sur les machines. Les relations interpersonnelles s'inscrivent dans une division du travail traduisant une réelle subordination des non qualifiés aux qualifiés. Ainsi, les « compagnons » chargent les OS d'aller faire les courses pour les repas d'atelier qu'ils organisent et auxquels les OS participent¹¹⁴². Jean Pierre Graziani se souvient de relations peu amicales existant à la RMO entre les professionnels et les OS, généralement immigrés, que les premiers considèrent alors comme les « serfs de la direction ». En arrivant au département 37, où il est d'abord employé comme OS, Robert Kosmann ne retrouve pas la camaraderie qu'il a connue dans les ateliers précédents entre OS et les ouvriers de maintenance. Les « compagnons lui font bien sentir son infériorité de statut, acceptable pour les immigrés, mais anormale pour un jeune français », et le commandent sans ménagement¹¹⁴³.

Les ateliers de RMO sont éloignés des départements de production en grande série, aussi les ouvriers outilleurs fréquentent peu les ateliers d'OS de l'île Seguin. L'organisation même du travail, la taille de l'usine, comme la localisation géographique de leurs ateliers rendent

¹¹⁴⁰ Jean-Pierre Verneret, entretien.

¹¹⁴¹ Aux ruptures de jeûnes en période de Ramadan, des professionnels de l'équipe du soir sont invités par les ouvriers des ateliers de production à « partager les dattes, le couscous, le plat qu'il y avait dans cet endroit de la chaîne, parce qu'il y en avait partout ». Patrick Schweizer, entretien.

¹¹⁴² Robert Kosmann, texte sur les forgerons.

¹¹⁴³ Robert Kosmann, entretien. « Dès qu'un outil était fini, ils faisaient enlever l'outil par le pontonnier, et puis ils disaient Rober, Kosmann, « tu viens nettoyer ». Sans arrêt ils me faisaient sentir que je n'étais pas professionnel. Eux étaient fiers d'être professionnels. Ceux qui ne l'étaient pas étaient des cons. Ils faisaient attention avec les immigrés. Il y avait une cinquantaine de balayeurs. Ils ne les faisaient pas chier parce que... encore que ... c'était des immigrés. Et ils trouvaient donc ça normal. Mais ils ne trouvaient pas normal qu'un jeune Français soit OS ».

exceptionnelles leurs rencontres, y compris aux heures de déjeuner puisque leurs horaires de pause et leurs cantines sont distincts. Les outilleurs de ces ateliers et du département 70 vivent dans un monde à part, et n'ont du travail des OS des chaînes qu'une connaissance abstraite. Il reste pour eux un travail d'immigré. A l'occasion des grèves des presses de 1973, à la RMO, les OS en grève sont associés dans des tracts de la CGT à des immigrés, à des énergumènes, sous l'influence des « gauchistes de l'extérieur », ainsi que le rapporte un ouvrier professionnel de ce département¹¹⁴⁴. Les ouvriers des presses revendiquant le P1F, « les professionnels se seraient sentis attaqués dans leur fonction »¹¹⁴⁵. A Billancourt, les ateliers de production en série étant des ateliers où les Français sont rares, l'assimilation « OS = travailleurs sans qualification = immigrés » s'impose.

En 1973, la CGT de la RMO organise une manifestation dans l'île Seguin avec la volonté de s'adresser aux travailleurs qui utilisent les machines qu'ils fabriquent. Les OS auraient alors été « surpris que l'on vienne discuter avec eux de leurs machines »¹¹⁴⁶. Cette initiative exceptionnelle et symbolique n'est guère symptomatique de l'attitude habituelle des professionnels à l'égard des OS qui reste ambivalente, faite de crainte de voir leurs exigences bousculer la hiérarchie des métiers, et aussi de réelles solidarités.

Les professionnels reconnaissent la légitimité des grèves d'OS, découlant de leur condition de travail, mais ils n'admettent guère que les écarts salariaux puissent en être réduits et peu acceptent le passage à une qualification professionnelle des ouvriers de production. Leur attitude conjugue l'admiration pour la détermination des OS, la conscience qu'eux seuls ont la capacité de bloquer la production, et un certain mépris paternaliste pour le caractère apparemment peu organisé de leurs luttes. Des professionnels peuvent être estimés des ouvriers de production, sans que ce soit le cas de tous, car ils restent pour eux « une caste à part [...] composée la plupart du temps de Français. [Sauf] avec quelques militants, [...] avec qui on parlait, la plupart du temps, il n'y avait pas de rapport. Ils venaient. Bon, ils nous saluaient, mais il n'y avait pas rapport... disons de classe »¹¹⁴⁷. Pourtant OP et OS savent faire front ensemble contre les « eux », en des circonstances particulières, comme pendant la grève avec occupation de 1971. Cette grève est alors portée par des militants d'extrême gauche de toute obédience, ce qui en accentue le caractère solidaire. Au-delà des différences de métiers, et des représentations qui lui sont associées, la distance subjective entre OP et OS a été accrue dans les années 1970, par suite de leur origine, alors exclusivement des

¹¹⁴⁴ « *La grève du 12.50 par des ouvriers de Billancourt* ». Propos d'un ouvrier de RMO, p.7, B6 AP-AV

¹¹⁴⁵ Ibidem, p.8

¹¹⁴⁶ Elie Dayan, entretien

¹¹⁴⁷ Mustapha Dhaouadi, entretien du 30 juin 2011

immigrés, contrairement à la situation prévalant dans les années 1950 et 1960.

L'expression des contradictions ouvrières, comme leur effacement peuvent être favorisées par des relations de proximité permises par la géographie de l'usine, son ambiance politique et sociale, les situations de crise nationale et internationale, néanmoins leur traitement est toujours du ressort de l'action collective dirigée, que ce soit par et dans le syndicat, comme par et dans l'activité politique dont il faut traiter maintenant.

2 - La politique communiste contrariée par les contestations ouvrières

L'attitude du PCF face aux mouvements des années 1970 et aux identités ouvrières dont ils sont l'expression souvent indécise, ne peut être comprise qu'à la lumière de son identité antérieurement constituée et de ses objectifs du moment. Le contexte national et international des années 1962 à 1966, relativement pacifiés, avait permis au PCF de progresser dans la voie d'une union autour d'un programme commun de gouvernement. Il pouvait alors maintenir son ancrage ouvrier et entreprendre d'élargir sa base sociale aux autres couches salariées des entreprises, en particulier les ingénieurs, les techniciens et les cadres (ITC), sans avoir à affronter les tensions internes au salariat pouvant naître d'une dynamique ouvrière qui se radicalisait. Il pouvait espérer gagner les salariés des OS aux ingénieurs en répondant à leurs aspirations catégorielles. Dans ces années, les ouvriers de Renault avaient, ainsi qu'examiné dans partie précédente, changé de statut symbolique, troquant l'image de combattants insubordonnés pour celle rassurante d'une force paisible et responsable, au service de l'union de la gauche. Or, après les grèves de 1968, le parti se trouve confronté à une situation sociale qui rompt avec le calme relatif du mitan de la décennie antérieure. Alors que les grèves se multiplient après 1968, et en dépit de certaines affirmations, comme celle de Benoit Frachon, le 30 janvier 1970, à Clermont-Ferrand selon laquelle « ces fameuses grèves sauvages constituent une sorte d'avant-garde qui nous ouvre [à la CGT] des horizons nouveaux et de nouvelles espérances »¹¹⁴⁸, le parti voit dans l'exubérance combative des ouvriers plutôt une entrave, qu'un atout, à la mise en œuvre de sa politique d'union.

Dans les « années 68 », le Parti communiste déploie sa politique dans la confrontation à deux adversaires politiques. Le premier est, selon sa terminologie, le mouvement « gauchiste » qui cherche à tirer profit de l'insubordination ouvrière, et parmi celui-ci la *Gauche prolétarienne* qui est, quelques années durant, très active à Billancourt. Le second est le PS. Après 1974, alors que les mouvements gauchistes s'épuisent, les directions du parti

¹¹⁴⁸ Cité dans : CFDT, Notes et documents du BRAEC, avril-juin 1978, page 58, AP-AV,

perçoivent que l'union qu'elles pensaient avoir imposée aux socialistes leur était en fait bénéfique. Contrairement au premier adversaire, le PS n'a pas d'existence politique active dans l'usine. Toutefois dans la concurrence entre partenaires d'une union de la gauche en gestation, Billancourt joue encore pour le Parti communiste un rôle de caisse de résonance de ses actions et de théâtralisation de son lien à la classe ouvrière.

L'action communiste à l'usine doit être examinée selon plusieurs aspects. Le premier questionnement porte sur son attitude face aux manifestations d'insubordinations ouvrières, aux luttes des OS, par ailleurs immigrés, et plus généralement sa relation aux différentes catégories ouvrières de l'usine. Le deuxième examine sa volonté de conquête des ITC dans le contexte de la lutte pour le Programme commun, alors qu'il est confronté à des demandes ouvrières fortes. Le dernier interrogera le mode de construction organisationnelle et identitaire du parti dans ce contexte.

2.1 Les communistes en butte aux aspirations ouvrières nouvelles

Au début des années 1970, confronté à l'insubordination ouvrière et à l'action de la *Gauche prolétarienne* qui tente de l'organiser, la CGT, le PCF et la direction de l'entreprise, tous autant déstabilisés, sont soucieux de les circonscrire ou de les marginaliser. Pendant les grèves de mai et juin 1968, le parti et la CGT ont fait preuve de leur capacité d'organisation et de contrôle des mouvements, sans répondre entièrement aux aspirations ouvrières qui s'y exprimaient. Ces dernières, bien que difficiles à formuler alors, ne pouvaient être entièrement satisfaites par des avancées salariales ou démocratiques limitées à l'exercice de l'activité syndicale. Dès l'automne 1968, le Bureau politique déplore « que persiste dans la classe ouvrière, y compris chez les militants actifs [une confusion qui] porte sur les acquis des luttes qui auraient été, selon certaines informations, repris par le patronat et le gouvernement »¹¹⁴⁹. Le mécontentement nourrit une insubordination ouvrière qui s'exprime sans la médiation du parti, voire souvent contre. Les jeunes ouvriers, comme nombre d'autres, non seulement ne se veulent pas s'en tenir aux concessions obtenues du gouvernement, mais portent des aspirations qui, pour une part, vont à l'encontre de la culture politique du PCF. L'autorité est contestée, celle de la hiérarchie, mais aussi celle du parti¹¹⁵⁰.

¹¹⁴⁹ Bureau politique du 29 octobre 1968

¹¹⁵⁰ Cette attitude ouvrière n'est pas du seul fait des travailleurs immigrés. En 1971, la police rendant compte des débats ayant eu lieu au congrès de la CGT de l'usine du Mans note : « ces responsables [ceux du syndicat] ont laissé percer leur inquiétude devant le comportement de la base, sentiment d'autant plus compréhensible qu'à trois reprises, celle-ci – stimulée par des éléments jeunes – ont (sic) pris l'initiative d'une action dans laquelle les syndicalistes sont intervenus tardivement, le CGT et le PCF ayant dû déployé toute

Les ouvriers immigrés récemment embauchés ne se moulent pas dans le mode de fonctionnement syndical traditionnel et vivent difficilement une subordination hiérarchique souvent teintée de racisme. Ce contexte facilite l'intervention des organisations qui tentent de pénétrer à Renault soit par une propagande externe, soit par l'embauche de militants ou de sympathisants, jeunes ouvriers ou intellectuels. La figure emblématique de Billancourt largement exploitée par le PCF, l'est maintenant par les groupes politiques qui le contestent. Pendant les premières années de la décennie, la menace perçue par le Parti communiste vient dans un premier temps de l'extrême gauche. Il craint une crise sociale qui comme en 1968 pourrait lui être électoralement préjudiciable et que l'agitation des groupes d'extrême gauche encourage, même s'il en surestime alors l'influence¹¹⁵¹. Leur impact sera éphémère. Après quelques années d'intense agitation, en 1974 / 1975, les groupes les plus actifs¹¹⁵², comme la *Gauche Prolétarienne*, disparaissent. Nombre de militants établis quittent l'usine de Billancourt et ceux qui y restent, inorganisés, se replient sur l'activité syndicale¹¹⁵³. A partir de 1975, les luttes ouvrières elles-mêmes doivent faire face à une direction d'entreprise plus ferme, et sont maintenant plus sur la défensive, situation plus favorable alors aux communistes.

2.1.1 *L'extériorité politique du PCF aux grèves d'OS*

En dépit de sa volonté de les organiser dans le syndicat et en son sein, le parti manifeste à l'égard des grèves OS une forme d'extériorité, qui ne tient pas seulement à la faiblesse de son implantation dans leurs ateliers, mais qui relève de la place et du rôle qu'il leur accorde dans sa politique nationale. Cette extériorité est confortée par la méfiance ancienne du parti à l'égard des OS, et à leurs manifestations spontanées de combativité qui contrecarrent

leur technique pour y mettre fin. Les militants n'ont pas dissimulé que les rancœurs de nombre de grévistes O.S. de mai dernier à l'égard de la CGT n'étaient pas apaisées. » note du 2 décembre 1971, APPP

¹¹⁵¹ Après le meurtre de Pierre Overney, Georges Marchais déclare « je pose la question : est-ce que l'on va recommencer de nouveau comme en mai 68 ? Je réponds non, cela ne doit pas recommencer, *Le Monde* du premier mars 72

¹¹⁵² Présents dans l'usine avec un ou des militants : *LO, GP, LCR, PST, OCI, GOP, Révolution, Humanité Rouge* (début de Décennie), *GAR, Le travailleur*, Intervention externe, *UCFml, PLR, PCR*. Dans l'usine, contrairement à la décennie antérieure, pendant laquelle l'influence de l'extrême gauche s'exerçait surtout parmi les ouvriers professionnels, après 1968, c'est parmi les OS immigrés que la *Gauche prolétarienne* et les autres groupes tentent de s'implanter. Tous ces groupes cherchent à conquérir une influence et une légitimité ouvrière dans l'usine et en escomptent une notoriété nationale. Si *Lutte ouvrière*, ancienne *Voix ouvrière*, a une présence ancienne, ce n'est pas le cas de la plupart des autres groupes qui couvrent tout l'éventail de la mouvance révolutionnaire. A l'exception de cette organisation, ainsi que dans une moindre mesure de la *Ligue communiste* et du courant trotskiste lambertiste, ils ne se maintiendront pas dans l'usine au-delà de la décennie.

¹¹⁵³ C'est le cas de Daniel Labbé embauché à Renault au début des années 1970, qui deviendra le secrétaire du syndicat CFDT de Renault dans les années 1980.

parfois ses objectifs ou son action. Face à des initiatives ouvrières, exprimant la radicalité d'ouvriers jeunes et étrangers aux normes d'« ouvrièrisation » communiste, et dont la combativité spontanée les déroutent, le parti, ses directions ainsi que ses militants, réagissent fréquemment avec franche méfiance, voire une hostilité certaine. Cette attitude des communistes s'alimente à deux sources. D'abord le parti de la classe ne saurait admettre que la volonté et la parole ouvrières s'expriment indépendamment de lui, voire contre. Ensuite, de son expérience passée, il tire la conviction qu'une lutte lui échappant est généralement, sinon toujours, exploitée par ses adversaires pour tenter de le discréditer en tant que parti des ouvriers¹¹⁵⁴.

Les communistes ont su, en quelques occasions, canaliser l'insubordination ouvrière, voir l'exalter comme en 1952. Ce n'est plus le cas après 1968, la récurrence des grèves d'OS prend à contre-pied sa politique qui se veut responsable et modérée, car orientée par les perspectives électorales offertes par l'union des partis de gauche conclue en 1972. En dépit de leur concision, les comptes rendus des réunions des directions communistes disent l'embarras dans lequel la radicalité des OS, et particulièrement de ceux de l'automobile, met le parti. Secrétariat ou Bureau politiques formulent à maintes occasions des recommandations à l'adresse des militants qui paraissent contradictoires. Elles soulignent à la fois l'exemplarité des luttes en appelant à leur soutien « si les grèves devaient se poursuivre »¹¹⁵⁵, et énoncent des mises en garde qui portent à les freiner, car, selon lui, il ne faut « pas exclure la tentative d'exploiter certains aspects de la situation pour isoler l'avant-garde de la classe ouvrière et lui porter des coups »¹¹⁵⁶. Il s'agit alors moins de les développer, ce que ne font guère les militants, que de les intégrer à la propagande comme justification des propositions communistes et de son rôle qu'il veut dirigeant dans l'union contractée. En juin 1973, Krasucki exprime la même ambivalence dans son rapport au Bureau politique, lorsqu'il invite les militants à être « à la tête des luttes », à « ne pas reculer dans le soutien [...] et, en même temps, [à] veiller à gagner l'opinion publique »¹¹⁵⁷. Un an

¹¹⁵⁴ Bien connue est la grève des départements 6 et 18 de Renault Billancourt, en avril 1947. Elle prend en défaut les militants du PCF et de la CGT de Renault qui s'opposent aux ouvriers exigeant une hausse uniforme du taux horaire de base. Bien que reprise en main par la CGT, elle est le prétexte à l'éviction des ministres communistes du gouvernement et alerte le parti sur le risque encouru d'un divorce avec la classe ouvrière. Cette crise marque profondément le parti et justifie sa méfiance ultérieure à l'écart des débrayages spontanés. En avril 1953, lors de la grève des OS du Département 74, le syndicat hésite à s'engager dans un mouvement auquel participent le Syndicat indépendant Renault (SIR). En novembre 1960, alors que l'entreprise licencie 3000 ouvriers, essentiellement des OS, la CGT désavoue les jeunes ouvriers spécialisés de l'île Seguin qui, le 4 novembre, à l'occasion d'un meeting, envahissent des bureaux de la direction qu'ils saccagent. Voir supra.

¹¹⁵⁵ Bureau politique du 4 mai 1973

¹¹⁵⁶ Idem. Le risque de « coups portés à l'avant-garde » concerne, dans son vocabulaire, le parti lui-même et sa politique d'union, et non les ouvriers en lutte

¹¹⁵⁷ Bureau politique du 22 juin 1973

après la signature du Programme commun de gouvernement, ce souci ne réfère pas à la popularisation des revendications des OS auprès d'autres travailleurs, mais comme y invite la notion d'« opinion publique », à ne pas se couper d'un électorat qui n'est pas nécessairement acquis à la cause des OS, de plus immigrés. Interprétation confortée, en 1974, par le bureau politique qui demande « d'empêcher que des éléments CFDT ne puissent orienter le mouvement revendicatif vers des formes de luttes et des mots d'ordre ne correspondant pas à la période »¹¹⁵⁸. L'inconfort des communistes est patent. Le PCF attend des militants engagés dans le combat contre les groupes d'extrême gauche qu'ils n'accrochent pas « l'étiquette gauchiste à certaines initiatives ou manifestations qui expriment fortement le mécontentement »¹¹⁵⁹. Cette recommandation révèle combien il est peu en phase avec les attentes portées par ces grèves et que, sans en être absent, il s'emploie à les modérer, comme l'illustre son attitude lors des premières grèves de la décennie 1970 à Renault.

En mai 1971, la grève des ouvriers du Mans, provoque le lock-out et l'extension du mouvement à d'autres usines, à Billancourt en particulier. Le 30 avril les OS du Mans ont voté la grève illimitée¹¹⁶⁰. Elle s'achèvera le 22 mai¹¹⁶¹. Le jeudi 6 mai, à Billancourt, les deux tiers des 8000 participants au meeting appelé par les organisations syndicales, ouvriers spécialisés et professionnels, votent l'occupation sur proposition de la CFDT, de FO et des militants d'extrême gauche. La CGT est contre¹¹⁶². Avant le vote, Aimé Halbeher, ancien secrétaire de la CGT Renault et responsable de la fédération de la métallurgie, expose l'analyse cégétiste du conflit. Il considère que le blocage de la production de toutes les usines Renault, et le refus gouvernemental de satisfaire les revendications du Mans, vise deux objectifs. Selon lui, le gouvernement voudrait d'abord, face à un mécontentement grandissant s'exprimant contre la politique du gouvernement, dresser les travailleurs de la Régie les uns contre les autres, et ceux de la Régie contre l'opinion publique, en les présentant comme de perpétuels mécontents. Son second objectif serait de porter un coup à l'entreprise nationalisée en paralysant son activité en période de forte demande commerciale,

¹¹⁵⁸ Bureau politique du 1 avril 1974

¹¹⁵⁹ Bureau politique du 17 mai 1971

¹¹⁶⁰ Les ouvriers professionnels ne l'approuvent pas et envisagent d'autres modes d'action.

¹¹⁶¹ Les OS du bâtiment F.F. sont en grève depuis le début du mois d'avril. Ils ne travaillent que 2 heures par jour au lieu de 9. Ce n'est qu'à la fin du mois que la grève se généralise à toute l'usine, par le vote de la grève illimitée des tous les OS du Mans, les OP ne s'engageant pas dans celle-ci. *Renault, la Grève de Mai 71*, Taupe rouge n°4, publication de la Ligue Communiste, et *La grève à Renault Billancourt*, bilan de la grève, date et auteurs inconnus, mais de tendance marxiste-léniniste. AP-AV

¹¹⁶² Le vote est néanmoins confus car les propositions mises au vote sont pour la CGT « une présence sur le lieu de travail tous les jours mais sans occupation dans l'immédiat » ou proposition CFDT « occupation de l'usine au cas où la direction refuserait d'ouvrir la négociation sur le Mans dès aujourd'hui ». *La grève à Renault Billancourt*, opus cit. AP-AV.

dans le but de la faire passer aux mains d'intérêts privés¹¹⁶³. Ainsi énoncée, la thèse du complot restera la grille d'analyse du conflit et sera propagée par la propagande communiste de l'usine¹¹⁶⁴ et par sa presse nationale.

La CGT s'emploie à limiter autant que possible l'extension du conflit, faisant obstacle à la volonté des grévistes d'interdire l'accès des ateliers à la maîtrise et s'abstient d'impliquer les mensuels dans le mouvement. La thèse du complot s'adresse moins aux travailleurs de Renault qu'à « l'opinion publique ». Elle se traduit par des directives de la direction du parti appelant à soutenir « sans réserve les mouvements », et invitant à démontrer qu'ils ne sont pas de son fait, la « responsabilité de la situation incomb[ant] exclusivement au pouvoir, en [soulignant] également la responsabilité des gauchistes »¹¹⁶⁵. La combattivité n'est plus une qualité identitaire positive et offensive, mais une nécessité défensive et contrainte, qu'elle doit légitimer.

La politique communiste conjugue donc ainsi que le formule André Vieuguet dans son intervention de clôture de la Conférence de section Renault de novembre 1971, la défense des revendications des grévistes du Mans qui « s'inscrivaient dans la revendication plus générale d'une refonte complète des systèmes de rémunération » et d'autre part la dénonciation d' « un complot de grande envergure [qui] a été déjoué » grâce « aux militants des syndicats de la CGT, à Roger Silvain, secrétaire général, et à la direction de la section communiste ». Pendant les décennies précédentes les communistes se devaient d'être aux avant-postes de la lutte, ils paraissent craindre maintenant d'en apparaître les instigateurs.

Le PCF adopte une attitude prudente encore en 1973, freinant les grèves en période de campagne électorale, comme nous l'avons vu à propos des grèves du département 38 et du département 34, et surtout en cherchant à limiter la revendication des grévistes des presses à la classe 9 maxi pour tous, obtenue par les travailleurs du département 38. A plusieurs occasions la CGT tente de faire reprendre rapidement le travail sur cette exigence rapidement satisfaite par la direction. Cette modification de la grille ne bouscule pas la hiérarchie symbolique des classifications qui réserve la qualification de professionnel aux ouvriers qui disposent d'une validation formelle de leur métier. Sans doute la CGT, contrairement à FO,

¹¹⁶³ Ibidem

¹¹⁶⁴ Le tract du PCF du 10 mai 1971 affirme « Aujourd'hui, il s'agit de briser le complot ». [...] « Il est clair aujourd'hui que le complot dirigé contre la Régie par le gouvernement UDR-Centrisme avec la complicité direction, l'utilisation massive des groupes gauchistes aurait constitué pour le parti du désordre au pouvoir, un argument de choix ». « La Régie doit tourner » « les travailleurs sont à la pointe de la défense de l'entreprise nationalisée ». (SRTA 5W56)

¹¹⁶⁵ Secrétariat politique du 11 mai 1971

n'attaque pas de front la demande des grévistes¹¹⁶⁶, mais elle cherche à en réduire la portée en refusant sa généralisation à tous les ouvriers des presses.

La détermination des grèves d'OS contrarie la politique nationale du PCF. Il peut juger ces grèves comme politiquement inopportunes, sans pouvoir les désavouer au risque de brouiller son image de parti ouvrier. Les formulations balancées de ses directives expriment cet embarras. Elles laissent aux militants une grande latitude dans leur interprétation, bien que ceux-ci les comprennent surtout comme une invitation à les modérer ou à les circonscrire, ce que confirme Raymond Treppo dans une lettre adressée en 1980 à Claude (Poperen). L'ancien responsable de la section de Billancourt impute, sept ans après l'événement, cette attitude à une réflexion insuffisante du parti « sur les OS [qui] au fait que nous n'avions pas encore une maîtrise de la question de fond et aussi au fait que nous [les communistes] étions traumatisés par les pressions exercées de toutes parts. Il y avait cette crainte du débordement qui conduisait parfois à des attitudes de freinage de l'action »¹¹⁶⁷. Les termes, « maîtrise » insuffisante ou risques de « débordements » renvoient tous deux à une attitude du parti envers ces ouvriers marquant une distance et une « extériorité » renforcées dans les usines de carrosserie montage de la région parisienne, Billancourt et Flins, par leur origine étrangère.

Nul doute que cette extériorité politique soit pour une part la conséquence de l'intégration récente de ces ouvriers au collectif de travail, de leur « ouvrièrisation » politique encore partielle et incertaine, et des attitudes qu'eux-mêmes adoptent. Toutefois, elle est la conséquence des positions du PCF qui exclut les étrangers des droits politiques au motif de leur extériorité à la nation. En effet, au cours des années 1970, l'orientation communiste concernant l'immigration est remarquablement constante. La présence de nombreux ouvriers étrangers est pour le parti un phénomène transitoire, appréciation qui justifierait son refus de leur reconnaître des droits politiques en France. En 1973, le rapport sur l'immigration, présenté par André Vieuguet au Bureau politique,¹¹⁶⁸ affirme l'importance de l'activité communiste parmi les immigrés due à leur rôle dans la production, sur lequel le parti entend fonder l'unité des travailleurs français et immigrés, bien que les droits politiques de ces derniers « doivent s'exercer dans le pays d'origine » et nullement en France. Le dirigeant communiste suggère néanmoins un certain nombre de dispositions propres à lier plus

¹¹⁶⁶ Au cours d'une réunion de négociation, FO tient des propos très méprisants pour les OS et leurs exigences.

¹¹⁶⁷ Raymond Treppo, lettre non datée, mais certainement du début des années 1980, adressée à Claude Popperen, qui préparait alors son ouvrage « Regards intérieurs », Archives section Renault PCF, Carton 176, AD 93

¹¹⁶⁸ Bureau politique du 15 juin 1973, 2 Num 4/5

étroitement ces travailleurs au parti¹¹⁶⁹, tout en affirmant nécessaire de « poser plus fortement la question de la répartition des immigrés dans toutes les communes de la Région parisienne ». Enfin, le rapporteur suggère des mesures propres au parti lui-même, comme la nécessité d'« actualiser et développer les aspects théoriques de ce problème », de relancer les groupes de langue¹¹⁷⁰, d'« élever le recrutement des travailleurs immigrés au parti et aider à la formation de cadres », et enfin d'éditer un livre sur l'immigration, dont André Vieuguet sera le rédacteur¹¹⁷¹.

En juin 1977, Jean Colin¹¹⁷² présente au Bureau politique un rapport traitant des « problèmes de l'immigration ». Il formule des propositions similaires à celles présentées par André Vieuguet quatre ans plus tôt. Il souligne encore la prise de conscience des travailleurs immigrés, témoignant ainsi d'une évolution des relations entre les immigrés et le parti, sujet abordé dans la partie suivante. Il dénonce la bourgeoisie qui entretient le racisme et la xénophobie alors que « les immigrés arrivent en nombre supérieur malgré la décision du pouvoir en 1974 de stopper l'immigration, et convie le parti à renforcer la « lutte pour l'unité Français / immigrés » en donnant « plus d'importance dans la presse du Parti aux immigrés ». Jean Colin invite à « favoriser l'adhésion des immigrés au parti », mais demande aussi d'« insister auprès des fédérations pour qu'elles se refusent à favoriser l'activité des partis frères dans notre pays, tout en accordant une attention accrue à la nécessité de prendre en compte le problème national de chaque immigration.

Les initiatives en direction des travailleurs immigrés et les appels à l'unité entre Français et immigrés se multiplient à Renault¹¹⁷³, alors que le parti donne plus d'ampleur à la thématique de « la répartition équitable des immigrés ». Le Bureau politique de juin 1979 donne comme directive « aux municipalités dirigées par des communistes de refuser de nouvelles arrivées d'immigrants en faisant valoir que ce sont elles qui accueillent [...] la plus grande proportion

¹¹⁶⁹ Ainsi, « dans les villes administrées par des communistes [il faut] associer les travailleurs et les familles immigrés aux affaires les concernant dans l'esprit contrat communal » et « continuer nos efforts pour l'extension du droit des immigrés et leurs revendications spécifiques » en faisant campagne pour un statut démocratique de l'immigration.

¹¹⁷⁰ Ces groupes de langue avaient été créés à la fin des années 1920, pour organiser les ouvriers venus des pays coloniaux ou étrangers européens. Il ne semble pas avoir existé après la deuxième guerre mondiale. Seule la CGT avait des commissions spécialisées par nationalités.

¹¹⁷¹ Après sa parution, l'auteur est invité à Renault où il rencontre des travailleurs immigrés et leur dédicace le livre. Tract PCF du 19 juin 1975

¹¹⁷² Bureau politique du 29 juin 1977, 2 Num 4/5

¹¹⁷³ Français et immigrés unis, *Echo des Métallos*, n°258 novembre 1977 et *Echo des Métallos*, n°265, octobre 1978, tract PCF mai (date à vérifier) – perso

d'immigrés » et en exigeant une « répartition équitable [et] en dénonçant la discrimination raciste de la droite »¹¹⁷⁴.

Le parti a donc des soucis contradictoires. Dans l'usine, il doit organiser les immigrés afin de contrôler leurs mouvements et de maintenir un rapport de force face à la direction, gage de succès dans la lutte économique. Dans la cité et au plan politique, il doit leur dénier l'accès aux droits politiques pour ne pas troubler son électorat traditionnel, les maintenant ainsi dans une marginalité politique. En 1975, puis en 1977, en dépit de ces exigences contradictoires, le parti communiste peut estimer que les « luttes [sont] marquées par une modification positive et sensible du comportement des travailleurs immigrés¹¹⁷⁵, car ses efforts en vue de mieux encadrer les OS immigrés auraient été récompensés.

2.1.2 Communistes et OS immigrés, extériorité politique et tactiques d'encadrement

Le terme d'encadrement employé pour caractériser le lien qui s'établit progressivement entre les communistes et les OS immigrés à partir de 1974, traduit une volonté politique qui n'est pas nouvelle. En 1960, après le saccage des bureaux par des OS de l'île Seguin protestant contre les licenciements dont ils étaient victimes, une telle nécessité était formulée au sein de la section communiste. Le secrétaire de la section communiste de Renault avait demandé à celle-ci de « se consacrer activement à une reprise en main du personnel salarié des usines Renault, notamment des travailleurs inorganisés »¹¹⁷⁶ pour les encadrer efficacement. Dans les années 1970, la même exigence s'impose aux communistes. La relation entre l'organisation politique et cette catégorie d'ouvriers ne relève pas d'un processus endogène à leur collectif. Elle est l'expression d'une volonté extérieure à ce dernier. Il ne s'agit pas seulement d'une extériorité en termes d'implantation sociale, mais d'extériorité au sens politique et idéologique, donc identitaire. La relation que tente de construire le parti avec ces travailleurs n'est aucunement comparable à la relation existant entre le parti et les OP. L'attention portée aux OS et la nécessité de les encadrer sont d'autant plus fortes qu'au début de la décennie, les groupes d'extrême gauche, la *Gauche prolétarienne* en particulier, font des ouvriers étrangers leur cible politique. Ces groupes rédigent leurs tracts en Arabe et dans quelques autres langues comme l'Espagnol et le Portugais¹¹⁷⁷. A Billancourt, La section

¹¹⁷⁴ Bureau politique du 25 juin 79, 2 Num 4/5

¹¹⁷⁵ Bureau politique du 1 juillet 1975, 2 Num 4/5, rapport de Krasucki sur situation économique, sociale revendicative

¹¹⁷⁶ Voir *Supra* partie 2

¹¹⁷⁷ Tract PCF du 2 mars 72, AD93-SCRB carton 174. Après l'assassinat de Pierre Overney le PCF réplique, en Français et en Arabe, à ce qu'il dit être un « complot gouvernement, direction, gauchistes » et de

Renault du parti n'a pas attendu les directives du Bureau politique¹¹⁷⁸ pour accorder une attention accrue aux problèmes nationaux de chaque immigration. Pour ce faire, elle s'appuie sur cinq leviers : sa propagande, des interventions politiques spécifiques, les commissions nationales immigrés de la CGT, le dégagement de cadres immigrés, enfin les activités culturelles spécifiques de *Loisirs et culture*.

Les conflits impliquant les pays dont les immigrés proviennent sont traités avec régularité par la propagande communiste à l'usine, qu'il s'agisse du soutien à la lutte du peuple vietnamien contre les USA¹¹⁷⁹, de la lutte des Espagnols contre le régime de Franco, ou celle des Portugais contre Salazar et son régime, ou encore de la solidarité avec les Palestiniens¹¹⁸⁰. Le PCF intervient aussi en solidarité avec les luttes de libération des dernières colonies en Afrique et exige l'arrêt « sans délai des interventions armées en Afrique »¹¹⁸¹. Il dénonce l'apartheid en Afrique du sud. Il cherche à gagner les ouvriers étrangers sans mobiliser ensemble Français et immigrés en dehors des luttes à caractère économique contre le patron commun. La solidarité internationale du parti reste dans une logique de « particularisation » nationale, plus que dans celle de l'internationalisme dont il se réclame. Dans sa volonté de s'appuyer sur les spécificités nationales des immigrés, il privilégie les liens avec les Associations nationales officielles, comme les Amicales, en particulier celle des Algériens, et les ambassades. Le 16 octobre 1973, pendant la guerre dite du Kippour, le Comité d'entreprise organise une initiative en soutien aux Etats arabes, avec la participation des Ambassadeurs de Syrie, d'Algérie, et d'un chargé d'affaire Egyptien, sans donner d'ampleur à cette initiative¹¹⁸². Le mois précédent, la CGT ne s'est pas associée, pas plus que la CFDT, à la grève appelée, le 14 septembre, par le MTA¹¹⁸³ en dénonciation des meurtres racistes.

La CGT joue un rôle important dans la défense des revendications propres aux immigrés, car, en dépit des directives données concernant les groupes de langue, le parti ne les met pas en place et s'appuie sur les commissions nationales du syndicat. Alors que ce syndicat s'est

provocations dont les travailleurs immigrés seraient les victimes de la part de groupes gauchistes, qui les entraîneraient à des actions ayant pour résultat des arrestations ou des agressions

¹¹⁷⁸ Bureau politique du 29 juin 1977 2Num 4/5

¹¹⁷⁹ « Journée de Solidarité avec les peuples d'Indochine », tract PCF du 17 juin 1974, AP-AV

¹¹⁸⁰ Tract PCT du 15 octobre 1976, « Liban, Il faut arrêter le bras des assassins ». AP-AV

¹¹⁸¹ Tract PCF 22 mai 1978, AP-AV

¹¹⁸² « Manifestation à Boulogne-Billancourt en faveur des Etats arabes ». Note de police du 17 octobre 1973. APPP Ba 2325

¹¹⁸³ MTA, Mouvement des travailleurs arabes. Voir à ce sujet : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00370230>. Contributeur : Abdellali Hajjat <ahajjat@u-paris10.fr >

opposé à l'expression des revendications spécifiques aux immigrés au cours de la grève de 1968, pour ne pas nuire à son influence parmi les ITC, il s'emploie ensuite à prendre en compte certaines de celles-ci¹¹⁸⁴. La CGT le fait par le truchement de ses commissions « immigrés ». Si les Marocains et les Algériens ont leur propre commission, les Africains noirs, sont regroupés dans une seule, ces derniers étant dans leur majorité des Wolofs ou des Soninkés de la vallée du Sénégal. Les revendications qu'elles formulent ne sont pas toujours, par nature des revendications d'immigrés, mais leur sont particulièrement sensibles, comme par exemple l'accès difficile à des logements décentes dans les parcs HLM, et plus encore dans le privé¹¹⁸⁵. De l'obtention d'un tel logement dépend leur accès à un regroupement familial, après l'instauration de cette disposition. Viennent ensuite les besoins de formation. Les commissions immigrées traitent aussi des questions relatives au séjour, au statut des étrangers ou aux atteintes à leurs droits, ainsi qu'aux relations, parfois difficiles, avec les autorités de leur pays d'origine. A ce titre, elles ont des contacts fréquents avec les ambassades¹¹⁸⁶ ou les consulats.

Les exigences formulées par ces commissions ne sont pas portées à la connaissance de l'ensemble des travailleurs de l'usine qui ne sont pas appelés à les soutenir. Ces commissions ne s'intéressent pas aux luttes menées dans l'entreprise et aux revendications qu'elles portent qui restent de la responsabilité du syndicat. Dans les premières années de la décennie, les commissions immigrées auraient été tentées de s'exprimer sur des sujets plus politiques, tel la dénonciation de l'impérialisme français, du ressort du parti qui veille à ce que celles-ci ne s'engagent pas sur un tel terrain. Ainsi des projets de tracts, un de la commission africaine dénonçant les « régimes fantoches africains », un autre de la commission espagnole

¹¹⁸⁴ Jusqu'à la fin des années 1960, c'est-à-dire au cours de la période antérieure d'immigration à Billancourt, les ouvriers étrangers sont acteurs des grèves, surtout ceux qui, comme les Algériens, bénéficient d'un statut stable de « citoyens » français, bien que discriminés. Le refus des discriminations sociales qui les frappe est traduit dans les revendications formulées à l'occasion des grèves d'atelier, comme celle d'avril et mai 1953 au département 74, dont des acteurs sont des femmes et des immigrés. Les revendications économiques spécifiques aux ouvriers algériens sont reprises par la CGT et le PCF pour maintenir un lien avec ces ouvriers alors qu'ils s'engagent dans le combat politique pour l'indépendance et s'éloignent du parti. Voir supra.

¹¹⁸⁵ 95 % des demandes d'attribution de logements dans le parc locatif de l'entreprise émanent de ces travailleurs. La première action en juste pour discrimination en matière de logement, en s'appuyant sur la loi votée en 1972, a été engagée par deux ouvriers sénégalais de Renault avec l'appui de militants français extérieurs à l'usine.

¹¹⁸⁶ Ainsi que l'évoque aussi bien Arezki Amazouz, pour l'Algérie, que Mohamed Amir (entretiens) pour le Maroc. Le premier rapporte par exemple une rencontre entre une délégation de la commission algérienne de la CGT et l'Ambassadeur d'Algérie, motivée par les tracasseries que subissent les travailleurs algériens à leur passage à la douane de leur pays. Le second en rappelle une avec l'Ambassade marocaine portant sur le rôle de l'Amicale des Marocains critiquée par les ouvriers, pour son inaction face aux meurtres racistes de jeunes au début des années 1980, et pour son activité de surveillance. Alors des militants français de la CGT, par ailleurs membres du PCF peuvent participer à ces délégations.

critiquant les illusions légalistes du Programme commun, auraient été refusés par la CGT comme politiques¹¹⁸⁷.

En 1971, pour combattre une « influence gauchiste » parmi les immigrés et mieux encadrer cette masse ouvrière majoritaire parmi les OS et ses 6 000 syndiqués revendiqués, la CGT est réorganisée. Cette réorganisation est présentée par Roger Silvain qui la motive par la nécessité d'« être au plus près des préoccupations de toutes les catégories de personnels, [de l'orientation] générale définie par le Comité exécutif aux différents secteurs de l'usine en tenant compte de leurs particularités [...] avec le souci de donner le temps et les moyens à ceux-ci de fonctionner »¹¹⁸⁸. L'usine est ainsi divisée en six secteurs pour être au plus près de toutes les catégories. Une des motivations de cette réorganisation est le développement de la démocratie, et l'amélioration de la réactivité de la direction du syndicat qui ne va guère dans le sens de la responsabilisation des sections.

Chaque secteur est animé par un membre du comité exécutif de la CGT et les secrétaires des sections syndicales des départements qui, s'ils ne sont pas tous membres du parti, en sont proches. Les responsables de secteurs sont des ouvriers professionnels français. Ils ont pour mission de dégager et de former des « cadres immigrés »¹¹⁸⁹, là où dans la décennie antérieure les cadres syndicaux étaient exclusivement français. Le secteur 1 couvre les départements 12, 74, 98, 77, 53, 15. Si pour les départements 12, 77, il y a peu d'enjeux car la présence syndicale y est forte, ce n'est pas le cas pour le département 74 qui est le plus important en effectifs¹¹⁹⁰. La responsabilité est confiée à Daniel Bonnechère, ouvrier à la RMO et non membre du PCF, qui a une relation avec les OS immigré meilleure que beaucoup d'autres cadres de la CGT. Dans le département 74, il n'y a pas de vraie vie des sections syndicales et l'activité syndicale y est dirigée par l'équipe des délégués animée par Daniel Bonnechère¹¹⁹¹. Dans l'Ile Seguin, la CGT et le PCF pourront bientôt s'appuyer sur des leaders ouvriers immigrés dont le rôle s'affirmera dans les années 1970 et 1980. Ces

¹¹⁸⁷ Notes personnelles, AP-AV

¹¹⁸⁸ Déclaration de Roger Silvain, Note de police du 10 octobre 1971. APPP Ba 2325

¹¹⁸⁹ Les anciens militants se seraient alors opposés à cette réorganisation pour des motifs dont ne rend pas compte la note de police. CGT Organisation : APPP Ba 2325- 7 octobre 1971. Secteurs

- 1 = départements 12, 74, 98, 77, 53, 15
- 2 = départements 38, 49, 54, 46
- 3 = départements 60, 62, 58, 51, 220
- 4 = départements 36, 72, 55, 70, 57.54, 34.90, 18, 57, 54, 59
- 5 = départements 56, 75
- 6 = département Saint Ouen

¹¹⁹⁰ Le département 53 est celui de la centrale électrique où le nombre d'ouvriers est très faible.

¹¹⁹¹ Entretien avec Mohamed Er Reguieg, novembre 2016

derniers seront des relais de l'influence du parti et de la CGT dans ces départements, bien plus que des dirigeants disposant d'une réelle autonomie d'action. Et dès lors qu'un débrayage de chaîne menace de prendre de l'ampleur, les militants CGT de l'atelier sont chapeautés par des responsables français du syndicat et du parti. Cette réorganisation permet de circonscrire l'influence de l'extrême gauche et de la CFDT parmi les ouvriers immigrés et, en renforçant le contrôle des mouvements, facilite la mise en œuvre de la politique communiste d'alliance avec les ITC¹¹⁹². Un an après lors du 22^{ème} congrès du syndicat de Billancourt, des militants immigrés CGT déplorent encore l'insuffisance de la prise en compte de la situation et des revendications de leurs camarades, qui seraient amenés à suivre « la propagande gauchiste qui leur paraît plus adaptées à leurs revendications ». Des militants immigrés demandant aux responsables de leur syndicat de prendre « leur travail à cœur, car ces catégories de personnel ont de grandes difficultés à saisir l'argumentation du syndicat »¹¹⁹³.

L'encadrement syndical et politique des travailleurs immigrés s'appuie aussi sur l'activité culturelle du Comité d'entreprise qui est réorientée en leur direction. Sans abandonner ses activités traditionnelles, *Loisirs et culture*, s'adressant à eux, ne s'en tient plus à fêter l'Aïd avec un repas et à un spectacle avec des danseuses du ventre, comme dans les années 1950¹¹⁹⁴, mais multiplie les initiatives propres à les toucher, qu'ils soient maghrébins et africains¹¹⁹⁵, en valorisant leurs cultures ainsi que les événements nationaux ou culturels musulmans. En 1972, le 12 janvier, le film « Elise ou la vraie vie » est projeté au Cinéma le Sambat¹¹⁹⁶, puis à lieu en avril, dans la salle du Comité d'entreprise, une représentation de « Mohamed prend ta valise » de Kateb Yacine, en présence de l'auteur. 700 travailleurs y assistent¹¹⁹⁷. En juillet, le dixième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, la CGT et le CE organisent des manifestations « de solidarité et d'internationalisme prolétarien » qui toucheraient plusieurs milliers de travailleurs¹¹⁹⁸. Les fêtes religieuses et nationales font l'objet de commémoration avec location de salles à Paris pour des spectacles avec des artistes

¹¹⁹² En 1971, le Parti considère que s'agissant des ITC « des progrès importants ont été réalisés, un nouveau bond en avant est possible, ainsi qu'un renforcement de l'alliance ouvrier avec [eux] » Conférence de section du PCF – 25 novembre 1971 – AD93-SCRB – Section R carton 175

¹¹⁹³ Dada Soumare (département 14) et Kaci Drissi (département 74). Note de police du 17 avril 1972, APPP

¹¹⁹⁴ Emile Herlic, entretien.

¹¹⁹⁵ Fin 68 ou début 69 : *La Voix de l'Usine Renault* (CGT) AD93-SCRB, carton 175 AD93

¹¹⁹⁶ Note de police du 10 janvier 1972, APPP Ba 2325

¹¹⁹⁷ Kateb Yacine le 29 mars à BB – *Echo des Métallos*, N°196 Avril 1972. AP-AV

¹¹⁹⁸ *Echo des Métallos*, N° 202 juillet 1972, AP-AV

connus, comme Djamel Allam, Idir, le groupe Djurdjura, ou le groupe Nass et Ghiwane¹¹⁹⁹. Ces activités sont prises en charge par des salariés du CE, et par des militants syndicaux immigrés.

Cependant, les travailleurs immigrés n'ont encore qu'un accès limité aux services proposés par le Comité d'entreprise, qui se traduit, selon Daniel Bonnechère, par une petite baisse de la CGT aux élections du comité d'établissement¹²⁰⁰. Les ouvriers immigrés et des OS « ne venaient pas au centre du CE¹²⁰¹, ils n'allaient pas à la bibliothèque. Les seules choses [dont ils bénéficiaient] c'était les fêtes de l'Aïd ou les fêtes nationales et puis les vacances ». La bibliothèque est éloignée des ateliers où travaillent les OS qui généralement quittent l'usine en cars, immédiatement à la fin des équipes. Pour remédier à cela, le syndicat décide, sur proposition de Roger Silvain, de créer des antennes du CE dans les ateliers. Robert Balesdent, ouvrier professionnel, embauché comme chef de service au Comité d'entreprise, est chargé de les créer. Il y en aura neuf, mais leur mise en place se heurte à l'opposition de la direction, qui ne tient pas à fournir au CE des locaux à proximité des chaînes de montage¹²⁰². La CGT passe outre l'absence d'accord et le premier « mini CE » est ouvert en mai 1975. Après quelques « escarmouches » une négociation les officialise. Ces antennes du Comité d'entreprise sont prises en charge par des militants dont certains, tel Mohand Hadjaz¹²⁰³, quittent leur emploi à l'usine pour en assurer l'animation. A proximité des ateliers, elles offrent à la fois livres, disques et permettent des rencontres culturelles¹²⁰⁴ qui se tiennent pendant les pauses déjeuner¹²⁰⁵. Des tables permettent aux participants de boire et manger. Des ouvriers licenciés, suite aux grèves de 1975, sont embauchés par le CE pour assurer l'offre en casse-croûtes et tenir les permanences, faisant de ces petits CE un « coin chaud de rencontre »¹²⁰⁶.

Le parti valorise ces ouvriers en commémorant les événements marquants de leurs pays, témoignant ainsi d'une reconnaissance de leurs cultures nationales, comme il le fait de celle

¹¹⁹⁹ Mustapha Idbihi, Notice biographique établie par Robert Koman et HADJ Youssef, *IDBIHI, Parcours d'un Marocain – 1968-1987*, opus cit.

¹²⁰⁰ La baisse globale du vote en faveur de la CGT au premier collège n'est notable qu'à partir de 1974 (Voir annexe)

¹²⁰¹ Les locaux principaux du CE sont rue du point du jour, soit très éloignés de l'Ile Seguin.

¹²⁰² Notice biographique « Maitron » de Robert Balesdent.

¹²⁰³ Hadjaz Mohand, Né le 2 mai 1941 à Azazga (Algérie) ; ouvrier spécialisé à Renault Billancourt ; syndicaliste CGT, secrétaire du syndicat de Renault-Billancourt (1971-1975), permanent du comité d'entreprise Renault ; adhérent du PAGS algérien (notice biographique Maitron)

¹²⁰⁴ Ainsi que s'en souvient Daniel Bonnechère, Tahar Ben Jelloul tient une conférence bien suivie. Daniel Bonnechère, entretien

¹²⁰⁵ Pour les OS en équipes les pauses sont de 35 minutes.

¹²⁰⁶ Daniel Bonnechère, entretien.

des Français. Il poursuit donc dans une particularisation non plus revendicative, mais culturelle et nationale. Il ménage les susceptibilités nationales et ne cherche guère à promouvoir et à faire partager les expériences nationales des luttes et vivre l'internationalisme dont il dit se réclamer. Sans doute les conditions de vie à l'usine, le travail en équipes alternées des ouvriers étrangers, alors que les Français sont pour la plupart en « normale », ne favorisent guère les rencontres et ce partage, alors que le parti maintient un cloisonnement qui ménage les susceptibilités nationales, des étrangers comme des Français. Les luttes internationales sur lesquelles il mobilise, ou tente de le faire, sont d'abord celles qui nourrissent son identité propre, telle le soutien à la Paix au Vietnam et la dénonciation de l'agression américaine ou celle du coup d'Etat au Chili. Son soutien au FLN algérien au pouvoir, sollicite la fierté nationale des Algériens, mais oublie des massacres du 17 octobre 1961, que des militants ont encore en mémoire à l'usine¹²⁰⁷. La commémoration légitime des morts de Charonne occulte une période pendant laquelle le parti et les ouvriers n'ont pas répondu aux appels à la solidarité internationaliste des militants algériens de l'usine. A la catégorisation nationale des droits politiques qui conduit au refus d'exiger pour les étrangers l'accès au vote politique, correspond une forme de « catégorisation culturelle » qui a une certaine efficacité mais ne renforce pas l'unité politique de toutes les composantes de la classe ouvrière¹²⁰⁸.

2.1.3 *Pour l'égalité entre femmes et les hommes, dans l'occultation du machisme*

S'agissant des femmes à Billancourt, il n'est pas possible d'identifier des expressions d'insubordination telles que celles portées par les grèves d'OS. Pourtant, les mouvements féministes qui s'affirment dans toute la société, ont une traduction à l'usine qui met en question l'identité masculine et par là même, celle du groupe central de la classe ouvrière. Jusqu'aux années 1970, en théorie et en pratique, le Parti communiste fait des femmes les piliers de la famille et propose des mesures permettant de concilier leur activité salariée, leur

¹²⁰⁷ C'est ainsi que j'ai pu connaître ces événements, par la bouche d'un militant, Henri Benoits, dès les années 1970, alors que les premières commémorations n'auront lieu qu'au début des années 1980.

¹²⁰⁸ Ainsi, que l'illustre une anecdote bien symptomatique rapportée par Mohamed Er Reguieg (entretien) Lors d'une fête organisée pour les ouvriers immigrés par le CE, des chanteurs et chanteuses de différentes origines se produisent. Après les artistes maghrébins vient le tour d'une chanteuse malienne. Alors, tous les maghrébins se lèvent et quittent la salle, manifestant combien la politique de catégorisation culturelle, ne permet pas à elle seule de consolider une unité ouvrière par-delà les identités nationales. Evidemment ce qui vaut pour les travailleurs étrangers vaut pour les travailleurs français eux-mêmes vis-à-vis des autres nationalités.

responsabilité familiale, leurs tâches d'éducation et la prise en charge des enfants, responsabilités dont les hommes paraissent déchargés¹²⁰⁹.

En octobre 1968 un tract communiste du département 34, rappelant les acquis de la grève pour les femmes, témoigne de l'écho des luttes féministes parmi les ouvrières. Dans celui-ci, une ouvrière s'adresse « à ses camarades », déplorant « qu'à l'ère atomique la femme soit encore réduite à l'esclavage, le modernisme qui devrait lui faciliter la vie ne lui apporte que de lourdes charges [et que] de nos jours la femme est encore trop souvent considérée comme un être inférieur, pourtant elle a prouvé qu'elle pouvait égaler l'homme »¹²¹⁰. Si les revendications du tract restent classiques, le ton et la dénonciation de l'inégalité entre hommes et femmes le sont moins. En dépit de cet appel, les tracts d'usine s'adressant aux femmes resteront quelques années encore axées sur la conciliation des rôles de mère et de travailleuse¹²¹¹.

En 1969, le Bureau politique notant leur rôle dans les luttes sociales récentes engage à renforcer les interventions en leur direction, à les promouvoir en tant que cadres, tout en rendant plus « clair que les femmes ne sont pas une catégorie en dehors des classes ». Elles sont toujours vues au prisme de la famille, de l'enfance, de leur rôle de mère¹²¹². En 1972, il traite à nouveau de cette question à partir d'un rapport présenté par Madeleine Vincent, qui ouvre le champ de l'intervention communiste en direction des femmes, bien plus largement qu'en direction des ouvriers, puisque celle-ci devrait intégrer tous les domaines de la vie sociale : « question du cadre de vie, insuffisance des équipements sociaux, problèmes de l'enseignement, du logement, de la santé, des salaires, de la formation professionnelle, de l'emploi, des discriminations diverses »¹²¹³. Mais le MLF et les gauchistes y sont toujours dénoncés comme masquant le caractère de classe de la question féminine, écartant les femmes de l'action. Le rapport conclut sur la nécessité d'orienter l'activité vers les entreprises en gagnant les femmes à l'action, tout en demandant aux femmes communistes de militer à l'Union des femmes françaises (UFF). Nouveau rapport un an plus tard.

¹²⁰⁹ *Cahiers du communisme*, XVIIIe congrès du 14-17 mai 1964. Waldeck-Rocher, dans son rapport au congrès, fixe comme objectif « pour toutes, qu'elles travaillent à l'entreprise ou qu'elles restent au foyer pour élever leurs enfants, [de] défendre les conditions de vie de leur famille »

¹²¹⁰ *Echo du 34*-Tract PCF – 8 octobre 1968 – SRTA 5 W 56

¹²¹¹ Tract PCF – 21 juillet 1970 – SRTA 5W56 : Revendications : réduction du temps de travail sans diminution de salaire, Travail égal / salaire égal, Formation professionnelle sans discrimination, 16 semaines de congés maternité payées intégralement, jours chômés payés pour enfant malade, construction de crèches, Retraite à 55 ans

¹²¹² Bureau politique du 25 septembre 1969.

¹²¹³ Bureau politique du 9 mars 1972. Dix ans après, en 1982, le Parti examinant lors d'une journée d'étude sur le travail parmi les femmes, c'est encore sous l'angle « les femmes, les mères, les épouses », qu'il aborde leur situation.

Manifestement la « question des femmes » devient d'une acuité politique brûlante. L'avortement y est abordé ainsi que le rôle du Planning familial dont il est dit que le Parti « ne saurait approuver l'ensemble des actions [...] ni favoriser l'implantation et le fonctionnement de ses centres ». Les communistes doivent de plus « ne pas participer aux actions engagées par le mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception »¹²¹⁴.

Le parti, déplorant l'absence des femmes dans les actions proposées par le syndicat¹²¹⁵, crée une commission féminine, pour les mobiliser, qui s'adresse aux employées, avec quelque succès selon lui¹²¹⁶. Alors que les questions de l'avortement et de la contraception sont traitées par un Groupe de femmes Renault, animé par des militantes d'extrême gauche, elles sont reprises dans la propagande du parti¹²¹⁷. Les femmes sont un enjeu qui n'est plus numérique « comme pour les OS, [mais politique] »¹²¹⁸.

La section communiste organise une quarantaine de femmes, dont 12 ouvrières¹²¹⁹. En 1977, le parti appuie la création d'une commission féminine CGT sur l'usine alors qu'une telle commission existe déjà au siège de l'entreprise, où les femmes sont proportionnellement plus nombreuses. A cette occasion, le tapuscrit d'une intervention de Jean-Louis Moynot, prononcée à la conférence nationale CGT des femmes, est transmis à la section. Son auteur affirme que « si on ne dénonce pas l'idée de la supériorité masculine, on risque de noyer la question féminine dans les bons sentiments, en contradiction avec les pratiques, à faire des concessions dangereuses à cette idée, et de prendre le parti de la morale et des pratiques sociales et individuelles jusqu'ici admises ». Pour lui « il en va de l'idéologie de la supériorité des hommes, qu'on appelle aussi idéologie sexiste, comme de l'idéologie raciste » qu'il faut combattre. Pourtant, rien de cela, qu'exprimait déjà la communiste du département 34, ne transparaît dans la propagande de la commission CGT, comme dans celle du Parti, tant il est difficile d'aller à l'encontre d'une idéologie bien ancrée parmi les ouvriers, et parmi les hommes communistes¹²²⁰.

¹²¹⁴ Bureau politique du 4 mai 1973

¹²¹⁵ Femmes -Tract PCF – 25 mai 1971 – SRTA 5 W 56

¹²¹⁶ Conférence de section PCF – 25 novembre 1971 – AD93-SCRB – Section R carton 175

¹²¹⁷ *Echo des Métallos*, mars 74 : N°229 : Contraception avortement, les propositions et actions des communistes.

¹²¹⁸ Conférence de section PCF des 4 et 5 juillet 1974 – AD93-SCRB – Section carton 175 : Rapport ide R. Treppo.

¹²¹⁹ Liste nominative des femmes communistes travaillant à la RNUR Billancourt. Sans date, mais certainement des années 1970. APR carton 173.

¹²²⁰ Ainsi Clara Benoits distribuant un tract du groupe femme à midi à la porte de l'usine se voit agressée verbalement par un militant du PCF, Quignard, [Quilgars ?] (qui sera un des Dix de Billancourt). Ce dernier lui

Pourtant, le traitement propagandiste de « la question » femme évolue peu à peu et accorde une plus grande importance à la revendication d'égalité au travail, à la critique de la double journée, à la dénonciation du viol et de l'image d'objet sexuel, soulignant le caractère hypocrite et commercial de la fête des mères¹²²¹. En 1978, le tract communiste commémorant la journée internationale des femmes, confirme la lente évolution de la position du Parti, soulignant « L'aspiration des femmes à vivre heureuses, à choisir librement leur style de vie, à être reconnues « égales » dans le travail, dans la société, leur entrée massive dans la vie active, leur intervention dans les grands débats politiques, leur influence nouvelle sur la vie du pays, constituent un fait des plus marquants de l'époque actuelle »¹²²². En septembre 1978, le Parti renforce ses interventions en direction des femmes comme l'y invite la fédération des Hauts de Seine, en associant les objectifs revendicatifs propres à faire progresser les conditions de vie des femmes et l'égalité des droits, l'application des lois sur la contraception et l'avortement, ainsi que leur participation à la vie du parti¹²²³. Ainsi, à la fin de la décennie, le PCF découvre et fait sienne la « volonté d'émancipation de la femme » qu'il considère alors comme un des acquis de mai et juin 1968¹²²⁴.

2.1.4 *Les professionnels menacés s'adossent à la défense de Billancourt*

L'insubordination des professionnels dont nous avons montré les manifestations se porte contre l'ordre patronal, sa hiérarchie, mais pour l'essentiel épargne le parti, même lorsque ces ouvriers désapprouvent certains aspects de sa politique. L'activité communiste n'a donc pas à s'en préoccuper et accorde une grande place à la sauvegarde du site de Billancourt articulée à la défense de la production de machines-outils à RMO. Cette thématique n'est pas nouvelle, car dès le mitan des années 1960, elle est développée dans les tracts communistes et cégétistes. En 1967, l'accord de coopération industrielle entre Renault et

dit « vous feriez mieux de reprendre vos chaussettes ». Signifiant ainsi à quelle place devaient rester les femmes. Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, opus cit., p157

¹²²¹ A propos de la fête des mères - Tract PCF 26 mai 1978 – perso

¹²²² 8 mars : journée internationale des femmes - Tract PC 8 mars 1979 – AP-AV

¹²²³ Lettre de la fédération des Hauts de Seine, 26 septembre 1978, aux responsables de la commission féminine et aux premiers secrétaires. APR carton 173. Cette impulsion débouche, en novembre, sur une manifestation nationale des femmes à laquelle auraient participé 600 femmes immigrées, selon un tract de la section Renault. Et l'année suivante le Parti participe à une manifestation exigeant l'ouverture d'un centre IVG à l'hôpital Amboise Paré de Boulogne.

¹²²⁴ *Echo des Métallos* – n°263 – juin 78. « Les acquis de mai juin 68, c'est aussi le besoin de participation, aspiration à travailler autrement, à vivre mieux, volonté d'émancipation de la femme, l'avenir des jeunes, la rupture de l'isolement de l'homme et le désir de communiquer. La notion d'obéissance et de discipline est balayée, et l'exigence de responsabilité ne pourra plus être vaincue ».

Peugeot a été dénoncé comme un choix conduisant à la privatisation du groupe au profit des monopoles privés, plus que comme une attaque contre Billancourt. Pourtant, alors que beaucoup d'autres activités quittent Billancourt, sa défense s'adosse à celle de la RMO, dont les effectifs décroissent bien que la production de machines-outils et de moyens industriels du groupe progresse. Cette défense est importante à double titre pour les communistes. C'est dans ces activités que travaillent, ou ont travaillé, la plupart de ses cadres, ouvriers outilleurs, ensuite une partie de ces productions sont vendues aux pays socialistes, concrétisant une coopération que le parti défend¹²²⁵ et appelle à développer.

En octobre 1971, le comité de section du PCF lance le mot d'ordre « une usine moderne, dans une ville moderne » et affirme qu'il ne laissera pas liquider Billancourt¹²²⁶. En 1972, la plupart des numéros de *l'Echo des métallos* font leurs « unes » sur la défense de l'usine¹²²⁷. Le premier juin, le Bureau politique du PCF affirme que « défendre la Régie Renault c'est soutenir une cause intéressant les plus larges couches de travailleurs, une cause d'intérêt national ». Cette déclaration est publiée dans *l'Echo des Métallos*¹²²⁸ et s'inscrit dans la préparation de la journée de grève générale du 7 juin. Après 1972, la défense de Billancourt connaît une certaine éclipse pour ressurgir en 1976, puis en 1979 et 1980¹²²⁹. Sa réactivation s'appuie sur la dénonciation du décret gouvernemental du 12 janvier 1976, qui entend subordonner la diversification du groupe Renault et la création de filiales par l'entreprise à l'accord de ses ministres de tutelle¹²³⁰. La mobilisation prend des formes diverses. En 1978,

¹²²⁵ En 1968, en pleine occupation de l'usine, un cadre de la Direction commerciale Maurice Badiche, par ailleurs membre du Parti et en charge des négociations avec l'URSS, demande avec l'accord de la CGT, de pouvoir accéder à son bureau pour pouvoir y prendre un dossier relatif à une négociation en cours. Mais le site est contrôlé par le Comité d'action de la DMA qui échappe à la CGT. L'accès lui fut refusé malgré les injonctions de la CGT. BURBAN Jacques, entretien de mars 2008, Lardy.

¹²²⁶ Claude Poperen, Renault, *regards...*, opus cit. p.178

¹²²⁷ *Echo des Métallos*, n°199 mai 1972 « Nous ne laisserons pas liquider Billancourt », et n°198, mai 1972 « Nous lançons l'avertissement, nous ne laisserons pas liquider Billancourt », « pour la sauvegarde et le développement de la Régie Renault Billancourt », etc

¹²²⁸ *L'Echo des Métallos*, n° 200

¹²²⁹ De 1972 à 1984, un peu plus de la moitié des articles de *l'Echo des Métallos* traitant des questions d'ateliers (défense des productions, informations sur les luttes, témoignages d'ouvriers) se rapportent à des ateliers d'OP, le reste concernant les ateliers d'OS qui constituent pourtant 70 % de la population ouvrière. *L'Echo des Métallos* accorde plus d'attention aux préoccupations des ouvriers professionnels, base sociale du PCF, qu'à celles des OS dont les grèves font pourtant l'actualité. Les articles relatifs aux OP, traitent pour 50 % d'entre eux de la défense de leurs activités, en particulier de RMO, l'autre moitié de leurs actions. Les informations concernant les ateliers d'OS sont aux trois quarts des brèves sur leurs luttes ou sur les droits des immigrés et 25 % seulement portent sur l'avenir de leurs activités, alors que les délocalisations qui ont touché le site concernaient des ateliers d'OS.

¹²³⁰ Décret gouvernemental n°76-36. Tract PCF du 6 février 1976. AP-AV

la section lance une campagne de signature de cartes-lettres qui sont portées à Matignon par une délégation conduite par Aimé Halbeher¹²³¹.

Dans la défense de l'entreprise, l'action communiste prend alors le pas sur la défense de l'emploi par la CGT. Le parti soutient sa diversification dans ses secteurs traditionnels et dans d'autres qui le sont moins, comme dans le matériel de travaux publics, dans les systèmes de transport, dans l'industrie nucléaire, où selon lui « l'entreprise nationale a vocation à intervenir du fait de l'expérience et de la qualification de son personnel ». Il affirme à cette occasion combien « la supériorité des entreprises nationalisées [...] fait peur aux giscardiens »¹²³². Défendant ainsi l'entreprise, le parti exploite l'attachement des ouvriers à la firme nationale qu'il combattait vingt années plus tôt. Fierté de travailler à Renault qui, pour les communistes, est « loin d'être condamnable [car] ce sentiment contient de nombreux aspects positifs qu'il convient de mettre à l'actif de notre combat pour que la nationalisation joue le rôle démocratique qui lui a été assigné en 1945 »¹²³³. Ce faisant, il prétend exprimer les attentes ou les points de vue des salariés qualifiés de l'entreprise des ouvriers professionnels aux ingénieurs.

Ainsi, le 31 mars 1976, les personnels de la RMO débraient et s'adressent aux « travailleurs des ateliers et des bureaux de l'usine de Billancourt »¹²³⁴ pour leur dire combien l'avenir de la machine-outil à Renault est la condition de l'indépendance de l'entreprise qui ne doit « pas dépendre du privé et des monopoles pour satisfaire en biens d'équipement ». Le parti et la CGT associent l'exigence de modernisation de Billancourt et la défense de RMO, au renforcement de l'indépendance du pays, car « notre entreprise nationalisée devrait être la mieux placée pour servir de base au développement de la machine-outil »¹²³⁵. A cette occasion, ils se rendent dans les départements 14 et 49, et tiennent aux OS le langage de la solidarité : « notre lutte est aussi la vôtre car vous êtes menacés par les mêmes projets en ce qui concerne l'avenir de la mécanique et du moteur à Billancourt ». Le PCF appelle les OS à soutenir les OP des départements 36 et 72, qui forment la RMO, en signant « des pétitions exigeant le développement de la machine-outil et de l'usine »¹²³⁶. Il mobilise la solidarité de classe et « à la fraternité entre nationalités », dénonce « les grands capitalistes, ceux qui ont

¹²³¹ Unis pour l'avenir de l'emploi et des libertés- Tract PCF 20 novembre 1978 – AP-AV. Délégation à Matignon 10 200 cartes lettres pour la défense de l'emploi à Billancourt, pour le respect du décret de nationalisation, pour les salaires (délégation conduite par Aimé Halbeher)

¹²³² Tract PCF du 6 février 1976, AP-AV

¹²³³ Conférence de section PCF du 4 et 5 juillet 1974– AD93-SCRB, carton 175

¹²³⁴ Tract CGT du 31 mars 1976, AP-AV

¹²³⁵ Tract PCF du 26 avril 76, AP-AV

¹²³⁶ Tract PCF du 13 octobre 1976, AP-AV

intérêt à la division des salariés pour affaiblir leur capacité de résistance aux projets de misère et de chômage, tentent d'entretenir le racisme », mais qui investissent à l'étranger « parce qu'ils trouvent là-bas une main d'œuvre plus docile et moins chère », en fermant des usines en France. Cette argumentation vise à mobiliser les immigrés en soutien aux « investissements pour développer l'usine, améliorer les conditions de travail, la qualification et l'ambiance de travail et assurer l'avenir de la mécanique, du moteur, des méthodes et de RMO »¹²³⁷.

La défense de Renault et des ateliers fabriquant des biens d'équipement est donc un thème de mobilisation politique et syndicale, largement déterminé par l'enracinement du PCF et de la CGT. Bien reçue par les ouvriers professionnels, cette défense de Renault manifeste aussi la volonté communiste de gagner du crédit auprès des techniciens et des ingénieurs.

2.3 La réussite du programme commun serait conditionnée par l'union, des OS aux ingénieurs

Alors que l'activité des mouvements d'extrême-gauche régressent¹²³⁸, et que les communistes parviennent à encadrer les OS, les directions du parti perçoivent que l'union qu'ils avaient imposée au PS, seul ce dernier en tire bénéfice. Après 1975, la préoccupation principale du PCF n'est plus l'influence des gauchistes, mais celle, électoralement croissante, du PS. Aussi dans la concurrence avec son allié socialiste, il entend donner plus d'importance à ce qui fait sa singularité : son rôle dans les entreprises, sa qualité de parti des ouvriers. Son Bureau politique, constatant des faiblesses dans l'activité en entreprise, attend qu'elle se renforce et conforte son « rôle d'avant-garde [afin de] défendre ses positions et accroître son influence ». Il en déduit « une nouvelle fois l'importance décisive du renforcement de l'activité politique, idéologique et de l'organisation du parti dans les entreprises [qui] sont devenues l'enjeu d'une lutte politique et idéologique âpre et permanente, car le patronat, et présentement, le parti socialiste et la CFDT, ainsi qu'ici ou là des groupes CFT ou quelques groupes gauchistes, disputent le terrain à notre parti et à la

¹²³⁷ Ibidem

¹²³⁸ Leur recul est dû aux orientations parfois contradictoires des groupes qui le composent, à leur faible implantation ouvrière ainsi qu'à l'attente de résultats rapides qui conduira à un découragement rapide de leurs militants. Toutefois, la GP qui s'affronte durement à la CGT et au PCF surestime sa propre force, face à un appareil militant communiste et cégétiste qui, bénéficiant conjoncturellement de la neutralité de la direction de Renault, pourra expulser brutalement certains de ses militants qui seront ensuite licenciés. Par exemple le 4 mars 1970, un groupe d'une soixantaine de personnes conduit, selon la police par Roger Silvain expulsé de l'atelier des livraisons, Aboulker, militant du Comité de lutte au département 74, alors qu'il tentait d'y prendre la parole. Il est ensuite mis à pieds et licencié. Tract FO du 5 mars, et note de police du 5 mars 1970 Ba 2325.

CGT »¹²³⁹. Cette volonté de renforcer l'intervention communiste à l'entreprise ne signifie nullement un souci exclusif des ouvriers, car avant même la signature du programme commun, et alors que celui est encore en discussion, la section de Billancourt se fixe comme objectif un effort particulier en direction des ITC et « plus largement bien sûr sur l'ensemble de l'usine »¹²⁴⁰.

2.2.1 Unité de l'OS à l'ingénieur dans le respect des hiérarchies sociales

L'union de toutes les catégories de l'OS aux ingénieurs et cadres devient une antienne des discours de la propagande communiste à l'usine. Cette unité serait naturelle car les « divisions sont artificielles alors que nos intérêts conduisent à nous unir »¹²⁴¹. Le parti demande pour « tous de l'OS à l'ingénieur, le respect de la qualification et de l'emploi ». Pour surmonter les réserves existant parmi les ITC à l'égard des exigences des OS, il dit que ces derniers n'étant pas normalement classés, « à partir de là, il en est de même de tous »¹²⁴². Affirmation qui se vérifiera en partie pour les OP dont les coefficients gagneront 20 points à l'occasion des révisions de la grille du début de la décennie. Les communistes comme la direction s'emploient, avec des objectifs différents mais aux résultats convergents, à ne pas bousculer la position relative de chacun dans la hiérarchie des qualifications.

En théorie, les communistes fondent le rapprochement des ITC et des ouvriers sur leur intérêt commun au développement des forces productives et de la production, ainsi que l'écrivait Jo Metzger¹²⁴³ dans les *Cahiers du communisme* de janvier 1969¹²⁴⁴. Une telle argumentation s'adresse aux ITC et dans une moindre mesure aux ouvriers qualifiés. Ainsi, en 1973, dans *l'Echo des ITC*, les communistes disent exiger « au niveau de la production de mettre le progrès des sciences et des techniques au service des travailleurs. Ainsi l'amélioration des

¹²³⁹ Réunion du bureau politique du 3 octobre 1974

¹²⁴⁰ Conférence de section du PCF – 25 novembre 1971 – AD93-SCRB – carton 175

¹²⁴¹ *Echo des métaux*, N° 218 Mai 1973, AP-AV

¹²⁴² Ibidem

¹²⁴³ Jo Metzger, les *Cahiers du communisme*, n°1, janvier 1969, p.36

¹²⁴⁴ Cette conviction s'exprimait déjà au cours de la « bataille de la production ». *L'Humanité* se félicitait alors du rôle « de nos ouvriers hautement qualifiés, de nos techniciens et ingénieurs [qui] par leurs efforts conjugués, leur compétence professionnelle [...] sont les promoteurs de la renaissance de notre industrie automobile [et] en même temps que les meilleurs ambassadeurs du génie français » *L'Humanité* du 8 octobre 1946 titre, en page 4, sur « *les métaux de la Régie artisans de la voiture moderne* ». La recherche d'une alliance des ouvriers et des cadres ou ingénieurs se traduit dans la *VO* par des articles défendant le rétablissement d'une hiérarchie des salaires réduite pendant l'occupation qui doit bénéficier aux ouvriers les plus qualifiés promus à des postes de techniciens afin de permettre au pays « de puiser ses élites techniques dans les plus larges couches du peuple ».

conditions de travail des OS nécessite des moyens modernes et l'automatisation des chaînes qui ne peuvent être créés et appliqués sans une réelle démocratie dans l'entreprise ». Cette politique conditionnant « la véritable alliance de tous les producteurs de richesses, où se trouvent, côte à côte, dépendant l'un de l'autre, l'OS, le professionnel, le technicien et l'ingénieur » qui, toutefois, ne pourra être réalisée que « par la victoire du programme commun qui conduit notre pays vers le socialisme »¹²⁴⁵, socialisme dont le contenu au cours de la décennie s'adapte à l'objectif de conquête des ITC.

Après l'abandon, en 1976, d'une Dictature du prolétariat qui n'était plus qu'un ornement identitaire dénué de conséquences politiques, l'intervention du parti en direction des ITC promeut l'autogestion que les communistes adoptent après l'avoir longtemps combattue. Le Parti prétend encore au rôle d'avant-garde de la classe ouvrière mais, comme l'écrit *l'Echo des Métallos*, « pour imposer [de] grandes réformes, elle a besoin d'alliés et, en premier lieu, de l'apport des techniciens, ingénieurs et cadres ». Il ne les appelle pas à vivre « comme des ouvriers », et leur dit « vous êtes des ingénieurs, des cadres, et c'est très bien. Restez ce que vous êtes car le pays et les travailleurs ont besoin de vous » et « le socialisme que nous devons construire a besoin de vos compétences, de votre expérience », car, sous le socialisme « les cadres et ingénieurs auront la charge de conduire une équipe d'hommes appelés à coopérer au processus du travail manuel et intellectuel »¹²⁴⁶. La section de Renault n'exprime pas alors une position nouvelle. En effet l'article de 1969 des *Cahiers du communisme* précédemment cité, affirmait déjà qu'il n'est pas demandé « aux ingénieurs, cadres et techniciens, [qui adhèrent au parti] des actes individuels contraires à leur conscience professionnelle », ces derniers s'efforçant « au contraire à remplir leur fonction avec le maximum de compétence et d'élever sans cesse leur qualification » auxquelles l'autogestion ouvrira un champ nouveau. Le PCF souligne de façon similaire l'intérêt que partageraient les agents de maîtrise et les ouvriers, dont l'union est indispensable, car « l'agent de maîtrise et l'ouvrier sont les mieux placés pour savoir que l'amélioration du contenu et la qualité du travail passe par des droits étendus au niveau des ateliers », alors que les « pratiques autoritaires de la direction sont incompatibles avec ces aspirations communes »¹²⁴⁷. La satisfaction des revendications des ouvriers serait donc dans l'intérêt de la maîtrise. Le PCF valorise un rôle possible des cadres, conforme à celui qu'ils ont dans la

¹²⁴⁵ Nous revendiquons le progrès technique – *Echo des ITC*, novembre 73, AP-AV

¹²⁴⁶ *Echo des Métallos*, n°263, juin 78, AP-AV

¹²⁴⁷ « Halte au déclin de la Région parisienne » - *Echo des Métallos*, n°264, janvier 79, AP-AV

société¹²⁴⁸. Il donne à voir une transformation sociale qui laisse intacte la division sociale du travail capitaliste, même s'il cherche à en atténuer le caractère trop brutal.

Dans la propagande aussi bien en direction des ITC que des ouvriers sont mis en avant leurs intérêts catégoriels plus que ceux qu'ils auraient en commun. Le parti insiste toutefois sur les menaces pesant sur la carrière des cadres et des techniciens qui « bien que privilégiés dans l'immédiat », sont touchés par les contradictions du capitalisme¹²⁴⁹. La grille unique de l'OS à l'Ingénieur qui serait la traduction syndicale de cette unité, reste pourtant bien peu développée ne précisant jamais en quoi elle toucherait aux inégalités de statuts existant entre ouvriers, mensuels et cadres, aussi bien en termes de rémunération, de congés ou d'avantages divers tous hiérarchisés. Le PCF cherche donc à gagner les ITC en respectant la hiérarchie des positions de chacun.

2.2.2 La politique communiste en butte aux contradictions entre ouvriers et ITC

La croissance numérique du salariat non ouvrier et l'influence qu'y gagne le PS font de la conquête d'une audience parmi les ingénieurs, techniciens et cadres (ITC) un enjeu électoral national pour le Parti communiste, alors que leurs relations à Billancourt ne donnent pas à voir un rapprochement significatif. Les propositions faites aux ITC rencontrent l'hostilité des ouvriers envers « ceux d'en haut », ou au mieux leur méfiance. L'alliance n'est en rien naturelle pour eux. Les communistes et les cégétistes en sont conscients puisque Jean Louis Moynot, peut affirmer, au congrès de 1969 des Ingénieurs et cadres CGT, « comprendre que [...] les travailleurs ressentent, ce qui est normal, les aspects tyranniques de cette fonction »¹²⁵⁰.

Le parti voulant gagner ces salariés à l'action politique et syndicale leur assure que « l'alliance avec la classe ouvrière ne peut se réaliser qu'en respectant [leur] personnalité propre »¹²⁵¹. Il s'oppose en conséquence à toute remise en cause de la hiérarchie sociale et de sa traduction salariale. Remise en cause qui serait selon lui un facteur de division des salariés, et tournerait « le dos au fondement même du mécanisme d'exploitation capitaliste

¹²⁴⁸ Nous ne disons pas aux ingénieurs et cadres « vivez comme des ouvriers ». Nous leurs disons « vous êtes des ingénieurs, des cadres, et c'est très bien. Restez ce que vous êtes car le pays et les travailleurs ont besoin de vous ». Les cadres et ingénieurs auront la charge de conduire une équipe d'hommes appelés à coopérer au processus du travail manuel et intellectuel ». *Echo des Métallos* – n°263 – juin 78, AP-AV

¹²⁴⁹ Intervention de François Dollé, conférence annuelle de section du 22 et 23 octobre 1971. APPR ba 2326

¹²⁵⁰ Cité par CFDT, Notes et documents du BRAEC, avril-juin 1978, p.14, AP-AV

¹²⁵¹ Ibidem

et [s'éloignerait] de la conception scientifique de classe qui explique le processus de l'accumulation du profit par la plus-value »¹²⁵². Cette conviction se traduit par la revendication d'augmentations salariales en pourcentage, plutôt que uniformes, ces dernières étant pourtant populaires parmi les ouvriers, y compris professionnels, comme en témoignent les revendications des mouvements de 1975 à Billancourt et au Mans. A Billancourt, en février 1973, le syndicat CGT ETDA¹²⁵³, engage une campagne justifiant les augmentations hiérarchisées qui seraient seules aptes à garantir l'intérêt de tous les travailleurs¹²⁵⁴, alors que les augmentations uniformes seraient ouvriéristes et préjudiciables à tous. Pendant plus d'un mois, de nombreux tracts sont distribués développant cette orientation, dont l'impact n'est pas celui attendu. En effet, les tracts des sections syndicales CGT des ateliers d'OS laissent bientôt transparaître combien ces ouvriers sont attachés à un égalitarisme qui ne saurait prendre en compte les intérêts des cadres. Un tract de sections syndicales des départements 12 et 74, affirme alors « sans remettre en cause la nécessité d'une grille unique du manœuvre à l'ingénieur », nécessaire une augmentation uniforme au bas de l'échelle¹²⁵⁵, manifestant ainsi l'adhésion des OS à cette revendication. Le syndicat ouvrier de Billancourt réaffirme alors sa réprobation des attitudes antihiérarchiques car « au moment où la fiscalité frappe durement tout le monde et y compris les cadres, [c'est] une absurdité ». La position des sections d'OS est jugée inopportune au moment où « la CGC est obligée de reconnaître qu'elle doit s'allier avec la CGT ». L'anti-hiérarchie est donc « contraire à l'intérêt des travailleurs »¹²⁵⁶, mais l'est surtout au rapprochement d'ingénieurs et de cadres soucieux de maintenir la hiérarchie salariale et leurs prérogatives. Le débat s'éteint rapidement et plusieurs luttes d'ouvriers spécialisés et de professionnels adopteront comme revendication ces augmentations uniformes.

L'alliance voulue avec les ITC obéit à des impératifs électoraux, et manifeste aussi la tendance de certains ouvriers professionnels à tenir les ITC comme leurs interlocuteurs privilégiés, avec qui ils peuvent discuter d'égal à égal, parce qu'ils parleraient « le langage des techniciens, presque des ingénieurs [et qui] défendent leur machine-outil »¹²⁵⁷. En

¹²⁵² Georges Séguy aux militants CGT de la Région parisienne en septembre 1970. Ibidem.

¹²⁵³ Syndicat des Employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise. C'est un des trois syndicats CGT de l'usine, le premier étant le syndicat CGT des ouvriers, le troisième celui des cadres et ingénieurs.

¹²⁵⁴ Cette campagne s'appuie sur une argumentation fondée sur le coût de reproduction de la force de travail de chaque catégorie. Ce coût étant alors dit bien supérieur pour les ingénieurs, justifiant ainsi les rémunérations qu'ils reçoivent dans l'entreprise.

¹²⁵⁵ Tract CGT du 12 et 74 du 19 mars 1973, AP-AV

¹²⁵⁶ Tract CGT du 22 mars 1973, AP-AV

¹²⁵⁷ Ibidem *Echo des Métallos*, n°264, janvier 79, AP-AV

pratique ces discours restent sans grand effet parmi les ouvriers¹²⁵⁸, contrariées qu'elles sont par leur hostilité envers les ITC, forte parmi les OS comme parmi les professionnels. Par le passé, cette insubordination ouvrière, manifeste dans les années 68, avait été cultivée ou exploitée par le parti, au risque de débordements qu'il peut ensuite déplorer¹²⁵⁹, aussi l'adhésion de la maîtrise aux propositions du parti ne va pas de soi, comme le reconnaît Michel Certano, « du fait de l'antagonisme existant entre les petits chefs et les travailleurs ». Aussi, pour tourner cette difficulté celui-ci demande que ce soient les « militants ingénieurs, techniciens et cadres [qui] contractent eux-mêmes cette catégorie de personnel », espérant ainsi désamorcer leur méfiance à l'écart du parti¹²⁶⁰.

Si au cours de la première moitié de la décennie, le PCF et la CGT freinent les grèves des OS et des immigrés par souci de « l'opinion publique », après 1977, il en va autrement à Billancourt, lorsque les rapports se dégradent entre les états-majors communistes et les socialistes. Le parti, voulant réactiver son identité ouvrière et se démarquer du PS, exploite l'hostilité latente envers les cadres qu'il associe au Parti socialiste. Il le peut d'autant plus facilement que les relations se sont tendues entre les travailleurs et la direction qui s'oppose aux grèves, en faisant appel à la maîtrise et aux techniciens pour les briser et assurer la continuité de la production.

2.2.3 *Après la rupture de l'union avec le PS, les cadres courtisés et vilipendés.*

Alors que par ailleurs sa propagande peut valoriser le rôle des cadres, après la rupture du programme commun, la section de Renault incite à une insubordination qu'il contenait auparavant. Le 24 novembre 1977 vers 10 heures, plusieurs dizaines d'ouvriers du département 38 en grève depuis plusieurs semaines occupent la salle où une cinquantaine de cadres de la Direction des Méthodes est réunie avec Vernier Palliez, PDG et Aimé Jardon, directeur des fabrications. L'action est conduite par trois dirigeants de la CGT : Fournier,

¹²⁵⁸ La seule exception est la RMO où existe trois cellules, deux qui organisent les ouvriers et une les techniciens du BE. Entretien avec Elie Dayan.

¹²⁵⁹ Ainsi, lors des débrayages du 4 juin 1952, à Billancourt, un « groupe de manifestants ayant fait irruption dans les bureaux », parmi lesquels des membres du Parti, ce dernier déplore les traces laissées parmi les employés qui se seraient traduites « dans le résultat des élections » du deuxième collège, la CGT y perdant 25 % des voix.

¹²⁶⁰ Note sur la conférence annuelle de section du PCF du 17, 18 et 20 octobre 1972, APPP Ba 2326

Mokhtari. Certano. Ce dernier, ayant empêché la sortie des personnes pendant plusieurs heures, sera condamné pour séquestration puis licencié en juillet 1980¹²⁶¹.

Au cours de l'année 1978, faisant campagne contre la dégradation de la situation économique à Billancourt, le PCF met en cause « dépenses inconsidérées et gâchis, réorganisations injustifiées, lourdeurs bureaucratiques », en l'associant à la dénonciation du rôle que jouerait des cadres proches du PS dans la direction de l'entreprise¹²⁶². Il dit exprimer l'exaspération ouvrière qui « a grandi en raison de l'évolution autoritaire et parasitaire de la gestion depuis 10 ans ». Il entend révéler « partout les abus, les anomalies, les gâchis qui portent atteinte à l'intérêt de l'entreprise » et « élaborer collectivement des propositions réalistes sur les fabrications, les études, les investissements, le contenu du travail [et] soutenir sous toutes les formes ces propositions dans l'action avec les élus »¹²⁶³. Il prend pour cible l'encadrement, les chefs de service, dénonçant la « bataille idéologique de la direction et de son armée de cadres et d'agents de maîtrise savamment endoctrinés dans les stages et écoles politiques »¹²⁶⁴.

L'année suivante, le PCF exploite le moindre incident pour dénoncer les agents de maîtrise qu'il juge particulièrement réactionnaires. Au département 49, il placarde le portrait de l'un d'eux avec comme titre « cet homme est dangereux ». Dans un tract, il attaque le chef du département qui aurait des « méthodes fascisantes, style Citroën ». En octobre 1979, dans son rapport au Conseil national sur les entreprises, Aimé Halbeher, secrétaire de la section communiste, critique l'« embauche de cadres 'dits de gauche' et socialistes [qui n'est pas étrangère] à cette campagne pour saboter l'entreprise qui gêne la droite et la social-démocratie parisienne ». Il rappelle la « grande offensive [de la section] pour traquer les injustices, la corruption qui s'installe chez les cadres, dans la haute maîtrise et parfois chez les techniciens à la faveur des activités internationales ». Et il fait état des initiatives dans un secteur d'ouvriers professionnels où ont lieu « depuis des semaines des arrêts de travail pour exiger de discuter de l'organigramme, du plan de charge, et de son développement » ou l'action de cellules « dans 3 secteurs [où] les travailleurs se rassemblent et envahissent le

¹²⁶¹ Affaire Certano 1978 – 1981, Notes, AD93-SCRB, carton 131. Il sera réintégré en 1981 par suite d'une amnistie présidentielle. Le chef de service des méthodes d'assemblage tôlerie l'acceptera dans son secteur.

¹²⁶² Il y a de fait des cadres proches du PS dans les postes de direction, mais leur poids est néanmoins très marginal.

¹²⁶³ « Participons pour de vrai » - Tract PCF du 22 mai 1978, AD93-SCRB, Carton 131. Cette orientation n'est pas propre à la section. Elle est la conséquence d'un réajustement des objectifs politiques du parti après la rupture du programme commun, prônant des initiatives à la base. Voir infra.

¹²⁶⁴ Intervention au conseil national sur les entreprises d'Aimé Halbeher des 20 et 21 octobre 1979, AD93-SCRB Carton 131

bureau du chef de département pour exiger plus de dignité à l'égard des travailleurs ou la liberté d'opinion et d'exercice politique ».

Le 6 novembre 1979, réagissant à ces attaques, 164 cadres de l'usine s'adressent par une lettre ouverte à Georges Marchais. Alors que ce dernier a condamné « les campagnes de discrédit personnel » après la mort de Robert Boulin, ces cadres lui demandent de mettre les agissements du parti en accord avec les principes proclamés par son secrétaire général, alors « que par voie d'affiche ou de tracts, des membres de l'encadrement sont pris à partie, qualifiés de fascistes, désignés au personnel, avec photo à l'appui, comme des hommes dangereux »¹²⁶⁵. Georges Marchais leur répond dans une lettre publiée le 10 décembre dans *l'Humanité*, dans laquelle il défend « la volonté des ouvriers de travailler autrement », condamnant l'autoritarisme qui les frappe, justifiant leur colère, résultat d'une exploitation aggravée. Mais il prend aussi le parti de l'encadrement contre la direction de l'entreprise qui « éloigne les personnels d'encadrement des véritables centres de décision, bride leur initiative, détourne à des fins ouvertement idéologiques leur exigence de mise à jour permanente des connaissances, les contraint à s'identifier aux objectifs capitalistes de l'entreprise ». Il se dit « convaincu du nécessaire rapprochement entre les cadres et les autres catégories de salariés » par l'attribution de nouveaux droits. Ces nouveaux droits ne signifient « pas l'abdication par les cadres de leur propre responsabilité. Une pratique autogestionnaire dans l'entreprise et la constitution de conseils d'ateliers ou de services concerne aussi les ingénieurs, les cadres, les agents de maîtrise, les techniciens. Elles leur permettront de donner toute la mesure de leurs responsabilité sociale, de leurs connaissances et de leurs capacités qui seules peuvent fonder une légitime autorité ».

La réponse de Georges Marchais est un retour ambigu à une politique « de la main tendue » aux ITC, qui s'inscrit dorénavant dans une perspective de propositions gestionnaires qui sera celle des années où le parti participe au gouvernement. Ce revirement n'efface pas les tensions existant entre ouvriers et ITC qui, cultivée par les militants ouvriers s'en trouvent plus vives, et se traduiront dans les adhésions gagnées ou perdues dans chaque catégorie de salariés.

2.4 Billancourt : volontarisme communiste et croissance en trompe l'œil

Depuis 1965, la section Renault du Parti communiste poursuit une politique volontariste de recrutement qui lui assure une croissance continue du nombre de ses adhérents. Entre les

¹²⁶⁵ Lettre de 164 cadres à G. Marchais. AD93-SCRB Carton 131 Archives PCF Renault,

années 1968 et 1997, ses effectifs, non compris les adhérents du CE, progressent de 1200 à 2000¹²⁶⁶ soit une augmentation de 66 % alors que la progression nationale des communistes est de 74 %¹²⁶⁷. Cette politique de recrutement dans les usines devrait, selon ses promoteurs, permettre au parti de conserver la capacité de diriger le processus d'union engagé avec les socialistes. Elle est conforme aux objectifs fixés, en octobre 1974, le XXI^e congrès qui dit prioritaire une intervention politique indépendante plus soutenue dans les grandes entreprises qui ne sont plus seulement « le lieu privilégié de la lutte économique, mais de la bataille politique elle-même ». Le parti considère que c'est là « que se gagnera la bataille pour donner à notre parti la place qui lui revient dans la vie nationale »¹²⁶⁸. Pour conduire avec succès cette politique, il nomme à la tête des sections des grandes entreprises des dirigeants ouvriers expérimentés¹²⁶⁹. Le Bureau politique propose encore la création d'une commission centrale ayant pour mission de diriger cette activité, en établissant un lien direct avec ces entreprises où elle doit impulser et diversifier la propagande communiste. En application des directives du congrès, le Bureau politique décide « la promotion et l'affectation de militants capables aux directions du parti à l'entreprise y compris ceux ayant des responsabilités syndicales »¹²⁷⁰. A Renault Billancourt, il nomme, comme secrétaire permanent de la section, Aimé Halbeher ancien secrétaire de la CGT de l'usine, qui a pour mission aussi de soutenir l'activité syndicale des communistes, dans le « respect de l'indépendance des syndicats », activité pourvoyeuse de militants et d'influence parmi les travailleurs¹²⁷¹. C'est la première fois qu'est affecté à ce poste un militant ayant fait ses armes dans l'entreprise.

2.3.1 *Gagner des adhérents au prix d'exigences militantes moindres*

Quand Aimé Halbeher remplace Raymond Treppo en 1975¹²⁷², cette politique volontariste de recrutement est déjà engagée depuis dix ans, et l'action de ce dernier a permis le

¹²⁶⁶ Les effectifs y compris les adhérents employés par le CE sont de 1302 et 2200 pour les années considérées

¹²⁶⁷ Roger Martelli, *Prendre sa carte, 1920-2009, données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri, 95, p.

¹²⁶⁸ Intervention de Georges Marchais au XXI^e congrès. Octobre 1974

¹²⁶⁹ Rapport de Jean Colpin présenté au Bureau politique de 6 février 1975

¹²⁷⁰ Bureau politique réunion du 6 février 1975

¹²⁷¹ Bureau politique réunion du 24 avril et 05 mai 1975

¹²⁷² Raymond Treppo semble alors ne plus répondre aux attentes du parti. En effet, *l'Echo des Métallos* rendant compte de son départ en juillet 1975, peut écrire que « le remplacement de Raymond Treppo devait s'inscrire dans l'effort général du Parti communiste pour mieux servir les intérêts immédiats et l'avenir de la classe ouvrière et du peuple », désavouant ainsi son action. *Echo des Métallos*, Juillet 75, n°235, AP-AV

doublement du nombre des adhérents. Au début des années 1970, cette politique d'adhésion ne rencontre par l'entier assentiment des militants. La conférence de section du 10 et 11 janvier 1970, en témoigne. Les 120 militants qui y participent dressant le bilan de l'année passée font part des difficultés qu'ils rencontrent dans le recrutement, mais aussi de désaccords avec l'orientation adoptée pour gagner des adhérents. L'un d'eux, Jean Berger de la cellule Thaelmann, critique « un recrutement de masse » qui conduit à « inscrire des travailleurs qui ne sont pas des militants ». Un autre s'interroge sur la possibilité d'admettre des catholiques au parti. La direction de section répond à ces militants en se voulant rassurante. Au premier Raymond Treppo, sans nier le peu d'activité de certains nouveaux adhérents, en impute la cause à la défaillance des cadres qui « ne relancent pas assez les militants », puis il mobilise l'autorité de Lénine qui aurait dit que nous ne « devenons pas communistes en venant au monde » et que « c'est au sein du parti que l'on acquiert les principes et l'expérience communiste ». Au second il est dit que rien ne s'oppose à l'adhésion du catholique en accord avec la ligne. Ce que confirme un membre de l'assemblée qui s'affirme comme tel, alors que des remous réprobateurs s'expriment dans l'assistance¹²⁷³.

La volonté de gagner des mensuels et des cadres, objectif affiché et régulièrement réitéré, se heurte à plus de difficultés, Roger Amouret, communiste par ailleurs cadre. Ce dernier se félicite que le parti se soit donné un outil d'intervention qui leur est spécifiquement destiné, *l'Echo des ITC*, mais déplore le peu d'adhérents parmi eux. Selon lui sur 7000¹²⁷⁴ travailleurs mensuels et ITC, seul 64 seraient organisés dans trois cellules. Il dit que ces travailleurs appartiennent à « une catégorie [...] particulièrement perméable à la propagande bourgeoise ».

Le mouvement d'adhésion des années 1970, est porté par la signature du Programme commun, alternative répondant à l'aspiration unitaire des travailleurs, et par une politique volontariste d'adhésion. Le nombre de cartes placées augmente de 1 305¹²⁷⁵ en fin 1968 à 2160 dix ans plus tard, soit un taux de pénétration¹²⁷⁶ passant de 3,8 % à un peu plus de 8 %. Le nombre de cartes placées progresse alors que l'effectif ouvrier baisse, et qu'au sein de celui-ci la proportion d'ouvriers étrangers croît. Aussi, ce doublement du taux de pénétration doit être pris avec réserve, car le non renouvellement des adhésions d'une année sur l'autre

¹²⁷³ Note de police, janvier 1970, APPR Ba 2326

¹²⁷⁴ En 1969, le nombre de mensuels d'ITC (en excluant le personnel du BE encore rattaché à Billancourt, mais localisé à Rueil) est plutôt de l'ordre de 9000 personnes sur Billancourt.

¹²⁷⁵ Y compris les salariés du CE

¹²⁷⁶ Rapport entre le nombre de cartes placées et l'effectif total de l'usine

est plus élevé qu'au cours de décennie antérieure, supérieur alors qu'il ne dépassait pas 20 % auparavant¹²⁷⁷. Sur les dix années postérieures à 1968, le gain net annuel d'adhésion est de 150 en moyenne, pour un flux d'adhésion annuel moyen de 725 et une perte de 575, soit un taux de renouvellement annuel des membres du parti de près de 30 %¹²⁷⁸. L'affaiblissement de la motivation militante se manifeste encore dans la baisse du nombre de timbres payés par carte, de 8,3 en 1971 à 5,2 en 1977.

Cette instabilité dans l'adhésion et la baisse du nombre de timbres payés sont symptomatiques d'un lien plus lâche entre le parti et adhérents ouvriers, et notamment entre lui et les immigrés parmi lesquels se font beaucoup des nouvelles adhésions. Dans un mémoire, déjà cité, Raymond Treppo reconnaît que si le parti s'est tourné après 1968 vers l'immigration, il « y avait un grand brassage dans l'usine ce qui faisait que l'adhésion était fragile, d'autant plus que les structures des cellules notamment chez les OS étaient faibles »¹²⁷⁹. Ibrahima Ly, militant communiste sénégalais, affirme pour sa part que la plupart des Africains viennent au parti par opportunisme, pour en obtenir un service, un appui et non par conviction politique¹²⁸⁰. Le recrutement d'adhérents immigrés exploite l'ambiguïté entretenue entre le parti et la CGT, car ce sont les délégués du personnel communiste, et en particulier les délégués immigrés, qui doivent placer les cartes du parti. Ce que reconnaît Raymond Treppo, lorsqu'il affirme que de tels résultats n'auraient pas été atteints sans la mobilisation de militants parmi lesquels « il faut souligner la place tenue, par des militants élus de l'entreprise qui ont été d'un grand appui en raison de l'autorité et de la confiance qu'ils avaient auprès des travailleurs »¹²⁸¹.

La politique volontariste de conquête des salariés non ouvriers, bien que se heurtant à des obstacles dits idéologiques, paraît néanmoins rencontrer quelques succès, car si en 1969, le nombre de cartes placées parmi les non ouvriers est de l'ordre de 64, soit un taux de pénétration communiste inférieur à 1 % dans cette catégorie. Huit ans plus tard, en 1977, le nombre de cartes placées auprès de mensuels et cadres serait de 350, soit un taux de pénétration de 2,5 %. Toutefois, si cette année-là, les ouvriers ne représentent plus que 53 % de l'effectif du site, ils constituent 83 % des communistes organisés¹²⁸². L'augmentation du nombre de mensuels ou cadres communistes ne doit pas être mise au seul crédit de la

¹²⁷⁷ Ce taux est supérieur à celui mesuré nationalement qui est de 15 à 20 % dans les années 1970 et de 10 à 15 % au cours des années 1960, Roger Martelli, *l'empreinte communiste*, opus cit., p.116

¹²⁷⁸ Calcul fait à partir des données du document de la section : *Etat de l'organisation*, AP-AV

¹²⁷⁹ Mai 71, les OS - Mémoire de Raymond Treppo, AD93-SCRB- carton 176

¹²⁸⁰ Ibrahima Ly, entretien

¹²⁸¹ Mai 71, les OS - Mémoire de Raymond Treppo, AD93-SCRB – carton 176

¹²⁸² Ce décompte ne prend pas en compte 200 membres du parti salariés du CE

propagande qui leur est destinée. Elle doit sans doute beaucoup à l'accession d'ouvriers qualifiés à des emplois de techniciens, ou pour la trentaine de femmes adhérentes, généralement secrétaires, à leur appartenance à des familles ouvrières. Les quelques cadres ou ingénieurs communistes sont soit issus d'anciens courants catholiques (MLP), soit de jeunes ingénieurs ayant fait, après 1968, un détour par une organisation d'extrême gauche. Leur adhésion doit beaucoup à un parcours et une expérience personnelle singuliers qui les ont mis en relation avec la classe ouvrière¹²⁸³. La section de l'usine, en dépit des mutations sociales qui affectent son personnel et de la volonté des communistes de percer parmi tous les salariés, reste une section ouvrière dont le noyau le plus stable est constitué de professionnels. En dépit du nombre de techniciens et d'ingénieurs investis de responsabilités techniques, en particulier aux Méthodes centrales, ne se vérifie nullement l'affirmation selon laquelle ceux-ci seraient proches des ouvriers par suite de leur commune participation au développement de la production et au progrès social. Le constat fait à Billancourt confirme l'analyse faite par Julian Mischel selon laquelle les catégories non ouvrières entrant au PCF sont généralement employées hors de l'industrie et investissent les cellules locales¹²⁸⁴.

La croissance du nombre des adhérents de toute catégorie est donc un progrès qui ne constitue nullement un renforcement du parti à l'usine, pas plus qu'il ne conforte la place et le rôle des ouvriers immigrés en son sein.

2.3.2 Le parti gagne des adhérents immigrés, mais peine à former des cadres

Comme le présentait certains militants en 1970, le parti recrute, mais a des difficultés à obtenir des nouveaux adhérents qu'ils militent et participent aux écoles de formation. En 1971, sur 1850 adhérents, dont 250 nouveaux, il y a peu de volontaires pour ces formations. Seuls 40 adhérents suivent les écoles élémentaires et 10 les écoles fédérales¹²⁸⁵, et la

¹²⁸³ Je n'ai aucune donnée statistique scientifique pour affirmer cela, mais un certain nombre de rencontres au cours de ma vie professionnelle qui bien que limitées sont des indices qui ne permettent de formuler de telles hypothèses. En effet, certain nombre de cas précis relèvent de parcours atypiques qui rapprochent des ingénieurs du part. C'est le cas de François Dollé ou de Marc de Beaumont. Ce dernier avait été dans la mouvance de l'AJS. Pour ce qui est des femmes adhérentes, un certain nombre étaient issues de familles ouvrières, dont une (M.G.) avait sa mère ouvrière et déléguée CGT à Billancourt. A contrario, Anne-Marie Vierge, militante de la CGT et du PCF, venait d'une famille dont le père était ingénieur agronome, directeur à la fédération nationale des coopératives agricole. Elève à l'école des Beaux-arts, c'est là en 1968, qu'elle change de voie et entre à Renault où elle s'engage vite à la CGT et au PCF. Notice Maitron établie par Robert Kosmann

¹²⁸⁴ Julian Mischel, « le PCF et les classes populaires », <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-fondations-2007-2-page-15.htm>

¹²⁸⁵ Note du 30octobre71 - APPP Ba 2324

direction du parti à l'usine déplore les « grosses lacunes » dans la formation des cadres et des militants. La section estime à 300 le nombre de « cadres » qui sont les militants actifs et autonomes, « élus et responsables dans les organisations »¹²⁸⁶. Ils sont inégalement formés et répartis, si bien que sur les 84 cellules déclarées en 1974, beaucoup n'ont pas de secrétaire¹²⁸⁷.

Le parti dit alors compter alors 70 cadres dans l'île Seguin, principalement immigrés alors que leur nombre était négligeable dans les années 1960. Néanmoins ces ouvriers ne partagent pas nécessairement ses perspectives politiques. Ils le rejoignent car ils reconnaissent en lui, le parti des ouvriers, de la solidarité face au patron, de l'antiracisme affirmé, en dépit de l'attitude et des propos de certains de ses militants, toutes choses qu'ils vivent avec les autres militants communistes dans l'activité syndicale. Peu d'entre eux partagent l'objectif social et politique qu'il dit poursuivre : le socialisme¹²⁸⁸.

Les leaders immigrés qui ont rejoint le parti ont des ressources culturelles relativement importantes qu'ils n'ont pu valoriser autrement dans l'entreprise. Néanmoins ces militants, Amazous, Mokhtari, Amri, Messous, ont, contrairement la plupart des adhérents et de délégués immigrés, un rôle important dans la construction de l'influence communiste au département 74¹²⁸⁹, où selon Mohamed Er Reguieg, le parti n'est pas comme un poisson dans l'eau¹²⁹⁰. Selon ce dernier, la plupart des immigrés n'adhèrent pas à une orientation politique ou idéologique, mais parce que le PCF et la CGT leur apparaissent comme constitutifs de la solidarité entre ouvriers.

La plupart des délégués immigrés ou au des militants du parti ont peu d'autonomie dans la conduite des grèves dès que celles-ci prennent de l'ampleur. Par ailleurs, dans les années 1970, les militants immigrés des chaînes sont peu nombreux au comité de la section communiste et absents de son bureau et de la commission exécutive de la CGT. Ceux qui ont une forte personnalité ou qui disposent d'un capital scolaire, accèdent à un rôle dans leur atelier, mais plus rarement dans les réunions de section. A la section, Ibrahim Ly¹²⁹¹ porte le

¹²⁸⁶ Cet ordre de grandeur paraît relativement invariant depuis 1950, il ne paraît pas corrélé au nombre d'adhérents. Dans celui-ci les communistes salariés du CE, de l'ordre d'une centaine, reste une force militante dévouée dont le rôle croît avec la baisse de la motivation militante.

¹²⁸⁷ Conférence de section PCF – 4 et 5 juillet 1974– AD93-SCRB – carton 175

¹²⁸⁸ Voir les entretiens avec Arezki Amazous, Mohamed Amri, par exemple

¹²⁸⁹ Mokhtari travaille au département 49, mais intervient fréquemment au département 74.

¹²⁹⁰ Mohamed Er Reguieg, entretien du 21 novembre 2016, Saint Denis

¹²⁹¹ Ibrahima Ly, OS sénégalais, militant PCF de 1974 à 2014, par ailleurs adhérent du PAI-PIT, entré au PCF parce que celui-ci parlait des problèmes de l'Afrique, jugeant toute fois qu'en politique intérieure le PS était plus conséquent. Il a fait une école du parti en 1984. Il est aussi Imam de la mosquée de Boulogne Billancourt. Notice biographique Maitron établie par Robert Kosmann

point de vue des immigrés africains, faisant état de leurs sentiments et de leurs craintes. Si ce militant a une formation politique d'autodidacte, la plupart des immigrés membres du Comité de section n'ont pas d'expérience politique antérieure, le parti paraissant même tenir à distance ceux qui en ont une trop marquée. Les adhérents immigrés sont avant tout des syndicalistes, dont le lien politique au parti est lâche, leur adhésion ne durant souvent guère plus de quelques années, sans que cependant ils s'en éloignent après l'avoir quitté.

A la fin des années 1970, parmi les communistes d'origine étrangère deux militants émergent comme des leaders immigrés reconnus, Arezki Amazouz et de Mohamed Mokhtari. Leur rôle dans l'usine, important à la fin des années 1970 et au début de la décennie suivante, ainsi que leur devenir, illustre les ambiguïtés de leur rapport à l'engagement politique, en dépit du rôle syndical important qu'ils assument. Le premier est Algérien, le second Marocain. Amazouz a été repéré par Daniel Bonnechère, peu de temps après son embauche à Renault. En Algérie il avait eu une formation de technicien agricole¹²⁹². Forte personnalité, il est très vite sollicité pour prendre un mandat de délégué et se consacre assidûment à celui-ci si bien que le syndicat doit compenser financièrement ses dépassements d'heures de délégation¹²⁹³. Son rapport au parti est ambigu ou lâche. Il dit n'avoir été adhérent que trois ans avant 1981, alors qu'il conservait ensuite, selon lui, des relations directes durables avec Georges Marchais¹²⁹⁴. Leader de la grève de la chaîne de mécanique du 74 à l'autonome 1981, il est le porte-parole de l'exigence de « n'être plus OS à vie ». C'est d'abord un leader de la CGT.

Le rôle de Mokhtari est controversé. Il est bien plus mis en avant que Amazouz par la CGT et surtout par le PCF dans ses congrès et dans ceux du syndicat¹²⁹⁵. Il suit une école de six mois du parti. C'est un militant qui applique les directives de son organisation politique quitte à contrer les mouvements d'OS, comme en octobre 1981. Certains ouvriers maghrébins le critiquent pour sa duplicité sur la question du Sahara occidental. Dans ses interventions en Français, pour la CGT ou le parti, il propage le soutien au Polisario de ces organisations, mais censurerait ce soutien dans ses interventions en Arabe, incomprises par

¹²⁹² Arezki Amazouz, entretien

¹²⁹³ Bureau de section du 10 février 1986, cahier n°9 414 J 4 AD93- LACROIX. Dans les années 1980, il participe à la commission centrale immigration de la confédération CGT.

¹²⁹⁴ De fait il intervient encore au bureau de section en 1984, Selon les notes des cahiers de Daniel Lacroix.

¹²⁹⁵ Au congrès du syndicat ouvrier CGT Renault du 10, 11, 12 octobre 1984, Henri Krasucki déclare à son propos, après avoir affirmé que « travailleurs français et immigrés [...] sont unis comme mes doigts de la main » que la CGT leur confie « les plus grandes responsabilités dans les ateliers et à la tête du syndicat avec des camarades comme Mohamed Mokhtari ». Discours de Henri Krasucki édité en brochure par la CGT Renault. AP-AV

les dirigeants de la CGT¹²⁹⁶. Il serait, au dire de témoins surtout Marocain et royaliste, en dépit de l'importance que lui accorde le PCF. Selon Ibrahima Ly, Mokhtari serait revenu désabusé d'un voyage organisé par le parti dans les républiques du sud-est de l'URSS, limitrophe de l'Afghanistan¹²⁹⁷. Il quitte Renault en 1987, en négociant financièrement son départ, alors que, selon Amazouz, la CGT avait commencé à le mettre à l'écart.

Les parcours singuliers de ces deux ouvriers témoignent des difficultés du parti à dégager parmi les immigrés des militants satisfaisant les qualités attendues de respect de sa discipline et d'adaptation aux évolutions parfois surprenantes de sa politique, qualités qui sont par ailleurs de moins en moins partagées par des communistes déroutés. Ces militants conservent une indépendance à l'égard du parti, s'accommodant mal de ses modes de fonctionnement tout en l'utilisant aussi comme ressource dans la défense de leurs camarades immigrés. Les libertés qu'ils prennent avec les normes de fonctionnement de l'organisation politique sont d'autant plus grandes et tolérées qu'ils sont des figures militantes reconnues parmi les ouvriers des chaînes. Pendant la grève de la chaîne mécanique à l'automne 1981, Amazouz est le porte-parole des grévistes dont il exprime les aspirations, alors que Mokhtari, intervient avec Michel Certano, pour leur faire reprendre le travail sur les propositions jugées par eux insatisfaisantes. Dans ces circonstances Mokhtari apparaissant comme l'homme du parti¹²⁹⁸ et Amazouz comme le leader des ouvriers, bien que tous deux soient alors membres du PCF.

Majoritaires parmi les ouvriers, les immigrés ne jouent pourtant qu'un rôle politique marginal dans le parti, sans commune mesure avec celui qu'y ont les communistes des bureaux ou du CE. La mise en avant de Mokhtari, les conditions controversées de son départ, témoignant d'un échec du parti dans le recrutement de cadres immigrés. Le parti en se montrant soucieux de gagner des militants lui permettant d'encadrer les immigrés, en abaissant aussi les exigences de cohérence militante aggrave son hétérogénéité politique affaiblissant ainsi sa cohésion militante¹²⁹⁹.

¹²⁹⁶ Mohamed Amri, entretien. Henri Benoits, « Il (Mokhtari) s'accommodait fort bien de son militantisme à la CGT et de ses liens avec les autorités marocaines ». Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur*, opus cit. p.149

¹²⁹⁷ Ibrahima Ly, entretien.

¹²⁹⁸ Toutefois au début de l'année 1981, il critique l'opération du parti contre le foyer de Vitry, alors que d'autres immigrés du parti, comme Ibrahima Ly, la justifient. Ibrahima Ly, entretien.

¹²⁹⁹ Les directions du parti restent très largement composées de militants ouvriers professionnels ou mensuels français et d'une seule femme, et quelques immigrés. Le PCF a toujours eu une femme dans son bureau de section. Dans les années 1970, 1980, c'est une employée, Anne-Marie Vigne. Dans les années 1960, une salariée du CE. Jamais aucune ouvrière n'a accédé à une telle responsabilité.

2.3.3 Croissance en adhérents payée par une hétérogénéité politique accrue

La croissance numérique des membres du Parti à l'usine et l'augmentation du nombre de ses cellules ne peuvent occulter les contradictions qui rendent cette embellie fragile et qui, bien que latentes encore, s'exprimeront avec plus de vigueur dans la décennie suivante. La croissance, réalisée au prix de critères d'engagement moins exigeants que ceux des décennies antérieures, favorise un éclatement des pratiques, de l'implication militante et de la cohésion politique. La croissance notable chez les professionnels, forte mais instable parmi les OS immigrés, reste fondée sur des équivoques sociales et politiques que les oscillations de la ligne du parti contribuent à exacerber.

En dépit de la capacité d'encadrement des ouvriers étrangers dont il a fait preuve, le parti est incapable de construire une organisation à l'image de la classe ouvrière de l'usine, dont les cadres restent des professionnels français méfiants à l'égard d'une masse ouvrière dont les réactions ne concordent pas toujours avec les objectifs du parti¹³⁰⁰. L'encadrement des sections syndicales d'OS par des militants cégétistes français expérimentés a permis de gagner des adhérents pour la CGT et le parti et de dégager quelques leaders immigrés. Dans l'adhésion des immigrés au parti, le rôle des militants communistes à l'atelier et la personnalité de Georges Marchais comptent plus que son orientation et sa référence au communisme¹³⁰¹. Les qualités de débateur et de polémiste, comme l'impertinence du Secrétaire général dans ses interventions à la télévision plaisent aux ouvriers immigrés¹³⁰², bien plus qu'aux professionnels, car ils reconnaissent en lui une expression de leur « nous » contre les « eux ».

Équivoques, contradictions non traitées, incapacité à répondre aux aspirations ouvrières nouvelles en même temps qu'à celles des nouvelles couches salariées, brouillages

¹³⁰⁰ Bureau de section du 07 mars 1983, cahier n°3 – 414 J 4 AD93- LACROIX. Jean-Louis Fournier affirme : Situation politique / élections professionnelles : 1) pas évident de remonter la moitié des pertes de 82, 2) ce que la CGT gagne, la CFDT le perd, 3) Nous aurions progressé plus s'il n'y avait pas eu de conflit.

¹³⁰¹ Arezki Amazouz, entretien : « le PCF je n'en connaissais pas tellement l'histoire. Moi, ce que je connaissais, c'est quand on me parlait des Goulags et de tout le bazar. [...] Donc j'ai commencé à apprendre... Et quand il y a des discours, quand il y a des débats à la télé... quand Marchais, il explosait l'écran. Il touchait les gens avec sa fougue avec son charisme, avec ses anecdotes avec ses trucs... et moi, j'ai été marqué par un face à face Georges Marchais - Jean pierre Fourcade sur l'histoire du pétrole. [...] J'étais vraiment marqué par ce débat-là, parce que je voyais la réalité des choses. Et puis Marchais, c'est quelqu'un qui parle simplement. Tout le monde pouvait comprendre ». Voir aussi Diallo, entretien du 7 avril 2011, Champigny. OS, usine Renault de Choisy, Sénégalais, CFDT

¹³⁰² Ibidem

identitaires du parti de plus en plus nets après 1977, la section de Renault Billancourt gagne des adhérents qui ne le sont véritablement que sur le papier. Le parti est un colosse aux pieds d'argile, car si les chiffres donnent à voir une organisation se renforcerait dans l'usine, comme dans d'autres sans doute, ce mouvement est de moins en moins une adhésion à un projet politique global. Et cela n'est pas le cas des seuls immigrés. Bien qu'il ait bénéficié au début de la décennie de l'aspiration à l'unité des ouvriers que concrétisait le programme commun auprès de la masse des travailleurs, dépourvu de perspective après 1977, le parti apparaît à Renault « comme un bateau ivre », donc la capacité d'action affaiblie dément sa prétention et son identité de parti dirigeant dans la lutte politique.

3 - 1978-1980, les ouvriers affaiblis, les communistes sans perspectives

Au terme d'une décennie qui a vu à la fois s'exprimer l'insubordination ouvrière dans sa diversité et la réalisation de l'union des partis de gauche voulue par le parti communiste, puis sa rupture, comment caractériser les situations respectives des travailleurs et de ce parti dans le contexte particulier, mais emblématique de Renault Billancourt ? Quel bilan tirer d'une décennie de relations tendues, sinon toujours conflictuelles, entre des ouvriers et le PCF ainsi que la CGT ? Nous pouvons retenir, ainsi que le propose Xavier Vigna en conclusion de son étude sur l'insubordination ouvrière dans les années 68, « que le mouvement de grève de mai-juin précipite la crise du couple CGT-PCF dans les usines, que la séquence amplifie »¹³⁰³. Selon quelles modalités l'insubordination ouvrière a-t-elle ébranlé le parti ? A Renault nous avons vu combien, celui-ci a su encadrer une masse ouvrière aux comportements et aux aspirations étrangers à sa culture politique. Un tel constat n'épuise pas la question, car si, en tant que facteurs exogènes, les mouvements des OS ont mis en difficulté le parti, ils ne peuvent être tenus comme la raison principale de ses difficultés à l'usine. En effet, la rupture de programme commun interrompant la dynamique qui alimentait les progrès du parti contribue notablement à l'aggravation de ses contradictions internes. La perte d'audience électorale, que l'on ne peut négliger car elle induit une perte de légitimité au regard des militants, ne doit pas conduire à ignorer la disqualification de l'identité politique sur laquelle ils s'adossaient.

Les déchirements, qui à la fin de la décennie, se manifestent et conduisent à la défection de cadres et d'intellectuels paraît épargner les militants en usine. Ils y sont pourtant à l'œuvre.

¹³⁰³ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit., p.328

La crise s'y manifeste moins par des défections significatives, car masquée par la croissance rassurante des cartes placées à Billancourt, que par la perte des repères politiques antérieurs. Parmi ceux-ci le constat qu'il est maintenant dépourvu de toute capacité de peser sur le cours d'événements qu'il ne fait que subir. De plus, les tentatives de redéfinition de sa stratégie, alors énoncées, sont impuissantes à rétablir la cohésion des militants dans l'action.

Pour évaluer l'impact des insubordinations ouvrières et les attitudes ou pratiques qui lui sont associées, sur le désarroi des communistes, traitons des transformations survenues dans les dernières années de la décennie à Billancourt.

3.1 Les identités et les pratiques ouvrières déstabilisées par la conjoncture de la fin des années 1970

La dynamique ouvrière qui a marqué le début de la décennie et laissait présager des affirmations politiques ouvrières nouvelles, est elle-même en impasse à la fin des années 1970, du moins à Billancourt. Elle a été suffisamment puissante pour mettre en porte-à-faux le couple PCF-CGT dans son rapport aux OS, sans pouvoir cependant se consolider en perspective et pratiques alternatives durables. Les causes de cette impuissance peuvent en être comprises à la lumière des limites des luttes dans cette usine. Sans omettre, celles qui tiennent à la conjoncture nationale de la fin de la décennie, et aux changements de la politique patronale à Renault, qui déstabilisent les travailleurs et parmi eux les immigrés. La volonté d'encadrement de ces derniers par le Parti communiste a aussi contribué à l'affaiblissement des pratiques ouvrières des premières années de la décennie. Au sein du PCF, l'échec du programme commun, dont la perspective avait porté pendant plus de dix ans son travail politique indépendant, à aggraver le trouble des militants et les a poussés à des initiatives révélatrices des errements de leur organisation.

3.1.1 Les OS de Billancourt, une ouvrièrisation inachevée et contrariée

Les premières grèves des années 1970, en particulier celle de 1973, traduisent l'intégration de travailleurs industriels récents dans le collectif ouvrier. Il ne s'agit pas uniquement d'un processus sociologique ou inconscient, mais d'une affirmation politique identitaire, porté par la capacité de ces ouvriers de faire front contre la direction, de défendre leurs intérêts propres, comme d'assurer leur autonomie, tant en dépit des pressions de l'encadrement, et

des manœuvres de la CGT. Cependant la richesse de ces mouvements ne se constitue pas en une politique propre, alternative à celle du PCF, en dépit de l'ambition des groupes d'extrême gauche de s'en faire l'expression et d'en être les bénéficiaires. En 1978, ils ont beaucoup régressé à l'usine et seule se maintient *Lutte ouvrière*, comme une force significative parmi les ouvriers, mais insuffisante pour faire « jeu égal » avec la capacité militante que conserve, même affaibli, le parti communiste.

A partir de 1975, la singularité identitaire exprimée en 1973 se trouve contrecarrée la fois par le changement d'attitude de la direction, par les changements survenus dans l'organisation du travail et par les initiatives prises par le PCF. La fermeté de la direction face aux grèves qui se poursuivent, les fait passer d'une dynamique offensive alimentée par des succès, à une attitude plus défensive ne permettant plus guère de déboucher sur les avancées significatives. La réponse patronale à la pression ouvrière ne s'en tient pas aux seules mesures coercitives. Pour répondre aux OS qui aspirent à voir leurs compétences professionnelles reconnues ou progresser, elle crée, en 1978, une promotion assise sur l'ancienneté dans l'atelier et poussant « au présentéisme » : les UPA (Unité pratique d'atelier)¹³⁰⁴. En les proposant, la direction prétend satisfaire l'exigence de reconnaissance de la qualification formulée par les OS, mais elle la subordonne à un début d'individualisation salariale que ces ouvriers refusaient jusqu'alors. La direction accède donc à leur demande en prenant le contre-pied des revendications égalitaires anciennes. Cette innovation a pourtant moins d'impact sur les collectifs ouvriers que les transformations apportées aux moyens et à l'organisation du travail par suite de l'automatisation accrue de la production dans certains ateliers, dont ceux des presses, qui modifient notablement les relations entre les ouvriers, aussi bien qu'entre ces derniers et les régleurs ou metteurs au point, voire la maîtrise.

Les reculs ou échecs dans les conflits d'usine n'épuisent pas les aspirations exprimées antérieurement. Cependant, le parti et la CGT ne s'appuient pas sur elles pour développer leur encadrement politique des ouvriers immigrés, contribuant ainsi à les étouffer. Ces organisations s'adressent aux immigrés avec quelques succès, ainsi que cela a été développé plus avant. Cependant, en dépit des appels à l'unité des travailleurs par-delà les nationalités, l'activité culturelle du CE, s'emploie à valoriser les identités nationales de chaque groupe ouvrier, ce qui est légitime, mais sans tenter de faire émerger une conscience collective qui

¹³⁰⁴ Au bout de 225 jours (ramené à 220 jours en 1980) de présence à l'atelier, le salarié se voit crédité d'une unité pratique d'atelier, dont l'obtention est gratifiée d'une prime de 72 francs et d'un complément mensuel de 6 francs. En 1980, la Direction offre aux ouvriers ayant acquis 5 UPA une augmentation de leur coefficient de 2 points, estimant que l'expérience débouche sur une polyvalence accrue. Ces UPA concernent seulement les OS.

intégrerait leurs expériences nationales à une identité collective qui les subsume. Leurs grèves et leurs aspirations ne sont jamais perçues par le Parti communiste comme pouvant enrichir de la culture ouvrière de lutte, ni comme un moment d'« ouvrièrisation » de travailleurs industriels récents, pouvant déboucher sur une identité de classe reformulée. Un des obstacles étant que ce parti ne pouvait pas faire siennes les aspirations indéterminées des OS à plus de droits et de dignité, ainsi que leurs réflexes égalitaristes, sans ébranler sa matrice identitaire originelle et nuire aux objectifs de sa politique nationale.

L'identité que le parti assigne aux ouvriers immigrés est nationale avant d'être ouvrière et cette conviction s'oppose à la poursuite de leur « ouvrièrisation politique » qui supposerait une égalité complète non seulement en droit mais encore dans les représentations idéologiques et politiques portées par les militants. La conviction que ces travailleurs ne font pas réellement partie de la classe ouvrière française imprègne le discours des militants communistes qui, inconsciemment distinguent parfois dans leurs propos les « travailleurs » des « immigrés », comme relevant de deux politiques distinctes qu'ils opposent¹³⁰⁵. Ces énoncés confirment l'extériorité des étrangers à la classe ouvrière qui, associée à la méfiance et aux préjugés, consacre le rôle subalterne des ouvriers immigrés adhérents du parti, et entretient des tensions qui s'exprimeront en vraies contradictions au cours de la décennie suivante.

3.1.2 *Les professionnels : impuissance et dévalorisation du modèle socialiste*

Les ouvriers professionnels conservent une forte cohésion identitaire fondée sur le métier et la transmission des expériences collectives d'opposition à leurs hiérarchies. Les insubordinations ouvrières évoquées à propos de ces travailleurs qualifiés sont réelles, circonscrites à des affrontements d'ateliers, et ne sont pas à même d'entraver une politique d'entreprise qui réduit inexorablement le nombre d'outilleurs. En dépit de la conscience qu'ils ont de leur valeur, de leurs traditions politiques et de lutte, de leur rôle dans le syndicat et de leurs liens étroits avec la CGT et le Parti communiste, ils pèsent moins que par le passé dans les affrontements d'usine. Ces ouvriers forment une des fractions la plus stable, la plus qualifiée, la plus organisée, qui paraissait promise « à prendre dans cet avenir dirigeant de la société, l'espace qu'[elle occupe] et le rôle qu'[elle assume] dans l'ensemble de la

¹³⁰⁵ Voir supra

classe »¹³⁰⁶. Ces travailleurs connaissent pourtant une marginalisation politique, évincés qu'ils sont dans la représentation de la classe ouvrière combative par la figure des OS, étant dépourvus de la capacité de paralyser l'usine. A Billancourt, ils ne paraissent pas affectés par un discours communiste qui, à partir de 1977, dénonce la misère, négligeant leurs aspirations propres, car celui-ci ne marque guère la propagande communiste locale. La collecte des « des cahiers de la misère ne paraît pas avoir eu un réel impact dans l'usine. Seul le mode polémique adopté par Georges Marchais dans les débats publics serait peu apprécié par eux, ces ouvriers y voyant un discrédit possible de leur parti, et par là d'eux-mêmes.

Si l'adversité consolide la cohésion nécessaire des professionnels, la dévalorisation du modèle du socialisme soviétique ébranle un repère constitutif de leur identité politique. Elle n'est pas seulement discrédit d'une alternative possible, elle l'est aussi de leur rôle possible dans la construction d'un avenir différent. Maîtrisant le savoir et le faire, inscrits dans la division sociale du travail entre les OS qui n'ont comme ressource que leur seule force physique, et les techniciens, ils se pensaient comme les ouvriers qui seraient amenés à diriger la société future, conformément d'ailleurs au rôle qu'ils exerçaient, dans le présent, au sein des syndicats, des comités d'entreprise.

L'effacement de l'URSS comme modèle n'épargne donc pas les ouvriers professionnels qui restent la base la plus stable du parti à l'usine. Le trouble qui en résulte ne touche pas également tous les adhérents, et ceux qui ont adhéré après 1968, ayant intégré des valeurs ou comportements portés par la vague de mai juin 1968, ou ralliés au parti dans la dynamique du programme commun, en sont moins ébranlés que les plus anciens. Aussi les atermoiements, les interrogations du parti à propos de « du modèle socialiste donné par l'URSS », ses réserves qui se traduisent par l'énoncé « d'une voie française vers le socialisme »¹³⁰⁷, entrent en résonance non seulement avec l'expérience minoritaire des ouvriers qui ont pu aller travailler en URSS, mais aussi avec la culture politique des adhérents des « années 1968 », les plus jeunes ayant parfois fréquenté les organisations d'extrême gauche, comme l'a fait, par exemple, Daniel Lacroix¹³⁰⁸. Pour les adhérents de

¹³⁰⁶ Jean Paul Molinari, *les ouvriers communistes : sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, opus cit., p.153

¹³⁰⁷ Décembre 1968, le manifeste de Champigny issu du comité central, publié sous le titre de *Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste*, poursuit une inflexion dans la ligne du Parti qui se concentre maintenant sur les enjeux nationaux, renvoyant l'internationalisme à une dimension purement idéologique ; Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste, une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Paris, Editions sociales, 2013, 344 p., p181. Ses dirigeants ont conscience que le succès communiste, en particulier dans la perspective du programme commun, exige une politique plus indépendante de l'URSS qui ne peut plus être un modèle intangible¹³⁰⁷. Ce dernier est donc relativisé, sans être abandonné, alors que le PCF cherche à conserver une hégémonie dans une Union de la gauche dans laquelle la dynamique du PS prend appui sur la mobilisation de la petite bourgeoisie salariée, porteuse d'idéaux exprimés en mai et juin 1968.

¹³⁰⁸ Daniel Lacroix, Notice biographique Maitron, extrait « En octobre 1967, Daniel Lacroix se syndiqua à la CGT. Pendant les grèves de 1968 il fréquenta les facultés parisiennes (Sorbonne, Censier) et les militants trotskistes de Voix Ouvrière. Il devint sympathisant mais à son retour de l'armée en 1971, il refusa d'aller plus

ces années 68, du moins pour ceux qui sont sans grande imprégnation communiste familiale, l'adhésion au parti est avant tout motivée par son caractère ouvrier qui leur permet de passer outre le sentiment que ces groupes minoritaires pouvaient être plus proche de « la vérité »¹³⁰⁹ sur le socialisme que le PCF¹³¹⁰.

Les tensions qui apparaissent après 1968 entre le parti et l'URSS ne sont pas sans conséquences dans l'usine et ont un impact, bien que très amorti, dans la section communiste. La réprobation puis la désapprobation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie d'août 1968 ébranlent peu ses militants et s'il y a des départs, ceux-ci se sont confondus avec le non renouvellement constaté cette année-là¹³¹¹.

Conformément à l'orientation définie à Champigny la propagande du parti en faveur du socialisme articule la « démocratie avancée » comme étape politique immédiate et la référence maintenue à l'URSS qui, si elle perd le statut de modèle, reste néanmoins un exemple positif de réalisation socialiste. Démocratie avancée et socialisme, nationalisation et autogestion, cette dernière associée au réformisme au début de la décennie, sont les thèmes récurrents des tracts et de l'*Echo des Métallos*¹³¹². Si l'expression publique accorde moins de place au socialisme réel, la cohésion identitaire du parti repose encore au début des années 1970 sur la fidélité à l'URSS, qui est exaltée lors du séjour en France de Léonid Brejnev, sa venue étant l'occasion pour la section de mobiliser en faveur de l'amitié avec l'URSS et pour valoriser ses réalisations¹³¹³.

loin, se méfiant de la semi clandestinité de l'organisation, devenue Lutte Ouvrière, et constatant ses faibles capacités de mobilisation. En mars 1973, il donna son adhésion au PCF »

¹³⁰⁹ Jacques Cuny, entretien. « De Trotski, je me suis dit qu'il n'avait peut-être pas toujours eu tort. Mais là, j'ai compris que à chaque fois la lutte des personnes [...] Trotski, Staline, c'est une opposition plus de pouvoir que d'orientation. Parce que les orientations étaient assez proches.... Et puis je n'allais pas me mettre dans des trucs [minoritaires]. Lutte ouvrière, il y avait Lutte ouvrière chez Renault. Il y avait aussi.... Comment ? Krivine. La ligue communiste. Non ce n'était pas majoritaire alors pour moi, ce n'était pas comme le PC. [...] Je ne me retrouvais pas dans un truc minoritaire. Ce n'était pas un groupuscule. C'est pour ça que je ne suis pas allé vers des groupes qui étaient plus ... vers la vérité. Moins totalitaires. J'ai pensé qu'après avoir bouquiné, avoir lu, que Trotski était peut-être moins totalitaire que Staline. Mais, s'il avait été au pouvoir, je ne sais pas si Trotski n'aurait pas été autant totalitaire ».

¹³¹⁰ Ils reconnaissent un rôle positif à l'URSS, mais plus pour son opposition à l'hégémonie états-unienne que pour sa contribution à l'édification du socialisme. Voir Ly Ibrahima, Jacques Cuny sur le plan de la libération du colonialisme. « S'il n'y avait pas eu l'URSS est-ce que les pays se seraient libérés aussi vite ? Tu vois. Sur le plan international l'URSS a fait bouger les choses. A fait bouger le Monde. »

¹³¹¹ La seule trace de tension entre militants est une note de police relative à d'une réunion du Parti, début novembre, faisant état de vifs débats sur cette question sans qu'il soit passible d'en connaître le contenu et les protagonistes, cette polémique étant attribuée par la section à un entrisme gauchiste. Réunion PCF - note du 7 novembre 1968, APPP Ba 2326 -

¹³¹² Ouvrons le débat ... sur les moyens d'un changement fondamental des politiques en France. *Echo de l'Artillerie* - PCF - 9 juillet 1970 - SRTA 5 W 56. Démocratie et socialisme. Tract PCF - 3 juillet 1970 - SRTA 5 W 5

¹³¹³ Un tract du Mouvement de la jeunesse communiste vante « le pays où ont été abolies la propriété privée des moyens de production et l'exploitation de l'homme par l'homme », alors que le Parti insiste plus sur le rôle de l'URSS dans l'établissement de la paix mondiale, la coexistence pacifique, et la coopération économique. Tract MJC - 25 octobre 1971 - SRTA 5 W 56 : La jeunesse de France avec l'union soviétique

L'insistance mise lors des conférences de section en de début de décennie sur les réalisations de l'URSS disent en creux, le peu de crédit que leur accordent les militants qui apprécient bien plus sa fonction de protagoniste des USA. Début octobre 1971, à la conférence annuelle du parti, les interventions des cadres disent la fidélité à l'URSS et à son modèle. L'intervention de clôture d'André Vieuguet, membre du Bureau politique et secrétaire du CC, fait longuement référence au socialisme, à l'abolition de la propriété privée, au transfert à la société de la propriété collective des grands moyens de production et d'échange. Transformation qui suppose « l'exercice du pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés » et la « gestion par l'ensemble du peuple de ses affaires », mais qui ne peut être réalisée que par « un mouvement majoritaire de la nation laborieuse (contre les minorités agissantes) étape de démocratie nouvelle ». Dans son intervention introductive, Raymond Treppo a demandé aux militants d'être offensifs dans la défense de l'URSS, de faire connaître « les résultats obtenus par les pays socialistes », leur « soutien au peuple d'Indochine » en rappelant le rôle des soviétiques dans la lutte antifasciste. Selon lui, il ne faut pas s'en tenir à défendre la politique extérieure des pays socialistes en faveur de la paix, ce qui semble être l'attitude de la plupart des militants, et souligner leurs résultats « de politique intérieure », sans nier « les difficultés et retards, en expliquant d'ailleurs les raisons ». Ces explications ne doivent pas conduire les militants « à être timorés, à ne pas combattre les calomnies déversées par la bourgeoisie et ses alliés gauchistes ». Il enjoint de faire de la défense des réalisations socialistes « un sujet dans l'*Echo* et les journaux de cellule ». S'agissant de la visite de Brejnev, il demande « d'organiser un large et puissant accueil pour entraîner le maximum de travailleurs à exprimer leur sympathie et leur amitié pour l'Union soviétique »¹³¹⁴.

« Démocratie avancée », socialisme, prise de distance vis-à-vis du modèle soviétique, les inflexions de la politique communiste troublent certains des militants, ce que paraît traduire l'intervention de Raymond Treppo, trois ans plus tard, à la conférence annuelle de juillet 1974. A cette occasion, il prend soin de rappeler que le socialisme reste bien l'objectif, mais pour atteindre celui-ci « il faut une étape de transition », sans chercher à « faire passer le socialisme en contrebande ». Il s'efforce de répondre aux questions que paraissent se poser des militants : y a-t-il un « abandon du socialisme » ? « Le parti atténue-t-il ses positions de classe ? »¹³¹⁵.

La défense de l'URSS s'édulcore néanmoins. En 1976, le Parti communiste après avoir abandonné la Dictature du prolétariat adopte des thèses proches de celles du parti communiste italien et de l'Eurocommunisme. En 1978, Francis Cohen, directeur de la

¹³¹⁴ Conférence de section PCF du 25 novembre 1971, AD93-SCRB, carton 175

¹³¹⁵ Conférence de section PCF du 4 et 5 juillet 74, AD93-SCRB, carton 175

Nouvelle Critique, cosigne le livre *L'URSS et nous*, publié aux Editions sociales, qui confirme une prise de distance de l'Union soviétique. Le rejet de la Dictature du prolétariat lève un handicap qui entravait les communistes dans leur concurrence avec le PS, sans émouvoir les militants de Renault, qui perdent pourtant un attribut identitaire qui distinguait le communisme de la social-démocratie. Ces évolutions, qui prennent le contrepied des référents identitaires des plus anciens, n'ébranlent guère les adhérents et sont même appréciées par certains militants comme Daniel Lacroix¹³¹⁶. Les adhérents venus depuis 1968 et dans la dynamique du programme commun sont devenus majoritaires et ont un rapport pragmatique aux référentiels idéologiques.

Elles ne troublent guère non plus les cadres issus de l'immigration qui sont venus au parti plus pour son rôle dans l'usine que pour son orientation programmatique. Cependant, elles ont quelques conséquences au sein même des ateliers de professionnels tel que RMO, pourtant bastions militants du parti, où bien peu d'ouvriers défendraient le socialisme soviétique¹³¹⁷. Le faible niveau de formation des adhérents que déplore le parti, leur interdit d'argumenter dans la défense de l'URSS, et seuls quelques cadres communistes, comme Elie Dayan, en sont capables¹³¹⁸. Les quelques communistes de RMO ayant participé à des montages de lignes de fabrication en URSS, ou s'y rendant pour des raisons familiales, en donnent une image peu édifiante. Leurs propos ne sont guère entendus dans la section, des militants restant dans un déni du caractère peu démocratique du régime soviétique dont témoignent ces camarades¹³¹⁹. Le crédit de l'URSS se délite là où le parti est encore le plus implanté. Lorsque Georges Marchais, dans un article de *L'Humanité* du 13 février 1979, préparatoire au XXIII^e congrès, évoque le « bilan globalement positif en URSS », cette affirmation provoque, selon Daniel Bonnechère, l'hilarité d'ouvriers de la RMO¹³²⁰. Seuls les membres du bureau de section paraissent encore fidèles à une image qu'aujourd'hui, ils admettent avoir enjolivée.

¹³¹⁶ Daniel Lacroix, entretien préalable à la rédaction de la notice, transmis par Robert Kosmann

¹³¹⁷ Daniel Bonnechère, entretien. « Je n'ai à peu près jamais vu de gens, de camarade de travail qui défendait l'union soviétique ».

¹³¹⁸ Daniel Bonnechère, entretien. « Seules les catégories supérieures, dont Dayan, étaient capables d'argumenter et de défendre un peu ».

¹³¹⁹ Pierre Bernardini, entretien. « Marcel Deniau, il était marié à une soviétique. Donc, il allait quelque fois en vacances là-bas. Donc, il revenait. Il était particulièrement critique. Et chaque fois qu'il la ramenait, on lui rentrait dans la gueule « Arrête tes conneries... » Et puis voilà. Il était communiste d'ailleurs. Il était syndiqué. Donc lui, on ne prenait pas en compte ce qu'il rapportait. Sur le fonctionnement, sur la démocratie, sur tout ça... ». Jacques Cuny, entretien. « Même, il y a eu des copains qui au bureau, car j'étais au bureau du parti, avaient des copains qui étaient allés là-bas de l'Artillerie. Des gars qui étaient à la machine-outil, qui étaient allés en URSS, et puis qui étaient revenus ... Ils n'avaient pas dit l'embellie. Moi, je les critiquais 'qu'est-ce qu'il a à critiquer ?' »

¹³²⁰ Daniel Bonnechère, entretien.

Alors pendant quelques années la référence à un socialisme autogestionnaire devient une formule qui, parce qu'elle se distingue du modèle ancien du parti, tient lieu d'un bilan de l'expérience des pays socialistes qui n'a pas été tiré en dépit des affirmations répétées dans la propagande communiste¹³²¹. Elle ne s'intègre pourtant que de façon éphémère dans le lexique de la « langue de bois » communiste.

3.1.3 *L'évanescence politique de la centralité ouvrière, comme perte d'un repère militant*

La centralité ouvrière est un élément constitutif de l'identité revendiquée d'un parti qui se veut celui, révolutionnaire, de cette classe. Dans les années 1970, cette notion, sans être abandonnée formellement, a cessé d'être un principe opérationnel. La catégorisation des revendications et de l'activité politique l'a peu à peu vidée de toute effectivité. Dans le lexique politique du parti, les « catégories » ont progressivement évincé travailleur ou ouvrier. La nécessité de prise en compte des aspirations des ouvriers, des qualifiés, des OS, des femmes, des immigrés, enfin des ITC, devient un leitmotiv des réunions de section¹³²² qui dévalue le rôle spécifique des ouvriers. La classe ouvrière dont le parti, dans les années 1950, privilégiait le rôle politique quitte à en nier les contradictions, n'est plus qu'une agrégation de catégories, au contenu incertain et aux intérêts perçus, y compris par les militants, comme contradictoires. La centralité ouvrière, dont les communistes se veulent porteurs, se dilue dans une mosaïque de plus en plus complexe de catégories¹³²³.

Pour concilier sa pratique en direction des différentes couches du salariat et son affirmation du rôle dirigeant de la classe ouvrière, le parti modifie progressivement la définition qu'il en donne. Dans les années soixante, la relation politique entre les ouvriers et les ITC était de l'ordre de l'alliance. Près de vingt ans plus tard cette question relève de l'unité de la classe ouvrière. Par l'élargissement de la composition socio-professionnelle de la classe ouvrière, le parti rétablit une cohérence formelle entre une centralité ouvrière toujours assise sur le poids numérique du groupe dans la population active et une pratique de catégorisation qui

¹³²¹ Article de *l'Echo des Métallos* : « Une employée en RDA » (AM Vierge) « Le PCF a tiré enseignement de l'expérience des pays socialistes, de leurs succès et de leurs erreurs. Et ce qu'il propose aujourd'hui pour la France, c'est un socialisme autogestionnaire, qui tient compte des traditions de démocratie et de lutte du peuple de France ». *Echo des Métallos*, juin 1980. AP-AV

¹³²²Assemblée du Comité de section Renault du 29 juin 81, Archives de Daniel Lacroix, 413 J 3 AD93-LACROIX

¹³²³ Dans la décennie 1980, elle n'est plus qu'un marqueur identitaire à usage interne, qui est supplanté dans la propagande par des expressions sans contenu de classe telles que « les gens », elle n'est plus une boussole pour les militants.

s'éloigne de la structuration sociale de la société capitaliste, telle que posée antérieurement. A la fin des années 1970, le parti en appelle donc à « l'unité de la classe ouvrière qui va globalement de l'OS à l'ingénieur chez Renault soit la grande majorité de l'entreprise »¹³²⁴. L'élargissement de la classe ouvrière ne lui permet pas plus que l'analyse en termes d'alliance de « synthétiser l'ensemble des aspirations, hétérogènes sinon contradictoires, des mouvements sociaux de la période »¹³²⁵. Les contradictions entre groupes sociaux sont toujours actives et doivent être traitées que ce soit en termes d'alliance ou au sein de la classe ainsi élargie. Les injonctions à gagner toutes ces catégories se heurtent toujours à des attitudes politiques et idéologiques qui sont loin de se traduire dans leur rapprochement. Le PCF tente d'exprimer la convergence d'aspirations catégorielles spécifiques en masquant les divergences politiques ou revendicatives qui les opposent en pratique. Dans l'usine, l'hostilité et « le sectarisme » des ouvriers à l'encontre des techniciens, des cadres ou de la maîtrise s'expriment au quotidien, autant que le mépris des techniciens et des cadres à l'encontre des ouvriers, surtout lorsqu'ils sont étrangers, tensions qui s'affirmeront plus nettement dans les années 1980.

La catégorisation de l'activité par laquelle le parti tente d'accroître son influence en s'adressant à des couches du salariat physiquement proches des ouvriers, bien qu'aux intérêts parfois contradictoires, supposerait un cloisonnement de la propagande qui n'est guère possible, les ITC n'étant pas autant séparés des ouvriers que ces derniers l'étaient des paysans. La conquête d'une influence parmi les ITC de l'usine suppose un arbitrage politique en leur faveur qui se traduit dans l'énoncé de ses propositions, comme la défense de la hiérarchie des salaires, mais aussi par des tentatives de modération de l'insubordination ouvrière chaque fois que celle-ci pourrait les effaroucher. Arbitrage qui pourrait expliquer les évolutions erratiques du taux de cartes placées parmi ouvriers et les autres catégories qui se font selon des tendances contradictoires après 1977¹³²⁶. Aussi au terme de la décennie, le parti communiste paraît perdre à la fois du côté des immigrés¹³²⁷, bien que ceux-ci ne votant

¹³²⁴ Conférence de section (date), 413 J 3 AD93- LACROIX

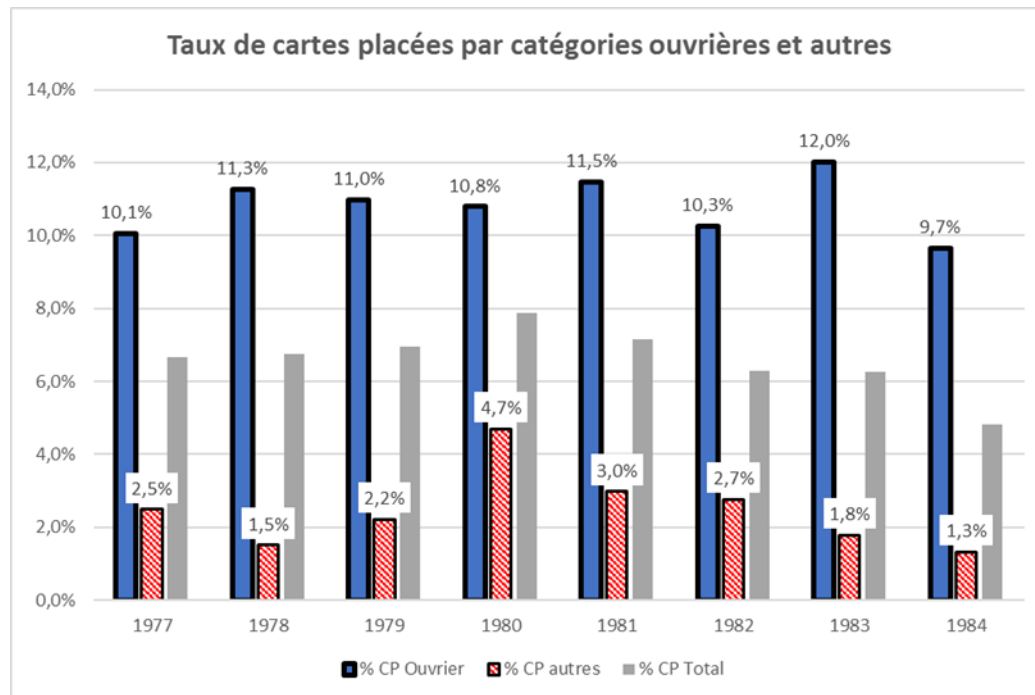
¹³²⁵ Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky, Introduction à la Partie III, « Institutionnalisation et mobilisations au temps de l'Etat social (années 1930- années 1970) », dans Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (Dir), *Histoire des mouvements sociaux en France*, opus cit. p. 351

¹³²⁶ Le taux pénétration ouvrière augmentant lorsque le taux de pénétration parmi les autres catégories baisse, et inversement. Il faut cependant être prudent dans l'interprétation du nombre de cartes placées, leur variation pouvant aussi bien traduire la réceptivité des différentes catégories de travailleurs à la politique du parti, que le volontarisme des militants à placer des cartes selon les priorités de cette politique.

¹³²⁷ En mars 1978, lors que François Mitterrand se rend à Boulogne quatre jours avant le deuxième tour des législatives, le rassemblement est boycotté par le PCF et par beaucoup d'ouvriers professionnels, mais l'assistance, 2000 personnes selon la presse, est faite d'employés et de travailleurs immigrés. Cf. Entretien avec Pierre Bernardini (« le jour de la venue de Mitterrand [à Billancourt] on était un quarteron à aller au restaurant et pas à faire allégeance à Mitterrand »), et entretien avec Jean-Pierre Verneret (« La CGT était hostile à Mitterrand, mais elle l'invitait, mais en lui foutant des bâtons dans les roues, et donc les

pas cela pourrait être négligeable dans une perspective électorale, et échouer dans sa volonté de gagner des positions dans le salariat non ouvrier.

Tableau 15



Source, « Etat de l'organisation », AP-AV

Au-delà des problèmes de définition théorique, l'évolution du salariat met en question la centralité ouvrière dont le parti se voulait l'expression, les ouvriers n'étant plus majoritaires parmi les salariés. Dans une perspective d'union, cette centralité politique pouvait être pensée comme relevant de la mise en œuvre d'une alliance électorale, dans laquelle le parti de la classe ouvrière aurait le rôle dirigeant, le PS représentant alors les autres couches du salariat. Le parti a voulu que ce soit le Programme commun de gouvernement, impulsé par lui, dans lequel tout le salariat se reconnaît, car il réaliserait alors aussi bien les aspirations des ouvriers que des cadres.

3.2 La dénonciation de l'union révélatrice d'une identité militante communistes qui se fissure

Dans les années 1950, le sentiment de forteresse assiégée consolide l'identité communiste alors que dans l'affrontement à l'Etat, il peut s'appuyer sur certaines expressions de

professionnels n'avaient pas du tout été convoqués pour aller à son discours. Et ce qui m'a énormément surpris, c'est que ce sont les OS qui sont venus. »)

l'insubordination ouvrière, dans les années 1968, ce n'est plus le cas. Le PCF se vit comme menacé, non plus par l'Etat, mais par une radicalité ouvrière dont les groupes politiques d'extrême gauche sont les aiguillons. Sans doute, les militants et le parti vivent-ils encore cette contradiction selon le prisme ancien, puisque la contestation d'extrême gauche ou la radicalité ouvrière sont interprétées ou combattues, à de nombreuses occasions, comme relevant d'un « complot » policier. Face aux nouveaux mouvements sociaux et à leurs attentes, il cherche à préserver son identité antérieurement constituée et se coupe d'eux.

Dans ces conditions les rôles du parti dans les luttes politique et sociale changent. Ils changent dans l'action, mais aussi et sans doute de manière plus troublante pour les militants dans leur fonction identitaire, car il y a un hiatus entre la nature du parti telle qu'énoncée dans les réunions militantes internes, et la réalité de la pratique politique communiste

3.2.1 *L'échec du programme commun, celui de la prétention du parti d'être à l'avant-garde du processus unitaire*

En 1972, le Programme commun de gouvernement est signé. Il est l'aboutissement de près de deux décennies de recherche tâtonnante du PCF en vue de sortir d'un isolement politique qui lui interdisait toute perspective d'accès à des responsabilités gouvernementales. Cette politique d'union était donc le tout auquel les autres aspects de sa politique devaient être subordonnés, selon la même logique que celle qui, en dépit d'un contexte politique fort différent, l'avait conduit en 1956 à voter les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement dirigé par Guy Mollet.

Dans les années pendant lesquelles l'union est encore effective, le tout est la politique d'union sous-tendue par la nécessité de consolider une influence électorale dans le salariat non ouvrier, la partie étant les luttes et les aspirations des couches subalternes de la classe ouvrière. Aux contraintes dictées par l'union s'ajoutent celles qui découlent de son inscription « contre et dans l'ordre social »¹³²⁸, car il puise dans la société et ses institutions les ressources qui établissent sa légitimité ouvrière et politique : le travail syndical, les élections parlementaires, ainsi que la gestion municipale¹³²⁹. Par le premier il assoit son ancrage ouvrier, par le deuxième sa crédibilité de « tribun » porte-voix des ouvriers ou des classes populaires dans le champ de la politique parlementaire, par le troisième sa capacité

¹³²⁸ Julian Mischi, *Le communisme désarmé*, opus cit., p.25

¹³²⁹ Ces ressources politiques et symboliques sont aussi des ressources matérielles, financières ou humaines, garantissant une part de ses moyens d'action et permettant sa reproduction comme appareil structuré.

gestionnaire au service de ces dernières. La préservation de ces trois leviers de légitimation contrarie néanmoins sa capacité à répondre aux attentes des couches subalternes de la classe ouvrière et érode aussi l'identité ouvrière et communiste constituée dans les décennies antérieures.

Jusqu'au milieu des années 1970, la référence au rôle d'avant-garde du parti est inévitable dans tout propos émanant d'un responsable important dans les conférences annuelles de section. Cette affirmation peut paraître étonnante, car bien que se définissant ainsi il a toujours le souci d'étendre une audience électorale et syndicale qui ne sont jamais que de « masse ». L'arbitrage entre l'audience large, particulièrement électorale, et la défense des « principes » éventuellement à contrecourant des attitudes ouvrières spontanées se fait toujours au bénéfice de la première¹³³⁰. Le Parti communiste attache donc une grande importance aux enjeux électoraux dans la conduite de sa politique, car le succès électoral la légitime et conditionne la pérennité de « l'outil » parti, la défaite menaçant le « capital militant, individuel et collectif » en ouvrant « des questionnements, en les autorisant, puisque le commun accord de tous est au moins fondé sur [sa] préservation »¹³³¹, comme c'est le cas dès 1977¹³³².

Toutefois, dans le contexte de la bataille pour l'union et le Programme commun de gouvernement, la notion d'avant-garde réfère à sa capacité d'avoir un rôle prépondérant dans l'alliance avec le PS, d'en être le moteur en même temps que le parti se montrerait capable d'entraver toute dérive « opportuniste du PS ». Le PCF, parti des ouvriers interprète l'union comme une alliance des ouvriers et de la petite bourgeoisie dont le PS serait le représentant, lui-même étant, appuyé sur classe ouvrière, le promoteur de l'union et sa force dirigeante. Armés de cette conviction, dans les années 1960, les militants ouvriers de Renault s'engagent dans la lutte pour un programme commun en dépit des réserves et de la méfiance qu'ils ont à l'égard du PS. Ils conçoivent l'union comme un ralliement du PS à une perspective dans laquelle leur parti aurait le rôle dirigeant et en serait le principal bénéficiaire, ce qu'ils

¹³³⁰ C'est le même souci que formule Maurice Thorez, lors d'un Comité central en 1959, quand il justifie la prudence du Parti, face à la guerre de libération nationale algérienne, par la nécessité de ne pas être à contre-courant « d'électeurs qui sont moins familiarisés avec les principes du Parti, [et] qui sont sensibles aux pressions ». Maurice Thorez au Comité central du 4 octobre 1958 : « Notre tâche dans ce domaine (la guerre d'Algérie) est d'autant plus difficile que l'influence du Parti est plus large. Voilà encore une de ces contradictions dialectiques que les oppositionnels oublient. En 1928, nous avions 106 000 électeurs (?) : nos électeurs étaient idéologiquement très proches de nous. Mais maintenant nous en avons, compte tenu du vote des femmes, 5 millions et demi. Il y a dans ces conditions une marge d'électeurs qui sont moins familiarisés avec les principes du Parti, qui sont sensibles aux pressions ». René Dazy, « la partie et le tout », opus cit., p 17

¹³³¹ Bernard Pudal, *Un monde défait : les communistes français de 1956 à nos jours*, opus cit., p.141

¹³³² Ce qui vaut pour la légitimité politique, vaut pour sa légitime sociale par l'action syndicale. L'influence des militants communistes dans la CGT et le succès des mobilisations qu'ils impulsent confortent son caractère ouvrier. Il tient donc pour décisif le travail syndical de ses militants, auxquels ceux-ci sont fortement attentifs.

vérifient dans l'activité déployée en 1966¹³³³. De ce point de vue l'alliance avec le PS ne leur faisait pas problème, du moins tant que le parti avait la possibilité de forcer l'adhésion du PS « un pied dans [son] dos »¹³³⁴.

Une telle certitude ne lève pas totalement la profonde réticence à une alliance avec le PS. Lors de la conférence de section de janvier 1970¹³³⁵, qui se tient alors que le nouveau parti socialiste¹³³⁶ a décidé d'ouvrir le dialogue avec le PCF, le débat est vif dans la section. Elie Dayan ne peut alors que constater l'hostilité de nombreux militants nourrie des « déboires passés lors de contacts avec la SFIO ». Lui-même est confiant dans l'avenir car « l'écroulement de l'opposition socialiste aura ouvert les yeux à de nombreux membres de ce parti ». Les dirigeants, tel Claude Poperen, prennent argument de l'échec de Gaston Defferre à l'élection présidentielle de 1969, pour convaincre les militants de la capacité du parti d'influencer les militants socialistes désorientés, minorant ainsi les risques d'un rapprochement, sans vraiment obtenir l'entier assentiment des plus hostiles¹³³⁷.

Aux certitudes, deux ans après la signature en 1972 du Programme commun de gouvernement, succède la crainte de voir les communistes marginalisés dans l'alliance. Ce constat conduit le parti à exiger une activité indépendante plus forte dans les entreprises, propre à renforcer le poids des ouvriers et du PCF dans l'union avec le PS. A Renault cette volonté se traduit par le remplacement de Raymond Treppo par Aimé Halbeher, qui engage des initiatives plus démonstratives dans l'usine. Ainsi le 15 octobre 1975, alors que le parti mène campagne pour les libertés, sept membres du PCF auxquels se sont joints quatre ouvriers licenciés, occupent symboliquement pendant trois heures, le château d'eau de l'usine, et exigent à la réintégration de 14 ouvriers licenciés à l'hiver, pour entrave au fonctionnement de la chaîne du département 74¹³³⁸. Toutefois, cette action, indépendante dans la forme, mais reprenant dans son contenu une revendication syndicale, fait débat au sein de la CGT et plus largement parmi les travailleurs. Dans son édition de novembre, *l'Echo des Métallos* s'emploie donc à répondre aux critiques ou interrogations qu'elle

¹³³³ Voir supra

¹³³⁴ Pierre Bernardini, entretien.

¹³³⁵ Note de police de janvier 1970, APPP Ba 2326

¹³³⁶ Le *Nouveau parti socialiste* est créé au congrès d'Alfortville le 4 mai 1969 à Alfortville (Val-de-Marne). Moins connu que le Congrès d'Épinay (1971), le Parti socialiste rassemble partiellement divers partis de la gauche non communiste autour de la SFIO. Alain Savary est désigné comme premier secrétaire et Gaston Defferre est désigné comme candidat à l'élection présidentielle de 1969. En décembre, il décide d'ouvrir le dialogue avec le PCF, volonté qui se concrétise par la signature d'un accord le 18 décembre 1969

¹³³⁷ Michel Hillibert conteste le bien-fondé de cet accord, « les communistes seront toujours trahis par les socialistes, ainsi que le prouve l'histoire ». Note de police janvier 197, APPP Ba 2326

¹³³⁸ Il s'agit des 13 ouvriers licenciés en mars 1975. Dans les ateliers, l'occupation est relayée par des prises de paroles et des rassemblements qui, à midi, convergent en manifestation vers le lieu occupé. Puis le cortège défile dans l'usine sans être inquiété.

soulève. Il reconnaît que « nombreux sont ceux qui nous reprochent d'avoir agi 'à l'insu des organisations syndicales ' leur faisant ainsi 'de la concurrence' ». Le parti revendique la justesse de son initiative, qui selon lui ne fait pas concurrence à la CGT, puisqu'il s'agit d'une action politique¹³³⁹. A cette occasion Aimé Halbeher confirme que le parti va « multiplier des actions de ce genre » sans s'engager dans « des actions aventureuses »¹³⁴⁰. Ce rôle d'avant-garde, que le parti tient à renforcer ainsi dans les entreprises, brouille encore les rôles respectifs des cellules et des sections syndicales, alors que la section peine depuis plusieurs décennies, à les définir. Ses membres ne comprennent pas toujours bien ce qui distingue l'activité des cellules de celle des sections syndicales¹³⁴¹.

Toutefois en dépit d'un regain certain d'activisme communiste dans les usines et à Billancourt en particulier, le parti et ses militants doivent constater qu'il perd l'initiative dans l'union qu'il croyait pouvoir diriger en s'appuyant sur sa force dans la classe ouvrière. Alors que le PS a accru son influence en capitalisant des aspirations portées par des mouvements sociaux de l'après 1968, le PCF s'est replié sur une identité frileuse à contrecourant des aspirations des femmes et des couches laborieuses nouvelles, en dépit de sa volonté de gagner de l'influence parmi celles qui constituent la base sociale de son concurrent¹³⁴². Des militants constatent qu'ils n'ont pas atteint l'objectif qu'ils se fixaient en acceptant la signature du programme commun et que la politique du parti est de moins en moins cohérente¹³⁴³.

La « rupture » de l'union de la gauche, dont la dynamique unitaire avait contribué au regain des adhésions, est le constat d'un échec, et avive des contradictions qui travaillent le parti. Certes, elle conforte les réserves de militants qui, dans les années 1960, avaient œuvré

¹³³⁹ La politique dans l'entreprise - *Echo des Métallos*, n°241, novembre 1975. Il récuse aussi tout rapprochement possible avec les « actions gauchistes » des années antérieures, menées par des personnes « qui venaient de l'extérieur du monde ouvrier ». AP-AV

¹³⁴⁰ *L'Humanité* du 17 octobre 1975

¹³⁴¹ Ce problème est au cœur des interrogations de la conférence de section de 1971. Pour Raymond Treppo, il faut « gagner à ce que les cellules fassent de la politique ? », mais elles ne voient pas bien « ce qu'elles pourraient faire de mieux que le syndicat ». Il constate que « quand il y a lutte, il y a tendance à revenir sur l'économique et le syndicat », or, pour lui la « cellule n'est pas le conseiller de la section syndicale. Elle n'est pas là seulement pour soutenir la lutte du syndicat ». La tâche de la cellule serait d'apporter « des explications politiques à chaque étape de la lutte [en faisant] la liaison entre la situation économique et sociale et la réalité politique ». Il déplore ainsi que *l'Echo des Métallos* s'en tienne trop aux questions économiques et sociales, sans traiter correctement la question des « alliances » avec les autres catégories salariales maintenant au cœur de la stratégie du Parti, pour le développement d'un programme commun de gouvernement. Ce serait pourtant la cellule qui, selon le secrétaire de section, serait la « plus à même de prendre des initiatives sur les problèmes communs et spécifiques des diverses catégories ». Conférence de section PCF – 25 novembre 1971, AD93-SCRB, carton 175

¹³⁴² Elections législatives de mars 78, le PS dépasse de deux points le PC qui reste stable à 20 % environ.

¹³⁴³ Pierre Bernardini, entretien. « Ça a commencé à se dégrader quand le parti disait le lendemain, le contraire de ce qu'il avait dit la veille.... Pour ma part, c'est à partir de ce moment-là que ça a commencé à branler dans le manche ».

pourtant à l'union avec le PS autour d'un programme commun¹³⁴⁴. La rupture est donc accueillie comme un soulagement par ces militants, bien qu'elle prenne à rebours les communistes récents, venus au parti dans la dynamique unitaire.

Alors que le parti fait le constat de son impuissance à diriger l'union, la rupture n'est qu'un pis-aller qui ne restaure pas son ancienne puissance, confirmant une méfiance ancienne. Les communistes se retrouvent ainsi sans perspective, et sans vraie capacité d'initiative.

3.2.2 *Le parti à nouveau sans perspective politique*

La faillite de l'union autour d'un programme commun de gouvernement comme l'absence de toute autocritique conduisent à des défections dans la Région parisienne, parmi des cadres intellectuels, mais elles paraissent épargner les ouvriers et en particulier les militants de Billancourt. Pour autant, la rupture, bien que perçue avec soulagement par des militants se traduit pendant trois ans par une absence de cohérence politique dans l'intervention dans l'entreprise, correspondant l'état général du parti. En 1976, l'abandon de la Dictature du prolétariat lors du 22^{ème} congrès du PCF ne paraît pas avoir soulevé de contestation dans la section, tant cet énoncé programmatique n'est plus qu'un ornement encombrant quand le parti ambitionne de gagner des salariés non ouvriers et qu'il fait face à des critiques mettant en cause son caractère démocratique. Cependant cet abandon prive le parti d'un référent identitaire propre à son noyau militant et invite au réexamen de son passé politique ainsi que de sa doctrine. Il aurait pris un « retard » dans l'examen de certaines questions depuis 1956. La rupture survenant au moment où le PS et le PCF discutent de l'actualisation du programme commun, crée un vide qui ne met plus seulement en cause son identité, mais les perspectives qui depuis plus de dix ans orientaient l'activité des militants.

Pour combler le vide politique et identitaire aussi ouvert, le Parti communiste se donne une identité révolutionnaire de substitution en s'appropriant l'autogestion, certes avec des réserves car c'est une notion politique qu'il avait combattue dix ans auparavant quand il présentait le socialisme démocratique et autogestionnaire, comme d'essence réformiste¹³⁴⁵. Jusqu'alors rejetée, elle est adoptée lors du comité central d'avril 1978, qui définit une

¹³⁴⁴ Pierre Bernardini, entretien « Après Raymond a donné un autre style. Il faut aller dans l'usine. Et donc lui a donné le ton. Et puis on a fait par exemple, la signature pour le programme commun, une pétition, une grande action là-dessus. Donc, il s'est appuyé sur nous. Il y avait Michel Certano, il y avait moi, ...Il y avait toute une équipe de jeunes. Donc, prises de parole dans les restaurants... Tous les vestiaires...Partout quoi. On a fait signer... réunions ... on a usé de tout... Il y avait un espoir exceptionnel ».

¹³⁴⁵ Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste, une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Paris, Editions sociales, 2013, 344 p, p.217

stratégie partant de la base pour construire les conditions du changement dans la vie, pas à pas en favorisant « partout des modifications du rapport en faveur des travailleurs, à conquérir partout de nouvelles positions pour les forces de changement ». Les militants doivent donc entreprendre avec détermination « la lutte pour la démocratisation de la société sur tous les plans ». Ils doivent utiliser "le plus grand nombre possible de tribunes, de canaux d'intervention, de registres d'action, de liaisons avec les masses », et bannir « l'esprit de routine »¹³⁴⁶. Cette orientation est confirmée par le 23^{ème} congrès en 1979. En 1980, dans « *l'espoir au présent* », Georges Marchais, poursuit dans cette voie en confirmant qu'elle se veut « une démocratisation progressive de toutes les structures de la société et de tous les rapports sociaux »¹³⁴⁷.

Dans l'usine cette nouvelle orientation se traduit par une plus grande activité du parti qui non seulement dévalue ses positions passées, mais paraît en contradiction avec certains aspects de sa propagande. Dans sa polémique contre le PS, alors que s'est défaite l'union pour un programme commun, la section communiste de Renault en rajoute sur « la gestion démocratique et les exigences des travailleurs », qui « sont écartés totalement de la direction de l'entreprise Renault ». Le parti fait de la surenchère sur ses propositions antérieures. Il critique les nationalisations incluses dans le Programme commun de gouvernement, pour leur insuffisance et leur caractère étatique. Une déclaration de la section Renault affirme ainsi qu'« une participation majoritaire de l'Etat, même avec un gouvernement de gauche, n'évitera pas l'étatisation et la bureaucratie. Elle l'aggraverait » et que les nationalisations prévues au programme qu'il avait signé n'auraient rien changé « dans la vie des travailleurs et les rapports de production »¹³⁴⁸. Le parti prend donc le contre-pied de ce qu'il avait défendu quelques années auparavant¹³⁴⁹, en disant nécessaire une large autonomie de gestion, très proche de l'autogestion yougoslave, et totalement étrangère à la centralisation soviétique. Ce socialisme « aux couleurs de la France » mettrait ainsi fin à l'usine comme forteresse de l'autoritarisme patronal¹³⁵⁰. Pour gagner de nouveaux membres « au parti de la

¹³⁴⁶ Cité par Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, Tome 3, Paris, Editions Fayard, 1990, 544 p. Article de *L'Humanité* du 27 avril 1978. En 1978, paraît aux Editions sociales, « pour une stratégie autogestionnaire » ouvrage d'entretien du journaliste Gilbert Wasserman avec Jacques Scheibling, collaborateur au comité central, et Felix Damette qui en est membre.

¹³⁴⁷ Georges Marchais, *L'espoir au présent*, Paris, Editions Messidor, 1980, 205 p., p.43

¹³⁴⁸ Déclaration de la section du PCF, 27 octobre 1977, AB93-SCRB, Carton 131

¹³⁴⁹ La section Renault veut une nationalisation où le pouvoir serait dans les mains d'un Comité d'administration composé de représentants des travailleurs majoritaires et de représentant de l'Etat minoritaires. Le Comité d'entreprise serait alors « obligatoirement associé à l'élaboration, à la mise en œuvre et au contrôle de tous les objectifs de production et d'investissement » et aurait un « droit de veto sur les questions relatives aux conditions de travail et d'emploi », les droits des travailleurs et des syndicats étant étendus ainsi que le droit d'opinion et d'exercice politique reconnus.

¹³⁵⁰ Changer l'usine, *l'Echo des Métallos*, février 1978

vérité, au parti révolutionnaire et démocratique », en particulier des ITC dont il valorise le rôle dans cette perspective, il promeut un « projet de société autogestionnaire géré par le peuple et non par un état centralisateur comme c'est le cas dans les pays où les partis socialistes sont au pouvoir avec la bourgeoisie, mais aussi malheureusement dans les pays où les partis communistes dirigent »¹³⁵¹. La section Renault peut aussi promouvoir l'alliance des ouvriers, ingénieurs, cadres, techniciens en 1978¹³⁵², les incluant dans la classe ouvrière, et dans le même temps s'engager dans une campagne qui dénonce les cadres comme des agents du PS. Défendant toujours les nationalisations, il dit ne pas vouloir « aboutir au collectivisme ou à la bureaucratie » et se fait l'avocat de « l'initiative privée de la moyenne et petite entreprise »¹³⁵³. Cette remise en cause du modèle socialiste tel que promu en URSS se fait alors même qu'en 1978, la direction du parti en revient à une évaluation nettement plus positive de l'URSS, manifestant à quel point le parti est un « bateau ivre ».

Le peu de résultat d'un tel changement d'orientation porte le parti à activer le levier misérabiliste et ouvrieriste¹³⁵⁴. Les deux sont d'ailleurs tenus pour synonymes dans « *l'espoir au présent* »¹³⁵⁵. Dans ce texte, le premier réfère à la condition des OS, le second est mobilisé, comme l'écrit Bernard Pudal, pour faire d'un état de fait social, une politique. Les premiers meetings de Georges Marchais, préparatoires à la campagne pour les présidentielles de 1981, n'ayant pas le succès escompté¹³⁵⁶, le parti cherche alors à instrumentaliser les contradictions qui peuvent exister dans les communes entre résidents français et étrangers et capitaliser en audience la xénophobie pouvant exister parmi les travailleurs français. Il peut donc chercher à encadrer les immigrés à l'usine et vouloir une unité de tous les ouvriers, puis s'engager à la fin de l'années 1980 ainsi qu'au début de la suivante des actions les stigmatisant, à Vitry et à Montigny les Corneilles.

Ainsi, l'intégration dans le discours politique du parti d'éléments programmatiques nouveaux se conjugue avec la référence récurrente, au retard politique pris par le parti depuis 1956. Cette « théorie du retard est une sorte de bricolage qui concilie la thèse d'un changement de société comme seule réponse à la crise du socialisme, et l'idée que cette

¹³⁵¹ « Le combat pour la vérité continue » - Tract PCF du 19 mai 1978, AB93-SCRB, carton 131

¹³⁵² *L'Echo des métaux*, juin 1978, AP-AV

¹³⁵³ « Giscard trompe l'opinion », Tract PCF 27 octobre 1976, AP-AV

¹³⁵⁴ Je reprends la définition du terme donnée par Bernard Pudal : « L'ouvriérisme, tel que nous l'entendons, consiste à transmuter un état de fait en programme politique, une façon d'être en devoir être » Bernard Pudal. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989, 329 p., p.133

¹³⁵⁵ Georges Marchais, *L'espoir au présent*, opus cit., p.75

¹³⁵⁶ Selon Philippe Robrieux, *Histoire interne du parti communiste*, T3, opus cit., p.437

perspective aurait été abandonnée au profit de la stratégie d'union »¹³⁵⁷. Le terme de bricolage est adéquat car la conscience qu'a le parti d'être passé à côté d'aspirations portées par les mouvements sociaux des « années 68 » ne débouche sur aucune orientation propre à transformer l'intervention des communistes dans la classe ouvrière. Ces adaptations relèvent avant tout d'intentions sans conséquences pour l'activité militante elle-même. Le terme d'autogestion apparaît dans la propagande, mais son esprit est contredit par la pratique du parti dans son rapport aux grèves ouvrières dès lors que celles-ci paraîtront mettre en péril sa participation au gouvernement. La bataille sur la gestion, qui sera plus amplement abordée dans la séquence suivante, est pensée un moment comme un avatar d'autogestion, mais elle trouble plus les militants qu'elle ne les conforte.

3.2.3 *L'impuissance constatée nourrie les errements politiques*

Dans les années 1950, le parti avait connu des périodes difficiles marquées par un repli en termes d'adhérents, des échecs importants et des déconvenues électorales. Les militants pouvaient y faire face en s'adossant à une légitimité doctrinale inébranlée, en dépit de la dénonciation de Staline, et à une légitimité ouvrière peu contestée parmi le salariat industriel. Les militants pouvaient prétendre incarner sans contestation sérieuse les intérêts et la fierté de la classe. Ils trouvaient des ressources militantes et subjectives dans leur capacité à faire vivre une contre société embryonnaire. Les doutes et les désarrois ouvriers existant alors avaient encore peu de prise sur l'état d'esprit des militants, d'autant que ceux-ci ne se traduisaient guère en repli électoral dans les élections professionnelles ou politiques. Trente ans plus tard, ces ressorts militants ne jouent plus, ou du moins ne sont plus autant partagés, et les attentes ouvrières et celles des autres travailleurs prennent la politique communiste à contre-pied, dans l'usine elle-même.

Le résultat décevant de Georges Marchais au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 est un choc pour les communistes, qui attendaient de sa campagne électorale qu'elle fasse reculer les illusions des travailleurs sur Mitterrand¹³⁵⁸. La rupture en 1977 de l'alliance électorale contractée en 1972, qu'ils ont imputée au PS, ne leur a pas été bénéfique. Après avoir nourri l'espoir d'une alternative portée par une union des gauches, le Parti communiste

¹³⁵⁷ Bernard Pudal, *Un monde défait : les communistes français de 1956 à nos jours*, Belle combe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009, 215 p., p. 142

¹³⁵⁸ Bureau politique 18 mars 1981 2 Num 4/17

a cherché à reconquérir une influence électorale par le recours à un ouvriérisme, non dénué d'accents chauvins ou conservateurs. Et si la rupture de l'alliance avec les socialistes répondait aux réflexes politiques de certains de ses cadres ouvriers, elle est électoralement contreproductive, car elle prend à rebours les espoirs qu'il avait entretenus avec le Programme commun.

La réunion du Bureau politique qui se tient entre les deux tours de l'élection présidentielle, au cours de laquelle la direction communiste exprime clairement que la majorité des adhérents ne comprend pas « le coup porté au Parti » et, qu'en ce qui concerne le désistement, ces camarades « ne mesurent pas que les voix perdues seront difficiles à gagner si Mitterrand est élu »¹³⁵⁹. C'est un appel à ne pas voter pour le candidat socialiste et à exprimer un « vote révolutionnaire », en apportant des suffrages au candidat de la droite. Cependant, le parti conscient des attentes qui se portent sur le candidat de la gauche, appelle publiquement à voter pour François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle, ce que ne feront pas ses cadres. Le double langage manifeste une profonde division dans le parti, en même temps que son incapacité à adopter une position politique cohérente, alors qu'il est confronté à une situation sur laquelle il ne pèse plus.

A Renault, des cadres de la section votent pour Giscard d'Estaing, sans appeler largement à le faire, mais parmi les ouvriers professionnels cette attitude est connue. Au lendemain du premier tour, lors de la réunion du secrétariat de section Elie Dayan¹³⁶⁰ soutient que « certaines combinaisons leurs [aux communistes] laissent plus de possibilités que d'autres », alors que la plupart des militants affirment qu'il faut voter Mitterrand, par conviction ou parce que toute autre attitude serait incomprise par les travailleurs¹³⁶¹. Après l'élection de Mitterrand, poursuivant dans le double langage, le parti demande à la CGT de fêter la victoire qu'il n'a pas souhaitée, en organisant des apéritifs dans toute l'usine, pour « montrer que la CGT était victorieuse [parce qu'elle] était avec la victoire de Mitterrand ». Il le demande aux militants CGT qui ont voté Mitterrand au second tour¹³⁶². Le parti d'avant-

¹³⁵⁹ Bureau politique 06 mai 1981 2 Num 4/17.

¹³⁶⁰ Daniel Bonnechère, entretien. « Dayan, qui était un peu comme l'éminence grise de la section parmi les professionnels. Et toujours pour bien argumenter, pour présenter, [...] en 1981, c'est lui qui a organisé le vote Giscard. »

¹³⁶¹ Secrétariat de section du 27 avril 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹³⁶² Daniel Bonnechère, entretien. « Le lundi 10 mai 81, je reçois un coup de téléphone, de Roger Silvain, à l'atelier, je venais juste d'arriver. On était en train de se congratuler [...] Il me dit « Bonnechère, il faut qu'à la RMO, vous organisiez un apéritif géant. On vous fournira le Ricard, et vous ferez une collecte pour payer les bouteilles » [...] « Bon on fait ça. Il n'y a plus qu'à préparer les tables, acheter les petits gâteaux...etc... ». On a monté une sono, et on a arrêté le travail à Midi et une heure, et à midi et demi, on a commencé, en bons petits soldats, pour montrer que la CGT était victorieuse et pas battue. »

garde manifeste ainsi son incapacité à peser non seulement électoralement, mais aussi politiquement, sa fonction tribunicienne étant elle-même paralysée.

La crise du PCF doit être mise en relation avec celle d'une classe ouvrière en mutation et déstabilisée dans sa condition au travail dans l'usine. Le lien entre les deux phénomènes ne peut être analysé comme la conséquence mécanique de la déstabilisation des ouvriers dans leurs représentations politiques et par suite dans leur dynamisme militant. En effet, à Billancourt, avant même que les effets de la crise ne se fassent sentir, sont déjà actifs des facteurs de déstabilisations des ouvriers, dans le travail, dans leurs luttes, ainsi que dans les identités et les représentations dont ils sont porteurs, et que la décennie suivante va accentuer. De même, le désarroi proprement politique et idéologique des militants du parti n'est nullement la conséquence univoque des transformations de la classe ouvrière. Bien que celle-ci ait joué, son effet « destructeur » ne peut advenir qu'en activant, jusqu'à les exacerber, les contradictions de la politique communiste déjà manifestes dans son activité des décennies précédentes, en particulier dans son rapport à la classe ouvrière, qu'il soit concret ou symbolique. La décennie qui suit témoignera de l'importance de ces facteurs dans la dynamique de crise du Parti communiste.

Partie IV

1980- 1992, L'usine de Billancourt, un monde qui se défait

Au début de la décennie 1980, les ouvriers comme les militants communistes sont déjà déstabilisés. Les premiers, en dépit de leurs grèves qui avaient culminé en 1973, ont dû faire face, au cours de la présidence de Bernard Vernier-Paillez, successeur de Pierre Dreyfus en 1975, à une reprise en main par un encadrement d'autant plus remobilisé, qu'il avait été déstabilisé par les mouvements des OS et l'activité des groupes d'extrême gauche¹³⁶³. Bien qu'ils aient été épargnés par les structurations industrielles qui touchaient déjà de grands secteurs tels que la sidérurgie, les OS n'étaient plus en condition d'imposer leurs exigences. Les militants de la section communiste étaient eux dérouterés par la perte d'une perspective politique après la rupture de l'union en 1977 et par les succès électoraux du Parti socialiste auquel ils avaient cru pouvoir imposer une alliance confirmant le rôle dirigeant PCF, en tant que parti des ouvriers, au sein de la gauche.

L'arrivée de la gauche au gouvernement dans des conditions qui confirment l'érosion électorale du PCF accroît le trouble des communistes alors que les ouvriers y voient la promesse d'amélioration de leur condition, sinon de changements profonds. Pour les travailleurs de Billancourt, comme pour la plupart des autres, en dépit de menaces sur l'emploi et la croissance continue du chômage, la décennie 1980 augurerait d'un avenir moins sombre. En juin 1981, la gauche forme un gouvernement auquel participent quatre ministres communistes. Ce gouvernement nomme Bernard Hanon à la tête de l'entreprise en remplacement de Bernard Vernier Paillez. Ces changements qui sont l'aboutissement de ce pour quoi avait lutté le Parti communiste, l'unité autour du Programme commun de gouvernement, vont aggraver sa crise identitaire et politique.

Bernard Hanon, prenant son parti de la nouvelle situation politique, engage une politique industrielle et sociale qui par certains aspects répond aux attentes du PCF, soucieux de préserver un site emblématique du communisme ouvrier. Le nouveau PDG en recherchant des relations apaisées avec la CGT, rompt avec l'attitude de son prédécesseur. En 1985, alors que le déficit de l'entreprise atteint 12,5 milliards de francs, le gouvernement limoge Bernard

¹³⁶³ Aimée Moutet, *Roger Vacher...*, opus cit. Selon Roger Vacher Bernard Vernier-Paillez, aurait rendu « un gros moral à l'encadrement après des années très difficiles qu'avait connues celui-ci à la suite de mai 1968, et avait permis la reprise en main alors que le rapport de force était trop favorable aux syndicats. p. 105

Hanon et le remplace par Georges Besse qui prend le contre-pied de la politique d'entreprise menée depuis 1981.

Les directions successives de la régie Renault ont suivi des politiques qui s'inscrivaient jusqu'alors dans une certaine continuité, en dépit de l'infléchissement répressif de la mandature de Bernard Vernier Palliez, Georges Besse, arrivant à sa tête, rompt avec celle-ci. Il ne pense pas, contrairement à Bernard Hanon, qu'en ménageant la CGT et le PCF les difficultés économiques seront mieux surmontées. Il sait tirer profit du reflux ouvrier, des errements de la politique communiste qui ne parvient plus à donner de perspective aux travailleurs, procède à d'importantes cessions d'actifs pour réduire l'endettement du groupe Renault et enfin en réduit les effectifs. Cette politique est poursuivie, après son assassinat le 17 novembre 1986, par Raymond Levy, qui annonce trois ans plus tard la fermeture du site.

Ce mouvement de balancier dans les relations entre la direction de l'entreprise et les syndicats aura pourtant des effets peu notables sur l'évolution de la condition des ouvriers qui est, dès le début de la décennie, marquée par une reprise en main progressive, dont le levier principal est l'individualisation des salaires et des parcours professionnels, que sanctionne l'accord d'entreprise de 1984. Si dans un premier temps un gouvernement de gauche paraît offrir un contexte plus favorable aux luttes ouvrières, qui en sont alors encouragées, le tournant économique et social de 1983, brise cet espoir et désarme des travailleurs déjà affaiblis par les transformations en œuvre dans le travail. Les secteurs qui avaient été à la pointe des luttes des ouvriers spécialisés, emboutisseurs, peintres, caristes, monteurs, voient les transformations engagées dans la production distendre les ressorts de leur cohésion, alors même que les menaces sur leurs emplois deviennent plus sérieuses.

Au cours de la décennie, le Parti communiste va d'échecs en échecs électoraux qui déroutent ses militants et aiguisent ses contradictions internes. Cependant sa crise, les difficultés de ses membres à comprendre et à suivre les fluctuations de sa politique, et donc à y adhérer, ne procèdent pas de ces seuls revers. Les problèmes déjà rencontrés par le parti, dans son rapport aux différences composantes de la classe ouvrière et aux autres salariés, ne font que s'aiguiser alors que l'emploi ouvrier régresse à Billancourt. Aussi, en dépit d'un raidissement de ses actions après le départ des ministres communistes du gouvernement en 1984, il ne peut plus peser sur une évolution sociale et politique qui lui est de plus en plus défavorable. Ses propositions de maintien du site n'ont aucune prise sur les travailleurs confrontés à partir de 1989, à une intense campagne de communication préparant sa fermeture dont les plans sociaux reçoivent l'appui de la CFDT. La mobilisation de la CGT et du PCF sur les « 10 de Billancourt » contribuera à éloigner de lui la masse des travailleurs.

Le « contournement des bastions ouvriers »¹³⁶⁴ est bien engagé à Renault comme ailleurs, et se conclura en 1992 par la fermeture de l'usine de carrosserie montage de Billancourt, et par celle de tout le site dix ans plus tard.

1 - Les ouvriers déstabilisés, puis stigmatisés

En 1980, à Billancourt, bien que les effets de la crise ne s'y font pas directement sentir¹³⁶⁵, des facteurs de déstabilisation des ouvriers sont déjà actifs, dans le travail ainsi que dans les identités et les représentations dont ils sont porteurs. Les évènements politiques et sociaux de la décennie contribueront à les amplifier. La déstabilisation des ouvriers sera à son acmé après l'annonce de la fermeture de l'usine, et l'activité du parti, non seulement ne parviendra pas la contrecarrer, mais contribuera à l'approfondir.

L'affaiblissement des ouvriers doit être examiné selon trois approches. La première est l'évolution des politiques de l'entreprise soumise à des contraintes économiques de plus en plus exigeantes dans un contexte de crise économique. Après quelques années d'expérimentation sociale, sous la présidence de Bernard Hanon (1981-1984), les pertes de l'entreprise conduisent à son remplacement, par un PDG qui rompt avec les politiques industrielle et sociale qu'il tentait de mettre en œuvre. La restructuration financière et industrielle du groupe est alors engagée. Avec pour conséquence majeure la fermeture du site de Billancourt. La deuxième est la transformation du travail au sein des ateliers eux-mêmes qui entame les solidarités horizontales fortes sur lesquelles s'appuyaient, dix ans auparavant, les mouvements des OS. Les grèves du début des années 1980 concluent alors le cycle de luttes ouvrières des « années 68 », emblématiques dans leurs acteurs comme dans leurs contenus identitaires, à Renault et dans l'automobile plus tardivement que dans d'autres secteurs. Enfin, la troisième concerne le contexte national marqué par l'expression plus ouverte des préjugés racistes, par la stigmatisation des ouvriers immigrés assignés à leur religion, par la montée du Front national dont le discours s'immisce dans les campagnes politiques de la plupart des partis. Ainsi, les années 1983-1984, constituent une rupture dont les affrontements qui se produisent au cours de la grève de Talbot Poissy sont la manifestation la plus douloureuse.

¹³⁶⁴Thierry Baudouin et Michèle Collin, *Le contournement des forteresses ouvrières*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983, 191 p.

¹³⁶⁵ L'année 1980 est une année de production exceptionnelle portée par le succès de la version cinq porte de la Renault 5 dont la production totale passe de 489 mille exemplaires en 1979 à 711 mille en 1980.

1.1 Réaffirmation de l'ordre patronal, puis préparation de la fermeture de l'usine

La victoire électorale de la gauche, la formation d'un gouvernement auquel participe le Parti communiste, ainsi que la nomination d'un nouveau PDG, Bernard Hanon, à la tête de Renault à l'automne 1981, ouvrent une période pendant laquelle la direction de l'entreprise et celle de la section du Parti communiste cherchent à établir des relations qui, sans être de cogestion, comme cela sera abusivement affirmé lors de la fermeture de l'usine¹³⁶⁶, sont de l'ordre de relations entre partenaires privilégiés. Ainsi en 1981, Roger Silvain, parlant au nom des représentants de son syndicat au Conseil d'administration, affirme qu'ils se considèrent « comme des dirigeants à part entière de l'entreprise, avec tous les droits et le devoirs que cela comporte [...et que] la CGT apportera toute son expérience pour que la Régie représente, pour notre pays et l'extérieur, un phare de la France d'aujourd'hui ». ¹³⁶⁷ L'arrivée de la gauche au gouvernement se traduit donc à Renault par un changement dans les relations sociales, du moins, de celles entre la direction et les syndicats. D'autant qu'en assurant l'avenir du site de Billancourt dont il décide la réhabilitation, Bernard Hanon répond à une des attentes de la CGT et du PCF, le projet, dénommé *Billancourt 2000*, consistant à y réimplanter les services techniques de l'entreprise, les Méthodes, le Bureau d'études..., jusqu'alors dispersés¹³⁶⁸. Toutefois la politique industrielle et sociale du PDG ne s'en tient pas au projet *Billancourt 2000*, projet abandonné par son successeur Georges Besse, qui s'emploiera à rétablir l'ordre patronal en réduisant l'influence de la CGT. Raymond Levy qui lui succède après son assassinat poursuivra la même politique de fermeté et mènera à bien la fermeture du site.

¹³⁶⁶ L'affirmation de l'existence d'une cogestion entre la CGT et la direction de Renault avant 1985 accompagne les motifs invoquer pour justifier les bouleversements imposés à l'entreprise. Georges Besse à son arrivée affirme que « Pierre Dreyfus vendait les voitures fabriquées par la CGT ». Puis Raimond Lévy son successeur, reprend l'idée dans une note qu'il rédige en 1994 pour la Fondation Saint-Simon. Elle est intitulée, « le cas Renault ». Dans celle-ci il reprend l'idée d'« sorte de gestion avec la CGT » à laquelle son prédécesseur aurait mis fin. Dans l'ouvrage de Labbé et Périn, es auteurs évoquent la cogestion passée, à laquelle aurait ainsi mis fin Georges Besse. Voir à ce sujet, André Compain- Mefray, « La cogestion de la Régie nationale des usines Renault, Renault Histoire, n°9 et n°11.

¹³⁶⁷ Conseil d'administration du 26 mai 1981. Jean-Louis Loubet, *Renault, histoire d'une entreprise*, opus cit., p.278

¹³⁶⁸ Le projet était déjà en gestion sous la Présidence de Vernier-Palliez, puisqu'il avait fait l'objet d'études impulsées par Aimé Jardon en 1979, mais c'est au cours de la mandature de Bernard Hanon qu'il est décidé et que commence sa mise en œuvre. AMETIS (Association de la maîtrise, de l'encadrement et des techniciens de l'île Seguin) Bulletin Ametis n°6. <http://www.ametis-renault.com/>

1.1.1 1981- 1984, expérimentations sociales, nouvelles modalités de la subordination salariale

Le projet *Billancourt 2000*, serait la promesse d'une pérennisation d'activités industrielles, dans le berceau de l'entreprise, regroupant des ouvriers qualifiés, des techniciens et des ingénieurs. Ce projet satisfait la CGT et le PCF qui ne cessent pourtant de batailler pour l'avenir de l'usine dont l'arrêt des productions mécaniques est planifié. En 1983, la poursuite des activités de carrosserie montage de l'île Seguin, qui n'étaient pas incluses dans le projet *Billancourt 2000*, paraît garanti par l'investissement d'une nouvelle tôlerie et d'une chaîne de montage dotée de convoyeurs à balancelles indispensables à la fabrication de l'*Express*, version utilitaire de la nouvelle *R5*, dont la production est affectée à Billancourt. Toutefois la capacité de production de l'*Express* est de moins de 500 véhicules par jour, contre 1000 véhicules jusqu'alors. Des robots sont installés en peinture et en tôlerie. L'arrêt de la *R4*, la modernisation de l'usine et le lancement de l'*Express* en 1985, auront donc pour conséquence d'importantes réductions d'emplois, d'abord par des mesures d'âge, puis par des licenciements, qui déstabiliseront les anciens collectifs ouvriers. Ce serait le prix de la pérennisation de l'usine de carrosserie montage.

Les gestes en direction du PCF ne se limitent pas à ces projets industriels. Bernard Hanon permet la réembauche ou l'embauche de militants communistes connus, comme Pierre Leri, gendre de Georges Marchais. Il accepte aussi le détachement, avec une garantie de réintégration, de Daniel Lacroix nommé secrétaire permanent de la section Renault du parti, disposition jusqu'alors réservée aux salariés devenant permanents de leur syndicat. Conservant le statut Renault, il aura aussi toutes facilités pour circuler dans les ateliers. Enfin, en novembre 1983, une délégation communiste conduite par Paul Laurent peut visiter les chantiers de modernisation de Billancourt et rencontrer Bernard Hanon¹³⁶⁹. L'attention portée par la direction de Renault au Parti communiste va jusqu'à la prise en considération de ses propositions économiques. Alors qu'il fait campagne pour la mise en œuvre de nouveaux critères de gestion élaborés par les économistes du parti, Bernard Hanon demande une analyse de leur intérêt à la direction de la planification qui en fait une critique récusant leur pertinence économique¹³⁷⁰.

Pour signifier le nouvel état d'esprit qui l'anime, la direction générale réoriente la communication interne et modifie la ligne éditoriale du journal d'entreprise adressé à tous

¹³⁶⁹ *Echo des métaux*, décembre 1983, AP-AV

¹³⁷⁰ Note de la Direction du plan du 22 novembre 1983, « l'analyse des 'nouveaux critères de gestion' » - AP-AV

les salariés. Il s'appelle dès lors « *AVEC* », titre qui se veut emblématique du changement dans les relations entre la direction, les travailleurs et leurs représentants. Cette publication se propose de rendre compte aussi bien des événements industriels et commerciaux, ce que faisaient la publication antérieure, que des mouvements sociaux qui touchent l'entreprise. Ces initiatives se veulent en phase avec la nouvelle situation politique et avec les lois Auroux votées au deuxième semestre 1982¹³⁷¹ qui ambitionnent de transformer profondément les relations dans le travail. Ces lois mettent l'accent sur la responsabilisation des différents acteurs, salariés, syndicats et chefs d'entreprise et prétendent étendre la citoyenneté à l'entreprise, car selon le Ministre du travail, « citoyens dans la cité, les travailleurs doivent aussi l'être dans leur entreprise »¹³⁷². Les droits nouveaux devraient stimuler les initiatives individuelles et collectives et non pas les brider. Loin de « de mettre en place une législation pesante composée de blocages », elles ambitionnent de faire des « travailleurs [...] les acteurs du changement dans l'entreprise », en créant pour cela des groupes d'expression.

Avant même que les dispositions de ces lois ne soient applicables, la direction de Renault lance une concertation qui en partage l'esprit, avec l'objectif d'associer des cadres et les organisations syndicales à l'identification des adaptations nécessaires ou souhaitables permettant l'amélioration de l'efficacité économique de l'entreprise. Ce processus appelé MIDES, pour Mutations Industrielles et Dynamique Économique et Sociale, commence en novembre 1982 et dure deux ans. Un large écho en est donné dans le Groupe Renault, car, selon la direction, il faut sortir d'une attitude de confrontation pour déboucher sur des relations de coopération. Bernard Hanon dit vouloir créer « un climat de compréhension, à l'intérieur d'aspirations qui sont naturellement contradictoires »¹³⁷³. Sept commissions sont mises en place et plusieurs centaines de personnes mobilisées. Dans chaque commission les organisations syndicales ont un représentant. Les syndicats, à l'exception de FO qui reste en retrait, accueillent favorablement l'initiative, la CGT de manière prudente et modérée, la

¹³⁷¹ Il s'agit de la loi n° 82-689 relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (promulguée le 4 août 1982), de la loi n° 82-915 relative au développement des institutions représentatives du personnel (promulguée le 28 octobre 1982), de la loi n° 82-957 relative à la négociation collective et au règlement des conflits du travail (promulguée le 13 novembre 1982). Et enfin de la loi n° 82-1097 relative aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (promulguée le 23 décembre 1982). Elles portent le nom du ministre français du travail du gouvernement Mauroy qui a supervisé leur élaboration, Jean Auroux, par ailleurs maire socialiste de Roanne.

¹³⁷² L'encadrement du pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise et du règlement intérieur, au moyen notamment de l'interdiction de toute discrimination : « aucun salarié ne peut être sanctionné ou licencié en raison de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou de ses convictions religieuses » (loi du 4 août 1982).

¹³⁷³ Intervention de Bernard Hanon à la convention Mides de septembre 1983. Jean-Pierre Reynier et Jean-Claude Monnet, « L'expérience du MIDES à la Régie Renault », *Renault Histoire*, n°21, juillet 2009, p.127

CFDT¹³⁷⁴ et la CFE/CGC très positivement¹³⁷⁵. En dépit de sa prudence, la CGT se « félicite d'une telle initiative qui correspond à une étape de la démocratisation »¹³⁷⁶ et affiche trois objectifs à sa participation : l'emploi, la réduction de l'inflation par « la maîtrise des gâchis et l'utilisation plus exigeante des machines, afin de réduire les coûts de production », la « réduction du déficit de la balance [commerciale] » car « nous pouvons concevoir et produire nous-même »¹³⁷⁷. Si les objectifs poursuivis par le syndicat et ceux de la Direction ne sont pas identiques, ils paraissent converger sur la défense l'entreprise nationalisée et souhaiter un climat social apaisé. Dans l'immédiat, le syndicat prend appui sur la démarche pour exiger la mise en place des groupes d'expression prévus par les lois Auroux qui le sont dans le courant de l'année 1983.

En dépit de la communication d'entreprise, de l'engagement et de l'intérêt qu'y portent les organisations syndicales, le MIDES n'a qu'un très faible impact parmi les salariés et pas d'effet immédiat sur la politique de l'entreprise dont la situation financière se dégrade. L'expérience ne survit pas au départ de Bernard Hanon, du moins dans sa dynamique de concertation, cependant beaucoup des voies dégagées par les commissions de travail dirigées par de jeunes cadres, contribueront aux mutations de la gestion industrielle et sociale, qu'ils mettront en œuvre en accédant à des postes de responsabilité de premier plan¹³⁷⁸.

Les premiers Groupes d'expression sont créés en mars 1983. En septembre, au Centre industriel de Billancourt, 83,18 % des effectifs (19 000 personnes) ont participé à un Groupe d'expression et 3000 questions ou vœux y ont été formulés portant sur l'organisation et les conditions du travail. 2000 questions ont été traitées par la direction. Toutefois ces groupes fonctionnent différemment dans les ateliers d'OS et dans ceux des professionnels. Dans ces derniers, ils sont généralement animés par un travailleur du secteur, militant de la CGT, le nombre de participants et la durée des réunions y dépassent les modalités de fonctionnement prévues. Dans les ateliers d'OS, les groupes d'expression ne sont pas généralisés et un agent de maîtrise y est plus qu'un animateur. Il les dirige. Aussi beaucoup de militants restent méfiants à l'égard de réunions dont l'utilité n'est pas évidente et dans lesquelles les ouvriers

¹³⁷⁴ Sur l'évolution de la CFDT voir *supra* partie I

¹³⁷⁵ Ibidem

¹³⁷⁶ Tract CGT sans date (probablement du premier semestre 1983), AP-AV

¹³⁷⁷ « MIDES d'abord l'Homme » - Tract CGT du 07 juin 1983. La CGT s'inscrit dans les campagnes du PCF en vue de « produire français ». AP-AV

¹³⁷⁸ Jean-Claude Monnet, qui a été un membre du secrétariat permanent du MIDES est plus affirmatif quand il écrit : « s'agissant de la régulation sociale, il n'est pas excessif de voir dans la dynamique du MIDES – et l'évolution associée des relations avec les partenaires sociaux – l'origine des accords qui, à la suite d'une concertation approfondie, seront finalement signés en 1990 avec la majorité des organisations syndicales. » Jean-Claude Monnet, « L'expérience du MIDES à la Régie Renault », *Renault Histoire*, n°21, juillet 2009, p.140

craignent de s'exprimer face à leur hiérarchie. Leur réserve est confortée par les manœuvres de la direction qui y accepte des revendications qu'elle refuse aux syndicats¹³⁷⁹.

Les Groupes d'expression n'introduisent pas la citoyenneté à Billancourt, qui supposerait qu'y soit reconnu l'expression politique des salariés et un pouvoir réel. D'ailleurs, le Ministère du travail s'y refuse car les entreprises « sont avant tout des lieux de travail, dont la finalité est la production de biens et de services »¹³⁸⁰. Ces groupes, bien qu'éphémères, préfigurent une nouvelle gestion des relations de travail mobilisant plus activement les travailleurs dans leur activité productive. Ils ne marginalisent pas encore les syndicats et la CGT tente de les exploiter dans quelques ateliers de professionnels, en y formulant des propositions industrielles alternatives, portant moins sur l'organisation du travail que sur l'achat de machines françaises à la place d'étrangères¹³⁸¹.

La direction engage ensuite avec les syndicats une réflexion sur les « classifications professionnelles et leur implication sur la grille de rémunération ». Un groupe de travail auquel participent tous les syndicats est créé par l'Accord d'entreprise du 28 février 1983. Il doit « procéder au recensement des problèmes posés et [...] rechercher les orientations possibles, compte tenu des conditions actuelles de travail et de l'évolution des techniques ». Il réunit des représentants de la direction et trois représentants par organisation syndicale qui se rencontrent vingt fois entre mars et octobre 1983¹³⁸². La réforme du système de rémunération est issue de ces travaux. Elle est validée par l'accord d'entreprise du 8 mai 1984.

En janvier 1984, la direction du Centre industriel de Billancourt propose aux syndicats de faire de l'inauguration du bâtiment du département 57 métal, dont l'architecte est Claude Vasconi, un événement pouvant donner au projet « une dimension internationale, notamment à partir du thème de l'originalité architecturale »¹³⁸³. La direction en réduira l'ambition car, en mars, à la date prévue pour l'inauguration les suppressions d'emploi sont

¹³⁷⁹ Rapport sur les droits dans l'entreprise présenté par G Le Bihan à la section communiste le 12 Décembre 1983, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹³⁸⁰ Déclaration de Jean Auroux, *Paris Match* du 2 février 1983. A propos des grèves de l'automobile « Je suis contre la religion dans l'entreprise, comme je suis contre la politique dans l'entreprise ». Cité par la revue *Travail*, Bulletin de l'Association d'enquête et de recherche sur l'organisation du travail, n°2/3juin 1983, p.32

¹³⁸¹ Elle ne pourra faire état que d'un seul succès au département 70. Dans ce département, l'action des travailleurs ayant selon elle permis l'achat d'un centre d'usinage français, alors que l'achat initial devait porter sur une machine allemande.

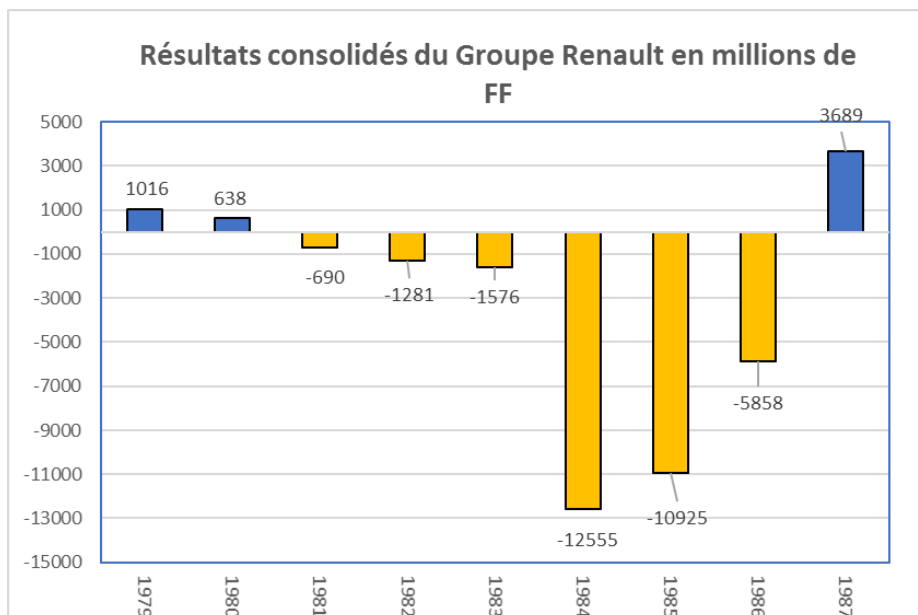
¹³⁸² Rapport du groupe de réflexion sur les classifications. Sans date, mais octobre 1983, annoté par M. Berthelot, Directeur des méthodes. AP-AV

¹³⁸³ « Proposition pour l'inauguration du 'B 57 Métal' », Centre Industriel de Billancourt, Janvier 1984. AP-AV. La CFDT s'est retirée de la commission de préparation de l'événement « dans la mesure où les principaux intéressés, c'est-à-dire les ouvriers du 57, n'étaient pas consultés [...]. Nous ne devons pas nous laisser aveugler par une inauguration folklorique, basée surtout sur une image de marque Renault dirigée vers l'extérieur en général ». CFDT information portant sur l'activité au 57, document manuscrit. AP-AV

déjà envisagées et le projet *Billancourt 2000* en voie d'être gelé. Les journées de chômage technique se succèdent, touchant aussi bien les départements d'OS que ceux des professionnels. Au premier semestre, l'usine de Billancourt connaît ainsi 26 jours de chômage cumulés. Les sureffectifs y sont estimés à 400 personnes. En février, la direction de Renault ressuscite l'aide au retour des travailleurs étrangers et engage des réunions avec les syndicats en vue de la mettre en œuvre, espérant résorber ainsi une partie des ouvriers surnuméraires¹³⁸⁴.

En 1984, avec les pertes de Renault, la réforme des relations sociales n'est plus la priorité immédiate. Bernard Hanon cherche pourtant à s'appuyer sur le climat qui a tenté d'établir avec les syndicats et surtout la CGT, pour procéder à des réductions d'emplois dans des conditions socialement acceptables par les partenaires syndicaux. Après avoir rencontré le premier ministre Pierre Mauroy le 14 février 1984, au sujet de la situation du Groupe, Bernard Hanon annonce au Comité central d'entreprise 7250 suppressions d'emplois. En mars, il s'entretient à leur propos avec les syndicats de l'entreprise. Dans ce cadre il rencontre André Sainjon, responsable de la fédération des métaux CGT, accompagné de Jean Louis Fournier délégué syndical CGT. Le PCF et la CGT donnent un large écho à cette rencontre. A sa sortie, le secrétaire de la FTM en appelle à l'action, mais les débrayages que provoque l'annonce des suppressions d'emplois restent d'ampleur limitée¹³⁸⁵.

Tableau 16



Source Atlas économique Renault 1988. AP-AV

¹³⁸⁴ Tract CGT du 2 février 1984. Réunion direction/syndicats sur l'aide au retour a lieu le 07/02. La CGT est représentée par Jean-Louis Fournier (DSC) et Mohamed Mokhtari (secrétaire). La CGT déclare dans le même tract qu'il est hors de question pour elle de faire du retour ou du renvoi des immigrés sa revendication. La direction table alors sur 30 retours au pays par mois. AP-AV

¹³⁸⁵ *L'Humanité* du 8 mars 1984

Au comité central d'entreprise du 20 septembre la direction rend compte à nouveau de la situation financière de Renault aux syndicats. La tension monte dans l'entreprise où se produisent des débrayages. Le 2 octobre au soir, après sa conférence au salon de l'automobile de Paris, Bernard Hanon s'entretient une nouvelle fois avec André Sainjon. Il se veut rassurant affirmant que l'entreprise pourra procéder à des reclassements indolores¹³⁸⁶ avec, si possible l'appui des syndicats. Avec cet objectif, le 15 septembre les discussions sont engagées, en vue d'un « accord de mobilité » permettant d'éviter tout licenciement. Elles se concluent, après 10 séances de travail, par une proposition d'accord articulant une mobilité géographique et professionnelle, une convention signée avec l'Etat permettant des départs en préretraite à 55 ans et l'aide au retour des immigrés applicable par étapes en 1985¹³⁸⁷. La CFDT Renault ne signe pas cet accord, pour des motivations hétérogènes, ne suivant pas l'avis de la fédération de la métallurgie qui le souhaiterait. La CGT fait de même. Le 21 décembre André Sainjon expose dans une conférence de presse à Montreuil l'opposition de la FTM CGT à cet accord.

Décembre marque l'échec des ambitions « sociales » et de la volonté « d'apprendre à vivre et à travailler autrement » dont l'expérience du Mides se voulait emblématique. La rupture avec l'esprit de 1981 est consommée et sanctionne l'échec de ce que Bernard Hanon comme la CGT avaient tenté de promouvoir et d'exploiter. Des milliers d'emplois vont être supprimés. L'entreprise se fixe un objectif de productivité de 7% par an. Les sureffectifs sont évalués à 15 000 personnes et les pertes financières en augmentation atteignent 12,5 milliards de Francs. Le gouvernement estime alors nécessaire le remplacement de Bernard Hanon, qui n'a pu enrayer la dégradation continue de la situation financière de Renault. En Janvier 1985, son ministre de tutelle, Edith Cresson le démet brutalement et le Conseil de Ministres du 16 janvier nomme son successeur Georges Besse¹³⁸⁸.

1.1.2 1985 - Direction et syndicats, l'inévitable affrontement

Georges Besse abandonne la politique suivie par Bernard Hanon à laquelle il impute la dégradation des résultats de l'entreprise. L'ancien état-major est partiellement « décapité » et des personnes mises à l'écart par le Président précédent reviennent à des postes de premier

¹³⁸⁶ Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p.111

¹³⁸⁷ Ibidem p.114

¹³⁸⁸ Jean-Louis Loubet, *Renault, histoire d'une entreprise*, opus cit., p.297

plan. Le nouveau PDG entend mettre fin à ce qu'il considère comme la « cogestion » de l'entreprise avec la CGT. Les accommodements antérieurement tolérés, comme les dépassements de franchises horaires des délégués, ainsi que l'entrée dans l'usine des permanents du Parti communiste, ne le sont plus. Les permanents du CE et du PCF ne peuvent plus, en principe, accéder aux ateliers pour y placer des cartes ou faire de brèves interventions. En 1985, la direction intente un procès à Daniel Lacroix au motif que la section communiste qu'il dirige a introduit dans l'usine, le 17 avril, de deux cents jeunes chômeurs lors d'une action de défense de l'emploi. En dépit de l'engagement écrit de la direction précédente, Daniel Lacroix n'est pas réintégré dans les effectifs de la Régie. Il est licencié en 1985.

Pour rétablir la santé financière de l'entreprise, outre les suppressions d'emplois, qui touchent aussi des travailleurs protégés, de nombreuses filiales sont cédées qui ne sont plus considérées comme stratégiques, qu'elles soient déficitaires ou bénéficiaires¹³⁸⁹. Ces cessions, allégeant l'endettement du groupe Renault, suscitent la désapprobation de la CGT qui condamne ce qu'elle considère, avec le PCF, comme son démantèlement. En février 1985, la direction qui entend réduire l'engagement de Renault dans la production de biens d'équipement, rompt le contrat de fourniture de machines-outils signé avec la société soviétique Moskvitch. Dénonçant cette décision comme le signe d'une volonté d'affaiblissement de Renault, le PCF et la CGT exigent la poursuite de la coopération qu'ils disent s'inscrire dans le développement de l'amitié franco-soviétique¹³⁹⁰. La CGT ne peut faire obstacle à ces restructurations industrielles et financières, dont l'épisode le plus éloquent est l'échec de l'occupation de l'île Seguin organisée par les ouvriers professionnels de la CGT en 1985.

En 1986, 680 salariés de l'usine de Billancourt sont licenciés, le « tri » de ces travailleurs, se faisant sur des critères de « productivité insuffisante touch[e] des travailleurs âgés, des handicapés ou des militants. Ils sont incités à opter pour une « allocation de reconversion » qui se transforme inéluctablement en prime de départ sans vraie perspective de reconversion¹³⁹¹. Après son assassinat, le 17 novembre 1986, Georges Besse est remplacé

¹³⁸⁹ Jean-Louis Loubet, *Renault, histoire d'une entreprise*, opus cit., p.302. Ce plan de sauvetage est piloté par Stéphane Doblin, contrôleur de gestion, que Renault a débauché de chez FIAT. Stéphane Doblin, fils de l'écrivain Alfred Döblin, fera part de son expérience en entreprise dans un livre titré « du noir au rouge ou les profits retrouvés ». En quittant Renault, il crée un cabinet de consultant. (AV)

¹³⁹⁰ Tract CGT du 13 mars 1985, AP-AV. Le 14 mars salle Picasso la CGT tient réunion avec André Sainjon et Alexandre Kachirine, président du Conseil central des syndicats de l'Automobile de l'URSS. « Il est bien évident [selon le tract] qu'André Sainjon, comme Alexandre Kachirine, donneront leur opinion sur le refus de la Régie de réaliser avec l'Union soviétique des contrats de biens d'équipement. »

¹³⁹¹ Daniel Labbé, « Renault une histoire de fermeture », *Revue Stratégies du management*, republié dans CFDT Info 92, n°176, février 1992. AP-AV

par Raymond Levy qui poursuit sa politique. En mars 1987, il cède à Chrysler la société américaine AMC acquise par Renault à la fin des années 1970. La fermeture de l'usine de Billancourt dont la décision aurait été prise par Georges Besse¹³⁹², est préparée. Une nouvelle tôlerie est prévue pour l'*Express* à Maubeuge en novembre 1988. Officiellement il ne s'agit que rapatrier en France les productions de ce véhicule réalisées en Espagne à la FASA, motif qui ne peut que rassurer la CGT et le PCF qui militent pour « produire français ». L'étude engagée pour le lancement d'un véhicule de bas de gamme qui devrait remplacer la R4, projet baptisé X06 – ce sera la Twingo - est suspendue pendant un an, en attente de l'annonce de la fermeture des ateliers de l'île Seguin, pour ne pas prêter le flanc à une exigence de la CGT de l'affecter à Billancourt¹³⁹³. Le 21 novembre 1989, la fermeture est rendue publique, lors d'une déclaration télévisée de Raymond Lévy qui annonce la tenue d'un CCE extraordinaire. Si cette annonce ne suscite alors que peu de réactions, c'est que pour l'essentiel, les directions successives ont su tirer parti du contexte national et local pour rétablir un ordre patronal ébranlé au cours de la décennie précédente.

1.1.3 Les évolutions du travail, les nouveaux habits de la subordination

Le départ de Bernard Hanon modifie la relation entre la direction et les syndicats. Il a néanmoins, des effets moins notables sur le travail des OS dont la transformation est déjà engagée, comme nécessaire accompagnement de la réorganisation industrielle et de la modernisation de l'usine. La reprise en mains du travail ouvrier par la direction a commencé bien avant la chute de Bernard Hamon, au cours de la présidence de Bernard Vernier-Paillez. En 1980, par exemple les caristes perdent le bras de fer qu'ils ont engagé en 1977 au département 38. En effet après avoir refusé d'être soumis à la hiérarchie de production, qui aurait pu leur imposer un plus grand contrôle de leur activité, ils doivent accepter trois ans plus tard de la voir mise en en gamme, un cabinet d'organisation extérieur les a jugés engagés à seulement 30 %. Leur travail est « rationalisé ». Ils perdent une relative liberté dans son exécution. Ils avaient été parmi les plus combatifs de la décennie antérieure et leurs postes étaient un débouché pour les OS usés des chaînes. Ils s'opposent en vain à la restructuration de leur activité, comme le feront ensuite les contrôleurs.

¹³⁹² Ibidem

¹³⁹³ Rapporté par Jacques Cheinisse, dans la revue *Ingénieurs de l'automobile*, n°785. Jacques Cheinisse était alors Directeur du produit Renault. AP-AV

Le démarrage en 1983 de la nouvelle ligne de montage prévue pour recevoir *l'Express* s'accompagne de l'application de nouveaux modes d'organisation du travail, préparés avec le concours de sociologues qui réunissent les ouvriers du montage pour s'entretenir avec eux de leur activité et de son évolution¹³⁹⁴. Sur la chaîne, les postes sont réorganisés, les postures adaptées et les outils améliorés, par exemple par l'adoption de visseuses moins bruyantes. Les gestes sont simplifiés et les efforts exigés réduits pour obtenir des ouvriers une efficacité et une rapidité accrues. Cependant le travail est surtout transformé dans son contenu. Leurs tâches sont « élargies » ce qui augmente la charge de travail et réduit la possibilité des ouvriers de gagner des temps de pause jugés indus. Agitant la menace de la dévalorisation de leurs acquis, la direction exige d'eux plus de résultats en qualité et en productivité. Si les ouvriers sont tenus de respecter des normes et des procédures, ils doivent aussi faire preuve d'initiative, et mettre une pastille de couleur sur les défauts constatés. Sur les murs, à la place des affiches syndicales, ils peuvent lire : « un défaut, je pastille ». L'amélioration de la qualité et le transfert des tâches de contrôle aux ouvriers de chaîne ont pour conséquence une réduction importante du nombre des contrôleurs qui, touchés dans leur emploi, se mettent en grève à l'automne 1984. Dans un tel contexte, la direction tente, en prenant appui sur l'expérience des groupes d'expression, de court-circuiter les instances de représentation habituelles, délégués ou CHSCT. En bout de chaîne l'affichage des résultats collectifs encourage la mise « en concurrence des équipes avec des bons points accordés à des salariés, avec les petites primes »¹³⁹⁵.

Plus tard, la direction proposera aux ouvriers qui pourraient terminer leur production avant l'heure d'arrêt de chaîne, de leur payer leur gain de temps, en « gratifiant tous ceux qui sont restés jusqu'à la fin de la journée d'une prime proportionnelle au nombre de voitures supplémentaires montées »¹³⁹⁶. En se mobilisant pour produire mieux, les ouvriers espèrent sauver leur emploi et éviter le chômage, acceptant une subordination renforcée aux exigences de l'entreprise. L'Accord d'entreprise de mai 1984, en introduisant un complément salarial de base dont le montant est fixé à l'appréciation de la hiérarchie, donne à la maîtrise plus de pouvoir coercitif sur les ouvriers des chaînes. Les chefs sont derechef

¹³⁹⁴ Arezki Amazouz, entretien du 13 juillet 2011, Boulogne : « *Renault est allé chercher Aldel Maleck Sayed, avec une équipe de sociologues. Dans ces sociologues-là, il y avait Zarhaoui, un Algérien qui parlait parfaitement Kabyle. Il y avait un Sénégalais qui parlait tout : le Sarakolé, le Bambara, et le Wolof. Il y avait un Marocain qui parlait parfaitement le Berbère et l'Arabe. Il y avait un Iranien qui était un islamiste de première, et un Sénégalais. Et tous ces gens-là, soi-disant pour faire une étude sur les conditions des OS. [...]. On leur faisait confiance. [...]. Et quand on a vu le résultat ».*

¹³⁹⁵ Patrick Schweizer, entretien : « Le salarié ne va plus vers son délégué CHSCT pour régler le problème, mais il y a une réunion où avec son chef ils vont en parler et régler le problème [ce qui] tendrait à montrer que les délégués [...] ne servent à rien. Que le syndicat ça ne sert à rien et qu'il vaut mieux aller directement voir son chef ».

¹³⁹⁶ Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p.249

respectés et obéis¹³⁹⁷, d'autant plus qu'ils choisissent avec soin ceux devant travailler sur les nouvelles installations de *l'Express*. Les critères de tri des ouvriers sont la capacité à être polyvalents, à s'adapter aux nouvelles méthodes de travail, le travail fourni et sa qualité, l'absentéisme, mais sans égard pour l'âge, le handicap ou les charges de famille¹³⁹⁸. Les ouvriers qui le peuvent optent pour la sécurité de l'emploi en contrepartie de l'acceptation d'une dépendance accrue. La Direction a renforcé une subordination là où elle avait été contestée dans les années 1970.

La réorganisation modifie aussi les conditions dans lesquelles les ouvriers existent socialement dans l'usine. L'ordre usinier se traduit [...] par un cloisonnement des espaces, une limitation de la circulation dans les ateliers »¹³⁹⁹, mais aussi par la prohibition des manifestations de convivialité. Dès son entrée en fonction Georges Besse restreint les plages d'ouverture des cafétérias gérées par le CE ou la Soresco. L'interdiction de la consommation d'alcool, contre laquelle depuis longtemps l'entreprise fait campagne, est plus respectée. Les pots de départ en retraite, ceux de militants syndicaux CGT et communistes, dont la publicité est donnée par le syndicat ou par *l'Echo des métallos*, sont interdits par la direction, comme au département des presses en septembre 1984 et juillet 1985. Elle menace ceux qui les organisent au nom de la sécurité et du rappel du règlement intérieur. En juillet 1985, elle publie un avis qui stipule que « toute participation d'un membre du personnel à [l'apéritif annoncé] sera considérée comme un abandon de poste et sera traitée comme tel ». Elle rappelle par ailleurs que « l'introduction et la consommation d'alcool et de boissons alcoolisées dans l'établissement sont interdites, et que tout contrevenant s'exposera à des sanctions »¹⁴⁰⁰. Les menaces restent d'une efficacité limitée, puisque le départ en retraite de Paul Bauchoux a bien lieu en 1984 au « sein même de l'atelier des presses, [et qu'il a été] un grand moment de fraternité et d'émotion » selon *l'Echo des métallos*, qui illustre l'information d'une photographie sur laquelle apparaissent de nombreuses bouteilles de pastis¹⁴⁰¹. Les syndicats et leurs militants ne peuvent guère résister à une remise au pas qui se fait au nom, en partie légitimement, de la santé des travailleurs et des risques encourus au travail. L'interdiction de ce qui a été toléré pendant des décennies est un enjeu d'organisation du travail, mais aussi un moyen d'affaiblir les sociabilités ouvrières. La lutte contre la consommation alcoolique dans les ateliers, engagée depuis le début des années 1980, porte

¹³⁹⁷ Ibidem, p.248

¹³⁹⁸ Ibidem, p.164

¹³⁹⁹ Xavier Vigna, « Préserver l'ordre usinier en France à la fin des années 68 », Revue *AGONE*, 2013 n°50

¹⁴⁰⁰ Noëlle Gérome,

¹⁴⁰¹ *Echo des métallos*, octobre 1984, AP-AV

ses fruits là où elle est la plus fréquente, chez les professionnels. Au département 77, les buvettes clandestines sont fermées sous la menace de sanctions et parfois à la suite de celles-ci. La consommation d'alcool recule ou est moins exposée. Les effets politiques en sont pourtant limités.

Dans ces ateliers, la direction se heurte à la cohésion du groupe ouvrier, cohésion renforcée par la conviction qu'ils sont eux aussi menacés. Le rétablissement de « l'ordre usinier » passe alors par des mesures disciplinaires à l'encontre des ouvriers et des militants. Elle sanctionne et licencie pour divers motifs mais sans vraiment entamer leur résistance, car, bien que numériquement affaiblis, ils restent soudés. Le recours systématique à la soustraction est plus efficace. Il déstabilise les outilleurs mis dans une inactivité qui n'est plus une conquête, mais une menace. Subie elle nourrit alors un sentiment d'impuissance collective.

La facilité relative avec laquelle l'entreprise parvient à rétablir un ordre contesté au cours de la décennie précédente, doit être comprise comme l'une des conséquences de la déstabilisation des identités ouvrières qui s'étaient affirmées antérieurement. Déstabilisation qui n'est pas seulement la conséquence d'une propagande patronale subtile, mais encore celle des transformations engagées dans l'organisation du travail et de la crainte de perdre son emploi avec la fermeture de l'usine.

1.1.4 La fermeture de l'usine, un enjeu politique maîtrisé par l'entreprise

Les arrêts d'activités qui touchent le site de Billancourt prennent de l'ampleur au cours de la décennie 1980. Certains arrêts, comme celui des fonderies ne concernent que des activités résiduelles, les principales ayant déjà été transférées à d'autres usines ou filiales au cours des années précédentes.

Ils touchent les ateliers fabriquant les moteurs de la R4, dont les installations datent du démarrage de la 4 Cv en 1947. Les fermetures d'ateliers concernent aussi des départements d'ouvriers professionnels qui sont des bastions de la CGT et du PCF. Parmi ces arrêts de production, ceux des ateliers de l'île Seguin, emblématiques des luttes des OS de la décennie précédente, constituent un événement autant politique qu'industriel, marquant symboliquement, dans la presse, la conclusion d'une période de la lutte ouvrière en France.

Tableau 17
Principaux arrêts d'ateliers à Billancourt de 1980 à 1992

Départements	Activité	catégorie professionnelle	date d'arrêt	nature de l'arrêt	date de l'annonce
62	Fonderie carters	OS	1983	Transfert vers FDP	
38	Petit emboutissage	OS	mai-86	Transfert vers Le Mans et sous-traitance	CE CIB juin 1986
14	Moteur 3 paliers (R4)	OS et OP	premier semestre 1986	arrêt total	CE CIB juin 1986
49	Moteurs turbos	OS	mi 1986	transféré à Cléon	CE CIB juin 1986
75	Cartons	OS	2eme semestre 1986	arrêt total	CE CIB juin 1986
RMO	Machines-outils	OP	1988	arrêt total	
59	Outils coupants	OP	?	arrêt total	
57	Modelage métal	OP	1990	arrêt total	CE CIB décembre 1989
12	Emboutissage et tolerrie	OS	mars-92	arrêt total	
14	Peinture et montage	OS	mars-92	arrêt total	
54	Maintenance UB	OP	1992	arrêt total	

(En en fond blanc les ateliers d'OS, les autres sont des ateliers d'OP)

Le 21 novembre 1989, date choisie en concertation avec le Premier ministre Michel Rocard¹⁴⁰², sont annoncées par le PDG de Renault les fermetures des ateliers de l'île Seguin en avril 1992 et du 57 métal en 1990. Ces annonces provoquent peu de riposte syndicale¹⁴⁰³, alors que la bataille des « 10 de Billancourt » s'achève sur un échec. L'usine emploie encore un peu plus de 4000 personnes. Pour préparer la fermeture du site et obtenir les mobilités ou les départs souhaités, la direction engage une campagne de communication qui cultive le fatalisme en soulignant l'inadaptation du site aux conditions modernes de la production¹⁴⁰⁴ et celle des ouvriers, immigrés et âgés, incapables de s'adapter aux technologies adoptées

¹⁴⁰² Entretien avec Raymond Levy, publié dans AMETIS infos : « Mais l'année 1989 présentait plusieurs difficultés. Il ne me paraissait pas opportun de courir le risque de manifestations susceptibles de venir troubler la célébration du bicentenaire de la Révolution et de la réunion du G7 prévues, l'une comme l'autre, à la mi-juillet. J'ai donc différé l'annonce jusqu'à l'automne. Mais à l'automne, il y a eu une grève chez PSA ! Et accompagner ce conflit par une autre grève chez Renault ne m'a pas semblé une très bonne idée. J'ai donc attendu que la grève chez PSA se termine et qu'on l'oublie. Puis, dans le courant de la deuxième semaine de novembre, j'ai demandé un rendez-vous au Premier Ministre. C'était Michel Rocard, un homme d'une intelligence tout à fait exceptionnelle qui n'avait pas de doctrine rigide sur ce genre de sujet. Il m'a reçu en compagnie d'Yves Lyon-Caen, son Directeur Adjoint de cabinet chargé des questions économiques, et il a commencé par exprimer sa réticence, motivée par sa crainte d'avoir à faire face à un conflit social majeur. Il m'a fallu une heure pour tenter de le convaincre. Et je n'affirmerais pas que, lorsque j'ai quitté son bureau, il était convaincu qu'il ne se passerait rien ». AMETIS INFOS N° 15, http://www.ametis-renault.com/UPLOAD/article/pages/198_article.php

¹⁴⁰³ A l'occasion du Comité central d'entreprise et du CE extraordinaires des 4 et 5 décembre la CGT organise un rassemblement dans le hall de l'île Seguin qui rassemble 750 personnes selon elle, et 350 selon la DRH. Lors du Comité central d'entreprise, la CGT et la CGC se prononcent contre la fermeture, la CFDT et FO ne participant pas au vote. Daniel Labbé, « Renault une histoire de fermeture », art.cit,

¹⁴⁰⁴ Delphine Bouvard, « Un exemple de communication : la fermeture de Billancourt », mémoire de DESS de communication politique et sociale, 1995, Paris 1 Sorbonne, publié dans RENAULT HISTOIRE n°14, juin 2002

dans les nouveaux ateliers. Elle utilise largement la communication audiovisuelle, mais aussi écrite et verbale. Au cours du deuxième semestre 1989, des installations vidéo, des « kiosques », sont installés dans tous les ateliers. Elles permettent de diffuser les messages du PDG¹⁴⁰⁵, comme ceux des responsables de l'usine. La parole patronale s'impose, ostentatoire, là où jusqu'alors dominait celle des ouvriers. Cette communication directe est désapprouvée par la maîtrise qui n'est plus dans le circuit direct de l'information des ouvriers, et suscite la résistance impuissante des militants de la CGT. En effet, rien ne l'entrave malgré quelques sabotages de l'alimentation électrique des écrans vidéo. Un « Flash UB » est publié régulièrement concurrençant les tracts syndicaux. Des lettres sont adressées au domicile des travailleurs du site. Enfin les travailleurs jugés excédentaires sont convoqués régulièrement aux « antennes mobilité »¹⁴⁰⁶ dont le personnel est assisté par un cabinet de conseil extérieur.

Les procédures de licenciements engagées en 1986 et l'année suivante, donc avant l'annonce de la fermeture du site, sont moins significatives par leur nombre, 900 personnes, que par leur impact psychologique selon la CFDT qui accompagne le processus engagé par la direction. Elles encouragent le fatalisme, selon ce syndicat « le réalisme économique »¹⁴⁰⁷, et facilitent la mise en œuvre des mesures de réduction d'emplois qui préparent l'arrêt des productions. Dans un premier temps, elles paraissent moins brutales que les propositions des « antennes de reconversion » de 1986 qui offraient seulement des primes pour des départs contraints sans vraie perspective de reclassement.

Alors, comme le note Delphine Bouvard dans son mémoire sur la fermeture du site, les Agents de production (AP) « prennent conscience que s'ils ne s'adaptent pas, ils ne seront bientôt plus les hommes de la situation, [que] leur usine et ses chaînes de production seront un jour ou l'autre dépassées ». La fermeture doit leur apparaître comme « une conséquence inéluctable de l'évolution des temps », une « décision [à] laquelle il est inutile et surtout dommageable de s'opposer »¹⁴⁰⁸.

¹⁴⁰⁵ Il y en aura deux de Raymond Levy, un en novembre 1989 et un autre en juillet 1990.

¹⁴⁰⁶ « Le rôle de l'Antenne Mobilité consistait à recevoir les opérateurs, au fur et à mesure de leur mise en disponibilité, et à les mettre en relation avec des sites industriels, tels que Flins ou Choisy-le-Roi, des directions centrales comme les Achats, les Études, les Méthodes ou les Services Généraux, susceptibles de leur proposer des postes, voire de leur proposer une nouvelle carrière à l'extérieur de l'entreprise. Mais sa mission consistait également à motiver les membres de l'encadrement et de la maîtrise qui devaient eux-mêmes se trouver des points de chute ». PEROT Georges, « La communication pendant la fermeture de Billancourt Novembre 1989 - Mars 1992 », AMETIS INFOS N° 15, http://www.ametis-renault.com/UPLOAD/article/pages/198_article.php

¹⁴⁰⁷ Daniel Labbé, « Renault une histoire de fermeture », art. cit.

¹⁴⁰⁸ Delphine Bouvard, « *Un exemple de communication : la fermeture de Billancourt* », opus cit.

Dès le mois de décembre, après trois réunions de concertation, un accord, dit « A vivre » est conclu entre la direction de l'entreprise et les syndicats qui, comme la CFDT, acceptent d'accompagner le plan de réduction des effectifs¹⁴⁰⁹. Il modifie les organisations de travail en créant des Unités élémentaires de travail (UET), et réduit les échelons hiérarchiques afin « de responsabiliser les hommes, améliorer la communication et développer la flexibilité »¹⁴¹⁰. L'accord spécifique qui définit le plan social concernant la fermeture de de l'UB et du 57 métal articule des mesures classiques de préretraite permettant à des travailleurs âgés de 55 ans ou plus de bénéficier d'une convention ASFNE, la possibilité de mobilités vers d'autres établissements du groupe Renault dont les travailleurs pourront eux aussi bénéficier de préretraite afin d'y rendre disponibles des postes. Pour les salariés « préférant se reclasser dans des entreprise extérieures, la direction présentera des mesures d'aide au départ volontaire avec allocation de reconversions, et saisira les Pouvoirs Publics en vue de la conclusion de Conventions de Conversion et [offrira des] Allocations temporaires dégressives ». Enfin est créée une commission paritaire devant suivre l'application de l'accord¹⁴¹¹. Elle est composée de deux représentants par organisation signataire de l'accord et de six représentants de la direction appartenant au CIB ou de la DPAS (Direction du personnel et des affaires sociales. Ces mesures sont complétées par les propositions présentées à la direction au CCE du 22 janvier 1990, qui instaure une convention de conversion instituée par la loi du 30 décembre 1986, au cas où les « mesures fondées sur le volontariat se révéleraient insuffisantes ». L'allocation dégressive est complétée par une « prime d'incitation au contrat de conversion d'un montant de 50 000 francs »¹⁴¹². Ainsi que le sous-entend la formulation de la proposition, cette convention est

¹⁴⁰⁹ Cet accord est signé le 29 décembre par tous les syndicats de l'entreprise, excepté par la CGT. Il définit les modalités d'évolution de l'entreprise. Il définit ainsi ses objectifs dans son préambule :

« Or, RENAULT sera essentiellement fait demain des hommes et des femmes qui le constituent aujourd'hui. C'est pourquoi l'entreprise se déclare déterminée à conduire, dans une optique de réciprocité et une perspective à moyen et long terme, une politique de progrès et de gestion individuelle et collective de ses ressources humaines afin d'assurer l'essor de RENAULT et de contribuer activement à l'évolution professionnelle, personnelle et culturelle de ses salariés. Destinée à permettre à RENAULT d'utiliser au mieux les compétences, dont il dispose, et à offrir aux membres du personnel la possibilité d'exercer pleinement ces compétences et de les développer en fonction de leurs souhaits et leurs potentialités, cette politique, au service à la fois de l'entreprise et de ses salariés pour la plus grande satisfaction du client, s'articule autour des axes suivants :

- * saisir les évolutions de l'entreprise et s'y préparer,*
- * gérer avec dynamisme son parcours professionnel,*
- * améliorer sans cesse par la formation son professionnalisme,*
- * se réaliser dans un cadre de travail performant.*

A cet égard, RENAULT souligne son attachement à ce que la concertation, qui a présidé à l'élaboration du présent accord d'entreprise, trouve son accomplissement au niveau des établissements dans les domaines visés par ledit accord. » http://www.fo-renault.com/documents/pdf/accord_a_vivre.htm

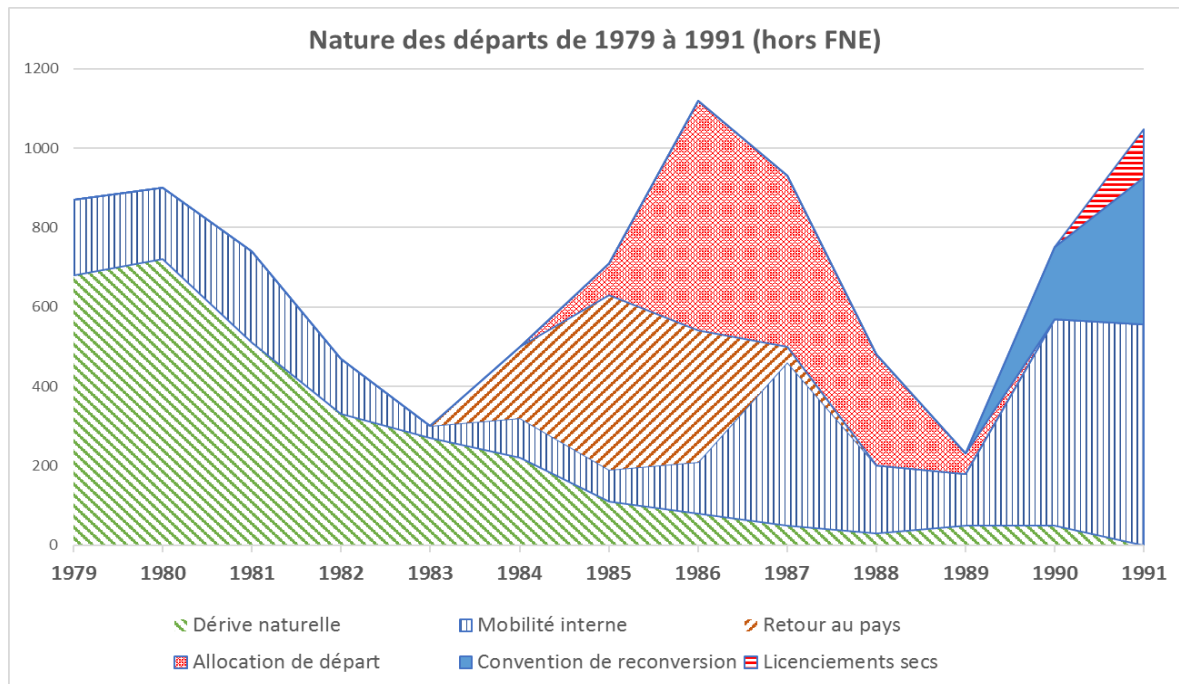
¹⁴¹⁰ Présentation des UET dans *L'Atlas économique de 1994*. AP-AV

¹⁴¹¹ Daniel Labbé, « Renault une histoire de fermeture », opus cit. Et « Comité central extraordinaire relatif à la mise en œuvre et au suivi du PLAN SOCIAL » AP-AV.

¹⁴¹² « ACCORD relatif à la mise en œuvre et au suivi du PLAN SOCIAL ». AP-AV

le dernier moyen dont dispose la direction pour contraindre un travailleur à une mobilité à l'extérieur de l'entreprise qui reste donc un licenciement sous contrainte.

Tableau 18



Source : Daniel Labbé, « Renault, une histoire de fermeture », *Revue Stratégies du management*, republié dans *CFDT Info 92*, n°176, février 1992. AP-AV

Ainsi que l'illustre le tableau ci-dessus, les départs contraints (conventions de reconversion et licenciements secs) représentent 47 % des départs en 1991. Pourtant, en 1992, la CFDT tire un bilan positif de la mise en œuvre de ces accords considérant que leurs dispositions ont été bien reçues par les travailleurs concernés, alors que la CGT qualifie les mobilités de « déportations », bien que certains de ses militants en bénéficieraient¹⁴¹³. Selon les tracts de la CGT, les ouvriers témoigneraient d'une absence de confiance dans le dispositif et les propositions de mobilité auraient peu de succès. La CFDT accuse ce syndicat de faire courir des rumeurs rapportant l'échec de certaines mobilités vers des usines en région. Mais elle reconnaît aussi que les ouvriers de Billancourt ne sont pas toujours bien accueillis dans les usines où un poste leur est proposé¹⁴¹⁴. A Douai, le taux de chômage local atteint 17%, les salariés de l'usine ont l'espoir que leurs enfants y soient embauchés, certains d'entre eux étant déjà intérimaires à l'usine. Aussi, l'ouvrier de Billancourt, de surcroît maghrébin, est mal accepté. A Sandouville, les OS de Billancourt sont mieux accueillis et même défendus

¹⁴¹³ Tract CFDT du 13 mars 1990, Recension des tracts réalisée par Mohamed Er Reguieg (Source notée ci-après « Recen.MER »)

¹⁴¹⁴ « Des taux de chômage locaux, parfois importants, justifient un discours d'embauche prioritaire sur le bassin d'emploi local, voire de la famille du personnel, expression décente » d'un racisme sous-jacent. ». Daniel Labbé, « Renault une histoire de fermeture », art cit.

avec succès par la CGT lorsque en 1991 deux ouvriers africains venus de Billancourt y sont menacés de licenciement¹⁴¹⁵. En région parisienne, la mobilité des travailleurs de Billancourt se heurte aux différences de salaire existant par rapport aux autres sites¹⁴¹⁶.

Alors que les travailleurs licenciés à partir de 1986 sont engagés dans un processus « d'exclusion sociale progressive » selon une étude faite en 1989 par la CFDT¹⁴¹⁷, les ouvriers sont peu enclins à accepter de quitter l'entreprise. La direction doit donc acheter les départs d'un nombre croissant d'ouvriers par les Conventions de reconversion, ou les intimider en licenciant sans la moindre indemnité ceux qui ne répondent pas avec empressement aux propositions qui leurs sont faites. Les freins à la mobilité sont donc levés par une pression accrue sur les ouvriers en sureffectif. Le 3 janvier 1991, 118 ouvriers reçoivent une lettre de licenciement sec pour ne pas avoir accepté les propositions de mobilité qui leur étaient faites. 80 personnes sur les 118 licenciés entament une procédure prud'homale contre Renault¹⁴¹⁸. En janvier 1991, onze délégués CGT, dont dix communistes, font l'objet d'une procédure de licenciement, invalidée par le Conseil d'Etat, qui imposera leur réintégration¹⁴¹⁹.

Peu avant l'arrêt des fabrications, le 18 mars 1992, la direction annonce que 5 R5, fabriquées dans l'île Seguin pendant la semaine du 20 au 31 mars, seront offertes au personnel à l'issue d'une tombola organisée du 20 au 31 mars par tirage au sort sous contrôle d'huissier et que des bons d'achat de 150 à 350 francs seront distribués. La direction s'assure ainsi que les dernières voitures ne seront pas sabotées par les ouvriers. Le dernier véhicule, une *Renault 5 société* sort de chaîne dans la matinée du 27 mars 1992. Pendant la semaine suivante est organisée l'opération « hommage aux travailleurs de l'île Seguin ». Chaque travailleur encore présent est accueilli dans un espace aménagé à la pointe amont, et reçoit quelques

¹⁴¹⁵ Tract CGT avril 1991, Recen.MER : « ...L'action est passée par là, les salariés où travaillent Sow et Dramé ont cessé le travail et la direction a dû devant la force du personnel, leur proposer un nouveau poste de travail » .

¹⁴¹⁶ Entretien avec Diallo, délégué CFDT à l'usine de Choisy : « Question de paie et de coefficient par rapport à Billancourt, il y a une sacrée différence. Ça a créé même des problèmes quand ils ont fermé Billancourt. Des ouvriers qui sont venus à Choisy le Roi, ils se sont rendus compte que par rapport à Choisy le Roi, ils avaient des coefficients supérieurs. [...] Et ce n'est pas normal, on a l'impression que Choisy le Roi est considéré comme un truc de province. Choisy le Roi, c'est le même problème de logement et tout que la Région parisienne. [...] Beaucoup de monde de Billancourt [...] pour éviter les conflits, on leur laissait les coefficients comme ça et on donnait une prime à la place. Alors ils perdaient rien ... mais la prime n'était pas réévaluée ».

¹⁴¹⁷ Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p.175

¹⁴¹⁸ Le 9 décembre les 118 licenciés du plan social 1990 sont passés au prud'homme suite à sa décision l'affaire est reportée en départage auprès d'un juge professionnel. 1992, la CGT organise les 118 salariés licenciés secs en « comité de chômeurs »

¹⁴¹⁹ Il s'agit de : Amri Mohamed (département 74), Arkoub Mimoun (département 74), Chihaoui Mohamed (département 98) Diarra Alassane (département 74) El Ouardani Mimoun (département 74) Guillot Jacques (département 12), Hamil Mokrane (département 74), Pinato Gilles (DOE) Pontoire Claude (département 12), Schweitzer Patrick (département 54) Zitoun Boumediene (département 74). Seul Patrick Schweitzer n'est pas militant communiste, mais de la LCR.

cadeaux (montre, T-shirts, cassette vidéo consacrée à l'histoire de Billancourt)¹⁴²⁰.

La direction peut être satisfaite. La fermeture de ce site emblématique a pu se faire sans incident majeur, ainsi que le constate Georges Pérot, alors à la direction de celui-ci. Aussi faut-il revenir pour expliquer ce manque de réaction, sur l'épuisement des dynamiques ouvrières qui s'étaient exprimées dans décennies antérieures.

1.2 Les dernières luttes et l'épuisement des dynamiques ouvrières des « années 68 »

Dès le début des années 1980, les OS font face aux menaces sur l'emploi, conséquence de la réorganisation du site de Billancourt. Dans les ateliers de fabrication mécanique dont les productions décroissent puis s'arrêtent, les ouvriers luttent pour obtenir des reconversions et une garantie de salaire, qui amèneront certains à travailler sur les chaînes de l'île Seguin et d'autres au chômage. Dans les ateliers de carrosserie, maintenus, puis réorganisés, les résistances ouvrières restent au moins jusqu'en 1983, dans la dynamique de la décennie précédente. Toutefois, ces grèves, qui en conservent encore des traits, se font alors que la réorganisation des ateliers et leur automatisation plus poussée affaiblissent les collectifs ouvriers. Les emboutisseurs, les peintres, les caristes perdent la capacité de mettre en difficulté la production par des grèves bouchons, alors que les monteurs sont déstabilisés par la mise en œuvre de la polyvalence et par l'intensification de leur activité.

1.2.1 A la chaîne, l'individualisation par la polyvalence détourne l'exigence égalitaire

En octobre 1981, les ouvriers de la chaîne mécanique¹⁴²¹ se mettent en grève contre les conditions de travail et le blocage de toute promotion. Ils disent ne pas vouloir rester « OS à vie », pressant que leur avenir professionnel est conditionné par la reconnaissance ou l'acquisition d'une qualification. Tirant l'expérience de la tactique patronale qui consistait dans les années précédentes, à faire tourner les chaînes avec d'autres travailleurs, les ouvriers en empêchent le fonctionnement par divers moyens comme ils l'avaient tenté en 1975. Tactique reprise par les grévistes de la chaîne sellerie du département 74 en janvier 1983,

¹⁴²⁰ Georges Pérot, « La communication pendant la fermeture de Billancourt Novembre 1989 - Mars 1992 », AMETIS INFOS N° 15, http://www.ametis-renault.com/UPLOAD/article/pages/198_article.php. Georges Pérot était alors responsable du site industriel.

¹⁴²¹ Tronçon de la chaîne où sont montés les moteurs et autres organes mécaniques sur la voiture

ainsi que par les contrôleurs en novembre 1984. Pour contrer ces actions, l'entreprise combine la persuasion et la menace d'actions en justice contre les travailleurs¹⁴²², ainsi que la division par des promesses. Après le débrayage des contrôleurs, pour la première fois, la Direction engage une action en justice contre les grévistes¹⁴²³. Sur les chaînes de montage, à l'exigence de reconnaissance de la qualification des OS, la direction répond en conditionnant le P1 à l'acceptation de la polyvalence.

Jusqu'à la fin de la décennie 1970, la cotation de poste s'est maintenue pour l'essentiel, excluant toute notion de rémunération fondée sur l'évolution des compétences professionnelles du salarié non qualifié (APR). Le système est pourtant condamné par les nouvelles exigences de la production autant que par la résistance ouvrière. La nécessité de rendre « fluide et flexible » la production et l'emploi de la force de travail, conjuguée à l'automatisation qui tend à égaliser les contraintes des postes¹⁴²⁴, impose une autre approche de la qualification ouvrière et de sa rémunération. En effet, les postes de travail sont étudiés pour simplifier les gestes et éviter les déplacements longs ou jugés inutiles. La cotation des postes, supposés inégaux dans leurs contraintes, disparaît donc au bénéfice de la polyvalence¹⁴²⁵ qui facilite leur adaptation aux aléas de production. Les résistances ouvrières elles-mêmes ont poussé à la simplification de la grille des OS et encouragé l'homogénéisation des conditions d'utilisation de la force de travail.

Les grandes évolutions en matière de classification et de rémunération sont introduites sous la Présidence de Bernard Hanon. Elles répondent à des besoins nouveaux dans la gestion de la force de travail qui exige plus de flexibilité dans un contexte de concurrence économique accrue. En décembre 1981, la direction présente aux syndicats un « plan de carrière des agents de production et des professionnels que tous les syndicats ont signé [...] fondé à la fois sur l'expérience, et donc en partie sur l'ancienneté, et sur les compétences

¹⁴²² Lors de la grève des contrôleurs en novembre 1984. Cf. Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p.10

¹⁴²³ Action qui sera retirée par la direction, après la reprise du travail.

¹⁴²⁴ Les postes les plus « doux », comme les plus pénibles disparaissent. Les premiers parce qu'ils sont les plus faciles à automatiser, les seconds parce que les postures pénibles, les postes mal conçus sont causes de défauts, de pannes ou d'incidents.

¹⁴²⁵ Dans les ateliers de presses, ou de mécanique, les ouvriers prennent en charge les opérations de dépannage simple, de changements d'outillage, de réglage des automatismes et de contrôle élémentaire. Dans les ateliers de montage, ils sont responsabilisés sur la qualité. Reconnue, la qualification de ces ouvriers ne modifie pas la hiérarchie salariale, pas plus que celle des compétences et contribue à légitimer la place qu'ils occupent dans la division sociale du travail, tout en permettant un usage plus intensif de leur force de travail. En individualisant le parcours professionnel des ouvriers, la polyvalence facilite leur sélection lors des restructurations avec suppression d'emploi.

individuelles »¹⁴²⁶, toutes dispositions qui seront intégrées à l'accord d'entreprise de 1982¹⁴²⁷.

La direction accède donc à leur demande de progression professionnelle en prenant le contre-pied des revendications égalitaires anciennes. Fondée sur la polyvalence, leur progression professionnelle n'implique en aucune manière la maîtrise accrue de leur procès de travail, comme c'est le cas pour les professionnels. Elle ne leur offre pas la possibilité de gérer, même à la marge, leur temps de travail et renforce le contrôle qu'ils subissent de la part des « forces intellectuelles de la production » que sont les ingénieurs et les techniciens de production et du bureau d'études. De plus, elle est perçue comme la systématisation de la mobilité arbitraire, qui nuit aux formes d'entraide élémentaire et rend difficile de tirer parti des coups de main acquis sur un poste de travail. La polyvalence supprime les temps « perdu » pour la production qui existaient dans l'ancienne organisation, temps perdus qui étaient réappropriés par les travailleurs sous forme de pause pendant les pannes ou les changements d'outillages. Les contraintes nouvelles dans l'utilisation de la force de travail se sont traduites dans les propositions faites par la direction lors des accords d'entreprise de 1982 et surtout dans celui de 1984 qui introduit une « souplesse accrue dans l'utilisation de la grille de classification, par le renforcement de la décentralisation, en matière de restructuration des emplois et de définition de la polyvalence »¹⁴²⁸.

Le 10 avril 1984, l'accord sur les classifications signé par tous les syndicats, excepté par la CFDT, supprime les dispositions de l'accord de décembre 1981 et les UPA qui assuraient une évolution de carrière des OS de 5 points d'indice tous les cinq ans en fonction de la polyvalence. La polyvalence est systématisée et le nombre de classes d'AP est réduite à trois dont une classe transitoire. Il y a un seul taux pour chaque indice pour les AP et les P1. Les AP ne seraient plus qu'une classification qui disparaît au profit des classes P1, correspondant aux travailleurs polyvalents. Toutefois cette situation est bien transitoire, conséquence des restructurations qui ont exigé l'achat de la paix sociale par la surqualification des ouvriers de production¹⁴²⁹. La revendication des OS, « travail égal, salaire égal » paraît acquise, traduite dans l'organisation même de leur travail, leur qualification étant alors reconnue.

¹⁴²⁶ Max Richard, Directeur des relations sociales. *L'Usine nouvelle*, n°13, le 31 mars 1983, AP-AV

¹⁴²⁷ Cette évolution a été préparée par l'introduction des UPA (Unité pratique d'atelier) en 1978. Ces UPA concernent seulement les OS. En les proposant, la direction prétend satisfaire l'exigence de reconnaissance de la qualification formulée par les OS, mais elle la subordonne à une forme d'individualisation salariale que ces ouvriers refusaient jusqu'alors.

¹⁴²⁸ Protocole d'accord sur les classifications du 18 mai 1984, signé entre la Direction de la Régie Renault et les organisations syndicales CGT, CGT-FO, CFTC, et CSL-SIR. AP-AV

¹⁴²⁹ Vingt ans plus tard en effet la proportion d'AP redeviendra supérieure à 50 %, dans les usines Renault.

L'idéal égalitaire des OS est loin d'être réalisé, car si la disparité des qualifications est réduite, l'accord introduit un « complément de base constitué d'éléments sectoriels ou personnalisés : efficacité accrue résultat de l'expérience par exemple¹⁴³⁰. La progression des salaires, ainsi que celle du complément de base, est individualisée et toutes deux dépendent de l'appréciation de la hiérarchie de production qui évalue les « éléments sectoriels ou personnalisés ». Alors que la cotation des postes de travail donnait du pouvoir au bureau des méthodes dans l'évaluation et l'affectation des ouvriers au détriment de la maîtrise, les accords d'entreprise de 1982 et 1984 le rendent à cette dernière en dépit de l'homogénéisation des postes et des rémunérations de base. Le complément de base peut être augmenté de 4 % du taux d'embauche, si un travailleur n'a pas eu de promotion au bout de cinq ans, correction ne pouvant avoir lieu qu'une fois seulement, après accord de la hiérarchie. Enfin, cette dernière pourra décider d'augmenter individuellement le complément de base d'un travailleur. Selon la CFDT « c'est purement et simplement le retour au salaire individuel (combattu par toutes les grèves depuis 1968) », appréciation qui fonde son refus de signature de l'Accord¹⁴³¹.

La polyvalence et l'appréciation des performances individuelles introduites dans l'accord de 1982 et développées par celui de 1984 deviennent les critères de sélection des ouvriers lors des suppressions d'emploi de la deuxième moitié de la décennie. L'égalitarisme des ouvriers spécialisés, ressort des premières grèves des années 1970, est formellement reconnu par la réduction du nombre des classifications réellement appliquées, mais démenti par l'individualisation accrue des progressions salariales, à l'initiative de la hiérarchie. Celle-ci introduit une individualisation dans la rémunération des OS que ces derniers refusaient dix ans plutôt. Si le resserrement de la grille paraît répondre à l'exigence égalitaire des OS et à leur volonté de professionnalisation, le taux lui-même est dans son montant dépendant de la performance de chaque ouvrier, et donc individualisé.

Toutefois les évolutions qui affectent les monteuses des chaînes sont de nature différente et moins radicales que celles des emboutisseurs et des peintres qui avaient imposé le mot d'ordre « à travail égal, salaire égal » au début des années 1970.

¹⁴³⁰ Protocole d'accord sur les classifications du 18 mai 1984, signé entre la Direction de la Régie Renault et les organisations syndicales CGT, CGT-FO, CFTC, et CSL SIR. AP-AV

¹⁴³¹ Rapport d'activité au 21^e congrès du SRTA CFDT, du 29 et 30 mai 1986. AP-AV

1.2.2 *Peintres et emboutisseurs, l'automatisation est la fin de la force collective*

Le 18 septembre 1981 et jusqu'au premier octobre, les pistoleteurs de l'île Seguin bloquent les chaînes. Ils sont motivés par la dégradation de leurs conditions de travail, après l'introduction d'un modèle de fourgonnette dérivé de la R4, mais en version longue qui les contraint à travailler accroupis à l'intérieur de la partie arrière. La direction tente vainement de faire fonctionner l'atelier avec la maîtrise, et les peintres obtiennent la revalorisation de la prime fourgonnette qui passe de 109 à 229 francs par mois et celle de leur coefficient de 5 points.

En janvier 1983, ces ouvriers, voyant leurs emplois menacés par la robotisation de la peinture, débrayent à nouveau contre la dégradation des conditions de travail, exigeant 300 francs pour tous et une garantie de ressource à vie. La direction leur accorde le paiement de 5 minutes par jour pour changement des vêtements de travail (55 F/mois) et à tous les travailleurs de la peinture une prime de 30 francs ainsi qu'une meilleure garantie des ressources.

Ce succès est pourtant leur chant du cygne. La chaîne de peinture est automatisée et 9 robots sont installés pour peindre l'intérieur des caisses¹⁴³². Le 18 février 1984, CGT et CFDT signent avec la direction un protocole d'accord qui assure la reconversion de 75 peintres sur les 117 que compte l'atelier. Ils bénéficient d'une formation et peuvent devenir ouvriers d'entretien P2 ou se faire embaucher à l'extérieur¹⁴³³. Il ne reste plus que 36 postes en peinture soumis à la polyvalence. Les ouvriers doivent intervenir aussi bien en peinture, qu'en cataphorèse, ou au mastic. Pour ces travailleurs une formation de 2 mois leur assure le passage au P2¹⁴³⁴. Moins nombreux, mobiles et plus isolés, ils ne forment plus un collectif de travail aussi soudé. Ils perdent la force que leur assurait leur position dans le processus de production qui leur permettait de négocier leurs conditions de travail et leur rémunération.

L'atelier de gros emboutissage connaît une évolution similaire. En octobre 1981, les ouvriers des presses de Billancourt débrayent pour la levée d'une sanction frappant l'un d'eux,

¹⁴³² Il y a deux chaînes de peinture. 3 robots sont installés sur la ligne dite Bas Meudon, 6 robots sur la ligne dite Billancourt.

¹⁴³³ 56 suivent la formation proposée qui est assortie d'une prime de 10 000 francs. Avec une formation de 18 mois pour plusieurs métiers (plombier, serrurier, tuyauteur, soudeur, maçon, menuisier à destination du département 51, mécanicien motoriste ou tôlier à destination du bas Meudon et du département 12. Après 18 mois attribution de P2 maxi.

¹⁴³⁴ Tract CGT sans date. AP-AV

poursuivent leur action en revendiquant le P1 pour tous (coefficient 180). La grève, commencée le 23 septembre et dure six semaines. Elle ne concerne plus que 250 emboutisseurs. Elle a lieu alors que l'atelier est en cours de réorganisation avec l'équipement de 6 lignes en automatisation complète. Ils découvrent à cette occasion l'ampleur de la réorganisation prévue. Ils ne tourneront plus sur les presses et travailleront en « groupes autonomes » affectés chacun à une ligne déterminée. Dans ces groupes, les ouvriers participent aux changements des outils, les presses ayant été modifiées pour les rendre plus rapides. Les mises en production peuvent dès lors être plus fréquentes et les rafales de production sont ramenées à 10 jours de besoins au lieu de 20 précédemment¹⁴³⁵. Plus question pour les ouvriers de dégager par la prise d'avances des pauses en fin d'équipe¹⁴³⁶. Cette configuration ouvre seulement des possibilités de promotions individuelles, au titre de la polyvalence. Soixante à quatre-vingt ouvriers se voient alors proposer le passage en P1. Cette qualification peut être obtenue au terme de trois mois de formation, plus six mois d'application en atelier.

La direction avait déjà prévu le passage en P1 d'une soixantaine d'ouvriers qui seraient amenés à travailler sur les nouvelles lignes. Comme ils l'avaient fait par le passé, les emboutisseurs refusent d'être divisés entre ceux qui accéderont immédiatement au P1 et les autres. Expriment encore une volonté d'unité maintenue, ils continuent la grève afin que tous accèdent au P1. La direction propose alors un calendrier de passage au P1 de tous les ouvriers entre six mois et deux ans. Ces derniers en acceptent le principe, mais refusent que l'étalement introduise une inégalité dans les salaires. Ils demandent donc que ceux qui passent au P1 le soient au coefficient 180 et que les autres reçoivent une prime de 120 francs leur assurant une rémunération équivalente à cette qualification, intégrable au salaire de base lors d'une future promotion. La direction qui ne proposait qu'une prime de 60 francs accepte de la porter à 100 francs. Les ouvriers reprennent le travail, après avoir obtenu la création d'une commission chargée de suivre la mise en œuvre des passages au P1. Elle est composée de 4 personnes par équipe et doit garantir qu'il n'y ait aucun favoritisme dans les promotions. Les emboutisseurs conservent les comportements et les exigences collectives qui faisaient leur force. Mais la réorganisation du travail appliquée modifie le rapport des ouvriers à la machine, et celui entre des divers métiers de l'atelier¹⁴³⁷. Le collectif élémentaire et par suite

¹⁴³⁵ Note de Renault sur la réorganisation de l'atelier de presse en groupes autonomes (1980 ?). AP-AV

¹⁴³⁶ Interview de R.D délégué CFDT au 12, *Revue PLP*, octobre 1981. AP-AV

¹⁴³⁷ Il n'y a plus que six ouvriers par ligne, pour les grosses presses et éventuellement dix sur les très grosses presses. Seuls deux ouvriers sont directement engagés sur les machines : un emboutisseur sur la première presse, un rangeur sur la dernière, les trois autres sont un vérificateur, un retoucheur, un remplaçant, le sixième est un régléur. Un Agent technique de production supervise deux lignes. Il est prévu en 1981, 9 groupes autonomes par équipe et 25 au total.

identitaire n'est plus l'atelier, mais le groupe autonome¹⁴³⁸. Cette organisation efface, au moins en partie, ce qui sépare les opérateurs du régleur, puisque « on fait tous le même travail, même le régleur »¹⁴³⁹ dans le groupe autonome. Cette réorganisation du travail, non seulement accroît la charge des opérateurs, mais comme sa dénomination l'induit supprime la rotation des ouvriers sur toutes les lignes, contrecarrant les relations horizontales entre pairs pour privilégier celles verticales entre travailleurs de qualifications différentes.

L'année 1983 connaît les dernières grèves des peintres, à Flins et Billancourt. La grève à Billancourt est aussi la dernière des ouvriers de la chaîne sellerie. Le cycle des grandes luttes d'OS est clos. Si l'évolution des conditions de mise en œuvre de la force de travail déstabilise les collectifs ouvriers et affaiblit leur capacité de lutter avec succès, elle ne conduit pas à la disparition totale des conflits, en dépit des menaces qui pèsent sur l'emploi. En effet la baisse du volume de production et la réorganisation des postes en chaîne entraînent un accroissement de la charge de travail, qui débouche sur des débrayages et deux mouvements importants avant la fermeture de l'usine, mais ils portent maintenant sur les conditions de travail.

Un long conflit d'OS éclate en octobre 1988 à la tôlerie¹⁴⁴⁰. Il dure une dizaine de jours. L'atelier a été entièrement modernisé avec l'introduction de nombreux robots de soudure, mais de nombreux postes restent manuels¹⁴⁴¹ dont le rythme est soumis à celui des robots. La grève commence sur le refus de voir la pause déplacée en fin de poste et se poursuit nourrie par l'accumulation de diverses insatisfactions liées, entre autres, aux inégalités salariales entre les anciens ouvriers de l'atelier, qui ont bénéficié de 4 % d'augmentation¹⁴⁴² et les ouvriers mutés au montage après la fermeture des ateliers de mécanique n'y ont pas droit. Ces derniers ont subi une diminution de coefficient salarial, ne leur permettant pas d'obtenir ces 4 %, selon l'interprétation que fait la direction de l'accord d'entreprise de 1984. La grève s'organise autour de la revendication des 4 % pour tous à laquelle les ouvriers ajoutent une augmentation générale des salaires. La direction finit par accorder à tous les travailleurs le bénéfice des 4 % et propose un calendrier de promotion sur deux ans qui suscite l'hostilité de ceux qui n'en bénéficient pas.

¹⁴³⁸ Michel Oriol, Renaud Sainsaulieu, « Projets et parcours d'OS », dans Renaud Sainsaulieu (dir.), *Ouvriers spécialisés de Billancourt, les derniers témoins*, opus cit., p. 215

¹⁴³⁹ Ibidem p. 216

¹⁴⁴⁰ Daniel Labbé, Frédéric Frédéric, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p.279 à 280

¹⁴⁴¹ Seuls 45 % des points de soudure sont fait par les machines automatiques ou des robots. Ibidem

¹⁴⁴² Voir *infra* la signification de ces 4 % accordés par l'accord d'entreprise de 1984. Ibidem

Les conflits des années 1980 sont ainsi des conflits de la fin d'une profession, et s'ils portent encore des exigences égalitaires, ils expriment d'abord la volonté des travailleurs d'obtenir des garanties de revenu, ainsi que des qualifications assorties ou non de formation leur permettant de négocier des reconversions à l'intérieur de l'entreprise ou à l'extérieur.

1.2.3 OP, cohésion maintenue et conscience de leur impuissance

Le projet *Billancourt 2000*, présenté par Bernard Hanon au début de son mandat paraît mettre un frein au déclin de l'effectif des OP à Billancourt et satisfaire les attentes de la CGT. Le bâtiment construit pour abriter le département 57 métal, inauguré en 1984 avec la volonté de la direction de lui donner un certain écho, est la première réalisation du projet de réaménagement du site de Billancourt. Il en sera aussi la dernière, car les pertes de l'entreprise de l'exercice 1984 mettent un terme au projet de Bernard Hanon en même temps que son remplacement à la tête de Renault par Georges Besse.

Dès le début de la décennie une inquiétude existe déjà parmi les professionnels, certains percevant le risque d'une déqualification induite par l'usage des machines à commande numérique dont seule minorité tirerait partie par une qualification supérieure¹⁴⁴³. Toutefois, leur crainte vient d'abord de la disparition progressive des ateliers d'outillage devenue certitude après l'arrivée de Georges Besse¹⁴⁴⁴. Son successeur ferme les ateliers de la RMO en 1988, du 57 métal en 1990¹⁴⁴⁵. La crainte est devenue réalité. L'activité des ateliers d'outillage, qui connaissent à partir de 1984 de nombreuses journées de chômage technique, est réduite par le recours de plus en plus systématique à la sous-traitance, alors que la mobilité vers des postes de techniciens devient plus difficile¹⁴⁴⁶.

Les menaces qui pèsent sur les professionnels n'entament pas leur cohésion en dépit de leur affaiblissement numérique et leurs fréquentes mise en chômage technique. Dans les ateliers d'outillage, et dans une moindre mesure dans ceux d'entretien¹⁴⁴⁷, les manifestations de sociabilité s'affichent encore comme défis ostentatoires à la hiérarchie qui ne peut les

¹⁴⁴³ Conférence de section (date ?) - 413 J 3 AD93- LACROIX. Gérard Muteau : « Les usineurs à l'heure de la commande numérique vivent la déqualification. C'est vrai pour les uns, pas pour les autres (ceux qui peuvent faire les gammes, préparer les machines) »

¹⁴⁴⁴ Mais avec l'arrivée de Georges Besse, dans les ateliers d'outillages, les compagnons sont sommés de justifier leur production et se voient sanctionnés si elle est jugée insuffisante.

¹⁴⁴⁵ Ainsi, l'effectif des professionnels (P2, P3 et ATP) qui était de 3835 personnes en 1980 n'est plus que de 2839 cinq ans plus tard.

¹⁴⁴⁶ Emmanuel Quenson, « Les apprentis Renault et leur évolution de carrière à Billancourt », *Renault Histoire*, n° 7, juin 1995. A propos du devenir des ouvriers professionnels, voir *Supra*, partie I

¹⁴⁴⁷ Patrick Schweizer, entretien

empêcher¹⁴⁴⁸. Elle renforce leur « nous » face à la hiérarchie, au point que l'hostilité des militants du PCF à l'encontre des militants d'extrême gauche s'atténue¹⁴⁴⁹. Cohésion conservée, mais impuissance à enrayer le processus qui condamne les outilleurs, dont le sort n'est pas lié à celui de toute l'usine, comme c'est le cas des ouvriers de maintenance.

Alors que les professionnels sont de plus en plus isolés, c'est sur eux que s'appuie encore la CGT pour défendre le potentiel industriel de Billancourt en s'opposant à tout déménagement de machine, auquel la Direction procède en période de congés. En septembre 1985, lors d'un conflit à la RMO, les ouvriers bloquent les machines que la direction veut déménager. Ils obtiennent un sursis et des promesses de reclassement, mais l'avenir de leurs deux départements est déjà scellé et ce constat découragerait les autres professionnels selon un membre du bureau de section communiste¹⁴⁵⁰. Le 2 octobre de la même année, la CGT du département 70, tente de s'opposer par la grève à la mise à pied de deux délégués qui ont fait obstacle au déménagement de machines. La grève étant peu suivie, et les autres départements de professionnels ne la soutenant pas¹⁴⁵¹, les militants coupent l'alimentation électrique du département. La direction engage alors une procédure en vue de licencier trois travailleurs impliqués dans cette action.

Constatant leur impuissance face à la direction et leur isolement, les ouvriers professionnels de la CGT organisent en octobre l'occupation de l'île Seguin, dont les péripéties seront développées ultérieurement. Cette action est provoquée, organisée et menée de bout en bout par eux. Instrumentalisation des OS et de leurs aspirations, son échec pèsera autant sur le moral des ouvriers immigrés que sur celui des militants du PCF qui, délaissant la défense des emplois à Billancourt, engagent à l'automne 1986 la « bataille des 10 de Billancourt »¹⁴⁵² qui laissera inorganisée et impuissante la masse des ouvriers menacés.

¹⁴⁴⁸ Philippe Boisseau, entretien du 17 décembre 2008. Au département 57 métal « Il y avait des pots pour fêter les occasions, les manifestations, lorsqu'il y avait une mauvaise nouvelle pour la direction. On appelait ces pots les pots des enculés. Donc pour la mort de G. Besse, il y avait eu un pot avec tous les ouvriers actifs, au moins 70 %. Il y avait aussi des gens extérieurs à l'atelier qui se joignaient à nous. La hiérarchie ne pouvait absolument rien y faire. Elle a essayé à maintes reprises, sous prétexte de l'interdiction de l'alcool dans l'usine – ce qui serait bon en soi- mais elle n'y est jamais parvenue. Il y avait le rapport de force. Elle disait alors qu'il fallait faire cela plus discrètement ; mais cela se faisait dans l'atelier ».

¹⁴⁴⁹ Philippe Boisseau, entretien : « Je n'ai pas d'exemple d'action même organisée par la CGT à laquelle n'ont pas participé des gens qui étaient à la CFDT". Il y avait une forme de haine et de solidarité de classe, de camaraderie. C'était vrai pour les grèves, pour les coups durs. Quand j'ai été licencié, à chaque séance du tribunal, il y avait 50 mecs dans la salle... tout le monde était là PC, CGT, CFDT... en plus des désaccords politiques, il y avait une camaraderie ... dans les grèves, il n'y avait plus CGT ou CFDT ».

¹⁴⁵⁰ Bureau de section du 7 octobre 1985, cahier n°8 – 414 J 4 AD93- LACROIX : « *l'abandon des machines à RMO a découragé* ».

¹⁴⁵¹ Ibidem

¹⁴⁵² Les « Dix » ne sont alors que neuf.

Au début de l'année 1987, pour reclasser une dizaine des ouvriers professionnels excédentaires du département 57 bois, la direction entreprend de licencier 12 ouvriers jugés excédentaires au département 57 métal. Trois de ceux-ci, dont le secrétaire de la section du PCF du département, acceptent de quitter Renault moyennant une prime. Le département engage une grève perlée pour défendre l'emploi des 9 ouvriers menacés. Les ouvriers débrayent ¼ h ou 1 heure quasiment journalièrement, et boycottent la maîtrise et ceux d'entre eux qui ont refusé de signer une pétition demandant le maintien dans l'atelier de leurs camarades. Au bout de 7 mois d'une lutte menée autant par des militants de la CGT et par ceux de la CFDT, la direction retire la liste d'excédentaires en dépit de l'intégration au département des ouvriers venant du 57 bois¹⁴⁵³.

Cette action immédiatement victorieuse ne préjuge pas de l'avenir de ce département, qui est scellé comme celui des autres ateliers de professionnels. Il ferme en 1990¹⁴⁵⁴. En mars 1992, les ateliers de maintenance disparaissent avec l'arrêt de la production de véhicules. La guerre d'usure entre la direction et les ouvriers professionnels d'outillage s'achève par la fermeture des derniers ateliers au cours des années 1990¹⁴⁵⁵.

Pour ces ouvriers, ces fermetures sont un choc d'autant plus violent qu'ils « avaient l'illusion [d'être] l'avant-garde de la classe ouvrière, et puis qu'[ils] était intouchables. [Pensant] qu'en tant que militants et en tant qu'outilleurs [ils] étaient indispensables ». Comme le rapporte Robert Kosmann, à propos du département d'outillage de presses de Saint Ouen, ayant pu préserver leur cohésion face à leur hiérarchie, les outilleurs surestimaient leur force. La fermeture du département 37 ébranle ces ouvriers que le métier, la cohésion et la politisation (135 adhérents du PCF et une vingtaine de militants d'extrême gauche sur 600 ouvriers) paraissaient mettre à l'abri de tout. La peur s'installe. Les débrayages sont moins suivis, y compris par les militants du PC et de la CGT¹⁴⁵⁶. Les derniers jours, ils ont la gorge nouée. La violence éclate désespérée, mais impuissante.

Les mutations des ouvriers professionnels précédant ou accompagnant la fermeture des ateliers sont contraintes. Rares sont ceux qui, se retrouvant dans un bureau d'étude ou de

¹⁴⁵³ Par leur forme d'action les ouvriers ne perdent pas plus de quelques heures par mois. De plus afin de ne pas opposer la défense de leur emploi à celle des ouvriers du 57 bois, ils organiseront une assemblée commune aux deux départements. Philippe Boisseau, entretien.

¹⁴⁵⁴ Avant la fermeture un des ouvriers actifs dans l'organisation de cette lutte sera licencié pour faute lourde avec trois autres ouvriers, suite à une bousculade entre ouvriers et gardiens à l'occasion d'une initiative du PCF dans l'atelier. Validée par les prud'hommes ces licenciements seront requalifiés en licenciements économiques, donnant droit à indemnité. Entretien avec Boisseau Philippe.

¹⁴⁵⁵ Seul le département 70, usinant des pièces prototypes pour le Bureau d'études ne ferme pas, mais il est transféré à l'usine de Cléon. (AV)

¹⁴⁵⁶ Robert Kosmann, entretien

méthodes, n'y sont pas employés à des tâches administratives subalternes. Encore plus nombreux sont ceux qui, en quittant l'entreprise dans le cadre des plans de licenciements, doivent se reconvertir dans des emplois sans rapport avec l'industrie, comme infirmiers par exemple. Lorsqu'ils restent dans l'industrie, ils sont employés dans de petites entreprises où leurs conditions de travail sont plus dures que celles qu'ils connaissaient à Renault¹⁴⁵⁷. Pour les ouvriers professionnels, comme par exemple pour les outilleurs du Département 37, ces mutations forcées, ces licenciements sont un drame d'autant plus dur à vivre qu'ils se pensaient à l'abri de cela¹⁴⁵⁸. Le monde qu'ils avaient connu, et dans lesquels ils étaient reconnus tant professionnellement que politiquement comme une élite, s'est effondré.

1.3 Racisme, religion, chômage, les déstabilisations identitaires confortent un repli des immigrés

L'épuisement des dynamiques collectives de lutte favorise l'affaiblissement des identités ouvrières qui s'étaient exprimées au cours des grèves de la décennie précédente. La déstabilisation des ouvriers spécialisés, majoritairement d'origine étrangère, ne résulte pas uniquement d'une dynamique collective d'usine en régression. Les événements nationaux, les évolutions sociétales, le chômage, et surtout l'émergence d'une « problème immigré », puis « musulman » dans la parole publique et dans la presse, constituent des facteurs de premier ordre dans l'ébranlement subjectif des ouvriers immigrés, dont les attributs de classe sont alors occultés. Légitimité acquise à leurs yeux et à ceux des autres travailleurs, par suite de leur combattivité, n'est plus reconnue. Affaiblis dans l'usine, ils sont alors dévalorisés ou ébranlés par l'émergence de propos stigmatisants, par leur assignation à une identité musulmane réelle ou supposée, par la montée des discours xénophobes, puis par les agressions dont sont victimes les grévistes de Poissy au tout début de l'année 1984.

1.3.1 *La religion et le brouillage identitaire des ouvriers immigrés*

Dans les années 1980, les OS immigrés deviennent « un problème » selon les médias et les hommes politiques. Dans les années antérieures, la stigmatisation des immigrés était le fait de la propagande des partis de droite et des groupes d'extrême droite, au début de la

¹⁴⁵⁷ Ibidem

¹⁴⁵⁸ Robert Kosmann, entretien « *il y avait à l'époque l'illusion que l'on était l'avant-garde de la classe ouvrière, et puis que l'on était intouchables. On pensait qu'en tant que militants et en tant qu'outilleurs on était indispensable. Aucune idée de la réalité. On ne pensait pas qu'ils pourraient nous virer dans les années 80.* »

décennie, elle est au cœur d'une brève et intense campagne communiste. En décembre 1980, le maire communiste de Vitry s'oppose violemment à l'installation de travailleurs maliens dans un foyer de la ville¹⁴⁵⁹. Cette action, qui sera examiner plus loin, est suivie par la dénonciation d'une famille marocaine comme trafiquant de la drogue, par le maire communiste de Montigny-lès-Cormeilles. Ces initiatives, assumées par le PCF, choquent les travailleurs immigrés en dépit des efforts faits par la section communiste pour en amoindrir l'impact à Billancourt¹⁴⁶⁰. Aussi à l'occasion des élections présidentielles de 1981, des militants politiques de l'immigration s'emploieront à faire voter ceux qui le peuvent pour Mitterrand¹⁴⁶¹, consolidant ainsi une tendance des travailleurs d'origine étrangère à se tourner vers le PS qui se dit alors favorable au vote des immigrés aux élections locales.

Les premières années de gouvernement de gauche apportent des améliorations, ressenties comme notables par les ouvriers étrangers, dans leurs conditions de séjour : cartes de dix ans, droit d'association, régularisation des sans-papiers, suppression de l'aide au retour. Cependant ces ouvriers ne perçoivent aucun changement dans leur condition à l'usine¹⁴⁶². En octobre 1981, à Billancourt, l'empressement de la CGT à mettre fin à la grève de la chaîne mécanique du département 74, qui embarrasse le PCF au gouvernement, est perçue comme un lâchage du syndicat qui est sanctionné aux élections professionnelles de 1982 par un report de voix vers la CFDT¹⁴⁶³.

A l'occasion des grèves des ouvriers de l'automobile de l'hiver 1983, la dénonciation des ouvriers étrangers est réactivée, non plus par le PCF, mais par le gouvernement socialiste qui met en cause les « islamistes » pour leur rôle supposé à Renault et à Citroën. Le Premier ministre, Pierre Mauroy, présente ces usines comme « agitées par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises »¹⁴⁶⁴. Les convictions religieuses des immigrés sont posées comme problème et

¹⁴⁵⁹ Voir Infra

¹⁴⁶⁰ Il y a eu des débrayages à Billancourt à l'occasion de l'affaire de Montigny-Lès-Cormeilles. Ramon Gomez, « syndicalisme et Immigration », entretien avec Henri Benoits et Ramon Gomez, syndicalistes et militants de l'ASTI, Revue *Collectif*, n°10. Avril 1990, p.6

¹⁴⁶¹ Mustapha Dhaouadi, entretien. Mais aussi échange avec des militants tunisiens de l'UTIT présents en France dans ces années.

¹⁴⁶² Selon un membre du comité de section du PCF, ils « voient le changement, mais pas en tant que travailleurs. Comité de section du 19 novembre 1981, cahier n°2 – APPP, 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁴⁶³ La CGT perd 12,76 % des suffrages exprimés et la CFDT en gagne 12,28 % chez les ouvriers, l'effet est de même ordre au deuxième collège, mais sans doute pour des motifs différents. Michel Certano responsable CGT de l'usine qui a manœuvré pour pousser à la reprise les ouvriers de la chaîne mécanique est rayé par les électeurs CGT et n'est donc pas élu. Notes diverses de l'auteur et *Lutte ouvrière* du 1 février 1982. AP-AV

¹⁴⁶⁴ « *Les immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques* » déclare Mauroy, Le Monde du 29 janvier 1983. Interview à *Nord Eclair* : « *les principales difficultés qui demeurent sont posées par les travailleurs immigrés dont je ne méconnais pas les problèmes mais qui, il faut le constater, sont agités par des*

comme signe de leur extériorité à la société française. Peu d'années après l'affaire de Vitry ou de Montigny, ces déclarations confortent le sentiment que depuis quelques années les immigrés sont, selon un militant algérien du PCF, « passés sous la table »¹⁴⁶⁵ et après avoir été stigmatisés comme un problème social, ils le sont maintenant en tant que musulmans. Dans le discours politique, comme dans les médias, leur appartenance religieuse prévaut sur leur appartenance de classe. Les affirmations de Mauroy n'étant en rien conformes au rôle de l'Islam dans les grèves de l'hiver 1983, elles traduisent la volonté d'en détourner le sens. En effet, la piété des travailleurs âgés de Billancourt est discrète et si un mouvement de « réislamisation » des immigrés issus de pays musulmans est perceptible dans l'usine dès les années 1970, il n'affecte en rien leur motivation à la lutte.

Les pratiques religieuses dans les entreprises et à Renault, sont bien antérieures aux dénonciations de 1983. En octobre 1976, à Billancourt, et dans l'indifférence générale, une première salle de prière est ouverte au département 74¹⁴⁶⁶, suite au dépôt auprès de la direction d'une pétition, en demandant l'ouverture. L'initiative en revient à des travailleurs sénégalais, non syndiqués pour la plupart. Elle a recueilli en un après-midi 800 signatures¹⁴⁶⁷. La demande est accueillie favorablement par la direction, puis par la CGT après des hésitations quant à la conduite à suivre. La première y répond rapidement, alors qu'elle s'est opposée à l'ouverture d'antennes du CE dans les départements, car elle voit dans la religion un facteur de régulation sociale d'autant que les pétitionnaires ont appuyé leur requête sur une sorte de marchandage : « Permettez-nous de prier et [...], nous travaillerons mieux »¹⁴⁶⁸. La CGT et le PCF ne s'opposent pas à une exigence d'OS qui pourraient être de leurs adhérents et qu'ils cherchent à encadrer. En dépit des attentes de la direction, ce regain de pratique culturelle, n'a aucune conséquence dans les luttes du début de la décennie, pas plus que dans l'apaisement des relations sociales à partir de 1984.

groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises »

¹⁴⁶⁵ Larbi : « *les travailleurs immigrés sont passés sous la table depuis 2 ans (Vitry, Drogue)* » : Bureau de section du 4 janvier 1984, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁴⁶⁶ Selon Mohamed Er Reguieg, rapportant une information de Daniel Richter responsable CFDT à l'usine de Flins, la première salle de prière aurait été ouverte en 1973 dans cette usine à la demande de travailleurs marocains. Mohamed Er Reguieg, entretien

¹⁴⁶⁷ Jacques Barou, Mustapha Diop, Subhi Toma, « Des musulmans dans l'usine », dans Renaud Sainsaulieu, (dir.), *Ouvriers spécialisés de Billancourt, les derniers témoins*, opus cit., p. 135

¹⁴⁶⁸ Ibrahima Ly, Entretien. LY, par ailleurs iman et officiant dans la salle de prière du 49, reconnaît que « la direction (il dit l'impérialisme) n'était pas bête et avait un intérêt à accepter ces salles de prière. ». L'ouverture des salles de prière permet aussi de réduire l'absentéisme élevé le vendredi jour de prière. Jean-Pierre Doly « 1970 – 1980, les pionniers de Billancourt » *AMTESI Infos*, n°5 juin 2006. http://www.ametis-renault.com/UPLOAD/media/file/18_AINF5-Pionniers.pdf

Situations qui doivent plus aux contextes politiques et sociaux en France et dans l'usine, qu'aux influences supposées de la religion.

A Renault, l'Islam n'est pas plus homogène culturellement que dans ses rapports au syndicalisme. La « mosquée »¹⁴⁶⁹ du département 74, serait dirigée par un imam sénégalais, se rattachant à la confrérie des Tijanes¹⁴⁷⁰, OS depuis 15 ans à la chaîne, et qui sans être encarté à la CGT est considérée par elle comme un des siens¹⁴⁷¹. A la suite de plusieurs demandes syndicales, la direction accepte de lui attribuer un poste fixe lui permettant de mieux remplir ses fonctions religieuses. La salle de prière ouverte au département 49¹⁴⁷² serait bien plus rigoriste. Son imam s'inscrirait dans le courant *Foi et pratique* du Tabligh¹⁴⁷³, mais Ibrahim Ly, iman et membre du PCF, la fréquente et dit cette influence toute relative¹⁴⁷⁴. Seul l'iman se rattachant à *Foi et pratique* refuse de manger à la cantine où la viande ne saurait être hallal et réprovoque les fêtes organisées par le CE à l'occasion de l'Aïd, car les syndicalistes musulmans y invitent des collègues européens et leur servent de l'alcool¹⁴⁷⁵.

La demande d'un lieu de prière ne constitue pas une intrusion soudaine des pratiques culturelles et culturelles musulmanes dans l'usine. Depuis les années 1950, le CE organisait déjà des initiatives aux dates des fêtes musulmanes et la direction elle-même aménageait les pauses en période de ramadan, les ouvriers musulmans utilisant les arrêts de chaîne pour faire leur prière, dans des conditions très précaires. Quelques débrayages avaient eu lieu bien des années auparavant exigeant un aménagement des toilettes permettant le respect des pratiques islamiques en matière d'hygiène corporelle¹⁴⁷⁶. Six ans après l'ouverture de la

¹⁴⁶⁹ Mosquée est un terme exagéré. Il s'agit en fait de salles de réunion ouvertes aux pratiquants, dans les espaces où se fait aussi l'alphabétisation des ouvriers étrangers.

¹⁴⁷⁰ La Tijaniyya est une confrérie soufie très présente en Afrique et au Sénégal en particulier.

¹⁴⁷¹ Jacques Barou, Mustapha Diop, Subhi Toma, « Des musulmans dans l'usine », dans Renaud Sainsaulieu, dir., *Ouvriers spécialisés de Billancourt, les derniers témoins*, opus cit., p. 154

¹⁴⁷² Dans les études publiées, la première étant celle de SAINSAULIEU, comme celles qui y font ensuite, font état du département 39, inexistant à Billancourt.

¹⁴⁷³ Mouvement missionnaire, non politique, visant la transmission d'une pratique musulmane fondamentaliste. Il se démarque en cela des mouvements musulmans revivalistes dont la prédication a un contenu politique explicite beaucoup plus marqué.

¹⁴⁷⁴ Ibrahim Ly, entretien.

¹⁴⁷⁵ Jacques Barou, Mustapha Diop, Subhi Toma, « Des musulmans dans l'usine », dans Renaud Sainsaulieu, (dir.), *Ouvriers spécialisés de Billancourt, les derniers témoins*, opus cit., p.156

¹⁴⁷⁶ Henri Benoits et Ramon Gomez, « syndicalisme et Immigration », Revue *Collectif*, n°10. Avril 1990. p.8

première salle de prière, une centaine de travailleurs, dont des membres de la CGT ou du PCF, signe encore une pétition demandant d'en ouvrir de nouvelles¹⁴⁷⁷.

Le contexte politique est alors différent. La pratique du culte et les exigences qui lui sont associées préoccupent les militants. Des militants d'origine algérienne du PCF paraissent bien plus réservés quant à l'irruption de la religion dans l'espace de l'usine que ne le sont ses cadres français. Ils y voient la main des Frères musulmans¹⁴⁷⁸ ou d'un intégrisme prospérant selon l'un d'eux « sur ce que la société n'apporte pas : fraternité, dignité, droits »¹⁴⁷⁹. Ils demandent de « ne pas mélanger, religion, action sociale, politique »¹⁴⁸⁰. Toutefois, les dirigeants de la CGT, craignant d'aller à l'encontre des convictions des OS qui sont encore la force ouvrière de l'usine, jugent que le « culte est une revendication des travailleurs », affirmant qu'il n'y a pas de problème avec « ceux qui vont à la mosquée ». Si les convictions religieuses de certains ouvriers jouent quelque rôle dans les conflits et leur conduite, ce n'est nullement par leur prosélytisme, mais par suite de leur charisme¹⁴⁸¹. Les « hadj » ont une autorité qui en fait des relais possibles de mobilisation là où les syndicats sont faibles.

Nonobstant les craintes exprimées, les pratiques cultuelles dans l'usine régressent dans les années 1980, les ouvriers craignant sans doute leur instrumentalisation en tant que musulmans, alors que les syndicats auraient « pris conscience des limites et des périls d'une telle stratégie »¹⁴⁸². Le recul de la fréquentation des salles de prière paraît être aussi la conséquence des contraintes nouvelles imposées par l'organisation du travail et de l'investissement des ouvriers immigrés dans la production. Au moment où l'identité immigrée, synonyme de musulmane, s'impose dans les médias, le regain de religiosité parmi les travailleurs d'origine africaine, se manifeste moins dans l'usine que dans la cité. Au début des années 1980, le « chevauchement entre islam et production » avait pu être tenu comme propice à la paix sociale par l'entreprise. A la fin de cette décennie, il aurait laissé place à

¹⁴⁷⁷ Bureau de section du 13/4/82, cahier n°2 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁴⁷⁸ Belkacem Ferhat : « Anticommunisme chez les immigrés pas assez combattu assez fort par nous. Les Frères musulmans qui recrutent et bon soutien à la construction des mosquées ». Bureau de section du 17 janvier 1983, cahier n°3 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁴⁷⁹ Bureau de section du 07 janvier 1983, cahier n°3 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁴⁸⁰ Ibidem

¹⁴⁸¹ Bruno Gayard, entretien : « *La religion était très présente. On parlait beaucoup du Ramadan [...]. Il y avait les El Hadj... J'ai connu un El Hadj, c'était un mec de la chaîne qui faisait office, un peu, du sage, comme un délégué... Les délégués s'en servaient, car ils voulaient qu'il se présente comme délégué, mais lui ne voulait pas. [...] Le syndicat l'a syndiqué, un moment, parce qu'il était un personnage important sur la chaîne. Ce n'était pas un type très avancé politiquement, mais il avait quand même... quand il y a eu la grande grève, il a pris position [...]. Il était vachement respecté* ».

¹⁴⁸² Xavier Bougarel, Philippe Diallo, « Les travailleurs musulmans à Renault Billancourt : le repli », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.7 n°3, 1991, pp.77-90

une séparation « plus marquée des deux domaines : le temps religieux s'est effacé devant le temps industriel, et le recours à la religion comme facteur de mobilisation ou de régulation sociale est devenu superflu »¹⁴⁸³.

La stigmatisation des musulmans, activée par les discours médiatiques et politiques, va de pair avec la modification de la perception que les immigrés ont de leur appartenance au collectif ouvrier. Ils sont conscients que s'épuise la force collective qui les avait portés et qui avait fait d'eux une force incontournable. Ces ouvriers spécialisés, par ailleurs immigrés, avaient gagné dans les grèves des années 68, une aura de combattants capables de faire plier Renault, source de fierté à leurs propres yeux, ainsi que de respect parfois ambigu des ouvriers français et professionnels. Ils perdent ce ressort identitaire et la confiance dans la solidarité des ouvriers français. Ils ont le sentiment légitime d'être rejetés par une partie des Français et par d'autres ouvriers, même si cette attitude est surtout celle des travailleurs « des bureaux ». Ce rejet est d'autant plus mal ressenti que leur vie s'inscrit maintenant durablement en France où beaucoup ont fait venir leur famille.

Dans les années 1970, en tant qu'OS, ils avaient été porteurs d'une radicalité perçue comme nouvelle, expression d'une insubordination ainsi qu'une autonomie à l'égard des appareils syndicaux et politiques, radicalité sur laquelle une partie de l'extrême gauche avait cru pouvoir bâtir une alternative politique et organisationnelle au PCF. Dans la décennie suivante, ils ne fonctionnent plus en tant que figure ouvrière emblématique. Le discours politique antérieur, conjuguant la valorisation de leur combativité s'efface au profit des préjugés qui les assignent exclusivement à leur origine étrangère, d'abord au statut de problème en tant qu'immigrés, puis comme musulmans. Les ouvriers immigrés deviennent les boucs émissaires porteurs des difficultés de la société française et dans le meilleur des cas, ils ne sont que la figure victime de la condition ouvrière la plus dure.

1.3.2 Après la grève de Talbot, la crainte s'exprime

L'usine de Poissy reprise à Chrysler par Peugeot en 1978, est touchée par des mouvements de grève en 1982, qui permettent le développement de la CGT et le recul de la CSL. L'ordre ancien d'usine est contesté et brisé. Apparaissent de nouveaux acteurs à la fin de la grève :

¹⁴⁸³ Ibidem, pp.77-90

les "délégués de chaîne"¹⁴⁸⁴. A partir du printemps 1983, les journées de chômage technique se multiplient tandis que courent des rumeurs de nouvelles réductions d'emplois. En juillet, la direction du groupe annonce 4 140 suppressions d'emplois à Poissy, dont 2 905 licenciements pour lesquels elle demande l'autorisation gouvernementale, nécessaire à l'époque. Jacques Calvet obtient le 17 décembre 1983 l'autorisation du gouvernement pour 1 905 licenciements. L'accord gouvernemental s'accompagne de mesures de réorientation professionnelle et d'aide au retour pour les immigrés volontaires, très minoritaires. Une dernière grève est déclenchée en décembre 1983 contre ces licenciements. L'usine est à nouveau occupée. Le ministre communiste Jack Ralite¹⁴⁸⁵ se dit prêt à aider les licenciés qui souhaiteraient retourner dans leur pays, aide au retour considérée comme légitime aussi bien par la CGT de l'usine que par la fédération de la métallurgie CGT, si ce retour se fait dans « les meilleures conditions »¹⁴⁸⁶. Le 3 janvier la CFDT appelle à un meeting contre la reprise du travail. La CGT, qui s'est réunie la veille décide de ne donner aucune consigne pour ou contre la poursuite de la grève¹⁴⁸⁷. Le jeudi 4, de très durs affrontements ont lieu à Poissy entre grévistes et non-grévistes de la CSL au bâtiment B3.

La grève est suivie avec attention par les ouvriers de Billancourt. Elle est un choc pour les immigrés¹⁴⁸⁸. Le 9 janvier Daniel Lacroix, dans son rapport au comité de section, dénonce une « campagne développant violence et racisme depuis les municipales » dont le « summum a été entendu jeudi dernier à Talbot par des appels au meurtre ». L'aide au retour supprimée par la gauche est rétablie à l'occasion de cette grève. Des militants de Renault, y compris communistes, pensent que le gouvernement souhaite la « liquidation de l'immigration en France »¹⁴⁸⁹. Ils témoignent de l'inquiétude des immigrés, et rapportent aussi les propos de travailleurs français convaincus « que l'on ne peut pas former les immigrés » et ceux d'ITC disant que le « départ des immigrés, c'est une bonne

¹⁴⁸⁴ Bien qu'ils n'aient aucune existence légale, ils sont désignés par les ouvriers comme leurs représentants. Les charges de travail, l'exigence de dignité ou les relations hiérarchiques sont autant de sujets de contestation pour beaucoup d'ouvriers immigrés, insatiables de leur nouvelle liberté et que les syndicalistes CGT et CFDT tentent de canaliser. La production sort difficilement et la productivité tombe.

¹⁴⁸⁵ Jack Ralite, communiste, est du 22 mars 1983 au 17 juillet 1984, Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi

¹⁴⁸⁶ *Libération* le 22 décembre 1983

¹⁴⁸⁷ *Libération* le 3 janvier 1984

¹⁴⁸⁸ En fin 1983 et début 1984, un mouvement de grève avec occupation a lieu pour s'opposer à 2905 licenciements. En fin de mouvement de violents affrontements ont lieu, provoqués par des nervis de la CSL qui s'attaquent aux ouvriers immigrés. 4 délégués, dissidents de la CGT, proposent ensuite lors d'une conférence de presse le rétablissement de l'aide au retour. Cela à l'instigation d'ambassades des pays d'origines. Voir René Gallisot, Nadir Boumaza, Ghislaine Clément, Ces migrants qui font le prolétariat, Paris, Méridiens Klincksiek, janvier 1994, 257 p., p.114 et 115

¹⁴⁸⁹ Thomazeau : bureau de section du 04 janvier 1984, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

chose »¹⁴⁹⁰. Les leaders immigrés de la CGT et du parti s'inquiètent de l'attitude adoptée par leurs organisations à propos de la grève de Poissy qui est perçue dans l'île Seguin comme relevant d'un « double langage »¹⁴⁹¹. Des membres du bureau de section pointent les ambiguïtés de la CGT sur les licenciements à Talbot et le silence de Georges Marchais, donc du parti, sur les agressions à caractère raciste, conscients que si « Marchais ne passe pas à la télé alors que l'on gouverne, c'est qu'il ne le veut pas ».¹⁴⁹²

Ces événements seraient la cause d'un « traumatisme profond chez les communistes et d'un désarroi parmi les travailleurs »¹⁴⁹³. Alors que la CFDT de Poissy est contre les licenciements, la CGT de même que le gouvernement paraissent les cautionner¹⁴⁹⁴. L'attitude du syndicat et du PCF à propos des licenciements à Poissy renforce le fatalisme des ouvriers immigrés qui accordent moins de crédit à la parole de ces organisations alors que les menaces sur l'emploi sont perçues comme sérieuses à Billancourt¹⁴⁹⁵.

Les déclarations du gouvernement concernant le rôle supposé des islamistes dans les grèves de l'hiver 1983¹⁴⁹⁶, les incidents violents survenus lors de la grève des ouvriers de Talbot et le rétablissement de l'aide au retour¹⁴⁹⁷, confortent les ouvriers étrangers de Renault dans la conviction qu'ils sont des « indésirables ». Un Sénégalais, membre du PCF, rapportant le sentiment de ses camarades d'atelier, affirme qu'ils sont inquiets et « qu'il ne leur reste qu'à partir. Aujourd'hui, c'est Talbot, demain ce sera Billancourt. 95 % [d'entre eux] pensent que c'est foutu »¹⁴⁹⁸. Déstabilisés par les campagnes en faveur de l'aide au retour, que peu d'entre eux choisissent, et par la réactivation de thèmes racistes associée à l'émergence électorale du Front national, les immigrés se replient sur eux-mêmes, et s'éloignent du PCF

¹⁴⁹⁰ Ibidem, Réunion du bureau de section

¹⁴⁹¹ Arezki Amazouz au Comité de Section élargi du 09 janvier 1984, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁴⁹² Bureau de section du 23 janvier 1984, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁴⁹³ Ibidem, Elie Dayan

¹⁴⁹⁴ Coupechoux à la réunion du bureau de section du 23 janvier 1984, « La CGT et le gouvernement cautionnent les 2000 licenciements ». Par ailleurs des cégétistes dissidents de Poissy formulent l'exigence des droits au retour au pays après l'échec du mouvement revendicatif. La majorité de ces dissidents passent à FO. Cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX.

¹⁴⁹⁵ A la réunion du bureau de section du 15 octobre 1984, Ali Kefi affirme que les tracts CFDT plus lus que ceux du parti, que les ouvriers ne croient pas qu'il n'y aura pas de licenciements, étant marqués par les événements de Talbot. Cahier n°6 – 414 J 4 AD93- LACROIX-

¹⁴⁹⁶ Cette interprétation est reprise par la presse économique « L'Expansion » qui en janvier 1983, publie un article « L'automobile otage de ses immigrés - Aulnay, Poissy, Flins : comment la CGT récupère la révolte des musulmans ». Or cette publication est relativement lue par les ITC, en particulier à Renault, dont le service de documentation assure la diffusion.

¹⁴⁹⁷ Pour le PCF, le « retour au pays relève d'une démarche et d'un choix personnel que nous n'avons ni à encourager, ni à fermer », qui « doit être possible dans de bonnes conditions matérielles et morales » et « être déconnecté des solutions envisageables au plan industriel. Daniel Lacroix, Rapport au Comité de section du 9 janvier 84, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁴⁹⁸ Ibrahima Ly, intervention à la réunion du Bureau de section du 04 janvier 1984, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

et de la CGT sans cesser pourtant de voter pour elle dont ils attendent une défense de leurs emplois. Ils découvrent que leur appartenance à la communauté ouvrière qu'ils avaient conquise par et dans les luttes des années 1970, n'est plus guère reconnue par les autres travailleurs dès lors que le chômage menace.

1.3.3 *Les menaces sur l'emploi poussent à revendiquer une fierté de producteur*

Après l'échec des grèves d'OS du début de la décennie et alors que l'avenir de l'usine est en suspens, la direction entretient l'illusion qui est en partie partagée par l'encadrement d'un avenir possible pour Billancourt si les ouvriers dépassaient les standards de qualité. Ces derniers se mobilisent « pour sauver l'usine » par un travail irréprochable, moins par conviction que par nécessité¹⁴⁹⁹. Ils ne le font pas seulement sous l'emprise du mirage entretenu par la direction, car leur engagement a pour ressort une fierté ouvrière revendiquée qu'ils opposent à la stigmatisation « du travail d'OS ». Cette fierté n'est plus celle des « lutteurs » des années 1970. Les ouvriers se mettent à travailler dur en dépit d'un âge moyen élevé¹⁵⁰⁰. Alors que dans la décennie précédente les travailleurs tentaient de tourner par tous les moyens l'assujettissement au travail, l'absentéisme chute. Les ouvriers selon Arezki Amazouz, prennent à cœur la qualité. Ils ont une motivation d'autant plus forte que s'impose l'idée, des ouvriers à la maîtrise, que l'« on va sauver l'usine si on fait un [bon] niveau de qualité... »¹⁵⁰¹. Se forme-t-il parmi les ouvriers « la conscience d'un destin commun », ceux-ci redécouvrent-ils « le goût au travail », comme l'écrit Daniel Labbé¹⁵⁰² ? En tout cas ils tentent de sauvegarder leur emploi, par l'acceptation des normes contraignantes qui leur sont imposées.

Poussés par cet espoir et pour répondre à leur stigmatisation en tant que travailleurs incapables de faire la qualité attendue, les OS des chaînes de Billancourt s'engagent dans la bataille pour la qualité après le démarrage de l'*Express* en 1985. La force du « nous ouvrier » s'estompe face aux « eux » en devenant le « nous » d'une communauté d'usine menacée, de l'OS à la maîtrise qui parait ou dit partager la même ambition. Pour Arezki Amazouz, le combat pour « la qualité du produit que l'on faisait dans l'île Seguin, [et pour prouver] que

¹⁴⁹⁹ Arezki Amazouz, entretien

¹⁵⁰⁰ Les APQ de Billancourt, les plus nombreux parmi les AP ont en moyenne plus de 44 ans d'âge, soit cinq ans de plus que la moyenne de cette catégorie pour le total des usines Renault. CCE, bulletin annuel de statistiques sur le personnel.

¹⁵⁰¹ Arezki Amazouz, entretien

¹⁵⁰² Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p.257

les OS ne sont pas plus mauvais [...] c'est une fierté pour nous »¹⁵⁰³. Selon lui, ce combat pour la qualité cesserait de distinguer les ouvriers des autres travailleurs de l'Île Seguin, menacés dans leur emploi. « Ce combat » [étant] vraiment pris au sérieux par tout le monde. Et je pense, jusqu'au chef de département qui était Chalande. »¹⁵⁰⁴ Ce souci s'exprimait déjà dans les Groupes d'expression mis en place à partir de 1983¹⁵⁰⁵.

Cette fierté de producteur est d'autant plus affirmée que les OS immigrés sont par ailleurs stigmatisés. Fierté qui peut parfois s'exprimer dans une action collective n'ayant d'autre but que de s'opposer au mépris affiché de l'encadrement. Ainsi, dans les années 1980, suite à un conflit entre un ouvrier tunisien de la chaîne et un chef d'atelier, la CGC organise une grève de la maîtrise contre les OS, invoquant son impossibilité d'atteindre la qualité demandée à cause des immigrés¹⁵⁰⁶. La maîtrise est mobilisée. Régleurs, chef d'équipe, contremaîtres manifestent dans Boulogne. Selon Arezki Amazouz, les ouvriers de la chaîne se concertent et décident d'atteindre un indice de qualité irréprochable en l'absence de tout encadrement. « Tout le monde et même les professionnels se sont mêlés à notre travail. Il n'y avait pas de panne. [...] Tout le monde était avec nous. »¹⁵⁰⁷. Pendant la grève, « on s'est passé le mot on a fait le travail à 100%. Il n'y avait même pas une voiture à retoucher. Rien ! »¹⁵⁰⁸. Trois témoins directs gardent la mémoire de cet événement, fiers d'avoir prouvé que les OS, pour leur travail et la qualité, pouvaient se passer de la maîtrise¹⁵⁰⁹. Leur fierté s'investit dans l'affirmation de leur capacité à exercer d'autres tâches que celles auxquelles l'entreprise les a jusqu'alors cantonnés. Engagés ainsi dans la défense de leur emploi, leur identité ancienne s'émousse. Ils font leur la bataille de la qualité à laquelle les convie la direction. Ils ne sauveront rien et seront simplement remerciés pour les efforts consentis, lors de l'annonce de la fermeture de l'usine¹⁵¹⁰. Cependant, cette fierté de producteur, défensive, s'opposant

¹⁵⁰³ Ibidem

¹⁵⁰⁴ Ibidem

¹⁵⁰⁵ Rapport sur les droits dans l'entreprise – G Le Bihan - du 12 Décembre 1983, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁵⁰⁶ Mohamed Amri, entretien. Cet événement a dû se passer avant 1985, puisque Mustapha Idbihi en attribue l'initiative à Amazouz et Bonnechère, ce dernier ayant quitté l'usine en 1985. Youssef Hadji, *IDBIHI, parcours d'un Marocain 1968-1987*, Editeur de talents, Rabat, 2015, 125 p., p. 71

¹⁵⁰⁷ Arezki Amazouz, entretien

¹⁵⁰⁸ Mohamed Amri, entretien. *Ils ont fait la grève : les chefs d'équipe, les contremaîtres, quelques chefs d'atelier à l'initiative de Gérard Gontet, de la CGC. A un moment chef de groupe au 74. Ils ont fait grève. Ils ont sorti à Boulogne. [...] Et pendant qu'eux faisaient grève, on a fait le travail à 100 %. D'habitude il y avait des retouches, il y avait des voitures qui étaient un peu loupées. Là, rien ! [...] On a passé le mot et pendant la période où, ils ont fait la grève, [...], il n'y avait même pas une voiture à retoucher »*

¹⁵⁰⁹ Amazouz, Amri, Idbihi

¹⁵¹⁰ « Renault Bille en tête sans Billancourt » – *Libération* du 22 mars 1989 : Raymond H. Lévy : « c'est une usine qui travaille bien, mais qui présente certains handicaps techniques et industriels ». Revue de presse Renault. AP-AV

à une stigmatisation en tant qu'immigrés, n'est pas seulement intégration d'un discours patronal. Elle est encore volonté d'échapper aux assignations identitaires stigmatisantes.

1.3.4 *Autant d'obstacles à l'émergence d'une « nouvelle figure ouvrière »*

La grève des presses de 1973 et celles de l'année 1975 ont porté une revendication d'égalité salariale, fondée sur une égalité perçue et revendiquée de condition de travail, comme de position sociale. Dix ans plus tard, la réorganisation des ateliers, l'introduction de la polyvalence comme critère de sélection des ouvriers dans un contexte de réduction des emplois, ont érodé les formes anciennes de résistance. L'insubordination ouvrière s'exprimant dans les années 1970, avait imposé comme figure emblématique les OS, bien plus que les immigrés. Leurs luttes avaient été exaltées par les organisations d'extrême gauche, devaient être pour ces dernières la base d'une alternative ouvrière au PCF, lui-même associé aux ouvriers qualifiés, masculins et Français. Cette visée est mise à mal dans les années 1980.

La réorganisation du travail, la menace du chômage, ainsi que les assignations dévalorisantes ont contribué à l'affaiblir. Ainsi affaiblis dans leur processus d'identification spontanée et par la restauration d'une subordination salariale contrariant les sociabilités qui alimentaient leur « nous » solidaire face à la hiérarchie, ces ouvriers le sont encore par la disqualification de leurs qualités collectives. Cela ne concerne pas seulement les ouvriers immigrés. En 1984, la résistance des sidérurgistes est dite celle de « loosers » qui par conservatisme s'opposent aux restructurations, à la modernisation et à la fin du gâchis financiers que sont les subventions à la sidérurgie¹⁵¹¹. Les premiers succès du Front national sont vus comme l'expression d'un vote populaire et ouvrier. De figure prométhéenne des années 1970, l'ouvrier se voit ainsi réduit à celle d'un conservatisme social, teinté de racisme.

Le ressort égalitaire des OS est sapé par la réorganisation du travail en groupes autonomes dans les ateliers de presses et sur les chaînes par la réintroduction des augmentations individuelles et par l'instauration de la polyvalence, mais il subsiste néanmoins. La réduction de la capacité de l'usine, en entraînant les premiers licenciements, a d'abord encouragé les stratégies individuelles de survie. Une fois la sélection faite, ceux qui travaillent au montage retrouvent les comportements solidaires et les réflexes collectifs qui leur permettent de tenir

¹⁵¹¹ Serge July, Editorial de *Libération* du 3 avril 1984

dans le quotidien. Les conditions de travail sur la ligne de l'*Express*, nommée TGV (très grande vitesse) par ses ouvriers, leur imposent toujours de faire front, même s'ils n'ont plus guère la capacité de peser collectivement sur leur avenir.

L'effacement d'une figure ouvrière, qui avait été associée aux nouvelles attitudes d'insubordination au cours de la décennie précédente, a son origine dans la brutalité des transformations subies par la classe ouvrière, dont « le contournement des forteresses ouvrières »¹⁵¹² n'est qu'un aspect, certes important. Pourtant ce facteur ne peut à lui seul en rendre compte. La brièveté relative des « années 68 » rendait difficile la consolidation d'une telle identité politique. Par ailleurs et bien qu'émergeant de la vie ouvrière même, elle ne pouvait se constituer durablement en une identité politique durable que portée et structurée par une organisation politique, ainsi qu'avait pu le faire le Parti communiste avec les ouvriers qualifiés de la métallurgie dans les années 1930. L'extrême gauche n'avait pas cette capacité par suite de sa faiblesse, de ses divisions et surtout son peu d'enracinement dans les entreprises, en dépit d'un mouvement d'établissement de militants de formation intellectuelle, généralement peu durable. La *Gauche prolétarienne* a tenté de promouvoir une identité ouvrière immigrée par l'exaltation de la spontanéité de ces travailleurs, sans saisir le rapport complexe qu'ils avaient aux syndicats et à la politique. Il n'est pas dans mon propos de tirer le bilan de cet échec. Il s'agit de comprendre comment le PCF a entravé ce processus alors même qu'il s'employait à les organiser. Emblématiques des luttes ouvrières des années 68, les OS deviennent dans les années 1980, les figures victimaires des restructurations industrielles condamnées par la modernisation dont le gouvernement de la gauche s'est fait le promoteur.

2 Le parti perd l'appui des OS sans gagner celui des ITC

Dans les années 1970, le PCF est parvenu, non sans mal, à encadrer les ouvriers spécialisés, immigrés dans leur majorité. Cet encadrement, traduisant une extériorité politique à ces ouvriers, est alors fragile et non exempt d'ambiguïtés, et démontre ainsi sa capacité à mobiliser les ressources qu'il tire de son activité syndicale CGT et de celles culturelles et

¹⁵¹² Thierry Baudouin et Michèle Collin, *Le contournement des forteresses ouvrières*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983, 191 p.

sociales du CE, pour surmonter les manifestations d'une insubordination ouvrière pouvant contrarier ses objectifs politiques. Après la rupture du programme commun, en s'appuyant sur les grèves d'OS de la dernière moitié de la décennie soixante-dix, il renoue avec une activité et une expression tribuniennes qui prennent un tour plus radical. A Billancourt, ces années sont peu marquées par la question du chômage qui épargne encore les ouvriers de Renault, alors qu'il devient une préoccupation nationale dans la décennie suivante. La configuration politique et sociale des années 1980 change au point de rendre inopérantes les dispositions tactiques par lesquelles le parti avait pu maintenir, au moins en apparence, la maîtrise politique de son rapport aux ouvriers. Les apories de la politique communiste, tant à l'égard des différentes catégories ouvrières que les ITC à l'usine, ne pouvant, plus guère être masquées. Elles se manifesteront aussi bien dans le délitement de son rapport aux ouvriers, que dans l'exacerbation sa crise politique et identitaire.

2.1 Le PCF au gouvernement et les espoirs déçus des salariés

La gauche arrivée au gouvernement, portée par un espoir ouvrier, déçoit rapidement les travailleurs. Le PCF reste toutefois prisonnier d'une expérience gouvernementale, à laquelle il s'est rallié, conscient que de sa réussite dépendait son avenir. Cette conviction conduit les communistes de Renault à s'opposer à la grève des OS de chaîne d'octobre 1981. Cependant, c'est son attitude à l'égard des suppressions d'emplois engagés après 1985, qui scelle l'éloignement des ouvriers de ce parti, alors que ceux-ci attendent encore de la CGT, un recours dans la défense de leur avenir. Perdant la confiance que les ouvriers avaient mis en lui, le PCF ne gagne pas pour autant celle des ITC qui, sensibles à l'ambiance politique nationale, voient encore dans les communistes des défenseurs des ouvriers étrangers, dont ils souhaitent le départ. Le PCF perd pour des raisons contraires le crédit qu'il avait gagné ou tenté de gagner parmi les différentes couches du salariat de l'usine.

2.1.1 1981, Le PCF défend sa participation gouvernementale contre la menace supposée d'une grève

Après que le Parti ait obtenu en juin 1981 que quatre communistes entrent au gouvernement, la tension entre sa politique nationale et les mouvements de grèves est encore plus vive. Le Bureau politique juge les grèves à Renault à l'automne 1981, à Citroën en février 1982¹⁵¹³,

¹⁵¹³ Bureau politique du 22 février 1982

« grosses de risques de provocation ». En octobre 1981, craignant un scénario semblable à celui de mai 1947¹⁵¹⁴, le parti demande aux militants de Renault d'éteindre la menace que représenterait la grève de la chaîne de mécanique. Les dirigeants communistes du syndicat s'emploient à faire reprendre le travail aux ouvriers qui paralysent l'île Seguin. La situation est très tendue. Selon Arezki Amazouz, qui dirige la grève pour la CGT, la direction du syndicat, en l'occurrence Michel Certano et Mokhtari, négocie avec la direction sans y associer les grévistes et sur des positions qui ne sont pas les leurs. Ces dirigeants parviennent à semer le trouble parmi les travailleurs et obtiennent une reprise du travail sur la base des concessions de la direction qui par ailleurs a fait pression sur les grévistes, en massant la maîtrise, soit « 120, 130 personnes, des blouses blanches, des cravates »¹⁵¹⁵, là où se tenait leur assemblée. Les conditions de la reprise provoquent des dissensions entre grévistes et une forte colère à l'encontre de la CGT. Ses dirigeants, dont Michel Certano, sont conspués, des ouvriers lui crachant dessus, sur « lui et pas mal d'autres »¹⁵¹⁶.

Ces manœuvres font suite à la visite de Georges Marchais à Billancourt, visite prévue toutefois de longue date. A cette occasion, selon Arezki Amazouz, le Secrétaire général du Parti communiste se serait alors prononcé, très clairement, en faveur de l'arrêt de la grève, affirmant, selon lui, que « ce n'est pas les OS qui vont empêcher les ministres communistes de faire leur travail dans le gouvernement de gauche ». Que cela ait été dit en ces termes ou non, l'attitude du syndicat est comprise comme exprimant son mépris pour les OS d'immigrés. Elle met en difficulté les militants immigrés CGT du département 74 « qui ne peuvent plus faire un pas dans l'atelier sans être sifflés par les gars ». La réunion du bureau de section communiste de novembre¹⁵¹⁷ confirme que l'attitude de la direction du syndicat a été vue comme une « trahison » dictée par le souci de ne pas mettre en difficulté les ministres communistes et que Georges Marchais a bien donné l'« ordre de la reprise ». Les intervenants ne contestent pas l'initiative, mais déplorent que « Certano n'ait pas été compris », qu'il « a été trop vite dans les consultations ». D'autres militants trouvent pourtant excessives les critiques faites au parti, alors que de « nombreux travailleurs nous écoutent » et que dans d'« autres catégories la CGT renforce son autorité »¹⁵¹⁸. Ces propos traduisent un implicite qui exclut les immigrés de la communauté politique des « travailleurs », certains militants étant prêts à sacrifier l'audience communiste parmi les OS,

¹⁵¹⁴ Point de vue exprimé par Pierre Bernardini (entretien)

¹⁵¹⁵ Arezki Amazouz, entretien. Pierre Bernardini, entretien

¹⁵¹⁶ Mohamed Amri, entretien.

¹⁵¹⁷ Bureau de section du 2 novembre 1981, Larbi : les gars : trahison de la CGT (grévistes et lockoutés). cahier n° 2 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵¹⁸ Ibidem

pour en gagner chez les travailleurs français qui leur sont hostiles. Aux élections professionnelles suivantes dans les départements d'OS, la CGT perd 14 % des voix au bénéfice de la CFDT. Michel Certano, dont le nom est rayé sur les listes CGT, n'est pas élu. La baisse du score de la CGT, sera effacée dans les années suivantes, mais le discrédit du parti est bien plus profond et durable auprès de ces travailleurs.

Confrontés aux luttes des Os, les cadres communistes de l'usine ont une appréciation ambivalente de l'importance des étrangers parmi les ouvriers des chaînes. La propagande peut souligner, comme le fait un tract de la cellule de l'outillage, qu'« en obtenant d'être traités comme les autres travailleurs – dignité a été le mot clé de tous ces conflits – les immigrés comblent un handicap préjudiciable à tous », réduisent la concurrence entre travailleurs et renforcent la résistance de tous à l'exploitation¹⁵¹⁹. Dans les réunions des directions de la section communiste des militants disent voir dans ces grèves un « danger dû à l'importance de l'immigration concentrée ». Danger qui se serait accru depuis le 10 mai, car les ouvriers étrangers mesureraient maintenant « la force qu'ils représentent ». Ferhat, membre du bureau et permanent au CE, en conclut qu'il « ne faudrait pas laisser les immigrés en situation de monopole dans des secteurs déterminés »¹⁵²⁰, exprimant la crainte de voir ces travailleurs qui déjà s'en éloignent, échapper au contrôle du parti.

En dépit du discrédit croissant du PCF parmi les immigrés, ces derniers votent encore pour la CGT¹⁵²¹. En 1983, lors d'une réunion de bureau de section traitant de l'immigration, ses membres immigrés soulignent que « rien dans les derniers CC ne concerne les immigrés » et s'interrogent à propos des propositions du PCF pour les immigrés. Des militants déplorent « que le parti en reste à l'immigration d'il y a quelques années », alors que beaucoup d'immigrés veulent faire venir leur femme, et « que le droit de vote est au centre des préoccupations »¹⁵²². En dépit de ces interrogations, la propagande du parti reste inchangée, combinant la dénonciation des « médias [qui ne parlent] que de 'chasse aux clandestins ' avec l'objectif de renforcer la campagne raciste et anti-immigrés que le patronat et la droite ont déclenchée depuis plusieurs mois », l'affirmation que les immigrés ne sont pas responsables du chômage, et l'accusation des « patrons qui ont usé et abusé de l'immigration

¹⁵¹⁹ « Ils ont gagné, nous aussi » - Tract PCF (entretien de l'île Seguin) du 06 juillet 1982- AP-AV

¹⁵²⁰ Bureau de section du 07 février 1983, cahier n°3 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵²¹ Le report de voix vers la CFDT en 1982, étant vite effacé.

¹⁵²² Bureau de section du 16 mai 1983, cahier n°4 – 414 J 4 AD93- LACROIX

et ont organisé l'immigration clandestine », la droite créant des ghettos¹⁵²³. Jusqu'au milieu des années 1980, le PCF s'en tient à la ligne de la décennie antérieure.

Le PCF et la CGT tentent de contrebalancer leur politique nationale ambiguë concernant l'immigration, par le soutien à des causes internationales auxquels ces travailleurs sont sensibles, comme le Mouvement national palestinien ou la lutte contre l'Apartheid en Afrique du sud, et encore en dénonçant le racisme dont ils sont victimes¹⁵²⁴. Les 21 mars la CGT et le PCF, organisent des journées de lutte contre le racisme et l'Apartheid, avec de brefs débrayages dans l'île Seguin. Ces efforts du PCF, n'empêchent pas que les immigrés se détournent de lui. Ses militants déplorent leur attitude jugée « anticommuniste »¹⁵²⁵.

Le Parti communiste n'aborde l'appartenance de l'immigration à la classe ouvrière que sous l'angle économique, et tient l'unité des travailleurs comme nécessaire dans la défense des intérêts des ouvriers, de ceux des ouvriers français. L'unité des droits recherchée par le PCF ne concerne que leur égalité dans les domaines sociaux et économiques, et pas celle des droits politiques réservés aux nationaux. L'organisation des immigrés dans le syndicat et dans le parti est encouragée, comme découlant de la première nécessité. Cependant, ils sont maintenus dans une situation subalterne de relais, sans qu'il soit entrepris d'en faire les acteurs politiques de leurs luttes. Les militants qui par leur expérience politique antérieure pourraient s'affirmer et porter des aspirations propres contrecarrant la politique nationale du Parti, sont tenus à distance.

2.1.2 *PCF et CGT défendent Billancourt, moins ses ouvriers*

Au cours de la décennie et jusqu'à la fermeture de l'usine, l'orientation et les propositions du PCF et de la CGT s'agissant de l'emploi présentent à la fois des continuités, et des adaptations au contexte national et local, à l'attitude des travailleurs, ou encore aux propositions de la direction elle-même. Aussi peut-on distinguer quatre périodes dans la conduite de leurs actions. Concernant les années au cours desquelles des ministres communistes sont au gouvernement, l'activité et la propagande de ces organisations, dont

¹⁵²³ « Une politique de l'immigration » – tract PCF Renault 7 septembre 1983, AP-AV

¹⁵²⁴ « Nous considérons que la campagne raciste orchestrée dans le pays par la droite et le patronat tendant à accréditer l'idée que les travailleurs immigrés sont responsables du chômage, doit être combattue par tous les travailleurs – français comme immigrés – avec la fermeté qui s'impose ». Tract CGT du 6 février 1984, AP-AV

¹⁵²⁵ Belkacem Ferhat « L'anticommunisme chez les immigrés pas assez combattu assez fort par nous ». Bureau de section du 17 janvier 1983, cahier n°3 – 414 J 4 AD93- LACROIX

les contenus sont alors très proches, promeuvent des propositions industrielles visant à défendre le site. En 1985, quand le PCF ne se sent plus engagé par un soutien au gouvernement, et alors que Georges Besse mène un plan de restructuration conduisant à des licenciements en 1986, son action se radicalise. Il en appelle alors à une unité des Français et des immigrés dans la défense de l'emploi qui renoue fortement avec le « produisons français ». A l'automne 1986, le PCF, soutenu par la CGT, engage la « bataille des 10 de Billancourt » qui fait alors peu de cas des suppressions d'emploi. Enfin en 1989, lorsque cette campagne se solde par un échec et qu'est annoncé puis engagé le plan de fermeture de Billancourt, le PCF et la CGT se réinvestissent dans la défense des emplois, alors qu'ils ont perdu toute capacité de mobilisation des ouvriers.

Au début de la décennie quatre-vingt, PCF et CGT, poursuivant une orientation déjà ancienne, s'opposent aux investissements de Renault à l'étranger, aux USA particulièrement¹⁵²⁶, mais aussi en Belgique et en Espagne, et exigent que le marché français soit satisfait exclusivement par des productions nationales. Dans la logique du « produisons français » ces organisations demandent que toutes productions de *R4* soient faites à Billancourt. Ses militants s'opposent au déménagement de machines devenues inutiles par suite de l'arrêt de certaines productions. Dans les départements d'outillage les militants communistes bataillent pour que les machines-outils nouvelles soient achetées à des entreprises françaises. Et dans un cas au mois obtiennent satisfaction¹⁵²⁷.

Au début des années 1980, bien que Bernard Hanon ait donné avec le projet *Billancourt 2000* des gages au PCF et à la CGT, leur défense de l'entreprise se porte sur le renouvellement de la *R4* vieillissante et sur son remplacement par un véhicule de bas de gamme que l'entreprise peine à développer dans des conditions économiques profitables. Elle appuie son activité sur des propositions alternatives, industrielles ou de gestion. La CGT fait campagne pour l'implantation à Billancourt d'une unité de production de boîtes de vitesse pouvant créer 900 emplois¹⁵²⁸.

Jusqu'au départ des ministres communistes du gouvernement, la section communiste adopte une posture propositionnelle et responsable et ne s'oppose pas aux suppressions d'emploi par FNE revendiquant seulement le remplacement des partants par de nouvelles embauches

¹⁵²⁶ « Oui on peut créer des emplois » – tract PC Renault ,23 septembre 1983 Ce tract critique des investissements faits aux USA au détriment de la France. AP-AV

¹⁵²⁷ « Le prix à payer » – *Echo des Métallos*, décembre 1983. « On va (enfin) acheter français au 70 « lutte des travailleurs du 70 avec les communistes... leur ténacité a payé, puisque le prochain centre d'usinage sera français (Graffenstaden CU60). AP-AV

¹⁵²⁸ Tract activité CGT au CE, mars et avril 1982, AP-AV

et une réduction du temps de travail. Face à ce que ce parti considère comme une stratégie délibérée de déclin, sa section exhorte à « monter très haut le drapeau de la Régie nationale »¹⁵²⁹, en évitant de mettre en cause la politique du gouvernement. Dans sa défense de Renault, le PCF dénonce d'abord les incohérences des décisions de l'entreprise en ménageant un gouvernement auquel participent des ministres communistes. Il discerne une volonté de sabotage de Renault par de membres de la direction. Pendant l'hiver 1983 des grèves paralysent à nouveau la production, il dit alors la direction prête « à jouer avec le diable en prenant pour la seconde fois en 15 mois la responsabilité de laisser le marché français disponible à la pénétration des voitures étrangères »¹⁵³⁰, inscrivant ainsi la défense de Renault dans la campagne pour « produire français ». En septembre 1982, un tract communiste impute les difficultés d'approvisionnement que connaît l'entreprise « à des attitudes provocatrices de la part de responsables d'ateliers et de département pour qui le combat politique contre le gouvernement justifie toutes les pratiques, à commencer par la désorganisation de la production »¹⁵³¹. Le parti et la CGT ne sont pas loin de reprendre la thèse du complot contre l'entreprise qu'ils avaient formulée après les grèves de 1971. Cette culture du soupçon associe de façon ambiguë les grèves des OS et les manœuvres de membres de l'encadrement hostiles au processus politique en cours¹⁵³².

Au premier semestre 1984, alors que des informations circulent sur un nombre encore indéterminé de suppression d'emplois, le PCF et la CGT affirment qu'il n'y a pas de sureffectif. Ces organisations dénoncent la diffusion par les médias d'informations non fondées, ne reposant sur aucune preuve. Elles demandent toutefois d'en finir avec les réimportations de *R4* et déclarent que ni la robotisation ni les nouvelles technologies ne sont la cause de sureffectif, et qu'il faut embaucher¹⁵³³. En janvier un tract CGT du département 59 (outils coupants) défend les propositions de reclassement adoptées par leur organisation

¹⁵²⁹ Le comité de section du 27 février 1984, 413 J 3 AD93- LACROIX précise son attitude « face aux suppressions d'emplois :

- Oui aux départs, mais il faut de vraies préretraites
- Réduction du temps de travail avec maintien du pouvoir d'achat
- Sans suppression d'emploi
- Monter très haut le drapeau de la Régie nationale.

La conférence de section que prépare cette réunion du comité porte essentiellement sur le lancement d'une nouvelle étape pour Billancourt 2000 et le développement de la Régie face à la stratégie de déclin de la direction ».

¹⁵³⁰ Tract PCF du 13 janvier 1983, AP-AV

¹⁵³¹ Tract PCF du 20 septembre 1982, AP-AV

¹⁵³² Déclaration de la section Renault du PCF : Tract PCF du 23 septembre 1982. « Le personnel de Renault dans sa grande masse a toujours été sensible à la bonne marche de la Régie [...] Des dirigeants se font ouvertement dans des réunions de cadres, ou à l'extérieur de la Régie, les organisateurs de la lutte politique anti-gouvernementale dans les orientations de la Régie ». AP-AV

¹⁵³³ Tract du PCF du premier et du 6 février, AP-AV

à Talbot ¹⁵³⁴, mais à Billancourt rien de cela n'est à l'ordre du jour et la CGT niant l'existence de sureffectifs et exigeant des embauches massives, adoptant paradoxalement les propositions que de la CFDT a faites à Talbot. Le PCF fonde sa défense de l'emploi à Billancourt sur des contrepropositions industrielles articulées à la réduction du temps de travail à 35 heures sans pertes de salaire ¹⁵³⁵.

Après le départ des ministres communistes du gouvernement et l'éviction de Bernard Hanon, et son remplacement par Georges Besse, la défense de l'entreprise s'oriente autrement. Aussi bien par suite de l'attitude de Georges Besse que de celles du PCF et de la CGT. L'ambiance sociale se tend dans l'usine.

Une des premières décisions importantes de Georges Besse, et elle est symptomatique de l'attitude qu'il entend avoir vis-à-vis de la CGT et du PCF, est de dénoncer le contrat de fourniture négocié avec Moskvitch. Cet abandon signe en effet l'arrêt prochain de la RMO, contre lequel le PCF mobilise sa base la plus solide. Les militants du PCF ne peuvent que constater que le « fatalisme a gagné du terrain », que le renouvellement des cartes est difficile et qu'il a un décalage entre eux et les travailleurs ¹⁵³⁶

La section organise quelques actions au cours du mois de mars, puis une manifestation avec délégation au ministère du redéploiement industriel et du commerce qui mobilise 300 travailleurs ¹⁵³⁷ ainsi que des débrayages et des défilés dans Boulogne. Le 21 mars 1985, la CGT appelle à débrayer deux heures avec rassemblement à Zola et manifestation dans les rues de Boulogne. Le 26, le PCF organise des délégations dans chaque atelier pour porter des cartes lettres en faveur de l'emploi à la réunion du Conseil d'administration. Ces cartes dénoncent George Besse comme « l'homme aux 170 millions de centimes par an. Qui veut liquider par tous les moyens 12 à 15000 emplois » ¹⁵³⁸. Le parti multiplie des initiatives au cours du printemps, avec le souci de mobiliser le plus largement possible les travailleurs du site. Le bras de fer entre la section et les ouvriers professionnels d'une part et la direction

¹⁵³⁴ Tract (sans date, mais janvier) de la section syndicale du département 59 « Partout les médias n'ont cessé d'accuser la CGT d'approuver les 1905 licenciements et d'être à la botte du gouvernement, alors qu'elle a été la seule à faire des propositions de reclassement, de formation et qu'elle a été la seule à proposer de faire voter l'ensemble des travailleurs sur ses propositions, et ce n'est pas un hasard si les incidents organisés par la direction de Talbot avec ses sbires de la CSL... de certains agitateurs avec la complicité volontaire ou pas de la CFDT », AP-AV

¹⁵³⁵ Bureau de section du 21 mai 1984 cahier n°6 – 414 J 4 AD93

¹⁵³⁶ Comité de section du 25 Février 1985, cahier n°7 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵³⁷ Manifestation et délégation CGT Régie Renault. Note de police du 8 mars 1985 APPP Ba 2325

¹⁵³⁸ Soyons nombreux à participer demain au conseil d'administration – tract PCF 25 mars 1985, AP-AV

d'autre part s'engage alors que les OS sont sur le repli après l'échec de leurs derniers grands mouvements.

Début avril, la section Renault du PCF s'adresse à l'encadrement ¹⁵³⁹ pour l'inviter à défendre l'entreprise, et les « intérêts des non ouvriers contre les méthodes japonaises ». La direction accuserait le PC, la CGT et les ouvriers de contrarier le travail de production. A cela la section répond que « nous ne sommes pas et nous n'avons jamais été, nous communistes, partisans du laxisme », rappelant alors que Maurice Thorez affirmait à la Libération nécessaire de retrousser « nos manches pour redresser la France ». Elle s'interroge néanmoins sur la finalité des efforts demandés car si « tout le monde aspire à travailler dans un climat serein, [...] vous-même le pouvez-vous vraiment en sachant que vous faites peut-être partie de ces 15 000 'sureffectifs' dont il faut soi-disant se séparer ? »¹⁵⁴⁰

Le 17 avril 1985, le parti réunit deux cents jeunes chômeurs place Nationale où ils rencontrent des élus des Hauts de Seine. Puis ils pénètrent dans l'usine et visitent des ateliers professionnels de Billancourt¹⁵⁴¹. Le lendemain, salle Pablo Picasso, la CGT convie les ITC à débattre de « la situation à Renault, enjeux et perspectives » avec Alain Obadia de l'UGICT CGT. Le 6 mai une délégation de la CGT se rend au Ministère du redéploiement industriel. Le 10 mai le syndicat organise à Paris, avec départ du centre omnisport de Bercy, une manifestation de tous les travailleurs du groupe Renault pour défendre l'emploi par la reconquête du marché intérieur et le rapatriement des fabrications faites à l'étranger. La presse parle d'un échec. A Billancourt les militants ont ramé « dur pour être en nombre » alors que l'« atmosphère [est] plus à l'attente qu'à la lutte »¹⁵⁴².

Les initiatives se poursuivent après le 10 mai et jusqu'au mois de juillet¹⁵⁴³. Le samedi 13 juillet à 17 heures à l'initiative du parti, un concert en solidarité avec Renault, suivi d'un bal,

¹⁵³⁹ Tract PCF du 4 avril 1985, AP-AV

¹⁵⁴⁰ Ibidem

¹⁵⁴¹ « *Pas des tucs, des emplois* » – tract PC du 27 mars 1985, et tract PCF du 9 mai, AP-AV

¹⁵⁴² Bureau de section du 29 avril 1985, cahier n°7 – 414 J 4 AD93- LACROIX. Pourtant le débrayage de l'équipe du matin à 11h 30 est bien suivi par les travailleurs des chaînes, la direction reconnaissant que 27 % des travailleurs y ont arrêté le travail. Les taux de grévistes dans les autres usines du groupe Renault sont plus faibles. Néanmoins la CGT et le PCF revendiquent dix mille manifestants, sans doute entre 5000 et 7000 selon *Libération*, dont 1200 personnes de Billancourt.

¹⁵⁴³ Le 13 mai, Le PCF tient, salle Pablo Picasso à Billancourt, une conférence de presse sous la présidence de Philippe Herzog économiste et membre de la direction de la Fédération des Hauts de Seine, de Michel Dufour, secrétaire fédéral, et de Daniel Lacroix. (*Le 6 juin journée d'action et manifestation à Billancourt de tous les travailleurs des H de S* – tract CGT de juin 1985). Le 25 juin une centaine de communistes entrave brièvement l'accès de Georges Besse au Pub Renault sur les Champs-Élysées où doit avoir lieu la réunion du Conseil d'administration (*Le Monde* du 27 juin 1985). Le 4 juillet les élus communistes des Hauts de Seine pénètrent à Billancourt et prennent la parole dans les départements 49, 59 et 70 pour dénoncer la « casse de « l'outil Renault » par Mitterrand et la « dépendance de Renault par rapport à l'étranger » qui condamne

a lieu place Nationale. Pendant l'été la tension monte entre les militants du PCF et de la CGT et la Direction qui fait sortir des machines de l'usine. Depuis la mi-juillet, les dirigeants du PCF et de la CGT ont mis le site sous surveillance. Jour et nuit ils organisent des rondes de militants, à pieds, en vélo, en voiture, autour de l'usine. Le vendredi 16 août soirée de cabaret salle Picasso et nuit du cinéma. Jeudi 15 et dimanche 18 journées détetes sur le terrain de loisir du CE à Mennecey. Le Samedi 17, fête champêtre au club des jeunes 14 rue Griffuelhes à Boulogne Billancourt. Le 19 août la CGT s'oppose à l'enlèvement d'une machine du département 59 devant être réparée en Italie¹⁵⁴⁴. Après cette action une quinzaine de militants sont sanctionnés, dont la moitié sont des dirigeants de la section. Les militants ont la conviction que « l'acharnement à frapper Billancourt et certains autres choix comme la dénationalisation ne s'expliquent pas uniquement d'un point de vue économique, de gestion, mais par des raisons éminemment politiques de marginalisation du PCF »¹⁵⁴⁵.

A l'automne 1985, l'occupation de l'île Seguin, provoquée, organisée et menée de bout en bout par les ouvriers professionnels de la CGT, conscients qu'ils ne peuvent pas seuls faire pression sur la direction, est une franche instrumentalisation des OS et de leurs aspirations. Son échec pèsera autant sur le moral des ouvriers immigrés que sur celui des militants du PCF. Après cette action, les relations entre la CGT et la CFDT se dégradent fortement. Le ton des tracts CGT se durcit. Cette radicalisation des initiatives ne permet guère de surmonter l'abattement qui a gagné les militants. Alors que l'usine connaît une hémorragie d'emplois, que des fabrications sont arrêtées, que les investissements sont bloqués, que les journées de chômage techniques sont nombreuses, que la direction adopte une conversion formation reclassement (CFR) en vue de réduire les emplois, le PCF ne peut que constater la perte de dynamisme des travailleurs, leur fatalisme face au déclin de l'entreprise, et leurs doutes sur l'efficacité des luttes qui selon lui « exige beaucoup de volontarisme des militants qui dirigent et de tous ceux qui maîtrisent bien notre démarche politique » sans escamoter les difficultés. Le bureau de section juge nécessaire de développer avec plus de précision son argumentaire et de réactualiser ses propositions industrielles, en escomptant de cela « un bond qualitatif dans les ITC employés »¹⁵⁴⁶. Il conjugue ainsi un langage gestionnaire responsable qui s'adresse aux mensuels et une radicalité activiste devant répondre aux attentes des ouvriers.

l'entreprise « à perdre des marchés » (Tract PCF sans date). L'opération secrètement préparée est suivie vers midi par une conférence de presse. Comité de section du premier juillet 1985, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁵⁴⁴ *Lutte ouvrière*, août 1985 et *l'Humanité* du 15 août 1985

¹⁵⁴⁵ Assemblée de rentrée du 4 septembre 1985, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁵⁴⁶ Bureau de section du 7 décembre 1985, 413 J 3 AD93- LACROIX

Cette ambivalence dans la propagande communiste se poursuit au cours du premier semestre 1986. En juillet, la souci d'une argumentation plus précise de ses propositions gestionnaires débouche sur la publication d'un document de 19 pages qui définit « les contrepropositions et axes de luttes avancés par les communistes¹⁵⁴⁷. Ce document énonce et détaille des mesures qui ne sont pas nouvelles, dénonçant la « volonté de la droite et du PS de liquider Billancourt » et s'opposant aux plans sociaux alors que des productions de R4 se font encore à l'étranger. Il propose l'affectation à Billancourt du petit véhicule qui doit remplacer la R4, et la réduction des gâchis¹⁵⁴⁸. Jusqu'à l'été 1986, l'activité militante de la CGT et du PCF s'appuie dans sa démonstration de la pertinence du maintien des activités d'assemblage-montage à Billancourt sur la *Neutral*, maquette de petit véhicule construite par des retraités communistes. Cette campagne est bientôt évincée par la montée en puissance, pendant le dernier trimestre, de la mobilisation pour « les dix »¹⁵⁴⁹ de Billancourt qui occupera pendant deux ans le devant de la scène politique communiste et orientera l'activité des militants. Elle sera le thème d'intervention majeur du PCF et de la CGT qui évince dès lors les problèmes concrets posés aux travailleurs par les suppressions d'emplois.

Toutefois la CGT s'oppose toujours au transfert de machines de Billancourt vers d'autres sites du groupe. Elle ne peut s'appuyer dans ces actions que sur un petit nombre de militants en activité, des salariés du CE ou des retraités. Le 23 mai 1987, une vingtaine de militants de la CGT par ailleurs membres du parti s'opposent au déménagement de machines du département 49 de Billancourt à Choisy¹⁵⁵⁰. Le premier secrétaire de section communiste, Claude Jaguelin est licencié. En février 1988, les militants tentent de bloquer le départ de deux anciennes presses du département 12, vers l'usine de Bursa en Turquie. Mais ces actions n'infléchissent guère le rapport de force.

En 1989, la CGT et le PCF encore mobilisés par la campagne des 10 de Billancourt, s'en tiennent toujours à des postures ignorant l'hémorragie d'emploi. L'échec des derniers recours intentés auprès de la justice pour obtenir la réintégration des « dix », et l'annonce de la fermeture de l'UB au premier trimestre 1992, imposent de faire de l'emploi l'objectif

¹⁵⁴⁷« Licenciement, Abandons d'Activités sur le site de Billancourt : RIEN n'est joué ! », PCF Renault Billancourt, juillet 86, AP-AV

¹⁵⁴⁸ Le PCF réactive le thème du « produisons français ». Dans son tract du 24 juin 1986 titré « Si les communistes avaient raison ? », il exige d'en finir avec l'Amérique et le Mexique sont un gouffre financier et d'investir, car pour résoudre le chômage rien de tel selon lui que des investissements sur le sol français. AP-AV

¹⁵⁴⁹ Ils ne sont encore que neuf.

¹⁵⁵⁰ Sur les 20 personnes identifiées par la police, 2 sont salariées du CE, trois ne font plus membre du personnel. Toutes sont membres du PCF. Note de police de mai 1987, APPP Ba 2326

principal de la mobilisation. Le PCF en revient à un discours proche de celui qu'il tenait trois ans plus tôt. Dans son tract du 27 novembre, il dénonce « ceux qui ont fait le choix du fric, du déclin de Renault, de la misère des gens, et d'une France soumise » et en appelle « comme seule issue [d'agir] tous ensemble pour développer Billancourt ». Mais il ne pouvait plus guère compter sur la mobilisation des secteurs professionnels dont les effectifs ont fondu et se tourne vers les ouvriers immigrés qu'il avait jusqu'alors négligés.

Tableau 19

Rythme de décroissance de l'activité et de l'effectif de l'UB		
	Cadences journalières	Effectif UB
Jusqu'à avril 1990	470	4000
Avril à juillet 1990	400	3250
(juillet 1990, passage en une équipe)		
Juillet 1990 à avril 1991	300	2500
Avril 1991 à juillet 1991	200	2000
Juillet 1991 à avril 1992	100	1500

Daniel Labbé, « Renault une histoire de fermeture », Revue Stratégies du management, art.cit

En février, alors que le processus de liquidation des emplois est résolument engagé (voir tableau ci-dessus), la commission immigration de la CGT convoque une grande assemblée des ouvriers immigrés, qui doit se tenir le samedi 10, dont l'objectif est d'examiner les objectifs revendicatifs suivants : annulation du plan social, poursuite de la production de l'*Express* jusqu'en 1998, garantie de l'emploi pour tous, une véritable retraite à 55 ans et 50 ans pour les travaux pénibles¹⁵⁵¹. La défense inconditionnelle de Billancourt est abandonnée, bien que de façon implicite, et des objectifs fixés sont plus conformes aux attentes des travailleurs du site. Pourtant la CGT doit reconnaître l'échec de cette initiative à laquelle ne participent que 70 personnes¹⁵⁵². Elle n'a plus de capacité mobilisatrice auprès des OS immigrés, alors que la CFDT en alliance avec la CGC et FO s'emploie à accompagner les personnes dans leurs parcours de mobilité. Elle dénonce la mobilité interne, comme « une déportation », acceptée avec réticence par les ouvriers, sans pouvoir néanmoins les engager

¹⁵⁵¹ Tract CGT du 6 février 1989, Recen.MER

¹⁵⁵² Tract CGT du 13 février 1989, Recen.MER

dans des résistances collectives. Son crédit d'organisation est d'autant plus entamé que certains de ses propres militants acceptent de s'inscrire dans la démarche qu'elle condamne. La divergence entre les stratégies collectives proposées et celles des individus, s'accroît après avril 1990, alors que la baisse d'activité conduisant à l'arrêt du site est engagée.

2.1.3 *Tensions centrifuges entre catégories et risque de « balkanisation politique du salariat »*

L'expérience de la gauche au pouvoir, l'approfondissement de la crise, la restructuration du site et les menaces sur l'emploi activent les tensions entre les différentes catégories de salariés, catégories associées pour une part à leurs origines nationales. Les OS d'origine africaine se sentent particulièrement menacés par leur stigmatisation en tant que travailleurs peu qualifiés et inadaptés aux conditions modernes de la production. Toutefois les préjugés à l'égard des OS se manifestent selon des modes propres à chaque milieu professionnel. Ouvriers professionnels ou techniciens des grands services de Billancourt ne réagissent pas avec la même hostilité.

La grève des OS de l'automne 1981 suscite des réactions diverses parmi les ouvriers professionnels qui combinent, comme déjà évoqué, des préjugés teintés de racisme et une estime pour leur capacité de lutte. Ils peuvent admettre comme légitimes leurs actions vues leurs conditions de travail difficiles, mais les désapprouvent comme inopportunes lorsque la gauche gouverne avec des ministres communistes. Aussi, les débrayages en solidarité aux grèves de l'île Seguin en 1981, celui du 9 octobre, et ceux du 15 et du 22 du même mois, sur des mots d'ordres plus généraux, sont très inégalement suivis par les professionnels¹⁵⁵³. Ces derniers craignent que cette grève ne porte préjudice au gouvernement, alors même que les stocks seraient importants et que des jours de chômage technique sont programmés. Leur réserve est aussi un réflexe de défense catégorielle, car ils craignent que l'exigence de P1 des ouvriers de production nuise à leur statut qualifié. Enfin, ils ne comprennent guère les modes de lutte adoptés par les grévistes, en particulier ceux de la chaîne de mécanique¹⁵⁵⁴. En janvier 1983, des ouvriers qualifiés français désapprouvent la grève des peintres de Flins

¹⁵⁵³ La situation est différente pour les ouvriers professionnels de maintenance des fonderies (atelier 54.42) ou du département 14 qui font grève sur les mêmes revendications que les OS de ces départements qui revendiquent de ne pas perdre de salaire (des primes d'équipes) du fait du passage de la production de deux équipes en une.

¹⁵⁵⁴ Les professionnels et la grève des OS, Revue *Pour le Parti*, n°44, janvier 1982, AP-AV

et son extension à Billancourt la jugeant peu opportune avant les élections municipales¹⁵⁵⁵, ce que confirmeraient ensuite les discussions du secrétariat de section du parti¹⁵⁵⁶. De même, analysant les résultats des élections professionnelles, des militants communistes peuvent juger que la CGT aurait « progressé plus s'il n'y avait pas eu de conflit »¹⁵⁵⁷.

Dans un tel contexte, les militants communistes constatent une recrudescence du racisme, avec chez les professionnels un mécontentement fondé sur leur conviction de n'avoir pas bénéficié des premières années du gouvernement de gauche, alors qu'ils sont touchés par de nouvelles mesures fiscales¹⁵⁵⁸. Toutefois si l'attitude des OP à l'égard des grèves des OS des premières années de la décennie reste ambivalente, celle des techniciens serait sans ambiguïté selon les propos rapportés par les militants communistes des grands bureaux. Les salariés y auraient la conviction que ces conflits ne « concernent pas les Français »¹⁵⁵⁹. Les militants immigrés et ceux français du PCF expriment alors des appréciations de plus en plus divergentes. Les immigrés disent « qu'on les déteste »¹⁵⁶⁰, alors que des travailleurs français, surtout ceux des bureaux, trouvent que les syndicats et les communistes « défendent trop les immigrés »¹⁵⁶¹. Les immigrés pensent que les Français pourraient vouloir aussi leur retour au pays et disent qu'ils seront les seuls à payer¹⁵⁶². Cette conviction encouragerait une vague de retours aux pays selon un militant algérien du PCF¹⁵⁶³, vague qui est largement exagérée. Parmi les mensuels, « le racisme « [vient] en premier dans les discussions »¹⁵⁶⁴ alors que dans leurs conversations le départ des immigrés prendrait plus d'importance que les mutations industrielles¹⁵⁶⁵.

Les déclarations du gouvernement à propos du rôle supposé des islamistes dans les grèves de l'hiver 1983¹⁵⁶⁶, les incidents violents survenus entre grévistes et maîtrise à Talbot, le

¹⁵⁵⁵ Notes manuscrites de janvier 1983, relatives à un entretien avec un délégué CFTD du département 54 (maintenance de l'île Seguin), AP-AV

¹⁵⁵⁶ Secrétariat de section du 24 janvier 1983, cahier n°3 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁵⁷ Bureau de section du 07 février 1983. Affirmation de Jean – Louis Fournier. Cahier n°3 - 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁵⁸ Comité de section du 29 mars 83 - 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁵⁵⁹ Michel Certano : « La direction développe l'idée de conflits qui ne concernent pas les Français ». Secrétariat de section du 24janvier83, cahier n°3 - 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶⁰ Ly Ibrahim, Comité de section du 01 avril 1985, cahier n°7– 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶¹ Bureau de section du 22 octobre 1984, cahier n°6– 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶² Bureau de section du 23janvier 1984, cahier n°5– 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶³ Comité de section du 01 avril 1985, cahier n°7 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶⁴ Comité de section du 19 septembre 1983, cahier n°4 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶⁵ Débat Comité de section élargi du 09 janvier 1984, cahier n°5 - 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶⁶ Cette interprétation est reprise par la presse économique « L'Expansion » qui en janvier 983, publie un article « L'automobile otage de ses immigrés - Aulnay, Poissy, Flins : comment la CGT récupère la révolte des

rétablissement de l'aide au retour qui en est l'une des conséquences, confortent les étrangers dans la conviction qu'ils sont des « indésirables ». Un Sénégalais, membre du PCF, rapportant le point de vue de ses camarades d'atelier, affirme qu'ils pensent « qu'il ne leur reste qu'à partir. Aujourd'hui, c'est Talbot, demain ce sera Billancourt. 95 % [d'entre eux] pensent que c'est foutu »¹⁵⁶⁷. Déstabilisés par les campagnes pour l'aide au retour, que peu d'entre eux choisissent, et par la réactivation de thèmes racistes associée à l'émergence électorale du Front national, les immigrés se replient sur eux-mêmes, alors que pour les ITC leur retour au pays est perçu comme une « bonne chose »¹⁵⁶⁸.

De 1984 et jusqu'à la fermeture de l'usine de montage en mars 1992, mises en préretraites, départs ONI et licenciements se succèdent frappant surtout les OS et donc des ouvriers étrangers. Les réunions des commissions nationales marocaine et algérienne de la CGT débattent des revendications à formuler en ces circonstances. Les travailleurs sont partagés¹⁵⁶⁹, les Marocains penchant pour une indemnité, les Algériens pour une formation. Selon Mohamed Amri la commission marocaine aurait voulu négocier directement avec la direction ce à quoi se serait opposée la CGT. De 1987 à 1989, les OS sont les spectateurs de la bataille des « 10 de Billancourt » menée par le PCF qui, ne les concernant guère, aggrave leur sentiment de n'être plus pris en considération par les organisations, syndicat ou parti, auxquelles ils avaient adhéré. A l'occasion des licenciements, les syndicalistes étrangers découvrent que l'égalité militante qu'ils avaient perçue et vécue au sein de la CGT ne tient plus lorsqu'il s'agit de négocier des reclassements, ou lorsque leur organisation entreprend des recours pour indemniser les militants au titre des pénalisations de carrière consécutives à leur engagement¹⁵⁷⁰. Ce fossé est aggravé par les appels du PCF et de la CGT à se battre pour sauver Billancourt, alors que dans les dernières années de l'usine, leurs militants français se reclassent sans attendre¹⁵⁷¹. Les ouvriers immigrés voient leurs anciens camarades français se reclasser dans les bureaux et les militants dans les municipalités ou

musulmans ». Or cette publication est relativement lue par les ITC, en particulier à Renault, dont le service de documentation assure la diffusion. AP-AV

¹⁵⁶⁷ Ibrahima Ly, à la réunion du Bureau de section du 04 janvier 1984, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶⁸ Bureau de section du 4 janvier 1984, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁶⁹ Mohamed Amri, entretien

¹⁵⁷⁰ Mohamed Amri. « *Lorsque le syndicat a négocié sur les discriminations syndicales. Ils ont négocié avec la direction, alors là, c'était plus clair encore. Tous les militants français, ils ont touché les gros paquets. Et tu as les autres militants qui ont touché des miettes. J'étais hors de moi [...] ils ont dit, il ne faut pas confondre un tel avec un tel. Il ne faut pas confondre un militant français et un militant immigré. Il y en a qui ont dit je ne suis pas d'accord qu'on touche la même chose ; un Os et un Je lui ai dit « Quand on distribuait les tracts ensemble devant la porte, on les distribuait pareil. Quand on va à la direction. On va tous pareil. ».*

¹⁵⁷¹ AMAROUZ Arezki, entretien : « *Et vous allez nous demander à nous de se battre pour sauver Billancourt. Restez avec nous à Billancourt, et on se bat tous ensemble.* »

les organisations du Parti, alors qu'ils n'ont d'autres perspectives que le licenciement ou les postes d'OS dans des usines éloignées.

2.2 Les attentes insatisfaites des OS immigrés, et leur instrumentalisation

L'attitude du Parti communiste à l'égard des OS immigrés ne peut être vue exclusivement à la lumière de leur origine, des préjugés qui s'y rattachent, et de considération de tactique électorale que ce soit au niveau local ou national. Réduire l'attitude communiste à ces derniers aspects, bien réels, serait ignorer un facteur déterminant de l'incapacité du parti, et cela depuis le début des années 1950 au moins, à accorder aux travailleurs dits non qualifiés, un statut politique à l'égal des ouvriers qualifiés, en dépit de leurs luttes et de leur rôle dans les conflits sociaux. Pour le mesurer, il faut procéder à un retour en arrière et examiner le contenu de l'exigence des OS de ne pas à le rester à vie. Il faut encore examiner les perspectives proposées à ces ouvriers par le PCF, en ce qui concerne leur travail, et donc leur prise en compte dans la politique communiste.

2.2.1 Ne pas rester OS à vie : des propositions laissant entière la subordination salariale

Pendant leur grève en 1981, les ouvriers de la chaîne mécanique disent ne pas vouloir rester OS à vie¹⁵⁷². Ils revendiquent alors d'accéder à des formations qualifiantes, qui leur permettraient de quitter la chaîne. En ce sens, ils revendiquent seulement de pouvoir bénéficier d'une mobilité professionnelle dont les ouvriers français avaient pu tirer parti plus de dix ans auparavant, mais dans un contexte économique et social différent.

Par le passé, le refus du travail peu qualifié s'était pourtant exprimé selon des voies autres, sans jamais se constituer en demande alternative. Il était manifeste aussi bien dans l'absentéisme élevé, que dans l'exubérance libératrice propres aux grèves d'OS. Il pouvait l'être aussi en certaines occasions dans le sabotage d'une production devenue insupportable¹⁵⁷³, ou par la mise à mal de machines sous l'emprise de l'alcool à l'issue d'un

¹⁵⁷² Arezki Amazouz, entretien « ne pas être OS à vie » « ce n'est pas du tout dans l'esprit de remettre en cause le statut de l'OS ou de l'APR comme on dit. Je suis parti sur la base des gens qui ont des compétences à qui on dit de suivre des cours chez Renault, [et] ils font d'énormes efforts pour apprendre à lire, à écrire, à calculer. C'est pour sortir de ce travail répétitif. Donc pour moi, un OS, il est rentré OS, il peut être demain P2, P3... etc. Donc, c'est la promotion »

¹⁵⁷³ Voir *Supra*

repas fêtant le dernier jour de travail avant les congés de l'été¹⁵⁷⁴. Les grèves des OS du début des années 1970 étaient fortes du rejet de la condition des ouvriers spécialisés, mais les propositions d'organisation du travail mises alors en œuvre, comme la rotation des ouvriers sur les postes, quoi que rares procédaient d'abord à un souci d'égalisation des charges de travail et du refus de la division que d'une vision alternative de leur travail. Aucune réponse n'avait été donnée à ces aspirations, le PCF et la CGT se contentant d'offrir comme seule perspective celle qui serait permise par une démocratisation de l'entreprise nationalisée.

Au début des années 1970, alors que le chômage était encore bas et l'absentéisme élevé, Renault, à l'image de ce qui avait été expérimenté en Suède, s'était engagé dans quelques tentatives de réduction du travail à la chaîne. Bien que ces expériences n'aient eu alors qu'un impact marginal, des ateliers avaient été réorganisés selon une logique permettant une certaine auto-organisation des ouvriers sur des postes où ils réalisaient un ensemble complet d'opérations. Ils accédaient ainsi à une certaine maîtrise de leur temps de travail et de leur procès de travail un peu comme pouvaient le faire les ouvriers professionnels¹⁵⁷⁵. Après les grèves qui avaient touché l'usine du Mans, en 1973, le montage des trains avant pouvait être réalisé intégralement par un ouvrier. Ce qui représentait un cycle 25 minutes pour 140 opérations élémentaires. L'ouvrier restant en poste fixe. L'entreprise obtenait ainsi un gain de productivité et une meilleure qualité. En juillet 1973, 25 ouvriers étaient engagés sur ce type de poste.

Limitée dans son application, l'expérimentation d'un travail en poste fixe avec tâches fortement élargies était pourtant ambiguë, comme le note le texte sur lequel s'appuie cette analyse. Ambiguë, elle démontre toutefois que la chaîne n'est qu'une des formes possibles du travail industriel, mais aussi que l'autonomie de l'ouvrier dans son travail est toute relative, car il reste subordonné aux exigences de l'entreprise et à ses objectifs. L'autonomie acquise dans l'exécution du procès immédiat, conduit la direction à obtenir la productivité attendue par une contrainte extérieure¹⁵⁷⁶ qui devient dès lors source de conflit, comme ce sera le cas à Billancourt dans l'atelier des barres de torsion, où une expérience similaire a été tentée. Conflit d'un mois en mars 1973. La section syndicale de la CFDT des forges fonderie en conclut donc que les nouvelles organisations du travail bénéficient d'abord au

¹⁵⁷⁴ Rapporté par C.S. technicien stagiaire au département 14, au début de la décennie soixante.

¹⁵⁷⁵ Je reprends ici une analyse fait par la section Forges fonderies de la CFDT Renault « Texte de réflexion sur les 'nouvelles méthodes de travail' ». Sans date, mais certainement du milieu des années 1970. AP-AV

¹⁵⁷⁶ Ce qui fait dire à la CFDT des forges que « c'est de l'autodiscipline, manipulée par les patrons ». Ibidem

patron et que dans le cadre de « la suppression du capitalisme », « les travailleurs sauraient d'ailleurs se servir aussi de certaines de ces nouvelles méthodes de travail, non pour produire plus, mais pour alléger les tâches et [améliorer] le bien-être de tous »¹⁵⁷⁷.

Avec la montée du chômage et la pression subjective et économique qui en résulte ces expériences sont abandonnées, et la chaîne retrouve toutes ses vertus. La chaîne reste pour le PCF et de la CGT une organisation intangible indissociable du progrès de la productivité. Ces organisations n'avaient jamais envisagé la transformation du travail que par l'automatisation et l'accès de tous les ouvriers à des postes qualifiés, leur permettant, en quelque sorte, d'être les bergers des machines. Toutefois dans les années 1980, cette perspective n'est plus guère de mise, au moins à Billancourt, l'automatisation étant vue plutôt comme un facteur d'aggravation du chômage. La transformation du travail par sa qualification n'est plus alors vue dans sa dimension de transformation collective, sociale et politique, mais comme relevant d'un parcours individuel associé à l'accès à des formations.

L'incapacité du PCF à penser le rapport de l'ouvrier à la machine comme exprimant un rapport social, d'ailleurs différent pour les OS et les OP, renvoie à une matrice théorique qui caractérise depuis longtemps le Parti communiste, et qui interdit de mettre en question la division technique du travail, issue du « scientific management » et du taylorisme. Ainsi de le fait remarquer Bruno Trentin, si dans les années 1950, le mouvement communiste considère que la « science bourgeoise » participe de l'apologie du capitalisme, a contrario l'innovation technologique et les organisations dans le travail bénéficient de la reconnaissance de leur neutralité¹⁵⁷⁸. Dans les années 1930, le PC et la CGTU pouvaient en effet reconnaître dans le taylorisme « la méthode de production de l'avenir »¹⁵⁷⁹. Après 1968, la neutralité du progrès a été mise en question, sous l'influence de la Révolution culturelle chinoise ou par divers auteurs¹⁵⁸⁰, et plus récemment encore par des historiens apportant une vision critique et sociale du développement technique¹⁵⁸¹. Toutefois ces points de vue critiques ne touchent guère les représentations respectives du travail des OS et des OP portés par les acteurs dans l'usine. Le PCF peut donc dans les années 1960, critiquer un de ses

¹⁵⁷⁷ Ibidem. Le syndicat SRTA CFTD, note lors de son congrès de novembre 1979, que les expériences de recomposition des tâches ont « conduit à un renforcement de la solidarité entre travailleurs [...] finie la division en différents postes sur le chaîne : chaque travailleur fait le même travail » Document du 8 congrès « Pour une CFTD Forte », AP-AV

¹⁵⁷⁸ Bruno Trentin, *La Cité du travail, le fordisme et la gauche*, Paris, Fayard, 2012, 444 p., p.190

¹⁵⁷⁹ Ibidem p. 195

¹⁵⁸⁰ Voir Robert Linhart, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, le Seuil, 1976, CORIAT Benjamin, *L'atelier et le chronomètre*, opus cit.

¹⁵⁸¹ François Jarrige, *Techno-critiques, du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La découverte, 2014, 419 p., Clifford D. Conner, *Histoire populaire des sciences*, Paris, L'Echappée belle, 2011, 560 p.

militants qui pronostique la disparition de la cotation des postes sous le socialisme¹⁵⁸², ou pendant la décennie suivante se revendiquer du progrès, sans comprendre ce que cela exprime comme acceptation implicite du travail des ouvriers spécialisés. Ce travail serait alors un facteur incontournable du progrès et de la productivité, auxquels l'ouvrier ne peut échapper qu'individuellement, ou accepter au prix de satisfactions extérieures au travail, comme une distribution plus égalitaire ou par divers éléments de valorisation ainsi que le proposait déjà Alain Touraine dans les années 1950.

Dans les années 1980, alors que l'expérience d'un gouvernement de gauche débute, et que le PCF a pris conscience de ce qu'il a manqué en 1968, la forme prise par ces éléments de valorisation, la nécessité de « travailler autrement », s'inscrivent dans une perspective sociale et politique plus large, subordonnée à la mise en œuvre d'une gestion alternative. Dans un tract communiste de novembre 1981, cette nécessité de valorisation participe de l'objectif « de fabriquer des véhicules autrement », « d'abaisser le prix des voitures » et « de rendre compatibles les aspirations du personnel et les contraintes extérieures ». Il faut donc travailler autrement « pour des raisons humaines (en finir avec la situation d'OS) », « pour des raisons sociales car former des travailleurs qualifiés, conscients de leurs responsabilités, c'est le tissu social qui est renforcé en éliminant les laissés pour compte », ainsi que pour « des raisons économiques »¹⁵⁸³. Quelques mois plus tard, le comité de section inscrit à nouveau la question de la transformation du travail dans la perspective d'une nouvelle croissance qui exige de produire plus, mieux et moins cher. Pour cela il faut travailler autrement, c'est-à-dire moins et mieux (réduction du temps de travail, des cadences, embauches et formation). C'est-à-dire un travail plus qualifié, avec un rapprochement du travail manuel, intellectuel et des droits nouveaux dans l'entreprise »¹⁵⁸⁴.

La transformation du travail n'est pas libération de la subordination salariale telle qu'elle se manifeste dans l'organisation de la chaîne ou des autres activités ouvrières, mais une des composantes de la performance économique de l'entreprise. Le discours du parti, qui ne met guère en question la division du travail dont découle la condition particulière des OS, paraît s'adresser avant tout aux ITC. Les changements proposés invitent à une coopération entre travailleurs dont les positionnements sociaux sont différents. La démocratisation de l'entreprise vise à les impliquer dans la gestion, et en étendant les attributions des groupes

¹⁵⁸² Voir *supra* p.

¹⁵⁸³ Tract PCF : « vous avez dit possible ! » 18 novembre 81 – AP-AV

¹⁵⁸⁴ Comité de section du 4 mars 1982, 413 J 3 AD93- LACROIX

d'expression proposés par la gauche, qui ne font qu'adoucir les modalités de la subordination salariale.

Dans l'*Echo des métallos* de mai 1985, le PCF dit justement que « travailler autrement, ce n'est pas être polyvalent, changer de poste sans arrêt ». Il propose alors à « de ceux qui souffrent le plus » l'accès à un travail qualifié qui « passe par la formation professionnelle sérieuse ». L'accès à ce travail permettra « l'amélioration de la qualité, la diminution des coûts », sans exclure pour autant « la mise en place de techniques nouvelles, sans attendre pour soulager tout de suite la peine des hommes et créer des emplois »¹⁵⁸⁵. La proposition de « Travailler autrement » ainsi formulée, non seulement ne répond pas aux besoins exprimés par les OS, ne changeant pas leur condition, leur faisant seulement miroiter qu'elle pourrait être personnellement que transitoire. Cette approche sera balayée par la prégnance de la question de l'emploi. Travailler autrement devenu synonyme de polyvalence sera un levier dans la mise en œuvre des plans sociaux et de la sélection des ouvriers.

Les conceptions sous-jacentes à l'attitude du Parti communiste à l'égard des ouvriers spécialisés, interdisent d'appréhender dans leurs révoltes l'expression d'une aspiration sur laquelle s'appuyer pour unifier les ouvriers dans une critique du travail au sein de la société capitaliste. Bien sûr les ouvriers spécialisés doivent échapper au sort de « ceux qui souffrent le plus », par une voie individuelle ou par des compensations apportées par un gouvernement, mais sans bouleverser une condition sociale qui participe de la prospérité générale du pays. Dans les années 1980, c'est donc la direction de l'entreprise qui consciente du potentiel que représentent les aspirations de ces ouvriers, parviendra à les instrumentaliser à son bénéfice sans amoindrir, au contraire, la violence du rapport de subordination.

2.2.2 L'action de Vitry discrédite les appels à l'unité des Français et des immigrés

Soucieux de l'unité des catégories, le parti en appelle à l'unité Français immigrés et dénonce le racisme dans les entreprises comme Renault¹⁵⁸⁶. Cependant cette unité n'a pas les mêmes implications dans les usines et les communes. Dans les grandes entreprises, le parti doit entretenir un lien étroit avec les ouvriers étrangers sous peine d'y perdre une grande partie de sa capacité mobilisatrice. Il n'en va pas de même dans les villes, où il a le souci de

¹⁵⁸⁵ « L'exemple du 74 Mécanique ». L'*Echo des Métallo*, mai 1985, AP-AV

¹⁵⁸⁶ « Français et immigrés unis », *Echo des Métallos*, n°258 novembre 1977 et l'*Echo des Métallos*, n°265, octobre 1978, AP-AV

répondre à un électorat ouvrier qui se vit parfois en concurrence avec les étrangers, dans le logement et la cité. A la fin des années 1970, dans sa propagande, le parti insiste sur la nécessité d'une « répartition équitable des immigrés » entre villes. Le bureau politique de juin 1979 enjoint les « municipalités dirigées par des communistes de refuser de nouvelles arrivées d'immigrants en faisant valoir que ce sont elles qui accueillent [...] la plus grande proportion d'immigrés » et d'exiger leur « répartition équitable [et] en dénonçant la discrimination raciste de la droite »¹⁵⁸⁷. Le PCF se recentre sur son électoral traditionnel en marginalisant les immigrés¹⁵⁸⁸. L'opération montée par la Fédération communiste du Val de Marne à Vitry à la fin du mois de décembre 1980 est la manifestation, certes extrême, de cette orientation. Aussi, bien que critiquée, est-elle fermement assumée par le Parti.

En 1980, l'ADEF¹⁵⁸⁹ rénove un foyer de Vitry contre la volonté du maire qui entend réserver les locaux à de jeunes français. Le 21 décembre, cette société passe outre l'avis du maire et décide d'y transférer 300 travailleurs maliens venant d'un foyer vétuste de Saint Maur les fossés, commune dont la municipalité est de droite. Au cours d'une manifestation appelée par le maire et le secrétaire de la fédération du PCF, un commando s'attaque au foyer, en détruit l'installation électrique, la chaufferie et en obstrue les entrées à l'aide d'un bulldozer¹⁵⁹⁰. L'action du PCF est dénoncée comme raciste par la presse, par les syndicats autres que la CGT. L'émoi est vif parmi les immigrés. La CGT n'est pas impliquée dans l'action. Le 31 décembre, en l'absence de Georges Séguy et de Henri Krasucki, son Bureau confédéral rédige une déclaration qui condamne les manœuvres et déplore les incidents de Vitry¹⁵⁹¹. La résolution est modérée, car le bureau confédéral « condamne fermement l'opération de déménagement clandestin dont sont responsables à la fois l'ADEF (association patronale), le Préfet du Val de Marne, la municipalité de Saint Maur et le pouvoir giscardien » et « déplore les incidents de Vitry parce qu'ils risquent d'être utilisés pour opposer français et immigrés »¹⁵⁹². En dépit de sa modération, le parti met en cause la

¹⁵⁸⁷ Bureau politique du 25 juin 79, 2 Num 4/5

¹⁵⁸⁸ Sans doute les ouvriers étrangers représentent-ils dans les communes communistes une proportion de résidents plus importante que là où la droite en dirige. Ces distorsions traduisent le caractère ouvrier des communes communistes. Mais l'unité entre français et immigrés, souhaitée dans les entreprises, n'y a pas le même enjeu.

¹⁵⁸⁹ l'ADEF (Association pour le Développement des Foyers), auparavant du Bâtiment et de la Métallurgie, est un organisme d'origine patronale.

¹⁵⁹⁰ Jean-Charles Scagnetti, « Le PCF face à l'immigration », dans Driss El Yazami, Yvan Gasteau, Naïma Yahi (Dir.), *GENERATION, un siècle d'histoire culturelle des Maghrébins en France*, Paris, Gallimard – Génériques-CNHI, 2009, 347 p., p.128 et 129.

¹⁵⁹¹ Marius Apostolo, *Traces de luttes, 1924-2007*, opus cit., p. 175

¹⁵⁹² « Rien ne nous fera dévier du combat quotidien pour défendre toutes les revendications et le potentiel industriel de Billancourt » - CGT tract du 9 janvier 81 carton 131 A PCF R. Il reproduit la déclaration adoptée à l'unanimité par le Bureau confédéral CGT

déclaration comme opportuniste et en bloque la diffusion¹⁵⁹³. Avant qu'il en soit ainsi, à Billancourt, des militants de la CGT la reproduisent dans un tract qui est « diffusé à 3 ou 4000 exemplaires aux portes jusqu'à ce que le parti réagisse et en arrête la distribution. Le débat est ensuite vif au sein du syndicat¹⁵⁹⁴.

En réponse au Recteur de la Mosquée de Paris qui, le 2 janvier, a « lancé une prière imprécatoire » contre la municipalité de Vitry¹⁵⁹⁵, Georges Marchais lui adresse une longue lettre publiée en supplément spécial de l'*Humanité* du 9 janvier 1981. Il y dit approuver le maire de Vitry au nom de la lutte contre les ghettos d'immigrés. Il retourne l'attaque contre le maire de Saint Maur, réaffirmant la fraternité entre les travailleurs, rappelant au passage « l'anticolonialisme du Parti ». Il exige aussi de stopper « l'immigration pour ne pas aggraver le chômage » bien que le parti puisse en certaines circonstances réfuter le lien entre chômage et immigration. Pour lui « logement, aide sociale, école, la cote d'alerte est atteinte » ce qui implique « une répartition équitable des travailleurs immigrés entre toutes les communes ». Il conclut en appelant « les travailleurs français et immigrés à unir leurs forces ».

A Renault le Parti communiste entreprend d'amortir l'effet négatif de l'action. Il exhorte les travailleurs immigrés à ne pas se tromper d'adversaire et lance une pétition auprès des travailleurs immigrés : « les travailleurs immigrés dont les noms suivent protestent contre la campagne de haine organisée par les milieux politiques les plus divers contre le parti communiste français. [Alors que] les communistes français ont toujours été aux avant-postes de la lutte contre les manifestations racistes à notre égard, à l'entreprise comme à la ville »¹⁵⁹⁶. Le 12 janvier le secrétariat de section à Renault demande aux travailleurs immigrés de soutenir le PCF sur les problèmes de logement et de racisme et décide de diffuser massivement le supplément à l'*Humanité*¹⁵⁹⁷ reproduisant la lettre de Georges Marchais au Recteur de la mosquée de Paris. Au cours des semaines suivantes le Secrétariat de section constate que si les campagnes communistes sur la drogue et les ghettos ont reçu « une bonne réception chez les travailleurs », il y a des « problèmes chez les immigrés »¹⁵⁹⁸, même si certains d'entre eux souscrivent à l'argumentation communiste¹⁵⁹⁹. Les termes utilisés par

¹⁵⁹³ Marius Apostolo, *Traces de luttes, 1924-2007*, opus cit., p.175

¹⁵⁹⁴ Daniel Bonnechère, entretien.

¹⁵⁹⁵ Jean-Charles Scagnetti, « Le PCF face à l'immigration », dans Driss El Yazami, Yvan Gasteau, Naïma Yahi (Dir.), *GENERATION*, opus cit. p.129

¹⁵⁹⁶ « Ne nous trompons pas d'adversaire ». Tract PCF du 6 janvier 1981, AD93-SCRB carton 131

¹⁵⁹⁷ Secrétariat de section du 12 janvier 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁹⁸ Secrétariat de section du 2 février 1981 cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁵⁹⁹ Diallo, entretien du 7 avril 2011, Champigny : « pendant un moment ça m'a surpris. Et que ce soit passé comme ça... mais j'ai réfléchi. Quelque temps. Je me suis dit il y a tant de foyers là-bas. S'ils veulent déplacer

les communistes expriment un implicite qui place les immigrés dans une extériorité à la classe politique, puisque le terme de travailleur, venant avant celui d'immigré, paraît réservé aux seuls Français. Les immigrés sont exclus de l'ensemble politique des travailleurs. L'année suivante une réunion du Bureau de section constate pourtant que la priorité à l'entreprise fixée au 24^e congrès, suppose de renforcer le travail parmi les immigrés, où l'audience du Parti recule¹⁶⁰⁰.

2.2.3 Vaine instrumentalisation des OS immigrés, au bénéfice des bastions professionnels menacés

La politique du PCF à l'égard des ouvriers immigrés, à l'usine reste subordonnée, aux enjeux nationaux, comme l'on vient de le voir. Dans les années 1980, il sait les utiliser pour mettre en cause ses détracteurs, et instrumentaliser la force qu'ils représentent dans l'usine.

En 1981, l'absence de condamnation par le Parti communiste de l'état de siège décrété le 13 décembre¹⁶⁰¹ en Pologne et de l'arrestation de nombreux syndicalistes de Solidarnosc suscite un émoi parmi les travailleurs et au sein même de la CGT¹⁶⁰². La CFDT appelle à la grève le 21 décembre. Le PCF ou la CGT répliquent aux critiques qui leur sont adressées, non pas directement, mais par un tract de la commission centrale de l'immigration du syndicat. Ce tract reconnaît que les mesures prises par les Polonais « pour redresser la situation dans leur pays interrogent les travailleurs », mais qui oppose les dénonciations portées par les médias à leur silence sur l'apartheid et la Palestine¹⁶⁰³.

Comme cela avait été le cas pendant la lutte de libération nationale algérienne, le soutien communiste à la cause palestinienne reste subordonné aux enjeux nationaux. Le 29 juin 1982, alors que l'armée israélienne a engagé depuis trois semaines l'opération « Paix en

celui-là et l'envoyer là-bas. Il aurait suffi que les deux maires, ils arrivaient à s'entendre à cette époque-là... c'est un malentendu ou je ne sais pas quoi... Il ne faut pas déplacer cela comme ça. Au hasard comme cela. Il y a peut-être un problème. [...] Il y a pas mal de foyers là-bas aussi, même à Thiais [...] Toutes ces communes-là, il y a pas mal de foyers. Même ici quand on regarde il y a quatre foyers. Et je connais Champigny ». L'action du Parti contre le foyer de Vitry ne trouble pas tous les militants immigrés du parti, qui pour certains, comme Ibrahim LY partage son analyse, alors que d'autres comme Mokhtari la critique

¹⁶⁰⁰ Bureau de section du 13 avril 1982, cahier n°2 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁰¹ « Les communistes qui se sont prononcés favorablement pour les réformes économiques, politiques et démocratiques dont l'application totale est la condition pour que la Pologne sorte de la crise, ne s'associent pas à ce tapage sélectif dont le but en France est visiblement de provoquer une crise politique qui enrayerait le processus de changement auquel participent les communistes ». Tract PCF du 21 décembre 1981, à Billancourt. La phrase soulignée l'est dans le tract original. AP-AV

¹⁶⁰² Daniel Bonnechère critique la position du parti et sera pour cela progressivement marginalisé dans la CGT.

¹⁶⁰³ Tract CGT du 21 décembre 1981. Ce tract est rédigé en français et en arabe. C'est rarement le cas. AP-AV

Galilée » qui se termine par l'occupation du sud de Beyrouth, une délégation de communistes de Renault, conduite par Daniel Lacroix se rend bien au siège de l'OLP à Paris, pour y remettre le produit de la vente de badges aux couleurs palestiniennes, faite dans l'usine¹⁶⁰⁴. Cependant en 1983, le PCF reste silencieux après l'intervention de l'aviation française contre un camp du Hezbollah dans la plaine de la Bekaa¹⁶⁰⁵, en représailles à l'attentat contre le *Drakkar* en octobre¹⁶⁰⁶. Cette opération aérienne suscite une grande émotion parmi les immigrés arabes. Le mutisme du PCF soulève la colère des ouvriers maghrébins envers les militants communistes qui en rendent compte dans les réunions de la section¹⁶⁰⁷. La sensibilité et la solidarité spontanée des travailleurs maghrébins au combat des Palestiniens, comme à la lutte contre le racisme, que le parti et la CGT instrumentalisent en bien des occasions, peuvent aussi les contrarier

En octobre 1985, les ouvriers professionnels du département 70, qui ont engagé une action restée isolée, profitent de la grève de 2500 ouvriers de Renault du Mans qui occupent leur usine, pour tenter d'immobiliser Billancourt. Ne le pouvant pas eux-mêmes, le mercredi 9, une centaine de militants des ateliers professionnels de Billancourt, protestant contre la répression frappant des ouvriers du département 70, pénètrent dans l'île Seguin et invitent les ouvriers des chaînes à arrêter le travail. Un vote est improvisé avec les ouvriers de l'équipe montante pour décider d'une occupation illimitée. Sur 3710 bulletins déposés dans les urnes, 2820 sont favorables à l'occupation. Cependant, après avoir voté la majorité des ouvriers restent à leur poste, si bien que la CGT doit couper l'alimentation électrique de l'île Seguin pour y interrompre le travail. Le soir, les militants du syndicat bloquent les portes de l'île après que les ouvriers en soient sortis. Le lendemain l'accès des ateliers est donc impossible aux ouvriers se présentent au travail. Peu sûre de la détermination des OS, la CGT les maintient dehors et assure avec deux cents militants et sympathisants l'occupation qu'ils ont pourtant votée¹⁶⁰⁸. Le vendredi 11 la direction du CIB met en place avec les cadres

¹⁶⁰⁴ Tract PCF du 5 juillet 1982, AP-AV

¹⁶⁰⁵ En représailles, lors de l'opération *Brochet* le 17 novembre 1983, les Super Étendard de la Marine nationale décollant du porte-avions Clemenceau effectuent un raid sur la caserne Cheikh Abdallah, une position des Gardiens de la Révolution islamique et du Hezbollah dans la plaine de la Bekaa.

¹⁶⁰⁶ 23 octobre 83 : L'attentat du *Drakkar* aurait été un acte de représailles à la livraison à l'Irak par la France d'avions de combat Super Étendard équipés de missiles Exocet et accompagnés de pilotes instructeurs français.

¹⁶⁰⁷ Bureau de section du 21 novembre 1983, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁰⁸ Mohamed Er Reguieg, se souvient d'avoir traversé l'usine occupée trois jours avant la levée de l'occupation. « J'avais demandé à un dirigeant CGT de me laisser entrer dans l'usine pour récupérer des documents, il accepta. Le moment venu je fus accueilli au portail de l'usine par un militant CGT de mon secteur avec qui j'avais tant partagé, [qui] m'escorta à l'aller et au retour. On devait marcher sur une distance d'environ 500 mètres. On ne s'est pas du tout adressé la parole. Le silence inhabituel de l'île Seguin était lugubre, tout autour il n'y avait pas un chat. La scène tenait du surréalisme. J'avais l'impression toute proportion gardée de pénétrer dans une usine sans âme en l'absence de l'animation qui la caractérise. C'était presque une usine pré-friche industrielle ». Note rédigée et communiquée par Mohamed Er Reguieg, mai 2017

des accueils dans les cafés de Boulogne et invite les ouvriers à s'y rendre chaque jour pour signifier leur volonté de travailler. Ils doivent signer une déclaration exprimant qu'ils ne sont pas grévistes. Cette étonnante occupation dure huit jours. Le 16 octobre à l'appel de la CGE/CGC, les « non- grévistes » manifestent pour exiger la liberté du travail. Le 17 octobre la CGT estimant qu'elle doit tenir compte du rapport de force, organise un vote de reprise qui a lieu le lendemain. L'arrêt de l'occupation est décidé par 2202 voix sur 4334 votants, alors que seuls 300 travailleurs se sont déclarés comme non-grévistes selon les décomptes de la direction. L'attitude des travailleurs de l'île paraît ambivalente. La CGT en agissant ainsi aurait répondu en partie aux sentiments des travailleurs des chaînes, même de ceux qui ont dit vouloir travailler en émargeant les listes de la direction. Le bureau de la section communiste reconnaît d'ailleurs que si une minorité voulait en découdre, la majorité des ouvriers était hésitante en dépit d'un mécontentement général, sans pour autant tenir rigueur à la CGT des conditions de l'action qui n'a eu aucune incidence sur leurs salaires¹⁶⁰⁹. Pour autant, la CGT n'étant pas certaine de la réaction des ouvriers immigrés qu'elle avait manœuvrés, sans leur laisser aucune possibilité d'action autonome, décide un mois plus tard l'allocation par le CE à tous les salariés d'un bon d'achat de 150 francs échangeable contre divers produits, contre du champagne, du chocolat etc. Cette décision pourrait expliquer autant que l'adhésion à l'action de la CGT, son succès aux élections professionnelles de janvier 1986¹⁶¹⁰.

Confronté à l'érosion de son électorat, découvrant plusieurs années après la Marche pour l'égalité l'importance politique des enfants d'immigrés, dont beaucoup sont Français, le parti adopte l'exigence du vote des immigrés aux élections locales¹⁶¹¹. Avant l'élection présidentielle de 1988, il s'emploie à les mobiliser. La direction de la section Renault adresse alors un « courrier spécial élections présidentielles » aux animateurs de la campagne dans l'île Seguin. Elle leur fixe pour tâche d'y recenser les travailleurs qui votent et ceux qui ont des enfants qui le peuvent, afin de les inciter à apporter leurs suffrages à André Lajoinie, candidat à la Présidentielle¹⁶¹². Cette campagne s'achève sur une initiative à laquelle sont conviés les travailleurs immigrés. Le samedi 16 avril dans l'après-midi, un film est projeté, avec thé et débat sur « l'immigration et le vote Lajoinie », auquel participe Guy Ducoloné

¹⁶⁰⁹ Bureau de section du 22 octobre 1985, cahier n°8 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶¹⁰ Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?* p. 137-148, et *Lutte ouvrière*, 19 octobre 1985

¹⁶¹¹ En 1985, sur les conditions de ce changement d'orientation, voir Bernard Pudal, *Un monde défait*, opus cit. p.157

¹⁶¹² Membre du Parti communiste français (PCF), il est élu au Comité central en 1973, au Bureau politique en 1976 et au Secrétariat du Parti en 1982. Candidat à l'Élection présidentielle française de 1988, il obtient 6,76 % des voix au premier tour

et Toufik Balache des Jeunesses communistes. L'invitation précise que « cette initiative est ouverte aux enfants des travailleurs immigrés qui votent et qu'elle se terminera par un repas fraternel et une soirée dansante »¹⁶¹³.

En mars 1991, le PCF dans un tract appelle les Français et les immigrés à un meeting dans l'île Seguin pour exiger que le 21 mars devienne une journée nationale contre le racisme ». En juillet de la même année alors que le gouvernement socialiste dirigé par Edith Cresson propose un durcissement des lois concernant le séjour des immigrés¹⁶¹⁴ et de possibles expulsions par charters, le PCF distribue à Billancourt un tract national, titré « Immigration l'opinion des communistes » qui va dans le même sens¹⁶¹⁵.

Le mouvement de balancier de la politique du parti confirme bien le rôle subalterne qu'il accorde aux ouvriers immigrés, qui restent soit des faire-valoir en certaines circonstances, soit des boucs-émissaires lors qu'il s'agit d'enrayer une érosion électorale en flattant les sentiments diffus qui se répandent dans la société.

2.3 L'évanescence du concept de classes comme opérateur politique

Dans les années 1980, le terme « catégorie » auquel recourt le parti depuis longtemps a évincé celui de travailleur ou d'ouvrier. La classe ouvrière n'est plus qu'une agrégation de catégories, au contenu incertain et aux intérêts perçus, y compris par les militants, comme contradictoires. La volonté de prendre en compte les aspirations de toutes les « catégories », ouvriers, qualifiés, OS, femmes, immigrés, ITC, est alors un stéréotype des réunions de section du parti à Renault confronté à l'érosion de son audience. Bien que cette nécessité soit associée aux occasions manquées des années 1970, le parti cherche à la satisfaire avec les mêmes moyens et selon les mêmes conceptions tactiques que ceux mis en œuvre dans les décennies passées. Il formule un énoncé politique qui n'engage pas au réexamen des

¹⁶¹³ Réunion de section janvier 1989, AD93 – SCRB, carton n°98

¹⁶¹⁴ Mais début juillet 1991, elle annonce un nouveau train de mesures pour la « maîtrise de l'immigration ». Celles-ci concernent aussi bien le visa (création du visa de transit), le certificat d'hébergement, le travail au noir, le droit d'asile et la régularisation. Tout en souhaitant se démarquer de Pasqua, elle évoque ainsi, le 8 juillet 1991, la mise en place de charters collectifs pour les expulsions de sans-papiers.

¹⁶¹⁵ Ce tract affirme en substance : « La France peut-elle continuer à accueillir de nouveaux immigrés ? NON ». « N'y a-t-il pas des abus dans l'utilisation de la loi française qui permet le regroupement familial ? Si, il faut les supprimer ». L'existence d'une nombreuse population immigrée dans une même ville ne conduit-elle pas à des déséquilibres dans l'utilisation des ressources communales qui mécontentent d'autres couches de la population. SI, et il faut y remédier ». « Drogue, violence, délinquance, faut-il fermer les yeux quand des immigrés sont dans le coup pour ne pas être traité de raciste ? NON absolument pas. » Il en conclut bien sûr qu'il ne faut pas « retourner sa colère contre les immigrés, les traiter en bouc-émissaire des maux dont souffrent notre société » et qu'il « faut changer de société ». Recen.MER

orientations politiques à l'origine des « occasions manquées ». Sans doute, depuis l'abandon de la Dictature du prolétariat en 1976, il se cherche une nouvelle identité en reprenant des thèmes politiques qu'il récusait auparavant, comme l'autogestion. Mais cette adoption, comme d'autres, procède plus d'une concession à « l'esprit du temps » que d'une analyse des échecs passés. En pratique, il cherche toujours le maintien de son audience dans une meilleure prise en compte la diversité des aspirations catégorielles.

2.3.1 *Définir autrement les classes ne réduit pas leurs contradictions*

Au comité de section du 29 juin 1981, Aimé Halbeher¹⁶¹⁶ exhorte à « prendre en charge les intérêts de tous (des plus exploités jusqu'aux techniciens) » sans relâcher les « efforts en direction de la classe ouvrière, mais [en prenant bien] en charge sa diversité, ses catégories ». Il conçoit que maintenir la « priorité à la classe ouvrière, aux ouvriers et techniciens, mais pas exclusivement, c'est la difficulté à surmonter ». Il constate aussi que se sont opérés « de profondes mutations sociologiques, des changements dans les comportements, dans les sensibilités, la façon de vivre et d'appréhender l'avenir ». Ces déclarations faites à l'occasion de rapports introductifs aux réunions de section ne sont guère examinées dans leurs implications politiques et tactiques. Alors que les OS, par ailleurs immigrés, de Billancourt, ébranlent encore Renault au début des années 1980, cet élargissement de la classe ouvrière aux ITC, contribue à y marginaliser les ouvriers peu qualifiés, marginalité illustrée dans les modalités de la défense de Billancourt par le PCF et la CGT. En 1984, analysant à nouveau la situation du parti dans la classe ouvrière, Paul Laurent pointe « les retards stratégiques du parti » qui n'a pas suffisamment pris en compte les mutations sociologiques de la région que sont la hausse du nombre des OS, des immigrés, des travailleurs du tertiaire et la baisse du nombre des ouvriers professionnels¹⁶¹⁷.

Jusqu'aux années 1960, les ingénieurs et les techniciens n'y appartiennent pas, bien qu'ils « participent directement à la production sans en tirer de profit capitaliste, [et] sont des travailleurs producteurs de plus-value ». Le parti considère qu'il « ne convient pas d'isoler cette caractéristique [la participation directe à la production] et d'en tirer la conclusion qu'ils constituent une couche de la classe ouvrière »¹⁶¹⁸, bien que certains d'entre eux puissent en faire déjà partie. Le rapport entre les ouvriers et les ITC relève d'une d'alliance que le parti

¹⁶¹⁶ Assemblée du Comité de section Renault du 29 juin 1981 AD93-SCRB 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶¹⁷ Bureau politique du 2 mai 1984, 2 Num 4/17

¹⁶¹⁸ Bureau politique du 30 novembre 1961, 2 Num 4/3

fonde sur l'aspiration commune aux ouvriers et aux techniciens, ingénieurs ou cadres, à ce « que les forces productives se développent intensément »¹⁶¹⁹.

Deux décennies plus tard, les ITC, du moins ceux impliqués directement ou indirectement dans la production, sont intégrés à la classe ouvrière. Les techniciens de méthodes, les ingénieurs des mêmes secteurs ou ceux qui dirigent un procès de production en font partie. En 1986, Jean Lojkine¹⁶²⁰ peut écrire que « des ingénieurs polytechniciens dirigeant avec des techniciens d'atelier des installations automatisées, des 'ouvriers' programmant sur un microprocesseur un cycle d'usinage..., c'est la nouvelle classe ouvrière de cette fin de siècle »¹⁶²¹. En conséquence, le parti cesse de définir les rapports entre ces travailleurs comme relevant d'« une 'alliance' entre bloc distincts : les ouvriers et les cadres, les ouvriers et les employés. Il ne s'agit plus de parler d'allier les ITC à la classe ouvrière » et « plus juste d'en appeler à l'unité de la classe ouvrière qui va globalement de l'OS à l'ingénieur chez Renault soit la grande majorité de l'entreprise »¹⁶²². La politique communiste doit « traduire politiquement des rapprochements objectifs qui marquent désormais tous les rapports entre salariés »¹⁶²³.

Des intellectuels communistes entendent fonder sur cette analyse de la classe une nouvelle perspective révolutionnaire car « à l'heure où l'ouvrier professionnel sur machine cède la place au technicien et à l'ingénieur des installations automatisées, le mouvement révolutionnaire français réussira-t-il à associer une deuxième fois la révolution technologique et la révolution politique en permettant une nouvelle rencontre entre les porteurs de la 'tradition révolutionnaire' et les acteurs de la révolution technologique ? »¹⁶²⁴.

Dans les années 1980, la définition de la classe ouvrière achève l'évolution qui l'ouvre aux ITC. Pourtant cet élargissement qui conforte une centralité ouvrière, assise sur le poids sociologique de la catégorie sociale ainsi définie, laisse entier le problème politique de l'unité entre catégories qu'elles soient incluses ou pas au sein de la classe ouvrière.

¹⁶¹⁹ Joe Metzger, *Cahiers du communisme*, n°1, janvier 1969, p.36

¹⁶²⁰ Jean Lojkine. Agrégé de philosophie (1964), doctorat d'état en sociologie (1975), directeur de recherche en sociologie au CNRS, Centre d'études des mouvements sociaux, EHESS, Paris.

¹⁶²¹ Jean Lojkine, *La classe ouvrière en mutations*, Messidor Editions sociales, Paris 1986, 222 p.

¹⁶²² Conférence de section (date ?), 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶²³ Jean Lojkine, *la classe ouvrière en mutation*, opus cit., p.33

¹⁶²⁴ Ibidem, p.71

2.3.2 *La politique de rapprochement des ITC échoue à l'usine*

A l'usine, les rapprochements souhaités se heurtent à des obstacles, car cette alliance des acteurs de la révolution politique et de la révolution technologique est contrariée par leurs attitudes politiques respectives. A Renault, Les ITC sont sensibles aux propositions socialistes et trouvent par ailleurs que le Parti communiste « en fait trop pour les immigrés »¹⁶²⁵. Parmi eux le racisme se développe au dire même de ses militants. Le discrédit du parti auprès de ces catégories est patent si l'on compare le nombre de cartes placées parmi eux entre 1977 et 1984¹⁶²⁶ et cela est confirmé par la lettre que Daniel Lacroix adresse au comité central en juillet 1984. Le secrétaire de section y dit que les communistes poursuivent leur recul chez les ITC et qu'ils ont des « problèmes sérieux chez les ouvriers professionnels »¹⁶²⁷.

Alors que la proximité géographique constitue un facteur de rapprochement politique pour les ouvriers de qualification ou d'origine différentes, c'est l'inverse qui se produit entre les ouvriers et les mensuels. En 1984, parmi les 3041 mensuels de l'île Seguin, le parti ne place que 14 cartes soit 0,46 %, alors que dans les grands bureaux du Bâtiment A, celui des méthodes, parmi les 1084 salariés, 34 cartes sont placées, soit 3,13 %. Le taux est sensiblement le même dans les autres secteurs où les mensuels sont majoritaires. La coopération entre les ITC et les ouvriers dans la mise en œuvre des moyens de fabrication est une coopération contrainte, expression de la subordination du travailleur aux exigences de valorisation du capital. Pour les ouvriers, pour les OS en particulier, les ITC de production sont ceux qui mettent en œuvre leur exploitation.

Le même constat vaut pour la maîtrise. Au début de la décennie, le PCF bataillant contre les fermetures d'ateliers dit constater une convergence très nette entre les ouvriers, les agents de maîtrise et les techniciens, résultat de la bataille idéologique menée par lui et la CGT contre la politique de déclin¹⁶²⁸. L'« intervention sur le terrain de la gestion », qui est alors la sienne, entend promouvoir de nouveaux critères de gestion et « une nouvelle croissance ». Elle veut favoriser l'intervention des ouvriers dans l'orientation de la production, les

¹⁶²⁵ Voir *Supra*, Tableau 15

¹⁶²⁶ Le nombre de ces cartes rapporté à l'effectif des mensuels culmine à 4,7 pour 100 cent salariés en 1980, puis décroît continûment jusqu'en 1984 où il n'est plus que de 1,3 pour 100 salariés Il est de plus de 10 pour 100 ouvriers, taux stable jusqu'en 1983, mais largement surestimé.

¹⁶²⁷ PUDAL Bernard, *Un monde défait*, opus cit., p.148

¹⁶²⁸ *Humanité* du 5 mai 1980. Déclaration d'Aimé Halbeher : « la signification d'une consultation à Renault Billancourt »

rapprochant ainsi des cadres, des ingénieurs et de la maîtrise¹⁶²⁹ qui seraient soumis au taylorisme que subissent les OS. Selon le PCF, « employés, techniciens, professionnels, ingénieurs, OS, chercheurs, vendeurs, etc... sont tous des salariés du taylorisme [...] chacun connaît son petit bout »¹⁶³⁰. Il pense donc que la « mise en mouvement de tous les salariés par de nouvelles luttes anticrise change tout ; elle seule peut renverser les barrières et les clivages culturels »¹⁶³¹. Il dit constater ce renversement par la convergence des critiques de la CGT et du parti avec celles de cadres dirigeants de l'entreprise à l'encontre de la gestion et de « l'aventure américaine »¹⁶³².

En 1984, cette volonté de rapprochement des catégories s'exprime encore dans les propositions CGT de refonte de la grille salariale. Le syndicat établit un projet de grille qui combine l'augmentation des salaires les plus bas de chaque catégorie, un coefficient unique pour les AP et une ouverture hiérarchique des coefficients pour toutes les catégories (Cadres exclus). En conséquence le rapport entre le salaire maximal des techniciens les plus élevés dans la catégorie des non cadres et la rémunération ouvrière la plus basse passe de 2,78 dans la classification existante à 3,33 dans la proposition de la CGT. Cette refonte de la grille veut satisfaire l'exigence d'augmentation de salaire de tous, en même temps que celle des ITC de voir la hiérarchie salariale maintenue et même renforcée¹⁶³³.

Le PCF ne cherche pas à gagner les ITC uniquement par la préservation de la hiérarchie salariale. Il le tente aussi en valorisant leur rôle social. Le changement du travail associé à l'« intervention sur le terrain de la gestion », à la promotion de nouveaux critères de gestion et à « une nouvelle croissance », permettrait le rapprochement entre le PCF et les ITC. En mars 1982, Gérard Muteau, introduisant la réunion du Comité de section, souligne que pour « produire plus, mieux et moins cher », « il faut travailler autrement, c'est-à-dire moins et mieux (réduction du temps de travail, des cadences, embauches et formation) [et] un travail plus qualifié, avec un rapprochement du travail manuel, intellectuel et des droits nouveaux dans l'entreprise ». Ce changement bénéficierait à Billancourt d'une « situation géographique dans la région parisienne, [et] d'un milieu ouvrier proche des universités [ainsi

¹⁶²⁹ Comité de section du 4 mars 1982, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶³⁰ « Les hommes d'abord », tract PCF 24 janvier 1983, AP-AV

¹⁶³¹ Jean Lojkine, *la classe ouvrière en mutation*, opus cit., p.190

¹⁶³² « L'aventure américaine » est la volonté de Renault de s'implanter sur le marché américain par le rachat de la société AMC.

¹⁶³³ La hiérarchie des revenus entre les salaires ouvriers les plus bas en production qui était de 1,58 dans la grille existante deviendrait de 1,66. Pour les ouvriers professionnels du P1 aux ATP le rapport qui est de 1,81 deviendrait 2,01. La hiérarchie des salaires des ouvriers passant de 1,98 à 2,23. La hiérarchie salariale des Techniciens et des agents de maîtrise subit la même évolution puisque la hiérarchie salariale au sein de leur grille passerait de 2,13 à 2,5. Document CGT de 1984, AP-AV

que d'une] composition sociale où ouvriers, ITC [...], cohabitent dans un rapprochement de la production, de la conception et des moyens de production ». Les autres atouts sont la CGT et le parti qui « ont acquis une [...] pratique qui rend la classe ouvrière prête à prendre le contrôle et la direction aux plus hautes instances de l'entreprise ». Les cellules doivent alors « savoir solliciter les ouvriers, mais aussi la maîtrise, les ingénieurs, les cadres [...], le conseil d'atelier [devant] défendre les acquis, mais aussi pour faire des propositions » industrielles pour Billancourt. ¹⁶³⁴

L'élargissement théorique et politique de la classe ouvrière n'a guère de résultat en termes de rapprochement entre les catégories qui la composeraient, mais contribue au brouillage de l'identité communiste. Ainsi, un militant évoquant le débat sur la place des techniciens dans la classe ouvrière peut-il dire : « classe ouvrière ou pas, comment les associer au combat ? ». D'autant plus que les techniciens sont pour lui « un monde à part ». Un communiste, par ailleurs technicien, constate que le « rapport entre les OS et les ITC n'est pas celui d'il y a 20 ans » et exprime son désarroi car « plus on avance sur l'alliance, moins je m'y retrouve ». Le parti serait pour lui « prisonnier de clichés qui [empêchent] d'avancer dans les catégories » alors qu'il n'a pas pris en « compte les modifications profondes apparues dans le contenu du travail ». L'unité recherchée des catégories bute sur la réalité même de leurs relations conflictuelles aggravées par le contexte de crise, qui génèrent au sein même de la section des tensions entre les militants ouvriers et mensuels. A un secrétariat de section de 1984¹⁶³⁵, les militants œuvrant dans des bureaux expriment crûment combien « leurs catégories » ne se reconnaissent pas dans la classe ouvrière et reprochent au parti de privilégier son influence parmi les OS. Dans la discussion un militant déplore même que « les ETDA subissent la dictature du prolétariat » et affirme que les déclarations au congrès du syndicat ouvriers de Krasucki d'octobre 1984 ont été mal prises par les techniciens¹⁶³⁶. Des militants pensent que le parti vit dans « l'ignorance des catégories, [et] dans l'exclusivité des OS » ou que « le travail syndical n'a pas pris en compte la diversité ». Non seulement le parti se montre incapable de réaliser l'unité des catégories, mais ne parvient plus à la maintenir en en son sein.

Peu de résultats couronnent les efforts déployés en direction des ITC. Cette incapacité à rassembler toutes les catégories, qui se traduit dans les résultats électoraux du Parti

¹⁶³⁴ Comité de section, 4 mars 1982, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶³⁵ Secrétariat de section du 18 octobre 1984, cahier n°6 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶³⁶ Discours de clôture de Henri Krasucki au congrès du syndicat ouvrier de Billancourt 10, 11, et 12 octobre 1984. Publié en brochure par la CGT Renault. Octobre 1984. AP-AV

communiste, est manifeste dans l'usine. Elle y accroît le désarroi des militants communistes. En dépit des efforts de la section, l'exceptionnel rapprochement entre les ingénieurs et des ouvriers qu'avait permis la « bataille pour la production » à la Libération, ne se reproduira plus. Cette expérience témoigne toutefois que l'alliance recherchée n'est possible qu'au prix du renoncement des ouvriers et du parti lui-même à leur identité politique, ce que refusent les militants les plus anciens. A Renault, comme ailleurs sans doute, les communistes ne parviennent plus à délimiter la classe ouvrière de ses alliés. Cela n'aurait guère de conséquences si les injonctions à gagner toutes ces catégories ne se heurtaient à des positions politiques et idéologiques qui sont loin de traduire un processus de rapprochement spontané. La diversification catégorielle du travail politique loin de rapprocher les différents groupes de salariés, valorise leurs spécificités, sans traiter leurs différences et par suite leurs contradictions. En conséquence, l'identité politique communiste en est donc affectée, et la centralité ouvrière dont le PCF s'affirme l'expression peut être contestée au sein même de la section à Renault.

2.3.3 Les militants à la recherche d'identité communiste perdue

La nécessité de prendre en compte les évolutions de la classe ouvrière, avant que ce soit celles des catégories, n'a nullement permis de surmonter les difficultés rencontrées par le parti dans les entreprises et dans la société, car elles ne résultent pas seulement des mutations de la classe ouvrière, même si celles-ci ne peuvent être ignorées. Dans la recherche de l'origine de ses difficultés et des remèdes à y apporter, il récuse l'existence de toute contradiction entre les aspirations des couches sociales qu'il prétend représenter et ses propositions politiques, et cherche à gagner « les catégories » par des leviers revendicatifs qui sont ceux du syndicat. Il ignore donc ce que leurs aspirations contradictoires ont de politique et d'identitaire.

Pour autant l'identité du PCF n'est pas la simple traduction d'une identité professionnelle, celle des ouvriers français qualifiés. Elle est construite, car la réalité de ces aspirations est contradictoire. Celles des ouvriers professionnels qui constituent encore sa base la plus stable, n'y échappent pas. Dans la conduite de son action politique, le Parti communiste va à l'encontre de comportements partagés par tous les ouvriers, comme l'insubordination, l'hostilité à l'encadrement d'usine et les réflexes égalitaires, même s'il en contrôle mieux l'expression dans les catégories qualifiées. L'hostilité latente ou déclarée à la maîtrise de même que la contestation de l'ordre usinier par les ouvriers qualifiés, sont étouffées, alors qu'il recherche une alliance avec le PS. Il peut les canaliser d'autant plus facilement qu'il

peut s'appuyer sur leur respect des moyens de travail qu'ils conduisent, alors que les OS rejettent la machinerie qui les domine. Il peut encore valoriser leur métier et leur savoir qui les portent à respecter ceux des techniciens, pour établir entre ces travailleurs des ponts basés sur une alternative politique accordant une place importante aux propositions gestionnaires. Dans la période où il recherchait l'unité avec le PS, et où il s'opposait à ses adversaires « gauchistes », « irresponsables » et violents, il a pu cultiver leur esprit de responsabilité. Le Parti communiste a pu être qualifié de « parti corporatiste de la classe ouvrière »¹⁶³⁷ pour son attitude face aux mouvements de mai 1968. Il s'avère pourtant que sa volonté de catégorisation de ses interventions et de ses liens politiques, bien au-delà de la classe ouvrière, le conduit à un état intenable de « parti des corporatismes salariés », qui l'éloigne des normes ouvrières auxquelles sont attachés ses cadres en usine.

Les tentatives faites pour fonder une nouvelle identité représentative d'une classe ouvrière élargie au ITC, ne prennent pas auprès de ces couches. De plus, venant après une campagne qui à la fin des années 1970, prenait pour cible l'encadrement, ces propositions perdent de leur capacité de conviction auprès des techniciens et suscitent des réserves puis une franche opposition au sein de la section communiste, de la part des cadres ouvriers formés à la fin des années 1950 ou au début de la décennie suivante.

Dans les années 1980, le Parti communiste qui avait pu exercer « par l'intermédiaire des organisations communistes son hégémonie sur le monde du travail jusqu'en 1960-1970 »¹⁶³⁸ n'a plus cette capacité, et l'a encore moins sur les nouvelles couches du salariat. Sans doute la crise et les restructurations qu'elle provoque sont un des facteurs qui ont contribué à cette perte d'hégémonie, mais elle n'a pu avoir un impact aussi brutal que par suite des apories de la politique communiste. Cette dernière est en échec tant dans sa capacité à encadrer les ouvriers spécialisés qui constituent la force déterminante de l'usine, que dans sa volonté de nouer une alliance durable avec les ITC en qui il voit les couches des plus proches des ouvriers. Toutefois s'en tenir là serait ignorer l'ébranlement politique et idéologique qui touche le noyau central du parti. La déconfiture du parti ne résulte pas seulement de l'impasse de sa politique d'alliance, mais encore de la perte des repères politiques et idéologiques de ses militants. Pour cela, un retour en arrière, portant sur la vie même de la section communiste, s'avère indispensable.

¹⁶³⁷ Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste, une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Paris, Editions sociales, 2013, 344 p.

¹⁶³⁸ Gérard Noiriel, *les ouvriers dans la société française*, p.195

3 – La section communiste de Billancourt, un bateau ivre

Les tensions existant au sein de la section trouvent, pour une part, leur origine dans les cultures militantes forgées au cours des différentes époques de son histoire politique, comme dans les origines sociales différentes de ses militants. Elles sont néanmoins aggravées par les trois années d'expérience gouvernementale, décevantes pour les communistes, ce qui a pour effet de tendre les relations au sein de la section, mais aussi celles entre le parti et les ouvriers. Parti des ouvriers, il ne peut l'être sans démontrer sa capacité à encadrer les OS qui en forment la majorité. Or les liens qu'il entretient avec eux se distendent au point que les militants voient dans la défiance des OS la montée d'un anticommunisme des immigrés. Le PCF s'est tourné vers les techniciens et les cadres qu'il entendait disputer au PS, mais les errements de sa politique et les tensions nées de la crise, les éloignent de lui. La cohésion de sa base militante la plus sûre, les OP n'empêche nullement l'érosion de leurs effectifs, leur impuissance et leur découragement, bien qu'il ait tenté dans la bataille des « Dix » de Billancourt de les rassembler dans un ultime sursaut, pensant ainsi les fortifier dans un affrontement entre les « nous » et les « eux », dans lequel se reconnaîtrait toute la classe ouvrière.

Le parti vit sur l'illusion trompeuse d'une entreprise symbole de toute une classe et même de la nation. Henry Krasucki peut encore affirmer en 1987 que pour « Paris, la France et le monde, Renault sur l'île Seguin et à Billancourt, c'est comme la tour Eiffel. On n'y touche pas ! » et que cette entreprise est le « cœur de la plus grande de toutes les batailles en cours pour la France en tant que pays industriel moderne »¹⁶³⁹. L'emphase du propos, rien de cela ne fonctionne plus, si tant est que Billancourt ait pu fonctionner ainsi, car la fermeture de l'usine se fait sans avoir suscité un tel combat.

3.1 La participation de communistes au gouvernement dérouté les militants

Le résultat décevant de Georges Marchais au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 est un choc pour les communistes, qui attendaient de sa campagne électorale qu'elle fasse reculer les illusions des travailleurs sur Mitterrand¹⁶⁴⁰. La rupture en 1977 de l'alliance électorale contractée en 1972, qu'ils ont imputée au PS, ne leur a pas été bénéfique. Après

¹⁶³⁹ Henri Krasucki, *Un syndicat moderne ? Oui ! Paris*, Messidor Editions sociales, 1987, 237 p., p. 100 et 101

¹⁶⁴⁰ Bureau politique 18 mars 1981

avoir nourri l'espoir d'une alternative portée par une union des gauches, le parti a cherché à reconquérir une influence électorale par le recours à un ouvriérisme, non dénué d'accents chauvins ou conservateurs, qui caractérise les initiatives de la fin des années 1970, comme à Vitry ou Cormeilles. Si cette rupture répondait aux réflexes politiques de certains de ses cadres ouvriers, ne cachant pas leur hostilité ancienne à l'égard du PS, elle est électoralement contre-productive, car elle prend à rebours les espoirs qu'il avait entretenus avec le Programme commun.

3.1.1 L'expérience gouvernementale, révélatrice de l'hétérogénéité politique de la section

Lors de la réunion du bureau politique qui se tient entre les deux tours de l'élection présidentielle, la direction communiste dit clairement, que la majorité des adhérents ne comprend pas « le coup porté au Parti » et, qu'en ce qui concerne le désistement, ces camarades « ne mesurent pas que les voix perdues seront difficiles à gagner si Mitterrand est élu »¹⁶⁴¹. Ce constat est un appel adressé aux cadres communistes à ne pas voter pour le candidat socialiste et à exprimer un « vote révolutionnaire » en apportant leur suffrage au candidat de la droite. Toutefois, le parti conscient des attentes qui se portent sur le candidat de la gauche, appelle publiquement à voter pour François Mitterrand au second tour, contrairement à ce que feront ses cadres. Le double langage manifeste une profonde division dans le parti, en même temps que son incapacité à adopter une position politique cohérente, alors qu'il est confronté à une situation sur laquelle il ne pèse plus.

A Renault des cadres de la section votent pour Giscard d'Estaing, sans toutefois appeler à le faire. Parmi les ouvriers professionnels leur attitude est connue. Au lendemain du premier tour, lors de la réunion du secrétariat de section Elie Dayan, qui votera Giscard d'Estaing¹⁶⁴², soutient que « certaines combinaisons leur laissent [aux communistes] plus de possibilités que d'autres », alors que la plupart des autres affirment qu'il faut voter Mitterrand, par conviction ou parce que toute autre attitude serait incomprise par les travailleurs¹⁶⁴³. Après l'élection de Mitterrand, poursuivant dans le double langage, le parti demande à la CGT de fêter la victoire qu'il n'a pas souhaitée, en organisant des apéritifs dans toute l'usine, pour

¹⁶⁴¹ Bureau politique du 06 mai 1981, 2 Num 4/17.

¹⁶⁴² Daniel Bonnechère, entretien : « Dayan, qui était un peu comme l'éminence grise de la section parmi les professionnels. Et toujours pour bien argumenter, pour présenter, [...] en 1981, c'est lui qui a organisé le vote Giscard. »

¹⁶⁴³ Secrétariat de section du 27 avril 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

« montrer que la CGT était victorieuse [parce qu'elle] était avec la victoire de Mitterrand ». Il s'adresse pour cela aux militants CGT qui ont voté Mitterrand au second tour¹⁶⁴⁴.

Les comptes-rendus des réunions de mai et juin des différentes instances de direction de la section Renault témoignent de l'embarras, de la perplexité et les divisions des militants. Tous affirment que le PCF doit être à l'avant-garde dans la bataille politique sans se couper « du mouvement populaire » et en tenant compte de « son niveau de conscience »¹⁶⁴⁵. Ces recommandations convenues, style « langue de bois », ne dégagent aucune perspective politique autonome et chaque militant peut les interpréter différemment. Certains d'entre eux expriment leurs craintes quant à l'attitude adoptée par le parti, dont ils attendent qu'il soit plus clair quant aux « risques » et fasse « sauter les illusions sur les ministres communistes au gouvernement ». D'autres, comme Michel Certano, pensent la situation de « douche écossaise [...] plus favorable ». Les militants constatent que beaucoup d'adhérents désertent les réunions de cellules et ne participent plus aux assemblées organisées. Des communistes se disent troublés par « les écarts de langage » et les travailleurs porteurs d'illusions sur le rôle possible de ministres communistes¹⁶⁴⁶. Le parti est prisonnier d'une situation dans laquelle il est suiviste et nullement « l'avant-garde » qu'il prétend être. Il accepte de participer au gouvernement avec quatre ministres communistes, alors que les élections législatives ont confirmé le recul du parti qui y perd la moitié de ses députés. S'ouvre alors une période de tension entre les militants pris entre les exigences d'une participation ministérielle qui doit réussir, et des aspirations ouvrières à laquelle le gouvernement ne répond pas.

Le PCF est « partie prenante de la nouvelle majorité » et il doit, selon le rapport présenté par Daniel Lacroix au comité de section du 22 juin, être « en mesure de peser le plus efficacement possible dans le mouvement social afin de réussir l'expérience qui commence et de laquelle les travailleurs attendent beaucoup ». Ce rapport reconnaissant que le « PS réformiste [...] a capitalisé la volonté de changement », énonce trois « types de problèmes » à prendre en compte. Le premier tient à la « crédibilité de nos solutions économiques et politiques dans leur application stratégique », le deuxième est relatif à la « conscience d'une partie de la classe se traduisant par une insuffisante prise en compte des conditions politiques

¹⁶⁴⁴ Daniel Bonnechère, entretien. « Le lundi 10 mai 81, je reçois un coup de téléphone. De Roger Silvain, à l'atelier, je venais juste d'arriver. On était en train de se congratuler [...] Il me dit « Bonnechère, il faut qu'à la RMO, vous organisiez un apéritif géant. On vous fournira le Ricard, et vous ferez une collecte pour payer les bouteilles » [...] « Bon on fait ça. Il n'y a plus qu'à préparer les tables, acheter les petits gâteaux...etc... ». On a monté une sono, et on a arrêté le travail à Midi et une heure, et à midi et demi, on a commencé, en bons petits soldats, pour montrer que la CGT était victorieuse et pas battue. »

¹⁶⁴⁵ Comité de section du 18 mai 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁴⁶ Secrétariat de section du 25 mai 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

et économiques nécessaires pour réaliser le changement ». Le dernier tient à la capacité des communistes à « comprendre et interpréter l'évolution politique de la classe ouvrière, des ITC, employés, et de la perception qu'ils ont de notre politique, afin de déterminer les objectifs d'action immédiate et future ». La direction doit faire partager ce constat par les communistes et les travailleurs « afin d'aborder de manière offensive les tâches ». Le rapport fait table rase des craintes exprimées jusqu'alors envers l'union avec le PS, et s'inscrit pleinement dans la dynamique qui a permis la victoire du candidat socialiste, à laquelle le parti dit avoir « pleinement contribué ». Les communistes n'entendent pas s'« installer dans une attitude attentiste en guettant le PS au coin du bois, pour dénoncer de manière négative le premier faux pas et la première déception des travailleurs », car, « dans un contexte totalement nouveau auquel il faut nous habituer, nous sommes désormais investis par les travailleurs d'une part de responsabilité dans l'action pour le changement »¹⁶⁴⁷.

Cette orientation semble partagée y compris par ceux qui avaient souhaité que Mitterrand ne soit pas élu. Ils ne le font pas par conviction, mais conscients que l'échec de l'expérience engagée serait lourd de conséquences pour un parti déjà affaibli. Elie Dayan, principal animateur du « vote révolutionnaire » affirme ainsi que, les communistes étant impliqués dans l'action gouvernementale, celle-ci « doit absolument réussir car sinon, il n'y aura pas de retour en arrière, mais une aggravation brutale et une longue durée de redéploiement capitaliste ». Il critique aussi la campagne communiste qui a « encouragé la délégation de pouvoir, en affirmant par exemple que 'pour sauver votre emploi : [il faut] voter Marchais ' ». Roger Silvain exprime la même nécessité de réussite, tout en pointant le danger des « illusions » et du « retour de la droite et des idées de droite ».

Peu de militants participent à ce débat, témoignant ainsi du malaise créé par la politique du parti et son double langage. Aimé Halbeher déplore qu'à ce comité de section assistent peu d'ouvriers, beaucoup de permanents et de membres du Comité d'entreprise, constatant ensuite que « chez Renault comme ailleurs nous sommes coupés de la masse des gens ». Claude Minier en appelle « à faire attention à l'exemple polonais », et à ne pas se couper des masses ». Il dit nécessaire de « changer notre pratique et notre attitude à l'égard des travailleurs »¹⁶⁴⁸. Les militants assumeraient ainsi la politique d'union avec le PS pour ne pas se couper de travailleurs qui en attendent encore beaucoup. Des doutes, des interrogations s'expriment quant à la politique communiste, sans que s'engage une réflexion approfondie à son endroit.

¹⁶⁴⁷ Comité de section du 22 juin 1981 - 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁴⁸ Comité de section du 2 septembre 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

Pendant deux ans la section assume cette politique, valorisant son rôle « dans la lutte contre la droite » et déclarant que « les possibilités d'avancées réelles ne peuvent pas être analysées qu'à partir du seul examen des rapports de forces électoraux », sa « politique actuelle [n'étant] donc pas la cause du recul électoral de notre parti. Au contraire, ce recul est dû au fait qu'on ne s'y est pas engagé assez vite »¹⁶⁴⁹. En octobre 1982, au bureau de section, le maintien d'une participation de ministres communistes au gouvernement est mis en cause, car il y a une « incompréhension des gars sur notre politique » que constate Quilgars. Il pose l'alternative : « s'en aller ou rester au gouvernement ? »¹⁶⁵⁰. Toutefois, la fragile unanimité post-électorale de 1981 ne résiste pas au tournant de la « rigueur » de 1983¹⁶⁵¹. En mars, Quilgars répond à la question qu'il laissait ouverte six mois auparavant : « discuter des ordonnances. Ça ne passe pas. Il faut sortir du gouvernement. Le PS va nous ramener à 10 % »¹⁶⁵². La critique vient aussi de Roger Silvain qui souligne les insuffisances du travail à l'entreprise et l'enfermement du parti dans l'électoralisme car « il y a 20 ans on était plus fort sur les entreprises. Ça craque dans nos forces 'c'est grave quand les communistes ne sont pas bien dans leur politique' ». Il se trouve pourtant encore des militants qui, au cours de la même réunion, affirment « qu'il faut continuer [car] chez Renault on marque des points ». Le doute sur le bien-fondé de la poursuite de l'expérience gouvernementale croît sans jamais devenir unanime. En avril 1983, Pierre Bernardini peut dire que le « gouvernement fait passer ce que la droite n'a pas pu faire passer avant 1981 », et un autre membre du bureau de section s'interroge sur « encore combien de temps au gouvernement », alors que Le Bihan, minoritaire semble-t-il, se dit toujours favorable au maintien au gouvernement¹⁶⁵³. Pierre Bernardini apparaît alors le plus résolu à une sortie du gouvernement qu'il dit urgente¹⁶⁵⁴.

En juillet 1984, les ministres communistes quittent le gouvernement. Cette décision, attendue pas les uns et déplorée par d'autres, est jugée nécessaire par la direction du Parti pour enrayer son recul électoral confirmé par les élections européennes de juin 1984¹⁶⁵⁵. Ce

¹⁶⁴⁹ « Prendre notre avenir en main ! », *l'Echo des Métallos* – janvier 1982. Conférence de section des 15,16 et 18 janvier 1982.

¹⁶⁵⁰ Bureau de section du 11 octobre 1982, cahier n°3 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁵¹ Le « tournant de la rigueur » de 1983, désigne le changement de politique économique, décidé en mars par François Mitterrand après l'échec d'une politique qui restait inspirée par le Programme commun et dans le contexte d'attaques contre le franc.

¹⁶⁵² Comité de section du 29 mars 83- 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁵³ Bureau de section du 02 avril 1984, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁵⁴ Comité de section du 16 avril 84- 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁵⁵ Aux élections européennes du 17 juin, la liste communiste conduite par Georges Marchais obtient 11,28% des voix, et perd près de la moitié de son électoral. Le Secrétaire général doit alors faire face à une violente mise en cause interne : certains cadres, comme Pierre Juquin, Claude Poperen, Marcel Rigout, ou Anicet Le Pors, veulent obtenir son départ et son remplacement à la direction du parti par Charles Fiterman ; ils estiment

départ libère les tensions, qui jusqu'alors étaient relativement contenues. Et encourage une partie des militants à une fuite dans affirmation identitaire « radicale » à contre temps des attentes de la majorité des ouvriers et des OS en particulier. Un an plus tard, la plupart des cadres, comme Roger Silvain, ne craignent pas d'affirmer que le PS est comme la droite et qu'il ne faut « pas avoir peur de l'amalgame », toutefois des membres du Comité de section constatent qu'en dépit de la rupture de 1984, pour beaucoup d'adhérents, le « PS [n'est] pas égal à la droite », et que cela « fait clivage dans les cellules »¹⁶⁵⁶.

Après le revers communiste aux élections européennes, la crise au sein de la section entre en résonance avec les débats qui ont lieu dans les directions du parti. Daniel Lacroix, membre du CC, qui « fonctionne en duo »¹⁶⁵⁷ avec Claude Poperen, critique à la ligne suivie. Le 8 juillet, il adresse au BP une note de six pages dans laquelle il juge nécessaire un changement de ligne politique ainsi que de Secrétaire général. Il y écrit que si les propositions du parti ne sont pas comprises par les travailleurs, elles ne le sont pas par la majorité des communistes. Cette initiative inhabituelle, mais qui est aussi symptomatique de l'ampleur de la crise politique, conduit à son éviction du CC au XXV^e congrès de février 1985, que les militants de Renault apprennent par l'*Humanité*, et son remplacement par Jean-Louis Fournier. Il est maintenu dans sa responsabilité de section, où son rôle devient un sujet permanent de conflit et de polémique, étant pour certains « un traître » et pour d'autres « un martyr »¹⁶⁵⁸. Roger Silvain est le plus sévère dans la critique de Daniel Lacroix en tant que secrétaire, lui faisant porter la responsabilité des difficultés que connaît le parti à Billancourt, ainsi que l'importance excessive accordée aux alternatives de gestion dans sa propagande, propositions incomprises par les travailleurs. En décembre 1985, l'affrontement entre les deux militants est tel que Roger Silvain quitte la réunion du bureau de section, jurant de ne plus y remettre les pieds¹⁶⁵⁹. Daniel Lacroix se « sent extrêmement isolé », trouvant par ailleurs les analyses de ce dernier « trop carrées »¹⁶⁶⁰.

que la responsabilité de l'échec repose sur la ligne politique du parti ; ce sont les rénovateurs, bientôt désignés du nom de "liquidateurs" par la direction. Georges Marchais et la majorité de la direction, font reposer l'échec électoral sur la participation au gouvernement. La direction communiste estime que seul un départ du gouvernement peut modifier la situation, mais elle opte pour une demi-mesure, puisqu'elle continue de soutenir le gouvernement sans y participer.

¹⁶⁵⁶ Comité de section du 12 novembre 1985, cahier n°8 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁵⁷ Daniel Lacroix entretien avec Rober Kosmann en vue d'une notice du Maitron

¹⁶⁵⁸ Selon formule de Yves Perrin : " Daniel Lacroix, un traître ou un martyr ? » - Secrétariat de section du 14 février 1985, cahier n°7 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁵⁹ Bureau de section du 7 décembre 1985, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁶⁰ Secrétariat de section du 12 décembre 1985, cahier n°8 – 414 J 4 AD93- LACROIX

Les militants peinent à dégager les enjeux politiques d'affrontements qui prennent un caractère de plus en plus personnel¹⁶⁶¹, bien qu'ils perçoivent que ce qui fait problème est moins l'activité du parti à Billancourt que son orientation générale. Aussi alors qu'en mars 1986 la section envisage d'organiser un banquet, les militants refusent qu'il soit présidé par Claude Popereen. Ils s'accusent mutuellement de « magouille », d'« intolérance », et certains se mettent en marge de la section déplorant l'absence de démocratie interne¹⁶⁶². D'autres regrettent ces règlements de compte alors que les cadres plus anciens, comme Roger Silvain, imputent à l'absence de ligne ferme les tensions entre militants de Renault. Selon lui quand « le général n'est pas bon [...] les soldats tirent sur les copains ». En octobre 1986, d'aucuns défendent encore Daniel Lacroix et critiquent sa mise à l'écart forcée, néanmoins le comité de section désigne Claude Jaguelin comme premier secrétaire de section à l'unanimité des présents, soit 34 militants¹⁶⁶³. Daniel Lacroix quitte la section, la crise est superficiellement éteinte, mais le parti n'a pas réglé ses problèmes politiques et les militants déplorent toujours son recul à Billancourt.

3.1.2 *Autogestion, nouvelle gestion, des alternatives qui ne font pas l'unité de la section*

Les errements de la politique communiste, à l'entreprise comme ailleurs, affaiblissent l'identité communiste perçue par ses militants. Ce qui distinguait leur parti du Parti socialiste s'est brouillé. L'abandon de la Dictature du prolétariat, mais surtout la réalisation par la gauche d'importantes nationalisations, alors que ces dernières étaient la réforme emblématique voulue par les communistes, affaiblissent leur singularité politique. L'adoption de l'autogestion ne comble pas la perte de ces attributs identitaires, bien qu'elle vise à donner une image plus démocratique et moins étatiste. Elle sera vite abandonnée par la propagande à l'usine.

Au début des années 1980, l'intégration dans le discours politique d'éléments programmatiques nouveaux se conjugue avec la référence récurrente, au retard politique pris par le parti depuis 1956. Cette « théorie du retard est une sorte de bricolage qui concilie la thèse d'un changement de société comme seule réponse à la crise du socialisme et l'idée que cette perspective aurait été abandonnée au profit de la stratégie d'union »¹⁶⁶⁴. Le terme de

¹⁶⁶¹ Secrétariat de section du 27 mars 1986, cahier n°9 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁶² Ibidem

¹⁶⁶³ Comité de section du 17 octobre 1986, cahier n°10 – 414 J 4 AD93- LACROIX, et bureau de section élargi du 17 octobre 1986, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁶⁴ Bernard Pudal, *Un monde défait*, opus cit., p. 142

bricolage est adéquat car la conscience qu'a l'organisation d'être passé à côté d'aspirations portées par les mouvements sociaux des « années 68 » ne dégage aucune orientation propre à transformer l'intervention des communistes dans la classe ouvrière. Le socialisme autogestionnaire devient une formule qui, parce qu'elle s'oppose au modèle communiste ancien tient lieu d'un bilan de l'expérience des pays socialistes qui n'a pas été tiré en dépit des assertions de la propagande¹⁶⁶⁵. Aussi ne s'intègre-t-elle que de façon éphémère dans le lexique de la « langue de bois » communiste.

La référence à l'autogestion est un élément de propagande, une concession à l'ambiance politique, plus qu'une perspective. En effet, ainsi que l'affirme Aimé Halbeher à l'assemblée du Comité de section de juin 1981, la « réorientation » répond à la nécessité de déjouer une « guerre systématique, méthodique pour tenter de nous faire apparaître comme le contraire de ce que nous voulons et que nous sommes (totalitaires, agressifs, dogmatiques, diviseurs, violents...) ». A cette occasion, il revient sur la politique passée en lui attribuant la responsabilité de l'erreur ayant conduit à l'impasse présente. Une politique qui « durant 20 ans, au lieu de présenter une stratégie d'union et un projet de société socialiste aux conditions de notre époque et aux nécessités de la lutte politique nouvelle nationale et internationale, [est restée] trop longtemps sur les formes d'union des années 30/36 et sur une démarche programmatique de style Front populaire ou programme du Conseil national de la Résistance. [...]. L'avenir se construit maintenant [comme] antiautoritaire. [Il faut] faire reculer la délégation de pouvoir [et promouvoir] la prise de responsabilité individuelle et collective des gens, le socialisme pluraliste, les actions autonomes des masses, rôle et activité indépendantes du Parti ». « Il nous aura fallu 20 ans, entre 56 et 76 pour commencer à répondre à une question qui aujourd'hui, compte tenu de la crise et des interrogations qu'elle pose pour le changement, est loin d'être prise en compte, loin d'être l'objet d'une adhésion de masse (début d'un projet socialisme autogestionnaire). »¹⁶⁶⁶

Au début des années 1980, un certain consensus paraît se dégager, dans les réunions des directions de section à Renault, autour du constat du retard et de la nécessité d'engager de nouvelles réflexions sur la classe ouvrière et les mutations sociales en cours qui conduiraient à reconsidérer les rapports entre les différentes catégories dans la lutte politique, comme l'analyse du travail lui-même¹⁶⁶⁷. Ces débats s'inscrivent dans la préparation du XXIV^e

¹⁶⁶⁵ Une employée en RDA (Anne-Marie Vierge) : « Le PCF a tiré enseignement de l'expérience des pays socialistes, de leurs succès et de leurs erreurs. Et ce qu'il propose aujourd'hui pour la France, c'est un socialisme autogestionnaire, qui tient compte des traditions de démocratie et de lutte du peuple de France » *Echo des Métallos*, juin 1980

¹⁶⁶⁶ Assemblée du Comité de section du 29 juin 1981, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁶⁷ Comité de section du 21 octobre 1981, cahier n° 2 – 414 J 4 AD93- LACROIX

congrès du parti et agitent les réunions des directions de la section, mais rares sont les militants qui y participent¹⁶⁶⁸. Ils laissent a fortiori indifférents les adhérents qui lisent peu les projets de résolution¹⁶⁶⁹.

Après le congrès, la véritable réorientation ayant des conséquences dans l'activité communiste à l'entreprise est la priorité donnée à la critique de « la gestion et [de] la direction de l'entreprise »¹⁶⁷⁰, articulée aux interventions sur le « produire français », les « nationalisations » et à la nécessaire reconquête du marché intérieur. Daniel Lacroix présentant la stratégie définie au XXIV^e congrès, affirme que le combat sur la gestion est « le plus important à mener », car « Renault est un exemple de gestion technocratique ». Il faut donc y introduire « de nouvelles conceptions de la gestion », les « Conseils d'atelier », et modifier le rôle du CE et du Conseil d'administration. Cette problématique qui a été développée par les économistes du parti, Paul Boccara et Philippe Herzog, en s'appuyant sur les potentialités des nouvelles technologies, devient pour les communistes de Renault, une lutte contre les gâchis articulée à des propositions d'alternatives industrielles. Ainsi, pour éviter la fermeture des ateliers de mécanique, la section élabore un projet d'unité de fabrication de boîtes de vitesses à Billancourt devant créer 900 emplois. En 1982, cette question est régulièrement abordée dans les réunions du comité de section et dans la propagande.

Le Parti communiste entend ainsi offrir une perspective crédible aux travailleurs, porteuse d'une nouvelle croissance. L'intervention sur les « critères de gestion », sur la gestion en général, est conçue comme crédible parce que concrète et réalisable dans le contexte économique et politique présent. En mai 1982, au cours du « débat national pour une nouvelle gestion des entreprises »¹⁶⁷¹, Gérard Muteau « monte comment cette nouvelle expérience [le projet d'une unité de boîtes de vitesses] oblige à s'engager sur le terrain de la gestion, à contester les gâchis, les coûts de production. Cette bataille, intégrée au quotidien revendicatif, appelle la démocratie et la participation des travailleurs »¹⁶⁷².

¹⁶⁶⁸ Comité de section de rattrapage du 3 novembre 1981, cahier n° 2 – 414 J 4 AD93- LACROIX. 38 invités : 11 présents : Cuny affirme au cours de cette réunion qu'il n'y a pas de volonté de lire le document chez les communistes.

¹⁶⁶⁹ Comité de section du 19 novembre 1981, cahier n°2 – 414 J 4 AD93- LACROIX. E. Hérisson : « des communistes n'ont pas envie de discuter de la politique ». H. Oursin : « Intérêt des communistes sur le projet, mais 1/3 ne l'ont pas lu »

¹⁶⁷⁰ Aux membres du comité de section et aux secrétaires de cellule – 27 février 1982, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁷¹ *Humanité* du 18 mai 1982

¹⁶⁷² *Ibidem*

A Billancourt, les tracts du parti dénoncent « les incompétences, imprévoyances, pratiques malveillantes de certains » ainsi que les « attitude provocatrices de la part de responsables d'atelier et de départements pour qui le combat politique contre le gouvernement justifie toutes les pratiques ; à commencer par la désorganisation de la production »¹⁶⁷³. Les choix à courte vue de l'entreprise sont critiqués alors qu'est affirmée la possibilité « d'améliorer les conditions de travail par une meilleure organisation de celui-ci, par l'embauche du personnel nécessaire [comme celle] d'augmenter les salaires en évitant les gâchis inadmissibles dus à la gestion de la direction ». Cette orientation ne soulève pas immédiatement d'objection et Philippe Herzog, membre de la fédération des Hauts de Seine, intervient fréquemment dans les réunions du comité de section¹⁶⁷⁴.

Dans l'activité en faveur d'une « nouvelle gestion », les communistes de Renault n'ont à faire valoir qu'une seule initiative couronnée de succès. En 1983, l'intervention des militants dans un groupe d'expression du département 70, permet d'obtenir l'achat d'une machine-outil française en lieu et place d'une allemande. Cette victoire associée à un plan de formation satisferait alors pleinement les ouvriers du département, et permet au parti de valoriser l'intervention dans les groupes d'expression pour autant qu'il puisse les diriger et en orienter le contenu sur la base d'un rapport de force local¹⁶⁷⁵. Il reste qu'un tel bilan n'est pas à même de conférer du crédit aux propositions du parti, en dépit de l'écho qui lui est donnée, dans l'usine et dans la presse communiste.

3.1.3 La participation gouvernementale interdit d'exploiter les ressorts tribuniciens

Le Parti communiste pour représenter « la classe ouvrière » doit s'appuyer sur la protestation des exploités et être la « parole » de leur expérience quotidienne qu'il porte à l'occasion des échéances politiques nationales électorales ou non. Il doit donner un contenu général au « Nous » opposé au « eux » qui est l'expression spontanée de la conscience d'appartenir à une même classe. Il a pu se faire reconnaître par les travailleurs comme le porteur de cette parole parce qu'elle l'était par des hommes, plus rarement des femmes, qui leur ressemblaient. Ces hommes, par leur attitude, leur vocabulaire, leur insolence face aux détenteurs d'un pouvoir, faisant preuve d'une capacité dont ils étaient dépourvus, formulaient des opinions et des jugements reconnus par eux comme « politiques ». Cette

¹⁶⁷³ « Dérapages ou mauvaise gestion », Tract PCF du 20 septembre 1982 (Souligné dans le tract). AV-AP

¹⁶⁷⁴ Par exemple au Bureau de section du 18 février 1985, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁷⁵ Débat au Bureau de section du 12 décembre 1983, cahier n°5 – 414 J 4 AD93- LACROIX

fonction tribunicienne, dont Georges Marchais use habilement sur les plateaux de télévision, est une reconnaissance en même temps qu'une délégation de la légitimité politique. Elle fait du parti le seul capable de penser et d'agir en politique et le conduit donc à rejeter toute insubordination sociale et politique dont il ne serait pas le vecteur. Ce qui est manifeste face aux grèves des OS des années 1970.

Sa fonction tribunicienne suppose un discours de radicalité aux accents révolutionnaires, qui n'est pas autre chose dans les années 1950 et suivantes que la « couleur » donnée à une exaspération ouvrière qui ne doit jamais contrarier ses résultats électoraux. Depuis son émergence en tant que parti de masse en 1936, le PCF se développe en exploitant les ressources institutionnelles, idéologiques et politiques de la société qu'il dénonce mais dont il respecte les règles. Il « censure » les politiques des gouvernements, et tente par ses mobilisations syndicales d'exercer un « veto » social, qui est le propre de sa fonction tribunicienne, tout en étant tendu vers l'exercice du pouvoir gouvernemental auquel il ne peut accéder qu'en alliance avec le Parti socialiste. Sa fonction tribunicienne et la recherche d'une audience électorale élargie obéissent à des dynamiques contradictoires, manifestes dans les années 1980.

Après 1968, en dépit de l'impertinence de son secrétaire général dans les médias, le parti ne peut intégrer à son discours protestataire la voix, les aspirations des nouveaux acteurs sociaux ouvriers ou non, sans risquer de rendre plus difficile encore sa conquête des ITC qui ne lui sont pas acquis. La parole des OS, avec leur refus d'un travail vécu comme socialement dégradant, leur égalitarisme, leur insubordination, mais aussi l'exigence des immigrés d'être considérés comme des ouvriers à part entière et non à part, l'aspiration des femmes à ne plus être vues comme des « mineures », ne peuvent donc structurer le discours politique du parti. Et si le style provocateur de Georges Marchais suscite la sympathie de travailleurs immigrés, il déplairait aux ouvriers qualifiés. Il ne peut prendre en compte la profondeur de la radicalité des nouvelles aspirations sociales sans ébranler la matrice identitaire communiste, celle des ouvriers qualifiés français. La popularité des interventions médiatiques du secrétaire général relève plus de son style d'intervention que de la réponse qu'il apporte aux attentes des ouvriers non qualifiés.

A partir de 1981 et jusqu'à son départ du gouvernement, le parti s'interdit d'exercer cette fonction tribunicienne et d'user d'un quelconque « veto social » contre un gouvernement auquel il participe. D'ailleurs dans la section les militants, y compris ceux hostiles au PS, acceptent d'accompagner l'expérience et renoncent à « attendre le gouvernement au coin du bois ». Ainsi que cela a été abordé précédemment, il n'hésite pas en octobre 1981 à Renault à s'opposer à une grève des OS, pour ne pas la mettre en péril. Il tente alors de fonder une

alternative sur le sérieux d'une démarche propositionnelle de nature gestionnaire, portée par des experts qui ne sont plus les experts de la lutte, mais les économistes, des gestionnaires, dans lesquels les ouvriers ne se reconnaissent guère. Après la rupture de 1984, le Parti renoue avec une radicalité en réactivant cette fonction de « tribun du peuple » dans la défense des « libertés » dont l'affaire des « 10 de Billancourt » est emblématique. La politique communiste connaît des oscillations politiques, ainsi que le constate Marco Di Maggio, cependant son orientation ne balance pas entre une option réformiste et une autre révolutionnaire. Le choix ne peut plus être qu'entre une stratégie unitaire reposant sur l'alliance avec le PS, dans laquelle il ne peut avoir qu'un rôle de force d'appoint, et un repli identitaire sur la fonction de « tribun du peuple », à tonalité ouvriériste¹⁶⁷⁶.

3.2 1985 – 1992 : Des conflits internes, des pratiques éclatées entre radicalité et option gestionnaire

La rupture de 1984, change le ton de l'intervention communiste à l'usine, mais en dépit de la médiatisation de la campagne pour les « 10 de Billancourt », cette dernière ne traduit pas une unité retrouvée des militants dans une pratique contestataire. Sans doute comme le note Bernard Pudal, le commun intérêt des militants est encore fondé « sur la préservation de l'outil partisan »¹⁶⁷⁷. L'unité présentée à l'adversaire ou aux ouvriers ne peut masquer l'hétérogénéité des pratiques qui constatée dans la période précédente se maintient, et même devient plus grande. En effet si la campagne en soutien aux 10 de Billancourt paraît constituer un tournant politique, une forme de radicalisation, dans l'activité et la propagande se conjugue une activité propositionnelle, encore assise sur une « gestion alternative » et un retour à une forme de protestation par laquelle le parti espère renouer avec la fonction tribunicienne qui permettait par le passé d'entretenir son lien politique à la classe ouvrière.

3.2.1 La *Neutral*, acmé de la ligne gestionnaire

En 1986, alors que Daniel Lacroix est mis en cause pour ses prises de positions nationales, la critique de la « gestion » devient systématique à au sein de la section Renault, sans être véritablement abandonnée pendant la campagne en faveur des « dix ». En mai 1989, à l'occasion d'une réunion à Billancourt, Philippe Herzog, poursuit dans cette orientation à propos des « choix de gestion négatifs » de l'entreprise. Bien que critiquée avec vigueur par

¹⁶⁷⁶ Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste, une crise d'hégémonie*, opus ct., p.189

¹⁶⁷⁷ Bernard Pudal, *Un monde défait*, opus cit. p.141

certains cadres du parti, elle n'est donc jamais totalement abandonnée, sa manifestation la plus éloquente, bien que tardive en étant la campagne autour de la *Neutral*, en 1986. Le regain d'activité propositionnelle, alors que le parti a adopté une attitude très critique à l'égard du gouvernement et plus ferme contre la nouvelle direction, a de quoi surprendre, tant les deux modes d'intervention paraissent opposés dans leurs formes et dans leurs logiques. Pourtant, il faut y voir une des manifestations d'un éclatement des pratiques et donc de la perte de cohérence de la politique communiste à l'entreprise.

La campagne autour de la *Neutral* s'inscrit dans la défense de l'emploi à Billancourt. Elle s'appuie sur la présentation d'un projet de petit véhicule, dont l'objectif est de démontrer le réalisme d'un tel véhicule dans cette usine. L'initiative en revient à des anciens de Renault, techniciens et ingénieurs, membres du parti, sans que celui-ci paraisse en être à l'initiative, puisque aucune réunion de la section n'en fait état. Elle est lancée à l'automne 1985, par un groupe de retraités de Renault, alors que l'activité propositionnelle en termes de gestion est déjà contestée au sein du Comité de section. Georges Hufschmitt, ancien chef de service au bureau d'étude, fonde l'A.P.V.F. (Association des anciens et amis de Renault pour la promotion d'une petite voiture Française) qui lance le projet *Neutral* avec le soutien de la CGT. L'association se donne pour objectif de produire une maquette de petit véhicule, pouvant être fabriquée à Billancourt. Son nom, *Neutral*, est l'anagramme de Renault. Cette initiative est, selon Georges Hufschmitt, « une démarche originale, [...] pas une démonstration mais plutôt une provocation, en prenant son sens positif : tenter de faire réagir l'opinion, de mobiliser les travailleurs sur des objectifs de reconquête industrielle et nationale »¹⁶⁷⁸.

En mars 1986, deux maquettes sont disponibles, une de carrosserie sur base *R5*, et une d'habitabilité. Elles sont présentées à la presse, à Montreuil, au siège de la CGT. Les publications communistes relatent leur présentation en soulignant l'impact que la *Neutral* aurait eu auprès des ITC¹⁶⁷⁹. Georges Besse réagit de manière quelque peu ironique en déclarant qu'il « est admiratif à l'idée qu'un syndicat prenne tant de soin au développement des voitures chez Renault et je m'en félicite [...] c'est quand même mieux [...] que d'en casser sur les Champs-Élysées. C'est un grand progrès »¹⁶⁸⁰. La CGT dit répondre ainsi à la volonté d'actions positives exprimée par les travailleurs « qui tiennent à leur entreprise, parce que pour fabriquer ça, eh bien il faut vraiment qu'ils aient le 'cœur en Losange' »,

¹⁶⁷⁸ Quatre pages CGT, sans date, mais d'avril ou début mai 1986. AP-AV

¹⁶⁷⁹ *Humanité* du 7 mars

¹⁶⁸⁰ Déclaration fait à RTL le 06mars1986 à 7 h 41. Source revue de presse interne de Renault, AP-AV

ainsi que l'affirme Henri Krasucki, le 5 mars 1986 à RMC¹⁶⁸¹. De cette initiative la CGT et le PCF attendent « qu'elle ouvre une perspective au personnel. Parce que c'est du concret »¹⁶⁸².

Le 23 mai, *la Neutral* est au centre d'une journée d'action « les douze heures pour la défense de Billancourt ». Cette journée, qui rassemble des militants CGT de la région parisienne et des Hauts de Seine, commence par un grand rassemblement Place nationale, se poursuit par une manifestation dans l'usine derrière la maquette et se termine dans la soirée par un concert avec Karim Kacel, Sapho, Georges Moustaki¹⁶⁸³. En juillet, *la Neutral* est intégrée à la caravane publicitaire du prologue du Tour de France qui a lieu à Boulogne, la CGT ayant menacé d'en perturber le départ si cela n'était pas accepté¹⁶⁸⁴. En septembre elle est présentée à la fête de l'*Humanité*, puis sombre dans l'oubli, la « bataille des 10 » devenant l'enjeu principal du PCF, l'activité propositionnelle sur la gestion, fort décriée dans la section en 1986, étant abandonnée au profit d'une attitude qui se veut plus combative.

La section s'était engagée sans trop de difficulté dans la bataille pour une alternative économique et politique fondée sur la promotion de nouveaux critères de gestion, perçoit en 1986, alors que *la Neutral* est le dernier avatar de cette orientation, qu'elle n'a en rien restauré le crédit du parti. Les critiques sont alors directes. Roger Silvain en est le censeur le plus vif. Il considère que « depuis 1981 on en fait trop sur la gestion et on recule. Si on pousse trop sur la gestion on n'est plus crédibles »¹⁶⁸⁵ d'autant que cette question ne serait pas maîtrisée par les militants. A Billancourt, cette propagande propositionnelle repose pour l'essentiel sur l'élite politique du parti et ses militants mensuels. Elle ne prend pas en compte de ce qui fait la vie, les attentes des ouvriers. Selon des communistes, *la Neutral*, comme le débat sur la gestion, rencontrerait l'indifférence des ouvriers de l'île Seguin¹⁶⁸⁶ et même des professionnels du département 70¹⁶⁸⁷. Ces militants se faisant les interprètes du sentiment

¹⁶⁸¹ RMC, le 5 mars à 13 h 00. Source revue de presse interne de Renault, AP-AV

¹⁶⁸² Déclaration de Gérard Muteau rapportées par *l'Humanité* du 7 mars 1986

¹⁶⁸³ Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, opus cit., p. 182

¹⁶⁸⁴ Cette présentation est d'ailleurs l'occasion d'une tentative spontanée d'ouvriers professionnels visant à bloquer le prologue, qui met en porte à faux les responsables CGT qui ont négocié avec le service d'ordre. Philippe Boisseau, entretien

¹⁶⁸⁵ Bureau de section du 7 décembre 1985, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁶⁸⁶ Bureau de section du 16 mai 1986, cahier n°10 – 414 J 4 AD93- LACROIX. Selon Le Bihan, le petit véhicule qu'ils attendraient n'est pas *la Neutral* qui ne suscite pas de débat politique dans l'île

¹⁶⁸⁷ Bureau de section du 7 décembre 1985, 413 J 3 AD93- LACROIX. Pierre Leri note une différence d'appréciation au 70 sur lutte et gestion avec le noyau dur du parti

des travailleurs qui considéraient que ce véhicule « n'est pas le produit des travailleurs »¹⁶⁸⁸, et qu'il faut continuer à défendre un petit véhicule pour Billancourt¹⁶⁸⁹.

3.2.2 Les « dix de Billancourt », fuite en avant qui laisse les ouvriers spectateurs

En juillet 1986, la direction annonce 685 licenciements collectifs parmi lesquels 26 représentants du personnel dont 23 appartiennent à la CGT et 3 à la CFDT. Il n'y a parmi eux aucun leader du syndicat ni d'élus au comité d'entreprise. La direction invoque seulement le critère utilisé pour le choix de tous les ouvriers licenciés : la qualité et la quantité du travail fourni¹⁶⁹⁰. Le 25 juillet un groupe de salariés envahit les bureaux du chef d'établissement Michel Auroy. Quels dossiers sont passés par la fenêtre. Les incidents se poursuivent les 28, 31 juillet et 1^{er} août, avec une intensité croissante. Le 1^{er} août dernier jour de travail et alors que la journée se termine à midi, un groupe de militants, d'ouvriers, et de salariés du CE, au terme d'une manifestation de deux cents personnes envahit des locaux de la direction du personnel situés au bas Meudon. Ils sont saccagés, des documents emportés. Deux cadres sont invectivés et contraints de parcourir l'usine avec les lettres SS peintes en blanc sur leur dos. Leur libération se fait sans plus de violence. L'action n'est pourtant pas spontanée, car si elle est portée par la colère, elle a été préparée par le parti. Le saccage n'est pas à l'initiative des ouvriers, mais d'un groupe cagoulé venu en *Estafette*¹⁶⁹¹, bien que des ouvriers y participent. L'action répond à une attente de certains dirigeants de la section qui pensent depuis juin que « des incidents violents peuvent servir d'exemple »¹⁶⁹². Ils en attendent une dynamisation des cellules dont ils constatent le peu d'initiative, plus qu'un entraînement des ouvriers qui partent en congés au moment de l'action.

¹⁶⁸⁸ Sans doute faut-il voir dans cette affirmation l'expression d'une contradiction entre les cadres ouvriers du Parti et les ITC qui ont été les initiateurs de ce projet.

¹⁶⁸⁹ Secrétariat de section du 19 juin 1986, cahier n°10 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁶⁹⁰ Daniel Labbé, Frédéric Périn, *Que reste-t-il de Billancourt ?* opus cit., p.195

¹⁶⁹¹ Patrick Schweizer, entretien. : « Et une action, un débrayage... la peur devant ces licenciements... et je pense que c'est après l'annonce de la liste dans laquelle il y a bon nombre d'élus de la CGT. Donc à la fois un sentiment, il faut bouger, on fait quelque chose. On appelle à faire grève. On débraye on va de l'autre côté du pont. Du bas Meudon. On va au bas Meudon devant les bureaux. Et là, il y a une opération, bon musclée de gens venus en Estafette cagoulés, qui ne sont pas ... cagoulés ...bon je ne sais pas qui c'est. Et qui rentrent dans les bureaux qui forcent un peu la porte... Ils sont rentrés, ils ont foutu un peu le bordel, les tiroirs... rien de bien méchant en tout cas. Moi d'ailleurs, j'avais fait débrayer mon atelier, et j'étais en face de la porte et j'ai failli y aller naturellement. Je me souviens, c'est Nénesse [Christian Hervé] l'autre délégué qui m'a bloqué le bras qui n'a dit n'y va pas ... Regarde c'est pas bon.... Ça m'a fait tilt. Et moi j'ai bloqué tous les gars de mon atelier ».

¹⁶⁹² Bureau de section du 30 juin 1986, cahier n°10 – 414 J 4 AD93- LACROIX. J Thomazeau : « comment les militants communistes vont aider à créer des 'incidents violents' qui serviront d'exemple. Pourquoi ne pas bouger plus dans l'usine ».

La direction met à pied 9 personnes à titre conservatoire, en vue de leur licenciement, dont un militant de la LCR. Pour ce dernier la procédure se termine par une mise à pied de 15 jours. Deux autres personnes ne bénéficiant pas de la protection légale des élus du personnel sont immédiatement licenciés : Yves Perrin et Serge Biard, pour les 6 autres une procédure est engagée. Commence alors une campagne qui va durer jusqu'en 1989, autour de la défense des « Dix » de Billancourt, nombre symbolique qui réunira des militants de la CGT et du parti, qui pour certains n'ont pas été impliqués dans les incidents du 1^{er} août. Parmi les 6 contre lesquels est engagée une procédure, il y a Michel Certano, déjà licencié puis amnistié pour action syndicale et Pierre Léri, gendre de Marchais. Deux délégués, Jean-Pierre Quilgars et Joël Jégouzo, sont déjà sur la liste des licenciés économiques qui est à l'origine des incidents. Pour ces derniers, la direction abandonne la procédure disciplinaire, pour s'en tenir aux licenciements économiques¹⁶⁹³, mais ils resteront dans la liste des « otages » établie par le PCF. Le 3 octobre les licenciements des autres délégués sont autorisés par l'inspection du travail, sauf celui de Michel Certano.

La liste des « otages » comporte alors neuf personnes : Pierre Léri technicien au département 70, délégué syndical depuis le début de l'année 1986, Jean-Pierre Lamisse régleur monteur au département 38, Michel Bouin, contrôleur, secrétaire du CHSCT, Abdellatif Hamzaoui, le seul non communiste, leader des ouvriers marocains de la tôlerie, Saïd Illoul, d'origine algérienne, mais né à Belleville. Auxquels s'ajoutent les deux délégués licenciés pour motif économique : Jean-Pierre Quilgars et Joël Jégouzo, et les deux ouvriers licenciés immédiatement parce que non protégés. En avril 1987, Claude Jaguelin, secrétaire du PC est à son tour licencié pour s'être opposé à l'enlèvement de machines. Les otages sont dix.

Les premières réactions sont le fait des militants de Renault et de la CGT pendant le mois d'août. Manifestations en voiture sur les grandes avenues de Paris¹⁶⁹⁴ ou devant la Chase Manhattan Bank où 30 personnes s'enchaînent aux grilles d'entrée¹⁶⁹⁵. A la rentrée la mobilisation est amplifiée par le PC qui fin septembre organise un grand rassemblement aux portes de l'usine¹⁶⁹⁶, dont la thématique politique reste encore celle des années précédentes et s'appuie sur les personnalités politiques qui en étaient porteuses comme Philippe Herzog.

¹⁶⁹³ Ce qui leur permet d'être licenciés avec une indemnité augmentée d'une prime de reconversion.

¹⁶⁹⁴ Manifestation parisienne CGT le 12 août 1986, de salariés de la Régie Renault contre les licenciements à Billancourt de 10 h à 13 h 45, avec 90 véhicules et 170 personnes. Note du 12 août 1986 APPP Ba 2325

¹⁶⁹⁵ Manifestation CGT devant la Chase Manhattan banc 39-41 rue Cambon 1^{er}, 400 personnes, CGT Renault Billancourt, permanents de Montreuil. 30 personnes s'enchaînent à la grille d'entrée. Note de police 28 août 1986, APPP Ba 2325

¹⁶⁹⁶ Meeting à l'appel du PCF aux portes de Renault Billancourt, avec un chapiteau de 1500 personnes, pour exiger de Renault une autre politique, pour rassembler et lutter. Y participent Philippe Herzog et Claude Billard, *l'Humanité* du 29 septembre 1986

La défense des « Dix » qui ne sont encore que 9, monte en puissance à l'initiative de la section Renault. Le 4 décembre 1986, des militants du PCF font de même devant le Ministère de la Justice en se liant aux grilles de la colonne Vendôme qui lui fait face. Le 17 décembre l'opération est répétée à l'Hôtel de Ville de Paris. A début de l'année suivante le relais est pris par la direction nationale communiste qui entend en faire un point d'appui dans la campagne sur les libertés à l'entreprise, comme lors du meeting organisé le 19 février 1987 à la Mutualité, par le PCF et le Comité de défense des droits de l'Homme, qu'il a créé. Ce n'est pourtant qu'en septembre que le Comité central décide de faire de la réintégration des « Dix » une bataille d'ampleur nationale. Dès lors la conduite de la campagne échappe à la section Renault. Le 26 octobre, jour du procès des 10 à Nanterre plus de 50 000 personnes manifestent devant le Palais de justice, mais à Billancourt la production n'est pas arrêtée. Des délégations de la France entière sont présentes, des députés, des maires, mais peu de travailleurs de Billancourt.

Alors que cette bataille qui vise à valoriser le rôle des militants communistes, les licenciements économiques se poursuivent à Billancourt. Un nombre bien plus important de délégués sont licenciés sur un motif économique. Alors que l'action s'inscrivait dans la dénonciation de leur licenciement, ils ne seront jamais agrégés au groupe des Dix. Les réflexes de solidarité ouvrière que le parti a pu mobiliser de nombreuses fois, comme en 1952 et en quelques occasions de moindre ampleur dans les années 1970, ne fonctionnent plus guère pour les « Dix » une fois passée les premières mobilisations. Les ouvriers ne s'identifient pas à eux et se sentent étrangers à ce combat, alors que l'année 1986 est celle pendant laquelle le plus grand nombre d'ouvriers sont licenciés. La solidarité est un peu plus forte parmi les OP, mais s'affaiblit rapidement parmi les OS, premiers touchés par les suppressions de postes. L'amertume se développe parmi ces travailleurs comme le rappelle Mohamed Amri, délégué CGT et adhérent au parti¹⁶⁹⁷. Le malaise ne touche pas que les immigrés, des militants communistes français perçoivent aussi que leur organisation se coupe de la masse ouvrière¹⁶⁹⁸, par des actions qui apparaissent poursuivre des buts qui ne la concernent guère. Au sein des départements de professionnels, après une bonne

¹⁶⁹⁷ Mohamed Amri, entretien : « Si, j'ai été une fois quand ils sont passés à Nanterre. J'étais là. Il n'y a pas eu de grève sur la chaîne. [...] Ils [les OS] ont fait une grève une fois, après ils ont compris. Plus de grève pour les dix. [...] Il y avait beaucoup de gens licenciés, des militants, qui étaient licenciés, qui traînaient qui étaient au chômage, plus de travail pour eux. Personne n'a rien fait pour eux... Malgré tout ça, les gens continuaient à venir au syndicat. Quand la CGT a perdu le CE [en 1992], tout le personnel du CE a été reclassé tout de suite, un peu partout, soit dans les mairies, soit partout... Alors, là, c'était la révolution des gens « attendez, ... et nous ?... Et nous, qu'est-ce que l'on devient ? ». Les gens, ils ont compris. Là, c'était vraiment la fin de ... le sentiment d'être utilisés. »

¹⁶⁹⁸ Pierre Bernardini, entretien. Alors, l'affaire des Dix, je ne l'ai pas toujours bien vécue. C'était juste de le faire, mais à un moment on a décroché de la base. Et puis, il y avait un peu ce truc [parmi les ouvriers], « c'est une affaire entre vous, ce n'est pas une affaire qui nous regarde »

participation aux premières actions de solidarité, le soutien aux licenciés s'affaiblit, comme au département 54, dont un des ouvriers est pourtant parmi les dix¹⁶⁹⁹. La mobilisation s'épuise d'autant plus que parmi les professionnels¹⁷⁰⁰ aussi bien que parmi les OS, un certain fatalisme se développe, la fermeture étant vue comme inéluctable. Elle est aussi contrariée par le peu de crédit de certains des « Dix » auprès de leurs collègues de travail. Au 54 où deux militants sont menacés de sanctions, certains travailleurs disent ne pas vouloir se mobiliser pour l'un d'eux, peu apprécié dans l'atelier¹⁷⁰¹. Dans ces conditions, les travailleurs de Renault restent de plus en plus spectateurs d'une bataille qui leur échappe et ne prend pas en compte les attentes des travailleurs menacés par la perte de leur emploi. Ils manifestent encore leur solidarité en versant aux collectes assurant la paie des « otages ».

Le 19 décembre 1989, la « bataille des Dix de Billancourt » s'achève après de nombreuses initiatives, de multiples rebondissements juridiques et plusieurs démarches auprès de l'Elysée¹⁷⁰². Ce jour-là, la Chambre sociale de la Cours de cassation met un point final à la campagne en rejetant la procédure engagée pour obtenir leur réintégration au titre de la loi d'amnistie du 20 juillet 1988. Le 21 novembre 1989, la direction a annoncé la fermeture de l'usine de carrosserie de Billancourt en 1992.

La bataille pour les « Dix » de Billancourt n'aura été qu'une diversion qui malgré sa radicalité apparente masque l'impuissance de la CGT et surtout du PCF à offrir des perspectives aux ouvriers menacés de licenciement. La campagne obéit à une volonté de mobiliser un appareil militant dérouté, dans l'affrontement avec le gouvernement, à mettant le parti dans la posture d'adversaire résolu de la bourgeoisie, la sanction de ses militants étant la preuve. En février 1952 une telle configuration avait bien plus de réalité et avait bénéficié de la solidarité spontanée « au parti des ouvriers ». Près de quatre décennies plus tard, elle n'est plus perçue que comme la défense d'un appareil peu soucieux d'organiser la

¹⁶⁹⁹ Christian Hervé, entretien. « Quand il y a eu ce premier débrayage contre ce premier licenciement, tout le département 54 dans l'île a débrayé à 100 %... 95 %, enfin massivement. Le lendemain il a été fait un appel à débrayage dans mon secteur, j'ai dit, « il faut que l'on y aille ». Alors [...] des mecs m'ont dit – on n'appelait Nénesse « Non, Nénesse, on ne débraye pas. Si c'est pour aller casser des bureaux. Ça ne nous intéresse pas. Ce n'est pas une façon de mener une grève ». Si bien que cette deuxième grève a été très peu suivie. »

¹⁷⁰⁰ Patrick Schweizer, entretien. « Il n'y avait plus de spontanéité à partir dans le mouvement, à partir en grève, à y aller... plutôt un fatalisme qu'une adhésion, une réticence à participer à certains mouvements. On n'avait plus de mal à faire débrayer. Ce n'était plus aussi homogène que 15 ans après en % pas seulement en affectif. Les effectifs ils avaient commencé à être réduit. On en était au troisième plan ».

¹⁷⁰¹ Patrick Schweizer, entretien. « Plein de gars disaient on se met en grève pour toi, mais pas pour Perrin. Et moi je disais vous allez vous faire voir, on se bat pour tous les deux. C'est pareil, vous avez à défendre vos délégués. Puis les travailleurs. Mais ce n'était pas gagné. Et autant je n'ai aucune estime pour Perrin, autant il était juste de ... et je me battais pour qu'il soit aussi défendu ».

¹⁷⁰² Après avoir porté l'affaire devant le conseil des prud'hommes qui ne parvient pas à statuer, le litige doit être tranchée par le tribunal d'instance de Boulogne dont la présidente ordonne la réintégration de 10 militants qui ne sont pas tous des dix initiaux. La direction fait appel et le 26 avril 1989, la cours d'appel annule la décision de réintégration.

résistance à une restructuration qui se fait au rythme et aux conditions imposées par la direction de l'entreprise. La figure symbolique des ouvriers de Billancourt, qui n'a jamais eu le rôle d'entraînement qu'on lui a prêté dans les décennies précédentes, n'en a plus aucun. Virginie Linhart, écrit « la CGT et le PCF ont su convertir un échec – le départ des délégués syndicaux licenciés sur le champ après les incidents – en ressources sociopolitique : ressources symboliques (les dix sont des otages, des martyrs...) et ressources cognitives (les sanctions indiquent qui est le véritable agresseur, et permettent d'attirer l'attention sur un problème réel : la répression syndicale). »¹⁷⁰³ Si Virginie Linhart traduit bien les objectifs du Parti communiste, ces derniers ne sont sanctionnés que par un échec. Billancourt a pu en d'autres temps fonctionner comme une ressource symbolique mobilisable par le Parti communiste, ce n'est plus le cas, par suite des changements survenus dans l'usine et dans la société. Il a tenté de réactiver une « insubordination » et une « violence ouvrière » auxquelles il s'était opposé dans les années 1970, et qui ne rencontrent plus guère d'échos parmi les travailleurs âgés et fatigués.

3.2.3 *La radicalité, inefficace palliatif au désarroi identitaire*

Alors que les résultats des élections législatives de 1986 ont confirmé l'érosion de l'électorat du parti, des militants contestataires de la ligne suivie jusqu'alors expriment la nécessité d'en revenir à des valeurs identitaires fortes. Déçus par l'union de la gauche des cadres de la section se demandent « comment redonner une identité révolutionnaire au PCF [et] rompre avec l'union de la gauche qui bouche les perspectives. » D'autres affirment que « dans notre propagande, il faut réaffirmer les choix révolutionnaires et la perspective du socialisme » et que face à la crise « il faut reprendre l'offensive sur le socialisme » et « appliquer le 25^e congrès »¹⁷⁰⁴. La radicalisation souhaitée par quelques militants et qui débouche sur la bataille des « Dix » de Billancourt, prend le pas sur « l'offensive sur le socialisme ». Sans doute en 1989, Claude Jaguelin premier secrétaire de la section peut-il affirmer que « l'avenir appartient au socialisme », se féliciter des évolutions en cours en URSS et de la Perestroïka, confirmant les critiques du stalinisme exprimées par le PCF en 1975¹⁷⁰⁵.

¹⁷⁰³ Virginie Linhart, « les 'dix' de Renault - Billancourt, les enjeux d'une mobilisation d'appareil », *Revue française de sciences politiques*, juillet 1986 – décembre 1989

¹⁷⁰⁴ Résultat des élections législatives (proportionnelle après 16 mars 1986, cahier n°9 – 414 J 4 AD93-LACROIX de Daniel Lacroix

¹⁷⁰⁵ Kosmann Robert, entretien préparatoire à la notice biographique de Claude Jaguelin, voir sa notice biographique (Maitron) qui reprend la position ainsi affirmée.

L'offensive envisagée, restée sans suite, aurait été toute façon été interrompue par la chute de l'URSS.

Les militants immigrés sont restés à distance de la « campagne des Dix ». La fermeture de Billancourt achève de discréditer le parti auprès d'eux. Elle avive les tensions entre les syndicalistes immigrés et les membres français du parti qui les appellent à défendre l'usine. La confiance entre ouvriers d'origines différentes née des activités communes menées au sein du syndicat, est ébranlée par les tensions créées par les conditions inégales des reclassements qui préparent la fermeture de l'usine.

Le parti échoue dans sa volonté d'enrayer sa crise identitaire et confirme sa déconnexion des aspirations ouvrières. Il a occupé l'espace médiatique et déserté l'usine. Il a abandonné la défense des ouvriers confrontés aux licenciements, soit par fatalisme, conscient de la difficulté de s'opposer aux licenciements, soit par désintérêt des ouvriers concernés, immigrés dans leur majorité. Si ce dernier motif n'est qu'une hypothèse, c'est néanmoins ainsi que la campagne des « Dix » a été interprétée par ces ouvriers. Comme le rappelle Patrick Schweizer, « les copains immigrés, les copains de la production en veulent [au PC et à la CGT] au moment où l'appareil du PC et de la CGT paraissent ne s'occuper que des 10 de Billancourt et pas des licenciés ». Aussi pour Patrick Schweizer « la fermeture de Billancourt et les licenciements [...] c'est une bagarre perdue, mais qui n'a pas été menée. Un combat non mené est perdu évidemment »¹⁷⁰⁶.

Ainsi avant même d'être sanctionné par la fermeture symbolique de Billancourt, qui était vue comme « la forteresse ouvrière », le parti l'est par l'échec de la « bataille des 10 ». C'est celui de sa dernière grande bataille politique ambitionnant de mobiliser la classe ouvrière de France en faisant appel à la figure emblématique de Renault et à celle des ouvriers qualifiés. Dernier sursaut, volontariste, ignorant de l'état objectif de la classe ouvrière, de ses aspirations et surtout de son éloignement politique du PCF. L'échec de la dernière tentative de faire de l'usine le lieu principal dans l'affrontement politique, consolidera au sein du parti, l'orientation qui abandonne résolument son passé ouvrier, pour se trouver vers les « gens ».

3.3 Une section communiste que l'adversité divise

Jusqu'en 1981, la cohésion au sein de la section communiste, sinon son unité politique, est maintenue par l'autorité d'Aimé Halbeher, assise sur son expérience et son passé de militant, qu'apprécient les membres de la section. Il a un rôle déterminant dans l'orientation de

¹⁷⁰⁶ Patrick Schweizer, entretien

l'activité ce qui poserait toutefois, ainsi que le reconnaissent après son départ des militants « la question de la démocratie »¹⁷⁰⁷. En septembre 1981, il quitte la direction de la section à la demande du Parti. Il est remplacé par Daniel Lacroix, entré au parti en 1973, que beaucoup de membres du comité de section connaissent mal et dont la nomination est perçue comme « un fait accompli ». Toutefois, Jean Louis Fournier peut trouver que le départ d'Aimé Halbeher est « une bonne chose », car « nous serons amenés à réfléchir plus sur notre activité et à ne pas nous reposer sur l'expérience de Bebert [Halbeher] »¹⁷⁰⁸. Au mitant de la décennie, d'autres militants expérimentés quittent l'usine au titre des FNE comme Elie Dayan en 1984 ou le secrétariat de section comme Pierre Bernardini.

La section est privée d'un leader incontesté, alors que les échecs électoraux délégitiment sa politique et interrogent la pérennité de « l'outil » parti, que la défaite menace le « capital militant, individuel et collectif » en ouvrant « des questionnements, en les autorisant, puisque le commun accord de tous est au moins fondé sur [sa] préservation »¹⁷⁰⁹. Les errements de la politique nationale entament ce sur quoi reposait la légitimité du parti et celle de son secrétaire général auprès du noyau militant lui-même. Il n'y a plus de facteur fédérateur du groupe que ce soit l'autorité politique d'une personne, ou celle de l'organisation, ou un entre soi militant. Rien qui pallie les apories de la ligne politique. Le « dispositif de maintien de la croyance » évoqué par Bernard Pudal¹⁷¹⁰, s'il permet d'éliminer quelques dissidents, comme Daniel Lacroix, ne résout aucun des problèmes de la section qui affaiblie et laissée à elle-même n'est plus en condition de maîtriser ses difficultés ou ses contradictions, souvent anciennes, que par le passé la cohésion politique et idéologique, sa discipline ou sa fidélité à l'autorité des directions, permettait sinon de surmonter au moins d'en neutraliser les effets nocifs.

3.3.1 *Des clivages sociaux, générationnels et politiques*

En dépit de son homogénéité sociale, son recrutement parmi les ouvriers qualifiés, le corps dirigeant de la section est divisé. Il l'est par des cultures militantes ajustées aux contextes politiques dans lesquels les militants ont adhéré au Parti communiste et se sont formés, aussi bien que produit d'un héritage familial, militant ou social. Au début des années 1980, les cadres influents de la section appartiennent à un groupe militants issu des années de guerre

¹⁷⁰⁷ Secrétariat du 9 avril 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁷⁰⁸ Comité de section du 16 septembre 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁷⁰⁹ Bernard Pudal, *Un monde défait*, opus cit. p.141

¹⁷¹⁰ Ibidem

froide et qui dispose d'un capital politique assis sur une culture professionnelle et d'une expérience politique précoce et multiple¹⁷¹¹. Ces cadres ont affronté la période de repli du parti et ont porté ensuite les campagnes pour une union autour d'un programme commun de gouvernement dont le PCF serait la force dirigeante. Roger Silvain, Michel Certano, Pierre Bernardini, Aimé Halbeher, sont devenus des militants en charge de responsabilités politiques ou syndicales dans les dernières années 1950 et au début des années 1960, dans des circonstances que nous avons déjà évoquées. Daniel Lacroix et d'autres membres de ces directions ont adhéré après la grève de 1968. Lacroix a fréquenté un moment un groupe d'extrême gauche, puis est venu au PCF, plus représentatif selon lui de la classe ouvrière¹⁷¹². Les militants venus au parti dans la vague des « années 68 » ont accompagné la politique de programme commun et n'ont pas été confrontés aux épreuves de la guerre froide et au repli communiste sur une identité de « forteresse assiégée », et sont plus sensibles, ou perméables, aux courants idéologiques et politiques de ces années-là. L'homogénéité de ces groupes est toutefois à relativiser, car l'effet générationnel peut être contrarié par l'héritage politique, familial ou social des militants.

Dans le groupe dirigeant large, les ouvriers immigrés sont sous représentés et les mensuels et cadres surreprésentés en proportion des adhérents. Majoritaires parmi les ouvriers, les immigrés ne jouent dans la section qu'un rôle marginal, sans commune mesure avec celui que peuvent jouer dans le comité de section les communistes des bureaux ou du CE. La mise en avant de Mokhtari, les conditions controversées de son départ, témoignent d'un échec de la section dans le recrutement et la formation de cadres immigrés¹⁷¹³.

Le poids des communistes salariés du CE s'accroît alors dans les débats politiques au sein des instances dirigeantes de la section, dont ils sont les participants les plus assidus¹⁷¹⁴. Ils sont 60 adhérents en 1983, alors que PCF n'a plus que 1600 adhérents rarement militants, mais les plus réguliers dans le paiement de leur cotisation. Les salariés du CE représentent

¹⁷¹¹ Paul Boulland, *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations de banlieue parisienne (1944-1974)*. Thèse, Université Paris 1, 2011, p. 490

¹⁷¹² Daniel Lacroix, Maitron « En octobre 1967, Daniel Lacroix se syndiqua à la CGT. Pendant les grèves de 1968 il fréquenta les facultés parisiennes (Sorbonne, Censier) et les militants trotskistes de Voix Ouvrière. Il devint sympathisant mais à son retour de l'armée en 1971, il refusa d'aller plus loin, se méfiant de la semi clandestinité de l'organisation, devenue Lutte Ouvrière, et constatant ses faibles capacités de mobilisation. En mars 1973, il donna son adhésion au PCF. Deux mois plus tard il fut élu délégué hygiène et sécurité sur la liste CGT. »

¹⁷¹³ Les directions du Parti restent très largement composées de militants ouvriers professionnels ou mensuels français et d'une seule femme, et quelques immigrés. Le PCF a toujours eu une femme dans son bureau de section. Dans les années 1970, 1980, c'est une employée, Anne-Marie Vigne. Dans les années 1960, une salariée du CE. Jamais aucune ouvrière n'a accédé à une telle responsabilité.

¹⁷¹⁴ En septembre 1981, Aimé Halbeher déplore lors du débat de section consécutif à la victoire de la gauche, car y participe trop peu d'ouvriers et beaucoup de salariés du CE. Comité de section du 2 septembre 1981, cahier n°1 – 414 J 4 AD93- LACROIX

environ 10 % des membres d'un comité de section fort de 70 personnes, et la même proportion du bureau de section d'une trentaine de membres. Au milieu des années 1980, Ferhat, permanent du CE et responsable pour le parti de l'immigration, est très actif dans les débats du bureau de section.

Dans les années 1970, les effectifs du parti ont crû alors qu'il tentait d'intégrer toutes les catégories salariales, en s'appuyant sur les ouvriers immigrés, sans lesquels rien n'était possible à l'usine contre la direction. La formation politique de ses dirigeants s'est diversifiée. Aux plus anciens formés s'est agrégée une génération militante venue à la politique dans les années « 68 ». Cette hétérogénéité n'est pas à l'origine des divisions politiques qui traversent la section, mais rend plus difficile de les surmonter dans un contexte social et politique marqué par la baisse de l'emploi ouvrier dans l'usine, par les échecs électoraux ainsi que par le recul de l'adhésion et du dynamisme militant. L'éclatement du parti dans les années 1980, politique avant d'être organisationnel, a engagé ces militants dans des destins politiques singuliers, brisant leur statut politique et symbolique.

3.3.2 Militance communiste, militance CGT, des engagements qui ne seraient plus complémentaires

Au cours des décennies précédentes, l'activité des militants communistes dans la CGT contribuait au crédit politique de leur parti. La confiance qu'ils gagnaient dans la défense quotidienne de leurs camarades, alimentait celle dans leur organisation et se capitalisait en termes électoraux, du moins pour les ouvriers français. Dans les années 1970, le travail des communistes dans la CGT avait conduit à l'adhésion d'ouvriers immigrés devant ensuite des militants du syndicat et quelque fois du parti, sans y jouer un rôle de premier plan. Leur adhésion valait reconnaissance du rôle des communistes dans la défense de leurs intérêts, voire dans celle des peuples dont ils se sentaient proches, sans signifier pour autant un profond accord programmatique avec le parti, *a fortiori* avec sa perspective socialiste.

Dans les décennies précédentes, l'articulation de l'intervention syndicale CGT et de celle propre au parti était déjà en question et source de difficultés pour la direction de la section¹⁷¹⁵, mais les interrogations portaient sur la façon de gérer leur complémentarité. D'autant que les militants communistes pouvaient concevoir et vivre cette double

¹⁷¹⁵ Voir *Supra* p.

appartenance selon des modes singuliers, certains considérant leur engagement syndical comme ne devant pas être subordonné aux exigences de leur engagement politique¹⁷¹⁶.

Dans les années 1980, au sein même de la section communiste, l'appréciation des rôles et des responsabilités politiques respectives du parti et de la CGT dans l'entreprise devient source de conflits qui participent de l'éclatement des pratiques militantes. Dans ces années de trouble identitaire et d'affaiblissement, certains militants engagés dans la CGT et dans le parti perçoivent leurs activités non plus comme complémentaires, mais comme concurrentes. Par bien des aspects la propagande du syndicat se distingue peu de celle du Parti, comme par exemple à propos de la problématique gestionnaire alternative développée par les deux organisations avec des contenus similaires. Des militants reprochent alors aux tracts communistes d'être « trop sur base CGT »¹⁷¹⁷. La similitude dans les contenus que les travailleurs perçoivent, est vécue par certains comme une concurrence ou un chevauchement entre la CGT et le parti qu'ils critiquent dans les réunions de la section. Si pour les uns cette confusion porte préjudice au parti, pour d'autres c'est à la CGT. Ainsi, après les élections professionnelles de janvier 1982, consécutives à la grève de la chaîne de mécanique que des cadres du PCF se sont employés à briser, un militant communiste dit le Parti responsable des pertes de voix de la CGT¹⁷¹⁸. En d'autres circonstances des cadres déplorent que la CGT soit plus visible que le parti¹⁷¹⁹ alors qu'un membre du Bureau de section peut accuser le syndicat de « torpiller » les initiatives communistes¹⁷²⁰.

L'activité des communistes au sein de la CGT, cesse de fonctionner comme une ressource pouvant, comme dans les années 1950 ou 1960, amortir les conséquences des errements de la politique de leur parti, en maintenant une confiance durable des ouvriers envers ses membres. L'audience électorale nationale du PCF décroît continûment, alors que celle de la CGT se maintient dans l'usine en dépit de quelques revers. Il n'y a plus, y compris dans les ateliers de professionnels, « d'automaticité » dans la correspondance entre le vote pour la CGT et celui en faveur du PC. Sans doute l'« automaticité » antérieure était-elle toute

¹⁷¹⁶ Daniel Bonnechère, entretien. « Il y a les gens de la section et puis après, les plus convaincus, mais plus syndicaux que politiques. Comme Bernard Clapier, comme Michel Hillibert...[...] qui sont foncièrement des syndicaux et foncièrement des communistes. Mais pour qui la parole du parti, ou sa stratégie, ne passe pas obligatoirement avant celle de la CGT. Et qui sont capables d'être un frein quand il y a une décision qui a l'aval du Parti communiste et passe par la CGT confédérale, et relayée par la CGT Renault. Et qui sont capables de dire, non, c'est une connerie. Ce sont de vrais syndicaux et de vrais politiques ».

¹⁷¹⁷ Bureau de section du 7 décembre 1985, 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁷¹⁸ Bureau de section du 1 février 1982, cahier n°2 – 414 J 4 AD93- LACROIX : Ferhat : « travail politique dans l'immigration de l'île – la CGT a perdu à cause du parti » « nos gars pas à la hauteur »

¹⁷¹⁹ Bureau de section du 15 octobre 1984 cahier n°6 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁷²⁰ Bureau de section du 07 janvier 1985, cahier n°7 – 414 J 4 AD93- LACROIX. Y Perrin : les initiatives du parti sont torpillées par la CGT.

relative. Mais après le départ des ministres du gouvernement, des militants constatent un vote ouvrier sans illusion pour le PS et le peu de crédit du Parti¹⁷²¹.

Les anciens repères rassurants ne fonctionnent plus. Pourtant des militants s'accrochent encore à l'hypothèse d'une complémentarité syndicat / parti. En janvier 1986, confortée par le succès CGT aux élections professionnelles, la section ambitionne de faire de ce « résultat [...] un point d'appui pour le vote communiste [et] prolonger le vote syndical de condamnation avec le choix politique qui soit conforme »¹⁷²². Cependant cela ne fonctionne pas. Certains militants communistes, analysent les succès CGT aux élections professionnelles comme traduisant « la volonté [des ouvriers] d'être défendu » pour limiter la casse » avec une « forte délégation de pouvoir » car ils estiment que « c'est foutu à Billancourt ». Ils se raccrocheraient à « la moindre bouée » tout en recherchant une issue individuelle¹⁷²³, rendant difficile une adhésion positive aux propositions du parti de défense de l'usine jugées peu crédibles.

3.3.3 Le CE, une ressource qui pallie surtout la démobilisation des militants

Le CE qui avait contribué, dans les années 1950 et suivantes, à l'entretien d'une sympathie communiste large et d'une « contre société » creuset des dirigeants du parti et la CGT, ne joue plus de tels rôles. Il offre encore des loisirs et des services aux salariés, mais s'adapte à leur marchandisation croissante. Il propose encore, Cinéclub, Chorales, expositions philatéliques, photo club, organise toujours la « nuit de *Loisirs et culture*. Le *Club des jeunes* a dû fermer faute de jeunes embauchés. Les services d'enfance et de vacances familiales restent des activités importantes qui bénéficient largement aux salariés, ouvriers comme mensuels et cadres. S'il se manifeste encore de la part de certains militants une velléité d'utiliser les rencontres offertes par le CE, à Mennecy par exemple, comme des occasions de propagande, ils le font avec beaucoup moins de résultats et en suscitant souvent l'agacement des salariés, mensuels ou cadres, qui ne sont pas toujours acquis à l'orientation

¹⁷²¹ Comité de section du 9 décembre 1985, cahier n°8 – 414 J 4 AD93- LACROIX. Selon G Le Bihan rapporteur : « Pas d'automatisme entre lutte, vote CGT, et vote PCF ». Comité de section du 20 janvier 1986, cahier n°9 - 414 J 4 AD93- LACROIX. Résultat des élections législatives (proportionnelle après 16 mars 1986, H BARBOT constate un vote CGT à l'entreprise et en faveur du PS aux élections. Ibidem. Un ouvrier professionnel a pu dire à un cadre du PCF : « je vote CGT le 16 janvier et le 16 mars pour ces enculés du PS ». Bureau de section du 11 avril 1986 - 413 J 3 AD93- LACROIX

¹⁷²² Comité de section du 20 janvier 1986, cahier n°9 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁷²³ Bureau de section du 11 avril 1986, 413 J 3 AD93- LACROIX

du syndicat majoritaire. Le CE commémore toujours des fêtes aux anniversaires des indépendances des pays dont sont originaires les travailleurs étrangers ou à l'occasion de l'Aïd, avec le concours d'artistes de renom¹⁷²⁴, mais elles n'empêchent nullement la majorité d'entre eux de s'éloigner du parti, plus qu'ils ne l'étaient.

Par ailleurs, la CGT est en bute aux critiques des techniciens et des cadres, dont le nombre va croissant, insatisfaits des offres du CE. Au sein même du PCF, ces salariés contestent une conception de son rôle qui en resterait « à celle de 1947 » et l'importance accordée aux OS immigrés. Des militants intervenant parmi les mensuels et les techniciens disent dans les réunions de section que l'activité du CE n'est pas selon eux « adaptée aux besoins des catégories et que le travail syndical ne prend pas en compte la diversité [des catégories] »¹⁷²⁵.

Les critiques faites par les salariés à l'égard de la politique du CE sont exploitées par les syndicats concurrents de la CGT. En 1982, FO fait campagne contre la gestion CGT du CE. Ce syndicat avance que la majorité des travailleurs ne bénéficie pas personnellement de la subvention attribuée par l'entreprise. La riposte adoptée par la CGT, sur proposition de Roger Silvain, n'argumente pas sur la légitimité du caractère collectif des loisirs et des activités, mais tente de désamorcer les critiques de FO en offrant un cadeau personnel à chaque salarié. Le projet collectif s'efface devant l'individualisation des services et la « volonté de caresser le personnel dans le sens du poil »¹⁷²⁶. Cette « individualisation » des activités du CE se traduit aussi bien par la multiplication des sections d'activités sportives ou culturelles que par la subvention à des activités, par le biais d'une billetterie pour les spectacles ou pour des loisirs individuels pratiqués dans des clubs extérieurs. Le CE ne contribue plus guère à la formation d'un entre soi ouvrier, qui ne subsiste qu'entre les cadres de la CGT et du parti, mais plus étroite et fermée que dans les années 1950. L'entre-soi ouvrier ne fonctionne plus guère dès lors que les contradictions au sein de la section deviennent plus fortes.

¹⁷²⁴ CE info / CIB – octobre 1982 : le COB et Loisirs et culture fêtent l'aïd à la Mutualité samedi 19 octobre, ainsi que le droit du peuple palestinien), 22 octobre : 600 jeunes de 16 à 18 ans visitent Billancourt : un métier pour réussir : réunion salle Picasso, visite en début des ateliers prof. En juillet 20^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie (expo réalisée par *Loisirs et Culture* et la commission algérienne, clôturé par un grand spectacle à la mutualité). CGT – CIB CE info mars 1985. Le 24 mars fête de l'indépendance du Maroc organisée par le CE du CIB et loisir et culture au palais de la mutualité. AP-AV

¹⁷²⁵ Secrétariat de section du 18 octobre 1984, cahier n°6 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁷²⁶ Daniel Bonnechère, entretien. « Suite à une campagne de FO, dans les années 1981 ou 1982, qui divisait le budget du CE par le nombre de salariés. Ils disaient chaque salarié de Billancourt à droit à... je ne sais plus combien. On n'en a pas pour notre argent... etc...etc... Pour réagir contre ça, en préparation des élections au CE, [sur] une initiative de Silvain [il a été décidé] : « Et bien on va faire des cadeaux ». Il y a donc eu des cadeaux du CE avec des ... avec ... jouets, ... des victuailles, des ... et chacun avait un bon et prenait ce qu'il voulait. Pour avoir sa part du CE. C'est pour vous dire jusqu'où on est allé dans la volonté de caresser le personnel dans le sens du poil ... et de répliquer aux saloperies de FO. »

Les activités culturelles et sportives s'étiolent, ou sont délaissées par les travailleurs qui n'y trouvent plus autant de ressources culturelles et sociales, le CE apparaît plus nettement comme un appareil au service du PCF, car son personnel pallie encore plus que par le passé la baisse du dynamisme des militants communistes de l'usine¹⁷²⁷. Les membres du CE, adhérents communistes, sont en effet mobilisés pour des actions que le parti mène dans l'entreprise, sans vouloir exposer ses militants salariés non protégés par un mandat syndical, ou pour couvrir ses initiatives telles que l'accueil de jeunes sans emploi à Billancourt en octobre 1982¹⁷²⁸. Alors que l'implication des adhérents de l'usine régresse, une bonne partie de l'activité militante doit être supportée par les salariés du CE qui sont ainsi en première ligne pour placer des cartes d'adhérent sur les chaînes¹⁷²⁹. En 1982, la section déplore que la distribution de tracts aux portes en soit trop dépendante, alors que « la CFDT fait autant avec moins de militants, mais mieux organisés »¹⁷³⁰. Les interventions communistes qui se sont toujours appuyées sur le potentiel militant des salariés par le CE, en deviennent de plus en plus dépendantes. Les communistes s'appuient encore sur ce personnel pour traiter des questions d'ordre administratif, comme la gestion du listing des adhérents¹⁷³¹, faire nombre dans des manifestations ou pour diriger des interventions musclées. En 1986, c'est un de ses responsables qui dirige le saccage des bureaux du bas Meudon qui est à l'origine de de l'affaire des « dix ».

Alors que dans les années 1950, le CE contribuait à l'élargissement de l'influence du Parti et à la préparation d'une relève militante, dans les années 1980, la croissance de son poids dans l'activité communiste n'est qu'un palliatif à l'érosion de l'engagement politique de ses militants. Le recours au personnel du CE, nullement nouveau, n'est plus en rapport avec une activité conquérante, mais c'est un artifice qui ne fait que retarder l'expression manifeste de l'affaiblissement du Parti.

¹⁷²⁷ En 1979, suite à des problèmes financiers, la gestion des cantines, chroniquement déficitaire, est confiée à une société de restauration, filiale de Renault : la Soresco. La prise en charge des cantines par cette filiale prive la CGT et le PCF d'une ressource permettant d'apporter un soutien matériel à des grévistes, l'embauche de travailleurs licenciés ou celle d'épouses de délégués immigrés. (AV)

¹⁷²⁸ CE info / CIB – octobre 1982 : le 22 octobre, 600 jeunes de 16 à 18 ans visitent Billancourt, action sur le thème un métier pour réussir.

¹⁷²⁹ Daniel Bonnechère, entretien « Au début des années 1980 à « La reprise de carte, d'un coup branlebas de combat, tous les militants CGT ayant un mandat faisaient la tournée des ateliers absolument partout. Alors, moi, j'étais le premier surpris car c'était top secret. Et alors on voyait partout des chefs de service du CE, blouse bleue à la main, qui rentraient dans l'usine et qui faisaient toutes les chaînes de l'île Seguin pour proposer l'adhésion au Parti communiste ».

¹⁷³⁰ Bureau de section du 17mai 1982, cahier n°3 – 414 J 4 AD93- LACROIX

¹⁷³¹ Comité de section du 29 mars 1983, 413 J 3 AD93- LACROIX

3.3.4 Une section qui a perdu sa substance et sa cohésion militantes

Les évolutions constatées dans l'adhésion selon les catégories sont révélatrices de l'échec du parti dans sa volonté d'agréger autour de lui toutes les catégories, indépendamment de leur position sociale dans l'entreprise. Dans les ateliers d'OS, les chiffres disponibles pourraient induire qu'il a réussi à gagner les ouvriers immigrés. La conclusion est abusive. Leur adhésion est fragile comme dit antérieurement¹⁷³². Ces adhésions, faites sous la pression ou pour ne pas déplaire à un délégué, ne constituent en aucune manière un engagement¹⁷³³.

Les membres du secrétariat de section ont conscience qu'ils masquent ainsi l'affaiblissement militant du parti. Pierre Bernardini s'interroge : « sur quelle base fait-on des adhérents ? »¹⁷³⁴, et déplore les contradictions politiques qui apparaissent alors entre les anciens et les nouveaux adhérents. La baisse de l'engagement militant touche même le comité de section dont près d'un tiers des membres ne paient pas de timbre ou le font qu'avec beaucoup de retard¹⁷³⁵. La vie des cellules s'en ressent. En dépit de leur nombre élevé, 70 dans les années 1982 et 1984, elles végètent et peu se réunissent régulièrement. Sur les 24 cellules d'OS (un tiers du nombre de cellules déclarées) seules 9 ont un secrétaire, alors que sur 26 cellules de professionnels, seules 8 n'en ont pas. La moitié des cellules n'ont pas de trésorier¹⁷³⁶.

Pour pallier la faible activité des cellules, le parti organise des assemblées populaires dans les ateliers, ouvertes aux sympathisants. Une trentaine en 1983 et 1984, ayant au total réuni près de 950 personnes la première année et 720 la seconde, dont un peu plus de 40 % de sympathisants du Parti les autres étant des adhérents¹⁷³⁷. Elles sont impulsées par le comité de section qui en suit la réalisation. Il tient aussi des « réunions de lutte et de renforcement du parti » dans l'île Seguin avec un dirigeant, qui combine une intense préparation propagandiste, des réunions avec un meeting aux heures de repas ou de changement d'équipe

¹⁷³² Secrétariat de section du 6 décembre 1982, cahier n°3 - 414 J 4 AD93- LACROIX : Belkacem Ferhat : « l'immigré quand il prend sa carte, pas d'engagement sur le fond »

¹⁷³³ Secrétariat de section du 6 décembre 1982, cahier n°3 - 414 J 4, AD93- LACROIX

¹⁷³⁴ Secrétariat de section du 18 octobre 1984, cahier n°6 - 414 J 4, AD93- LACROIX

¹⁷³⁵ Comité de section du 29 mars 1983- 413 J 3, AD93- LACROIX

¹⁷³⁶ Comité de section du 4 janvier 1983 - 413 J 3, AD93- LACROIX

¹⁷³⁷ Comité de section du 16 avril 1984- 413 J 3, AD93- LACROIX

sur une question à laquelle les ouvriers immigrés sont sensibles, comme la libération de Mandela¹⁷³⁸.

Dans la deuxième moitié de la décennie, le trouble des militants se trouve aggravé à la fois par les évolutions sociales générales, et par les menaces sur l'avenir du site. Dans la société, la conflictualité est portée surtout par les professions qu'un statut, bien que menacé, protège encore : personnels de santé, travailleurs des transports¹⁷³⁹. Les ouvriers d'industrie ne font l'actualité que par des luttes généralement infructueuses de défense de leurs emplois menacés par la fermeture d'une usine. La perception que les ouvriers ont de leur place dans la société ainsi que les représentations que propagent d'eux les médias contribuent à leur effacement politique et symbolique. La montée d'un vote de l'extrême droite conjuguée à une forte abstention ouvrière construit l'image d'un électorat ouvrier conservateur, raciste et nationaliste, confortant le repli d'une classe qui se met en marge du jeu électoral. Cette classe cesse d'être « une classe sujet », porteuse d'une fierté dressée contre les possédants, pour n'être plus qu'une « classe objet », qu'une classe victime.

L'érosion de la force symbolique et politique de la classe ouvrière qui n'est plus adossée à une forte combativité à partir de 1984, encourage l'abandon par la direction du parti de toute référence classiciste au profit de concepts vagues puisant dans le registre démocratique en politique et dans l'identité « des gens », sans contenu social précis. L'effacement de la classe ouvrière conforte l'arbitrage du parti en faveur des élus, c'est-à-dire de la défense d'une ressource politique encore mobilisable. C'était depuis plusieurs décennies un de ses enjeux dans les combats électoraux du parti, encore tempéré par le poids des militants d'entreprise porteurs de la légitimité ouvrière. Dans les années 1980, le parti ne peut plus compter sur une dynamique ouvrière qui n'a plus de traduction électorale décisive. Par suite de l'effacement de la classe ouvrière, la volonté d'élargissement social, qui le conduisait à rechercher l'unité de l'« OS à l'ingénieur », le pousse à s'adresser à un électorat sans consistance sociale explicite, mais qui, en faisant appel à des valeurs démocratiques et humanistes vagues, s'adresse d'abord aux couches petite bourgeoises.

¹⁷³⁸ Assemblée générale de militants du 12 mai 1986 - 413 J 3 AD93- LACROIX : préparation de la journée du 15 mai de lutte et de renforcement du parti dans l'île Seguin.

- 5 h collage dans toute l'île
- 6 à 7 : distribution de tracts esplanade et Bas Meudon
- 7 h 30 à 8 h 30 : réunions à IS 41 avec un dirigeant du Parti
- 8 h 30 – 11 heures : Des équipes dans tous les secteurs pour débattre avec les travailleurs, remettre des cartes, faire des adhésions pour renforcer le parti qui lutte pour l'emploi.
- 11 h délégations auprès des directions du 12 et 76
- 11 h 30 à 14 h 30 : meeting à l'esplanade autour de la libération de Mandela et lutte anti-apartheid.

¹⁷³⁹ Grèves de 1988

Les militants ouvriers de Billancourt sont ébranlés par l'abandon de la référence classiste au profit de la légitimité démocratique et gestionnaire, qui sanctionne l'aboutissement d'un conflit de légitimités sociales qui opposait les dépositaires de la légitimité démocratique : les élus, à ceux qui s'estiment dépositaires de la légitimité ouvrière, les militants des sections et des syndicats. Ces derniers déplorent, comme Roger Silvain, la dérive électoraliste du parti et son abandon des usines. Mais ils sont desservis par l'affaiblissement de la classe et n'ont pas d'alternative à l'option électorale. Ils ne peuvent être que marginalisés dans un parti qui tente de concurrencer le PS sur terrain où celui-ci prospère.

4 - Billancourt, un univers politique défait

A chaque époque de la lutte politique et sociale s'est redéfinie l'identité du parti, sa politique, son rapport contradictoire à la classe ouvrière dans ses différentes composantes, ainsi qu'aux autres salariés. Chacune de ces périodes a produit des engagements militants dont les référentiels se distinguent de ceux des « générations » antérieures. Les communistes de la « génération » des années 1950 et du début 1960, qui forment encore au début des années 1980 le noyau dirigeant du parti, sont porteurs d'une culture et d'expériences militantes autres que celles des communistes des années 1970. Dans la « crise » des années 1980, ces différences ne permettent guère aux militants d'affronter selon un point de vue partagé, les problèmes qu'ils rencontrent dans leur activité à l'usine. La crise du parti, comme toute crise, est un moment où se relèvent dans une brutalité soudaine, des tensions, des contradictions qui depuis longtemps le travaillaient.

La crise des années 1980, manifeste des tensions et des contradictions qui travaillaient déjà le parti, et que le changement brutal de l'univers social et politique de ces années pousse à un point de non-retour. Les dispositifs tactiques sur lesquels le parti s'était appuyé pour maintenir son lien avec les ouvriers, jouant sur la particularisation de l'activité s'avérait alors impuissant à conjurer les tensions entre catégories que la crise exacerbait. Dans sa volonté de préserver son hégémonie, et donc celle des ouvriers parmi lesquels se recrutaient ses cadres, sur la collectivité laborieuse de Renault, sans tenter d'intégrer les aspirations des ouvriers spécialisés et des travailleurs étrangers, restant de ce fait politiquement extérieur à eux, il a tenté de les encadrer. Alors que les ouvriers professionnels percevaient combien leur situation était menacée, il a pu instrumentaliser les OS, alimentant le processus déjà engagé de leur éloignement. La campagne des « Dix » menée par le parti et la CGT alors que se déployaient les plans de réduction des effectifs ne pouvait que le renforcer.

L'expérience de gouvernement qu'a accepté contraint le PCF, lui a été doublement néfaste, d'abord parce qu'elle n'a pas répondu aux attentes des travailleurs qui se sont détournés de lui, ensuite parce qu'elle a accru les contradictions, les différences d'appréciations au sein de la section. Différences relevant de cultures politiques, indexées aux générations militantes, et aux origines sociales des membres. Deux cultures politique principales s'opposaient dans la section. Celle ouvrière, voire ouvriériste, formée dans les années de repli des années de guerre froide, ou issue par filiation et imprégnation familiale de cette période, et celle des années du Programme commun, plus ouverte socialement et politiquement, en dépit d'un monolithisme toujours affiché. Ces deux cultures pouvaient coexister tant que l'option unitaire paraît assurer le succès de l'institution, ce qui ne se vérifie plus alors.

L'« affaire des 10 » qui entendait mobiliser la figure emblématique de Billancourt au profit du Parti, portée initialement par des ouvriers qualifiés de l'usine, échappe bientôt à leur maîtrise. Des militants ne peuvent alors que constater à l'occasion de cette campagne l'éloignement grandissant du parti des attentes des ouvriers et leurs inquiétudes. Son échec, celui de la dernière mobilisation communiste prenant appui sur la classe ouvrière, ou du moins sur ses représentants, a pourtant des conséquences qui touchent bien plus que l'usine de Billancourt. Dans un parti qui déjà se détache de sa matrice ouvrière, l'échec ne peut que renforcer ce processus qui aboutit dans les années 1990.

L'éclatement du parti, éclatement politique avant d'être un éclatement organisationnel, engage ses militants dans des destins politiques singuliers, brisant leur statut politique et symbolique. Beaucoup des communistes appartenant au noyau des années de guerre froide, celui qui disposait d'un capital politique assis sur une culture professionnelle et d'une expérience politique précoce et multiple¹⁷⁴⁰, ont rompu dans les années 1990 avec le PCF au nom d'une fidélité au communisme et à la classe ouvrière, certains s'engageant alors dans des tentatives généralement sans suite de regroupement communiste. C'est le cas de Roger Silvain, de Michel Certano, de Pierre Bernardini, d'Elie Dayan, ce dernier aujourd'hui disparu. Parmi les plus anciens, ceux qui n'avaient pas eu les ressources militantes offertes par un travail ouvrier qualifié, ou une « culture communiste familiale », et pour qui le parti avait été « une chance » de promotion culturelle et sociale, non au sens d'un statut économiquement privilégié, mais d'une émancipation symbolique, restaient fidèles au parti, par suite d'une reconnaissance qui ne valait pas nécessairement adhésion à ses orientations présentes. C'était le cas de Raymond Treppo, ou de Jacques Cuny, ou bien à l'opposé dans

¹⁷⁴⁰ Paul Boulland, *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations de banlieue parisienne*, opus cit., p. 490

la hiérarchie professionnelle de l'usine de Georges Hufschmitt. Il y avait ensuite l'entre deux, celui des militants de la génération 1970, qui ont pris le relai dans les responsabilités au sein de la section dans les années 1980, et dont un certain nombre ont été des acteurs de la campagne pour les « Dix ». Pour eux se posait nécessairement la question de la reconversion professionnelle. Ils étaient trop jeunes pour bénéficier d'une mise à la retraite, devaient trouver un emploi qu'a pu leur offrir le parti avec qui ils ont dû cheminer un temps. Ainsi, le groupe ouvrier qui avait exercé l'hégémonie politiques sur la classe ouvrière de l'usine ne s'était pas reproduit, par suite des bouleversements sociaux associés à la fermeture de l'usine, mais encore de la dilution de l'identité politique qui les avait portés dans leur engagement. Cependant, il avait, par ses choix et orientations politiques, contribué à l'affaiblissement des identités singulières qui avaient émergé dans les luttes de la décennie soixante-dix.

Conclusion

Cette étude a pris trois propositions, empruntées à Gérard Noiriel, Xavier Vigna et Laure Pitti, comme fils directeurs dans l'examen des rapports du PCF à la classe ouvrière, à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, lieu emblématique du communisme en France, pendant une période couvrant les quatre dernières décennies de son activité. Dans son étude sur *Les ouvriers dans la société française*, Gérard Noiriel identifie « une deuxième génération ouvrière, formée pour l'essentiel de travailleurs qualifiés, et qui exerce par l'intermédiaire des organisations communistes son hégémonie sur le monde du travail jusqu'en 1960-1970 », génération dont la reproduction a été interdite par la crise économique et sociale des années 1980. Xavier Vigna qui, analysant les insubordinations ouvrières des « années 68 » relativise la permanence de l'hégémonie du PCF et en conclut « que le mouvement de grèves de mai-juin 1968 précipite la crise du couple CGT-PCF dans les usines que la séquence [de la décennie suivante] amplifie »¹⁷⁴¹. Enfin, constatant la non reproduction de l'hégémonie exercée par la « deuxième génération » sur le mouvement ouvrier, Laure Pitti évoque l'émergence possible d'une troisième génération ouvrière dont les ouvriers spécialisés, qui ont marqué la décennie 1970, seraient la figure emblématique.

Nombreux sont les historiens ou les sociologues qui, traitant des années 1980, décrivent une classe ouvrière qui éclate « sous l'impact de différentes forces centrifuges » que sont « la désindustrialisation de l'Hexagone, perte de ses bastions traditionnels (le Nord et la Lorraine, la Loire, Renault-Billancourt), informatisation de la production et chute de la demande de travail non qualifié, division géographique de l'espace ouvrier ». A ces facteurs s'en ajoutent d'autres subjectifs tels que le « différenciation sexuelle du groupe, [le] déclin continu et accéléré du PCF, [la] perte de l'espoir collectif et [la] diminution corrélative du sentiment d'appartenance de classe. »¹⁷⁴². La crise ouvrière et politique constatée alors est l'aboutissement de processus politiques et sociaux complexes, qui se révèlent brutalement dans leur force déstabilisatrice dans ces années, bien que déjà en œuvre depuis plusieurs décennies. Dans la succession des événements qui scandent la crise du PCF et le désarroi croissant des ouvriers, l'articulation entre les facteurs objectifs et ceux relevant de la subjectivité et de l'action politique est complexe. Il n'y a pas un rapport de causalité

¹⁷⁴¹ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, opus cit. p. 328

¹⁷⁴² Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, opus cit. p. 418

univoque entre les premiers et les seconds, mais deux processus, sinon indépendants, du moins autonomes dans leur logique de développement, ainsi que j'ai tenté de l'appréhender.

Cette étude a donc eu pour ambition d'élucider la dynamique complexe de la relation des ouvriers au Parti communiste et de celui-ci aux travailleurs. Dans l'exploration de la force des liens qui unissent ouvriers et parti, des rapprochements ou de la prise de distance lors de conflits, dont les mouvements peuvent être occultés par la prégnance des enjeux politiques ou de la symbolique de cette usine, j'ai porté un intérêt particulier aux pratiques et à la subjectivité des acteurs définissant leur identité, bien plus qu'aux contextes socioéconomique généraux. Ces derniers activant pourtant les contradictions apparaissant entre ouvriers et parti, comme celles, souvent anciennes affectant le corps militant communiste, se développent dans les années 1980. Cependant j'ai accordé une attention particulière à l'action des directions successives de l'entreprise.

Les contradictions de la politique communiste actives dès les années 1950 perçues, quand elles l'étaient, comme problèmes, sont devenus facteurs de déstabilisation, de délégitimation politique du Parti communiste dans les années 1970. L'ampleur des luttes et des manifestations d'insubordination de ces années-là, ont révélé le hiatus entre la politique de ce parti et les pratiques et aspirations ouvrières. Cependant si le PCF et le du groupe ouvrier qui lui était associé, ont été ébranlés dans leur légitimité politique à représenter cette classe, réalité jusqu'alors sinon indiscutable du moins indiscutée, leur hégémonie n'était guère entamée dans sa dimension organisationnelle. Ce parti a alors fait montre de sa capacité à encadrer les ouvriers récents, étrangers à Billancourt, à contribuer à leur « ouvrièrisation » subjective, alors que les groupes politiques d'extrême gauche, qui avaient propagé le contenu subversif des insubordinations ouvrières, n'y parvenaient guère. La légitimité politique du PCF, mise en question par les luttes ouvrières, l'était aussi par les revendications des groupes sociaux subalternes ouvriers ou non, qu'étaient les femmes, les minorités sexuelles, les immigrés. Aux menaces de déstabilisation, le parti communiste a répondu par la particularisation catégorielle de son travail et par une politique d'encadrement des groupes ouvriers étrangers assise sur la valorisation de leurs particularités culturelles et culturelles, découvrant par ailleurs tardivement la légitimité des revendications des femmes à l'égalité. Il ambitionnait intégrer ces particularismes dans leur diversité en offrant une perspective qui se voulait capable de répondre à la diversité des attentes sociales - un programme commun de gouvernement - qui s'il n'intégrait pas les insubordinations, proposait des changements notables, et répondait au besoin d'un tous ensemble politique.

Sa prise en considération des acteurs ouvriers et subalternes porteurs des insubordinations nouvelles ou réactivés par le choc de 1968, restait subordonnée à ses visées politiques orientées par la lutte pour un programme commun de gouvernement. Selon le Parti communiste, la réalisation de ce programme et de l'union qui le portait, devait confirmer son hégémonie sur un monde du travail dont les équilibres sociaux étaient fort différents de ceux des décennies où il avait pu s'affirmer sans contestation comme le parti des ouvriers. L'intégration des aspirations et des attentes de couches populaires subalternes à l'identité du Parti communiste était entravée par les pratiques, les conceptions politiques et les traits subjectifs du groupe ouvrier politiquement et idéologiquement hégémonique au sein du parti, celui des ouvriers professionnels, français, hétérosexuel. Par ailleurs, ces derniers se sentaient investis de la direction légitime dans les luttes et seuls en capacité de traduire les aspirations ouvrières et populaires, en énoncés politiques. Ils se pensaient encore, promis dans un avenir proche, à l'exercice du pouvoir, en particulier grâce à un ambitieux programme de nationalisation. Ce devenir politique les constituait en dirigeants légitimes de l'ensemble de la classe et les instituait en « aristocratie ouvrière », bien plus que ne le faisait leur métier. Dans l'affirmation de ce devenir, ils recherchaient, l'appui ou l'alliance avec les couches sociales qui leur paraissaient les plus proches professionnellement, les techniciens et les cadres de productions, prenant à rebours à la fois l'hostilité manifeste de tous les subalternes à leur égard, comme celle des ITC à l'encontre des ouvriers.

Ce devenir a été brisé par la rupture, à l'initiative du PCF de l'union autour du Programme commun, qui sanctionnait la faillite de son ambition de parti dirigeant dans la gauche l'échec de son ambition, et le laissait dès lors sans perspective politique. En 1981, il était contraint à une participation gouvernementale non souhaitée, mais acceptée car encore portée par un espoir ouvrier. Pour donner une chance de réussite à cette expérience, qui était sa planche de salut dans un naufrage politique, il n'hésite pas à s'opposer aux grèves des OS immigrés à Renault, prenant le contrepied de sa volonté de les encadrer. La participation de ministres communistes à un gouvernement est ainsi la dernière dans laquelle il espère encore jouer de son rôle de parti des ouvriers. Cependant ces derniers déçus de cette expérience se détachent de lui autant que du PS activant les contradictions au sein de son corps militant. Après le départ des ministres du gouvernement, à l'usine, les désaccords politiques s'expriment avec violence au sein de la section, ainsi que par des pratiques divergentes et simultanées. La radicalité recherchée par des militants, comme susceptible de réactiver un militantisme communiste désorienté, et de marquer la réappropriation d'une identité révolutionnaire abandonnée, est à l'origine de la campagne pour les dix de Billancourt. Pourtant cette dernière ne signifie pas l'abandon des alternative gestionnaires et propositionnelles se

voulant responsables, capables de séduire les ITC. Aucune de ces voies ne restaure les liens distendus entre le parti et les ouvriers, et particulièrement les immigrés. En ce sens la section communiste à Renault est un bateau ivre, dont les rameurs œuvrent dans un courant défavorable dans le désordre et sans perspective autre que de sauver un appareil ouvrier ébranlé. L'échec de la dernière campagne où le parti a tenté de jouer de sa figure ouvrière, dans le lieu pour lui éminemment symbolique de cette qualité, laisse les ouvriers désemparés et divisés. Il ouvre la voie à l'abandon formel de la référence classiste qui avait depuis longtemps perdu son caractère opératoire. Le parti pouvait maintenant se tourner vers « les gens ».

L'histoire permet de d'éclairer le présent, mais aussi, d'agir dans le présent (Marc Boch). Au-delà de ces constats, l'exploration de cette épopée ouvrière permet de poser à partir de l'examen de la politique du parti dans son rapport aux ouvriers plusieurs questions ou problèmes toujours actuels.

Avec la force des symboles au risque de l'enfermement dans le mythe

L'image de Renault Billancourt entretenue par le Parti communiste contribuait à sa légitimation politique. Il en avait fait un théâtre où se mettaient en scène sa politique et son lien intime à la classe ouvrière qui donnait plus de force à sa propagande. En certaines circonstances les ouvriers de Billancourt étaient appelés à agir comme levier dans la mobilisation générale de la classe ouvrière. La symbolique de Billancourt pouvait être étroitement associée à celle du Front populaire. Elle bénéficiait de la force émotionnelle associée aux grands événements de l'histoire ouvrière, tels le Front populaire ou la grève de mai et juin 1968. Dans les périodes difficiles, cette émotion restait vivante parmi les travailleurs (français), et alimentait l'espoir d'un « tous ensemble » subvertissant l'ordre social, alors que le « tous ensemble politique » incarné par le front unique et les expériences d'union des partis de gauche pouvait être disqualifié par leurs échecs.

La force des modèles et des symboles, portés à la hauteur du mythe, a cependant plus un effet légitimateur, qu'un pouvoir mobilisateur difficile à mesurer, tant l'action collective obéit à la conjonction de circonstances ne relevant pas de la répétition, mais de l'événement singulier, d'une conscience des enjeux du présent, comme en témoignent les grèves et débrayages massifs des ouvriers contre les actions de l'OAS au début des années 1960. En dehors de ces moments exceptionnels, le pouvoir mobilisateur est du ressort du travail militant au jour le jour.

Le mythe, que ce soit celui de Renault Billancourt, comme avant-garde ouvrière, ou d'une classe ouvrière à la vocation prométhéenne, ayant une propension naturelle au communisme, construit un passé ou une réalité réifiés. Par sa fixité, le modèle ainsi mythifié occulte le réel et entrave l'action dans le présent, conduisant parfois à des échecs cuisants, comme en 1952 à Billancourt. Sa pesanteur rassurante comme certitude, diffère toutefois la compréhension du mouvement, des transformations, et donc des nécessaires remises en cause permettant d'orienter, ou d'anticiper les actions.

Les mythes ou les symboles sont, un temps, légitimateurs de la ligne du parti ou du rôle de la classe ouvrière. Cependant ils sont aussi propices aux entreprises délimitatrices. À Renault, le PCF en plusieurs occasions a pu mesurer combien ses adversaires s'étaient emparés de ses déconvenues politiques espérant affaiblir son crédit de parti des ouvriers. Toutefois, le lien du parti et de la CGT avec les ouvriers, étaient encore suffisamment robustes et inscrits dans une mémoire ouvrière pour que ces entreprises déstabilisatrices aient un effet significatif. Il en allait autrement dans les années 1980. Le Parti communiste perdait de sa légitimité politique, certains groupes ouvriers tels que les OS s'en éloignaient, la classe ouvrière était déstabilisée dans son mode d'expression et de lutte spontanée, et ne trouvait plus dans ce parti les ressources lui permettant d'y faire face. Aussi lorsque l'usine de Renault Billancourt a fermé dans des conditions maîtrisées par l'entreprise, les discours mettant en cause le caractère trompeur du mythe de « la forteresse ouvrière » acquiert un crédit nouveau. Sa chute suscite des discours dénonciateurs du mythe qui n'ont plus aucune ambition heuristique. Ils cherchent à substituer à une essentialisation positive, bien que trompeuse, de la classe ouvrière et des lieux qui l'incarnaient symboliquement, une essentialisation stigmatisante des ouvriers, devenus responsables des succès électoraux du Front national, ou réduits à leur pratiques politiques jugées étrangères aux valeurs de la république. Le recours à l'essentialisation sert à classer et à célébrer ou à déprécier, et l'effondrement des mythes légitimateurs de l'action du Parti communiste, se retournent en leur contraire, justifiant ainsi la domination sociale la plus violente, ainsi que la réduction de la classe ouvrière à une classe objet.

Temps social et temps politiques dans la conduite de l'action

1950 à 1992, quarante années de la vie d'une usine qui née en 1898 est fermée peu avant d'atteindre un siècle d'existence. Quarante années aussi dans la vie du Parti communiste. Toutefois le temps politique et le temps social, celui de l'usine et de ses ouvriers, ne

s'écoulaient pas aux mêmes rythmes. Le premier est un temps « court » scandé par des événements. Le second est un « temps moyen ou long », celui des processus, des évolutions induites par les transformations dans l'organisation et les technologies du travail ainsi que par le recrutement des travailleurs. Les événements politiques naissent de la conjonction soudaine de multiples facteurs aux temporalités différentes, que ce soient des événements économiques, sociaux, nationaux et internationaux, ou des rapports changeants entre des Etats aux politiques plus ou moins antagoniques. Par leur brutalité, ils s'imposent comme enjeux aux partis quelle que soit l'intelligence que ces derniers ont de leur genèse. Les mouvements qui affectent la condition ouvrière et remodelent ses identités, sans être indépendants des événements politiques qui peuvent les solliciter, sont plus lents, progressifs, et souvent silencieux. Aussi peuvent-ils être occultés par la prégnance des événements proprement politiques, comme ils le sont aussi par l'élévation de la classe ouvrière au rang de mythe¹⁷⁴³. A Billancourt, les innovations, transformant dans la décennie cinquante, les conditions du travail n'émergent comme question sociale et politique qu'au terme de leur généralisation et après l'épuisement des facteurs qui avaient pu les rendre acceptables, comme c'est le cas de l'application de la cotation des postes. Ce déphasage entre une conscience ajustée aux événements politiques ainsi qu'à leur remémoration, et la prise en compte des bouleversements affectant le travail et les groupes ouvriers, est inévitable. Il est source de tensions entre les propositions politiques formulées par les organisations et les attentes des ouvriers qui ne se traduisent pas immédiatement en un énoncé politique. Aussi les stratégies des partis, nourries des événements qui ont façonné leur identité ne coïncident-elles que rarement avec les stratégies des ouvriers répondant aux transformations sociales.

Centralité ouvrière, universalisme et spécificités sociales

La fermeture de Billancourt rend impossible tout renouvellement générationnel, comme l'émergence d'un nouveau groupe ouvrier dirigeant. Cependant la décennie qui la précède illustre le processus de délitement d'une hégémonie politique qui doit beaucoup au contexte économique, qui ne fait que révéler les contradictions propres à la politique antérieure du parti, qu'en retour il aggrave. La cohésion politique du parti communiste des années 1950, reposait sur des facteurs identitaires forts. En premier lieu sur une centralité ouvrière fondée sur une réalité sociale autant que politique, ajustée au poids de la classe ouvrière dans le

¹⁷⁴³ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, opus cit. p.419

salariat, et où la domination sociale et politique du groupe professionnel masculin français laissait peu de possibilité d'affirmation aux autres composantes de la classe ouvrière, formées de travailleurs ou travailleuses non qualifiés sans tradition ouvrière. De plus ces groupes subalternes ne disposaient pas des qualités qui faisaient la force et la cohésion du groupe dominant : sa légitimité professionnelle assise sur le métier, les qualités viriles revendiquées, la légitimité par l'accès assuré aux droits de citoyen dont étaient privés les étrangers.

Le choc social et politique de mai juin 1968 faisant émerger les aspirations des couches ouvrières subalternes et celles d'autres catégories dominées, imposait une conception politique de la centralité, qui devait se traduire non seulement dans les énoncés politiques, mais aussi par la reconnaissance de leur statut de sujet politique à l'égal des ouvriers professionnels, français.

La dynamique des luttes ouvrières des années 1970, celle des grèves d'OS, étaient porteuses d'une affirmation ouvrière, qui réactivaient des valeurs essentielles de leur identité : autonomie, égalitarisme, insubordination, distance affirmée vis-à-vis des dominants. Néanmoins restait entière la question de la centralité ouvrière, alors que le mouvement social n'était plus synonyme de mouvement ouvrier, et exprimait la multiplicité ainsi que la singularité des dominations et des révoltes. L'injonction adressée à ces dernières de se mettre sous la direction de la classe ouvrière échouait, tout autant que les tentatives du PCF de disqualifier des mouvements comme étrangers à la préoccupation des ouvriers, réflexe défensif d'autolégitimation d'un parti arqué bouté sur son noyau politique, social et idéologique originel.

Le Parti communiste s'était employé à organiser autour de lui, les groupes ouvriers ou non, par la particularisation du travail politique et social, ou pour ce qui concerne les ouvriers immigrés, par la valorisation de leurs caractères nationaux dans leur diversité. Cette valorisation restait néanmoins bornée par la préservation des intérêts de la nation. Par ailleurs, l'exaltation de la dynamique spontanée des grèves d'OS, la fascination de leur pouvoir d'entrave de la production des grèves bouchon, par les groupes d'extrême gauche, court-circuitait toute réflexion sur leurs limites. Elle détournait de l'examen des conditions à réunir pour construire une unité ouvrière dans sa dimension politique, condition nécessaire, mais non suffisante à l'affirmation d'une centralité agrégeant les révoltes diverses des couches subalternes de la société capitaliste. De plus cette exaltation occultait le groupe ouvrier professionnel ainsi que ses contradictions et les caractères de son insubordination.

L'articulation des spécificités sociales des groupes sociaux subalternes, dans un tout organisé autour d'un projet politique dont les ouvriers seraient les acteurs les plus déterminés, restait une question dès lors durablement non résolue. Elle paraissait l'avoir été lorsque le groupe ouvrier qualifié, français et masculin était hégémonique dans les représentations politiques ouvrières, au prix de la relégation aux marges de la classe ouvrière des groupes subalternes qui faisaient dès lors question : « question des femmes », « question des immigrés », question « des OS ». L'universalisme ouvrier étant celui des hommes de métiers, de surcroît français.

Alors que le chômage et les restructurations s'inscrivaient comme une réalité pérenne, la particularisation catégorielle, qu'elle soit professionnelle ou nationale, révélait son incapacité à faire du « un » à partir de la diversité, comme son impuissance à contrarier les tendances sociales centrifuges. Un chemin a été parcouru depuis lors, aggravant l'éclatement du groupe ouvrier au point de le rendre invisible en tant qu'acteur, dans sa composante industrielle. La centralité ouvrière, la centralité des rapports de classe, est mise en question par l'émergence des questionnements et de conflits associés aux rapports sociaux de sexe ou de race, exacerbés par le repli identitaire des dominants sur une « identité nationale française ». Elle est aussi brouillée par la multiplication de résistances sociales, dont les acteurs peuvent être aussi bien des membres de classes populaires qu'une jeunesse issue de la petite bourgeoisie. Dans leur diversité ces radicalités, privilégiant une « politique en acte »¹⁷⁴⁴, n'ont plus la prétention d'offrir, l'ambition de rechercher une perspective globale, orientée par les contradictions de classe.

La centralité des rapports de classe ne peut être pensée et construite comme elle l'avait été de manière déjà réductrice, par le passé. La question même de l'unité des ouvriers, en particulier des ouvriers français et des ouvriers étrangers ne peut plus être réduite à une nécessité imposée par un commun intérêt revendicatif face aux patrons. De plus, dans la perspective transformatrice, cette centralité devrait mettre en question l'organisation même du travail et son statut dans la société capitaliste, questions ignorées par le PCF. Ce dernier n'y répondait que par les promesses de la promotion individuelle, de la nationalisation, et d'une démocratisation des entreprises qui ne touchait guère à la subordination salariale. Elle devrait aussi répondre en pratique aux défis qui se posent aux ouvriers, par la précarité, comme la mobilité internationale des capitaux, ou encore celle des hommes et des femmes migrants.

¹⁷⁴⁴ Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky introduction à « désaffiliations et recompositions », dans Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (Dir), *Histoire des mouvements sociaux en France*, opus cit. p.594

Histoire, mémoire et pratiques transmises, dans l'affirmation de la classe pour soi

Les questions qui restent posées à la suite de cette étude portant sur une usine fermée depuis vingt-cinq ans, doivent être examinées à la lumière d'une réalité sociale, aujourd'hui bien différente. En 2015, dans les cinq usines Renault françaises, le nombre d'ouvriers en contrat à durée indéterminée ou en CDD était de l'ordre de 9000 personnes, auquel il faut ajouter un nombre équivalent de travailleurs en contrats précaires. Dans ces conditions l'affirmation des ouvriers en tant qu'acteurs politiques est obérée par la précarité d'une fraction importante d'entre eux qui les condamne à un futur incertain et rend difficile la construction d'une identité collective puisant sa force dans la transmission de pratiques. A Billancourt, la stabilité du personnel sur un temps long, avait permis des transmissions de pratiques et de valeurs, impliquant souvent des formes de parrainage, qui assuraient encore la cohésion des groupes professionnels. Cependant dans les années 1970, cela ne fonctionnait plus au bénéfice des ouvriers spécialisés, dont le renouvellement à la charnière des décennies soixante et soixante-dix a constitué une rupture l'interdisant. Les ouvriers étrangers pouvaient certes pour certains d'entre eux être porteurs d'une expérience de lutte nationale ou de sa mémoire, comme les Algériens, les Espagnols et dans une moindre mesure les Portugais, qui n'était pas en partage avec tous les ouvriers. Celle qui l'était, ressortait de leurs luttes et de la fierté née de leur capacité à faire front aux patrons, assurant leur « ouvrièrisation subjective ». Cependant elle a été mise à mal dans les années 1980, par leur stigmatisation en tant qu'immigrés et musulmans pour la majorité d'entre eux, et pour tous par la polyvalence contrariant ce qui les avait soudés dans les luttes de la décennie passée. Si le souvenir en restait possible, aucune transmission ne l'était plus.

Aujourd'hui, les ouvriers précaires sont non seulement sans futur assuré, mais encore sans passé susceptible d'alimenter des solidarités, des pratiques et des réflexes pouvant les faire participer à la constitution de la classe pour soi. Les syndicats ouvriers restent encore localement l'organisation des ouvriers. Ils font vivre dans des conditions extrêmement difficiles des relations de solidarité et de lutte. Néanmoins l'on peut s'interroger sur « l'avenir d'une culture ouvrière privée de sa dimension politique »¹⁷⁴⁵, alors qu'aujourd'hui l'adhésion des couches subalternes est recherchée par l'activation d'une fonction tribunicienne qui se substitue à toute pratique autonome qui en ferait des acteurs. Les leviers de cette mobilisation tribunicienne effacent les oppositions de classe, pour en appeler « au

¹⁷⁴⁵ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, opus cit, p. 424

peuple », notion elle-même assignée à des contenus différents selon les leaders qui en usent, mais qui tous exploitent le clivage national qui fragmente les ouvriers.

Comment briser la stigmatisation des classes subalternes qui vient sans cesse ratifier et consolider la domination sociale ? Comment traduire politiquement le paradoxe entre le paradigme de la mobilité sociale, « de la libération du travail », alors qu'« au temps où s'imposait l'image de la classe ouvrière, la mobilité sociale semble avoir été vive [ainsi que cela peut être vérifié à Billancourt], tandis que l'effritement de cette image correspond au temps où les trajectoires [sociales] s'immobilisent »¹⁷⁴⁶ ? A quelle mémoire vivante et à quelles pratiques transmises nourrissant une convivialité ouvrière, peuvent s'adosser aujourd'hui les ouvriers, et en quels lieux ? A quelle mémoire s'adosser qui ne soit pas de l'ordre du mythe, mais d'une stimulation vivante ? Comment construire à partir des mémoires de lutte et identités particulières des groupes subalternes, des étrangers, des femmes, des minorités sexuelles, une identité collective riche de ces diversités ? Comment éviter la « balkanisation » des identités particulières sans les étouffer ?

Les temps sont assurément durs, au regard d'un passé remémoré. Cependant ce travail sur Billancourt ne vise pas à épancher une « mélancolie ». Il interroge, par-delà le mythe, son passé à partir des questions encore ouvertes dans le présent. Il cherche à prendre distance avec les représentations idéalisées des réalités passées, qui peuvent être trompeuses et dispenser d'examiner les difficultés que pose l'organisation des classes subalternes. Les réponses à ces questions outrepassent le cadre d'une étude universitaire. De plus elles ne résulteront pas de la construction spéculative d'un futur idéalisé. Elles doivent prendre appui et traduire une expérience sociale qui retisserait les liens sociaux, culturels et politiques, faisant vivre un espoir redonnant à la classe objet que sont devenus les ouvriers, un statut de sujet politique autonome.

¹⁷⁴⁶ Nicolas hatzfeld, « *Les gens d'usine* », opus cit. p. 555

Annexes

Annexe 1 - L'usine en 1950

Annexe 2 - L'usine en 1969

Annexe 3 - L'usine en 1983 - 1990

Annexe 4 - Evolution des principales activités industrielles de Billancourt entre 1950 et 1992

Annexe 5 - 1947 – 1992 : Les principales grèves (de 5 jours et plus) à Billancourt et à Renault

Annexe 6 - Evolution des effectifs de Billancourt, tous salariés et ouvriers

Annexe 7 - Evolution des effectifs de Billancourt et part dans l'effectif total de Renault en France

Annexe 8 - Les étrangers dans l'effectif total de Renault

Annexe 9 - Evolution des effectifs étrangers à Billancourt

Annexe 10 - L'évolution du nombre d'indices et de taux des manœuvres aux P1

Annexe 11 - Evolution de la grille des manœuvres aux P1

Annexe 12 - Les droits syndicaux dans l'entreprise en 1954

Annexe 13 - Les droits syndicaux dans l'entreprise en 1975

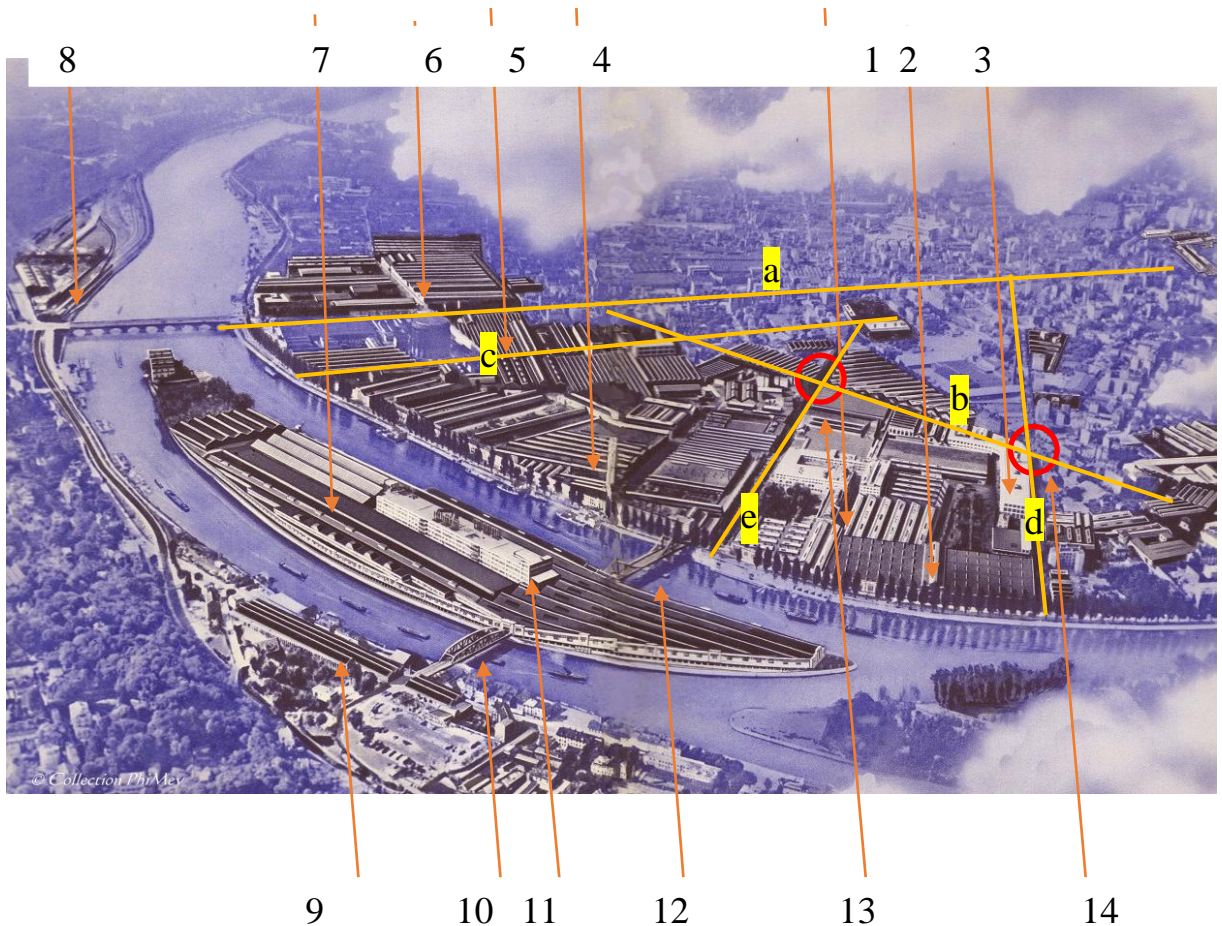
Annexe 14 - L'influence des syndicats mesurée par les scores électoraux

Annexe 15- Les effectifs du PCF (cartes placées)

Annexe 16 - Brèves notices biographique des acteurs syndicaux et politiques cités

Annexe 1 L'usine en 1950

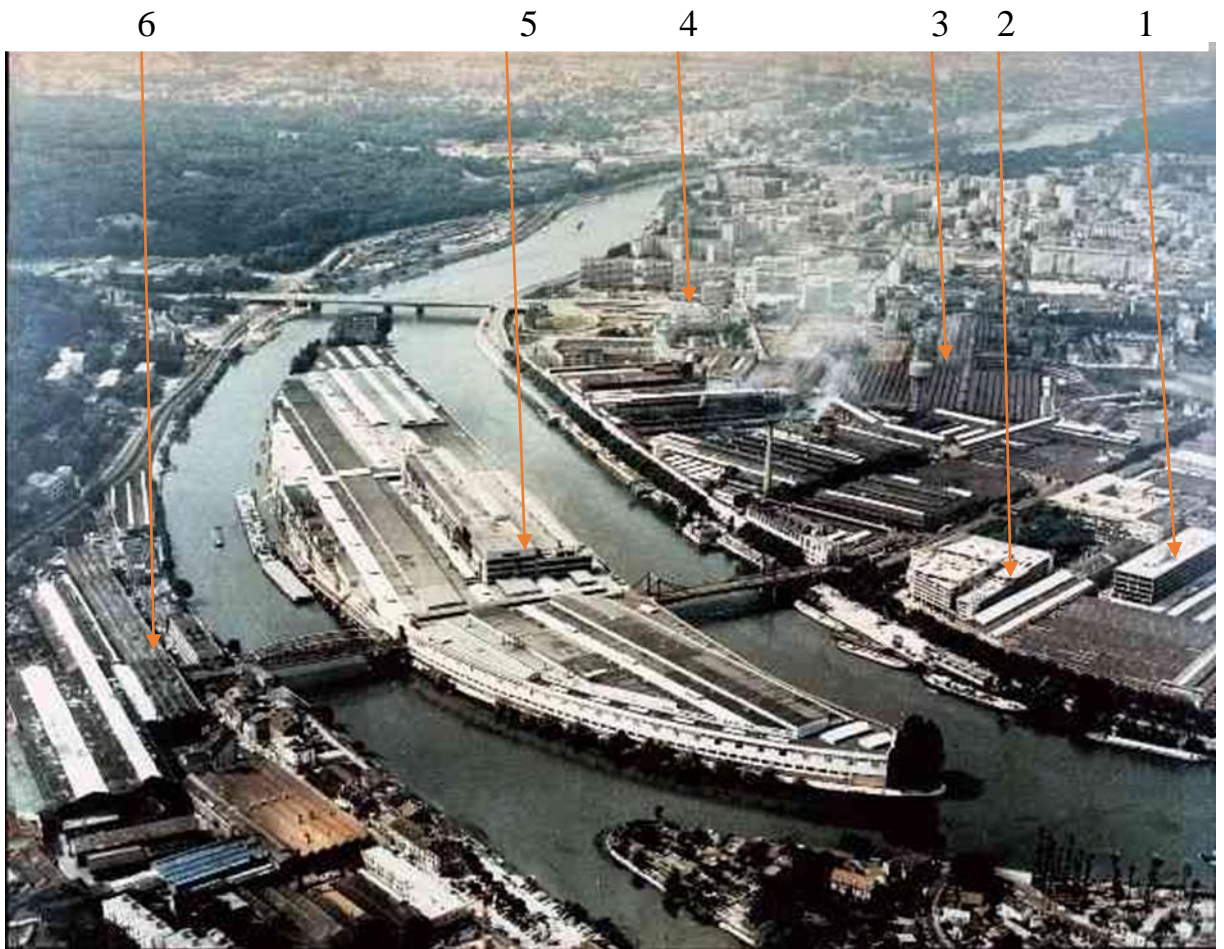
Principaux départements et lieux			
1	Batiment X : siège de l'entreprise	11	D 74 : Peinture et Montage
2	D 36 : Construction et rép. M.O.	12	Pont Daydé
3	D 55 : Décolletage, boulonnerie	13	Carrefour Zola Kermen
4	D 62 : Forges	14	Place Jules Guesde (dite Nationale)
5	D 18 : Usinage Boîte de vitesses		
6	D 54 : Emboutissage, D63 : Fonderie Alu.	a	Avenue du Général Leclerc
7	D 12 : Emboutissage et tolerie	b	Rue Yves Kermen
8	Gare	c	Rue du vieux pont de Sévres
9	Bas meudon, D 19 Caoutchouc	d	Rue Nationale
10	Pont Seiber	e	Avenue Emile Zola



Annexe 2

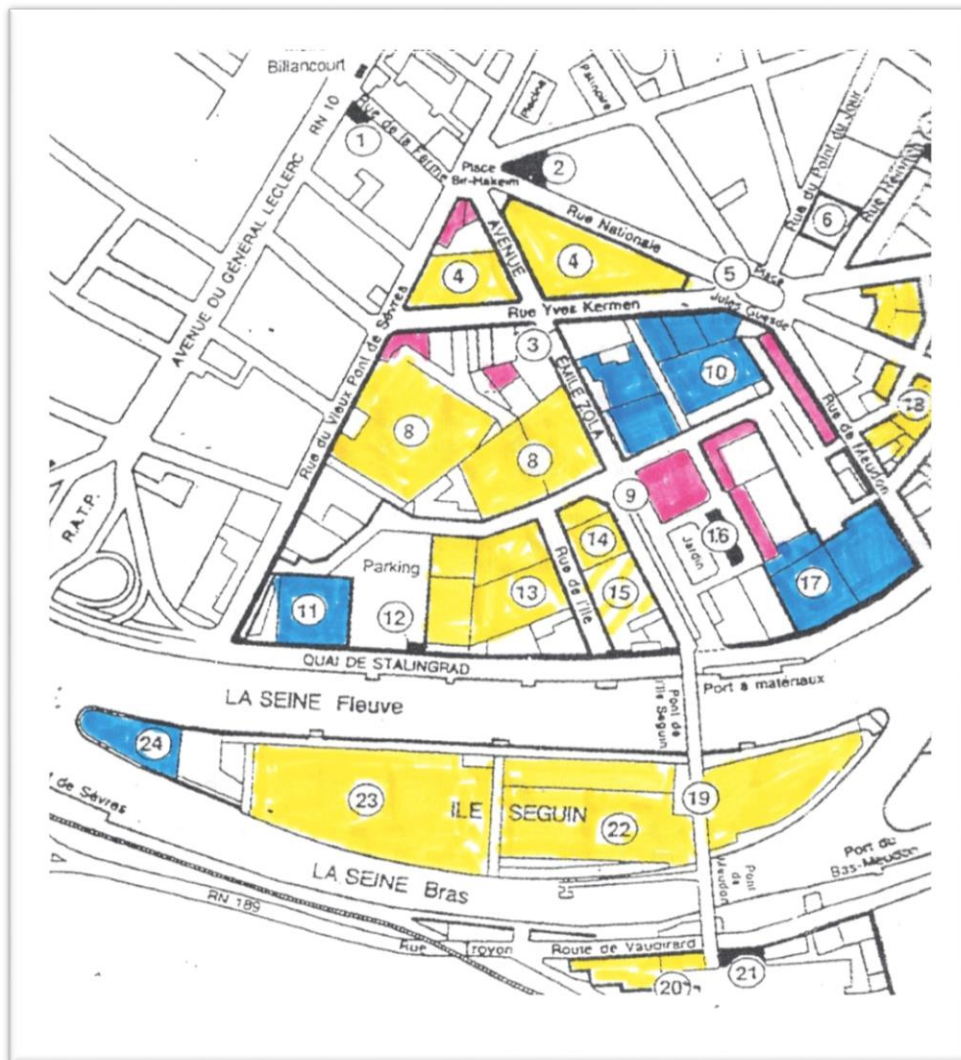
L'usine en 1969

Principales évolutions depuis	
1	Nouveau bâtiment pour bureaux, à l'arrière du Bâiment X (J 7)
2	Garage pour les voitures de service et de fonction
3	Ancien bâtiment du D 18, vide. Il sera détruit au début des années 1970
4	Urbanisation au nord de l'av. du Général Leclercq, sur d'anciennes emprises Renault
5	Réhaussement du Bâtiment central pour nouvelle chaîne de peinture
6	Bas Meudon, chaîne de retouche et ateliers divers



Annexe 3 L'usine en 1983 / 1990

(Rose : Mensuels et cadres, bleue OP, jaune OS)



1. Rue de la Ferme. Bureau où furent convoqués les salariés licenciés de 1986 à 1988
2. Bureaux de la direction du personnel et des affaires sociales.
3. Porte Zola. Pierre Overney y est assassiné en février 1972
4. Département 14 (en cours de fermeture)
5. Place Jules Guesde, dite « place nationale »
6. Locaux centraux du Comité d'établissement (Bibliothèque et salle de réunion)
7. Locaux syndicaux (non visibles / le plan).
8. Départements 49 et 38
9. Carrefour Zola. Lieu des meetings syndicaux, face au service des relations du travail
10. Département 70
11. Département 57 métal (premier bâtiment Billancourt 200)
12. Salle de réunion du comité d'établissement à partir de 1986
13. Fonderies désaffectées à partir de 1983
14. Forges désaffectées à partir de 1972
15. Gare routière
16. Bâtiment X, siège de l'entreprise jusqu'en 1975, puis de la direction de l'UB
17. Ateliers RMO dit de l'« artillerie »
18. Anciens ateliers du département 34 et 35
19. Esplanade de l'île Seguin
20. Ateliers du Bas Meudon
21. Locaux de la direction saccagés le premier août 1986. Début de l'affaire des « Dix »
22. Département 74. Cinq étages : peinture, sellerie et montage mécanique.
23. Département 12, Presses et tôlerie
24. Centrale thermique

Annexe 4 : Evolution des principales activités industrielles de Billancourt entre 1950 et 1992

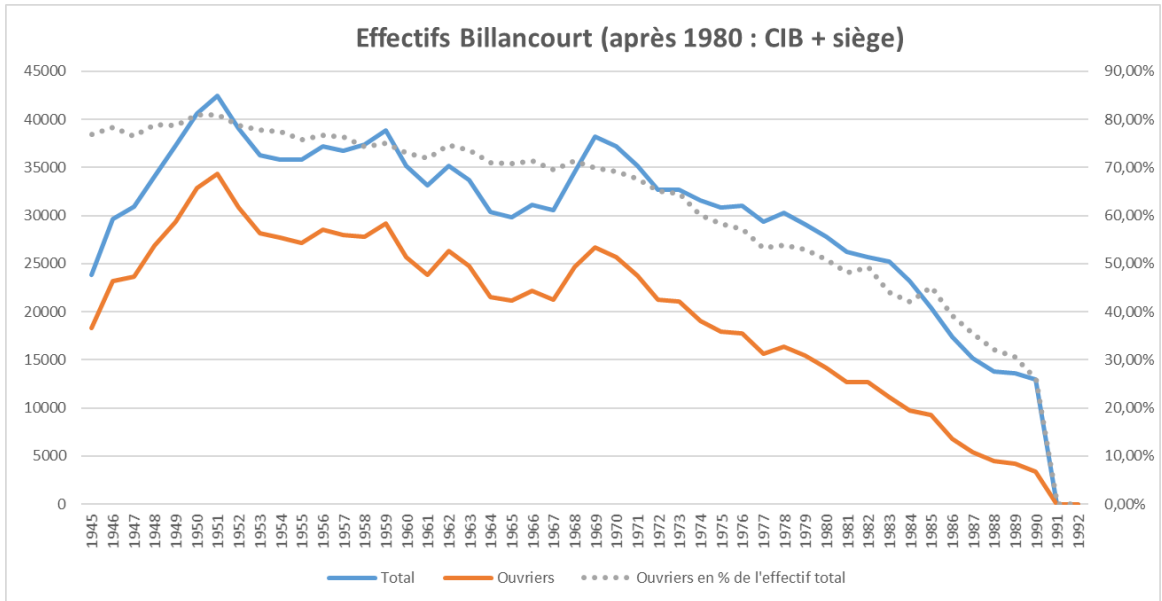
	Activités en 1950	Départ.	1951-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1995
Carrosserie montage	Emboutissage tôles épaisses	54	*				
	Emboutissage et tôlerie	12					*
	Petit emboutissage et tôlerie	38					*
	Montage tourisme	74					*
	Montage poids lourds	74		*			
	Carrosserie Petit véhicule utilitaire	75					* Filiales
Usinage et assemblage organes	Pignons, arbres à cames, BV	18		* CLEON			
	Usinage cylindres	48	?				
	Usinage pièces moteurs	49					*
	Décolletage, amortisseurs	55					*
	usinage Frégate	58		*			
	usinage Poids lourds	59		?*			
	Pompes à injection	71		?*			
	Usinage et organes 4 CV	76					* Dép 14
	Usinage et montage moteurs	77					* Autre usine ou arrêt
usinage et montage organes	88					* Autre usine ou arrêt	
Fonderies	Fonte malléable, acier coulé	46	????????????????				
	Fonderie électrique	47	????????????????				
	Fonderie fonte	61					* SBFM et Fondries du Poitou
	Fonderie métaux blancs, tréfilage	63		*			
Forges	Forges et traitements	62					* SAFE
Outillages	Modelage Bois	26					* Dép 57 Bois
	Modelage métal	27					* Dép 57 métal
	Outillage emboutissage	37					* Saint Ouen
	Montage machines	36					* RMO
	Magasin outillage central	45					* Dép 70
	Atelier d'outillage central	72					* RMO
Entretien	Réparation poids lourds	17		*			
	Charpentes métalliques		????				
	Entretien électrique	50					*
	Entretien mécanique	51					* Dépar. 77, 64, 51
	Entretien divers	52					*
Energie	Centrales et fluides	53					*
Logistique	Camionnage	25					*
Autres activités	Montage automotrices	16					* CHOISY, puis arrêt en 1961
	Débit et usinage bois	13		*			
	Emboutissage à Chaud	28		*			
	Chromage	32					* Flins dép. 66
	Groupe d'essais, livraison	57					
	Echange standard	88					* CHOISY
	Composants	Caoutchouc	19				
Pneumatiques		19		*			
Peinture		20					* Le Mans
Garniture freins, ...		20		*			
Produits chimiques		24					*
Roulements		29					* SNR
Dynamos		30		*			
Décor carrosserie		31					
Ouate, Amiante		33					*
Papiers carton		34					*
Cablages électriques		35					* DREUX
<div style="background-color: green; width: 100%; height: 10px; margin-bottom: 5px;"></div> Départements ou ateliers avec effectif : < 100 travailleurs							
<div style="background-color: yellow; width: 100%; height: 10px; margin-bottom: 5px;"></div> Départements ou ateliers avec effectif : 100 < < 500 travailleurs							
<div style="background-color: orange; width: 100%; height: 10px; margin-bottom: 5px;"></div> Départements ou ateliers avec effectif : 500 < < 1000 travailleurs							
<div style="background-color: blue; width: 100%; height: 10px; margin-bottom: 5px;"></div> Départements ou ateliers avec effectif : > 1000 travailleurs							

1955	22/09-03/10										BB. Dép. 12	Presses	300	OS		47 Fr/h + revendications d'atelier	la direction menace de transférer la production à Flins. Acquis : 1 samedi de repos sur 2, bons de douche, révision des temps, paiement des temps d'arrêt de production
1956	21/09- ?										BB Dép.61	Fonderie		OS	Comité de lutte	contre le nouveau système de salaire	
1957	28/01- ???										Ouvriers algériens		900 à ?	OS	Grève générale à l'appel du FLN		licenciements convertis en mise à pied suite à mobilisation
1958																	
1959	14/12-19/12										BB. Dép. 55	décolletage	400	OS + OP		Contre les cadences	menaces direction, satisfaction sur les temps
1960	24/02-28/02										UFMB. Dép. 62	Outils		OP		contre le diminution des temps, contre les restrictions des primes trimestrielles	
1960	mars										Dép. 72 et 36	Machines-outils		OP	14 débrayages	Salaires	
1961	01/06-05/06										BB. Laboratoire			Mensuels	Débrayages répétés	?	
1961	08/06-06/07										BB Dép. 55	Tours automatiques	150	Régleurs / OP		Augmentation de salaire	augmentation de 12 à 13 Fr/h
1962	04/05-12/05										BB Dép. 55	régleurs sur tours automatiques		OP	grève tournante	Augmentation de salaires	Echec. La direction menace de délocalisation à Cléon
1962	07/05-24/05										BB Dép. 55	Boulonnerie (frappe à froid)	54	OS	solidarité financière dans l'usine. 17 j de grève	+ 25 Fr/h, réduction temps de travail, 4e semaine de congés, condition de travail (surdité) Age de la retraite	La direction menace de transféré ces fabrication à la sous-traitance. Reconnaissance de la surdité comme conséquence du travail. Hausses de salaire
1963																	
1964																	
1965																	
1966	17/01-07/02										BB Dép. 55	Rez de chaussée	800	OS et régleurs	1 heure de débrayage tous les soirs + défilé dans usine	15 % pour régleurs, 25 Fr/h pour OS, 1 seule catégorie de régleurs, paiement au mois des régleurs	
1967																	
1968											Toutes Usines			OP/OS/mens			
1969	24/02- ?/03										LM (At. GG)	assemb.. Trains	326	OS		Classe 6 en préparation, Classe 7 en chaîne	Modifications de la grille salariale
1969	14/10- 28/10										LM	Trait. Therm.	89	OS	Occupation/ Lock-out direction	Egalité avec fonderies	
1971	01/03-25/05										LM	Transmissions	82	OS		Une classe supplémentaire	Le conflit s'étend à Billancourt et à Flins. Modification de la grille
1971	30/04-										LM	Usine	Tous	OS	Occupation/ Lock-out direction		
1971											BB	Divers ateliers	?	OS et OP	occupations d'ateliers	solidarité avec le Mans	
1972	21/06-27/06										Sandouville	Entretien	336	OP		Egalité avec les coefficients attribués aux régleurs	
1972	22/06-29/06										Flins	Entretien	650	OP		Idem Sandouville	
1972	octobre										BB- UFMB	Fonderies	?	OS		Conditions de travail / cadences	
1972											BB- DIP	Informatique		perforatrices, puis programmeurs.	Grève reconductible	?	?
1973	30/01-08/02										UFMB- Dép. 38	Petites presses		OS		P1 F pour tous	Classe 9 pour tous au coef. 157
1973	28/2-08/03										UCMB- Dép. 34	Préparation du garnissage des sièges		OS		P1 pour conducteurs machines, P1F au coef 162 pour les mécaniciennes machines à coudre, encolleuses , OS	Rien
1973	21/03-9/04										UCMB- Dép. 12	Grosses presses	380	OS	occupation atelier	P1 F pour tous	
1973	29/03-09/04										Flins	Grosses presses	600	OS	Idem	P1F pour tous	Modification de la grille de rémunération
1973	29/03-09/04										Sandouville	Grosses presses	300	OS	Idem	P1F pour tous	
1973	11/04-25/04										Flins	Sellerie et tôlerie R5	2000	OS	24 licenciements	Classe 9 pour tous, P1F pour travaux plus durs	
1973	12/04-03/05										UCMB	Ile Seguin	> 4000	OS		Paiement des heures de lock-out	rien

1975	10/2-15/04										LM	Tous les ateliers de production	4000	OS	Coulage des cadences	250 francs pour tous	Révision de la grille
1975	11/02-17/02										UCMB-	Caristes	200	OS	Blocage des chaines	P1 à 180 pour tous	
1975	17/02-18/02										UCMB-Dép. 74	Peintres	100	OS		P1 à 180 pour tous	
1975	17/02-25/02										UCMB -Dép. 77	Entretien	350	OP		300 francs pour tous	
1975	20/02-24/02										UCMB-Dép. 74	Sellerie et mécanique	800	OS	Blocage des chaines	Maxi pour tous	17 licenciements dont 3 délégués
1975	18/12-25/12										UCMB -Dép. 12	Grosses presses		OS		Coefficient 180 pour tous	Rien (la direction déménage les outils de presses dans la nuit du 24 au 25)
1975	19/12-30/12										UCMB	Retouches livraisons	50	OS		Comportement d'un contremaître	Départ du contremaître
1976	22/01-09/02										UCMB- Dép. 74	Peinture	100	OS		P1 à 180 pour tous	Prime pour fourgonnette
1976	19/03-15/04										UFMB- Dép. 62	Fonderies CC	120	OS		Revalorisation des coefficients et conditions de travail	5 points de plus pour 53 salariés
1976	10/06-28/06										Flins	Centre livreur	160	OS		Classification supérieure pour tous	
1977	19/01-26/01										UCMB-Dép. 12	chaîne ferrage	500	OS		300 Francs pour tous, charge de travail, augmentation des classifications	Examen des postes de travail, 3 remplaçants par chaîne, affichage des cadences
1977	septembre										UCMB- Dép. 74	Peinture	?	OS		Refus de licenciement d'un délégué après une rixe	sanction ramenée à 3 jours de mise à pied
1977	27/09-07/10										UCMB -Dép. 74	Chaîne mécanique	?	OS		Refus du licenciement d'un OS pour inaptitude	Réemploi du salarié dans une filiale
1977	27/09-08/11										UFMB	Manutention		caristes	Blocage des installations	Refus d'une scission de l'atelier	Engagement de la direction de maintenir l'emploi
1977	08/11-06/12										UFMB- Dép. 38	salariés lock-outés en raison du conflit précédent	?	OS		Paiement des heures	Paiement partiel des heures de lock-out
1978	26/04-12/05										Flins	Fabrication des sièges	130	OS		P1	Rien production assurée ailleurs
1978	19/05-27/06										Flins	Presses	550	OS		P1	Rien: Lock-out, expulsion par CRS. 45 licenciements
1978	juin										Cléon	Occupation				?	
1979	18/01/25/01										UCMB	Peinture : cataphorèse	?	OS mastiqueurs		Conflit sur organisation du travail	aucun résultat
1980	?										Bill. Dép. 77	Manutention		Cariste		Contre restructuration et études de postes	Aucun résultat
1980	24/01-31/01										Bill. Dép. 77	Entretien		OP		Organisation du temps de travail : travail du samedi obligatoire	
1981	04/09- ?/11										Sandouville	Sellerie	400	OS	Grève de 1 h à 4 h par jour	Baisse des cadences embauche de 160 personnes	34 postes supplémentaires, embauche de 50 pers. Dont 30 en sellerie. Prime de 200 Fr en sellerie
1981	18/09-01/10										BILL. Dép. 74	Peinture		OS Peintres		Revalorisation de la prime spéciale fourgonnette	La prime passe de 109 à 229 Fr par mois + 5 points de coef. Pour les essuyeurs
1981	Octobre										BILL. Dép. 12	Emboutissage	135	OS		P1 pour tous	Mise en place de groupes autonomes et Coef P1 pour tous sous condition de polyvalence
1981	19/10-27/10										BILL. Dép. 74	Chaîne mécanique		OS	Grève bouchon	"pas OS à vie"	Négociation sur évolution de carrière
1981	Octobre										BILL. Dép. 14	Montage Moteur		OS		garantie de ressource lors des changements d'horaire	Indemnité dégressive
1981	15/10-22/10										BILL. Dép.14			OP		Idem OS	
1982	30/03-8/04										Flins	Manutention	330	caristes	Blocage chaines	P1 à 185 au maxi du coef. Pour tous	Calendrier de passage au maxi
1982	08/04-28/04										Flins	Sellerie-mécanique	1500	OS	Blocage chaines	P1 pour tous, pas de restriction sur 5 points supplémentaires, cadences, 5ème semaine	Système de formation pour passage au coef. Sup affichage cadences, 5ème semaine accordable aux congés pour les immigrés
1983	janvier										Billancourt	Sellerie		OS	Blocage chaines	P1 pour tous	
1983	06/01 - ?										Flins	Peinture	200	Peintres	Blocage chaines	coef. Supérieur, prime condition de travail	
1983	?										BILL. Dép. 74	Peinture	?	Peintres	idem	idem (effet grève de Flins)	

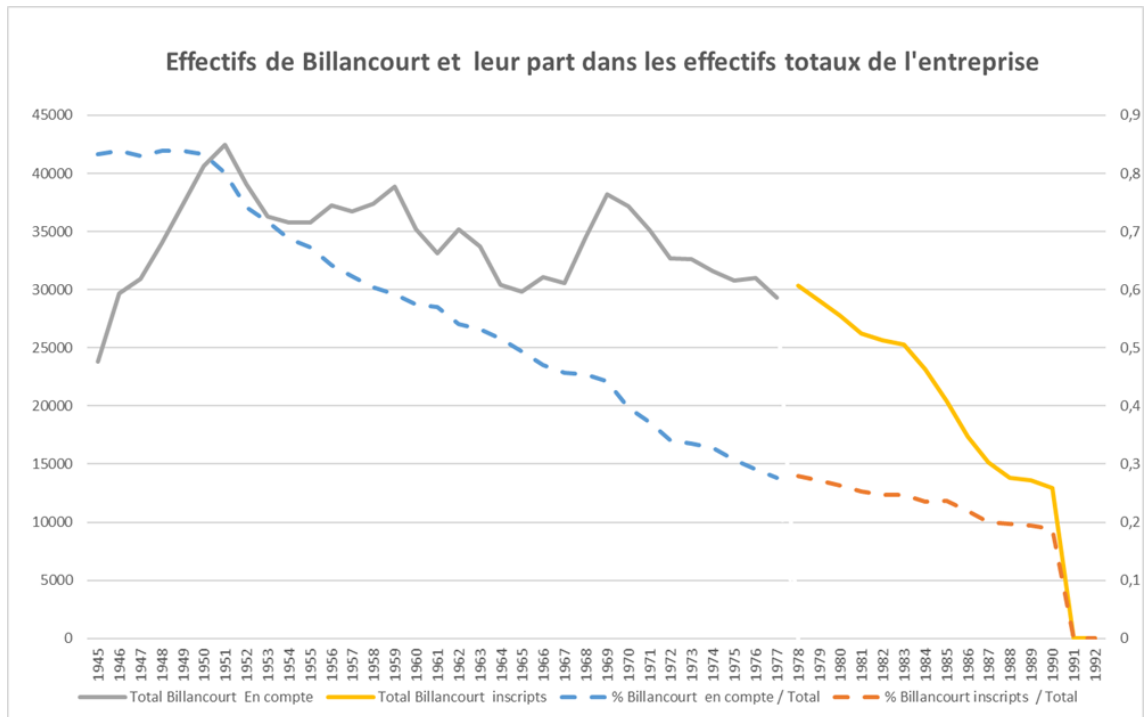
Annexe 6

Evolution des effectifs de Billancourt, tous salariés et ouvriers

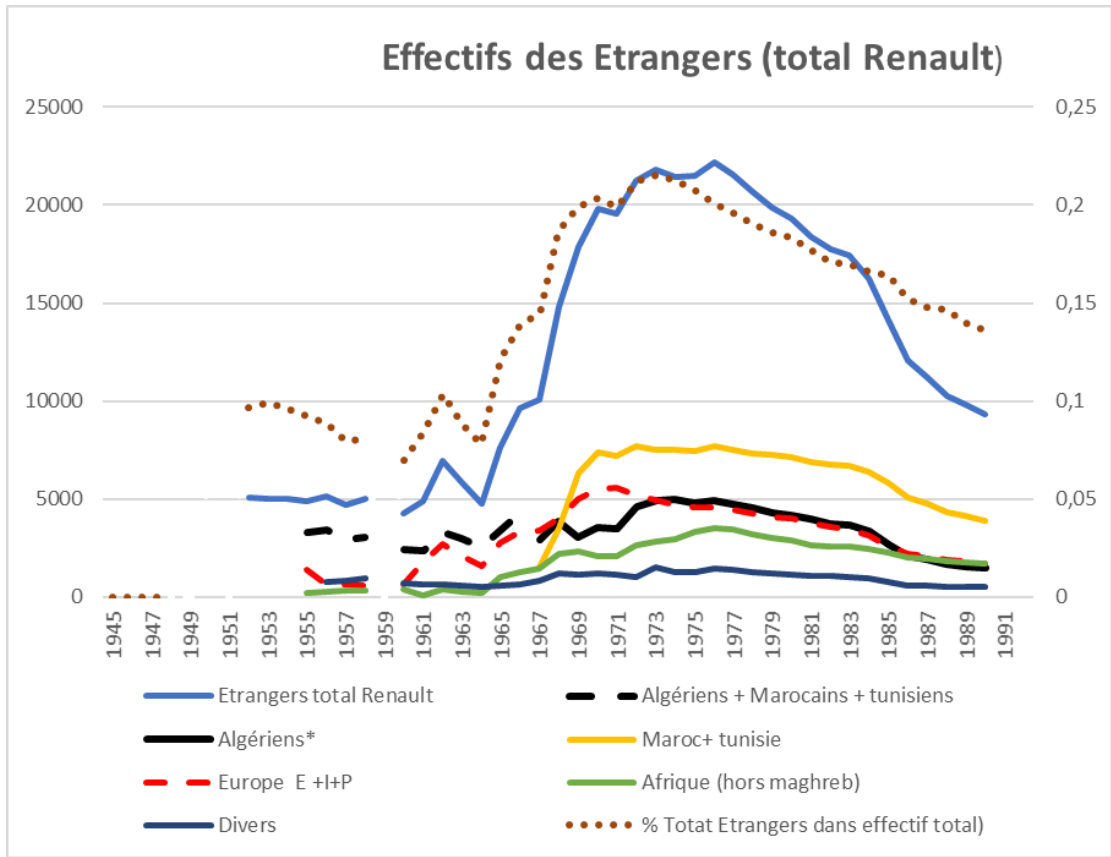


Annexe 7 :

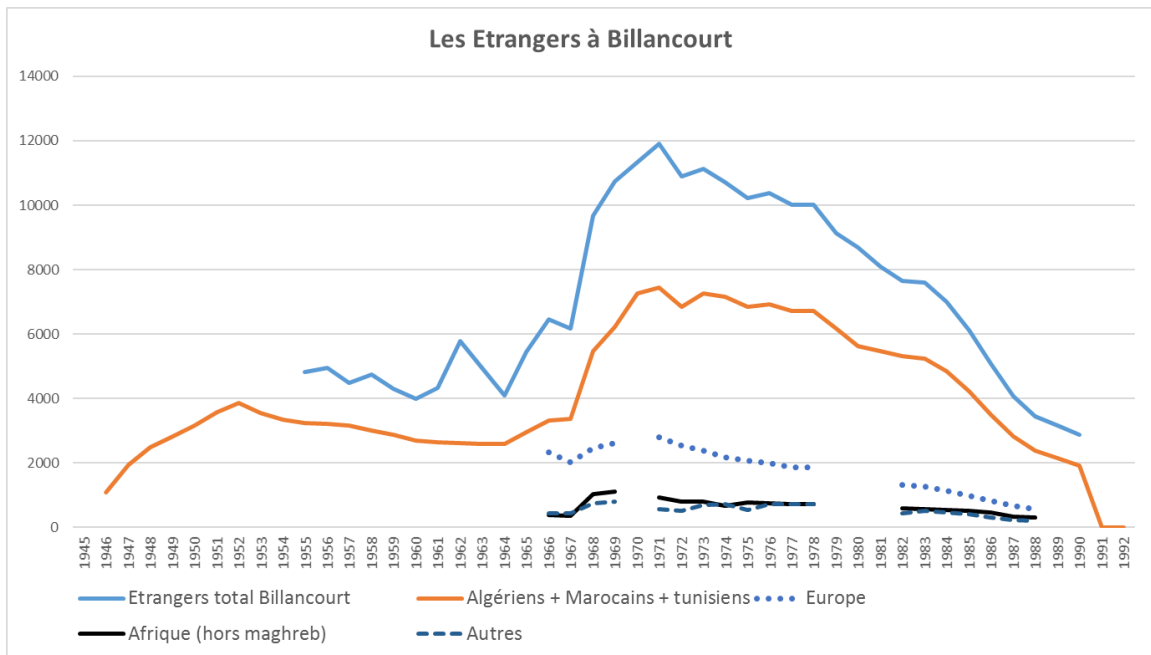
Evolution des effectifs de Billancourt et part dans l'effectif total de Renault en France



Annexe 8 : Les étrangers dans l'effectif total de Renault

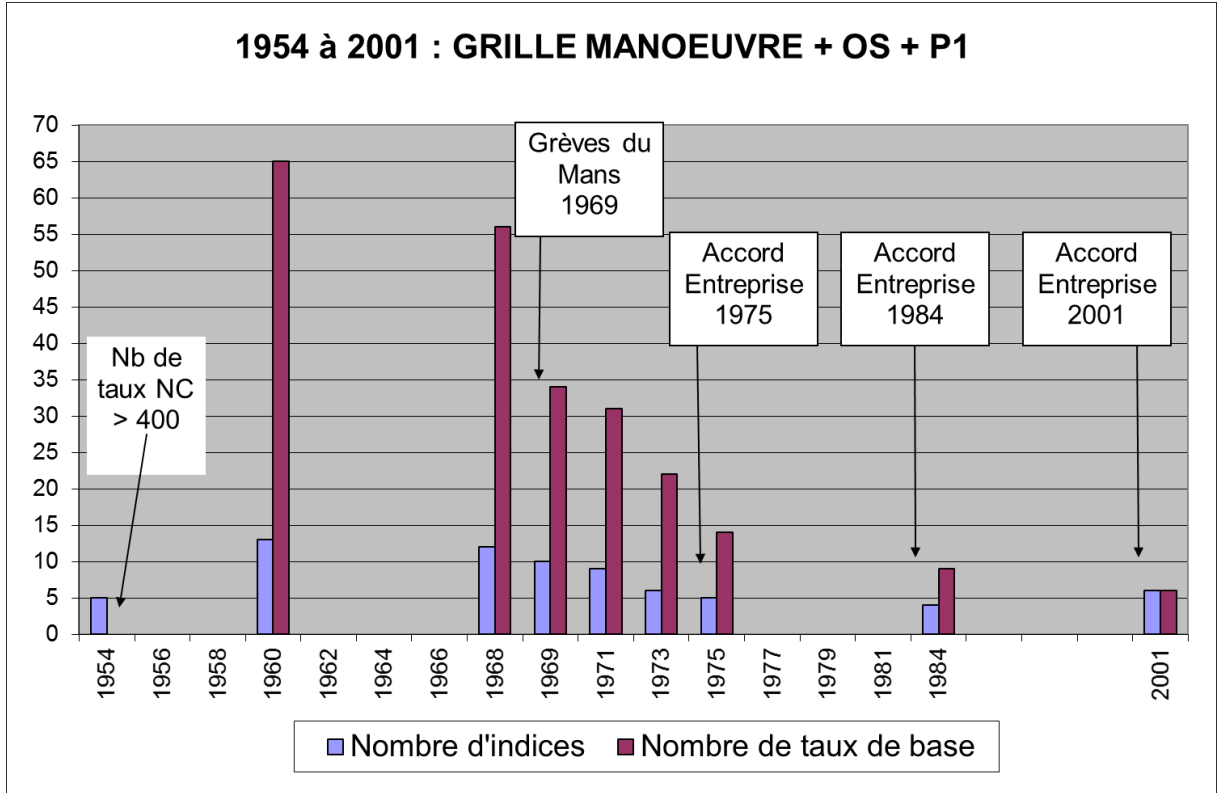


Annexe 9 Evolution des effectifs étrangers à Billancourt



Annexe 10

L'évolution du nombre d'indices et de taux des manœuvres aux P1



Annexe 11

Evolution de la grille des manœuvres aux P1

1954 - 2001 : Evolution de la grille, Manœuvres + OS + P1

Year	1954	1960	juin-68	juil-69	juin-71	juin-73	1975	1984	2001	Grille exploitant industriel	Grille Conducteur Installation
100	Manoeuvre 100	Manoeuvre 100	Manoeuvre 112								
110	Manoeuvre GT 114	Manoeuvre 110	Manoeuvre 116								
120	OS 1 120 OS 2 125	Manoeuvre 120	Manoeuvre 121	Manoeuvre 125							
130		OS 4 125 OS 5 129 OS 6 133	OS 4 125 OS 5 130 OS 6 134	OS 5 130 OS 6 135							
140		OS 7 138 OS 8 142	OS 7 139 OS 8 143	OS 7 140 OS 8 145	Manoeuvre 141						
150	P1 et P1 ouvrier 148	P1 9 146			OS 145						
160	P2 161	P1 10 150 P1 11 156 P1 12 162	P1 9 148 P1 10 153 P1 11 158	OS 9 150 OS et P1 10 155 OS 11 160	OS 149 OS 157 OS 161	APA ONS 150 APB OS 155 APC OS 160					
170	P2 Ouvrier 174	P1 13 168	P1 12 163	P1 165	OS 165	APQ OS 165	APB OS2 165 APC OS2 170 APQ OS2 175	AP stagiaire 165 AP 170 APQ 175	Durée 6 mois 165 AF1 170 AF2 175		
180		15 181 16 186	P2 14 174 15 181 16 186			AP1B 180	P1 A 180 P1 B 185	P1 180 P1 CS 185	AF P1 180 Expilant Indust. P1 185		CIP1 CS 185
190	P3 191	P3				P2 190	P2 190		Expilant Indust. P1 CS 185 Expilant Indust. P2 195		CIP2 195
200								AP Pro (P2) 195			
210						P3 210	P3 210	AP Pro (P3) 215	Expilant Indust. P3 215		CIP3 215

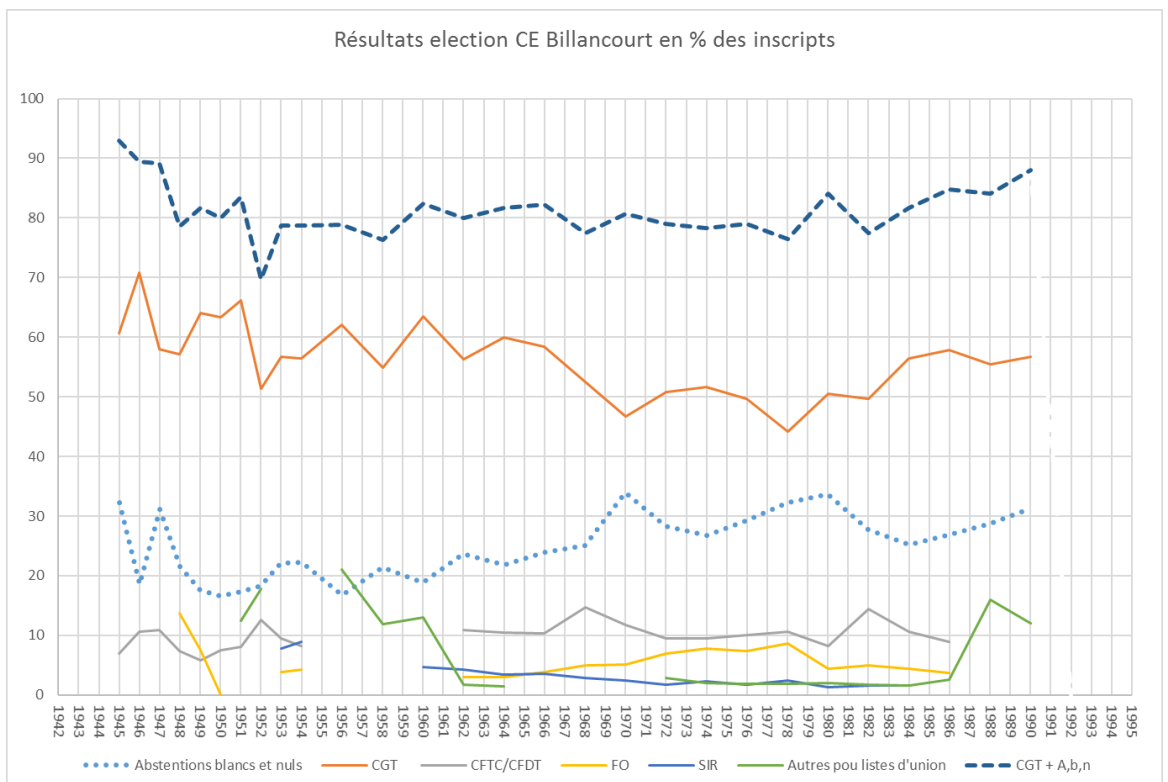
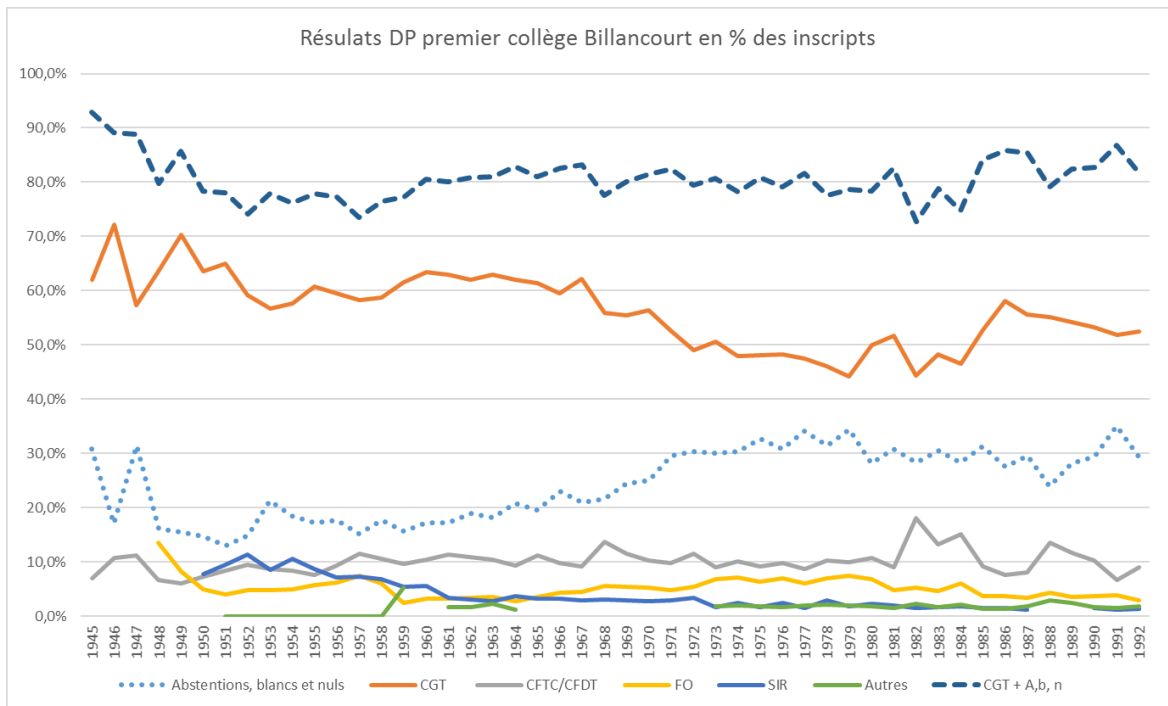
Annexe 12 : Les droits syndicaux dans l'entreprise en 1954

1954						
		Billancourt		Dispositions légales		
D.P.		Nombre	Franchise en heures / mois	Nombre	Franchise en heures / mois	Remarques
Délégués du personnel	Titulaires		60 h. à partager entre titulaire et suppl.		15	
	Suppléants				0	
"Délégués syndicaux"		Nombre / organisation syndicale	Franchise / org.. Synd..	Nombre / organisation syndicale	Franchise	
"Délégués syndicaux Billancourt"		?	100 h par org. Synd.			
Comités Hygiène sécurité (19 comités à Billancourt en 1974)		Nombre de représentants / usine	Franchise / représentant	Nombre	Franchise	
Membres						
Comité d'établissement		Nombre	Franchise en heures / mois	Nombre	Franchise en heures / mois	
membres	Titulaires	10	25		20	
	Suppléants	10	0		0	
secrétaire du CE						
membres de la commission Formation professionnelle						

Annexe 13 : Les droits syndicaux dans l'entreprise en 1975

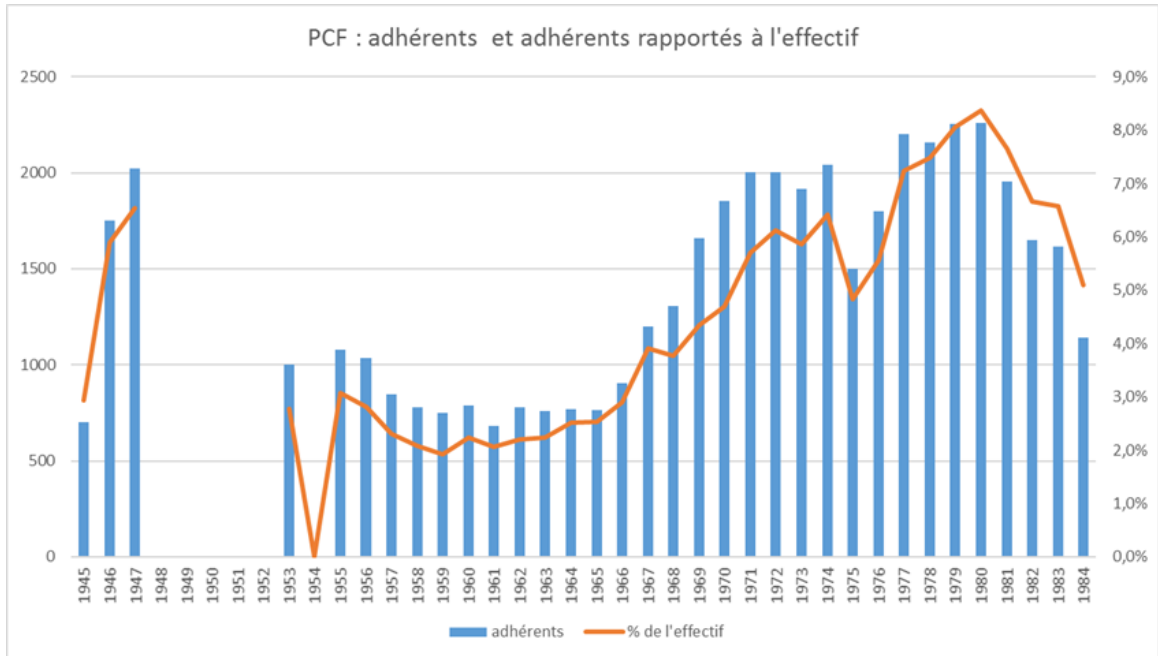
1975						
		Billancourt		Dispositions légales		
D.P.		Nombre	Franchise en heures / mois	Nombre	Franchise en heures / mois	Remarques
Délégués du personnel	Titulaires		60 h. à partager entre titulaire et suppl.		15	
	Suppléants				0	
Délégués syndicaux		Nombre / organisation syndicale	Franchise / org.. Synd..	Nombre / organisation syndicale	Franchise	
Délégués syndicaux Billancourt		6	162 h. à partager entre les DS	4	15	
		Possibilité de désigner parmi eux un secrétaire permanent par syn..				
Délégués syndicaux centraux		1 titulaire et 1 adjoint par organisation syndicale	160 h. à partager entre titulaire et adjoint			
Comités Hygiène sécurité (19 comités à Billancourt en 1974)		Nombre de représentants / usine	Franchise / représentant	Nombre	Franchise	
Membres		141 (en 1974)	20	3 représentants dont un de maîtrise pour 500 salariés	0	Désignés par un collège comprenant les membres titulaires du CE et les DP.
Comité d'établissement		Nombre	Franchise en heures / mois	Nombre	Franchise en heures / mois	
membres	Titulaires		20	11	20	
	Suppléants		20	11	0	
secrétaire du CE			100			
membres de la commission Formation professionnelle			4			

Annexe 14 : L'influence des syndicats mesurée par les scores électoraux



Annexe 15

Les effectifs du PCF (cartes placées)



Annexe 16

Brèves notices biographiques des acteurs syndicaux et politiques de Billancourt

*Notice Maitron		
Aboulker*	Jacques	Né en 1949 à Paris. étudiant, « établi » comme ouvrier spécialisé chez Renault. Militant maoïste de l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJCml), fondateur du « Comité de lutte Renault », puis adhérent de la Gauche Prolétarienne. En mars 1970, un groupe d'ouvriers et de permanents CGT vient chercher à son poste de travail dans l'Île Seguin, et l'amène de force et l'expulse de l'usine.. Il revient quelques jours à l'usine, clandestinement, avant d'être licencié. Devient professeur de musique. Syndicaliste CGT au Conservatoire de Lyon.
Ait Aissa*	Mohand	OS embauché en 1957. Militant communiste jusqu'en 1956 (refus du vote des pouvoirs spéciaux) ; syndicaliste CGT et actif à l'Amicale des Algériens en France (AGTA). Licencié en 1960, il revient à Billancourt en 1966, quand il revient il ne se syndique plus. En mai 1958, il est l'un des rédacteurs de la plateforme des ouvriers immigrés.
Amazouz*	Arezki	Né 1949 à Azezga (Algérie) ; OS Renault intérimaire en 1973. Embauché en 1974. délégué du personnel CGT chez Renault ; adhérent au PCF ; co-fondateur de l'Association des travailleurs Renault de l'Île Seguin (ATRIS)Délégué du personnel CGT à partir de 1975 (1975-1978) et élu au Comité d'entreprise de 1978 à 2012, il fut élu au bureau du syndicat en 1977. En même temps, il siège à la commission immigration du syndicat CGT Renault et à la commission immigration de la Confédération CGT jusqu'en 2012. Il fut élu à la Commission exécutive confédérale de la CGT de 1986 à 1992. Adhérent du PCF de 1978 à 1981.
Amri*	Mohamed	Né en 1940 à Bouanane (Maroc) ; Embauché en 1966, fait sa carrière essentiellement au Département 74, en tant que retoucheur. Délégué au comité hygiène, sécurité et conditions de travail pendant trois ans (1974-1977), délégué du personnel CGT de 1977 à 1981., délégué au comité d'entreprise de 1990 à 1992. Siège au comité exécutif du syndicat CGT de Renault de 1983 à 1987, en même temps il est président de la commission des marocains au comité d'entreprise. Simple adhérent au PCF de 1979 à 1993, il quitte ce parti en désaccord avec la priorité donnée aux salariés d'origine française pour leur reclassement, alors que l'immense majorité des immigrés restaient au chômage.
Apostolo*	Marius	Né en 1921 à Marseille. Embauché à Renault en 1951, en tant qu'OS affecté à montage des directions de la 4CV. Licencié en 1952. Militant CGT. Militant du MLP, puis du PCF à partir de 1956. Secrétaire adjoint de la CGT Renault de 1953 à 1964. Responsable de la commission nationale pour l'immigration de la CGT de 1967 à 1983. Quitte le PCF en 1988.
Armanet*	Maurice	Né en 1912 à Saint-Priest (Isère), mort le 20 septembre 1971 à Four (Isère). Embauché chez Renault comme ajusteur outilleur P2 en septembre 1948. Quitte l'entreprise en juin 1949. Secrétaire permanent de la section Renault du PCF de 1949 à 1954.
Badiche	Maurice	Maurice Badiche est diplômé de l'ESSEC. Il fait toute sa carrière chez Renault 1952 à 1986 et pour l'essentiel aux affaires internationales. Il a eu une activité syndicale au sein du Syndicat national des cadres et ingénieurs de la métallurgie (SNCIM) CGT, de son embauche chez Renault jusqu'à la retraite. Il a été membre du MLP de 1949 à 1953. Il est l'un des fondateurs de Politique-hebdo, magazine hebdomadaire généraliste de gauche, fondé en octobre 1970 et qui cesse de paraître en 1978. Cadre à Renault à la direction commerciale, en charge des contrats d'équipement avec l'URSS. Délégué CGT. Membre du conseil d'administration de Renault à partir de 1965. Son appartenance au PCF n'est pas avérée. Bien qu'il en soit proche.

Balesdent*	Robert	Né le 27 juillet 1943 à Saint-Cloud (Seine, Hauts-de-Seine) ; menuisier puis ouvrier plasturgiste chez Renault à Boulogne-Billancourt ; syndicaliste CGT et militant communiste ; chef de service au Comité d'entreprise (1969-1993), responsable sportif de l'usine (1969-1974 et 1980-1985) puis responsable du service solidarité (1974-1980 et 1985-1993) ; directeur de centre sportif de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) de 1993 à 2000.
Bauchoux		Délégué CGT au département 12, pendant la grève des presses
BelKaïd*	Abou Berk	Algérien. ouvrier aux fonderies. Délégué CGT au comité d'entreprise. membre de l'AGTA et du FLN. Entre 1984 et 1995, occupe plusieurs postes de ministre. Assassiné à Alger en 1995
Ben Daoud*	Larbi	Algérien. ouvrier aux fonderies. Délégué CGT. membre MTLD puis du FLN. En 1952, signataire au nom du MTLD de l'appel à la grève de février 1952. Arrêté en 1957, et déporté en Algérie.
Ben Nacef*	Abdelghani	Algérien. ouvrier aux fonderies. Délégué CGT. Membre de du comité directeur de l'UGTA en 1962. Représentant de l'UGTA en France en 1963.
Benoits*	Clara	Née Clara Hesser, en 1930 à Paris. Embauchée en 1949. Dès son entrée à l'usine, elle se syndique à la CGT. Elle entre au Comité exécutif du syndicat au début des années 1950. Déléguée du personnel pendant vingt ans, de 1950 à 1970, puis déléguée Hygiène et Sécurité pendant cinq ans, de 1970 à 1975. Elle adhère au PC, après avoir fait partie de la délégation Renault au Festival mondial de la Jeunesse qui se tient à Budapest en 1949. Elle en reste membre jusqu'en 1968. Elle voit ses désaccords s'accroître avec la ligne du Parti : en 1956 sur le vote par les députés communistes des Pouvoirs spéciaux, désaccord avec l'approbation de l'insurrection hongroise, qu'elle exprime au sein de sa cellule. Désaccord avec la position du PCF sur la question algérienne. Après la grève de 1968, elle ne reprend pas sa carte au PCF. Militant au sein du Groupe femmes Renault.
Benoits*	Henri	Né en 1926 à Paris ; communiste trotskyste internationaliste. Il entre chez Renault le 15 septembre 1950, où existe une cellule du PCI. Embauché comme dessinateur d'étude dans les bureaux d'étude Outillage-Tôlerie, il devient membre du secrétariat de la cellule Renault du PCI. La direction du PCI lui demande de se syndiquer à FO, syndicat majoritaire parmi les « mensuels », en 1951. Il est le seul syndiqué FO à signer l'appel à la grève générale que la CGT lance pour le 12 février 1952. La Commission exécutive de FO désavouant sa signature, il rompt avec la centrale réformiste. Il adhère à la CGT. Il est élu délégué du personnel en 1954. Il le restera vingt ans. À Renault, il se lie avec les militants algériens, centralistes et messalistes. En 1955, ces liens se renforcent avec le FLN naissant qui le charge de participer à l'hébergement de militants, au collectage de fonds et à l'organisation de l'impression et de la diffusion de la presse. Henri Benoits assume ces tâches jusqu'en septembre 1959, date à laquelle il a « des ennuis avec la DST ». Il cesse alors toute activité d'aide directe au FLN et se consacre à l'AGTA dont il aide à l'impression et à la diffusion des tracts au sein de l'usine. En 1958, il adhère au Parti socialiste autonome né de la scission de la SFIO puis au Parti socialiste unifié deux ans plus tard, dont il devient le secrétaire de la section Renault. En octobre 1961, avec d'autres militants de Renault engagés dans le soutien à la lutte de libération nationale algérienne (Clara Hesser, sa compagne, militante communiste et syndicaliste CGT, Pierre Cadel et Georges Lepage, membres du PSU-Renault et syndicalistes CFDT), il est chargé par Mohammedi Sadek, coordinateur FLN de la région parisienne, d'être un des observateurs de la manifestation du 17 octobre.

Bois *	Pierre	Entré à Renault en 1946. Animateur de la grève de 1947. Participe à la création du SDR. partir de 1951 employé à la DMA (Division du matériel Agricole. Membre de l'UC, jusqu'en 1949. Dans les années 1960, il participe avec des anciens de l'UC à la création de la Voie Ouvrière. Devenu après son interdiction en 1968, Lutte ouvrière.
Boisseau *	Phillipe	Né le 1er septembre 1947 aux Lilas (Seine-Saint-Denis) ; OS chez Bosch à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) (1974-1980), rectifieur chez Renault à Billancourt au département 57 (1981-1990), puis infirmier psychiatrique (1999-2007) ; syndicaliste CGT puis CFDT ; militant des CLAJ (Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse) de 1974 à 1978, puis du groupe maoïste OCML « Voie prolétarienne » (1977-2014).
Bonnechère	Daniel	Né en 1927 à Esteville (Seine-Inférieure, Seine-Maritime) ; ancien prêtre ouvrier. Daniel Bonnechere est embauché en mars 1970 à la Renault comme tuyauteur P1 à « Renault marine ». En janvier 1971 il est muté à la RMO. En 1972, il est désigné délégué syndical pour l'usine de Billancourt. Il est le représentant de la CGT à l'usine de 1972 à 1981 et membre du bureau du syndicat de 1972 à 1985. Daniel Bonnechere soutient pleinement le Programme commun. Ses désaccords survinrent à partir de 1977. Il refuse de s'engager au PCF qu'il considérait comme « trop doctrinaire ». Sensibilisé à la défense des travailleurs immigrés, Daniel Bonnechere est en désaccord avec la ligne du PCF sur la question du foyer d'immigrés en 1980. En raison des désaccords entre autres sur la question polonaise, on lui retire sa délégation de représentant syndical en 1981 et, en remplacement, il fut élu au comité d'entreprise, responsable des questions du logement, à partir de 1982.
Boulte	Nicolas	Pseudonyme Baruch Zorobabel. Nicolas Boulte est seul membre du Comité de lutte dirigé par la GP qui n'est pas proche. Ancien secrétaire général de la Jeunesse étudiante chrétienne et secrétaire du Comité Vietnam national, et pigiste pour le Nouvel Observateur. Il se suicide en 1975.
Boumrar	Louisa	Dactylo, puis ouvrière au département 77 après une formation en ajustage. CFDT et membre du groupe femme Renault. Quitte Renault en 1978.
Cerquetti		Dans les années 1950. Ouvrier, membre du MLP et de la CFTC. Rallie ensuite la CGT et le PCF
Certano*	Michel	Entré à l'école professionnelle Renault en 1958, il est embauché au Département 12 en 1962, comme tôlier formeur. Adhère au PCF et à la CGT en 1964. Délégué du personnel. Secrétaire générale du syndicat Renault de 1976 à 1982. Membre du bureau de section PCF de 1974 à 1976. Permanent CGT de 1976 à 1981. Licencié en 1980, il est réintégré par suite de l'amnistie présidentielle de 1981, au service des méthodes tôlerie. Secrétaire de CE de 1974 à 1976, et de 1986 à 1992. Muté au technocentre en 1998. Quitte l'entreprise en 1999.
Clodic	Daniel	Membre de la Voie prolétarienne en 1968. Il adhère à la GP et s'établit à Billancourt au début des années 1970. Licencié en 1972. Jusqu'en 1973, assure ensuite de l'extérieur de l'entreprise, la direction de l'activité déclinante de ce groupe.
Cuny	Jacques	Ouvrier spécialisé, puis P1, termine P2 débosseleur. Entre à Billancourt en 1946 au département 18. Quitte l'usine puis y revient en 1951. Syndiqué à la CGT. Adhère au PCF en 1968. Délégué CGT. Licenciement en 1975, refusé par l'Inspection du travail. Quitte Renault en 1984. Encore au PCF en 2012
Dhaouadi*	Mustapha	Embauché comme ouvrier en 1968 au Bas Meudon (retouches peinture). D'origine tunisienne. Membre du comité de lutte (GP) . Adhèrent à la CFDT en 1974. Occupe plusieurs responsabilités syndicales (CHSCT, DP, CCE, CE). En 1981, est affecté au service traductions. A l'occasion de la fermeture suite la position de son syndicat dans l'accompagnement individuel des travailleurs. Puis fonde avec Daniel Labbé, l'association Starter.

Dayan*	Elie	Né en 1927, mort en 2016. Ouvrier métallurgiste. Dirigeant communiste de Paris. Membre de la commission des cadres du PCF, secrétaire de la section communiste du VI ^e arr. de Paris. Pendant deux ans (1965-1966), collaborateur permanent de la direction du PCF affecté à la commission des cadres, sous la direction de Léon Feix*. Il fut secrétaire de la section communiste du VI ^e arr. où il habitait. Fait son apprentissage dans les usines de la métallurgie parisienne. Licencié d'Ernault-Somua, il est pendant deux ans (1965-1966), collaborateur permanent de la direction du PCF affecté à la commission des cadres, sous la direction de Léon Feix. Secrétaire de la section communiste du VI ^e arr. Dans l'après 1968, une restriction du nombre de permanents le pousse à se faire embaucher chez Renault à la RMO où il joue un rôle important au plan syndical et politique.
Déliat*	Roger	Né le 18 juillet 1907 à Tarbes (Hautes-Pyrénées), mort le 11 juin 1978 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) ; groom, apprenti puis chef charcutier (1920-1932), ouvrier spécialisé chez Renault au département 55; prêtre du diocèse de Paris (1940), prêtre de la Mission de Paris, prêtre-ouvrier, insoumis en 1954 ; syndiqué à la CGT, membre du comité exécutif (1951), élu au comité d'entreprise (1962), délégué au comité hygiène et sécurité (1966-1968).
Dollé	François	Ingénieur polytechnicien. Entrée à Renault en 1951. Avec quelques mois demande à être muté en atelier. Suit une formation de Régleur. Est affecté au département 18. Délégué CGT. Entre au PCF en 1956. Devient secrétaire du CE. En 1962, il quitte Renault pour aller en Algérie participer au développement de la jeune république. Rentre en 1965. Est repris à Renault comme technicien aux méthodes. Accède après à un poste d'ingénieur. Il travaille dans le développement des automatismes. Quitte l'entreprise dans les années 1980, en préretraite.
Dupuy*	Emmanuel	Née en 1943. militant JOC/JOCF. Permanente JOCF de 1966 à 1971. Entre à Renault en 1971. Comptable. Adhère à la CFDT. DP de 1973 à 1980. CHS-CT. Quitte la CFDT en 1987. Militante de la LC/ LCR de 1971 à 1992. Animatrice du Groupe femmes Renault. Membre et présidente de l'ASTI d'Issy-les-Moulineaux.
Er Reguieg	Mohammed	Origine marocaine. Embauché en ..; comme contrôleur au département 74. Militant CGT jusqu'en ... puis CFDT, dont il est l'un des responsables jusqu'en 2002
Finot		Ouvrier au département 74 dans les années 1950. Délégué CGT et membre du PCF. Il en déchire la carte après que le parti a accepté la signature de l'accord de 1955 à la CGT. Réintègre le parti peu après.
Fournier*	Jean-Louis	Né le 23 janvier 1948 à Paris (VI ^e arr.) ; tôlier-chaudronnier ; syndicaliste CGT, secrétaire (1975-1981) puis secrétaire général du syndicat CGT de Renault Billancourt, secrétaire (1990) puis secrétaire général (1991-2002) de la Fédération des travailleurs de la Métallurgie, membre du Bureau confédéral de la CGT (1995-2003) ; militant communiste, membre du comité central du PCF (1981- 1993)
Gabison	Germaine.	Responsable de Loisirs et culture dans les années 1950 et 1960. Membre du PCF et de la CGT
Gautrat*		Voir Mothé
Gomez*	Ramon	Né le 20 juin 1952 à Clichy (Seine, Hauts-de-Seine) ; agent de méthodes Renault ; militant et délégué CFDT ; militant de la Ligue Communiste puis LCR (1972-1996). Militant à l'ASTI d'Issy les Moulineaux
Graziani*	Jean-Pierre	De son nom : Jean-Pierre Cosson. Embauché à Renault en 1966. Ouvrier à la RMO. Animateur du Groupe anarchiste Renault. Délégué CFDT. Licencié en 1973. Appartient ensuite à la mouvance du FLNC. Vit en Corse.

Guimard	Daniel	Embauché à Renault au début des années 1960. Contrôleur en tôlerie au département 12. Membre du PCF et délégué CGT. Exclu du PCF en 1968. Ensuite membre de la GP, puis brièvement du PSU. Demande après son exclusion du PCF sa mutation dans les bureaux pour échapper au harcèlement de son ancien parti et de la maîtrise. Quitte Renault en 1976.
Hadjaz*	Mohand	Né le 2 mai 1941 à Azazga (Algérie) ; embauché comme ouvrier spécialisé à Renault Billancourt en 1967. syndicaliste CGT, secrétaire du syndicat de Renault-Billancourt (1971-1975), permanent du comité d'entreprise Renault de 1976 à 1987, année de son départ de l'usine. adhérent du PAGS algérien, Après son départ, du à la restructuration du comité d'entreprise de Renault Billancourt en 1987, est attaché territorial contractuel au journal de la municipalité communiste de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), de septembre 1991 jusqu'en 1995. Il connaît une nouvelle période de chômage, jusqu'à sa retraite, tout en travaillant bénévolement pour la Fédération CGT de la Métallurgie. Il prit sa retraite en 2001. Mohand Hadjaz quitta la CGT en 2005, en désaccord avec le manque de soutien de la confédération dans l'aide juridique aux immigrés qui tentaient des procès pour « discrimination syndicale ».
Halbeher*	Aimé	Titulaire du CEP et du CAP d'outilleur, il travaille chez Renault comme ajusteur outilleur en 1951. Il donna son adhésion à la CGT en 1954 et la même année aux Jeunesses communistes, puis en 1956 au Parti communiste. Mobilisé en Algérie de 1956 à 1958. "A son retour, Secrétaire de sa section syndicale, délégué du personnel, secrétaire adjoint du syndicat Renault, il suivit une école fédérale des métaux de 15 jours en juin 1962. Entre au bureau de l'Union syndicale automobile de la Seine. métaux de 15 jours en juin 1962. Il suit une école du Parti communiste de quatre mois en octobre 1964-février 1965. En 1975, il est nommé secrétaire de la section communiste de Renault. Occupe le poste jusqu'en 1981. Elu membre suppléant du comité central au XXIIe congrès (1976) puis titulaire au XXIIIe congrès (1979) . Il y siège jusqu'en 1987. Rédacteur en chef d'Économie et politique en 1985-1989, et collaborateur au secteur entreprise du CC.
Hamzaoui*	Abdellatif	Originaire du Maroc. Il trouve alors du travail dans une société d'étanchéité sous-traitante du bâtiment. Trois de ses frères étant établis en France et travaillant à l'usine, il est embauché le 2 mai 1973 chez Renault à Billancourt dans un département de tôlerie. Il prend sa carte syndicale à la CGT en 1979, au département 12 de Billancourt. Sa carrière professionnelle est interrompue en septembre 1986 par son licenciement à la suite de l'affaire dite des « Dix de Billancourt.
Hatry	Gilbert	Membre des jeunes communistes avant 1939. animateur du Claj de Boulogne. Exclu du PCF en 1951. Employé au service du personnel de Renault. Fondateur au début des années 1970 de la section d'histoire des usines Renault, devenue ensuite société d'histoire de groupe Renault.
Herlic	Emile	Militant des jeunes communistes. Embauché à 21 ans e, ... pour développer les activités culturelles de Loisirs et culture. Quitte Renault en 1962. Militant communiste.
Hervé*	Christian	Embauché en . Ouvrier professionnel au département d'entretien de l'île Seguin. Syndiqué CGT. Membre de l'OCI des années 1960 au début des années 1980.
Hesser	Clara	Voir Benoits Clara
Hillibert	Michel	Ouvrier professionnel, ajusteur. Militant CGT et communiste

Hubert*	Serge	Né le 21 janvier 1924 à Argenteuil (Seine-et-Oise, Val-d'Oise) ; métallurgiste ; résistant ; secrétaire des fédérations du PCF de Seine-Ouest et d'Ille-et-Vilaine ; membre suppléant du comité central du PCF (1956-1964) ; adjoint au maire de Rennes (1977-1995) ; conseiller régional de Bretagne (1977-1986). Secrétaire du syndicat CGT des Métaux de Gennevilliers, au début de 1953. Puis élu au comité de la fédération communiste de Seine-Ouest. Il accède au secrétariat fédéral et devient permanent de la fédération Seine-Ouest en juin 1955. Assure, le secrétariat de la section communiste de Renault Billancourt. À ce titre, il est élu au comité central, comme suppléant, lors du XIVe congrès du PCF tenu au Havre. Après l'attaque des locaux de l'Humanité et du PCF, le 7 novembre 1956, Serge Huber organise la riposte chez Renault, emmené le cortège qui participe à la manifestation parisienne du lendemain. Au printemps 1957, il suit l'école centrale de formation politique de quatre mois. Il est ramené au bureau fédéral de Seine-Ouest en avril. Il est reconduit au comité central, toujours comme suppléant, lors du XVe congrès (Ivry-sur-Seine, 1959) et lors du XVIe congrès (Saint-Denis, 1961). En février 1960, le secrétariat du PCF le désigne pour suivre les organisations de masse aux côtés de Roland Leroy, nouveau responsable du secteur.
Hufschmitt*	Georges	Né le 18 janvier 1926 à Mulhouse (Haut-Rhin) . Polytechnicien. Entre en 1950 à Renault comme ingénieur Renault, mais travaille un an comme OS au département 49. Militant MLP de 1951 à 1953. Année de son adhésion au PCF. Cadre puis chef de service au bureau d'étude. Syndicaliste SNCIM (CGT), membre du comité fédéral PCF de Seine-Ouest.
Humeau*	Maurice	Né le 4 mai 1930 à Vihiers (Maine-et-Loire), mort le 10 mars 2003 à Villejuif (Val-de-Marne) ; ouvrier spécialisé à Renault. Licencié en novembre 1960. Directeur de foyer de jeunes travailleurs ; secrétaire général adjoint du syndicat CFTC Renault des travailleurs de l'automobile (1959-1960). Vice-président du SNACLEP-CFDT (1967-1968) ; secrétaire national du CLAP (1973-1975), directeur de l'ADAP (1975-1990).
Idbihi*	Mustapha	Engagé le 13 octobre 1969 chez Renault à Billancourt au département 98-61. Il y fait toute sa carrière comme contrôleur sur chaîne au département 74. Il participe aux campagnes menées par les maoïstes du Comité de lutte Renault en distribuant les tracts dans l'atelier. Dans le même atelier travaillait également Pierre Overney* et lorsque ce dernier est assassiné par un gardien de l'usine, Mustapha Idbihi fait partie des ouvriers Renault présents à son enterrement. Après l'affaiblissement du Comité de lutte en 1973, il adhère à la CGT et s'engage dans l'action culturelle en direction des immigrés de Billancourt. Il est l'organisateur des fêtes des immigrés pour le comité d'entreprise : fêtes religieuses (Aïd el Kebir, fin du Ramadan) comme fêtes de célébration des indépendances (Algérie, Maroc, Tunisie, Afrique). Ses contacts lui permettent de faire participer des vedettes de la chanson (Djamel Allam, Idir, le groupe kabyle Djurdjura, le groupe musical Nass el Ghiwane...) et de retenir de grandes salles à Paris (Pleyel, Olympia, Mutualité...) où étaient conviés les travailleurs de Billancourt et leur famille. Il fréquente alors Mohamed Boudia, militant algérien, membre du Front populaire de la libération de la Palestine (FPLP) et directeur du théâtre de Gennevilliers. Il bénéficie pour ces activités, d'une vingtaine de journées de décharges de travail par an, sans solde et compensées par le comité d'entreprise. Malgré les sollicitations, Mustapha Idbihi ne souhaite pas occuper de mandats syndicaux car il refusait l'attitude de « certains permanents qui prennent leur mandat et ne font rien du tout ». Il adhère brièvement au PCF, entre 1982 et 1983, mais était surtout sympathisant de l'Association des travailleurs marocains en France, à laquelle il participe à partir de 1975. Il suivit les cours du soir chez Renault et suivit une formation de « mécanique automobile » de 1979 à 1980 qui n'a aucune conséquence sur sa qualification professionnelle. OS2 en 1969, il passa P1 en 1980, toujours comme contrôleur sur chaîne. Il est licencié économique en 1987 .

Izierte	Enrique	Ouvrier espagnol. Ancien combattant républicain. PCF. Il quitte ce parti en 1968. Adhère à la CFDT dont il devient un délégué. Contrôleur au département 12
Jaguelin*	Claude	1970, élève à l'école professionnelle Renault comme JFOP (Jeune en formation d'ouvrier professionnel) et obtient un CAP d'électromécanicien en fin de scolarité. Son frère suit aussi l'enseignement de l'école Renault. Claude Jaguelin est alors employé dans sa spécialité à Billancourt dans un atelier d'entretien, au département 61 qui offre « beaucoup de liberté » et permet les contacts militants. Claude Jaguelin prend sa carte syndicale à la CGT dès son arrivée à l'atelier et devient rapidement trésorier de section. Son adhésion au PCF intervient plus tard : favorable à l'Union de la gauche il adhère en juin 1972, le jour de la signature du Programme commun. En 1974, il devient délégué du personnel CGT et plus tard est élu au secrétariat du Comité d'entreprise. Il devient également secrétaire de la section PCF de Renault Billancourt puis secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine. Militant actif, il est condamné à plusieurs mois de prison avec sursis en 1985, pour s'être opposé à un huissier mandaté par la direction Renault pour relever le nom des grévistes. à celui-ci. Licencié, en 1991, Claude Jaguelin fut reclassé comme permanent du PCF. Sur le plan politique, il soutint avec Georges Marchais, à la fin des années 1980 la politique de « perestroïka » menée en URSS par Mikhaïl Gorbatchev. Il fut candidat du PCF aux élections européennes de 1989.
Kosmann	Robert	Robert Kosmann, est entré comme OS intérimaire au département 14 de Billancourt (fabrication de bielles et pistons) en septembre 1973. Il participe à la création d'un éphémère comité d'intérimaires appuyé par l'organisation d'extrême gauche <i>Révolution</i> . Embauché en septembre 1974 à l'usine Renault de Choisy, il est muté en décembre 1975 au département 37 (Usine de Renault à Saint Ouen) dédiée à la réalisation d'outillages d'emboutissage. OS, puis P1 en 1977, puis fraiseur en 1984. Militant à la CGT, il est licencié en 1991. Actuellement retraité après avoir été contrôleur des Impôts
Labbé	Daniel	Ancien étudiant. Etabli à Renault au début des années 1970. Contrôleur. Adhère à la CFDT dans ces années. Délégué CFDT au département 74. En devient secrétaire dans les années 1980. Poursuite après 1985, une politique d'accompagnement des suppressions d'emploi.
Lacroix*	Daniel	Né le 15 avril 1950 à Mehun-sur-Yèvre (Cher) ; ouvrier tourneur. Daniel Lacroix est embauché chez Renault en juillet 1967, comme tourneur P1. En octobre 1967, il se syndique à la CGT. En 1968 il fréquente les facultés parisiennes et les militants de Voix Ouvrière. Il en devient sympathisant, mais à son retour de l'armée, il refuse d'aller plus loin. En mars 1973, il adhère au PCF. Deux mois plus tard il est élu délégué hygiène et sécurité sur la liste CGT. Il conserve ce mandat en parallèle à son activité professionnelle jusqu'en septembre 1981. Daniel Lacroix est à partir de 1976, membre du secrétariat de la section PCF de Renault Billancourt, avant d'être son premier secrétaire, de septembre 1981 à novembre 1986, comme permanent. De mars 1979 à février 1988, il est membre du comité fédéral PCF des Hauts de Seine et de février 1981 à février 1987 et membre de son bureau fédéral. Lors du XXIVe congrès du PCF (Saint-Ouen, février 1982), il est élu au comité central. Il y anime le secteur automobile et est chargé du suivi de la fédération des Deux-Sèvres. Il assure également des cours à l'école centrale du PCF, à Choisy le Roi. Critique à l'égard de la politique du parti, en particulier et sur l'analyse des pays socialistes. Daniel Lacroix manifeste en 1984 son opposition au secrétaire général Georges Marchais. Il conteste, en même temps que Claude Poperen*, l'analyse des résultats électoraux désastreux des élections européennes de 1984. Il écrit une lettre en ce sens aux membres du Bureau Politique, en juillet 1984. Pour ces raisons, lors du XXVe congrès (1985), il n'est pas réélu au comité central, où entre alors Jean-Louis Fournier*. Il conserve ses responsabilités à la section Renault et au bureau fédéral des Hauts-de-Seine. En mars 1985, Daniel Lacroix est licencié de la Régie Renault pour être entré « illégalement » dans l'usine. Il quitte Billancourt en octobre 1986. Il devient responsable du service économique de la ville du Plessis-Robinson jusqu'aux élections de 1989 quand la ville change de majorité. Il quitte le PCF en 1995..

Lamisse*	Jean-Pierre	Né en 1946 ; ouvrier spécialisé chez Renault à Billancourt (1966-1987) puis régleur sur machine ; syndicaliste CGT, délégué du personnel (1977-1987) ; militant communiste. Licencié en 1986. Fait parti des "Dix"
Leri*	Pierre	Né en 1951 à Paris (VIe arr.). Il est embauché chez Renault à Billancourt en septembre 1981 comme tourneur P3 au département 70. Il devient aléseur au bout de trois mois puis technicien d'atelier en 1982. Pierre Léri a adhéré au PCF en 1968. Le département 70 est un des départements où le PCF était le plus implanté à Billancourt. Pierre Léri a été délégué du personnel et secrétaire de son syndicat. Sa carrière professionnelle est interrompue en septembre 1986 par son licenciement à la suite de l'affaire dite des « Dix de Billancourt ». En 1991, après une formation il fut reclassé comme technicien de maintenance dans la presse. Pierre Léri est le gendre de Georges Marchais.
Lucente*	Robert	Né le 20 juin 1927 à Paris (XVIIe arr.), mort le 13 juillet 2002 à Longjumeau (Seine-et-Oise, Essonne) ; programmeur informaticien, agent de maîtrise à la Régie Renault de Boulogne-Billancourt ; militant chrétien, syndical (CFTC puis CFDT) et politique (MRP, CAGI, NG, UGS, PSU, UGCS, PS) ; membre des directions nationales du MRP, du CAGI (1953-1954), du Parti socialiste (1971-1975) ; conseiller municipal de Longjumeau (1983-1989) ; secrétaire de la section de Renault du PSU puis du PS
Ly *	Ibrahima	OS sénégalais, militant PCF de 1974 à 2014, par ailleurs adhérent du PAI-PIT, entré au PCF parce que celui-ci parlait des problèmes de l'Afrique, jugeant toute fois qu'en politique intérieure le PS était plus conséquent. Il a fait une école du parti en 1984. Il est aussi Imam de la mosquée de Boulogne Billancourt.
Magué	Yvette	Yvette Magué, infirmière dans les services sociaux du CE. Arrêtée pour soutien au FLN. Elle est du fait de son arrestation exclue du Parti, mais elle est défendue par la CGT qui lui fournit un avocat.
Messous*	Mohammed	Né le 4 avril 1937 à Ouled Mimoun (Algérie) ; OS chez Panhard puis à Renault Billancourt ; syndicaliste CGT et militant communiste. Mohammed Messous entre à Renault le 28 février 1968, comme OS2 au département peinture (74-56) dans l'Île Seguin. Il prend rapidement sa carte à la CGT et au PCF, considérant que les deux organisations « étaient pour les ouvriers, pour les immigrés ». Il est gréviste en mai 1968 mais ne participe pas à l'occupation de l'usine. Il est opposé aux groupes gauchistes mais discute avec eux en refusant de participer aux affrontements entre le PCF et ces groupes. Il quitte le PCF en 1972, mécontent de son attitude à l'égard des travailleurs immigrés. De la même façon, en 1981, il désapprouve la manifestation contre la famille d'un ouvrier marocain organisée par Robert Hue à Montigny-lès-Cormeilles, action qu'il considère comme raciste. Il n'approuve pas plus l'activité des ministres communistes au gouvernement après 1981. Il maintient toutefois sa confiance dans la CGT jusqu'à la fermeture de l'usine de Billancourt, en 1992. Il a été délégué du personnel de son secteur de 1969 à 1992 et membre de la commission CGT immigration et de la commission exécutive du syndicat CGT de l'usine.

Mothé* (Ga)	Daniel	<p>Né le 6 décembre 1924 à Floirac (Gironde). En septembre 1950 que J. Gautrat est embauché à la Régie Renault comme ouvrier fraiseur P2 au département 59 de fabrication d'outils coupants. Il est, en même temps, éditeur du journal <i>L'Internationaliste</i> d'obédience bordiguiste et travaille aussi avec la Fédération Anarchiste (FA) écrivant dans <i>Le Libertaire Renault</i>. Dans les années qui suivent J. Gautrat adhère au groupe « Socialisme ou Barbarie » en 1955 où est déjà présent Raymond Hirzel. Il édita un petit journal, distribué sur plusieurs ateliers : <i>Tribune ouvrière</i>, qui voudrait donner la parole directement aux ouvriers. Ce journal est édité en collaboration avec Pierre Bois, mais les contradictions apparaissent rapidement entre les deux militants de « Socialisme ou Barbarie » et les anciens militants trotskistes de l'Union Communiste qui voulaient en faire un journal politique. La rupture est consommée en 1957 et P. Bois lança « Voix Ouvrière ». C'est cette même année que Jacques Gautrat adhéra au syndicat Force ouvrière. Il est élu délégué du personnel sur ces listes jusqu'en 1964, année où il adhère à la CFDT autogestionnaire qui est plus proche de ses préoccupations. Il est délégué du personnel de 1957 à 1972. Il est actif dans la grève de mai juin 1968. J. Gautrat a publié de nombreuses chroniques ouvrières dans la revue <i>Socialisme ou Barbarie</i> qui furent publiées dans un ouvrage <i>Journal d'un ouvrier</i> en 1958. Après 21 ans passés à la Régie Renault comme fraiseur, il démissionne pour devenir sociologue à plein temps. Sur le plan politique, Jacques Gautrat dès 1964 s'éloigne du groupe Socialisme ou Barbarie refusant de s'impliquer dans les querelles internes. Plus tard, il adhère pour un temps très court au Parti Socialiste où il ne reste que six mois, mais participe aux élections municipales en 1977, avec ses anciens camarades socialistes, sous l'étiquette « Génération Ecologie ».</p>
Muteau*	Gérard	<p>Né le 28 décembre 1940 à Paris (VIe arr.) ; technicien chez Renault ; syndicaliste CGT, secrétaire du CCE de Renault (1983-1989), administrateur CGT salarié au conseil d'administration du groupe Renault (1989-1998) ; militant communiste (1968-2000), secrétaire de la section Renault PCF (1978-1982).</p>
Overney*	Pierre	<p>Né le 27 avril 1948 à Montcornet (Aisne) ; mort le 25 février 1972 à Boulogne Billancourt.</p> <p>En juillet 1966 Pierre Overney est embauché à l'usine Citroën (XVe arr.). En janvier 1968, il part au service militaire, Au retour de l'armée, en 1969, Pierre Overney retrouve sa place chez Citroën où il entre en contact avec les militants de la Gauche prolétarienne. Il est licencié de Citroën. Quelques mois plus tard, il est embauché chez Renault, à Billancourt, le 7 novembre 1969 et affecté au Service central contrôle technique moteur dans l'Ile Seguin, comme contrôleur essayeur moteur en bout de chaîne. Il participe aux actions de son groupe sur l'usine, s'opposant parfois physiquement aux militants de la CGT. En juin 1970, alors qu'il vendait le journal La Cause du peuple à des ouvriers, deux agents de maîtrise lui demandent de leur en procurer un exemplaire. Il est alors dénoncé pour vente de journaux politiques dans l'entreprise et licencié pour « faute grave », le 23 juin 1970. Il continue à militer, de l'extérieur, à l'usine de Billancourt. Le 25 février 1972, la Gauche prolétarienne appelle à une manifestation en commémoration de Charonne en 1962. Pour mobiliser à cette occasion, elle décide d'investir physiquement l'usine Renault Billancourt. Il fait partie des militants qui entrent en force par la grille de l'entrée, rue Émile Zola. Un des chefs gardiens, Jean-Antoine Tramon, abat Pierre Overney d'une décharge de pistolet. Ce meurtre a un immense écho dans l'opinion et le 4 mars 1972, lors de ses obsèques à Paris, une manifestation évaluée à 200.000 personnes suit son cercueil jusqu'au cimetière du Père Lachaise.</p>

Palacio*	Paul	Né le 2 septembre 1943 à L'Isle Adam (Seine-et-Oise, Val-d'Oise). Il adhère à la Voix ouvrière début 1965, par l'intermédiaire de son frère. Ce choix politique est dicté par son implantation dans les grandes concentrations ouvrières. Paul Palacio laissa son métier de menuisier pour entrer chez Renault en janvier 1966 comme ouvrier spécialisé au contrôle technique dans l'île Seguin. Il reste à ce poste jusqu'à la fermeture de l'usine, en février 1992. Paul Palacio entre à la direction de l'organisation devenue Lutte ouvrière au milieu des années 1970 et y est encore en 2012. Il adhère à la CGT en 1966 et il est élu délégué du personnel en novembre 1967. En raison de son désaccord avec la position de la CGT au moment des grèves de Mai-68, une consigne interne le fait rayer des listes à l'élection de délégués du personnel qui suivent mai 1968. Il adhère à la CFDT. À la suite de la grève de 1975, dix-sept salariés avec trois délégués, dont Paul Palacio, subissent une procédure de licenciement par l'entreprise « pour avoir bloqué les chaînes de production de véhicules ». Le licenciement des délégués est refusé par l'inspection du travail. En 1986, Paul Palacio fait face à une nouvelle procédure de licenciement dans un cadre collectif qui fut à nouveau refusée par l'inspecteur du travail. Il a été délégué syndical pendant quelques mois et élu délégué du personnel CFDT de 1969 à 1986. Il est mis ensuite à l'écart en 1985 et placé en position non éligible sur les listes de délégués du personnel. Il démissionne alors de la CFDT en 1986 et tente, sans succès, en raison de problèmes juridiques, de faire renaître le SDR (Syndicat démocratique Renault). En 1997 il revint à la CGT comme simple adhérent jusqu'à la prise de sa pré-retraite en 2000. En 2012 il milite encore à l'union locale CGT de Paris XXe et dans son organisation politique.
Pontoire*	claude	Né le 6 mai 1943 à Paris (XVe arr.) ; ajusteur puis metteur au point sous presse à Renault Billancourt ; syndicaliste CGT, délégué du personnel (1972-1993), délégué CHS et au comité d'entreprise ; militant communiste ; conseiller municipal de Fontenay-le-Fleury (Yvelines) (1971-1983).
Poperen*	Claude	Claude Poperen adhère à l'UJRF 1946. Après un stage, il est engagé à Renault en septembre 1949 comme stagiaire P1 agent technique tôlier au département 51. Il adhère à la CGT et milite à l'UJRF au sein de l'usine. D'avril 1951 à octobre 1952, Claude Poperen effectue son service militaire. À la fin 1952, il fut repris à l'usine (département 55). Il devient membre de la Commission exécutive du syndicat CGT, responsable de l'UJRF pour l'usine et membre du bureau de la fédération UJRF de la Seine. Il est ensuite délégué au comité d'entreprise Renault, fonction qu'il conserve jusqu'en 1956, puis délégué du personnel, de 1956 à 1958. En décembre 1953, Claude Poperen intègre le comité fédéral de Seine-Ouest. En janvier 1956, la direction du PCF souhaite le remplacement de Roger Linet à la tête du syndicat Renault. Il lui succède en 1958. Il est élu au comité exécutif de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie (USTM). En 1964, Claude Poperen entre au bureau de la Fédération CGT de la Métallurgie. En janvier 1967, il quitte la direction du syndicat Renault pour devenir secrétaire permanent de l'USTM. Lors du XVIIIe congrès du PCF, il est élu membre suppléant du comité central. Au congrès suivant, il devient titulaire et membre suppléant du bureau politique. En juin 1984, il est responsable du collectif chargé d'animer la campagne pour les élections européennes. Celles-ci se soldent par un échec important pour le PCF. Le 19 juin, il présente au bureau politique un rapport sur les résultats des élections. Il y relève notamment le très fort taux d'abstention. Ce rapport critique mais relativement modéré n'est pas accepté. Le secrétariat du parti exige plusieurs refonds du rapport. Claude Poperen est progressivement marginalisé. Lors du XXVe congrès (février 1985), il est reconduit au bureau politique. Il démissionne du bureau politique le 26 janvier 1987. Il rend sa carte du PCF, le 12 novembre 1991.

Quilgars*		Né le 20 février 1955 à Bury (Oise) ; tourneur sur métaux au département 70 de Billancourt, après avoir travaillé à Renault Marine à Vélizy. syndicaliste délégué CGT (1970-1989). Licencié en 1986 avec les "Dix de Billancourt". ; militant communiste, permanent de la Fédération PCF des Hauts de Seine (1991-1998) ; conseiller municipal de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) (1995-2005). Il est militant et dirigeant de la section du PCF Renault avec différentes responsabilités, jusqu'à celles de secrétaire à l'organisation (1977-1989). Il est élu conseiller municipal communiste de Boulogne Billancourt (1995-2005).
Ramdane (?) :		Ouvrier tunisien. Délégué des grévistes du département 12 en 1973.
Richter*	Daniel	Ingénieur embauché à l'usine de Flins à la fin des années 1960. Membre du PSU. animateur du syndicat CFDT de Flins de 1970 à 2000.
Riquier	Francine	Francine Riquier, employée au CE, arrêtée en 1958 alors qu'elle transporte des tracts de l'AGTA. Désavouée, exclue du Parti, mais également de la CGT, elle perd en même temps son emploi au CE.
Schweizer*	Patrick	Né le 6 janvier 1951 à Paris (XVIIe arr.). Patrick Schweizer est rentré à Renault en septembre 1969 comme OS à l'usine de Billancourt, au département 34 (câblage) où il resta six mois. Il le quitte pour suivre une formation durant six mois d'ajusteur en 1970. Entre alors comme mécanicien d'entretien dans l'Île Seguin, au département 77 à la maintenance sur les chaînes et ateliers (Départements 12 et 74). En 1986 accusé d'avoir participé à des saccages de bureaux, il est licencié à titre conservatoire. Cette sanction est transformée en 10 jours de mise à pied. Il échappe ensuite à deux plans de licenciements économiques (1987, 1991). Ses licenciements étant empêchés par l'Inspection du travail. Il est alors reclassé comme technicien au service des méthodes, dans un service formation, puis ensuite muté au Centre technique de Rueil. En préretraite en juin 2009. Retraite définitive en février 2011. Patrick Schweizer a été un militant actif de la Ligue communiste, puis de la Ligue communiste révolutionnaire et du Nouveau parti anticapitaliste. En parallèle, il milite à partir de 1985 au MRAP de la ville de Boulogne (Hauts-de-Seine), dont il est président de 1985 à 1998. Il fait partie du Conseil national de ce mouvement de 1990 à 1995. Patrick Schweizer adhéra à la CGT en 1970. Son engagement politique à l'extrême gauche lui barra la route des responsabilités électives sur l'usine jusqu'en 1983 en raison de la prédominance du PCF. À partir de 1983, il obtint un mandat de délégué du personnel qu'il conserva jusqu'à son départ de l'entreprise en 2010. Il exerce également un mandat en CHSCT de 1990 à 1992 et a été un des animateurs des « Commissions immigration discrimination » des syndicats CGT du groupe Renault, de 1994 à 2005. Il obtient, pour lui-même, une indemnité en 2003 pour « discrimination syndicale » en faisant valoir un accord spécifique Renault.
Silvain*	Roger	Roger Silvain intègre l'école Renault. Il est ensuite embauché comme jeune ouvrier en formation à l'atelier de l'artillerie. Il passe P1 en octobre 1950. Il effectue son service militaire à Oujda au Maroc, de janvier à avril 1952 puis à Nîmes (Gard) et Fribourg (Allemagne). Démobilisé en juillet 1953, Il devient P2 ajusteur-outilleur en 1954 puis P3 par promotion collective en 1973. Roger Silvain rejoint la CGT en 1960 et adhère au PCF en 1962. Il est élu délégué du personnel en 1963 et intègre le bureau du syndicat en 1964, puis son secrétariat en 1965. En février 1967, il est permanent secrétaire à l'organisation. Il quitte l'usine en 1971, pour assurer la responsabilité de secrétaire général du syndicat CGT Renault Billancourt. Il devient délégué central CGT. Dans les années 1969-1973, marquées par un climat de violences, entre la CGT et le PCF d'une part et les groupes maoïstes de l'autre, Roger Silvain participe aux affrontements. Il est blessé légèrement devant l'usine le 10 janvier 1972. Il réintègre l'entreprise en octobre 1976, à l'atelier expérimental des forges. En décembre 1976, il est élu secrétaire du comité central d'entreprise du groupe Renault, et en mai 1981 il est désigné par le ministre de l'Industrie comme administrateur au titre du CCE. En mars 1984, il est élu administrateur salarié sur une liste CGT. Il prend sa retraite en décembre 1987. En 1998, en désaccord avec la ligne du PCF représentée par Robert Hue, il ne reprit pas sa carte après avoir publié une lettre publique d'explication.

Soulat*		Né le 11 février 1922 à Bourges (Cher) ; tourneur sur métaux ; permanent de la JOC (1943-1946) ; secrétaire général du syndicat Renault CFTC (1948-1960), secrétaire national de la FGM CFTC-CFDT (1960-1971), secrétaire confédéral au secteur international (1971-1987), membre du Conseil économique et social (1964-1974), membre du Comité économique et social européen (1970-1986), membre du conseil et du bureau de l'Union territoriale des retraités CFDT de Paris (1987-2006), membre du conseil d'administration du CCAS de Lanton (Gironde).
Touré	Bokar	Ouvrier cariste dans l'île Seguin. Sénégalais. Adhérent du PIT. Délégué CGT. Anime la grève des caristes de l'hiver 1975. Mort accidentellement au Sénégal au début des années 1990.
Treppo*	Raymond / Gerrino	Né le 25 septembre 1922 à Tarvisio (Italie) ; mort le 17 février 2013 à Saint Denis (Seine-Saint-Denis) ; ouvrier mineur ; militant communiste, responsable du PCF chez Renault à Billancourt, membre du comité central (1970-1979) ; secrétaire départemental (1948-1954) puis national (1954-1959) de France-URSS. Secrétaire de section communiste à Renault de 1965 à 1975. Il permet au PCF de tripler ses effectifs. Bien que ne faisant pas partie du personnel de l'entreprise il peut, grâce à une fausse carte du Comité d'entreprise et avec une certaine complaisance de la maîtrise, passer sur les chaînes de production pour être au contact des ouvriers spécialisés. Il couple les remises de cartes CGT avec celles du PCF en les organisant le même jour. Raymond Treppo signe une brochure en 1967, réalisée avec le concours de la section du PCF sur la question des nationalisations à partir de l'exemple de Renault. En 1966, il intègre le comité de la fédération PCF des Hauts-de-Seine, puis son bureau en 1968. Il y siège jusqu'en 1976. À cette date, n'ayant plus ses principales responsabilités sur le territoire de la fédération, il ne fut pas réélu.
Tribout	Eugène	Militant MLP, puis UGS et PSU. Co secrétaire de la section Renault du PSU avec Henri Benoits. Militant du syndicat CGT-ETDA, délégué du personnel. A participé au soutien au FLN à Renault.
Verneret	Anne-Marie	Etablie marxiste-léniniste de 1971 à 1976. Ouvrière au département 34. participe au Groupe femmes de Renault
Verneret	Jean-Pierre	Etabli marxiste-léniniste de 1971 à 1978. Ouvrier au département d'entretien de l'île Seguin. CFDT.
Ziani*	Arezki	Algérien. Ouvrier aux forges de Billancourt. Adhérent PCF. Rompt avec ce parti après le vote de pouvoirs spéciaux en 1956. Délégué CGT. Membre du FLN. De retour en Algérie, élu au secrétariat de l'UGTA en 1963. Devient avocat à Alger.

Index Billoux François : 162

- Aboulker Jacques : 115b, 328b, 497
- Aît Aissa Mohand : 149, 247n , 497
- Allam Djamel : 321
- Amiot : 259n
- Amri Mohamed : 268n, 277n, 278n, 279n, 298, 340, 342n, 404n, 408n, 420, 455, 497
- Amazouz Arezki : 278, 340, 341, 342, 403, 404, 408, 497
- Amouret Roger : 337
- Apostolo Marius : 110, 169, 204, 497
- Armanet Maurice : 171, 227, 497
- Auroy Michel : 453
- Badiche Maurice : 110n, 326n, 497
- Dhaouadi Mustapha : 115n, 276n, 297n, 307n, 396n, 499
- Balache Toufil : 431
- Balesdent Robert : 321, 498
- Barjonet André : 217
- Bauchoux Paul : 378, 498
- Baylot Jean : 163,
- Belkaïd Abou Berk : 149n, 498
- Ben Daoud Larbi : 182, 498
- Ben Nacef Abdelghani : 182n, 498
- Benoits Clara : 5, 34n, 94n, 106n, 111n, 135n, 144n, 147n, 148n, 152n, 177n, 178n, 180n, 183n, 184n, 185, 195, 197, 246, 248n, 249, 324n, 325n, 342n, 498
- Benoits Henri : 5, 34n, 73n, 106n, 111, 134n, 144n, 147n, 148n, 152n, 156n, 162n, 171n, 174n, 177n, 178n, 180n, 182n, 183, 184n, 186n, 197n, 246, 247, 322n, 325n, 342n, 396n, 398n, 498
- Bernardini Pierre : 200, 201, 227, 229, 230, 443, 454, 460, 466, 469
- Besse Georges : 366, 368, 374, 375, 376, 378, 392, 411, 413, 451
- Bezier Pierre : 28
- Boccara Paul : 447
- Bois Pierre : 110n, 111, 499
- Boisseau Philippe : 5, 284n, 393n, 394n, 452n
- Boisseau Roger : 178n, 499
- Bonnechère Daniel : 272, 319, 321, 341, 351, 499
- Bouin Michel : 454
- Boulte Nicolas : 499
- Boumediene Houari : 278
- Boumra Louisa : 291, 499
- Bourdet Claude : 207
- Brejnev Léonid : 349, 350
- Breteau Jean : 202
- Cerquetti René : 169, 499
- Certano Michel : 227, 265, 267, 297, 333, 334, 342, 408, 409, 441, 454, 460, 469, 499
- Challe : 155,
- Chauveau : 169
- Cheze André : 104
- Cless Roger : 132
- Clodic Denis : 115, 499
- Corgneau Claude : 146
- Cuny Jacques : 73n, 74n, 92n, 93n, 259n, 294n, 349n, 459n, 469, 499
- Dang René : 5, 248, 288n, 302, 305
- Dayan Elie : 248n, 284, 287n, 292n, 302, 303n, 307n, 331n, 333n, 351, 357, 363, 402n, 404n, 440, 442, 459, 469, 500
- De Gaulle Charles : 101, 153, 154, 155, 156, 185, 207, 211, 232
- Déliat Roger : 151, 153, 154, 248, 500
- Desmaison : 109n, 203n, 233n
- Dhaouadi Mustapha : 499
- Djurdjura (groupe) : 321

- Dollé François : 169, 200, 227, 228, 500
- Dreyfus Pierre : 11, 14n, 50, 55, 96n, 133, 134, 136, 139, 155, 156, 203, 250n, 365, 368n
- Dubreil Yves : 14,
- Duclos Jacques : 53, 125, 166, 205
- Ducoloné Guy : 430
- Dupuy Emmanuelle : 256, 500
- Er Reguieg Mohamed : 5, 33, 278, 340, 500
- Fajon Etienne : 162, 179,
- Feix Léon : 152, 177,
- Finot : 170, 175n, 500
- Ferhat Belkacem : 399n, 409, 410n, 462, 468n
- Fournier Jean-Louis : 333, 343n, 373, 419n, 444, 459, 500
- Frachon Benoits : 56, 124n, 162, 173n, 174, 313n, 246, 308,
- Fraisse Paul : 207
- Frémontier Jacques : 18, 38, 249, 262,
- Friedmann Georges : 72, 132
- Fuet Claude : 222
- Gabison Germaine : 190, 198, 500
- Gagarine Youri : 195, 234
- Gomez Ramon : 396n, 398n, 500
- Graziani Jean Pierre : 111, 112n, 283n, 289, 291n, 292n, 302, 306, 500
- Guimard Daniel : 233, 248, 249n, 300n, 501
- Guyot Raymond : 106, 162, 166n, 169, 171, 204, 205n
- Hadjaz Mohand : 321, 501
- Halbeher Aimé : 109, 169, 227, 247, 248, 288, 312, 327, 334, 336, 357, 358, 432, 442, 446, 458, 459, 460, 501
- Hamzaoui Abdellatif : 454, 501
- Hanon Bernard : 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 373, 374, 376, 386, 392, 411, 413
- Hatry Gilbert : 14,
- Herlic Emile : 190, 191, 198, 501
- Herdhin : 172,
- Herzog Philippe : 414n, 447, 448, 450, 454,
- Hesser Clara (voir aussi Benoits) : 184, 184,
- Hervé Christian : 233n, 282, 289, 294n, 453n, 456n
- Hillibert Michel : 49, 68n, 357n, 462n, 501
- Huber Serge : 207, 502
- Hufschmitt Georges : 169, 217, 247, 451, 470, 502
- Humeau Maurice : 138n, 201n, 502
- Idbihi Mustapha : 115n, 270n, 321n, 404n, 502
- Illoul Saïd : 454
- Iveton Fernand : 182n
- Izierte Enrique : 5, 248, 503
- Jaguelin Claude : 416, 445, 454, 457, 503
- Jardon Aimé : 333
- Jégouzo Joël : 454
- Jouhaud : 155,
- Khrouchtchev Nikita : 152, 195, 232
- Kosmann Robert : 5, 34, 305, 306, 394, 503
- Krasucki Henri : 240n, 249n, 452, 342n, 426, 436n, 439n, 452
- Labbé Daniel : 32, 300, 403, 503
- Labraoui : 177,
- Lacroix Daniel : 348n, 369, 375, 429, 434, 441, 444, 445, 447, 460, 503
- Lajoinie André : 430
- Lamisse Jean-Pierre : 454, 504
- Lanternier Lucien : 175, 231
- Lattad : 177,
- Lecoeur Auguste : 171,
- LeFauchaux Pierre : 14, 50, 54, 55, 67, 77, 95, 120, 122, 129, 131, 132, 133, 134, 163, 196, 199,

- Le Leap Alain : 173,
- Linet Roger : 15, 55, 99, 104, 106, 109, 152, 162, 166, 169, 171, 172, 173, 198, 201, 217,
- Léri Pierre : 369, 454, 504
- Lévy Raymond : 376, 368n, 404n
- Limont Didier : 156n
- Lucente Robert : 504
- Ly Ibrahima : 277, 338, 340, 342, 349n, 398, 419n, 504
- Magué Yvette : 504
- Manière (?) : 162
- Marchais Georges : 211, 31n, 335, 336n, 341, 343, 348, 351, 360, 362, 369, 402, 408, 427, 439, 442, 443n, 444n, 449, 454
- Mao Tsé TOUNG : 233,
- Mauco Georges : 88, 89n
- Messali Hadj : 125, 143
- Messous : 278, 340, 504
- Mokhtari : 334, 340, 341, 342, 408, 460
- Molino Lucien : 173,
- Mothé Daniel : 18, 43, 146, 262, 505
- Moynot Jean-Louis : 324, 331
- Muteau Gérard : 435, 447, 505
- Myon Jean : 95, 131, 132
- Nasser : 278
- Nogrette : 115
- Obadia Alain : 414
- Oudhadj Omar : 178,
- Overney Pierre : 68, 113, 115, 257, 484, 505
- Palacio Paul : 102n, 259n, 506
- Plissonnier Gaston : 233,
- Pontoire Claude : 384n, 506
- Poperen Claude : 34, 135n, 137n, 148, 169, 187, 197, 200, 201, 210n, 214n, 217, 227, 228, 230, 314, 357, 444, 445, 506
- Quilgars : 443, 454, 507
- Ramdane (?) : 265, 267, 507
- Richter Daniel : 397n, 507
- Riquier Francine : 183n, 507
- Sainjon André : 373, 374, 375n,
- Schweizer Patrick : 280n, 285n, 287n, 288n, 298n, 289n, 294n, 302n, 305n, 306n, 377n, 392n, 453n, 456n, 458, 507
- Séguy Georges : 19, 246, 247, 332n, 426, 441n, 468, 469
- Séqueville Alfred : 207
- Silvain Roger : 114n, 115n, 217, 265, 319n, 328n, 363n, 444, 445, 452, 460, 464, 515n, 507
- Soulat André : 99, 137n, 508
- Thorez Maurice : 56, 162, 184, 185n, 187, 206, 209, 210n, 216, 222, 225, 230, 356n, 414
- Tillon Charles : 54, 162,
- Touret Bokar : 5, 277, 508
- Tramoni Jean-Antoine : 68
- Treppo Raymond : 5, 109, 209, 210, 212, 215, 314, 336, 337, 338, 350, 357, 469, 508
- Tribout Eugène : 110n, 183n, 508
- Vacher Roger : 259, 365n,
- Vasconi : 372
- Vatier Raymond : 130n, 132,
- Verneret Anne-Marie : 257, 508
- Verneret Jean-Pierre : 282, 508
- Vernier Paillez : 130, 333, 365, 366
- Vieuguet André : 313, 314, 315, 350
- Vianson-Ponté Pierre : 239
- Waldeck Rochet : 68, 210, 211, 212, 214, 215, 323n
- Ziani Arezki : 162, 177, 508

Sources

Archives

Archives de la Préfecture de police de Paris (APPP)

- APPP Carton Ba 2135. Usines Renault, occupation 1938 et suivantes
- APPP Carton Ba 2285. Activité du Parti communiste dans l'entreprise Renault (1945-1959)
- APPP Carton Ba 2312. Rapports après 1950
- APPP Carton Ba 2324. Activité syndicale, tracts, grèves, incidents, 1959-1973
- APPP Carton Ba 2325
- APPP Carton Ba 2326. Usines Renault, PCF et activités gauchistes, 1970-1976 (en fait période plus étendue)
- APPP Carton Ba 2347. Incidents et entraves à la liberté du travail, manifestations, 1951-1952
- APPP Carton Ba 2399

Archives départementales de la Seine Saint Denis (AD 93)

Archives nationales du PCF (AD 93- PCF)

CR des réunions du bureau politique

- Cotes de communication de 1944 à 1994 :
- 2 NUM 4/1 : Réunions de 1944 à 1949
- 2 NUM 4/2 : Réunions de 1950 à 1954
- 2 NUM 4/3 : Réunions de 1955 à 1959
- 2 NUM 4/4 : Réunions de 1960 à 1964
- 2 NUM 4/ 5 : Réunions de 1965 à 1972
- 2 NUM 4/ 6 : Réunions de 1973 à 1979
- 2 NUM 4/ 17 : Réunions de 1980 à 1985
- 2 NUM 4/ 18 : Réunions de 1986 à 1990

CR des réunions du secrétariat politique

- 2 NUM 4/7 : Réunions de 1944 à 1946
- 2 NUM 4/8 : Réunions de 1947 à 1949
- 2 NUM 4/9 : Réunions de 1950 à 1952
- 2 NUM 4/10 : Réunions de 1953 à 1955
- 2 NUM 4/11 : Réunions de 1956 à 1958
- 2 NUM 4/ 12 : Réunions de 1959 à 1962
- 2 NUM 4/ 13 : Réunions de 1963 à 1965
-

- 2 NUM 4/ 14 : Réunions de 1966 à 1971
- 2 NUM 4/15 : Réunions de 1972 à 1977
- 2 NUM 4/16: Réunions de 1977 à 1979

Dans les notes de bas de page, la cote de consultation n'est pas reprise, seule la date de la réunion l'est.

Publications

- *Les Cahiers du Communisme*
- *L'Humanité (1944 à 1970)*
- *Ce soir (1945 à 1952)*
- *Regards (1952)*
- *La Vie ouvrière*

Archives de la section PCF de Renault Billancourt (AD93-SCRB)

- Carton 131
- Carton 136
- Carton 173
- Carton 174
- Carton 175
- Carton 176

(Cotes provisoires)

Archives de Daniel Lacroix (AD93 -ADL)

- 413 J 3
- 414 J 4 Cahiers 1 à 10

Archives SRTA CFDT (Archives interfédérales de la CFDT) (SRTA-R)

- 1 W 11 Rapports annuels d'activité de Renault : 1946 à 1963
- 1 W 12 Rapports annuels d'activité de Renault : 1964 à 1991
- 1 W 13 Les effectifs de la RNUR de 1938 à 1980
- 3 W 2 à 3 W12 Elections des délégués du personnel de 1944 à 1992
- 3 W5 9 à 3 W60 Elections des représentants au comité d'entreprise
- 4 W 2 Correspondances SRTA
- 4 W 79 Grèves 1946-1952
- 4 W 83 Grèves 1959-1960
- 4 W 84 Grèves 1961-1967

-
- 4 W 85 Grèves 1968
- 5 W 7 SRTA, Bulletins mensuels, 1953-1956
- 5 W 8 SRTA, *Action syndicale*, 1961-1969
- 5 W 12 SRTA, *Notre lutte chez Renault*
- 5 W 32 tracts CGT, 1948-1953 et 1956-1959
- 5 W 35 tracts CGT, 1949-1963
- 5 W 53 PCF, *Echo des Métallos*, 1959-1969
- 5 W 55 tracts PCF, 1952-1962
- 5 W 56 tracts PCF, 1963-1971
- o B0 – « *Chronologie de la grève à Renault-Billancourt, Mai 1971* », Auteur « Un camarade des *Cahiers de Mai*
- o B1 – « Renault, la Grève de Mai 71 », *Taupe rouge* n°4, supplément à Rouge n°124, publication de la Ligue Communiste,
- o B2 - *La grève à Renault Billancourt*, bilan de la grève, date et auteurs inconnus, mais de tendance marxiste-léniniste.
- Grèves de 1973

INA (Archives audio-visuelles)

- Consultations diverses

Archives personnelles, Alain VIGUIER (AP-AV)

Propagande politique et syndicale :

- Collection incomplète de tracts syndicaux et politiques, coupures de presse (1970- 1990)
10 cartons
- Collection incomplète de *L'Echo des métallos* (1970 à 1985)
1 Carton

Documents du CCE et du CE

- Bulletins économiques du CCE ou du CE
 - o Document du Service économique du CCE 1972/1975
 - o Comité central d'Entreprise Renault, service économique et de documentation, note N°34 du 13 juin 1974,
 - o Comité central d'Entreprise Renault, service économique et de documentation, note N°71 du 5 novembre 1975,
- Plaquettes du CCE, données sur les effectifs (1979 à 1990)

Documents produits par l'entreprise RENAULT

- Rapports annuels d'activité (1967 à 2000)
- Publications et informations internes
- Accords d'entreprise et réunions des Comités centraux et des comités d'établissement (1970-1990)
- Documents divers, notes de services

SRTA -Renault : Congrès du syndicat 1974 - 1984

Bilans relatifs à des grèves

- Grève de 1971

- o B3 - « *Departamentos 12 y 38, la igualdad de salarios favorece la lucha contra los cadencias* », 13 avril 1973, *Cahiers de mai*.
- o B4 - « *La lutte à RENAULT-BILLANCOURT* », 13 avril 1973, auteur *Collectif immigré*.
- o B5- « *Renault, la révolte d'avril 73* », LCR mai 73
- o B6 – « *La grève du 12.50, par des ouvriers de Billancourt* », Compte rendu d'une rencontre à propos de la grève entre divers ouvriers OS et OP , mensuels de l'usine.
- o B7 - « *RENAULT Billancourt, les grèves de mars avril 73* », sans date ni auteur, mais certainement produit par l'UCF ml.
- o B8 – « *Mars-Avril73 Renault en Grève* », auteur : groupe Révolution,
- o B9 – « *Le mouvement des OS de Flins* », rédigé par des indépendants proches de la Base ouvrière, crée à l'origine par le groupe VLR
- Grève du département 38 de 1978
 - o LCR, Bilan de la grève du département 38 de 1978
- Bilans divers
 - o *UCF (ml), A propos du meurtre de Pierre Overney*, Paris, François Maspero, 1972,74 p.,
 - o Bilan du *groupe culturel Renault*, document manuscrit de la main de Jean-Pierre Graziani
 - o « Tentative de Bilan du Comité de lutte », Par Baruch Zorobabel, septembre 1972

Documents divers relatifs à l'organisation du travail

- « Automation et révolution, l'exemple de la déqualification professionnelle aux usines

Renault », *Informations ouvrières*, mai 1966, 47 p.

- « *Groupe Renault : la représentation des salariés au sein des comités d'entreprise* », Syndex, rapport provisoire
- « *Texte de réflexion sur les "nouvelles méthodes de travail"* », CFDT, *Section des Forges-fonderies*, [SD]

Publications :

- *L'outil des travailleurs*
- Collection de *Pour le Parti*, publication de l'OCML- VP

Archives personnelles, Clara et Henri Benoits

- *Tracts relatifs à la période de la lutte de libération nationale du peuple algérien*

Sources imprimées et publiées

Société d'histoire du Groupe Renault et d'Amétis

- Bulletins « de Renault de la société d'histoire du Groupe Renault
- Bulletin Amétis-Info (<http://www.ametis-renault.com>)

Classe ouvrière, sociologie, culture et identité

- CREDOC, H. Faure - BACKE J.C., *Enquête sur les loisirs et mode de vie du personnel de la Régie Nationale des Usines Renault*, Revue consommation / n° S3150 - Avril-Juin 1971, et n° S3157 - Janvier-Mars 1972
- DELARUE Jacques, « Juin 1936. La grève chez Renault à seize ans ». Persée, <http://www.persée.fr>,
- FREMONTIER Jacques, *La Forteresse ouvrière : Renault*, Paris, Fayard, 1971, 380 p.
- JAMET Michel, « Réflexions sur l'Express et son idéologie dans les années 1950 », *Cahiers d'histoire de IRM*, N°1, 1980

Immigration et lutte de libération nationale

- EINAUDI Jean Paul, *Pour l'exemple, l'affaire Fernand Iveton*, Paris, L'Harmattan, 1986, 250 p.
- RAJSFUS Maurice, *1953, un 14 juillet sanglant*, Agnes Vienot Edition, collection moisson rouge, Paris, 2003, 237 p.

CGT et syndicats

- CGT METALLURGIE, « Le dossier. Du 17 octobre 1961 aux accords d'Evian : l'engagement des militants CGT de la métallurgie dans la guerre d'Algérie », Mai 2013.
- BRUHAT Jean, PILOLOT Marc, *Esquisse d'une histoire de la CGT*, Paris, Edité par la CGT, 1967, 383, p., p.267.
- BARJONET André, *La CGT*, Paris, Point Seuil, 1968, 190 p,
- CFDT, Notes et documents du BRAEC, avril-juin 1978
- CGT, Centre Confédéral d'Etudes Economiques, *Questions de l'immigration et syndicats*, 1981, 94 p., p.10
- FRACHON Benoît, « les grandes grèves de novembre décembre 1947 », *Les Cahiers du Communisme*, N°1 janvier 1948
- FRACHON Benoît, *Au rythme des jours*, Tome second, 1955-1967, Paris, Editions sociales, 1969, 638 p
- HATRY Gilbert, « Le Comité social (1942-1944) », *RENAULT HISTOIRE* n°3, juin 1991,
- JOHAN Michel, « La CGT et le mouvement de mai », *Les Temps modernes*, août – septembre 1968
- KRASUCKI Henri, *Un syndicat moderne ? oui !*, Paris, Messidor Editions sociales, 1987, 237 p.

Le Parti communiste français et l'extrême gauche

- PCF
 - o CACHIN MARCEL, *carnets 1935 1947, Tome IV*, Paris, CNRS Editions, 1997, 1262 p.,
 - o DAZY René, *la partie et le tout*, Editions Syllepse, Paris, Avril 1990, 106 p.
 - o MARCHAIS Georges, *L'espoir au présent*, Paris, Editions Messidor, 1980, 205 p
 - o ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste*, Tome 3, Paris, Editions Fayard, 1990, 544 p.
 - o TILLON Charles, *On chantait rouge*, Paris, Robert Laffont, 1977, 581 p,
 - o PCF, *Histoire du Parti communiste français- Manuel*, Paris, Editions sociales, 1964, 774 p.
 - o

- Extrême gauche
 - o BARCIA Robert, *La véritable histoire de lutte ouvrière*, Paris, Denoël, 2003, 326 p.
 - o JARREL Marc, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne*, Paris, Editions Normand Béthune, 1974, 122p.
- LABBE Daniel, PERIN Frédéric, *Que reste-t-il de Billancourt ?*, Paris, Hachette, 1990, 342 p.
- LINET Roger, *1947 – 1958. Les années chaudes de la guerre froide*, Paris, VO / Editions – Le Temps des Cerises, 1997, 406 p.,
- MOTHE Daniel, « Les ouvriers français et les nord-africains », *Socialisme ou Barbarie*, n°21, mai 1957

Publications relatives à Renault

Mouvements sociaux

- CREAU Joëlle et FONTAN Claude, *Les mouvements de débrayage à l'usine Renault de Billancourt*, Mémoire sous la direction de Pierre Vilar, Université de Paris-1, 1970
- LEFRANC Georges, Juin 36, Paris, Collection Archives Julliard, 1970, 350 p.
- MOUTET Aimée, *Roger Vacher, 1940- 1945*, Boulogne, Société d'Histoire du Groupe Renault, 2003, 120 p.
- POPEREN Claude, *Renault, regards de l'intérieur*, Paris, Editions sociales, 1983, 228 p
- COLLECTIF, *Retour sur l'île Seguin*, Au nom de la mémoire, Paris 2006.
- SONNET Martine, *Atelier 62*, Paris, Le temps qui passe, 2008
- SOULOUMIAC Géraldine, *Visages d'une rupture morale ouvrière*, Paris VIII, Mémoire de maîtrise, 1996,
- TREPPO Raymond, *La chance de ma vie*, Paris, Publibook, 2006

Témoignages de militants et d'acteurs

- AÏT AÏSSA Mohand, ouvrier spécialisé, Revue *Collectif*, n°5 avril 1978
- Interview d'un ouvrier algérien du 12. *L'outil des travailleurs*, avril 1973
- APOSTOLO Marius, *Traces de luttes, 1924 – 2007*, Paris, Editions Autrement, 2007, 204 p
- BENOITS Henri, témoignage publié sous forme de brochure, *La Parole Errante*, à la Maison de l'Arbre, 9 rue François Debergue, 93100 Montreuil, 2008.
- BENOITS Henri, Notes manuscrites en réponse à un questionnaire sur la Guerre d'Algérie, en vue de la publication dans *Mémoires vives* n°18.
- BENOITS Clara et Henri, *L'Algérie au cœur*, Paris, Syllepse, 2014, 222 p.
- BOUMRA Louisa, témoignage dans : *Retour sur l'île Seguin*, Au nom de la mémoire, Paris, 2006.
- DAYAN Elie, *Tribulations d'un militant en usine*, EMV, Paris, 1998, 159 p.
- DEBOS Pierre, Revue de la Société d'histoire du groupe Renault, décembre 1975, n°11
- GRAZIANI Jean-Pierre, *Un ciel de fer*, Nucariu, Cismonte è Pumonti Edizioni, 1986, 211 p.
- HADJ Youssef, *IDBIHI, Parcours d'un Marocain – 1968-1987*, Casablanca Editeur de Talents, 2015, 125 p.
- HERLIC Emile, *Vent printanier*, Paris, l'Harmattan, 2011, 176 p.
- HUFSCMITT Georges, *Chers collègues, ma vie d'ingénieur*, Paris, La brèche, 1992, 377p

Divers

- KOSMANN Robert, « Sortis d'usine », texte inédit

Autres témoignages (cadres, ingénieurs)

- AMAND Marcel, « 46 ans au service de Renault », *Bulletin de la Section d'histoire des Usines Renault*, n°26, juin 1983, p.34
- BEZIER Pierre, « Souvenir d'un ouvrier », *Bulletin de la Société d'histoire du groupe Renault*, décembre 1975, n°11,
- COMPAIN-MEFRAY André, « A propos de l'accord d'entreprise du 15.09.1955 », *RENAULT HISTOIRE*, Bulletin de SHGR n°15, Juin 2003.
- DEBOS Pierre, *Revue de la Société d'histoire du groupe Renault*, décembre 1975, n°11
- DOLY Jean-Pierre, « 1970 – 1980, les pionniers de Billancourt » *AMTESI Infos*, n°5 juin 2006.
- DREYFUS Pierre, *La liberté de réussir*, Jean Claude SIMOEN, Paris 1977, 211 p.
- LEFAUCHEUX Pierre, Note de service n°945, *Bulletin de SHGR*, n°13, juin 2001
- HATRY Gilbert, « Le Comité social (1942-1944) », *RENAULT HISTOIRE* n°3, juin 1991,
- MOTHE Daniel, « La fin du mythe Billancourt », *Revue Esprit*, n°2, Février 1990

- MYON Jean, Note confidentielle du 7 juillet 1953, *Renault Histoire*, Bulletin de SHGR, n°13, juin 2001
- VATIER Raymond, « La Régie Renault des années cinquante », *RENAUL HISTOIRE*, juillet 2009, n° 21
- GAYARD Bruno, entretien du 25 juin 2011, Saint Denis. OS département 74, Extrême gauche marxiste-léniniste
- GUIMARD. Daniel, entretien du 30 mars 2011, Asnières. Contrôleur département 12, PCF et CGT, puis après 1968, *Cause du Peuple*.

Sources orales

Entretiens réalisés par Alain Viguié

- AMAZOUZ Arezki, entretien du 13 juillet 2011, Boulogne. OS département 74, PCF, CGT
- AMRI Mohamed, entretien du 31 mai 2011, Saint Denis. OS département 74, PCF, CGT
- BENOITS Henri, entretien du 4 décembre 2009, Issy les Moulineaux. Technicien méthodes, Extrême gauche trotskiste, CGT
- BENOITS Clara, entretien du 4 décembre 2009, employée, CGT et PCF (jusqu'en 1968)
- BERNARDINI Pierre, entretien du 6 juillet 2011, La Courneuve. Ouvrier professionnel, ouvrier, PCF, CGT
- BOISSEAU Philippe, entretien du 17 décembre 2008. Ouvrier professionnel, Département 57 métal, CFDT Extrême gauche marxiste-léniniste
- BONNECHERE Daniel, entretien du 22 novembre 2011, Paris. Ouvrier professionnel, RMO, CGT
- BURBAN Jacques, entretien de mars 2008, Lardy. OP, puis technicien, CGT
- COSSON, alias GRAZIANI, Jean Pierre, échanges par courriels 2012 (Corse). Ouvrier professionnel, RMO, Anarchiste, CFDT
- CUNY Jacques, entretien du 22 juin 2011, Jouy en Josas. OS au département 18, puis 74, PCF, CGT
- DANG René, entretien du Janvier 2008, Saint Denis. Ouvrier Professionnel, Département 77, CFDT
- DAOUADI Mustapha, entretien du 30 juin 2011. OS au département 74, puis employé, CdP puis CFDT
- DAYAN Elie, entretien du 14 novembre 2011, Paris. Ouvrier professionnel, RMO, PCF, CGT
- DIALLO, entretien du 7 avril 2011, Champigny. OS, usine Renault de Choisy, Sénégalais, CFDT
- DOLLE François, entretien du 12 avril 2011, Saint Christol, 34. Ouvrier professionnel, département 18, puis ingénieur, PCF, CGT
- ER REGUIEG Mohamed, entretien du 21 novembre 2016, Saint Denis. Contrôleur au département 12, délégué CGT puis CFDT.
- HERLIC Emile, entretien du 24 novembre 2011, Paris. Homme de théâtre, PCF, responsable de *Loisirs et culture* de 1950 à 1960
- HERVE CHRISTIAN, entretien du 28 juin 2011. Ermont. Ouvrier de maintenance, département 77, Extrême gauche trotskiste, CGT
- KOSMANN Robert, entretien du 2 novembre 2011, Saint Ouen. Ouvrier spécialisé (Billancourt et Choisy) puis professionnel (Département 37 saint Ouen), Extrême gauche marxiste-léniniste, CGT
- LY Ibrahima, entretien, juin 2015, Boulogne-Billancourt, Sénégalais, ouvrier au 49, CGT, PCF.
- RAMDANE, ouvrier tunisien aux presses de Billancourt, avril 1973
- SCHWEIZER Patrick, entretien du 6 avril 2011, Rueil. Ouvrier Professionnel, Département 77, Extrême gauche Trotskiste, CGT
- SILVESTRE Charles, entretien le 10 avril 2010. Saint Denis. Journaliste à *l'Humanité*, il a couvert en particulier des grèves du début des années 1970
- TREPPO Raymond, entretien du 16 décembre 2011, Saint Denis. Ouvrier, permanent communiste, responsable de la section de Renault Billancourt de 1965 à 1975.
- VERNERET Jean-Pierre, entretien du 4 novembre 2011, Vanves. Ouvrier Professionnel, Département 77, CFDT
- VERNERET Anne-Marie, entretien du 4 novembre 2011, Vanves. OS, Département 34, CFDT

Entretiens réalisés par Robert Kosmann

(en vue de la rédaction d'une notice biographique, transmis par Robert Kosmann)

- Mohamed Amri,
- Pierre Bernardini
- Daniel Bonnechère
- Claude Jaguelin
- Claude Poperen
- Roger Silvain

Bibliographie :

Classe ouvrière, sociologie, culture et identité

- COLLOVALD Annick, SAWICKI Frédéric, « Le populaire et le politique », *Politix*, vol. 4, n°13. Premier trimestre 1991
- DE RUDDER Véronique, Identité, « origine et étiquetage de l'éthnique au racial, savamment cultivé », *Journal des anthropologues*, 72- 73, 1998
- GODELIER Maurice, *Communauté, Société, Culture*, Paris, CNRS édition, 2009, 61p.
- GRIGNON Claude, COLLOVALD Annie, PUDAL Bernard, STAWICKI Frédéric, « Le savant et le populaire, entretien avec Claude GRIGNON », *POLITIX*. Vol 4, n°13. Premier trimestre 1991
- HOGGART Richard, *La culture du pauvre*, Éditions de Minuit, 1991, 424 p.,
- NOIRIEL Gérard, *Les ouvriers dans la société française*, Paris, Point histoire Seuil, 2002, 321 p.
- TERRAIL Jean-Pierre, *Destins ouvriers, la fin d'une classe*, Paris, PUF, 1990, 275 p.,
- VERRER Michel, *la culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1996, 296 p.
- VIGNA Xavier, *l'espoir et l'effroi*, Edition la Découverte, Paris, 2016, 318 p.
- CORIAT Benjamin, *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Editions Christian Bourgeois, 1979, 301 p.
- DUBOIS Pierre, *Les ouvriers divisés*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981, 204 p.
- LOJKINE Jean, *la classe ouvrière en mutation*, Paris, Editions sociales, 1986, 223 p.,
- SAINSAULIEU Renaud, *L'identité au travail, Les effets culturels de l'organisation*, Paris, Presses de la FNSP, 1988, 476 p.
- SAUNIER Pierre, *L'ouvriérisme universitaire*, Paris, L'Harmattan, 1993, 175 p.
- RICHARD Gilles, SANCLIVIER Jacqueline, *Les partis et la République- La recomposition du système partisan 1956 1967*, Rennes, PUR, 2007, 325p,

Immigration et classe ouvrière

- GALLISOT René, BOUMAZA Nadir, CLEMENT Ghislaine, *Ces migrants qui font le prolétariat*, Paris, Méridiens Klincksiek, janvier 1994, 257 p.
- HAEGEL Florence, REY Henri, SINTOMIER Yves, *La xénophobie en banlieue, Effets et expressions*, Paris, L'Harmattan, 2000, 227 p., p.43
- MTA, Mouvement des travailleurs arabes. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00370230>. Contributeur : Abdellali Hajjat <ahajjat@u-paris10.fr >
- PITTI Laure, « Grèves ouvrières versus luttes de l'immigration : une controverse entre historiens », *Ethnologie française*, XXXI, 2001, 3, p 465-476
- PITTI Laure, « Une matrice algérienne ? Trajectoires et recompositions militantes en terrain ouvrier ». Revue Politix. Volume 19 – n°76/2006,
- TRIPPIER Maryse, *l'immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, l'Harmattan, 1999, 332 p.
- VARRO Gabrielle et PERRIAUX Anne-Sophie, « Les sens d'une catégorisation : "les O.S. immigrés" », *Langage et société*, n°58, 1991. pp. 5-36. http://www.persee.fr/doc/lisoc_0181-4095_1991_num_58_1_2544

Genres

- CORBIN Alain, COURTINE Jean-Jacques, VIGARELLO Georges (Dir), *Histoire de la virilité*, t 3, Paris, Seuil, 2011, 566 p.,
- MOLINIER Pascale, « Virilité défensive, masculinité créatrice », in *Travail, Genre et sociétés*, n°3 mars 2000.

Question coloniale et luttes de libération

- QUEMENEUR Tramor, « Les manifestations de rappelés contre la guerre d'Algérie. Contestation et obéissance - 1955-1956 » In : *Outremers*, tome 88, n°332-333, 2e semestre 2001.
- DROZ Bernard, LEVER Evelyne, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954 – 1962*, Paris, Point Histoire/ Le Seuil, 1982, 375 p.

Mouvements sociaux et grèves

- DAMAMME Dominique, GOBILLE Boris, MATONTI Frédérique, PUDAL Bernard (dir.), *Mai Juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, 445 p.,
- PIGENET Michel, TARTAKOWSKY Danielle (Dir), *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La Découverte, 2012, 800 p.
- PROST Antoine, *Autour du Front populaire*, aspects du mouvement social au XXe Siècle, Paris, Seuil, 2006, 350 p.
- SIROT Stéphane, « Transgression du domaine de la lutte : quelle « insubordination ouvrière » dans les grèves des « années 68 » ? », *Cahier d'histoire critique*, n°125, oct-déc ; 2014,
- VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68, : essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 378 p.
- VIGNA Xavier, « Préserver l'ordre usinier en France à la fin des années 68 », *Revue AGONE*, 2013 n°50
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Le moment 68, une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008, 314 p.

CGT et syndicats

- BADIE Bertrand, *Stratégie de la grève*, Paris, Presses de la fondation des sciences sociales, 1976, 262 p.
- BODIGUEL Jean Luc, *La réduction du temps de travail – enjeu de la lutte sociale*, Paris, Editions ouvrières, 1968, 314 p.
- BRESSOL Elyane, DREYFUS Michel, HEDDE Joël, PIGENET Michel (dir), *La CGT dans les années 1950*, Rennes, PUR , 2005, 480 p.
- LE CORM Jean-Pierre, *L'introuvable démocratie salariale*, Paris, Syllepse, 2003, 194 p.

Le Parti communiste français

- BERNARD Jean-Pierre A., *Paris rouge 1944 – 1964, les communistes dans la capitale*, Paris, Epoque Champ Vallon, 1991, 263 p.
- BOULLAND Paul, *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations de banlieue parisienne (1944-1974)*. Université Paris 1, 2011,
- BOULLAND Paul, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, Paris, Les Editions de l'atelier, 2016, 350 p.
- DI MAGGIO Marco, *Les intellectuels et la stratégie communiste, une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Paris, Editions sociales, 2013, 344 p.
- DREYFUS Michel et al., *Le siècle des communismes*, Paris, Points Seuil, 2004 p. 758
- FONDATION GABIEL PERI, *Le Parti communiste français et l'année 1956*, Archives départementales de la Seine Saint Denis, 2007, 299 p.
- MARTELLI Roger, *L'archipel communiste, une histoire électorale du PCF*, Paris, Editions sociales, 2008, 271p.
- MARTELLI Roger, *Prendre sa carte, 1920-2009, données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri, 95 p.
- MISCHI Julian, *Servir la classe ouvrière*, Paris, PUF, 2009, 341p.
- MISCHI Julian, *Le communisme désarmé* Marseille Agone 2014. 332 p.
- MISCHI Julian, « le PCF et les classes populaires », <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-fondations-2007-2-page-15.htm>
- MOLINARI Jean Paul, *les ouvriers communistes : sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Paris, L'Harmattan, 1996, 367 p.
- RUSCIO Alain, *La question coloniale dans l'Humanité (1904 – 2004)*, Paris, La Dispute, 2005, 600 p
- PIGENET Michel, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide la manifestation Ridgway*, Paris, L'Harmattan, 1992, 175p
- PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989, 329 p.
- PUDAL Bernard, *Un monde défait : les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, [Éditions du Croquant](#), 2009, 215 p.

L'industrie automobile

- BARDOU Jean-Pierre, CHABARON Jean-Jacques, FRIDENSON Patrick, LAUX James M., *La révolution automobile*, Paris, Albin Michel, 1997, 385 p.
- BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999, 468 p.
- COROUGE Christian et PIALLOUX Michel, *Résister à la chaîne*, Marseille, Agone, 2011, 464 p.
- HATZFELD Nicolas, " *Les gens d'usine – 50 ans d'histoire à Peugeot Sochaux*, Paris, Editions de l'Atelier 2002, 598 p.
- QUINSON Emmanuel, *L'école d'apprentissage Renault 1919-199*, Paris, 2001, CNRS Edition, 381 p.
- QUINSON Emmanuel, « les apprentis Renault et leur évolution de carrière à Billancourt », *Renault Histoire*, n°7, juin 1995
- NAVILLE Pierre, « L'accord Renault », *Esprit*, juin 56.
- NAVILLE Pierre, BARDOU Jean-Pierre, BRACHET Philippe, LEVY Catherine, *L'Etat entrepreneur, le cas de la régie Renault*, Paris, Editions anthropos, 1971, 459 p.,
- PERRIAUX Anne Sophie, *Renault et les sciences sociales, 1948-1991*, Paris, Seli Arslan, 1999, 397 p

Renault

Histoire économique et sociale de l'entreprise :

- BOUVARD Delphine, « *Un exemple de communication : la fermeture de Billancourt* », mémoire de DESS de communication politique et sociale, 1995, Paris 1 Sorbonne, publié dans RENAULT HISTOIRE n°14, juin 2002
- LOUBET Jean-Louis, *Renault, histoire d'une entreprise*, Boulogne-Billancourt, ETAI, 2000, 431 p.
- LOUBET Jean-Louis, MICHEL Alain, HATZFELD Nicolas, *Ile Seguin des Renault et des Hommes*, Paris, ETAI, 2004, 191p.,
- COSTA-LASCOUX Jacqueline, DREYFUS-ARMAND Geneviève, TEMIME Emile, *Renault sur Seine, hommes et lieux de mémoire de l'industrie automobile*, Paris, BDIC- La Découverte, 2007, 270 p.,
- COSTA-LASCOUX Jacqueline et TEMIME Emile, *Les hommes de Renault Billancourt – Mémoire ouvrière de l'île Seguin 1930 – 1992*, Paris, Autrement, 2004, 231
- FRIDENSON Patrick, *Histoire des Usines Renault : naissance de la grande entreprise, 1898/1939*. Paris, Le Seuil, 1972, 359 p.
- HATRY Gilbert, *Louis Renault – patron absolu*, Paris, Editions JCM, 1990, 463 p.
- HATRY Gilbert, « visite aux USA », *Bulletin de la section d'Histoire des Usines Renault*, n°19, Décembre 1979.
- KOSMANN Robert, *Renault 1955 : Les conventions collectives, leur application chez Renault et l'exemple de l'accord d'entreprise de 1955*, DEA Histoire sociale Paris VIII, 1997. In Renault – Histoire bulletin de la SHGR de mars 2003 (hors série).
- LOUBET Jean-Louis, *Patron de Renault, Pierre Lefauchaux (1944-1955)*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2009 – 326 p.
- TIANO André, ROCARD Michel, LESIRE-OGREL Hubert, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, Paris, Les éditions ouvrières, 1956, 428p.,

L'usine et le travail

- LABBE Daniel, *Travail formel et travail réel – Renault Billancourt – 1945 1980*, DEA, EHESS, Septembre 1990
- PIGENET Michel (dir.), *Mémoire du travail à Paris*, Paris, Creaphis, 2008, 317 p
- TOURAINE Alain, *L'évolution du travail aux Usines Renault*, Paris, CNRS, 1955, 183 p.
- VALENTIN Michel, MELCER Jean Paul, *Contribution à l'étude du travail à la chaîne, Usine de carrosserie montage R.N.U.R.* Boulogne Billancourt, Paris SNE, 1967, Cours supérieur d'Ergonomie du Conservatoire national des Arts et Métiers

Mouvements sociaux à Renault

- BADIE Bertrand, « Les grèves du Front Populaire aux usines Renault », *Le Mouvement Social*, octobre décembre 1972
- FALLACHON Philippe, « Les grèves de la Régie Renault en 1947 ». *Le Mouvement Social*, octobre - décembre 1972.
- LACROIX-RIZ Annie, « La grève d'avril-mai 1947 », SHGR, *RENAULT HISTOIRE*, n°6, juin 1994
- LINHART Virginie, « les 'dix' de Renault - Billancourt, les enjeux d'une mobilisation d'appareil », *Revue française de sciences politiques*, juillet 1986 – décembre 1989

Les ouvriers de Billancourt

- BOUGAREL Xavier, DIALLO Philippe, « Les travailleurs musulmans à Renault-Billancourt : le repli », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.7 n°3, 1991, pp.77-90
- DARRASSE Patricia, *La condition ouvrière aux usines Renault 1938 – 1944*, Thèse 3^e cycle, Paris 1, CHS, 1986, 291 p.
- GEROME Noëlle, « La saint Eloi aux forges de l'usine de Billancourt. Culture industrielle et luttes de classe ». Tapuscrit communiqué aimablement par l'auteure.
- GEROME Noëlle, « La culture en forme de Losange », *Bulletin de la société d'histoire des Usines Renault*, n°34 -35 décembre 1987.
- PETITGRAND Amanda, *ATRIS (Association des anciens travailleurs Renault de l'Ile Seguin) face à son passé*, Mémoire de maîtrise Paris 8, sous la dir. de Danielle Tartakowsky,
- PITTI Laure, *Les Ouvriers algériens à Renault Billancourt de 1954 à 1962 – analyse socio-historique*, Mémoire de maîtrise, Paris VIII, 1995, 165 p.

-

-

- PITTI Laure, *Ouvriers algériens à Renault Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970 : Contribution à l'histoire sociale et politique des ouvriers étrangers en France*, Thèse de doctorat Paris VIII sous la direction de René Gallissot, décembre 2002, 650 p.
- SAINSAULIEU Renaud, (dir.), *Ouvriers spécialisés de Billancourt, les derniers témoins*, Paris, L'Harmattan, 1995, 419 p.

Le PCF à Renault

- DEPRETTO Jean-Paul et SCHWEITZER Sylvie V., *le communisme à l'usine : vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault 1920-1939*, Paris, EDIRES, 1984, 290 p.
- VIGUIER Alain, *Renault Billancourt 1936 – 1970, mythe de la forteresse ouvrière et politique du Parti communiste français*, Master 2, Paris 1 Sorbonne, sous la direction de Michel Dreyfus, 2010, 360 p.

Table

Résumé / summary	<i>3</i>
Remerciements	<i>5</i>
Sommaire	<i>7</i>
Préambule	<i>9</i>
Introduction	<i>13</i>
1 Billancourt et le Parti communiste, quelle approche historiographique ?	<i>16</i>
1.1 Retour nécessaire sur le mythe Billancourt	<i>16</i>
1.2 L'examen historique s'affranchit de la notoriété symbolique de l'usine	<i>18</i>
1.3 L'usine comme espace politique ! Un renouvellement ?	<i>21</i>
1.4 Propositions et problématique de recherche	<i>23</i>
2 Identités ouvrières et politique communiste à Billancourt	<i>26</i>
2.1 Les identités ouvrières, le travail, l'origine et le genre	<i>26</i>
2.2 Identités ouvrières et politique de parti	<i>30</i>
2.3 Parti et ouvriers, la question des sources	<i>31</i>
3 La limitation du domaine étudié, et ses conséquences	<i>36</i>
3.1 Le choix de la période 1950 à 1992	<i>36</i>
3.2 L'Usine, un espace social clos et ouvert à la fois	<i>38</i>
3.3 La singularité de Billancourt en comparaison aux autres usines de l'automobile	<i>40</i>
4 Les choix dans l'organisation du récit de cette histoire ouvrière	<i>43</i>
4.1 Le dispositif narratif : exposé du cadre, trois actes ou séquences politiques	<i>44</i>
4.2 Trois questionnements guident l'exposition des séquences historiques	<i>45</i>
Partie I - 1950- 1992. Billancourt, théâtre politique. Le cadre et les acteurs	<i>49</i>
1 Billancourt : cadre physique et symbolique de luttes politiques	<i>51</i>
1.1 La notoriété emblématique de l'usine y permet la mise la scène de la politique communiste	<i>52</i>
1.2 L'évolution des productions de l'usine et ses conséquences	<i>56</i>
1.3 Les conséquences sociales de la modernisation des moyens de production	<i>60</i>
1.4 Les lieux où les ouvriers s'exposent comme acteurs politiques	<i>65</i>

2 Les acteurs salariés : leur métier, leur origine, leur statut	69
2.1 Les innovations dans le contrôle du travail renforcent la division sociale du travail	70
2.2 Les étrangers et les femmes, catégories subalternes sans poids politique	84
2.3 Les limites de politique de réduction des inégalités de statuts entre catégories	94
3 Force et influence des acteurs collectifs, syndicats et partis	97
3.1 Les Syndicats, leur histoire, leur influence, la stabilité apparente de la CGT	98
3.2 Données sur les effectifs du PCF par-delà sa force mythifiée	105
3.3 Billancourt séduit et attire les groupes politiques concurrents du PCF	110
<hr/>	
Partie II - 1950 – 1967 : Parti et ouvriers, de la guerre froide à l’amorce d’une union des gauches	117
1 La prégnance du politique dans la conduite de l’action revendicative	119
1.1 Le PCF et les conflits sociaux : de la volonté de politisation à la particularisation des revendications	119
1.1.1 <i>Années chaudes de la guerre froide, l’action politique subsume les revendications catégorielles</i>	120
1.1.2 <i>Les échecs imposent des replis tactiques</i>	129
1.1.3 <i>1955 – 1967 : particularisation revendicative et atonie sociale</i>	136
1.1.4 <i>Aucune identité singulière ne se dégage des luttes salariales</i>	113
1.2 Etrangers : de l’affirmation d’une identité nationale à celle d’immigrés	124
1.2.1 <i>1950-1954 : L’anticolonialisme participe de la radicalisation des conflits</i>	142
1.2.2 <i>1954 – 1960, la guerre de libération nationale algérienne divise les ouvriers</i>	145
1.2.3 <i>Après les indépendances, des identités nationales à celle d’immigrés</i>	149
1.3 Les « nous » ouvriers ébranlés par les crises politiques nationales et internationales	150
1.3.1 <i>Fin des années 1950, le désarroi ouvrier nourrit l’espoir d’un « tous ensemble » salvateur</i>	151
1.3.2 <i>Contre l’OAS, le sursaut démocratique des ouvriers.</i>	154
1.3.3 <i>1963-1967, des années de transition dans la conflictualité</i>	158
2 L’action politique communiste subsume les aspirations spécifiques des ouvriers	159
2.1 Les leviers de l’action communiste : conviction, substitution et instrumentalisation	160
2.1.1 <i>Pour la paix contre l’impérialisme : Travail de conviction et / ou actions de substitution</i>	160
2.1.2 <i>12 février 1952, instrumentalisation du syndicat et mobilisation des solidarités ouvrières</i>	162
2.1.3 <i>Mai et juin 1952, les limites des actions minoritaires et substitution à l’action ouvrière</i>	165

2.2	Le parti et la CGT, emboitements, complémentarités, singularités	168
2.2.1	<i>La signature par la CGT de l'accord Renault marque l'irréversibilité de la rectification tactique du PCF</i>	168
2.2.2	<i>Parti et CGT face à l'insurrection algérienne adoptent des tactiques singulières, mais complémentaires</i>	175
2.2.3	<i>Le Comité d'entreprise comme ressource politique</i>	188
2.2.4	<i>La particularisation des revendications, réponse politique aux transformations du salariat</i>	198
2.3	Le front unique, des échecs des années 1950, à l'union en perspective comme levier de mobilisation	203
2.3.1	<i>Années 1950, les tentatives de Front unique et les déboires du PCF</i>	204
2.3.2	<i>La fin de la guerre d'Algérie, lève des obstacles à l'union</i>	208
2.3.3	<i>Le poids symbolique des ouvriers de Renault mobilisé dans la bataille pour l'union de la gauche.</i>	209
2.3.4	<i>Renault illustre la pertinence du programme d'union des communistes</i>	212
3	1950-1967 : les évolutions de la figure symbolique de l'ouvrier de Billancourt et du corps militant communiste	218
3.1	- Les qualités ouvrières de « ceux de Renault » illustre celles du part	219
3.1.1	<i>L'ouvrier d'avant-garde des années de guerre froide</i>	219
3.1.2	<i>Les OS et l'homme modeste des années d'adaptation tactique</i>	221
3.1.3	<i>La figure de l'homme modeste n'entame pas l'effacement politique des groupes ouvriers subalternes.</i>	222
3.1.4	<i>La symbolique de l'ouvrier de Renault, levier dans la lutte pour l'unité</i>	223
3.2	Les difficultés politiques n'affectent guère la cohésion du noyau militant	224
3.2.1	<i>Les revers politiques de 1952 impose le renouvellement des cadres</i>	226
3.2.2	<i>L'adversité politique resserre le noyau militant en contre société</i>	228
3.2.3	<i>Les militants se replient sur le travail de l'usine et s'engagent peu dans les débats agitant le mouvement communiste</i>	230
3.3	Forces et faiblesses du parti au seuil des « années 68 », préfigurent ses difficultés futures	234
<hr/>		
Partie III - 1968 – 1980, Le PCF, entre insubordinations ouvrières et programme commun		239
1	Les conflits, les nouvelles dynamiques ouvrières leurs forces et leurs limites	242
1.1	- Un renouveau combatif porté par les salariés subalternes	243
1.1.1	<i>Les grèves de mai Juin 1968, et la dynamique des conflits à Billancourt</i>	244
1.1.2	<i>1969 – 1971 : la révolte des ouvriers manœuvres à l'origine de la contestation du paiement au poste</i>	249
1.1.3	<i>1973 : Les ressorts de la grève des OS de Billancourt, « A travail égal, salaire égal »</i>	252
1.1.4	<i>Les femmes révoltées , délégitimées par la domination masculine dans les organisations</i>	255
1.1.5	<i>1975, la direction reprend l'initiative contre les grèves d'OS</i>	258

1.2 Grèves d'OS, leur impact mémoriel masque les limites de leurs dynamiques	262
1.2.1 <i>Les singularités de la grève des ouvriers des presses de Billancourt</i>	263
1.2.2 <i>Les affirmations politiques : autonomie, égalitarisme, et démocratie</i>	268
1.2.3 <i>Ouvriers spécialisés, spontanéité et attentes adressées aux syndicats</i>	270
1.2.4 <i>Grèves sectorielles et grèves d'usine, les limites de l'autonomie</i>	272
1.2.5 <i>Identité immigrée et/ou identité ouvrière</i>	275
1.3 Ouvrier-e-s spécialisé-e-s, immigrés et professionnels, l'unité de classe en question	280
1.3.1 <i>Les ouvriers professionnels, leurs résistances et de leur insubordination</i>	282
1.3.2 <i>OS et OP, fiertés de luttes et fiertés du métier</i>	285
1.3.3 <i>L'affirmation de l'identité masculine, la force incontestée du machisme</i>	290
1.3.4 <i>Le racisme, bien que sous contrôle à Billancourt, contrarie l'unité des ouvriers</i>	296
1.3.5 <i>Les ouvriers et la hiérarchie : rapports singuliers et défiance partagée</i>	299
1.3.6 <i>Ouvrier-e-s : incompréhensions, solidarités, unité</i>	304
2 La politique communiste contrariée par les contestations ouvrières	308
2.1 Les communistes en butte aux aspirations ouvrières nouvelles	309
2.1.1 <i>L'extériorité politique du PCF aux grèves des OS</i>	310
2.1.2 <i>Communiste et OS immigrés, extériorité politique et tactiques d'encadrement</i>	316
2.1.3 <i>Pour l'égalité entre femmes et les hommes, dans l'occultation du machisme</i>	322
2.1.4 <i>Les ouvriers professionnels menacés s'adosent à la défense de Billancourt</i>	325
2.2 La réussite du programme commun serait conditionnée par l'union des OS aux ingénieurs	328
2.2.1 <i>Unité de l'OS à l'ingénieur dans le respect des hiérarchies sociales</i>	329
2.2.2 <i>La politique communiste en butte aux contradictions entre ouvriers et ITC</i>	331
2.2.3 <i>Après la rupture de l'union avec le PS, les cadres courtisés et vilipendés.</i>	333
2.3 Billancourt, volontarisme communiste et croissance en trompe l'œil	335
2.3.1 <i>Gagner des adhérents au prix d'exigences militantes moindres</i>	336
2.3.2 <i>Le parti gagne des adhérents immigrés, mais peine à former des cadres</i>	339
2.3.3 <i>Croissance en adhérents payée par une hétérogénéité politique accrue</i>	343
3 1978- 1980, les ouvriers affaiblis, les communistes sans perspectives	344
3.1 Les identités et pratiques ouvrières déstabilisées par la conjoncture de la fin des années 1970	345
3.1.1 <i>Les OS de Billancourt, une ouvrièrisation inachevée et contrariée</i>	345
3.1.2 <i>Les professionnels : impuissance et dévalorisation du modèle socialiste</i>	347
3.1.3 <i>L'évanescence de la centralité ouvrière, perte d'un repère militant</i>	352

3.2	La dénonciation de l'union révélatrice d'une identité militante communiste qui se fissure	354
3.2.1	<i>L'échec du programme commun, celui de la prétention du parti d'être à avant-garde du processus unitaire</i>	355
3.2.2	<i>Un parti à nouveau sans perspective politique</i>	359
3.2.3	<i>L'impuissance constatée nourrie les errements politiques</i>	362
<hr/>		
Partie IV - 1980- 1992, L'usine de Billancourt, un monde qui se défait		365
1	Les ouvriers déstabilisés, puis stigmatisés	367
1.1	1980 – 1992 : Réaffirmation de l'ordre patronal, préparation de la fermeture de l'usine	368
1.1.1	<i>1981- 1984 : Expérimentations sociales, nouvelles modalités de la subordination salariale</i>	369
1.1.2	<i>1985 - Direction et syndicat, l'inévitable affrontement</i>	374
1.1.3	<i>Les Evolutions du travail les nouveaux habits de la subordination</i>	376
1.1.4	<i>La fermeture de l'usine, un enjeu politique maîtrisé par l'entreprise</i>	379
1.2	Les dernières luttes et l'épuisement des dynamiques ouvrières des « années 68 »	385
1.2.1	<i>A la chaîne, l'individualisation par la polyvalence détourne l'exigence égalitaire</i>	385
1.2.2	<i>Peintres et emboutisseurs, l'automatisation est la fin de leur force collective</i>	389
1.2.3	<i>OP, cohésion maintenue, et conscience de leur impuissance</i>	392
1.3	Racisme, religion, chômage : les déstabilisations identitaires confortent un repli des immigrés	395
1.3.1	<i>La religion et le brouillage identitaire des ouvriers immigrés</i>	395
1.3.2	<i>Après la grève de Talbot, la crainte s'exprime</i>	400
1.3.3	<i>Les menaces sur l'emploi OS poussent à revediquer une fierté de producteur</i>	403
1.3.4	<i>Autant d'obstacles à l'émergence d'une « nouvelle figure ouvrière »</i>	405
2	Les ouvriers perd l'appui de OS sans gagner celui des ITC	406
2.1	Le PCF au gouvernement et les espoirs déçus des salariés	407
2.1.1	<i>1981, le PCF défend sa participation gouvernementale contre la menace supposée d'une grève</i>	407
2.1.2	<i>PCF et CGT défend Billancourt, moins ses ouvriers</i>	410
2.1.3	<i>Tensions centrifuges entre catégories etrisque de « balkanisation politique du salariat »</i>	418
2.2	Les attentes insatisfaites des OS immigrés, et leur instrumentalisation	421
2.2.1	<i>Ne pas rester OS à vie, des réponses laissant entière la subordination salariale</i>	421
2.2.2	<i>L'action de Vitry discrédite les appels à l'unité des Français et des immigrés</i>	425
2.2.3	<i>Vaine instrumentalisation des OS immigrés, au bénéfice des bastions communistes menacés</i>	428
2.3	L'évanescence du concept de classes comme opérateur politique	431
2.3.1	<i>Définir autrement les classes ne réduit pas leurs contradictions</i>	431
2.3.2	<i>La politique de rapprochement des ITC échoue à l'usine</i>	434
2.3.3	<i>Les militants à la recherche d'une identité communiste perdue</i>	437

3	La section communiste de Billancourt, un bateau ivre	439
3.1	La participation de communistes au gouvernement dérouté les militants	439
3.1.1	<i>L'expérience gouvernementale, révélatrice de l'hétérogénéité politique de la section</i>	439
3.1.2	<i>Autogestion ou nouvelle gestion, des alternatives qui ne font pas l'unité de la section</i>	445
3.1.3	<i>la participation gouvernementale interdit d'exploiter les ressorts tribuniens</i>	448
3.2	1985 – 1992 : Des conflits internes, des pratiques éclatées entre radicalité et option gestionnaire	450
3.2.1	<i>La Neutral, acmé de la ligne gestionnaire</i>	450
3.2.2	<i>Les « dix de Billancourt », fuite en avant qui laisse les ouvriers spectateurs</i>	453
3.2.3	<i>La radicalité, inefficace palliatif au désarroi identitaire</i>	457
3.3	Une section communiste que l'adversité divise	458
3.3.1	<i>Des clivages sociaux, générationnels et politiques</i>	459
3.3.2	<i>Militance communiste, militanceCGT, des engagements qui ne seraient plus complémentaires</i>	461
3.3.3	<i>Le CE, une ressource qui pallie surtout la démobilisation des militants</i>	463
3.3.4	<i>Une section qui a perdu sa substance et sa cohésion militantes</i>	466
4	Billancourt, un univers politique défait	468
<hr/>		
	Conclusion	471
<hr/>		
	Annexes	481
	Annexe 1 - L'usine en 1950	482
	Annexe 2 - L'usine en 1969	483
	Annexe 3 - L'usine en 1983 - 1990	484
	Annexe 4 - Evolution des principales activités industrielles de Billancourt entre 1950 et 1992	485
	Annexe 5 - 1947 – 1992 : Les principales grèves (de 5 jours et plus) à Billancourt et à Renault	486
	Annexe 6 - Evolution des effectifs de Billancourt, tous salariés et ouvriers	490
	Annexe 7 - Evolution des effectifs de Billancourt et part dans l'effectif total de Renault en France	490
	Annexe 8 - Les étrangers dans l'effectif total de Renault	491
	Annexe 9 - Evolution des effectifs étrangers à Billancourt	491
	Annexe 10 - L'évolution du nombre d'indices et de taux des manœuvres aux P1	492
	Annexe 11 - Evolution de la grille des manœuvres aux P1	492
	Annexe 12 - Les droits syndicaux dans l'entreprise en 1954	493

Annexe 13 - Les droits syndicaux dans l'entreprise en 1975	494
Annexe 14 - L'influence des syndicats mesurée par les scores électoraux	495
Annexe 15- Les effectifs du PCF (cartes placées)	496
Annexe 16 - Brèves biographies des acteurs syndicaux et politiques de Billancourt	497
Index	509
Bibliographie et sources	512
Table des matières	521